

TABLE NOMINATIVE 2014 - DÉBATS DU SÉNAT

ABATE (Patrick)
sénateur (Moselle)
CRC

Devenu sénateur le 22 décembre 2014 (en remplacement de M. Jean-Marc Todeschini, devenu membre du Gouvernement).

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Réélu le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

Délégué de la Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre suppléant du comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités jusqu'au 27 mai 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 108 tome 3 annexe 24 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des finances*): Enjeux liés au développement des monnaies virtuelles de type bitcoin - Table ronde.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*): Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des finances*): Reconquérir l'économie réelle - Communication en vue de l'examen des articles 4 à 8 ter du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Audition de M. Thierry Breton, ancien ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, président directeur-général d'Atos, chargé de deux missions sur le cloud par le Gouvernement et par la Commission européenne.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*): Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoires bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice

des communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de M. Loïc Cauret, vice-président chargé du développement économique et de l'emploi, président de Lamballe Communauté, Mme Estelle Grelier, vice-présidente chargée des affaires européennes, députée de Seine-Maritime, et M. Marc Fesneau, membre du conseil d'orientation, président de la communauté de communes de Beauce et Forêt - Assemblée des communautés de France (AdCF).

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des finances*) : Enjeux liés au développement du Bitcoin et des autres monnaies virtuelles - Communication.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison) (p. 880). (p. 880). (p. 882). (p. 883). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 905). (p. 906). - **Article additionnel après l'article 72 bis** (p. 912). (p. 913).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dépenses des régions en matière de haut et de très haut débit** - (20 février 2014) (p. 2122).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en République centrafricaine** - (25 février 2014) (p. 2338, 2339).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (9 avril 2014) (p. 2579, 2580).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2678). (p. 2678). (p. 2684). (p. 2686).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater viciés B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs) (p. 3279, 3280).

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4790, 4791). (p. 4791, 4792).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 5853).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7379, 7380).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7512, 7513).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 17 (réservé)** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8870). (p. 8878, 8879). - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8891). (p. 8892). - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes -

Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF (p. 8899). (p. 8900). (p. 8901). (p. 8902).

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9443, 9444).

- Rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9465, 9466). (p. 9471, 9472). (p. 9473). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 9474). (p. 9477).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9985).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10458).

AÏCHI (Leila)
sénatrice (Paris)
ECOLO

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Action extérieure de l'Etat : action de la France en Europe et dans le monde [n° 110 tome 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 138 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 [n° 168 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'AFD pour la période 2014-2016 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'AFD.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la

loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 689). (p. 690, 691). (p. 693). (p. 695). (p. 696). (p. 696). (p. 698). (p. 701). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 707, 708).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4042, 4043). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4064).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4191, 4192). - **Article 3** (*Actualisation des orientations et cohérence de l'ensemble des politiques publiques*) (p. 4206). - **Article 5** (*Responsabilité sociale et environnementale*) (p. 4213). (p. 4214). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (*Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique*) (p. 4247). (p. 4247, 4248). (p. 4250). (p. 4255). (p. 4256). (p. 4257). (p. 4257, 4258). (p. 4258). (p. 4259). (p. 4260). (p. 4263). (p. 4268, 4269). (p. 4271).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires - Commission mixte paritaire [n° 552 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4443, 4444).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4985, 4986).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5055, 5056).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Commission mixte paritaire [n° 585 (2013-2014)]** - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5136, 5137).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5330, 5331).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5333).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Article 1er** (*Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire*) (p. 7083, 7084). (p. 7084). (p. 7092). (p. 7092).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 5** (art. 421-2-6 [nouveau] et 421-5 du code pénal - *Création d'un délit d'entreprise terroriste individuelle*) (p. 7122). - **Article 9** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - *Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet*) (p. 7138, 7139). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 57-1 du code de procédure pénale - *Perquisition de données stockées à distance ou sur des terminaux mobiles à partir d'un système informatique implanté dans les services de police ou unités de gendarmerie - Faculté pour l'officier de police judiciaire de requérir toute personne ayant les codes d'accès d'un système informatique faisant l'objet d'une perquisition*) (p. 7143). - **Article 15** (art. L. 242-6 du code de la sécurité intérieure - *Extension de la durée de conservation des enregistrements des interceptions de sécurité*) (p. 7147). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7164).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8492).

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer [n° 231 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 8494, 8496).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût financier et économique de la pollution de l'air** - (27 novembre 2014) (p. 9029).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) - rapporteur pour avis (p. 9287, 9288). (p. 9301, 9302).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) (p. 9421, 9422).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat

- (3 décembre 2014) (p. 9529, 9530).

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9709, 9711).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 [n° 138 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 10607, 10608).

ALFONSI (Nicolas)
sénateur (Corse-du-Sud)
RDSE

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 412 (2013-2014)] relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 467 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Justice.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 776 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur -

Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des lois*) : Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la SNCM** - (9 janvier 2014) (p. 172).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 428, 429).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections - Deuxième lecture [n° 339 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 65 du code électoral - Décompte des bulletins blancs*) (p. 1548).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 468 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3535, 3538).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 41-4 du code de procédure pénale - Conservation des scellés*) (p. 3547). (p. 3547). (p. 3548). (p. 3549). (p. 3549). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 308 du code de procédure pénale - Systématisation de l'enregistrement sonore des débats en cour d'assises*) (p. 3549). - **Article 3** (*art. 622 à 626-12 du code de procédure pénale - Instauration d'une cour unique de révision et de réexamen*) (p. 3555). (p. 3554). (p. 3554). (p. 3555). (p. 3555). (p. 3556). (p. 3556). (p. 3557). (p. 3558). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 451-1 et L. 451-2 du code de l'organisation judiciaire - Coordination dans le code de l'organisation judiciaire*) (p. 3559). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 222-17 et L. 233-3 du code de justice militaire - Coordination dans le code de justice militaire*) (p. 3559).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté** - *Deuxième lecture* [n° 498 (2013-2014)] - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4000).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** - *Commission mixte paritaire* [n° 528 (2013-2014)] - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4010, 4011).

- **Débat sur la Corse et la réforme territoriale** - (30 juin 2014) (p. 5414, 5416).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5467).

ALLIZARD (Pascal)
sénateur (Calvados)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 18 décembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Proposition de résolution européenne n° 73 sur l'expression des parlements

nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne
- Examen du rapport de M. Robert Navarro.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7028, 7029).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9612, 9613).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10045, 10046).

- **Question orale sans débat sur les règles de construction et d'évolution du bâti en zone agricole et naturelle** - (16 décembre 2014) (p. 10421, 10422). (p. 10422).

ALQUIER (Jacqueline)
sénatrice (Tarn)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (26 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (17 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle** [n° 378 (2013-2014)] - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1304, 1305).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées** [n° 461 (2013-2014)] - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3478, 3480). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3501, 3502).

- **Question orale sans débat sur la justice du XXI^e siècle et la création des tribunaux départementaux** - (20 mai 2014) (p. 4096). (p. 4097).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014** [n° 689 (2013-2014)] - (15 juillet 2014) - **Question préalable** (p. 6144).

AMIEL (Michel)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Rookeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus) et à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national de veille sanitaire (Inves).

Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

AMOUDRY (Jean-Paul)
sénateur (Haute-Savoie)
UDI-UC

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate pressentie à la direction générale de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (16 décembre 2014) (p. 10468).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10469).

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (29 janvier 2014) - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 904). (p. 904). (p. 905). (p. 906).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2680, 2681).

ANDRÉ (Michèle)
sénatrice (Puy-de-Dôme)
SOC

NOMINATIONS

Présidente de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; première vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La France et l'Iran : des relations économiques et financières à reconstruire [n° 605 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 706 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 751 (2013-2014)] (17 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La marche en avant de l'administration préfectorale [n° 753 (2013-2014)] (17 juillet 2014) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Pouvoirs publics [n° 108 tome 3 annexe 23 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Michel Serres, membre de l'Académie française, auteur de *Petite poucette*.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des finances*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Services historiques de la défense - Communication.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des finances*) : Engagement du groupe La Poste suite à l'entrée en gestion extinctive du Crédit immobilier de France et action du groupe dans le financement des collectivités territoriales - Audition conjointe de MM. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste, président du conseil de surveillance de la Banque Postale, et Rémy Weber, président du directoire de la Banque Postale.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Charles Coppelani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des finances*) : Situation économique et financière de l'Autriche, de la Hongrie et de la Slovaquie - Communication de M. Philippe Marini.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission en Iran du 22 au 29 avril 2014.

Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des finances*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Agences des aires marines protégées (AAMP) et politique de protection du milieu marin - Contrôle budgétaire - Communication.

Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des finances*) : Désignation de rapporteur.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : contrôle de la politique d'aide publique au développement de la France au Vietnam - Contrôle budgétaire - Communication.

Musée national du sport - Contrôle budgétaire - Communication.

Questions diverses - Taxation des produits énergétiques et de l'électricité - Communication.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Accord entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») - Examen du rapport.

Avenir des préfectures - Contrôle budgétaire - Communication.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des finances*) : Enjeux liés au développement du Bitcoin et des autres monnaies virtuelles - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Constitution du bureau de la commission.

Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, Rome 29 et 30 septembre 2014 - Compte rendu.

Contrats de plan État-régions (CPER) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Désignation d'un rapporteur.

Diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Désignation des rapporteurs spéciaux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate aux fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Vote sur la nomination de Mme Stéphane Pallez, candidate aux fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 48 à 50) - Examen du rapport spécial.

Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 60) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » (et articles 56 quinquies et 56 sexies) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 13, 14, 15, 16, 17, 18, 21, 22, 30, 33 et 35 du texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 30) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des Etats étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif aux centres provisoires d'hébergement - CPH) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles précédemment réservés et position de la commission sur la première partie.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » (et article 51) et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de la motion I-414 tendant à opposer la question préalable.

Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 24 novembre 2014 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au fonctionnement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'article 17.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du lundi 8 décembre 2014 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Recevabilité financière.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Organismes extra parlementaires - Désignations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation** - *Deuxième lecture* [n° 283 (2013-2014)] - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 679, 680).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 23 (priorité)** (*art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, art. L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires*) (p. 744).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3602, 3604).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public** [n° 516 (2013-2014)] - (13 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3869, 3871). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3890, 3891).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013** [n° 715 (2013-2014)] - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6079, 6081).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** - *Nouvelle lecture* [n° 747 (2013-2014)] - (21 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6467, 6468).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013** - *Nouvelle lecture* [n° 759 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6634, 6635).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA »)** [n° 706 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6662, 6663).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7020, 7021).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7550).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019** [n° 56 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 7885, 7887).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8513, 8516).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Organisation des travaux** (p. 8583).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Article 9 ter (nouveau)** (*art. 1648 A du code général des impôts - Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 8788).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Demande de réserve** (p. 8879).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8984).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9119).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2014) (p. 9223, 9224).

Santé

- (29 novembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Etat B** (p. 9253).

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Organisation des travaux** (p. 9364, 9365).

Provisions

- (2 décembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Etat B** (p. 9386).

Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 64** (p. 9389).

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Organisation des travaux** (p. 9512).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9574, 9575).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) - présidente de la commission des finances (p. 9596).

Pouvoirs publics

- (5 décembre 2014) - présidente de la commission des finances (p. 9682, 9683).

Economie

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9752, 9753). (p. 9754).

Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Etat D** (p. 9757).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Articles non rattachés - Seconde délibération** (p. 9949). - **Article 31 et état A** (*Pour coordination*) (p. 9975).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9982, 9983).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10036, 10037).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - présidente de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 10113, 10114).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Article 16** (*art. 1379, 1396, 1527 [nouveau], 1635 sexies et 1641 du code général des impôts - Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues*) (p. 10206). - **Article 24** (*art. 1655 septies [nouveau] du code général des impôts - Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale*) (p. 10250). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10332).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 153 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10599, 10600).

ANDRÉ (Pierre)
sénateur (Aisne)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

ANDREONI (Serge)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

ANGO ELA (Kalliopi)
sénatrice (Français établis hors de France - Série 1)
ECOLO

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 2 mai 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 4 mai 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Kader Arif, ministre délégué aux anciens combattants.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 112, 113).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale** [n° 349 (2013-2014)] - (20 février 2014) - **Article 11** (*art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle*) (p. 2140).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en République centrafricaine** - (25 février 2014) (p. 2328, 2330).

ANTISTE (Maurice)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination ; membre suppléant le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Définition du programme de travail de la délégation.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 34 (priorité)** (art. L. 111-2-1, L. 180-1 [nouveau], L. 181-17, L. 181-25 [nouveau], L. 182-1, L. 182-1-1 [nouveau], L. 182-8, L. 182-9, L. 272-1, L. 272-6 à L. 272-10, L. 272-13 à L. 272-16, L. 372-1, L. 461-5, L. 461-10, L. 511-14 [nouveau], L. 571-1, L. 571-2, L. 681-1, L. 681-10, L. 762-6 et L. 762-7 du code rural et de la pêche maritime ; art. 6 de l'ordonnance n° 2011-864 du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le département de Mayotte et à Saint-Martin ; art. 4 de la loi n° 2013-453 du 3 juin 2013 visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Pilotage de la politique agricole et agro-alimentaire outre-mer) (p. 2719). (p. 2720, 2721). (p. 2721). (p. 2721).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3619, 3620).

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4723, 4724).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5238, 5239).

- **Question orale sans débat sur les algues des Sargasses** - (14 octobre 2014) (p. 6969). (p. 6970).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9157, 9158).

ANTOINETTE (Jean-Étienne)
sénateur (Guyane)
SOC-A

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Les zones économiques exclusives ultramarines : le moment de vérité [n° 430 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental.

Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Michel Aymeric, secrétaire général de la mer.

Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'État, président du groupe de travail sur la réforme du code minier.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane - Présentation du rapport d'information.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Présentation du rapport d'information du groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane, par Mme Dominique Gillot et M. Michel Magras, co-rapporteurs (réunion conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication).

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** [n° 251 (2013-2014)] - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 207, 208).

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2381, 2382).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (10 avril 2014) - **Article 34 A (priorité)** (art. L. 181-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Finalités de la politique agricole dans les outre-mer) (p. 2712, 2713). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 181-1, L. 181-2, L. 181-3, L. 181-24, L. 181-26 [nouveau], L. 182-25, L. 274-11 [nouveau], L. 371-1, L. 371-2, L. 372-8, L. 371-5-1 et L. 371-5-2 [nouveaux], L. 461-2 du code rural et de la pêche maritime ; article L. 150-1 du code de l'urbanisme - Adaptation aux outre-mer des dispositions des titres Ier à IV du projet de loi et homologation des peines) (p. 2729, 2730). - **Article additionnel après l'article 36 (priorité)** (p. 2730). (p. 2731).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2 ; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de

l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois (p. 3149).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 6** (art. L. 145-46-1 [nouveau] du code de commerce - **Droit de préférence pour le locataire en cas de vente du local commercial qu'il occupe**) (p. 3252).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 30 A** (art. L. 671-2 [nouveau] du code de l'énergie - **Plan de prévention des ruptures d'approvisionnement dans le secteur des**

produits pétroliers dans les outre-mer) (p. 3351, 3352). (p. 3352). (p. 3352).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Article 1er** (*Définition des objectifs*) (p. 4199, 4200).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4981, 4983).

ANZIANI (Alain)
sénateur (Gironde)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

Questeur du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 225 (2013-2014)] tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 401 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Vote électronique : préserver la confiance des électeurs [n° 445 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 544 (2013-2014)] relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 565 (2013-2014)] (28 mai 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 521 (2013-2014)] tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes [n° 606 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Coordination du travail gouvernemental et modernisation de l'Etat [n° 114 tome 11 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, ancien président du Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Communication.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Application de l'article 68 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Deuxième lecture** [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 533, 534). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 432-12 du code pénal - Clarification du champ des poursuites de la prise illégale d'intérêt) (p. 540, 541). - **Article 1er B (art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - Charte de l'élu local)** (p. 544).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture** [n° 564 (2013-2014)] - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4482, 4483).

- Rapporteur pour avis - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 4515). (p. 4516). - **Article 40 AA (Texte non modifié par la commission)** (art. 9-1 [nouveau] et 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Définition des subventions publiques) (p. 4560). - **Article 40 ABA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-4 du code de commerce - Obligations comptables des associations recevant un niveau de subvention supérieur à un seuil) (p. 4560, 4561). - **Article 42 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 626-2-1 et L. 641-4-1 [nouveaux] du code de commerce - Modalités d'élaboration d'un plan de sauvegarde) (p. 4571). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-4 du code de commerce - Respect des obligations de compatibilité et de publicité des comptes pour les associations recevant des subventions) (p. 4572). - **Article 44 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Possibilité pour un mineur de devenir membre d'une association) (p. 4573). (p. 4573, 4574).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution** [n° 30 (2014-2015)] - (21 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7269, 7270). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions d'examen devant la première assemblée saisie*) (p. 7278). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions d'examen devant la seconde assemblée saisie*) (p. 7279). (p. 7279). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Bureau de la Haute Cour*) (p. 7280). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Composition et rôle de la commission chargée de recueillir l'information nécessaire à la mission de la Haute Cour*) (p. 7280). (p. 7282). (p. 7283). (p. 7283). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Débats devant la Haute Cour et vote sur la destitution*) (p. 7284). (p. 7284).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2014) (p. 9677).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9690, 9691).

ARCHIMBAUD (Aline)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
ECOLO

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 20 novembre 2014.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 10 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 496 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'accès égalitaire pour toutes aux techniques d'assistance à la procréation [n° 517 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Amiante : des enjeux toujours actuels, relever le défi du désamiantage [n° 668 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des finances*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information de 2005 sur l'amiante - Examen du rapport de suivi.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** - (7 janvier 2014) (p. 76, 77).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déraillement d'un train de déchets nucléaires en gare de Drancy** - (9 janvier 2014) (p. 176, 177).

- **Question orale sans débat sur les déchets d'activités de soins infectieux provenant de malades soignés à domicile** - (21 janvier 2014) (p. 400, 401). (p. 401).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 4, 5, 6-1 [nouveau] et 8 de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Clarification des conditions d'enquête et élargissement du champ des personnes susceptibles d'être sollicitées et des informations susceptibles d'être consultées par le contrôleur général) (p. 434, 435).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 501, 502). - **Article 1er** (Conditions de fermeture d'un établissement public de santé) (p. 515, 516).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Extension de la trêve hivernale) (p. 1045). (p. 1045). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation, L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation de saisine des commissions départementales de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CAPEX) pour les bailleurs personnes morales hors SCI familiales) (p. 1049). (p. 1049). (p. 1050). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 1056). (p. 1057). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-2 et

L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 1059). (p. 1059). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles; art. 102 du code civil - Simplification des règles de domiciliation) (p. 1060). (p. 1061). (p. 1061). - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 633-4 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un comité de résidents dans chaque logement-foyer) (p. 1066). (p. 1066).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fort de Vaujours** - (6 février 2014) (p. 1445).

- **Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 343 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1706, 1707).

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2383, 2384).

- **Débat sur le bilan des 35 heures à l'hôpital** - (27 février 2014) (p. 2446, 2447).

- **Question orale sans débat sur les suicides sur le territoire du parc amazonien de Guyane** - (15 avril 2014) (p. 3055). (p. 3056).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3469, 3470). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre les agendas d'accessibilité programmée pour les établissements recevant du public et de clarifier la réglementation relative à la mise en accessibilité de ces établissements ainsi que des bâtiments d'habitation) (p. 3485, 3486). (p. 3486). (p. 3492, 3493). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre diverses mesures proposées par la concertation nationale sur l'accessibilité et d'adapter certaines dispositions à l'outre-mer) (p. 3498).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3631, 3632). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1225-65-1 et L. 1225-65-2 nouveaux du code du travail - Possibilité pour un salarié de céder des jours de repos) (p. 3637).

- **Question orale sans débat sur la discrimination des personnes séropositives jusque dans la mort** - (6 mai 2014) (p. 3690). (p. 3690).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4101, 4102).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 4 (Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire)** (p. 4506, 4507). (p. 4507). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 4519, 4520). - **Article 10 ter (Innovation sociale)** (p. 4521, 4522). (p. 4522).

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4719, 4720).

- **Question orale avec débat sur l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des demandeurs d'emploi** - (12 juin 2014) (p. 4795, 4796).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes**

handicapées - Commission mixte paritaire [n° 632 (2013-2014)] - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5196, 5197).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5332, 5333).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5821, 5822). (p. 5823).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6138, 6139).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6156). (p. 6157). (p. 6158). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6172). (p. 6173, 6174). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6213). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6234).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6588, 6589).

- **Question orale sans débat sur la santé et le nucléaire** - (14 octobre 2014) (p. 6962). (p. 6962).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des hépatites B et C** - (21 octobre 2014) (p. 7215, 7216). (p. 7216).

- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7251, 7254).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - *Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C*) (p. 8013). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8021).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 8026). (p. 8027). (p. 8028). (p. 8028). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8054). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8063).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - *Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigarillos sur celle en vigueur pour les cigarettes*) (p. 8094). - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8096). (p. 8096). (p. 8102). (p. 8103). (p. 8104). (p. 8104, 8105). (p. 8105). (p. 8105, 8106).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 29** (art. L. 161-35-2 (nouveau), L. 162-16-7 et L. 863-3 du code de la sécurité sociale - *Tiers payant intégral pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS*) (p. 8179). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8182, 8183). (p. 8183). - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 322-4 du code de la sécurité sociale - *Exonération des participations forfaitaires et des franchises pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS*) (p. 8187, 8188). - **Articles additionnels après l'article 29 bis** (p. 8189). (p. 8190). (p. 8191, 8192). (p. 8192, 8193). (p. 8193). (p. 8193). (p. 8194).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 40** (art. L. 1432-3, L. 1432-5, L. 1432-6, L. 1435-8, L. 1435-9 et L. 1435-10 du code de la santé publique - *Réforme des modalités de gestion et des missions du Fonds d'intervention régional, FIR*) (p. 8235). (p. 8236). - **Article 41** (art. L. 161-37, L. 162-1-7-1, L. 162-1-8 et L. 165-1-1 du code de la sécurité sociale - *Financement de l'innovation*) (p. 8238). (p. 8239).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8417, 8418). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 381-6 du code de la sécurité sociale - *Procédure d'affiliation des étudiants*) (p. 8426).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 8466, 8468). - **Article 1er** (*Création d'un malus automobile assis sur la quantité de polluants atmosphériques émise*) (p. 8483). (p. 8485). - **Article 3** (*Rapport au Parlement sur l'indépendance de l'expertise technique relative à la définition et à la méthodologie des mesures des émissions de polluants par les véhicules automobiles*) (p. 8491). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8492).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2014) (p. 9227, 9228).

Santé

- (29 novembre 2014) (p. 9241, 9242). - **Etat B** (p. 9249, 9250).

ARIF (Kader)
ministre délégué auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants (jusqu'au 1er avril 2014)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire (du 10 avril 2014 au 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'attribution de la médaille militaire** - (7 janvier 2014) (p. 10, 11).

- **Question orale sans débat sur l'évolution des effectifs et des missions de l'armée de l'air en Charente-Maritime** - (7 janvier 2014) (p. 11, 12).

- **Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** - (7 janvier 2014) (p. 77, 79).

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance du statut d'ancien combattant aux anciens casques bleus de la force**

intérimaire des Nations Unies au Liban - (21 janvier 2014) (p. 406).

- **Question orale sans débat sur l'amélioration de l'indemnisation des victimes des essais nucléaires** - (21 janvier 2014) (p. 407, 408).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion**

générale (p. 5040, 5041). - **Article 1er** (*Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes*) (p. 5042). - **Article 2** (p. 5042). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5043).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5050, 5052). (p. 5059, 5060). - **Article unique** (p. 5062).

ARNELL (Guillaume)
sénateur (Saint-Martin)
RDSE

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 20 novembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer le 17 décembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Arnaud Martrenchar, chef du

bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la sous-direction des politiques publiques, direction générale des outre-mer, et de M. Grégoire Cayé, chargé de mission.

Audition de M. Philippe Ruelle, directeur général de l'Union des producteurs de producteurs de bananes de Guadeloupe et Martinique (UGPBAN), de Mme Sylvie Lemaire, déléguée générale du Syndicat du sucre de La Réunion, et de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom, accompagné de Mme Laetitia de La Maisonneuve, chargée des relations avec le Parlement, et de M. Emmanuel Detter, consultant.

Audition de Mme Anne-Brigitte Masson, chef du bureau politique agricole extérieure, commerce et développement - Direction générale du Trésor.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) (p. 9132, 9133).

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9150, 9151).

ARTHUIS (Jean)
sénateur (Mayenne)
UDI-UC

Démissionnaire (élu député européen) le 30 juin 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 1er juillet 2014.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations jusqu'au 18 juin 2014.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude (et commission nationale de lutte contre le travail illégal) jusqu'au 18 juin 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Compte rendu de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) (semaine parlementaire du semestre

européen) - Communication de MM. Philippe Marini, Jean Arthuis et Richard Yung.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des finances*): Gestion de la dette française - Audition de M. Ambroise Fayolle, directeur général de l'Agence France trésor.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1551, 1553). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 223-2 du code de l'action sociale et des familles - Limitation du rôle des services de l'Aide sociale à l'enfance en matière d'accueil des mineurs isolés étrangers*) (p. 1570, 1571).

- **Débat sur le bilan des 35 heures à l'hôpital** - (27 février 2014) (p. 2443, 2445).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3589, 3591).

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
CRC

Présidente du groupe communiste républicain et citoyen.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 20 novembre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat ; nouvelle nomination le 4 novembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La rétention administrative : éviter la banalisation, garantir la dignité des personnes [n° 773 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la géolocalisation.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Application de l'article 68 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Expression des auteurs des propositions de résolution.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Rappel au règlement** - (7 janvier 2014) (p. 29, 30).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale du gouvernement à la suite des vœux du président de la République** - (9 janvier 2014) (p. 177, 178).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture** [n° 267 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 315, 316).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture** [n° 268 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation** [n° 285 (2013-2014)] - (20 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 369, 370). - **Article 1er** (art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction*) (p. 383). (p. 383). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 390).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement** [n° 278 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Article 1er** (*Conditions de fermeture d'un établissement public de santé*) (p. 513, 514).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne** [n° 182 (2013-2014)] - (13 février 2014) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1696, 1697).

- **Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical** [n° 343 (2013-2014)] - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1705).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810** [n° 363 (2013-2014)] - (17 février 2014) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1739).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** [n° 381 (2013-2014)] - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2265, 2266).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation - Commission mixte paritaire** [n° 375 (2013-2014)] - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2298, 2299).

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2379, 2380).

- **Débat sur l'épargne populaire** - (26 février 2014) (p. 2401, 2402).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture** [n° 383 (2013-2014)] - (26 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2414).

- **Questions cribles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2460, 2461). (p. 2461).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (9 avril 2014) (p. 2588, 2590).

- **Question orale sans débat sur l'exécution de trois militantes kurdes dans les locaux de leur organisation parisienne** - (29 avril 2014) (p. 3529, 3530). (p. 3530, 2531).

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 466 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4331, 4332).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4826, 4827). - **Article 1er** (art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale) (p. 4839). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 4866, 4867). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4871).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4909, 4910).

- **Rappel au règlement** - (18 juin 2014) (p. 4975, 4976).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4988, 4989).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (19 juin 2014) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 2002-306 du 4 mars 2002 portant réforme de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Extension des missions de l'EPELFI) (p. 5080). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3134-4, L. 3134-7, L. 3134-13, L. 3134-14 et L. 3134-15 du code du travail - Modernisation du droit local relatif au repos dominical et pendant les jours fériés) (p. 5086).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5092, 5093).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 721-2 du code de procédure pénale - Modification du régime des réductions de peine afin d'éviter les sorties sans accompagnement) (p. 5364).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5406, 5407).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5453, 5455).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5566). - **Article 1er (Nouvelle carte régionale)** (p. 5596).

- **Projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive - Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6260, 6262).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7051, 7053). - **Article additionnel**

avant l'article 1er (p. 7073). - **Article 1er (Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire)** (p. 7081). (p. 7082). (p. 7084). (p. 7086). (p. 7090).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 9 (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet)** (p. 7132). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7164, 7165).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7271, 7272). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Modalités de dépôt et d'examen de la proposition de réunion de la Haute Cour) (p. 7277, 7278).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7389, 7391).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7671, 7672).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Article 1er (supprimé)** (Approbation du rapport annexé) (p. 7917, 7918). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Mécanisme de correction des écarts par rapport à la trajectoire de solde structurel) (p. 7920). - **Article 9 (Stabilisation des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs)** (p. 7921).

- **Rappel au règlement** - (20 novembre 2014) (p. 8505, 8506).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (28 novembre 2014) (p. 9125).

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) (p. 9131, 9132). - **Etat B** (p. 9143).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) (p. 9176).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 9804).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10054, 10056).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10372, 10374).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10432, 10433).

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle le 20 janvier 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 313 (2013-2014)] tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 365 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : L'aménagement urbain en France et au Japon : quel cadre de vie pour demain ? [n° 116 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Rapport annuel sur l'application des lois - Bilan de l'année parlementaire 2012-2013 et perspectives nouvelles [n° 623 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Culture : création, cinéma [n° 112 tome 2 fasc. 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Programme de travail de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport public pour l'année 2013 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diversité culturelle - Table ronde.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Accès à la formation à l'heure du numérique - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Grégoire, co-auteur du rapport « Quelle indemnisation chômage pour les intermittents du spectacle ? Modélisation et évaluation d'un régime alternatif ».

Audition de M. Thierry Braillard, secrétaire d'Etat aux sports.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et de M. Serge Lasvignes, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Rapport annuel sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe d'études sur les arts de la scène, de la rue et des festivals en région - Communication.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Lutte contre le piratage commercial des œuvres culturelles sur Internet - Audition de Mmes Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi) et Mireille Imbert-Quareta, présidente de la commission de protection des droits de la Hadopi.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Examen du rapport d'information.

Rapport relatif à l'avenir régional de France 3 - Audition de Mme Anne Brucy.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Examen du rapport d'information de MM. Jacques Legendre et Jacques-Bernard Magner, rapporteurs sur la mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Réunion commune avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre des dispositions de la loi du 23 juillet 2010 relatives aux chambres de commerce et d'industrie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure - Examen du rapport d'information.

Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale

des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Loi de finances pour 2015 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Bredin, présidente du CNC (centre national du cinéma et de l'image animée).

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avancés à l'audiovisuel public » et « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique du patrimoine culturel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission de réflexion sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Communication de M. Jean Pierre Leleux, rapporteur pour avis des crédits de l'audiovisuel.

Nomination de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - (7 janvier 2014) (p. 66, 67).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 480, 481).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur la TVA applicable à la presse numérique** - (23 janvier 2014) (p. 606, 607).

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 366 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1712, 1714). - **Article 2** (p. 1725).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5395, 5398).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - au nom - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8742, 8743). (p. 8744). - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8816, 8817). (p. 8818). (p. 8819).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8858, 8859). (p. 8860). (p. 8862).

Deuxième partie :

AUBAN (Bertrand)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9208, 9209).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9455, 9457). - **Etat B** (p. 9468, 9469). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 9477).

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9638, 9639).

Médias, livre et industries culturelles

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9645).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31, L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37 L. 2333-38 L. 2333-39 L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code du tourisme - *Réforme de la taxe de séjour*) (p. 9893). (p. 9894, 9895).

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 499 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord relatif à l'hébergement et au fonctionnement du centre de sécurité Galileo [n° 511 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord relatif à l'hébergement et au fonctionnement du centre

de sécurité Galileo - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Avenir de la stratégie spatiale européenne - Table ronde.

AUBEY (François)
sénateur (Calvados)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis vice-président le 4 décembre 2014.

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Écologie, développement et mobilité durables : Transports aériens [n° 113 tome 3 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) - Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé aux fonctions de directeur général.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

(*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cibles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8528, 8529). (p. 8529).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9707, 9708).

AYRAULT (Jean-Marc)
Premier ministre
(jusqu'au 1er avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tournant social-libéral** - (9 janvier 2014) (p. 173, 174).

BAILLY (Dominique)
sénateur (Nord)
SOC

Questeur du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral du 18 juin 2014 au 8 octobre 2014.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République le 26 février 2014 ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale du gouvernement à la suite des vœux du président de la République** - (9 janvier 2014) (p. 178).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les résultats en termes d'emplois et d'économies** - (20 février 2014) (p. 2112, 2113).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la biodiversité** - (20 février 2014) (p. 2114, 2115).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Ukraine** - (20 février 2014) (p. 2117).

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Europol et Eurojust : perspectives d'avenir [n° 477 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde avec la participation de directions nationales de contrôle de gestion.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol et Eurojust : perspectives d'avenir - Rapport d'information de

MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur le sport féminin professionnel.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Braillard, secrétaire d'Etat aux sports.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Giandomenico Magliano, ambassadeur d'Italie en France.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la jeunesse.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les substances « extrêmement préoccupantes » dans des produits de grande consommation** - (21 janvier 2014) (p. 398). (p. 399).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le chômage dans le Nord-Pas-de-Calais** - (20 mai 2014) (p. 4086, 4087). (p. 4087).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4131, 4132).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4706, 4707).

- **Question orale sans débat sur la situation des communautés d'Emmaüs dans le Nord-Pas-de-Calais au regard des cotisations sociales** - (22 juillet 2014) (p. 6569). (p. 6570).

- **Question orale sans débat sur les conséquences du retrait du dispositif des politiques de la ville pour certaines villes du Douaisis** - (14 octobre 2014) (p. 6972, 6973). (p. 6973).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage [n° 677 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7005, 7006).

- **Question orale sans débat sur la validité des plans locaux d'urbanisme après un changement de schéma de cohérence territoriale** - (21 octobre 2014) (p. 7208). (p. 7208).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8461).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9572, 9573).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9669, 9670).

BAILLY (Gérard)
sénateur (Jura)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 10 novembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Biocarburants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Secteur des télécommunications - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan d'activité de la délégation 2011-2014.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre des dispositions de la loi du 23 juillet 2010 relatives aux chambres de commerce et d'industrie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Relations entre la grande distribution et les industriels - Communication de M. Jean-Claude Lenoir.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour la session 2014-2015.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de Mme Sandra Lagumina, directeur général de Gaz réseau distribution France (GRDF), de M. Dominique Maillard, président du directoire de Réseau de transport d'électricité (RTE), de M. Philippe Monloubou, président du directoire d'Électricité réseau distribution France (ERDF), et de M. Thierry Trouvé, directeur général de GRTgaz.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 62, 63).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2634, 2635). - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - *Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation*) (p. 2657, 2658). (p. 2682, 2683). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2696). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Création des*

groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2701, 2702).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2763). (p. 2766). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2776). - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2786). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2820). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 2836). - **Article 10 bis A (nouveau)** (art. L. 665-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles dans le patrimoine de la France) (p. 2839). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2854). (p. 2857). (p. 2859). (p. 2860).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 12 bis A (nouveau)** (Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole) (p. 2887). - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2890). - **Article 12 ter** (art. L. 122-3 du code de l'environnement - Systématisation de l'analyse des effets des projets sur l'agriculture dans les études d'impact) (p. 2899). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2910). (p. 2913). (p. 2921). (p. 2923). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 2929). (p. 2929). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 nonies du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture) (p. 2932). (p. 2934). (p. 2935). - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2943).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2972). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 à L. 311-3-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 2980). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 2986). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2994). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 427-6 du code de l'environnement - Autorisation de tir de prélèvement du loup en cas d'attaque avérée) (p. 3001). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 3014).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article additionnel après l'article 24** (p. 3100, 3101). (p. 3101). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime; art. L. 132-1, L. 132-2,

L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 3145). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers) (p. 3158). (p. 3158). (p. 3159). (p. 3159, 3160). (p. 3161). (p. 3161). (p. 3162).

- **Question orale sans débat sur les trains express régionaux et le désenclavement du haut Jura** - (6 mai 2014) (p. 3709, 3710). (p. 3710).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3790).

- **Question orale sans débat sur les accords de libre-échange et l'avenir de la filière de la viande française** - (3 juin 2014) (p. 4407). (p. 4408).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6348, 6350).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 à L. 315-5 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1 du code rural et de la pêche maritime - Création des groupement d'intérêt économique et environnemental, GIEE, et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 6377). - **Article 4** (art. L. 211-3 et L. 213-12 du code de l'environnement, et art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole) (p. 6379). (p. 6382). (p. 6383). (p. 6384). (p. 6386). (p. 6387). - **Article 8 bis (suppression maintenue)** (Mise à disposition d'espaces de diffusion sur les radios et télévisions publiques pour des campagnes collectives d'information sur les produits frais) (p. 6400). - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France) (p. 6403). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - Préservation du foncier agricole) (p. 6410). (p. 6412, 6413). (p. 6414). - **Article 12 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-3 du code de l'environnement, art. L. 111-2 et L. 112-1-3 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Impact et compensation agricole des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés) (p. 6422). (p. 6423). - **Article 13** (art. L. 141-1, articles L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1, L. 142-5-2 [nouveaux], L. 143-1, L. 143-1-1 [nouveau], L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1, L. 143-7-2 et L. 143-12 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 6428). (p. 6428).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance) (p. 6500). - **Article additionnel avant l'article 27** (p. 6509). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-3,

L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 211-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 213-3, L. 214-5, L. 214-13, L. 214-13-1 [nouveau], L. 214-14, L. 321-1, L. 321-3, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-22 [nouveau], L. 331-23 [nouveau], L. 332-7, L. 332-8 [nouveaux], L. 341-2, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-9, L. 341-10, L. 342-1 et L. 363-5 du code forestier - Favoriser la Constitution de groupements d'intérêt économique et environnemental forestier. Compenser les défrichements (p. 6523). (p. 6526). (p. 6527). - **Article 38** (art. L. 512-1, L. 514-3, art. L. 514-3-1, L. 514-3-2 [nouveaux], L. 514-4, L. 644-12, L. 653-6 du code rural et de la pêche maritime - Clarification et simplification de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime) (p. 6538). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6547, 6548).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8392, 8393).

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

- Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9603, 9604).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9621). - **Article 47** (Modification du dispositif d'exonération en faveur de l'emploi saisonnier agricole) (p. 9624, 9625).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis (SIDA).

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du conseil de modération et de prévention jusqu'au 17 février 2014.

Membre titulaire du comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies le 26 novembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014 ; puis vice-président du 11 mars 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 410 (2013-2014)] relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié [n° 598 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Justice - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les conséquences de la crise sur le système de protection sociale espagnol [n° 656 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Amiante : des enjeux toujours actuels, relever le défi du désamiantage [n° 668 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 776 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Direction de l'action du Gouvernement : Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) [n° 111 tome 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les enjeux scientifiques, technologiques et éthiques de la médecine personnalisée » présenté par M. Alain Claeys et M. Jean-Sébastien Vialatte.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Michel Houdebine, chef du service des politiques publiques à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conséquences de la crise économique sur le système de protection sociale espagnol - Compte rendu de la mission d'information.

Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut national du cancer.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Rookeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2015 - Action « Mildeca » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique, sur la fin de vie.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 506, 507).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé [n° 325 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1658, 1659).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3579).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3617, 3618). - **Article unique** (p. 3623).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3632, 3633).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - **Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire**) (p. 3768). (p. 3776). (p. 3776). (p. 3777). (p. 3778). (p. 3782). (p. 3782). (p. 3788). (p. 3792).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) (p. 3917). (p. 3921). (p. 3921). (p. 3926). (p. 3928). (p. 3928). (p. 3929). (p. 3930).

(p. 3936). (p. 3948). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3967).

- *Commission mixte paritaire [n° 573 (2013-2014)]* - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4761, 4762).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale - Commission mixte paritaire [n° 582 (2013-2014)]** - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4773, 4774).

- **Proposition de loi relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié [n° 599 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5003, 5004).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6128, 6130).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2014*) (p. 6154). - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - *Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés*) (p. 6163, 6164). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6168). (p. 6169). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - *Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6195). (p. 6198). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6234).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6981, 6982).

- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7260, 7261).

- **Question orale sans débat relative au rapport sur l'utilisation des tubulures contenant du DEHP** - (4 novembre 2014) (p. 7650). (p. 7651).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7967, 7968).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - *Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C*) (p. 8015, 8016). (p. 8020). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8022). - **Article 8 ter (nouveau)** (*Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs*) (p. 8045). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 131-6 et L. 242-4-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime - *Intégration dans l'assiette des cotisations sociales de la fraction du revenu, distribuée aux dirigeants majoritaires de SA et de SAS, qui excède 10 % du capital social*) (p. 8065).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8095). (p. 8099). - **Article 14** (art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - *Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés*) (p. 8112).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la recherche sur les biotechnologies** - (13 novembre 2014) (p. 8118).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] (suite)**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17- 5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - *Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments*) (p. 8150). (p. 8154).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8184). (p. 8185). (p. 8187). - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 8201). (p. 8201).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 34** (art. L. 3111-11 et L. 3112-3 du code de la santé publique - *Prise en charge des vaccins réalisés dans les centres publics de vaccination*) (p. 8215). - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - *Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques*) (p. 8221). - **Article 38** (art. L. 1435-4-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Création d'un praticien territorial de médecine ambulatoire, PTMA*) (p. 8227). (p. 8228). - **Article 39** (art. L. 1435-4-4 [nouveau] du code de la santé publique - *Soutien à la médecine ambulatoire en montagne*) (p. 8228). - **Article 40** (art. L. 1432-3, L. 1432-5, L. 1432-6, L. 1435-8, L. 1435-9 et L. 1435-10 du code de la santé publique - *Réforme des modalités de gestion et des missions du Fonds d'intervention régional, FIR*) (p. 8237). (p. 8237). - **Article 41** (art. L. 161-37, L. 162-1-7-1, L. 162-1-8 et L. 165-1-1 du code de la sécurité sociale - *Financement de l'innovation*) (p. 8231). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8239). (p. 8241). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé*) (p. 8243). (p. 8244). - **Article 44** (art. L. 162-22-7-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Régulation de la prescription de produits sur la liste en sus*) (p. 8252). - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - *Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments dérivés du sang*) (p. 8261). (p. 8261). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8267). (p. 8271). (p. 8271). - **Article 50** (art. L. 1142-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Réparation des dommages imputables aux actes à visée esthétique*) (p. 8277). - **Article 55** (*Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2015*) (p. 8293). - **Article 56** (art. L. 351-14-1 du code de la sécurité sociale - *Rachat de trimestres d'assurance vieillesse pour les enfants de harkis*) (p. 8304). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - *Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires*) (p. 8321, 8322). - **Articles additionnels après l'article 61 A** (p. 8327). (p. 8327).

- **Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 9002, 9003).

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 ter** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - *Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs*) (p. 9016). - **Article 12 sexies (supprimé)** (*Cumul emploi retraite des médecins exerçant en zone sous-dense*) (p. 9038).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 29 bis A (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur les dépassements d'honoraires*) (p. 9052).

(p. 9052). - **Article 61 A** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 9071).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9689, 9690).

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9711).

BAROIN (François)
sénateur (Aube)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Médias, livre et industries culturelles [n° 108 tome 3 annexe 19 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement le 9 décembre 2014.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » (et articles 56 quinquies et 56 sexies) - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités locales** - (16 octobre 2014) (p. 7159, 7160).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9628, 9629).

Médias, livre et industries culturelles

- (4 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9644).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10345, 10346).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives le 17 décembre 2014.

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie) le 9 octobre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 149 (2014-2015)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 158 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 208 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de

représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : Contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des lois*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des lois*) : Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Constitution du Bureau.

Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Représentation des communes dans une intercommunalité.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Application de l'article 68 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Nomination de rapporteur.

Simplification des entreprises - Désignation des commissions saisies pour avis.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des lois*) : Application de l'article 68 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord local de représentation des communes membres d'une

communauté de communes ou d'agglomération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Bureau de la commission - Communication.

Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Yves Krattinger, ancien sénateur, auteur du rapport d'information « Des territoires responsables pour une République efficace ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompier volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Loi de finances 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances 2015 - Mission « outre-mer » - Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

Lutte contre les discriminations - Vote sur la publication du rapport d'information.

Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des communautés de France : M. Marc Fesneau, président de la commission « Institutions et pouvoirs locaux », et M. Alain Berthéas, vice-président de la commission « Développement économique et emploi » de l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des maires de France : M. Jacques Péliissard, président de l'AMF, et M. Jean-Louis Puissegur, membre du Bureau de l'AMF et président de l'Association des maires de Haute-Garonne.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain

Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des lois*) : Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Îles Wallis et Futuna - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'Etat », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurités » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport d'information.

Simplification de la vie des entreprises - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'associations oeuvrant dans le domaine social.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de confédérations syndicales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études du Conseil d'État.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'entreprises de travaux et de services, partenaires des collectivités territoriales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'organisations patronales et d'organismes consulaires.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

(*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Auditions, sous forme de table ronde d'universitaires spécialisés dans l'approche comparative des organisations territoriales au sein de l'Union européenne.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et des incidences sur la situation de l'emploi et la recherche dans notre pays - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 15 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Organismes extraparlamentaires - Désignations.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture** [n° 267 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 312, 315).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture** [n° 268 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**.

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Deuxième lecture** [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Article 1er B** (art. L. 1111-1-1

[nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - Charte de l'élu local) (p. 545). (p. 547).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (29 janvier 2014) - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison) (p. 883).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage** [n° 198 (2013-2014)] - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1494). (p. 1498).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers** [n° 341 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1560, 1561).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2642, 2643).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2961). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 722-5, L. 722-5-1 [nouveau], L. 722-6, L. 722-7, L. 723-3, L. 731-23, L. 732-39 du code rural et de la pêche maritime - Remplacement de la surface minimum d'installation par une activité minimale pour l'assujettissement à la mutualité sociale agricole) (p. 2968). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 à L. 311-3-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 2973). (p. 2974). (p. 2980). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 3029). - **Article 22 bis A (nouveau)** (art. L. 250-2 du code rural et de la pêche maritime - Attribution d'un pouvoir de contrôle) (p. 3033).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3116). (p. 3117).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 444 (2013-2014)] - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3382, 3384). - **Article 2 F (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3121-2 du code du travail - Inclusion des déplacements entre deux lieux de travail dans le temps effectif de travail) (p. 3390). - **Article 2 G (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-6 du code du travail - Rapport à la Commission nationale de négociation collective et au Conseil supérieur de l'égalité professionnelle pour la révision des classifications professionnelles) (p. 3390). (p. 3391). - **Article 2** (art. L. 161-9, L. 161-9-2, L. 168-7, L. 333-3, L. 381-1, L. 531-1, L. 531-4, L. 531-9, L. 531-10, L. 532-2, L. 544-9, L. 552-1, L. 553-4, L. 755-19, L. 531-4 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1225-48 du code du travail - Réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 3394). (p. 3395). - **Article 2 bis B** (art. L. 1225-16 du code du travail - Octroi de trois autorisations d'absence à un père salarié pour assister à certains examens prénataux de sa compagne) (p. 3398). (p. 3399). - **Article 2 bis (suppression maintenue)** (Remise d'un rapport au Parlement sur les effets de la réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 3400). (p. 3400). - **Article 5 quinquies C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2212-1 du code de la santé publique - Suppression de la référence à la notion de détresse dans le cadre d'une demande d'interruption volontaire de grossesse) (p. 3404, 3405). (p. 3406). - **Article 17 bis (suppression maintenue)** (art. 373-

2, 373-2-9, 373-2-10 et 388-1 du code civil, art. 227-2 du code pénal - *Résidence alternée des enfants*) (p. 3434).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 468 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Article 3** (art. 622 à 626-12 du code de procédure pénale - *Instauration d'une cour unique de révision et de réexamen*) (p. 3558).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3633, 3634).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4348, 4349).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4913, 4914).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Question préalable** (p. 5243, 5245). - **Article 1er** (art. 130-1 [nouveau] du code pénal - *Fonctions de la peine*) (p. 5250, 5251). (p. 5252). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-18-1, 132-19-1, 132-19-2 et 132-20-1 du code pénal ; art. 362 et 706-25 du code de procédure pénale ; art. 20, 20-2, 20-3 et 48 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Suppression des peines minimales d'emprisonnement*) (p. 5259). - **Article 6** (art. 132-29, 132-35, 132-36, 132-37, 132-38, 132-39 et 132-50 du code pénal ; art. 735 et 735-1 du code de procédure pénale - *Suppression de la révocation automatique du sursis simple*) (p. 5261). (p. 5261). - **Article 6 bis** (art. 132-44, 132-45 et 132-52 du code pénal - *Modifications du régime de l'emprisonnement assorti du sursis avec mise à l'épreuve, SME*) (p. 5264). - **Article 6 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-49 du code pénal - *Suppression des restrictions en matière de révocation partielle du SME*) (p. 5265). - **Article 7 quater** (art. 723-17 [nouveau] du code de procédure pénale - *Convocation devant le juge de l'application des peines avant la mise à exécution des peines d'emprisonnement ferme aménageables non exécutées dans un délai de trois ans*) (p. 5271, 5272).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5467).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5533, 5534).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5554). (p. 5561). - **Article 1er (Nouvelle carte régionale)** (p. 5587, 5588). (p. 5604). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - *Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale*) (p. 5657).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire)** (p. 7088).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 5** (art. 421-2-6 [nouveau] et 421-5 du code pénal - *Création d'un délit d'entreprise terroriste individuelle*) (p. 7122).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) -

président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Composition et rôle de la commission chargée de recueillir l'information nécessaire à la mission de la Haute Cour*) (p. 7283).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)]** - (23 octobre 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 7354).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7391, 7394).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7481).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7520). (p. 7529). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 7583). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7595). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7616). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7621).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7714, 7715).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7798). (p. 7799).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés*) (p. 7806).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 8445, 8446).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - président de la commission des lois - **Article 5 A (nouveau)** (art. L. 321-2 du code de l'environnement - *Champ d'application de la « loi littoral » sur le territoire de la commune nouvelle*) (p. 10357).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Rappel au règlement** (p. 10433). - **Discussion générale** (p. 10503, 10505).

BATAILLE (Delphine)
sénatrice (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation de l'étude de faisabilité de M. Patrick Hetzel, député, et Mme Delphine Bataille, sénateur, concernant « Les enjeux stratégiques des terres rares ».

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 97, 99).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 677, 678).

- *Commission mixte paritaire* [n° 348 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1600, 1601).

- **Question orale sans débat sur l'Etat sanitaire dégradé du département du Nord** - (18 février 2014) (p. 1760, 1761). (p. 1761, 1762).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2357, 2359).

- **Questions cribles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2463, 2464). (p. 2464).

- **Question orale sans débat sur la suppression de l'arrêt du «train de Matisse» au Cateau-Cambrésis** - (15 avril 2014) (p. 3060). (p. 3061).

- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4159, 4160).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4492, 4493).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Commission mixte paritaire [n° 557 (2013-2014)]** - (5 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4600).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4653, 4655).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4915, 4916).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Article unique** (p. 5060, 5061).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5337, 5338). (p. 5338).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5890, 5891).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le logement** - (17 juillet 2014) (p. 6291).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale)** (p. 7531).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8391, 8392).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8441, 8442).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10501, 10502).

BAYLET (Jean-Michel)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 49, 51).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3593, 3595).

- **Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs [n° 514 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3906).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4911, 4912).

BEAUFILS (Marie-France)
sénatrice (Indre-et-Loire)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Remboursements et dégrèvements [n° 108 tome 3 annexe 27 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des finances*): Gestion de la dette française - Audition de M. Ambroise Fayolle, directeur général de l'Agence France trésor.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*): Programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*): Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des finances*): Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*): Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement pour 2013 et débat d'orientation des finances publiques pour 2015 - Examen du rapport et du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Accord entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») - Examen du rapport.

Avenir des préfetures - Contrôle budgétaire - Communication.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des finances*) : Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) - Audition, ouverte à la presse, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Constitution du bureau de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » (et article 51) et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'Etat » de la mission « Politique des territoires » et programme « Politique de la ville » de la mission « Politique des territoires » (et article 57 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de la motion I-414 tendant à opposer la question préalable.

Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'amélioration de l'indemnisation des victimes des essais nucléaires** - (21 janvier 2014) (p. 406, 407). (p. 408).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3864, 3866). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3876). (p. 3877). (p. 3877, 3878). (p. 3878, 3879). (p. 3880). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Validation des contrats de prêt ne comportant pas de TEG*) (p. 3882). - **Article 2** (*Validation des contrats de prêt comportant un TEG erroné*) (p. 3886). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3890).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5823, 5824).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Deuxième lecture [n° 727 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6330, 6331).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des études de notaires** - (14 octobre 2014) (p. 6954). (p. 6955).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7232, 7235).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8538, 8540).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 6** (Art. 790 H [nouveau], 790 I [nouveau] et 1840 G ter du code général des impôts - Incitation à la libération du foncier constructible et à la construction de logements par l'aménagement des droits de mutation à titre gratuit) (p. 8643).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 quater (suite)** (p. 8658). (p. 8659). - **Articles additionnels après l'article 6 quinquies** (p. 8663, 8664). (p. 8665). - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 8669, 8670). (p. 8671). (p. 8671). (p. 8674). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8680). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodecies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 8694, 8695). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8703). (p. 8705, 8706). (p. 8708).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 (suite)** (p. 8726, 8727). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 261 E, art. 278-0 bis, art. 1559, art. 1560, art. 1561, art. 1562, art. 1563, art. 1564, art. 1565, art. 1565 bis, art. 1565 septies, art. 1565 octies, art. 1566, art. 1699, art. 1791, art. 1822 et art. 1822 bis du code général des impôts et art. L. 223 du livre des procédures fiscales - Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des droits d'entrée perçus par les organisateurs de réunions sportives) (p. 8730). (p. 8731). - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8755). (p. 8760). (p. 8772).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 17 (réservé)** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8878).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales** - (27 novembre 2014) (p. 9030).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] (suite)**

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9324, 9325).

Remboursements et dégrèvements

- (1er décembre 2014) (p. 9330, 9331).

- Rapporteur spéciale - **Etat B** (p. 9332, 9333). (p. 9333).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2014) (p. 9367, 9368).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9379, 9380). (p. 9385).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 10096, 10099).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10116, 10117).

BEAUMONT (René)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (28 mai 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 699 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son protocole d'application [n° 624 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 701 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et au statut de leurs forces [n° 627 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et la Serbie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et au statut de leurs forces - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation du protocole entre la France et la Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1468, 1469).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2679). (p. 2680). - **Article 2** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) et de FranceAgriMer) (p. 2691). (p. 2692).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 24** (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 3096, 3097). (p. 3099). (p. 3099).

BÉCHU (Christophe)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Pierrette Poncela, professeure à l'université Paris Ouest Nanterre, directrice du master droit pénal.

BÉCOT (Michel)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Sabrina Bellucci, directrice, et M. Sébastien Brach, administrateur de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM), M. Alain Boulay, président de l'association d'aide aux parents d'enfants victimes (APEV), ainsi que M. Stéphane Gicquel, secrétaire général, et Mme Marie-Alexia Banakas, juriste de la Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (FENVAC).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des lois*) : Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis secrétaire le 5 février 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Lasserre, candidat désigné aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Morgane Merteuil et M. Thierry Schaffauser, représentants du Syndicat du travail sexuel (STRASS), et de Mme Cécile Lhuillier, co-présidente d'Act Up-Paris.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mmes Franceline Lepany, présidente et France Arnould, directrice de l'association les Amis du bus des femmes.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les

hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Secteur des télécommunications - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** [n° 251 (2013-2014)] - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 196, 199). - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 221). - **Articles additionnels après l'article 1er bis A** (p. 237). (p. 237). - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 256). (p. 258). (p. 258). (p. 258). (p. 259).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article additionnel après l'article 10 A** (p. 294). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 295, 296). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 301, 302).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (29 janvier 2014) - **Article 61** (*art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement*) (p. 895).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture** [n° 564 (2013-2014)] - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4486, 4488). - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4496). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Guide des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4499). (p. 4499). (p. 4499). (p. 4501). - **Article 7** (*art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 4511). (p. 4511). (p. 4512). (p. 4512). (p. 4513). (p. 4513). - **Article 14** (*art. 19 quater, 19 duodecies, 25-1 à 25-5, 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947, art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 ; art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983, art. L. 524-2-1, L. 527-1-2 et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et art. L. 422-3, L. 422-12 et L. 313-17 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un régime général de révision coopérative*) (p. 4537). - **Article 40 AFA** (*art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Versement transport*) (p. 4565). (p. 4566). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 541-10 du code de l'environnement - Éco-organismes*) (p. 4578). (p. 4578). (p. 4579). (p. 4580). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4585, 4586).

BEL (Jean-Pierre)
sénateur (Ariège)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

Président du Sénat ; a présidé les séances des 7, 9, 16, 23, 30 janvier, 6, 11, 13, 20, 25 février, 8, 9, 10, 15, 17, 29 avril, 15 mai, 5, 19, 26 juin, 1er, 2, 3, 4, 17 juillet, 16 et 24 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 30, 31).

- **Souhaits de bienvenue au président du Sénat du Royaume d'Espagne** - (10 avril 2014) (p. 2676).

- **Éloge funèbre de René Teulade, sénateur de la Corrèze** - (15 avril 2014) (p. 3073, 3075). (p. 3076).

- **Ouverture de la session extraordinaire de 2013-2014** - (1er juillet 2014) (p. 5431).

- **Salut à une délégation de représentants de la Fondation Abbé Pierre** - (3 juillet 2014) (p. 5478).

- **Ouverture de la seconde session extraordinaire de 2013-2014** - (16 septembre 2014) (p. 6867).

- **Clôture de la seconde session extraordinaire 2013-2014** - (16 septembre 2014) (p. 6876).

- **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 2013-2014** - (24 septembre 2014) (p. 6883).

- **Clôture de la troisième session extraordinaire 2013-2014** - (24 septembre 2014) (p. 6907).

BELOT (Claude)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP-R

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Val-de-Marne)
ECOLO

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-présidente le 5 février 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique jusqu'au 20 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 232 (2013-2014)] relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 342 (2013-2014)] (5 février 2014) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 496 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'accès égalitaire pour toutes aux techniques d'assistance à la procréation [n° 517 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : « La lutte contre les discriminations : de l'incantation à l'action » [n° 94 (2014-2015)] (12 novembre 2014) - **Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Asile [n° 114 tome 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : Contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des lois*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mmes Laurence Noël et Rosen Hicher, sorties de la prostitution.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompier volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'Etat », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurités » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

Expression des auteurs des propositions de résolution.

(*commission des lois*) : Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 94, 95).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 202, 203). - **Article 1er (Politique de la ville)** (p. 219). (p. 222). (p. 223). (p. 224). (p. 225). (p. 225). (p. 226). (p. 236). (p. 236). - **Article 2 (art. 6, 7, art. 9-1 à 9-3, 10-3 et 10-4 [nouveaux], 11 et 12 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ; art. 5 de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir - Nouveau programme national de renouvellement urbain)** (p. 242). (p. 245). (p. 245). - **Article 5 (Contrats de ville)** (p. 259). - **Article 5 bis (Conseils citoyens)** (p. 264). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission) (Fondation des quartiers)** (p. 267). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 267). (p. 267).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 8 (art. L. 1111-2, L. 2251-3, L. 2313-1, L. 2564-19, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-1 et L. 5216-5 et L. 5217-4 du code général des collectivités territoriales - Gouvernance locale de la politique de la ville)** (p. 277). (p. 277). - **Article 9 ter (Texte non modifié par la commission) (Dissolution de l'Agence nationale pour la cohésion et l'égalité des chances)** (p. 286). (p. 287). - **Article 10 A (nouveau) (art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence)** (p. 288, 289). (p. 292). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 296).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 429, 430).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 447, 448).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1484). (p. 1487). (p. 1497). - **Article 1er (supprimé) (art. 322-4-1 du code pénal - Doublement des peines de l'installation illicite en réunion sur un terrain appartenant à autrui)** (p. 1501). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1503). (p. 1503, 1504). (p. 1504, 1505). (p. 1510, 1511). (p. 1513). (p. 1513). - **Article 2 (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Suppression des motifs d'ordre public fondant la mise en demeure de quitter les lieux)** (p. 1514).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Commission mixte paritaire [n° 334 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1573, 1574).

- **Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 343 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1699, 1701).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2311, 2312).

- **Questions cibles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2461). (p. 2462).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3381, 3382). - **Article 5 quinquies C (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2212-1 du code de la santé publique - Suppression de la référence à la notion de détresse dans le cadre d'une demande d'interruption volontaire de grossesse)** (p. 3406). - **Article 5 sexies A (Texte non modifié par la commission) (art. 601, 627, 1137, 1374, 1728, 1729, 1766, 1806, 1880 et 1962 du code**

civil, art. L. 314-8 du code de la consommation, art. L. 462-12 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 221-2 du code de l'urbanisme, art. L. 641-4 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la notion de « bon père de famille » dans le code civil et dans d'autres codes) (p. 3408). - **Article 14 bis (suppression maintenue) (art. L. 316-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit d'une carte de séjour aux victimes de la traite des êtres humains)** (p. 3423). (p. 3423). - **Article 14 ter A (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clarification du droit au séjour des victimes de violences conjugales de nationalité étrangère)** (p. 3424). (p. 3425). - **Article 14 quinquies (Texte non modifié par la commission) (art. L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction de fonder le refus de délivrer une carte de résident à une victime de violences conjugales sur la rupture de vie commune)** (p. 3426). (p. 3426). - **Article 17 (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 - Extension du dispositif de signalement de contenus illicites sur Internet aux faits d'incitation à la haine en raison du sexe, de l'orientation sexuelle ou du handicap et aux faits de diffusion d'images de violence)** (p. 3429). (p. 3429, 3430). (p. 3430).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3618).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3666, 3667).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 498 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4000, 4001).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Commission mixte paritaire [n° 528 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4011, 4012).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 546 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4317).

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 466 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4329, 4330).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4375, 4376). - **Article 1er (Suppression du point de départ de la prescription du viol sur mineur, à la majorité de la victime)** (p. 4385, 4386).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Article 6 (article non modifié par la commission) (art. L. 611-7-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un fichier national des mineurs isolés étrangers)** (p. 4390).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'antisémitisme** - (5 juin 2014) (p. 4629, 4630).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4913).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5223, 5225).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) - **Question préalable** (p. 5249, 5250). - **Article 3** (art. 132-19, 132-20 et 132-24 du code pénal ; art. 362 et 495-8 du code de procédure pénale - Renforcement de l'obligation de motivation des peines d'emprisonnement sans sursis et du caractère subsidiaire de la peine d'emprisonnement en matière correctionnelle) (p. 5254). (p. 5255). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5269). (p. 5269). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 5271). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 5274). (p. 5274). (p. 5274). - **Article 7 quinquies A (nouveau)** (art. 122-1 du code pénal ; art. 362, 706-136-1 [nouveau], 706-137, 706-139, 721 et 721-1 du code de procédure pénale - Atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits) (p. 5275). - **Article 8** (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal ; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale) (p. 5283). - **Article 8 bis (supprimé)** (art. 132-70-4 [nouveau] du code pénal - Possibilité pour le juge de l'application des peines de convertir une peine d'emprisonnement d'une durée maximale d'un an en une peine de contrainte pénale) (p. 5288, 5289). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits) (p. 5295).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Article 16** (art. 720 [nouveau] du code de procédure pénale - Mesure de libération sous contrainte pour les condamnés à des peines inférieures ou égales à cinq ans d'emprisonnement) (p. 5362). (p. 5363). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5363). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 721-2 du code de procédure pénale - Modification du régime des réductions de peine afin d'éviter les sorties sans accompagnement) (p. 5364). - **Article 18 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 147-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical) (p. 5371). - **Article 18 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Simplification des conditions de mise en œuvre de la procédure de suspension de peine pour raison médicale) (p. 5372). - **Article additionnel après l'article 19 B** (p. 5380). (p. 5380). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5387).

- **Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6257, 6258). (p. 6259, 6260).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6727, 6728).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7057, 7059). - **Article 1er** (Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un

dispositif d'interdiction de sortie du territoire) (p. 7075). (p. 7082). (p. 7086). (p. 7090). (p. 7093). (p. 7093). - **Article 4** (art. 421-2-5 [nouveau] du code pénal ; art. 24, 24 bis, 48-1, 48-4 à 48-6, 52 et 65-3 de la loi du 29 juillet 1881 - Transfert des délits de provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie du terrorisme de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse dans le code pénal) (p. 7101). (p. 7104). (p. 7104, 7105). (p. 7105).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 5** (art. 421-2-6 [nouveau] et 421-5 du code pénal - Création d'un délit d'entreprise terroriste individuelle) (p. 7119). (p. 7121). (p. 7121). (p. 7122). - **Article 7** (art. 706-16 du code de procédure pénale - Extension de la compétence concurrente de la juridiction de Paris) (p. 7126). - **Article 9** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet) (p. 7135). (p. 7135). (p. 7138). (p. 7139). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7166).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7270, 7271).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7670, 7671).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7768, 7769). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20-12 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Reconnaissance des condamnations et des décisions de probation pour les mineurs) (p. 7786). (p. 7787).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel (p. 9128, 9129). (p. 9135, 9136).

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9273, 9274).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10008, 10009).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10061, 10062).

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOC

Vice-président du Sénat à compter du 8 octobre 2014 ; a présidé les séances des 14, 29 octobre, 12, 13, 19, 26, 27 novembre, 3, 4, 10, 11, 16, 17 et 18 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Réélu le 28 septembre 2014.

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale des services jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 294 (2013-2014)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 307 (2013-2014)] (22 janvier 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 355 (2013-2014)] (11 février 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la commission pour le contrôle de l'application des lois : « La réforme des chambres de commerce et d'industrie : des résultats régionaux contrastés ». Bilan d'application de la loi du 23 juillet 2010 [n° 712 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre des dispositions de la loi du 23 juillet 2010 relatives aux chambres de commerce et d'industrie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 748). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance) (p. 769).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 867, 868).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 926, 928).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - rapporteur - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, L. 441-2-9 [nouveau], L. 472-3 et L. 423-13 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 1106). (p. 1106). (p. 1108). (p. 1108). - **Article 48** (art. L. 342-1 à L. 342-20 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Création de l'Agence nationale de contrôle du logement social, ANCOLS) (p. 1115). (p. 1115). - **Article additionnel après l'article 48** (p. 1116). - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1 à L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 442-8-1 et L. 442-8-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Extension des missions des opérateurs du logement social) (p. 1122). (p. 1124). (p. 1125). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 1125). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 411-2-1 [nouveau], art. L. 422-11, L. 423-4, L. 423-5, L. 481-1, L. 481-6 et article L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux) (p. 1128). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 421-13, L. 421-13-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 1130). (p. 1131). (p. 1132). (p. 1133). - **Article 55** (art. L. 423-3, L. 452-1, L. 452-1-1, L. 452-2, L. 452-2-1, L. 452-2-2 [nouveau], L. 452-4 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des missions et procédures de la Caisse de garantie du logement locatif social, CGLLS) (p. 1135). (p. 1135). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-5-1, L. 301-5-2, L. 302-1, L. 302-2, art. L. 302-4-2 et L. 302-4-3 [nouveaux] et art. L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation - Élargissement des délégations de compétence aux établissements publics de coopération intercommunale en matière de politique du logement) (p. 1138). (p. 1139). (p. 1139). (p. 1140). (p. 1140). (p. 1140). (p. 1140). (p. 1141). (p. 1141). - **Article 58** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 1151). (p. 1152). (p. 1154). (p. 1154). (p. 1155). (p. 1155). (p. 1155). (p. 1156). (p. 1156). (p. 1157). (p. 1158). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 1159).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 68** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers de l'Etat) (p. 1167). - **Article 70** (art. L. 210-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit

de préemption) (p. 1171). (p. 1172). (p. 1172). (p. 1173). (p. 1173). (p. 1174). (p. 1175). (p. 1175). (p. 1175). - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Mesures de coordination relatives au droit de préemption) (p. 1176). (p. 1178). (p. 1178). (p. 1179). - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1181). (p. 1181). (p. 1182). (p. 1184). (p. 1184, 1185). (p. 1185). (p. 1186, 1187). (p. 1189). (p. 1190, 1191). (p. 1191). (p. 1192). (p. 1194). (p. 1195). (p. 1195). - **Article 76 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Cession à titre onéreux de biens relevant du domaine privé de l'Etat) (p. 1197). - **Article 78 bis (Texte non modifié par la commission)** (Construction de logements dans les zones C des plans d'exposition au bruit) (p. 1198). - **Article 84 bis (suppression maintenue)** (art. L. 125-6, L. 125-7, L. 512-21 [nouveau], L. 514-20, L. 515-12, L. 556-1, L. 556-2 et L. 556-3 du code de l'environnement - Instauration par l'Etat de zones de vigilance et lutte contre les friches industrielles) (p. 1203). - **Article 84 ter (suppression maintenue)** (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Dispositions relatives au domaine de Chambord) (p. 1205). - **Article additionnel après l'article 87** (p. 1208). - **Article 59 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme) (p. 1210). - **Article additionnel avant l'article 61 (précédemment réservé)** (p. 1211). - **Article 61 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 1212). (p. 1212). (p. 1215). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1219). (p. 1221, 1222). - **Article 64 (précédemment réservé)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 1227). (p. 1228). (p. 1229). (p. 1229). (p. 1230). (p. 1231). (p. 1232). (p. 1232). (p. 1232). (p. 1233). (p. 1233). (p. 1234). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1236). (p. 1237). (p. 1238). (p. 1239). (p. 1239). (p. 1239). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1245).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance) (p. 3097).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3219, 3221). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 3229). - **Article 1er quater** (art. L. 145-15 et L. 145-16 du code de commerce - Inopposabilité de la prescription biennale des actions en nullité posée à l'art. L. 145-60 du code de commerce) (p. 3234). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce - Généralisation de l'application de l'indice des loyers commerciaux, ILC, et de l'indice des loyers des activités tertiaires, ILAT) (p. 3238). - **Article 7** (art. L. 214-1, L. 214-1-1 [nouveau], L. 214-2 du code de l'urbanisme, et L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Droit de préemption commercial) (p. 3256). - **Article additionnel après l'article 20 AA** (p. 3298). (p. 3298).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 20 bis** (art. L. 751-5 et L. 751-6 du code de commerce - Statut et composition de la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3316). - **Article 21 ter** (art. L. 752-6 du code de commerce - Critères d'appréciation des commissions départementales d'aménagement commercial) (p. 3322). (p. 3323). - **Article additionnel après l'article 23 ter** (p. 3327). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3328). - **Article 30 bis** (art. L. 2224-18 du code général des collectivités territoriales - Droit de présentation d'un successeur par le titulaire d'une autorisation d'occupation dans une halle ou un marché) (p. 3353). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3358).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3367). (p. 3368).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** - *Nouvelle lecture* [n° 747 (2013-2014)] - (21 juillet 2014) - **Article 1er quater** (*Marquage et traçabilité des produits de tabacs*) (p. 6475). (p. 6476).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération** [n° 34 (2014-2015)] - (22 octobre 2014) - **Article 1er** (*Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint*) (p. 7312).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire allemande** - (19 novembre 2014) (p. 8449).

- **Question orale sans débat sur le devenir des sites SNCF Technicentre de Périgueux et des ateliers de Chamiers** - (16 décembre 2014) (p. 10413). (p. 10414).

BERNARD-REYMOND (Pierre)
sénateur (Hautes-Alpes)
NI

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Union européenne : du crépuscule au nouvel élan [n° 407 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Europol et Eurojust : perspectives d'avenir [n° 477 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à la réforme du mode de scrutin départemental [n° 797 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord cadre entre la France et l'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations israélo-palestiniennes - Audition de M. David Pollock, chercheur au Washington Institute for Near East Policy.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Eurojust.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Arnaud Danjean, président de la sous-commission « Sécurité et défense » du Parlement européen.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Faillites bancaires - Proposition de résolution de M. Richard Yung.

Institutions européennes - L'Ecosse et l'Union européenne - Communication de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Politique de coopération - Arctique - Adhésion et participation aux programmes européens de l'Islande et de la Norvège - Communication de M. André Gattolin.

Politique de voisinage - Ukraine.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Politique européenne et situation intérieure de la Slovaquie - Rapport d'information de M. Simon Sutour et de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Philippe Errera, directeur chargé des affaires stratégiques au ministère de la défense.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol et Eurojust : perspectives d'avenir - Rapport d'information de MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4118, 4120).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit au Proche-Orient** - (17 juillet 2014) (p. 6293).

BERSON (Michel)
sénateur (Essonne)
SOC-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre titulaire du comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers jusqu'au 17 février 2014.

Membre titulaire du Comité stratégique de la société du Grand Paris.

Membre titulaire du conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La sûreté nucléaire de demain : un enjeu financier et démocratique [n° 634 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 108 tome 3 annexe 24 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation, ouverte à la presse, du rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) relatif à « L'Etat de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2013 ».

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Financement de la sûreté nucléaire - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et nouvelle procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Avenir des préfetures - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Accueil d'une délégation du Parlement albanais.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Réunion du lundi 24 novembre 2014 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au fonctionnement de dépenses urgentes - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces sur la décentralisation** - (10 avril 2014) (p. 2673, 2674).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation** [n° 548 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4349, 4350).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5725, 5726).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Deuxième lecture** [n° 727 (2013-2014)] - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6332, 6333).

- **Question orale sans débat sur l'arrêt du réacteur nucléaire Osiris et le risque de pénurie de radioéléments à usage médical** - (21 octobre 2014) (p. 7218, 7219). (p. 7219, 7220).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8546, 8547).

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9444, 9446).

- Rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9472). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 9475). (p. 9475, 9476).

Ecologie, développement et mobilité durables

- (5 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 9731).

BERTHOU (Jacques)
sénateur (Ain)
SOC-A

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (28 mai 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration de France expertise internationale.

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre suppléant du Conseil national du développement et de la solidarité internationale le 23 janvier 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Négociations israélo-palestiniennes - Audition de M. David Pollock, chercheur au Washington Institute for Near East Policy.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Kader Arif, ministre délégué aux anciens combattants.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): M. Bernardino León, représentant spécial de l'Union européenne pour la Méditerranée du Sud.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Mission effectuée en République centrafricaine du 13 au 16 avril 2014 - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale** [n° 491 (2013-2014)] - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4197, 4198). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 12 de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'Etat - *Regroupement des opérateurs publics de l'expertise*) (p. 4219).

- **Question orale sans débat sur l'obligation de distillation des sous-produits viniques** - (17 juin 2014) (p. 4895). (p. 4896).

BERTINOTTI (Dominique)
*ministre déléguée auprès de la ministre
des affaires sociales et de la santé,
chargée de la famille
(jusqu'au 1er avril 2014)*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique gouvernementale du médicament générique** - (6 février 2014) (p. 1444).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réformes sociétales** - (6 février 2014) (p. 1448, 1449).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la famille** - (6 février 2014) (p. 1450).

BERTRAND (Alain)
*sénateur (Lozère)
RDSE*

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement le 11 février 2014 ; fin de mission le 10 août 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Vice-président de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

- **Question orale sans débat sur l'accessibilité des cabinets médicaux** - (18 février 2014) (p. 1758, 1759).

- **Question orale sans débat sur le projet de création d'une structure innovante pour enfants autistes à Saint-André-le-Puy** - (18 février 2014) (p. 1760).

- **Question orale sans débat sur l'Etat sanitaire dégradé du département du Nord** - (18 février 2014) (p. 1761).

- **Question orale sans débat sur les modalités de désignation des directeurs des foyers départementaux de l'enfance** - (18 février 2014) (p. 1762, 1763).

- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux en Essonne** - (18 février 2014) (p. 1763, 1764).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les sages-femmes** - (20 février 2014) (p. 2116).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique nationale de santé** - (20 février 2014) (p. 2121).

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2613, 2614).

- **Question orale sans débat sur l'entrée en vigueur des mesures en faveur des établissements de santé situés dans des zones à faible densité de population** - (3 juin 2014) (p. 4408, 4409). (p. 4409).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8376, 8379).

BESSON (Jean)
sénateur (Drôme)
SOC

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Priorités de la présidence grecque de l'Union européenne - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France, sur les priorités de la présidence grecque de l'Union européenne.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Kader Arif, ministre délégué aux anciens combattants.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernardino León, représentant spécial de l'Union européenne pour la Méditerranée du Sud.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions récentes des marchés de l'énergie et leurs conséquences géopolitiques - Audition de M. Giacomo Luciani, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Henri Proglio, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions stratégiques des Etats-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation financière préoccupante des viticulteurs liée aux aléas climatiques de l'année 2013** - (7 janvier 2014) (p. 20). (p. 21).
- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 121, 122).
- **Question orale sans débat sur le classement du parc naturel régional des baronnies provençales** - (4 février 2014) (p. 1269, 1270). (p. 1270).

- **Question orale sans débat sur les mesures destinées à favoriser l'accès aux voitures électriques** - (27 mai 2014) (p. 4302). (p. 4303).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public [n° 562 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Article 1er** (*Octroi d'une compétence à l'Etat en matière d'implantation d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur le domaine public des collectivités territoriales*) (p. 4436).

BIGNON (Jérôme)
sénateur (Somme)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 20 novembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 18 décembre 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) le 18 décembre 2014.

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Écologie, développement et mobilité durables : Biodiversité - Transition énergétique [n° 113 tome 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 138 (2014-2015)] autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 [n° 189 (2014-2015)] (16 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des communautés de France : M. Marc Fesneau, président de la commission « Institutions et pouvoirs locaux », et M. Alain Berthéas, vice-président de la commission « Développement économique et emploi » de l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde de think tanks.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7524). (p. 7527, 7528).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 quater (suite)** (p. 8662). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8703).

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte

d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9704, 9705). (p. 9708, 9709).

Ecologie, développement et mobilité durables

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9728). (p. 9729).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 [n° 138 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 10608, 10610).

BIGOT (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7066, 7067).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7471, 7472).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7510, 7511). (p. 7520, 7521). (p. 7522). (p. 7565). - **Article 2** (*Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions*) (p. 7570, 7571). (p. 7571). (p. 7572).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7772, 7773). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7798).

BILLARD (Joël)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité le 24 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités (dotations, rythmes scolaires et annonces du Premier ministre)** - (10 avril 2014) (p. 2674, 2675).

BILLON (Annick)
sénatrice (Vendée)
UDI-UC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de résolution [n° 80 (2014-2015)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive Paquet "déchets" (COM (2014) 397) [n° 141 (2014-2015)] (2 décembre 2014) - **Environnement - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (délégation aux droits des femmes) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (commission du développement durable) : Aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, sur l'aménagement numérique du territoire.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (commission du développement durable) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Enjeux de la fiscalité écologique et de la conférence Paris Climat 2015 (COP21) - Audition de M. Christian de Perthuis, président du conseil scientifique de la chaire Économie du climat.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Directive Paquet « déchets » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et jouets - Examen du rapport d'information et des recommandations.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde de think tanks.

(*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8443).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8734). (p. 8735). (p. 8735). (p. 8737).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10099, 10100).

BILLOUT (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 9 octobre 2014 ; puis vice-président le 13 octobre 2014.

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).

Vice-président de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La Hongrie et l'Union européenne, quatre ans après la "révolution par les urnes" [n° 406 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 75 (2014-2015)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 134 (2014-2015)] (27 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - La Hongrie et l'Union européenne, quatre ans après la « révolution par les urnes » - Rapport d'information de M. Michel Billout.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Le dumping social dans les transports européens : rapport et proposition de résolution de M. Eric Bocquet.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relations entre la Jordanie et l'Union européenne - Rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Communication de M. Gilbert Roger, président, et Mme Michelle Demessine, vice-présidente du groupe d'amitié France-Palestine.

Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Énergie - Taxation de l'énergie - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Politique industrielle européenne : communication de M. Michel Delebarre.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Gouvernance de l'internet : Examen de la proposition de résolution européenne n° 44 de Mme Catherine Morin-Desailly et de M. Gaëtan Gorce - Rapport de Mme Colette Mélot.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - La situation en Ukraine après les élections législatives : communication de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Proposition de résolution européenne n° 73 sur l'expression des parlements nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne - Examen du rapport de M. Robert Navarro.

Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 161, 163).

- **Question orale sans débat sur la suppression de 370 postes à Aéroports de Paris malgré des bénéfices en hausse** - (21 janvier 2014) (p. 397). (p. 398).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Article 1er** (*Conditions de fermeture d'un établissement public de santé*) (p. 512).

- **Question orale sans débat sur la garantie d'un égal accès des enfants à la restauration scolaire** - (4 février 2014) (p. 1276, 1277). (p. 1277, 1278).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique et financière de l'Europe** - (6 février 2014) (p. 1446).

- **Question orale sans débat sur la conversion de la dette tunisienne en projets de développement** - (15 avril 2014) (p. 3064). (p. 3065).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale**

[n° 491 (2013-2014)] - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4186, 4188). - **Article 5** (*Responsabilité sociale et environnementale*) (p. 4212). (p. 4214). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (*Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique*) (p. 4258, 4259). (p. 4259). (p. 4263, 4264). (p. 4264). (p. 4269, 4270). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4273, 4274).

- **Question orale sans débat sur les moyens des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté en Seine-et-Marne** - (17 juin 2014) (p. 4899, 4900). (p. 4900, 4901).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5057, 5058).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014** - (23 juin 2014) (p. 5175, 5176).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Article 1er** (*art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2102-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports -*

Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire) (p. 5919). (p. 5925).

- **Débat sur le rôle et la stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet** - (23 octobre 2014) (p. 7333, 7334).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 14 et 15 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 - Élections départementales partielles*) (p. 7609).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) (p. 9422, 9423).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10029, 10030). (p. 10045).

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 9 octobre 2014 ; puis président le 13 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Vice-président de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Plaidoyer pour une décentralisation de la loi Littoral : un retour aux origines [n° 297 (2013-2014)] (21 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 183 (2013-2014)] visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 532 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La coopération énergétique franco-allemande : naissance d'une Europe de l'énergie ? [n° 534 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Sûreté nucléaire : l'obligation d'une constante amélioration [n° 555 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Priorités de la présidence grecque de l'Union européenne - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France, sur les priorités de la présidence grecque de l'Union européenne.

(*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de Mme Valentine Ferréol, présidente de l'Institut G9+.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Loi Littoral - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de MM. Stéphane Grumbach, directeur de recherche à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), et Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), et de Mme Pauline Türk, maître de conférences en droit public à l'université de Lille II.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Faillites bancaires - Proposition de résolution de M. Richard Yung.

Institutions européennes - L'Ecosse et l'Union européenne - Communication de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Autorisation de la publication du rapport d'information de M. Pierre Bernard-Reymond sur les perspectives de la construction européenne.

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Séparation bancaire : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 mars 2014.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Le dumping social dans les transports européens : rapport et proposition de résolution de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol et Eurojust : perspectives d'avenir - Rapport d'information de MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires européennes*): Énergie - Coopération énergétique franco-allemande - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

(*commission du développement durable*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires européennes*): Énergie - Sécurité nucléaire : rapport d'information de Mme Françoise Boog et de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Avenir des politiques européennes en matière de liberté, de sécurité et de justice : rapport d'information de Mme Sophie Joissains.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*): Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique - Audition de M. Henri Proglio, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Énergie - Taxation de l'énergie - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Éducation - Union européenne et éducation : les MOOCs, une urgence stratégique - Communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Union pour la Méditerranée : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Politique industrielle européenne : communication de M. Michel Delebarre.

Économie, finances et fiscalité - Situation de l'Irlande : rapport d'information de M. Jean-François Humbert.

(*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Giandomenico Magliano, ambassadeur d'Italie en France.

(*commission des affaires économiques*): Avenir industriel au cœur de la transition énergétique - Table ronde.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Point d'actualité de M. Jean Bizet sur les questions agricoles.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Pierre Mongin, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en application de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Christine Noiville, candidate proposée aux fonctions de présidente du Haut conseil des biotechnologies.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*): Constitution du Bureau de la commission.

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*): Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*): Désignation des membres du groupe de travail « Subsidiarité ».

Économie, finances et fiscalité - Entrée de la Lituanie dans la zone euro - Communication de M. Jean-Claude Requier.

Élargissement - Accueil d'une délégation du Parlement albanais.

Institutions européennes - Renouveau des institutions et priorités de l'Union européenne - Communication de M. Jean Bizet.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Gouvernance de l'internet : Examen de la proposition de résolution européenne n° 44 de Mme Catherine Morin-Desailly et de M. Gaëtan Gorce - Rapport de Mme Colette Mélot.

Environnement - Proposition de directive relative aux déchets (paquet économie circulaire : proposition de résolution européenne de MM. Michel Delebarre et Claude Kern).

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Propositions de règlement relatives aux médicaments vétérinaires et aux aliments médicamenteux pour animaux : proposition de résolution européenne de Mme Patricia Schillinger.

Politique étrangère et de défense - La situation en Ukraine après les élections législatives : communication de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Évolution du régime de la fiscalité des entreprises en Irlande - Communication de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Surveillance des frontières et sauvetage des migrants en Méditerranée (Opération Triton) - Communication de M. André Reichardt.

(*commission du développement durable*): Enjeux de la fiscalité écologique et de la conférence Paris Climat 2015 (COP21) - Audition de M. Christian de Perthuis, président du conseil scientifique de la chaire Économie du climat.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Mécanisme de résolution unique dans le cadre de l'union bancaire - Communication de M. Richard Yung.

Économie, finances et fiscalité - Paquet « croissance, emploi, investissement » - Avis de MM. Didier Marie et Jean-Paul Emorine.

Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Communication de M. Jean Bizet.

Questions diverses.

(*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Désignation des membres de trois groupes de travail.

Institutions européennes - Proposition de résolution européenne n° 73 sur l'expression des parlements nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne - Examen du rapport de M. Robert Navarro.

Nomination de rapporteurs.

Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux - Communication de Mme Fabienne Keller et de M. François Marc.

Nomination de rapporteurs.

Politique de coopération - Rapport d'information de M. André Gattolin sur son déplacement au Groenland.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de Mme Anne Brasseur, présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Octroi de mer - Communication de M. Georges Patient.

Justice et affaires intérieures - Entretien avec une délégation de parlementaires britanniques sur la situation des migrants à Calais - Communication de M. Jean-Yves Leconte.

Justice et affaires intérieures - Visite de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Calais - Communication de Mme Nicole Duranton.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 158, 160).

- **Débat sur la production énergétique en France : avenir de la filière du nucléaire et nouvelles filières de production d'énergie** - (23 janvier 2014) (p. 603, 604).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les fonds structurels européens** - (23 janvier 2014) (p. 610).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 5 quater (suppression maintenue)** (art. L. 124-1 et L. 124-2 [nouveau] du code des procédures civiles d'exécution - Encadrement des

activités de recouvrement amiable de créances pour le compte d'autrui) (p. 773). (p. 774).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 901). (p. 901). (p. 902). (p. 902).

- **Questions cribles thématiques sur le déficit démocratique de l'Union européenne** - (30 janvier 2014) (p. 999). (p. 1000).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 [n° 363 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1731, 1733). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1738, 1739).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2359, 2360).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2641). - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2662). (p. 2663). (p. 2679). (p. 2679). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2704). (p. 2736, 2737). (p. 2741).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2764). (p. 2765, 2766). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2810). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2817, 2818). (p. 2821). - **Article 7 bis** (Service public d'enregistrement et de contrôle des performances des ruminants) (p. 2822). (p. 2823). (p. 2823). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 2823).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2894). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2907). (p. 2911). (p. 2917). (p. 2918). (p. 2924).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance) (p. 3021). (p. 3022). (p. 3023). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 3026). - **Article 22 bis** (art. L. 1313-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'un conseil d'orientation au sein de l'ANSES chargé de délivrer un avis sur les autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques) (p. 3034).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 24** (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 3098). - **Article 25 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle - *Limite de l'extension aux produits de récolte du droit exclusif du titulaire d'un certificat d'obtention végétale*) (p. 3104).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3649, 3651). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3658).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3717, 3719).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4121, 4124).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4336, 4339). - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la *Charte de l'environnement de 2004 - Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4360).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014** - (23 juin 2014) (p. 5172, 5173).

- **Débat interactif et spontané** - (23 juin 2014) (p. 5188).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6355, 6357).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 et L. 213-12 du code de l'environnement, et

art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - *Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole*) (p. 6384). - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - *Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France*) (p. 6403). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - *Préservation du foncier agricole*) (p. 6416). (p. 6416). - **Article 12 bis C** (art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - *Densification des hameaux existants en zone littoral*) (p. 6419).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7021, 7022). (p. 7030).

- **Questions cribles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7357). (p. 7358).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - *Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF*) (p. 8903). (p. 8904). (p. 8905).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 8941, 8942).

BLANDIN (Marie-Christine)
sénatrice (Nord)
ECOLO

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014 ; présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 29 octobre 2014.

Membre ès qualités de la Commission nationale des secteurs sauvegardés jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 496 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'accès égalitaire pour toutes aux techniques d'assistance à la procréation [n° 517 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Un nouveau cadre pour les cultures scientifique, technique et industrielle [n° 678 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Mireille Riou-Canals, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture.

Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hélène Farnaud-Defromont, directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Communications diverses.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Communications diverses.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

Communications diverses.

Décentralisation culturelle - Table ronde.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, candidat désigné aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Candidature aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Examen de l'avis et vote.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avis sur une candidature aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Résultat du scrutin.

Régimes de protection du patrimoine - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Demande de renvoi pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain-Dubourg, rapporteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Communication en vue de l'examen en séance publique des articles 26 à 27 ter du texte de la commission.

Organisme extra-parlementaire - Désignation de candidats.

(*commission du développement durable*) : Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain Dubourg, auteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'Environnement du CESE.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Communication.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Yves Lévy, candidat désigné aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Examen de l'avis et vote.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hervé Lemoine, directeur chargé des archives de France au ministère de la culture et de la communication.

Audition de M. Vincent Berjot, directeur général des patrimoines au ministère de la culture et de la communication.

Avis sur une candidature aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Résultat du scrutin.

Communications diverses.

Groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane - Présentation du rapport d'information.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Présentation du rapport d'information du groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane, par Mme Dominique Gillot et M. Michel Magras, co-rapporteurs (réunion conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication).

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport public pour l'année 2013 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

(délégation aux droits des femmes): Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Jacques Sallois, président de la commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art.

Audition de M. Yves Dauge, ancien président de la Commission nationale des espaces protégés.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Diversité culturelle - Table ronde.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Accès à la formation à l'heure du numérique - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Mathieu Grégoire, co-auteur du rapport « Quelle indemnisation chômage pour les intermittents du spectacle ? Modélisation et évaluation d'un régime alternatif ».

Audition de M. Thierry Braillard, secrétaire d'Etat aux sports.

Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Présentation du rapport d'information et demande d'autorisation de publication.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Archéologie préventive - Table ronde.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Groupe d'études sur les arts de la scène, de la rue et des festivals en région - Communication.

Mission d'information en Suède - Communication.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Lutte contre le piratage commercial des œuvres culturelles sur Internet - Audition de Mmes Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi) et Mireille Imbert-Quaretta, présidente de la commission de protection des droits de la Hadopi.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Rapport relatif à l'avenir régional de France 3 - Audition de Mme Anne Brucy.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de loi habitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Désignation des vice-présidents.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réforme territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition M. Emmanuel Négrier, directeur de recherche au CNRS à l'université de Montpellier I.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées): Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique, sur la fin de vie.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique du patrimoine culturel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Examen du rapport d'information de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, premier vice-président de l'OPECST, sur le risque numérique.

Présentation du rapport d'évaluation du plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (PNGMDR) 2013-2015 par M. Jean-Yves Le Déaut, député, et M. Christian Namy, sénateur, au groupe de travail pluraliste chargé de son élaboration.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques) (p. 482).

- **Débat sur l'avenir de l'exploitation cinématographique indépendante** - (5 février 2014) (p. 1411, 1412).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1693, 1694).

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 366 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1714, 1715).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2656, 2657). (p. 2658). (p. 2660). (p. 2661). (p. 2677). (p. 2684). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2708). - **Article additionnel avant l'article 34 A (priorité)** (p. 2709). - **Article 34 A (priorité)** (art. L. 181-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Finalités de la politique agricole dans les outre-mer) (p. 2711). - **Article 35 (priorité)** (art. L. 122-1-1 [nouveau], L. 151-3 [nouveau], L. 175-4, L. 175-6, L. 175-7, L. 175-8, L. 176-1, L. 176-2, L. 176-3, L. 176-7, L. 177-1, L. 177-2, L. 177-3, L. 177-4, L. 178-1, L. 178-2, L. 178-3, L. 178-4, art. L. 179-2 à L. 179-4 [nouveaux], L. 371-1

[nouveau], L. 372-2, L. 373-1 [nouveau], L. 374-10 [nouveau] et L. 375-1 du code forestier - Adaptation des dispositions du code forestier aux outre-mer et exercice des missions du Centre national de la propriété forestière en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion) (p. 2725). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 181-1, L. 181-2, L. 181-3, L. 181-24, L. 181-26 [nouveau], L. 182-25, L. 274-11 [nouveau], L. 371-1, L. 371-2, L. 372-8, L. 371-5-1 et L. 371-5-2 [nouveaux], L. 461-2 du code rural et de la pêche maritime ; article L. 150-1 du code de l'urbanisme - Adaptation aux outre-mer des dispositions des titres Ier à IV du projet de loi et homologation des peines) (p. 2728).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2772, 2773). (p. 2773). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2831, 2832).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2889). (p. 2895). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], article L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2918). - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2944).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) (p. 2959). (p. 2962). (p. 2963). (p. 2963). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 2986). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5 et L. 230-1 du code rural et de la pêche maritime, L. 541-1 du code de la consommation et L. 3231-1 du code de la santé publique - Coordinations rédactionnelles) (p. 2987). (p. 2987). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2988). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 427-6 du code de l'environnement - Autorisation de tir de prélèvement du loup en cas d'attaque avérée) (p. 2997, 2998). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance) (p. 3020). (p. 3021, 3022). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 3025). (p. 3030). (p. 3032). - **Article 22 bis** (art. L. 1313-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'un conseil d'orientation au sein de l'ANSES chargé de délivrer un avis sur les autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques) (p. 3033, 3034). - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 3038).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3115, 3116). (p. 3116). - **Article 27** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France) (p. 3120, 3121). (p. 3122). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 718-7, L. 718-11 et L. 718-12 du code de l'éducation - Adaptation du régime

d'organisation des communautés d'universités et établissements) (p. 3131, 3132). (p. 3132).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3328). - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (sous-section 1, sous-section 2 [nouvelles] de la section 2 du chapitre II du Titre Ier du Livre II du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 212-7, L. 212-8-1 [nouveau], L. 212-9, L. 212-10, L. 212-10-1 à L. 212-10-9 [nouveaux], L. 212-11 à L. 212-13, L. 212-23, L. 414-4 [nouveau], chapitre V [nouveau] du titre II et chapitre IV [nouveau] du titre III du livre IV du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-1, L. 751-2-IV, L. 751-6-II, L. 752-3-1, L. 752-7, L. 752-14, L. 752-17, L. 752-19 et L. 752-22 du code de commerce - Dispositions relatives à la procédure de délivrance de l'autorisation d'aménagement cinématographique) (p. 3336). (p. 3340).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Article 1er (Définition des objectifs)** (p. 4201). (p. 4202). (p. 4204). (p. 4205). - **Article 3 bis (nouveau) (Rôle et complémentarité de l'ensemble des acteurs)** (p. 4207). - **Article 9** (art. L. 1115-1 et L. 1822-1 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique de l'action internationale des collectivités territoriales) (p. 4220). (p. 4223, 4224). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé) (Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique)** (p. 4252, 4253).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4344). - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution) (p. 4355). (p. 4359, 4360).

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4675, 4676).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4728, 4729).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Intitulé du titre Ier** (p. 4954).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5401, 5402).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les migrants de Calais** - (17 juillet 2014) (p. 6284).

- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7262, 7263).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la restriction de la dépense publique** - (13 novembre 2014) (p. 8119).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8478, 8479). - **Article 1er (Création d'un malus automobile assis sur la quantité de polluants atmosphériques émise)** (p. 8485).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9211, 9212).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9561, 9562). - **Etat B** (p. 9581).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10465, 10466).

BLONDIN (Maryvonne)
sénatrice (Finistère)
SOC

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléante de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-présidente le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil national des professions du spectacle.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant le rôle du système éducatif dans la lutte contre les stéréotypes sexistes [n° 209 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. Georges Fotinos, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Hélène Farnaud-Defromont, directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): M. Michel Destot, président de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Nomination de rapporteurs.

Prostitution - Audition des présidentes des commissions « violences de genre » et « santé, droits sexuels et reproductifs » du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE f-h).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Décentralisation culturelle - Table ronde.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Régimes de protection du patrimoine - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. François Deluga, président du Centre national de la fonction publique territoriale.

Point d'étape.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Communication.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mmes Laurence Noël et Rosen Hicher, sorties de la prostitution.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Yves Lévy, candidat désigné aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Examen de l'avis et vote.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Hervé Lemoine, directeur chargé des archives de France au ministère de la culture et de la communication.

Audition de M. Vincent Berjot, directeur général des patrimoines au ministère de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition, par visioconférence, de M. Giusto Sciacchitano, adjoint au procureur national anti-mafia, direction nationale anti-mafia - Rome, Italie.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de M. Simon Häggström, chef de la brigade antiprostitution de Stockholm.

Audition de Mmes Franceline Lepany, présidente et France Arnould, directrice de l'association les Amis du bus des femmes.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Diversité culturelle - Table ronde.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Accès à la formation à l'heure du numérique - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Mathieu Grégoire, co-auteur du rapport « Quelle indemnisation chômage pour les intermittents du spectacle ? Modélisation et évaluation d'un régime alternatif ».

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Najat

Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Rapport relatif à l'avenir régional de France 3 - Audition de Mme Anne Brucy.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Frédérique Bredin, présidente du CNC (centre national du cinéma et de l'image animée).

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réforme territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition M. Emmanuel Négrier, directeur de recherche au CNRS à l'université de Montpellier I.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public » et « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de M. Michel Moggio, directeur général de la Fédération française des industries du jouet-puériculture (FJP).

Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de Mme Mona Zegaï, doctorante en sociologie au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris - Cultures et sociétés urbaines (CRESPPA-CSU) à l'université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis, et Mme Astrid Leray, fondatrice du cabinet Trezego.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et jouets - Examen du rapport d'information et des recommandations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 464, 465).

- **Débat sur les violences sexuelles faites aux femmes du fait des conflits armés** - (5 février 2014) (p. 1394, 1396).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries sur la façade atlantique** - (6 février 2014) (p. 1444).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1826).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (14 avril 2014) - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Objectif de réduction de 25 % à la fin 2016 des antibiotiques critiques*) (p. 3015, 3016).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Article 5 ter** (*art. L. 2323-47 et L. 2323-57 du code du travail - Extension du champ du rapport de situation comparée à la sécurité et à la santé au travail*) (p. 3402, 3403). (p. 3403). - **Article 5 quinquies A** (p. 3403). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 3409). (p. 3410). - **Article 7** (*art. 515-10, 515-11, 515-12 et 515-13 du code civil - Renforcement des*

dispositions relatives à l'ordonnance de protection) (p. 3413). (p. 3414). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3447).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3670, 3671).

- **Question orale sans débat sur la situation des mineurs étrangers accédant à la majorité** - (6 mai 2014) (p. 3693). (p. 3694).

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4681, 4682).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 12 quater (nouveau)** (art. L. 651-1 du code de la sécurité sociale - *Exonération de la C3S pour les sociétés coopératives artisanales et les sociétés coopératives d'entreprises de transport*) (p. 8089).

- **Question orale sans débat sur le médecin des gens de mer du Guilvinec** - (18 novembre 2014) (p. 8363). (p. 8364).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9215).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9459, 8460).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9582).

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9640).

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
UDI-UC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014 ; puis président le 5 novembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Direction de l'action du Gouvernement : coordination du travail gouvernemental [n° 110 tome 9 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du conseil national d'évaluation des normes [n° 120 (2014-2015)] (24 novembre 2014) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelles orientations stratégiques des Etats-Unis - Audition de M. Justin Vaïsse, directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission effectuée en République centrafricaine du 13 au 16 avril 2014 - Communication.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Audition de

M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Présentation du rapport de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur « l'évolution des finances locales à l'horizon 2017 », et présentation de la méthodologie utilisée par le cabinet Michel Klopfer, finances locales consultants.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Désignation d'un vice-président délégué pour la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales. Travail de la délégation en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Christian Martin, conseiller maître à la Cour des comptes, sur les finances communales.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de division (R) Vincent Desportes, professeur associé à Sciences-po Paris.

Réunion du jeudi 18 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Présentation de M. Jean-Pierre Raffarin sur le projet de rapport d'information sur l'examen des traités et conventions.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le financement des maisons de l'emploi et de la formation** - (7 janvier 2014) (p. 24, 25). (p. 25, 26).

- **Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** - (7 janvier 2014) (p. 70, 71).

- **Débat sur les violences sexuelles faites aux femmes du fait des conflits armés** - (5 février 2014) (p. 1391, 1392).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en République centrafricaine** - (25 février 2014) (p. 2331, 2333).

- **Débat sur le bilan des 35 heures à l'hôpital** - (27 février 2014) (p. 2450, 2451).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des collectivités territoriales** - (15 mai 2014) (p. 4027).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4044, 4046).

- **Commission mixte paritaire [n° 552 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4441, 4442).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4931, 4932).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 5662). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 5673).

- **Question orale sans débat sur les aires de grand passage des gens du voyage** - (22 juillet 2014) (p. 6577, 6578). (p. 6578, 6579).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7414, 7415).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7509, 7510). (p. 7510). (p. 7516).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9688).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10376, 10377).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation - **Discussion générale** (p. 10451, 10452).

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
 CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le droit en soute : le dumping social dans les transports européens [n° 450 (2013-2014)] (10 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le dumping social dans les transports européens [n° 451 (2013-2014)] (10 avril 2014) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 108 tome 3 annexe 30 (2014-2015)] (30 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec une délégation de la Chambre des lords du Royaume-Uni.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des finances*) : Gestion de la dette française - Audition de M. Ambroise Fayolle, directeur général de l'Agence France trésor.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Implications pour la France de la législation américaine « FATCA » et perspectives de développement de l'échange automatique d'informations en matière fiscale - Audition conjointe de Mme Mathilde Dupré, chargée du plaidoyer Financement du développement CCFD-Terre Solidaire, M. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales de la direction de la législation fiscale, et M. Patrick Suet, président du comité fiscal de la Fédération bancaire française (FBF), secrétaire général de la Société générale, et M. Jean-Marc Vasseux, directeur risques, contrôle et conformité d'AXA Banque.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Evolution et développement de la place financière de Paris - Audition conjointe de Mme Delphine d'Amarzit, chef du service du financement de l'économie de la direction générale du Trésor, MM. Dominique Cerutti, directeur général d'Euronext, Thierry Francq, auteur d'un rapport sur l'évolution d'Euronext et l'avenir des activités de marché et de post-marché en Europe, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, président directeur général de GDF-Suez, et Hervé Synvet, professeur agrégé de droit privé à l'université Panthéon-Assas (Paris II).

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 mars 2014.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Le dumping social dans les transports européens : rapport et proposition de résolution de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des finances*) : Suite à donner au référé de la Cour des comptes concernant le contrôle des comptes et la gestion de l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) portant sur les exercices 2001 à 2011 - Audition de MM. Nicolas Bourriaud, directeur de l'ENSBA, Patrick Lefas, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, et Michel Orier, directeur général de la création artistique.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : « Stabilité financière : a-t-on progressé depuis 2008 ? » - Audition conjointe de MM. Jean Beunardeau, directeur général de HSBC France et directeur de la Banque de financement, d'investissement et de marchés en France, Didier Duval, responsable de la sécurité financière et de la prévention de la fraude au sein de la direction de la conformité du groupe Crédit agricole, Laurent Le Mouel, responsable des affaires réglementaires et prudentielles au sein de la direction des risques du groupe Crédit agricole, Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, et Christian Walter, professeur d'économie au collège d'études mondiales de la fondation de la maison des sciences de l'homme, titulaire de la chaire éthique et finances.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de

directive relative au secret des affaires : proposition de résolution européenne de Mme Sophie Joissains.

Travail - Détachement des travailleurs : communication de M. Éric Bocquet.

(*commission des finances*) : contrôle budgétaire - Musées nationaux - Communication.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Entrée de la Lituanie dans la zone euro - Communication de M. Jean-Claude Requier.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Approbation de l'accord entre la France et la Chine en vue d'éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion et la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 60) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » (et article 65) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » de la mission « Travail et emploi » (et articles 62 et 63) et le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage », programmes « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » de la mission « Travail et emploi » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les rapports entre le milieu de la finance et l'Etat** - (23 janvier 2014) (p. 608).

- **Questions cribles thématiques sur le déficit démocratique de l'Union européenne** - (30 janvier 2014) (p. 1002). (p. 1002, 1003).

- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1424, 1425).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3720, 3721). - **Article 1er** (art. L. 1262-4-1 à L. 1262-4-6 [nouveaux] et L. 1262-5 du code du travail - *Obligation de vigilance et solidarité financière du cocontractant en cas de non-paiement du salaire des travailleurs détachés*) (p. 3729, 3730). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3730). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3732). (p. 3733). - **Article 5 (suppression maintenue)** (art. L. 8224-7 [nouveau] du code du travail - *Aménagement des règles de solidarité financière en cas de travail dissimulé*) (p. 3738). - **Article 6 bis** (art. L. 1264-1 et L. 8223-4 [nouveaux] du code du travail - *Droit pour les organisations syndicales représentatives d'agir en justice pour défendre certains salariés*) (p. 3741, 3742). - **Article 7 bis** (art. 131-39 du code pénal, art. L. 8224-5, L. 8234-2, L. 8243-2 et L. 8256-7 du code du travail - *Possibilité pour le juge d'interdire la perception d'aides publiques en cas de condamnation pour travail illégal*) (p. 3744).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence [n° 472 (2013-2014)]** - (7 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3813, 3814). - **Article 1er** (art. L. 312-19 et L. 312-20 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Comptes inactifs*) (p. 3819). (p. 3820). (p. 3826). (p. 3826). - **Article 4** (p. 3834).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3874, 3875). (p. 3879). - **Article 2** (*Validation des contrats de prêt comportant un TEG erroné*) (p. 3885). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3889).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence** - *Commission mixte paritaire* [n° 542 (2013-2014)] - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4457, 4458).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Article 3** (*Gage financier*) (p. 5045).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5710, 5711). - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2014*) (p. 5735). - **Article 1er** (*Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes*) (p. 5742).

- **Question orale sans débat sur la défense de la langue française et les conditions d'un développement harmonieux de la diversité linguistique** - (8 juillet 2014) (p. 5775). (p. 5776).

- **Question orale sans débat sur la fermeture d'une école maternelle à Cahors** - (8 juillet 2014) (p. 5777, 5778). (p. 5778, 5779).

- **Rappel au règlement** - (8 juillet 2014) (p. 5787).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)] (suite)** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5793). (p. 5796). (p. 5802). - **Article 1er quater (nouveau)** (art. 569 du code général des impôts - *Marquage et traçabilité des produits de tabacs par un tiers indépendant*) (p. 5806, 5807).

- **Nouvelle lecture [n° 747 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6462, 6463).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013** - *Nouvelle lecture* [n° 759 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6630, 6631).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 706 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6668, 6669).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7011, 7012).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7177, 7178). - **Article 1er** (*Transposition de la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement*) (p. 7181, 7182). - **Article 2 bis** (*Adaptation du code monétaire et financier au règlement créant un mécanisme de résolution unique, MRU*) (p. 7182). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Transposition du chapitre 10 de la directive 2013/34/UE du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, art. L. 221-7-1, L. 223-26-1, L. 225-102-3 et L. 227-1 [nouveaux] du code de commerce*) (p. 7188). (p. 7188). (p. 7190). (p. 7190). (p. 7191). (p. 7191). (p. 7192). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7198). (p. 7198).

- **Questions cribles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7360). (p. 7361).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Première partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8007, 8008).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8453, 8454).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8475, 8476). - **Article 1er** (*Création d'un malus automobile assis sur la quantité de polluants atmosphériques émise*) (p. 8484). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8487). (p. 8487). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8492).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) (p. 8568). - **Article 2** (*Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens*) (p. 8571). (p. 8573). (p. 8578, 8579). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8587). (p. 8589). (p. 8594). (p. 8595).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 (suite)** (p. 8720, 8721). (p. 8722). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8736). (p. 8738). (p. 8740). (p. 8743). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8745). (p. 8746). (p. 8748). - **Article 9** (*art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 8760). (p. 8764, 8765). (p. 8766).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 16** (*Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau*) (p. 8853). - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 8863, 8864). - **Article 18** (*art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture*) (p. 8892). - **Article 19** (*art. 302 bis Y, 1001 et 1018 A du code général des impôts, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1er, 3, 28, 64-1-2 et 67 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 23-2-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 128 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et art. 28 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle*) (p. 8896). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8933).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 8946, 8947). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8980, 8981).

*Deuxième partie :***Gestion des finances publiques et des ressources humaines**

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9374, 9375).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 44 bis (nouveau)** (*art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31, L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37 L. 2333-38 L. 2333-39 L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code du tourisme - Réforme de la taxe de séjour*) (p. 9892). (p. 9895). - **Articles additionnels après l'article 44 bis** (p. 9903). - **Article 44 ter (nouveau)** (*art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Suppression du versement transport interstitiel au profit des régions*) (p. 9905). - **Articles additionnels après l'article 44 decies** (p. 9915). (p. 9916). - **Article 44 undecies (nouveau)** (*art. 244 quater C du code général des impôts - Informations relatives à l'utilisation du CICE*) (p. 9917, 9918). - **Articles additionnels après l'article 44 terdecies** (p. 9927). (p. 9929). (p. 9930). (p. 9931). (p. 9933). (p. 9935). - **Articles additionnels après l'article 44 quaterdecies** (p. 9937). - **Article 44 septdecies (nouveau)** (*art. 29 de la loi n° 2014-891 du 8 août 2014 - Association du Parlement à l'observatoire des contreparties*) (p. 9942). (p. 9942).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 2** (*art. 235 ter ZF du code général des impôts - Modification de l'assiette de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires (TREF) et création d'une taxe additionnelle à la TREF au titre de l'exercice 2014*) (p. 10151). - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 10166, 10167). - **Article 9** (*Prélèvement de 15 millions d'euros sur les ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social*) (p. 10175). - **Article 12** (*art. 1609 quinquies du code général des impôts - Diminution du taux de la contribution sur les activités privées de sécurité*) (p. 10182). - **Article 12 ter (nouveau)** (*art. L. 6331-9, L. 6331-38, L. 6331-41 et L. 6331-56 du code du travail - Transposition dans la loi des accords relatifs à la contribution des entreprises de la branche du travail temporaire, du secteur d'activité des intermittents du spectacle et de la branche du bâtiment et des travaux publics au financement de la formation professionnelle et à sa répartition*) (p. 10183). - **Article 12 quater (nouveau)** (*Prélèvements sur le fonds de roulement de trois agences de l'État*) (p. 10184). - **Article 14** (*art. 39, 93, 209, 231 ter, 235 ter X, 235 ter ZE, 235 ter ZE bis [nouveau] du code général des impôts - Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique*) (p. 10189). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 10195). - **Article 15** (*art. 200 sexies et 200-0 A du code général des impôts et art. L. 262-23 du code de l'action sociale et des familles - Suppression de la prime pour l'emploi, PPE*) (p. 10196, 10197).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10515, 10516). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10559).

BOISTARD (Pascale)

secrétaire d'Etat auprès de la ministre
des affaires sociales, de la santé et des
droits des femmes, chargée des droits
des femmes
(à partir du 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médicaments** - (4 novembre 2014) (p. 7646).
- **Question orale sans débat sur le plan de redressement de la mutuelle des étudiants** - (4 novembre 2014) (p. 7647).
- **Question orale sans débat sur la mise en sécurité et la modernisation du centre hospitalier universitaire Dupuytren de Limoges** - (4 novembre 2014) (p. 7648).
- **Question orale sans débat sur les agences CARSAT de Normandie** - (4 novembre 2014) (p. 7649).
- **Question orale sans débat relative au rapport sur l'utilisation des tubulures contenant du DEHP** - (4 novembre 2014) (p. 7650).
- **Question orale sans débat sur le redéploiement de l'hélicoptère de la sécurité civile Dragon 62** - (4 novembre 2014) (p. 7651, 7652).
- **Question orale sans débat sur la piétonnisation des voies sur berges** - (4 novembre 2014) (p. 7653).
- **Question orale sans débat sur la situation de l'établissement public de santé mentale de Saint-Avé dans le Morbihan** - (18 novembre 2014) (p. 8354).
- **Question orale sans débat sur l'éligibilité à la catégorie dite « active » des personnels des hôpitaux** - (18 novembre 2014) (p. 8355).
- **Question orale sans débat sur la situation de l'interruption volontaire de grossesse en France** - (18 novembre 2014) (p. 8356).
- **Question orale sans débat sur l'hôpital Nord du Grand Paris** - (18 novembre 2014) (p. 8357).
- **Question orale sans débat sur le régime de solidarité de la Polynésie** - (18 novembre 2014) (p. 8358, 8359).
- **Question orale sans débat sur le plan crèches en difficulté** - (18 novembre 2014) (p. 8360).
- **Question orale sans débat sur la régularisation des travailleuses et travailleurs du 57 boulevard de Strasbourg** - (18 novembre 2014) (p. 8361).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** - (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8996, 8997). (p. 9007).

Deuxième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C) (p. 9009). - **Article 5**

(Rectification des prévisions de recettes, des objectifs de dépenses et des tableaux d'équilibre pour 2014) (p. 9011).

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Approfondissement des allègements généraux de cotisations pour les entreprises et associations d'aide à domicile) (p. 9013, 9014). - **Article 8 ter** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs) (p. 9016, 9017). (p. 9019). - **Article 10** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17-5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments) (p. 9022). (p. 9022). (p. 9023). - **Article 12** (art. L. 171-4, L. 171-5 [nouveaux], L. 376-1, L. 454-1, L. 613-21, L. 643-9 [nouveau], L. 644-4 [nouveau], L. 645-5-1 [nouveau], L. 723-13-1 [nouveau] et L. 723-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 733-1 [nouveau], L. 761-16, L. 761-19, L. 762-14 et L. 762-26 du code rural et de la pêche maritime - Généralisation à l'ensemble des régimes de sécurité sociale des dispositions relatives au recours contre tiers) (p. 9024). - **Article 12 ter A (supprimé)** (art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale - Exclusion de l'assiette des cotisations sociales de la fraction des dividendes distribuée aux dirigeants majoritaires de SARL) (p. 9025).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences faites aux femmes** - (27 novembre 2014) (p. 9031).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)] (suite)**

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 12 sexies (supprimé)** (Cumul emploi retraite des médecins exerçant en zone sous-dense) (p. 9038). - **Article 15** (art. L. 243-6-5 [nouveau], L. 243-7, L. 243-13 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 724-7, L. 724-7-1 [nouveau], L. 725-12 et L. 725-26 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Dispositions relatives au contrôle et au recouvrement des cotisations et contributions sociales) (p. 9042, 9043). - **Article 24 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires) (p. 9047). - **Article 28 et annexe B** (Approbation du rapport figurant à l'Etat B) (p. 9051).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 29 bis A (supprimé)** (Rapport au Parlement sur les dépassements d'honoraires) (p. 9052). - **Article 34** (art. L. 3111-11 et L. 3112-3 du code de la santé publique - Prise en charge des vaccins réalisés dans les centres publics de vaccination) (p. 9053, 9054). - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques) (p. 9055). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé) (p. 9056, 9057). - **Article 43 ter** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale - Règles applicables à la substitution des médicaments dispensés par voie inhalée) (p. 9057). - **Article 44** (art. L. 162-22-7-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation de la prescription de produits sur la liste en sus) (p. 9058). - **Article 45 bis (supprimé)** (art. L. 1112-1 du code de la santé publique - Obligation de transmission d'une lettre de liaison à la sortie de l'hôpital) (p. 9059). - **Article 47 bis (supprimé)** (art. L. 161-37, L. 161-39, L. 162-12-15, L. 162-17-6, L. 162-17-7, L. 165-2 et L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Évaluation de l'intérêt thérapeutique relatif des

médicaments soumis à remboursement) (p. 9060). - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 9063, 9064). - **Article 53 ter** (Rapport d'évaluation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 9066). - **Article 54** (Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2015) (p. 9067). - **Article 56 A (supprimé)** (art. L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans en 2024) (p. 9068). - **Article 56 B (supprimé)** (Institution d'un régime universel de retraite par points) (p. 9069). - **Article 61 AA (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'évaluation de l'impact de la réforme de la prestation partagée d'éducation de l'enfant) (p. 9070). - **Article 61 A** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 9071, 9072). (p. 9074). - **Article 61 B (supprimé)** (art. L. 521-2 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Aide sociale à l'enfance) (p. 9074). (p. 9076). - **Article 65** (art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale - Proportionnalité des sanctions prononcées en cas de fraudes aux prestations famille et vieillesse) (p. 9077). (p. 9078). - **Article 66 bis (supprimé)** (art. L. 243-7-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Autorisation du cotisant pour l'emport de documents lors d'un contrôle Urssaf) (p. 9078). - **Article 66 ter (supprimé)** (art. L. 244-9 du code de la sécurité sociale - Suspension de la procédure de recouvrement en cas de contestation de la mise en demeure) (p. 9078). - **Article 69** (art. L.8224-2, L.8234-1 et L.8243-1 du code du travail et L. 133-6-8-4 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux cotisations sociales) (p. 9079).

- Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

BONHOMME (François)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
UMP-R

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (commission des lois) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecercf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (commission des lois) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des maires de France : M. Jacques Pélissard, président de l'AMF, et M. Jean-Louis Puissegur,

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2014) (p. 9231, 9232).

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (29 novembre 2014) (p. 9236).

Santé

- (29 novembre 2014) (p. 9244, 9245). - **Etat B** (p. 9247). (p. 9251). (p. 9252). (p. 9253). - **Article 59 sexies (nouveau)** (art. L. 253-3 du code de l'action sociale et des familles - Délai de facturation des séjours hospitaliers des bénéficiaires de l'aide médicale d'État, AME) (p. 9254). - **Article additionnel après l'article 59 sexies** (p. 9254).

- **Question orale sans débat sur les infirmiers anesthésistes diplômés d'État et la sécurité anesthésique des patients** - (16 décembre 2014) (p. 10411, 10412).

- **Question orale sans débat sur les communes nouvelles et l'affectation de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité** - (16 décembre 2014) (p. 10412, 10413).

- **Question orale sans débat sur le devenir des sites SNCF Technicentre de Périgueux et des ateliers de Chamiers** - (16 décembre 2014) (p. 10413, 10414).

- **Question orale sans débat sur les difficultés financières des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement** - (16 décembre 2014) (p. 10415).

membre du Bureau de l'AMF et président de l'Association des maires de Haute-Garonne.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (commission des lois) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (commission des lois) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (commission des lois) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (commission des lois) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7065, 7066).

- **Question orale sans débat sur l'expérimentation en Midi-Pyrénées du schéma de répartition territoriale pour le rééquilibrage des flux de demandes d'asile** - (18 novembre 2014) (p. 8372, 8373). (p. 8373).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8440, 8441).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8824).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 17 (réserve)** (*art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement*

exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8869).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités locales** - (27 novembre 2014) (p. 9036).

- **Question orale sans débat sur le projet éducatif territorial** - (16 décembre 2014) (p. 10427, 10428). (p. 10428, 10429).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10492, 10493).

BONNECARRÈRE (Philippe)
sénateur (Tarn)
UDI-UC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages le 18 décembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mécanisme de résolution unique dans le cadre de l'union bancaire - Communication de M. Richard Yung.

Économie, finances et fiscalité - Paquet « croissance, emploi, investissement » - Avis de MM. Didier Marie et Jean-Paul Emorine.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Entretien avec une délégation de parlementaires britanniques sur la situation des migrants à Calais - Communication de M. Jean-Yves Leconte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7027).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Article 4** (*art. 421-2-5 [nouveau] du code pénal ; art. 24, 24 bis, 48-1, 48-4 à 48-6, 52 et 65-3 de la loi du 29 juillet 1881 - Transfert des délits de provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie du terrorisme de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse dans le code pénal*) (p. 7100, 7101).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7432, 7433).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 8864).

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9212, 9213).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10381, 10382).

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SOC

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-présidente le 9 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 244 (2013-2014)] relatif à la consommation [n° 300 (2013-2014)] (22 janvier 2014) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 376 (2013-2014)] relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 446 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Consommation - Communication et examen des amendements de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Table ronde.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 684, 685). (p. 694). (p. 696). (p. 699).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 [n° 363 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1737). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1740, 1741).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 383 (2013-2014)]** - (26 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2418, 2419).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2640).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits

phytopharmaceutiques) (p. 3085). (p. 3086). (p. 3091). (p. 3092).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3211, 3212).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-4 du code de commerce - Résiliation anticipée d'un bail commercial par le locataire ou par les ayants droits du preneur) (p. 3230). - **Article 1er** (art. L. 145-5 du code de commerce - Allongement de la durée des baux dérogatoires) (p. 3231). - **Article 1er bis** (art. L. 145-5-1 [nouveau] du code de commerce - Convention d'occupation précaire) (p. 3232, 3233). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3233). - **Article 1er quater** (art. L. 145-15 et L. 145-16 du code de commerce - Inopposabilité de la prescription biennale des actions en nullité posée à l'art. L. 145-60 du code de commerce) (p. 3234, 3235). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce - Généralisation de l'application de l'indice des loyers commerciaux, ILC, et de l'indice des loyers des activités tertiaires, ILAT) (p. 3237). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-35 du code de commerce - Extension de la compétence des commissions départementales de conciliation en matière de baux commerciaux) (p. 3238). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-39-1 [nouveau] du code de commerce - Lissage des augmentations du loyer permises par les dérogations aux règles de plafonnement) (p. 3239).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5532, 5533).

- **Question orale sans débat sur la couverture du territoire en téléphonie mobile** - (16 décembre 2014) (p. 10425). (p. 10426).

BOOG (Françoise)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

Non réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Sécurité nucléaire : l'obligation d'une constante amélioration [n° 555 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée [n° 685 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Environnement - Union européenne.**

Proposition de loi visant à rénover les rapports entre les collectivités territoriales et les clubs professionnels et à moderniser le modèle économique du sport professionnel [n° 711 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde des fédérations sportives.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Politique européenne et situation intérieure de la Slovaquie - Rapport d'information de M. Simon Sutour et de Mme Colette Mélot.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Diffusion audiovisuelle du sport professionnel - Table ronde.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Le dumping social dans les transports européens : rapport et proposition de résolution de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Mathieu Moreuil, directeur de l'action européenne de la première division de football au Royaume-Uni (Premier League).

Table ronde sur le sport féminin professionnel.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Coopération énergétique franco-allemande - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Sécurité nucléaire : rapport d'information de Mme Françoise Boog et de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Sacs en plastique : proposition de résolution européenne de Mme Françoise Boog.

Politique de coopération - Stratégies européennes pour l'Arctique : rapport d'information de M. André Gattolin.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Article 21 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-15-1 [nouveau] du code des assurances - Mention contractuelle du libre choix du réparateur automobile professionnel en cas de sinistre automobile) (p. 860).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 1331, 1332). - **Article 5** (art. L. 225-123 du code de commerce - Droit de vote double) (p. 1347).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé [n° 325 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1659, 1661).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2361, 2362).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3916, 3917).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût de la fermeture de Fessenheim** - (3 juillet 2014) (p. 5485).

BORDAS (Patricia)
sénatrice (Corrèze)
SOC

Devenue sénatrice le 14 février 2014 (remplace René Teulade, décédé).

Non réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales du 21 février 2014 au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut national du cancer.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde des représentants des syndicats de salariés.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence** [n° 472 (2013-2014)] - (7 mai 2014) - **Article 1er** (Art. L. 312-19 et L. 312-20 [nouveaux] du code monétaire et financier - Comptes inactifs) (p. 3818, 3819).

- **Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs** [n° 514 (2013-2014)] - (14 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3908, 3910).

- **Question orale sans débat sur le report en matière d'accessibilité** - (20 mai 2014) (p. 4071). (p. 4072).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées** - *Commission mixte paritaire* [n° 632 (2013-2014)] - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5201, 5202).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage** - (17 juillet 2014) (p. 6289).

BORDIER (Pierre)
sénateur (Yonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Non réélu le 28 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

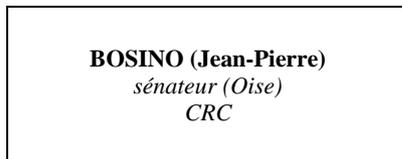
Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.



BOSINO (Jean-Pierre)
sénateur (Oise)
CRC

Devenu sénateur le 10 mai 2014 (en remplacement de Mme Laurence Rossignol, nommée membre du gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire du 13 mai 2014 au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis vice-président le 4 décembre 2014.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz le 17 décembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hélène Farnaud-Defromont, directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Table ronde.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information en Suède - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (15 avril 2014) - **Article 27** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France) (p. 3125). (p. 3126). (p. 3127). (p. 3130).

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4676, 4678).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Stéphane Saint-André, député, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de Voies navigables de France (VNF).

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 septembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Duron, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Marie-Claire Cailletaud, responsable de la politique énergétique et industrielle à la Fédération nationale des mines et de l'énergie - Confédération générale du travail (FNME-CGT).

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4680, 4681).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Article 6 bis** (art. 132-44, 132-45 et 132-52 du code pénal - Modifications du régime de l'emprisonnement assorti du sursis avec mise à l'épreuve, SME) (p. 5263). - **Article 8** (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal ; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale) (p. 5286).

- **Question orale sans débat sur la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes sur la commune de Montataire** - (14 octobre 2014) (p. 6961). (p. 6962).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des autoroutes** - (16 octobre 2014) (p. 7157, 7158).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9485, 9486).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9740).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10348, 10349). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10366).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10466, 10467).

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes le 2 juillet 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Agriculture, alimentation, forêts et affaires rurales [n° 108 tome 3 annexe 3 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, dans le cadre de la préparation du rapport « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte » de M. Hervé Maurey.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Compte rendu de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) (semaine parlementaire du semestre européen) - Communication de MM. Philippe Marini, Jean Arthuis et Richard Yung.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des finances*) : Dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logements privés - Gestion de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) - Audition de MM. Philippe Baccou, président de section à la cinquième chambre de la Cour des comptes, Étienne Crépon, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Claude Dilain, président de l'ANAH, Pierre Ducret, président-directeur général de CDC Climat, et Michel Pelenc, directeur de la fédération nationale «Habitat et développement».

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Promotion des produits agricoles - Communication de M. Gérard César.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Edmond Hervé sur les politiques temporelles des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Détachement des travailleurs : communication de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Énergie - Taxation de l'énergie - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Éducation - Union européenne et éducation : les MOOCs, une urgence stratégique - Communication de Mme Colette Mélot.

(*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Organisme extraparlémentaire - Désignation de candidats.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Retraite des agents de catégorie active dans la fonction publique d'Etat - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Contrats de plan État-régions (CPER) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1425, 1426).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3871, 3872).

- **Question orale sans débat sur les conséquences au titre des financements de la politique agricole commune de la vidange du barrage de Guerlédan** - (20 mai 2014) (p. 4083). (p. 4084).

- **Question orale sans débat sur la détermination des secteurs de taille et de capacité d'accueil limité** - (8 juillet 2014) (p. 5769). (p. 5770).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7440, 7441).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7544). (p. 7555, 7556). (p. 7561). - **Article 3** (*art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 7576). (p. 7578). (p. 7581). (p. 7587). (p. 7589). (p. 7593, 7594).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7910, 7912).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8921, 8922). (p. 8922, 8923).

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9593, 9594).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le**

calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)] - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10378, 10379). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 10391, 10392).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10493).

BOUCHART (Natacha)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 5 novembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 712).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration) (p. 735). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 747). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance) (p. 761, 762). (p. 765, 766).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2102-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire) (p. 5903).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - auteur de - **Discussion générale** (p. 10002, 10005). - **Article 1er** (art. 226-4 du code pénal - Durée de la flagrance en matière d'infraction de violation de domicile) (p. 10015, 10016). (p. 10016). - **Article 2 (supprimé)** (art. 38 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Saisine du préfet par le maire pour qu'il mette en demeure l'occupant sans titre d'un domicile de quitter les lieux) (p. 10017). (p. 10018). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10018). (p. 10018).

BOUCHET (Gilbert)
sénateur (Drôme)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

BOUCHOUX (Corinne)
sénatrice (Maine-et-Loire)
ECCOLO

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Secrétaire de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 6 novembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 10 novembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 18 novembre 2014.

Vice-présidente de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Rapporteuse de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis secrétaire le 4 décembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

Proposition de loi relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 496 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'accès égalitaire pour toutes aux techniques d'assistance à la procréation [n° 517 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la *mission commune d'information* sur l'accès aux documents administratifs : Refonder le droit à l'information publique à l'heure du numérique : un enjeu citoyen, une opportunité stratégique (Rapport) [n° 589 tome 1 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la *mission commune d'information* sur l'accès aux documents administratifs : Refonder le droit à l'information publique à l'heure du numérique : un enjeu citoyen, une opportunité stratégique (auditions et contributions écrites) [n° 589 tome 2 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Fonction publique - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen des amendements au texte de la commission.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle » présenté par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux.

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Jacques Chevallier, professeur émérite de droit public à l'université Panthéon Assas (Paris II), directeur du Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (Cersa).

Audition de M. Paul Hébert, chef du service des affaires juridiques de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) et de Mme Delphine Carnel, juriste.

Audition de M. Serge Daël, président, et Nicolas Polge, rapporteur général, de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada).

Réunion du jeudi 16 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Mathieu Escot, chargé de mission santé à UFC-Que Choisir.

Audition de MM. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique, Godefroy Beauvallet, vice-président, Jean-Baptiste Soufron, secrétaire général, Mme Mathilde Bras, rapporteur adjoint, et M. Dimitri Barclais, rapporteur adjoint stagiaire.

Audition de MM. David Gayou et Tanguy Morlier, administrateurs du collectif Regards citoyens.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Pierre Falga, journaliste à L'Express.

Audition de M. Rémi Noyon, journaliste à Rue89.

Audition de MM. Paul Moreira et Edouard Perrin, journalistes à Premières lignes.

Audition de Mmes Martine Orange, Mathilde Mathieu et M. Jérôme Hourdeaux, journalistes à Médiapart.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Accès aux données de santé - Audition du Collectif interassociatif sur la santé (Ciss) et du collectif Initiative transparence santé (ITS).

Accès aux données de santé - Audition de responsables de la Mutualité française.

Accès aux données publiques culturelles - Audition du collectif SavoirsComl.

Les entreprises et l'ouverture des données publiques - Audition de responsables du Medef et de la CGPME.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. François Bancilhon, président directeur général de Data publica.

Audition de M. François Bancilhon, président directeur général de Data publica.

Audition de M. Jean-Marc Lazard, président directeur général d'OpenDataSoft.

Audition de M. Samuel-Frédéric Servière, responsable des études budgétaires et fiscales à l'IFRAP.

Audition de MM. Sylvain Parasie, maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Est et Eric Dagiral, maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Descartes.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Régimes de protection du patrimoine - Table ronde.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Michel Pinault, président du Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative (Coepia).

Audition de Mme Danielle Bourlange, directrice générale de l'Agence du patrimoine immatériel de l'Etat (Apie).

Les stratégies de l'Etat : publications de documents administratifs et mise à disposition de données publiques - Audition de M. Xavier Patier, directeur de la Direction de l'information légale et administrative (Dila).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain-Dubourg, rapporteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE.

(*commission du développement durable*) : Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain Dubourg, auteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'Environnement du CESE.

Réunion du jeudi 27 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut géographique national (IGN).

Audition de MM. Alain Bayet, secrétaire général, Michel Isnard, responsable de l'unité des affaires juridiques et contentieuses, Mme Françoise Maurel, directrice de la diffusion et de l'action régionale, de l'Insee.

Grands fournisseurs de données publiques - Audition de M. Marc Lipinski, directeur de recherche au CNRS, responsable de la mission « Science et citoyens ».

Grands fournisseurs de données publiques - Audition de Mme Claude Revel, déléguée interministérielle à l'intelligence économique et M. Philippe Ramon, conseiller senior pour la sécurité économique et les affaires intérieures.

Réunion du jeudi 6 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. von Lennep, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et de M. André Loth (directeur de projet).

Audition de MM. Christian Babusiaux et Richard Decottignies, président et directeur de l'Institut des données de santé (IDS).

Audition de MM. Frédéric van Roekeghem, directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), Jean Debeauvais, directeur général de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS), Housseyni Holla, directeur de l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (Atih) et Claude Gissot, directeur de la stratégie à la CNAMTS.

Réunion du jeudi 13 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition conjointe de Mme Geneviève Chène, M. Grégoire Rey pour l'Institut national pour la santé et la recherche médicale (Inserm) ; M. Dominique Maraninchi, Mme Carole Le Saulnier, M. Mahmoud Zureik, pour l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) ; MM. Jean-Patrick Sales et Thomas Le Ludec pour la Haute autorité de santé (HAS).

Audition de M. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du jeudi 20 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition autour du projet JocondeLab de MM. Jean-François Baldi, délégué général adjoint de la délégation générale à la langue française et aux langues de France et Thibault Grouas, chef de la mission langue et numérique, Mme Claire Chastagnier, adjointe au sous-directeur des collections du service des musées de France et MM. Laurent Manœuvre, chef du bureau de la diffusion numérique des collections, de la direction générale des patrimoines du ministère de la culture et Vincent Puig, directeur exécutif de l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) à la langue française et aux langues de France.

Audition de M. Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Audition de M. Mohammed Adnène Trojette, magistrat à la Cour des comptes, auteur d'un rapport sur l'ouverture des données publiques.

Audition de M. William Gilles, directeur du master droit du numérique-administration-entreprises à l'école de droit de la Sorbonne, université Paris I.

Audition de Mme Georgette Elgey, présidente du Conseil supérieur des archives, et de M. Hervé Lemoine, directeur du Service interministériel des archives de France (SIAF).

Réunion du jeudi 3 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Christopher J. Mesnooh, avocat aux barreaux de Paris, New York et Washington.

Audition de M. David Capitant, professeur de droit public à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, directeur du centre de droit allemand de l'unité mixte de recherche de droit comparé de Paris.

Audition de M. Richard Swetenham, conseiller du directeur général chargé de contribuer à la mise en œuvre et au développement de la politique de la Commission européenne dans le domaine de l'open data.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Simon Chignard, consultant, auteur de L'open data, comprendre l'ouverture des données.

Audition de MM Julien Rencki, secrétaire général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) et Henri Verdier, directeur de la mission Etalab au SGMAP.

Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Yves Lévy, candidat désigné aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Examen de l'avis et vote.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane - Présentation du rapport d'information.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation de l'étude de faisabilité de Mme Anne-Yvonne Le Dain, vice-présidente, députée, et M. Bruno Sido, président, sénateur, concernant le risque numérique.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Présentation du rapport d'information du groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane, par Mme Dominique Gillot et M. Michel Magras, co-rapporteurs (réunion conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication).

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Débat sur les orientations du rapport.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Sallois, président de la commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art.

Réunion du jeudi 15 mai 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du jeudi 22 mai 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences dans les armées - Audition de Mme Brigitte Debernardy, contrôleur général des armées, et du général d'armée Didier Bolelli, inspecteur général des armées.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Braillard, secrétaire d'Etat aux sports.

Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Présentation du rapport d'information et demande d'autorisation de publication.

Réunion du jeudi 5 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et de M. Serge Lasvignes, secrétaire général du Gouvernement.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Rapport annuel sur l'application des lois.

Réunion du jeudi 19 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des finances*) : Remise du rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport de M. Jean-Yves Le Déaut, député, premier vice-président, et M. Marcel Deneux, sénateur, vice-président, sur

« Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économie d'énergie dans le bâtiment ».

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Examen du rapport d'activité 2013-2014.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*): Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

(*délégation aux droits des femmes*): Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public » et « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

(*délégation sénatoriale à la prospective*): Programme de travail pour la session 2014-2015.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de M. Michel Moggio, directeur général de la Fédération française des industries du jouet-puériculture (FJP).

Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de Mme Mona Zegaï, doctorante en sociologie au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris - Cultures et sociétés urbaines (CRESPPA-CSU) à l'université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis, et Mme Astrid Leray, fondatrice du cabinet Trezego.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexes - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique du patrimoine culturel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et jouets - Examen du rapport d'information et des recommandations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** - (7 janvier 2014) (p. 69, 70).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres [n° 248 (2013-2014)]** - (8 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 135, 136).

- **Débat sur les violences sexuelles faites aux femmes du fait des conflits armés** - (5 février 2014) (p. 1397, 1398).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1679, 1681).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la Cour des comptes sur Areva** - (15 mai 2014) (p. 4029).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4644, 4645).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4705, 4706).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4740, 4741).

- **Proposition de loi relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié [n° 599 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5004, 5005).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition - Deuxième lecture [n° 638 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5312, 5313).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5410, 5411).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code**

mondial antidopage [n° 677 (2013-2014)] - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7000).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9450, 9451). - **Etat B** (p. 9464, 9465). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 9475).

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9635, 9636).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9664, 9665).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel [n° 173 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10652, 10653).

BOULARD (Jean-Claude)
sénateur (Sarthe)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre suppléant du Haut conseil du financement de la protection sociale le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 108 tome 3 annexe 25 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » (et articles 56 quinquies et 56 sexes) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif aux centres provisoires d'hébergement - CPH) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » (et articles 52 à 54) - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » (et article 65) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » de la mission « Travail et emploi » (et articles 62 et 63) et le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage », programmes « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » de la mission « Travail et emploi » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements réservés.

Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 3** (*Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 8604). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8634).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8680). - **Article 8** (*art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodécies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement*) (p. 8690). (p. 8690). (p. 8698).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 (suite)** (p. 8729). - **Article 8 bis (nouveau)** (*art. 261 E, art. 278-0 bis, art. 1559, art. 1560, art. 1561, art. 1562, art. 1563, art. 1564, art. 1565, art. 1565 bis, art. 1565 septies, art. 1565 octies, art. 1566, art. 1699, art. 1791, art. 1822 et art. 1822 bis du code général des impôts et art. L. 223 du livre des procédures fiscales - Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des droits d'entrée perçus par les organisateurs de réunions sportives*) (p. 8731). (p. 8734).

Article 9 (*art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés locales et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 8759).

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (29 novembre 2014) (p. 9234).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales*) (p. 9780). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9785). (p. 9785, 9786). (p. 9786, 9787). - **Article 58 quater (nouveau)** (*art. L. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil d'effort fiscal pour bénéficier du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC, en 2016*) (p. 9801).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Article 54** (*art. L. 452-1-1 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Contribution financière au développement de l'offre de logements sociaux*) (p. 9816). - **Articles non rattachés - Article 41** (*art. L. 31-10-2 à L. 31-10-5, L. 31-10-9, L. 31-10-10 et L. 31-10-12 du code de la construction et de l'habitation et art. 244 quater V du code général des impôts - Prolongation et extension du prêt à taux zéro, PTZ*) (p. 9838). - **Article 42** (*art. 1387 A du code général des impôts - Exonération temporaire de TFPB et de CFE pour les activités de méthanisation agricole*) (p. 9847). - **Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9868). (p. 9869). (p. 9870).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 10172). - **Article 31 quater (nouveau)** (*art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exonération du versement transport*) (p. 10295).

BOURDIN (Joël)
sénateur (Eure)
UMP, puis UMP-R

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Président de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Commerce électronique : tendances et opportunités [n° 393 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Thomas Cazenave, directeur général adjoint de Pôle emploi, chargé de la stratégie et des

relations extérieures, et de Mme Firmine Duro, adjointe chargée des relations extérieures.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : commerce électronique, tendances et opportunités.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? » : présentation du rapport.

Atelier de prospective : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? ».

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hermann Simon, président de Simon-Kucher & Partners, auteur de l'ouvrage *Les champions cachés du XXI^e siècle*.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : « Quels emplois pour demain ? » : présentation du rapport.

Atelier de prospective « Quels emplois pour demain ? ».

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan d'activité de la délégation 2011-2014.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - *Deuxième lecture* [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Article 1er B** (*art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - Charte de l'élu local*) (p. 543).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4097, 4098).

BOURQUIN (Christian)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
RDSE

Décédé le 26 août 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 26 août 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'évolution de la législation sur le vin** - (18 février 2014) (p. 1764). (p. 1765).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre la République française et le Royaume d'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 305 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3080, 3081).

- **Question orale sans débat sur la situation préoccupante de l'apiculture en Languedoc-Roussillon** - (17 juin 2014) (p. 4890). (p. 4891).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme territoriale** - (19 juin 2014) (p. 5067, 5068).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5444, 5446).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5584). (p. 5584, 5585).

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis vice-président le 4 décembre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 244 (2013-2014)] relatif à la consommation [n° 282 (2013-2014)] (15 janvier 2014) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 7 (2013-2014)] visant à reconquérir l'économie réelle [n° 314 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la consommation [n° 347 (2013-2014)] (6 février 2014) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Économie [n° 109 tome 4 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au financement bancaire des entreprises - Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit.

Biocarburants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la consommation.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Lasserre, candidat désigné aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Henri Proglia, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir industriel au coeur de la transition énergétique - Table ronde.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean

Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacky Chorin, représentant de la confédération Force ouvrière, membre du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (commission des affaires économiques) : Communications diverses.

Règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

(délégation aux entreprises) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 668, 670).

- Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 687). (p. 691, 692). (p. 693, 694). (p. 694). (p. 694). (p. 695). (p. 696). (p. 696, 697). (p. 698, 699). (p. 699). (p. 700). (p. 701, 702). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-15 [nouveau] et L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 703). (p. 705). (p. 706). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 708).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration) (p. 735).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison) (p. 881). - **Article 25** (art. L. 141-1 du code de la consommation - Elargissement du champ de compétence des agents de la DGCCRF, renforcement de la coopération avec la CNIL, faculté de prononcer des sanctions administratives en cas de non-respect des injonctions et faculté de saisir le juge contre un service de communication en ligne) (p. 885, 886). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 888). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative) (p. 889). (p. 889). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 891). (p. 891). - **Article 61** (art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 892). (p. 893, 894). (p. 896). (p. 897). (p. 897). (p. 898). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 900). (p. 900). (p. 901). (p. 901). (p. 902). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 904). (p. 905).

(p. 906). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, et 9 de la loi du 4 juillet 1837 relative au système métrique et à la vérification des poids et mesures - Renforcement des sanctions en cas de non-conformité des instruments de mesure) (p. 907). (p. 907). - **Article 64** (art. L. 121-79-2, L. 121-79-3 et L. 121-79-4 du code de la consommation - Aggravation des peines applicables en cas d'atteinte portée au libre choix du consommateur) (p. 908). - **Article 69 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de la route - Absence de frais en cas de restitution du dossier d'auto-école) (p. 909). - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-5, L. 137-3 [nouveau], L. 214-1, L. 215-12, L. 215-17, L. 221-10, et L. 221-11 du code de la consommation - Diverses dispositions de simplification, notamment rédactionnelles, au sein du code de la consommation) (p. 910). - **Article 72 bis** (art. L. 121-42 à L. 121-47 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement de l'exploitation et de l'usage de numéros à valeur ajoutée) (p. 912). - **Article additionnel après l'article 72 bis** (p. 912). - **Article 72 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32-1 et L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Modification des compétences de l'ARCEP et de la DGCCRF sur le marché de détail des communications électroniques) (p. 913). - **Article 72 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 322-2, art. L. 322-2-1, L. 322-2-2 et L. 322-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure, art. L. 121-36, L. 121-36-1 [nouveau] et L. 121-37 du code de la consommation, art. 2 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Définition des loteries et des jeux d'argent et de hasard) (p. 914). (p. 915). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 918).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1289, 1291).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Commission mixte paritaire [n° 348 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1593, 1594).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4110, 4111).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7246, 7247).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7709, 7711). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7727).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7811).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9326, 9327).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9739).

BOURZAI (Bernadette)
sénatrice (Corrèze)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Comité consultatif de gouvernance.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 226 (2013-2014)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du règlement, sur les biocarburants (texte E 7790) [n° 271 (2013-2014)] (8 janvier 2014) - **Environnement - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 218 (2013-2014)] présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la mise sur le marché et la brevetabilité des semences et obtentions végétales (texte E 8314) [n° 272 (2013-2014)] (8 janvier 2014) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la taxation des produits énergétiques et de l'électricité [n° 665 (2013-2014)] (30 juin 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au financement bancaire des entreprises - Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit.

Biocarburants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Arctique - Adhésion et

participation aux programmes européens de l'Islande et de la Norvège - Communication de M. André Gattolin.

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 mars 2014.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Europol et Eurojust: perspectives d'avenir - Rapport d'information de MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires européennes*): Énergie - Coopération énergétique franco-allemande - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

(*commission du développement durable*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Prostitution - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*): Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Réunion du jeudi 19 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes dans les manuels scolaires - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Énergie - Taxation de l'énergie - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Examen du rapport d'activité 2013-2014.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 163, 164).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (31 janvier 2014) - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme*) (p. 1217).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2631, 2633). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2742, 2743).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2988, 2989). - **Article 18** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 221-5, L. 223-4, L. 223-5, L. 223-6-2 [nouveau] et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de

l'environnement - Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage) (p. 2990). (p. 2991). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3003). (p. 3003). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - *Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires*) (p. 3008, 3009). (p. 3011). (p. 3013). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - *Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance*) (p. 3022). (p. 3022). (p. 3023). (p. 3024). (p. 3024). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - *Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes*) (p. 3031). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 3036). (p. 3036).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - *Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles*) (p. 3110). (p. 3110). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois*) (p. 3139). (p. 3140). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - *Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers*) (p. 3157). (p. 3158). (p. 3159). (p. 3159). (p. 3162, 3163). (p. 3165). (p. 3169). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 3171, 3172). (p. 3172). - **Article 33** (*Contrôle et sanction de la mise sur le marché de bois et de produits dérivés du bois issus d'une récolte illégale*) (p. 3173, 3174). (p. 3174). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 3174). - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 3176). (p. 3176). (p. 3176). - **Article 39** (art. L. 181-25 du code rural et de la pêche maritime - *Dispositions transitoires*) (p. 3181). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3188).

- **Question orale sans débat sur la précarité des personnels contractuels en situation de handicap au sein des collectivités territoriales** - (29 avril 2014) (p. 3519, 3520). (p. 3521).

- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4160, 4162).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6354, 6355).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-1-3, L. 632-2-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-8, L. 632-9, L. 632-12 à L. 632-14, L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime, et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - *Mise en conformité des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du*

pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 6398). - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France) (p. 6404, 6405).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 211-3 du code de l'environnement - Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 6493). (p. 6495). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie

d'ordonnance) (p. 6498). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-3, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 211-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 213-3, L. 214-5, L. 214-13, L. 214-13-1 [nouveau], L. 214-14, L. 321-1, L. 321-3, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-22 [nouveau], L. 331-23 [nouveau], L. 332-7, L. 332-8 [nouveaux], L. 341-2, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-9, L. 341-10, L. 342-1 et L. 363-5 du code forestier - Favoriser la Constitution de groupements d'intérêt économique et environnemental forestier. Compenser les défrichements) (p. 6523, 6524). (p. 6524). (p. 6525). (p. 6528). - **Article 39 bis** (Transmission aux organisations de producteurs forestières des données cadastrales) (p. 6543, 6544). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6548).

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement ; nouvelle nomination le 9 décembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Sécurités : gendarmerie nationale [n° 110 tome 11 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2014 (commission des affaires européennes) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Arnaud Danjean, président de la sous-commission « Sécurité et défense » du Parlement européen.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Entretien avec M. Iurie Leanca, Premier ministre de Moldavie.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de

finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la fiscalité des activités liées au chantier de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique** - (18 février 2014) (p. 1753).

- **Question orale sans débat sur les conséquences du coût d'achat des papiers recyclés sur l'industrie papetière** - (15 avril 2014) (p. 3065, 3066).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5537, 5538).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5598). - **Article 7** (*art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale*) (p. 5659).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour la gendarmerie nationale (p. 9173, 9174).

BOUVARD (Michel)
sénateur (Savoie)
UMP

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate aux fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Election le 28 septembre 2014.

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche et du secrétaire d'Etat auprès du ministre des finances et des comptes publics, chargé du budget le 30 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre titulaire du conseil de l'immobilier de l'Etat le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines et Provisions [n° 108 tome 3 annexe 16 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 48 à 50) - Examen du rapport spécial.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » (et articles 56 quinquies et 56 sexies) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » (et article 57) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des Etats étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'Etat » de la mission « Politique des territoires » et programme « Politique de la ville » de la mission « Politique des territoires » (et article 57 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » (et articles 52 à 54) - Examen du rapport.

Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 24 novembre 2014 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au fonctionnement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du lundi 8 décembre 2014 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Recevabilité financière.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 12 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7475).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7521). (p. 7548). (p. 7552). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des

régions et départements et coordinations) (p. 7576, 7577). (p. 7577). (p. 7577, 7578).

- Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8541, 8543).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8587). - **Article 4** (Art. 27 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières de cessions de terrains à bâtir) (p. 8617). - **Article 5** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel ») (p. 8625). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8632). (p. 8633). (p. 8635, 8636). (p. 8636).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 quater (suite)** (p. 8661, 8662). - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 8668). (p. 8669). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodecies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 8694).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 (suite)** (p. 8728). - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8754, 8755). (p. 8764). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 1648 A du code général des impôts - Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 8783, 8784). (p. 8785). (p. 8787). - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8814).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 16** (Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau) (p. 8855, 8856). (p. 8857). (p. 8858). (p. 8858). - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8884). (p. 8885). (p. 8887). (p. 8887). (p. 8889). (p. 8890). (p. 8891). - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFIF) (p. 8908). - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 1605 du code général des impôts - Augmentation de deux

euros de la contribution à l'audiovisuel public et modalités de financement de TV5 Monde) (p. 8928, 8929).

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9213, 9214).

Justice

- (1er décembre 2014) - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9281, 9282).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2014) (p. 9366, 9367).

Provisions

- (2 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9386).

Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Articles additionnels après l'article 64** (p. 9387). (p. 9388). (p. 9388, 9389). (p. 9389).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9414).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9457, 9458). - **Etat B** (p. 9472, 9473). (p. 9473, 9474).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9493).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9784). (p. 9784). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9785). (p. 9786). (p. 9791). (p. 9793, 9794). (p. 9795). (p. 9797). - **Article 58 sexies (nouveau)** (Rapport sur la soutenabilité du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC) (p. 9803). (p. 9803). - **Article 59 ter (nouveau)** (art. L. 3335-1 du code général des collectivités territoriales - Ajustement du fonctionnement du fonds départemental de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) (p. 9807). (p. 9807). (p. 9807). (p. 9808). - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 42 (suite)** (p. 9851). (p. 9852). - **Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9862). (p. 9862). (p. 9864).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Article 44 quindecies (nouveau)** (art. L. 80 C du livre des procédures fiscales - Publication de la

liste des organismes ayant reçu une réponse positive de l'administration sur leur éligibilité aux réductions d'impôts au titre des dons) (p. 9939). - **Article 44 sexdecies (nouveau)** (art. L. 169 et L. 176 du livre des procédures fiscales - Suppression du délai de reprise de l'administration de trois à deux ans pour les adhérents d'organismes de gestion agréés) (p. 9940). - **Articles additionnels avant l'article 45** (p. 9947). (p. 9948). - **Article 40** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) (p. 9951, 9952).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 14** (art. 39, 93, 209, 231 ter, 235 ter X, 235 ter ZE, 235 ter ZE bis [nouveau] du code général des impôts - Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique) (p. 10192). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 10199). - **Article 16** (art. 1379, 1396, 1527 [nouveau], 1635 sexies et 1641 du code général des impôts - Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues) (p. 10200). (p. 10201). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 10206). (p. 10207). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10214). (p. 10215). (p. 10217, 10218). (p. 10220). - **Article 20 nonies (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces) (p. 10234). - **Article 21** (art. 39 quinquies D, 44 sexies, 44 septies, 44 quindecies, 125-0 A, 239 sexies D, 1465, 1465 A, 1465 B, et

1602 A du code général des impôts - Prorogation de certains dispositifs zonés d'exonérations fiscales, AFR, ZRR) (p. 10240). (p. 10241). - **Article 22** (art. 44 octies A du code général des impôts - Prorogation et resserrement du dispositif d'exonération d'impôt sur les bénéfices applicables dans les zones franches urbaines, ZFU) (p. 10242). - **Article 24** (art. 1655 septies [nouveau] du code général des impôts - Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale) (p. 10252). - **Article 30 septdecies (nouveau)** (art. L. 62 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Création d'une procédure de régularisation applicable aux transferts de bénéfices) (p. 10286). - **Article additionnel après l'article 31 quinquies** (p. 10303). - **Article 32** (Apport de la garantie de l'Etat à un prêt de l'Agence française de développement au fond vert pour le climat) (p. 10326).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10496, 10497).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Article 3** (Elargissement du dispositif de soutiens financiers à l'export à des prêts non concessionnels à des États étrangers) (p. 10523). - **Article 14** (Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique) (p. 10538).

BOYER (Jean)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC

Démissionnaire le 3 novembre 2014.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales du 8 octobre 2014 au 4 novembre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Régimes de protection du patrimoine - Table ronde.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Communication.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport public pour l'année 2013 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Table ronde.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'avenir des zones de revitalisation rurale** - (21 janvier 2014) (p. 409). (p. 410).
- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2663).
- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance) (p. 3098). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 3101). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 718-7, L. 718-11 et L. 718-12 du code de l'éducation - Adaptation du régime

BRAILLARD (Thierry)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports, chargé des sports (du 10 avril 2014 au 26 août 2014)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, chargé des sports (à partir du 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3660, 3661).
- **Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs [n° 514 (2013-**

BRICQ (Nicole)
ministre du commerce extérieur (jusqu'au 1er avril 2014)
sénatrice (Seine-et-Marne)
SOC
(à partir du 3 mai 2014)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 3 mai 2014.

d'organisation des communautés d'universités et établissements) (p. 3132, 3133).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3614).
- **Question orale sans débat sur les élections au conseil départemental et au conseil régional** - (20 mai 2014) (p. 4075). (p. 4075, 4076).
- **Question orale sans débat sur le gel des dotations de l'Etat aux collectivités locales** - (22 juillet 2014) (p. 6576). (p. 6577).
- **Question orale sans débat sur l'avenir des départements** - (14 octobre 2014) (p. 6971). (p. 6972).
- **Question orale sans débat sur la complexité des normes administratives** - (21 octobre 2014) (p. 7226). (p. 7227).

2014)] - (14 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3900, 3902). (p. 3911, 3912).

- **Question orale sans débat sur le port du foulard et la neutralité du sport** - (20 mai 2014) (p. 4073).
- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4711, 4713).
- **Questions cibles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7902). (p. 7903). (p. 7903, 7904). (p. 7904). (p. 7905). (p. 7906). (p. 7907). (p. 7907, 7908). (p. 7908).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9670, 9673). - **Etat B** (p. 9674).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2014) (p. 9680, 9681).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des finances du 7 mai 2014 au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis vice-présidente le 4 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

« Stabilité financière : a-t-on progressé depuis 2008 ? » - Audition conjointe de MM. Jean Beunardeau, directeur général de HSBC France et directeur de la Banque de financement, d'investissement et de marchés en France, Didier Duval, responsable de la sécurité financière et de la prévention de la fraude au sein de la direction de la conformité du groupe Crédit agricole, Laurent Le Mouel, responsable des affaires réglementaires et prudentielles au sein de la direction des risques du groupe Crédit agricole, Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, et Christian Walter, professeur d'économie au collège d'études mondiales de la fondation de la maison des sciences de l'homme, titulaire de la chaire éthique et finances.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des finances*) : Projet d'opérateur national de paye (ONP) - Audition conjointe de M. Olivier Bourges, directeur général adjoint à la direction générale des finances publiques (DGFIP), Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), M. Jacques Marzin, directeur de la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication (DISIC) et de Mme Valérie Metrich-Hecquet, secrétaire générale du ministère de l'agriculture.

Situation économique et financière de l'Autriche, de la Hongrie et de la Slovaquie - Communication de M. Philippe Marini.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission en Iran du 22 au 29 avril 2014.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

Inventaire des œuvres d'art en dépôt dans les représentations diplomatiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des finances*) : Remise du rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Externalisations en opérations extérieures - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Moyens de la sécurité civile, l'exemple de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n° 7 (UIISC7) - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Retraite des agents de catégorie active dans la fonction publique d'Etat - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des finances*) : Désignation de rapporteur.

Loi de règlement pour 2013 et débat d'orientation des finances publiques pour 2015 - Examen du rapport et du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Erik Rance, candidat à son renouvellement pour le poste de directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (Oniam).

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 168, 172).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attractivité de notre territoire et le commerce extérieur** - (20 février 2014) (p. 2119).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture** [n° 383 (2013-2014)] - (26 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2411, 2412). - **Vote sur l'ensemble** (p. 2439, 2440).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale** [n° 491 (2013-2014)] - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4196, 4197).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises** [n° 566

(2013-2014)] - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5093, 5095).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5718, 5720).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5798, 5799).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013** [n° 715 (2013-2014)] - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6082, 6084).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Nouvelle lecture** [n° 747 (2013-2014)] - (21 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6468, 6470).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA »)** [n° 706 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6669, 6671).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7587).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises** [n° 60 (2014-2015)] - (4 novembre 2014) - **Article 2** (*Habilitation en vue d'harmoniser la notion de jour en droit du travail et en droit de la sécurité sociale*) (p. 7716, 7717). (p. 7718). - **Article 2** **quinquies** (**nouveau**) (art. L. 1242-3, L. 1242-6-1 à L. 1242-6-6 [nouveaux] et L. 1242-7 du code du travail et art. 6 de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail - Pérennisation du contrat de travail à durée déterminée à objet défini) (p. 7725). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7734). (p. 7736).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 12 A** (**nouveau**) (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7805, 7806). - **Article 28 bis** (**nouveau**) (art. L. 711-1-1 [nouveau] du code de commerce - Faculté de fusion entre chambres territoriales et régionales de commerce et d'industrie) (p. 7840). - **Article 29** (*Habilitation en vue de fusionner l'Agence française pour les investissements internationaux et UbiFrance*) (p. 7842, 7843).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019** [n° 56 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - **Article 1er (supprimé)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 7917). - **Article 9** (*Stabilisation des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs*) (p. 7923, 7924).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** [n° 78 (2014-2015)]

Première partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8006).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 14** (art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - Versement des cotisations dans

les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés) (p. 8115).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 55** (*Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2015*) (p. 8293). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 8296, 8297).

- *Nouvelle lecture* [n° 124 (2014-2015)]

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 ter** (*art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs*) (p. 9019).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 54** (*Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2015*) (p. 9067). - **Article 56 B (supprimé)** (*Institution d'un régime universel de retraite par points*) (p. 9070). - **Article 61 A** (*art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires*) (p. 9073).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 44 undecies (nouveau)** (*art. 244 quater C du code général des impôts - Informations relatives à l'utilisation du CICE*) (p. 9919).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997** [n° 138 (2014-2015)] - (18 décembre 2014) - **Article unique** (p. 10614, 10615).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives - Commission mixte paritaire** [n° 123 (2014-2015)] - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10624, 10625).

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénateur (Hérault)
UMP-A

Non réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Coopération entre professionnels de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Jean-Pierre Vial : « La simplification des normes applicables aux collectivités territoriales : le cadre légal et réglementaire de l'accès des personnes handicapées aux établissements recevant du public, aux transports publics et à la voirie ».

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Edmond Hervé sur les politiques temporelles des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Alain Lambert et Martin Malvy sur leur rapport « Pour un redressement des finances publiques fondé sur la confiance mutuelle et l'engagement de chacun ».

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 23 juin 2014 ; puis rapporteur le 9 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1315). (p. 1328). (p. 1336). - **Article 8 bis** (*Rapport au Parlement sur l'activité de l'Etat actionnaire*) (p. 1353).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 145-39-1 [nouveau] du code de commerce - Lissage des augmentations du loyer permises par les dérogations aux règles de plafonnement*) (p. 3240). (p. 3240).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (*art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3778). (p. 3784).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3967).

- **Question orale sans débat sur les événements relatifs à des mineurs dans une maison d'arrêt** - (20 mai 2014) (p. 4077). (p. 4078).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité le 24 novembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La rétention administrative : éviter la banalisation, garantir la dignité des personnes [n° 773 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 6 (2014-2015)] relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 42 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Immigration, intégration et nationalité [n° 114 tome 3 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 136 (2014-2015)] (27 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale sur la délimitation des régions, sur le projet de loi [n° 156 (2014-2015)] relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 170 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'Etat », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurités » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration », crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

Réunion du lundi 15 décembre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4785, 4786). (p. 4786).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Article 7 quater** (art. 723-17 [nouveau] du code de procédure pénale - Convocation devant le juge de l'application des peines avant la mise à exécution des peines d'emprisonnement ferme aménagées non exécutées dans un délai de trois ans) (p. 5272). - **Article 8** (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal ; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale) (p. 5281, 5282). (p. 5285). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits) (p. 5293).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide médicale d'État** - (3 juillet 2014) (p. 5483).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** -

(28 octobre 2014) - rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - **Discussion générale** (p. 7403, 7405).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2014) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7447). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7451). - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7457). (p. 7459). (p. 7460). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 7463). (p. 7464). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7477). (p. 7483). (p. 7484). (p. 7484). (p. 7484). (p. 7485). (p. 7491).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7520). (p. 7544). (p. 7544, 7545). (p. 7549). (p. 7554, 7555). (p. 7562). (p. 7562). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7567). - **Article 2** (*Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions*) (p. 7569). (p. 7570). (p. 7571). (p. 7573). (p. 7573). (p. 7573). (p. 7574). (p. 7574). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 7576). (p. 7577). (p. 7582). (p. 7583). (p. 7584). (p. 7586). (p. 7587). (p. 7587). (p. 7587). (p. 7588). (p. 7588). (p. 7589). (p. 7590). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7595). - **Article 6** (*tableau n° 7 annexé au code électoral - Répartition des conseillers régionaux entre régions et des candidats entre sections départementales*) (p. 7601, 7602). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7606). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - *Attribution minimale de sièges de conseiller régional par section départementale*) (p. 7607). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'élection des conseillers régionaux*) (p. 7608). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 6 et 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers

communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 7613, 7614). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7615). - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 4132-31 et L. 4132-21-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Composition des commissions régionales et désignation à la présidence d'une commission d'un élu d'opposition*) (p. 7618). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 7619). (p. 7619). - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 4132-23 du code général des collectivités territoriales - *Déclaration d'appartenance à l'opposition d'un groupe d'élus au sein du conseil régional*) (p. 7620).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 9129, 9130).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10368, 10370).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 10387). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 10391).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10479, 10480).

CABANEL (Henri)
sénateur (Hérault)
SOC

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de Mme Sandra Lagumina, directeur général de Gaz réseau distribution France (GRDF), de M. Dominique Maillard, président du directoire de Réseau de transport d'électricité (RTE), de M. Philippe Monloubou, président du directoire d'Électricité réseau distribution France (ERDF), et de M. Thierry Trouvé, directeur général de GRTgaz.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 novembre 2014) (p. 7673).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés des agriculteurs dans les relations commerciales et les**

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

actions en faveur des produits français dans la restauration hors foyer - (13 novembre 2014) (p. 8121).

- Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9610, 9611).

- Question orale sans débat sur les conséquences de la réforme territoriale - (16 décembre 2014) (p. 10429). (p. 10429).



Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis vice-président le 4 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- Débat sur le rôle et la stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet - (23 octobre 2014) (p. 7335, 7336).

- Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7559).

- Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)] - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7711, 7712). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7728). (p. 7729, 7730). (p. 7731). (p. 7735). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 7746).

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8038). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 131-6 et L. 242-4-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime - Intégration dans l'assiette des cotisations sociales de la fraction du revenu, distribuée aux dirigeants majoritaires de SA et de SAS, qui excède 10 % du capital social) (p. 8064). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 8067, 8068). (p. 8069).

- Suite de la discussion (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis (suite)** (p. 8087, 8088).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8186). (p. 8187). - **Article 31** (art. L. 331-6, L. 613-19-3 (nouveau), L. 722-8-4 (nouveau), L. 732-11 et L. 732-12-2 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ; art. L. 1225-28 du code du travail - Transfert d'indemnisation liée au congé maternité au parent survivant en cas de décès de la mère) (p. 8197). (p. 8197).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 45** (art. L. 322-5 du code de la sécurité sociale - Régulation de l'offre de taxis conventionnés avec l'assurance maladie pour le transport assis de patients) (p. 8262, 8263). (p. 8263). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 8321).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** - (18 novembre 2014) - **Article 1er** (art. L. 381-4 du code de la sécurité sociale - Suppression de la délégation de gestion des mutuelles étudiantes pour la couverture des risques maladie et maternité) (p. 8424, 8425).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8622). (p. 8624). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8631, 8632). (p. 8633, 8634). (p. 8635). (p. 8636).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8822). (p. 8824). (p. 8830).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) (p. 8850, 8851). (p. 8852). - **Article 16** (Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau) (p. 8853). (p. 8856).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 12 ter A (supprimé)** (art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale - Exclusion de l'assiette des cotisations sociales de la fraction des dividendes distribuée aux dirigeants majoritaires de SARL) (p. 9025).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) (p. 9420, 9421).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 153 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10598, 10599).

CAFFET (Jean-Pierre)
sénateur (Paris)
SOC

Vice-président du Sénat à compter du 8 octobre 2014 ; a présidé les séances des 21 octobre, 10, 14, 19, 21, 25, 28 novembre, 3, 4, 5, 8, 10, 12 et 18 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude (et commission nationale de lutte contre le travail illégal).

Membre titulaire du Comité stratégique de la société du Grand Paris.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil des élus de la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris le 25 juin 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014 ; puis vice-président du 11 mars 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale [n° 689 (2013-2014)] pour 2014 [n° 701 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget, sur les résultats de l'exercice 2013.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Constitution.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des finances*) : Dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logements privés - Gestion de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) - Audition de MM. Philippe Baccou, président de section à la cinquième chambre de la Cour des comptes, Étienne Crépon, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Claude Dilain, président de l'ANAH, Pierre Ducret, président-directeur général de CDC Climat, et Michel Pelenc, directeur de la fédération nationale « Habitat et développement ».

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de Mme Anne Bucher, directeur des réformes structurelles et de la compétitivité, de MM. Nicolas Philipponnet, bureau géographique, France, et de Guillaume Roty, analyste économique Europe 2020 et gouvernance économique, à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Dépense fiscale en faveur des anciens combattants - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture** [n° 308 (2013-2014)] - (31 janvier 2014) - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1193).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (9 avril 2014) (p. 2590, 2593).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures économiques et fiscales et le comportement du patronat** - (3 juillet 2014) (p. 5483, 5484).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2014*) (p. 5735, 5736).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 5851).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6125, 6126).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Article 1er** (*art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés*) (p. 6162, 6163). (p. 6167). - **Article 2** (*art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6181).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Article 2** (*art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L.242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6600).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6983, 6985). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6993).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Article 1er (supprimé)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 7914).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Première partie :

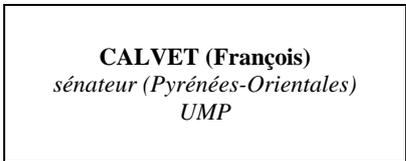
- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8007).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 7** (*art. L. 130-1, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 131-2, L. 131-3, section II du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 133-10, L. 136-2, L. 136-5, L. 136-8, L. 137-11-1, L. 241-3, L. 242-13, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-11, L. 244-14 et L. 612-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et de la famille, art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 761-10 du code rural et de la pêche maritime et art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Prélèvements sociaux applicables aux revenus de remplacement*) (p. 8033). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8059).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Article 24 et annexe C** (*Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires*) (p. 8163).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire allemande** - (25 novembre 2014) (p. 8863).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à permettre aux officiers de l'Etat civil français d'enregistrer les déclarations de naissance au sein de l'hôpital transfrontalier commun à la France et à l'Espagne [n° 326 (2013-2014)] (29 janvier 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre la République française et le Royaume d'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 305 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3081, 3083).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

- (3 décembre 2014) (p. 9509, 9511).

Deuxième partie :

Égalité des territoires et logement

CAMANI (Pierre)
sénateur (Lot-et-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 18 décembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 279 (2013-2014)] d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 373 (2013-2014)] (18 février 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 91, 93).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2608, 2610).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - **Préservation du foncier agricole**) (p. 2862, 2863).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2893).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1

[nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - **Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance**) (p. 3020). (p. 3023). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - **Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes**) (p. 3025, 3026). (p. 3032). - **Article 22 bis** (art. L. 1313-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - **Création d'un conseil d'orientation au sein de l'ANSES chargé de délivrer un avis sur les autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques**) (p. 3034).

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'encaissement de la taxe d'aménagement** - (17 juin 2014) (p. 4887). (p. 4888).

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale le 23 janvier 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 357 (2013-2014)] d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 490 (2013-2014)] (30 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 584 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 699 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son protocole d'application [n° 624 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Reprendre pied en Asie du Sud-Est [n° 723 (2013-2014)] (15 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Agence française de développement : quelles ambitions pour 2014-2016 ? [n° 766 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 570 (2013-2014)] autorisant l'approbation du cinquième avenant à la convention du 19 janvier 1967, modifiée par l'avenant du 6 juillet 1971 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur la construction et l'exploitation d'un réacteur à très haut flux et modifiée ultérieurement par la convention du 19 juillet 1974 entre les deux Gouvernements susmentionnés et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'adhésion de ce dernier Gouvernement à la convention et par l'avenant du 27 juillet 1976, le deuxième avenant du 9 décembre 1981, le troisième avenant du 25 mars 1993 [n° 71 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde [n° 110 tome 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Echange de vues sur les conclusions du rapport d'information « S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation ».

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernardino León, représentant spécial de l'Union européenne pour la Méditerranée du Sud.

Audition de M. Michel Pinault, président du Haut comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM).

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur les forces spéciales - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission effectuée en République centrafricaine du 13 au 16 avril 2014 - Communication.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et le Kosovo relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son protocole d'application - Examen du rapport et du texte de la commission.

Entretien avec M. Iurie Leanca, Premier ministre de Moldavie.

Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'AFD pour la période 2014-2016 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'AFD.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'Agence française de développement (AFD) pour la période 2014-2016 - Examen de l'avis.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Compte rendu du contrôle sur pièces et sur place sur les prévisions de ressources exceptionnelles de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions stratégiques des Etats-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et la Jordanie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Comité des prix de revient des fabrications d'armement - Communication.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Ratification du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification du protocole modifiant l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires

multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation des amendements de Manille à l'annexe de la convention internationale de 1978 dite convention STCW et du code STCW- Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation du cinquième avenant à la convention du 19 janvier 1967, modifiée, sur la construction et l'exploitation d'un réacteur à très haut flux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Mission « Comptes de concours financiers : avances à l'audiovisuel public » - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication.

Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2015 - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la direction générale de la mondialisation du développement et des partenariats.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général Henri Bentégeat (2S), ancien chef d'état-major des armées.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 113, 116).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Article 10 A (nouveau)** (art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence) (p. 291).

- **Question orale sans débat sur le risque d'inondation en Ile-de-France** - (4 février 2014) (p. 1268, 1269). (p. 1269).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1371, 1373).

- **Question orale sans débat sur la valorisation du contrat d'apprentissage** - (18 février 2014) (p. 1771). (p. 1772).

- **Question orale sans débat sur la distorsion de concurrence entre la restauration et la grande distribution** - (29 avril 2014) (p. 3525). (p. 3526).

- **Question orale sans débat sur le combat contre le fléau du diabète** - (29 avril 2014) (p. 3526). (p. 3527).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la défense** - (15 mai 2014) (p. 4026).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4181, 4183).

- **Corapporteur - Demande de réserve** (p. 4188). - **Article 1er (Définition des objectifs)** (p. 4200). (p. 4201, 4202). (p. 4202). (p. 4204). (p. 4204). (p. 4205). - **Article 3 (Actualisation des orientations et cohérence de l'ensemble des politiques publiques)** (p. 4206). - **Article 3 bis (nouveau) (Rôle et complémentarité de l'ensemble des acteurs)** (p. 4208). (p. 4208). (p. 4209). (p. 4210). - **Article 4 bis (Principe de gestion transparente, programmation conjointe avec l'Union européenne et coordination avec les autres bailleurs)** (p. 4211). - **Article 5 (Responsabilité sociale et environnementale)** (p. 4213). - **Article 5 quater (nouveau) (Fonds multibailleurs)** (p. 4215). - **Article 5 quinquiés (nouveau) (Commercialisation en France de services financiers de banques originaires de pays en développement)** (p. 4216). - **Article 9 (art. L. 1115-1 et L. 1822-1 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique de l'action internationale des collectivités territoriales)** (p. 4221). (p. 4222). - **Article 10 (art. 44 de la loi n° 98-1267 du 30 décembre 1998 de finances rectificative pour 1998 - Rapport d'évaluation et durée d'application du projet de loi)** (p. 4225). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé) (Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique)** (p. 4245). (p. 4246). (p. 4247). (p. 4248). (p. 4249). (p. 4249, 4250). (p. 4251). (p. 4253). (p. 4254). (p. 4255). (p. 4256). (p. 4258). (p. 4258). (p. 4259). (p. 4260). (p. 4261). (p. 4262, 4263). (p. 4264). (p. 4265). (p. 4266). (p. 4267). (p. 4267, 4268). (p. 4268). (p. 4269). (p. 4270). (p. 4271). - **Demande de seconde délibération** (p. 4272).

- **Co** (p. 4272). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4274, 4275).

- **Question orale sans débat sur l'usage des titres de restaurant** - (27 mai 2014) (p. 4301). (p. 4302).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité**

internationale - *Commission mixte paritaire* [n° 585 (2013-2014)] - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5132, 5133). (p. 5141).

- **Question orale sans débat sur la protection des habitants contre l'expropriation massive à Ivry** - (8 juillet 2014) (p. 5770, 5771). (p. 5771).

- **Question orale sans débat sur la piétonnisation des voies sur berges** - (4 novembre 2014) (p. 7652, 7653). (p. 7653).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) (p. 9136, 9137).

CAMPION (Claire-Lise)
sénatrice (Essonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-présidente de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) (p. 9179, 9181).

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9286, 9287).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine** [n° 151 (2014-2015)] - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10057, 10059).

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 447 (2013-2014)] habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 460 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 631 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3463, 3466).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre les agendas d'accessibilité programmée pour les établissements recevant du public et de clarifier la*

réglementation relative à la mise en accessibilité de ces établissements ainsi que des bâtiments d'habitation) (p. 3485). (p. 3486). (p. 3487). (p. 3488). (p. 3489). (p. 3490). (p. 3492). (p. 3493). (p. 3494). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue d'adapter les exigences d'accessibilité pour les services de transport public de voyageurs et de créer le schéma directeur d'accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée*) (p. 3495). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre diverses mesures proposées par la concertation nationale sur l'accessibilité et d'adapter certaines dispositions à l'outre-mer*) (p. 3497). (p. 3498). (p. 3499). (p. 3500). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Délais d'habilitation et de ratification des ordonnances*) (p. 3501). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3503).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'emploi chez l'industriel et l'équipementier des télécommunications Alcatel-Lucent** - (29 avril 2014) (p. 3522). (p. 3523).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5054).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Commission mixte paritaire [n° 632 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5194, 5195).

- **Question orale sans débat sur l'obligation alimentaire dans le calcul des ressources des majeurs sous tutelle** - (14 octobre 2014) (p. 6963). (p. 6963).

- **Question orale sans débat sur la modernisation des transports du quotidien en Île-de-France** - (4 novembre 2014) (p. 7656, 7657). (p. 7658).

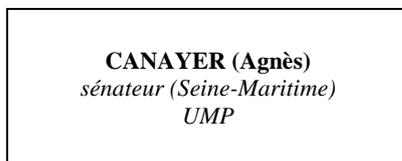
- **Question orale sans débat sur les tarifs d'accès aux autoroutes A10 et A11 en Ile-de-France** - (18 novembre 2014) (p. 8362). (p. 8363).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2014) (p. 9230, 9231).



Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 10 décembre 2014.

Secrétaire de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale le 17 décembre 2014.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 111 tome 5 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

CANEVET (Michel)
sénateur (Finistère)
UDI-UC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 108 tome 3 annexe 9 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (29 novembre 2014) (p. 9234, 9235).

Santé

- (29 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9247, 9248).

publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*): Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*): Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif aux centres provisoires d'hébergement - CPH) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Examen des articles précédemment réservés et position de la commission sur la première partie.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7029).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7554). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7582).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** [n° 78 (2014-2015)]

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 21** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité) (p. 8144).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8823). (p. 8827).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) (p. 8848). - **Article 17 (réservé)** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8871). (p. 8871). (p. 8875, 8876). - **Article 17** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8913, 8914). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8921). (p. 8921).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** - *Nouvelle lecture* [n° 124 (2014-2015)]

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 54** (*Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2015*) (p. 9067). - **Article 56 A (supprimé)** (art. L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans en 2024) (p. 9069). - **Article 56 B (supprimé)** (*Institution d'un régime universel de retraite par points*) (p. 9070). - **Article 61 B (supprimé)** (art. L. 521-2 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Aide sociale à l'enfance) (p. 9075). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 9081, 9082).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9112).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) - **Etat D** (p. 9189). (p. 9191).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9376). (p. 9381). (p. 9384, 9385).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9687, 9688).

Direction de l'action du Gouvernement

- (5 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9696). (p. 9697).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9741, 9742).

Economie

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9754).

CANTEGRIT (Jean-Pierre)
sénateur (Français établis hors de
France - Série 1)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger le 6 février 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 408 (2013-2014)] autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérative du Brésil en matière de sécurité sociale [n° 438 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du 5 mai 2014 au 7 octobre 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 4 mai 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 8 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la République fédérative du Brésil en matière de sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et le Gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la transition énergétique [n° 633 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 108 tome 3 voL. 3 annexe 10 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition des représentants d'Ecomouv'.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Michel Hersemul, chef du département d'expertise des partenariats public-privé et de conduite de projets délégués au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Antoine Seillan, chef du bureau des transports de la direction du budget du ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*): Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Frédéric Cuvillier, ancien ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Audition de M. Jean-Paul Faugère, conseiller d'État, directeur de cabinet du Premier ministre du 25 mai 2007 au 10 mai 2012.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Thierry Mariani, ancien ministre chargé des transports du 14 novembre 2010 au 10 mai 2012.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission du développement durable*): Bilan de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des lois*): Accueil d'un nouveau commissaire.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*): Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 juin 2014 (*commission des lois*): Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*): Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*): Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant réforme ferroviaire.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*): Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen de la motion I-414 tendant à opposer la question préalable.

Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen de l'article 17.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation [n° 285 (2013-2014)]** - (20 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 368, 369). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 390).

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1462, 1463).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3473, 3476). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre les agendas d'accessibilité programmée pour les établissements recevant du public et de clarifier la réglementation relative à la mise en accessibilité de ces établissements ainsi que des bâtiments d'habitation*) (p. 3487, 3488). (p. 3489). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue d'adapter les exigences d'accessibilité pour les services de transport public de voyageurs et de créer le schéma directeur d'accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée*) (p. 3496). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre diverses mesures proposées par la concertation nationale sur l'accessibilité et d'adapter certaines dispositions à l'outre-mer*) (p. 3497). (p. 3497). (p. 3498). (p. 3499). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3502).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 498 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4002, 4003).

- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** - (10 juin 2014) (p. 4663, 4664).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4824, 4826). - **Article 1er** (*art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale*) (p. 4834, 4835). (p. 4837, 4838). - **Article 14** (*art. L. 511-2 du code de la sécurité intérieure - Transmission préalable à l'agrément du certificat de formation initiale*) (p. 4848). (p. 4849). - **Article 19** (*art. L. 512-4, L. 512-5 et L. 512-6 du code de la sécurité intérieure - Conventions de coordination*) (p. 4856). - **Article 22 B (nouveau)** (*art. L. 225-4 du code de la route - Accès direct au fichier national du permis de conduire*) (p. 4861). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4870).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5035, 5036). - **Article 3** (*Gage financier*) (p. 5044, 5045).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Commission mixte paritaire [n° 632 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5198, 5199).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Question préalable** (p. 5248). - **Article 8** (*art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal ; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale*) (p. 5282). (p. 5284). (p. 5284). - **Article 8 ter (nouveau)** (*art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits*) (p. 5294).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Article 15** (*art. 63-6, 141-4, 141-5 [nouveau], 230-19, 706-53-19, 709-1 [nouveau], 709-1-1 [nouveau] et 712-16-3, 803-2 et 803-3 du code de procédure pénale ; art. 64-1 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Pouvoirs des forces de l'ordre pour contrôler les obligations du condamné ou de la personne sous contrôle judiciaire*) (p. 5358). (p. 5359). - **Article 15 quater** (*art. L. 132-5, L. 132-10-1 [nouveau], L. 132-12-1, L. 132-13 du code de la sécurité intérieure - Possibilité de constitution d'un groupe de travail sur l'exécution des peines au sein des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Consécration des conseils départementaux de prévention de la délinquance pour élaborer les grandes orientations de la politique d'exécution des peines et de prévention de la récidive*) (p. 5361). - **Article 18 quater A (nouveau)** (*art. 362, 706-53-13 à 706-53-22, 723-37 et 763-8 du code de procédure pénale - Suppression de la rétention de sûreté*) (p. 5366). - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 5374). - **Article 19 B (nouveau)** (*art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3, 24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs*) (p. 5375). (p. 5377). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5387).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5875, 5878). - **Article 1er** (*art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveau] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire*) (p. 5913). (p. 5913). (p. 5914). (p. 5916). (p. 5917). (p. 5920, 5921). (p. 5921, 5922). (p. 5926).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) (p. 5948). (p. 5948). (p. 5948, 5949). (p. 5950). (p. 5951). (p. 5951). - **Article 2** (*art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - SNCF Réseau*) (p. 5963). (p. 5965). (p. 5969). (p. 5969). (p. 5971). (p. 5973). (p. 5978). (p. 5980). (p. 5981). (p. 5981, 5982). (p. 5982). (p. 5983). (p. 5983). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5985). - **Article 2 bis** (*art. L. 2121-12 et L. 2133-1 du code des transports - Vérification de l'objet principal du service en matière de cabotage*) (p. 5991, 5992). - **Article 2 ter** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement de l'évolution de*

la dette historique du système ferroviaire) (p. 5993). (p. 5994). (p. 5995). (p. 5995). (p. 5996). - **Article 3** (art. L. 2122-2, L. 2122-4, L. 2122-4-1 et L. 2122-4-2 [nouveaux], L. 2122-9, L. 2123-1, L. 2123-2-1 [nouveau], L. 2123-3 à L. 2123-11 du code des transports - Maintien de la compétence de gestion des gares auprès de SNCF Mobilités) (p. 5999). (p. 6000). - **Article 4** (art. L. 2131-1, L. 2131-2, L. 2131-4, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-8-1 et L. 2132-8-2 [nouveaux], L. 2132-9, L. 2132-10, L. 2132-13, L. 2133-4, L. 2133-5, L. 2133-5-1 [nouveau], L. 2133-9, L. 2133-10 et L. 2133-11 [nouveaux], L. 2134-2, L. 2134-3, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-7 et L. 2135-8 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires, ARAF) (p. 6004). (p. 6005). (p. 6005). (p. 6005). (p. 6005, 6006). (p. 6007). (p. 6007). (p. 6009). - **Article 5** (art. L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5, L. 2141-6, L. 2141-7, L. 2141-8, L. 2141-9, L. 2141-10, L. 2141-11, L. 2141-12, L. 2141-13, L. 2141-14, L. 2141-15, L. 2141-16, L. 2141-18 et L. 2141-19 du code des transports - SNCF Mobilités) (p. 6014). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6016). (p. 6016, 6017). (p. 6017). - **Article 5 bis** (art. L. 2144-2 du code des transports - Compétences et prérogatives des régions) (p. 6018). (p. 6019). (p. 6019, 6020). (p. 6021). (p. 6025). - **Article 10** (Transfert à SNCF Réseau des biens, droits et obligations attachés aux missions de gestion de l'infrastructure) (p. 6039). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 6042, 6043). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6049, 6050).

- **Commission mixte paritaire [n° 152 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 153 (2013-2014)** (p. 6683, 6684).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

- **Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier central de Gerland à Lyon [n° 731 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6750, 6751).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6760, 6761). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 6767). (p. 6768). (p. 6768). - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement sur l'utilisation du registre par les taxis) (p. 6768). (p. 6769). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC) (p. 6774). (p. 6776). (p. 6779). (p. 6779, 6780). (p. 6780). (p. 6782). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3112-1, L. 3114-4 [nouveau], L. 3120-1 à L. 3120-5 [nouveaux], L. 3121-11, L. 3122-3 et L. 3123-2 du code des transports - Règles communes à tous les modes de transport routier léger de personnes) (p. 6782, 6783). (p. 6785). (p. 6785). (p. 6786). (p. 6786). (p. 6787). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6789).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le positionnement du Gouvernement dans une démarche constructive vis-à-vis du Sénat** - (16 octobre 2014) (p. 7153, 7154).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7172, 7173).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7531, 7532).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7900, 7901). - **Article 1er (supprimé)** (Approbation du rapport annexé) (p. 7917). - **Article 9** (Stabilisation des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs) (p. 7924).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 novembre 2014) (p. 8530).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8533, 8535). - **Question préalable** (p. 8557, 8558).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 3** (Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 8605). (p. 8606). - **Article 4** (Art. 27 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières de cessions de terrains à bâtir) (p. 8616, 8617). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 8649). (p. 8650).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8759, 8760). (p. 8774). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 1648 A du code général des impôts - Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 8787). - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8817, 8818). (p. 8820).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8909). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8918, 8919). (p. 8919).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 31 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8971).

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9248).

Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 64** (p. 9389).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) (p. 9394, 9395). - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9414, 9415).

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9700, 9702).

Ecologie, développement et mobilité durables

- (5 décembre 2014) - **Article 50 ter (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et 45 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Affectation de la taxe de l'aviation civile au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ») (p. 9730).

- Rapporteur spécial - **Article 50 quater (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts - Exonération des passagers en correspondance de la taxe de l'aviation civile) (p. 9730). (p. 9730).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9791).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Article 54** (art. L. 452-1-1 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Contribution financière au développement de l'offre de logements sociaux) (p. 9817). - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 42 (suite)** (p. 9856).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31,

L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37 L. 2333-38 L. 2333-39 L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code du tourisme - Réforme de la taxe de séjour) (p. 9899). (p. 9900). - **Articles additionnels après l'article 44 bis** (p. 9903). - **Article 44 undecies (nouveau)** (art. 244 quater C du code général des impôts - Informations relatives à l'utilisation du CICE) (p. 9919).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10123, 10124).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Article 20 nonies (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces) (p. 10231). (p. 10233, 10234). - **Articles additionnels après l'article 20 nonies** (p. 10236). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Aménagement de la condition de construction de 25 % de logements sociaux dans un ensemble immobilier permettant de bénéficier du régime fiscal d'incitation à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 10257). - **Article 31 quinquies (nouveau)** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Augmentation du versement transport en Ile-de-France) (p. 10298). (p. 10301). - **Article additionnel après l'article 31 quinquies** (p. 10303). - **Article 31 septies (nouveau)** (art. 125-0 A, 125 ter [nouveau], 150-0 A, 757 B, 990 I, 990 bis I [nouveau] du code général des impôts, art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Modification du régime fiscal des sommes issues d'avoirs en déshérence et restituées par la Caisse des dépôts et consignations à leurs destinataires) (p. 10307). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10329, 10330).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10517, 10518). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10558).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Commission mixte paritaire [n° 182 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10574, 10575).

CARCENAC (Thierry)
sénateur (Tarn)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines et Provisions [n° 108 tome 3 annexe 16 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; puis président le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9365, 9366).

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces de nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Régime social des indépendants : 8 ans après la réforme, restaurer la confiance [n° 597 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde de représentants des organisations syndicales de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTEC, FO).

Réunion du jeudi 23 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie

sociale - Table ronde des représentants des employeurs (Medef, UPA).

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Coopération entre professionnels de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen des amendements.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde de représentants des syndicats d'employeurs.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Régime social des indépendants - Audition de M. Stéphane Seillier, directeur général.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Régime social des indépendants - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conférence sociale 2014 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1320).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1787, 1790). - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1818). (p. 1820, 1821). (p. 1822). (p. 1824). (p. 1828). (p. 1828). (p. 1831). (p. 1837).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1863). (p. 1863). (p. 1865). (p. 1868). (p. 1868, 1869). (p. 1870). (p. 1871). (p. 1873). (p. 1875). (p. 1876). (p. 1879, 1880). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 6331-55 du code du travail - Application du compte personnel de formation aux intermittents) (p. 1882). (p. 1882). - **Article 2** (art. L. 1222-14, L. 1225-27, L. 1225-46, L. 1225-57, L. 2241-4, L. 2242-15, L. 2323-34, L. 2323-35, L. 2323-36, L. 3142-29, L. 3142-95, L. 6313-13 et L. 6313-14 [nouveaux], L. 6315-1, L. 6315-2, L. 6321-1, L. 6321-8 et L. 6353-1 du code du travail - Renforcement du dialogue social sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises et les branches et institution d'un entretien professionnel biennal) (p. 1887). (p. 1887). - **Article 3** (art. L. 6324-1 à L. 6324-5-1, L. 6325-2-1 et L. 6325-3-1 [nouveaux], L. 6326-1 et L. 6326-3 du code du travail ; art. 21 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Réformer les périodes de professionnalisation et préciser les conditions de mise en œuvre du contrat de professionnalisation) (p. 1892). (p. 1893). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1894). (p. 1895). (p. 1895). - **Article 4** (art. L. 6322-37, L. 6331-1, L. 6331-3, L. 6331-9, L. 6331-10, L. 6331-11, L. 6331-13, L. 6331-14 et L. 6331-16 à L. 6331-32 du code du travail - Réforme du financement de la formation professionnelle et suppression de l'obligation légale de financement du plan de formation) (p. 1913). (p. 1914). - **Article 5** (art. L. 6322-21, L. 6325-12, L. 6331-8, L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-3-1, L. 6332-3-2 à L. 6332-3-6 [nouveaux], L. 6332-5, L. 6332-6, L. 6332-7, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16-1 [nouveau], L. 6332-19, L. 6332-20, L. 6332-21, L. 6332-22, L. 6332-22-2, L. 6333-1 à L. 6333-8 [nouveaux], L. 6361-1, L. 6361-2, L. 6362-1, L. 6362-4 et L. 6362-11 du code du travail - Adaptation des missions et des modalités de gestion des organismes paritaires aux objectifs de la réforme) (p. 1920). (p. 1920). (p. 1921). (p. 1921). (p. 1921). (p. 1922). (p. 1923). (p. 1924, 1925). (p. 1925). (p. 1925). (p. 1927). (p. 1928). (p. 1929). (p. 1929, 1930). - **Article 6** (art. L. 6211-3, L. 6232-1, L. 6232-2, L. 6232-6, L. 6232-7, L. 6232-8, L. 6241-10, L. 6252-1 et L. 6252-3 du code du travail - Aménagement des compétences des régions en matière d'apprentissage) (p. 1933). (p. 1934). (p. 1935). - **Article 7** (art. L. 6221-2 et L. 6233-1-1 [nouveaux], L. 6222-2, L. 6222-7, L. 6222-7-1, L. 6222-8, L. 6222-9, L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 222-18, L. 6222-22-1, L. 6225-2, L. 6225-3 L. 6225-5 et L. 6223-8 du code du travail - Réaffirmation de la gratuité de l'apprentissage et création d'un CDI en apprentissage) (p. 1938, 1939). - **Article 8** (art. L. 6231-1 du code du travail - Valorisation du rôle des CFA) (p. 1944). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 6241-2 du code du travail - Fixation du plafond d'une partie du quota et du barème de la taxe d'apprentissage) (p. 1951). (p. 1952). (p. 1954). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. L. 6241-8, L. 6241-9 [nouveaux] et L. 6241-10 du code du travail, art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, art. L. 361-5 du code de l'éducation et art. L. 3414-5 du code de la défense - Réforme du barème de la taxe d'apprentissage) (p. 1956). - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 1962). (p. 1963, 1964).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) (p. 2129). (p. 2133, 2134). (p. 2135). - **Article 12** (art. L.6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution professionnelle) (p. 2158, 2159). (p. 2159). (p. 2160). (p. 2162). (p. 2163). (p. 2164). - **Article 14** (art. L. 2, L. 5112-1, L. 5112-2, L. 5312-12-1, L. 6111-1, L. 6123-1 à L. 6123-5, art. L. 6123-6 nouveau et L. 6123-7 nouveau du code du travail, et art. L. 232-1 et L. 237-1 du code de l'éducation - Simplification de la gouvernance nationale et régionale de la formation professionnelle et de l'emploi) (p. 2172). (p. 2173). (p. 2174). - **Article 16** (art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - Réforme de la représentativité patronale) (p. 2187). (p. 2187). (p. 2189). (p. 2189). (p. 2191). (p. 2191). (p. 2192). (p. 2193). - **Article 18** (art. L. 2135-9 à L. 2135-18 [nouveaux], L. 2145-2, L. 2145-3, L. 3142-8 et L. 3142-9 du code du travail - Instauration d'un fonds paritaire pour financer les organisations syndicales et patronales) (p. 2200). (p. 2200, 2201). - **Article 20** (art. L. 4416-1 ; L. 4721-8 ; L. 4722-1 ; L. 4722-2 ; L. 4723-1 ; L. 4723-2 L. 4731-1 à L. 4731-5 ; L. 4732-1 à L. 4732-3 ; L. 4741-3 ; L. 4741-9 ; L. 4751-1 ; L. 4751-2 ; L. 4751-3 [nouveau] ; L. 8111-1 ; L. 8112 -1 [nouveau] ; L. 8112-2 à L. 8112-5 ; L. 8113-4 et L. 8113-5 [nouveaux] ; L. 8113-7 ; L. 8114-1 ; L. 8114-4 à L. 8114-7 [nouveaux] ; L. 8115-1 à L. 8115-8 [nouveaux] ; L. 8122-1 et L. 8122-2 [nouveaux] ; L. 8123-2 ; L. 8123-4 du code du travail ; art. 524 du code de procédure pénale ; art. L. 511-1 du code minier ; art. L. 616-1 ; L. 623-1 ; L. 642-1 ; L. 645-1 ; L. 647-1 et L. 646-1 du code de la sécurité intérieure - Réforme de l'inspection du travail) (p. 2213). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2222).

- **Commission mixte paritaire [n° 395 (2013-2014)]** - (27 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2471, 2472).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2657).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2775). (p. 2776).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2958). (p. 2959). - **Article 18** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 221-5, L. 223-4, L. 223-5, L. 223-6-2 [nouveau] et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de l'environnement - Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage) (p. 2990). (p. 2991, 2992). (p. 2992). (p. 2993). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2994, 2995). (p. 2996). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance) (p. 3018).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre les agendas d'accessibilité programmée pour les établissements recevant du public et de clarifier la réglementation relative à la mise en

accessibilité de ces établissements ainsi que des bâtiments d'habitation) (p. 3487). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3501).

- **Question orale avec débat sur l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des demandeurs d'emploi** - (12 juin 2014) (p. 4796, 4798).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Article 1er** (*Règles applicables à l'attribution d'une étiquette politique aux candidats et élus à une élection au suffrage universel*) (p. 4921).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6132, 6133).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Article 1er** (*art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés*) (p. 6160). (p. 6164). - **Article 2** (*art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6183, 6184). (p. 6185, 6186). (p. 6195, 6196). (p. 6204). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6206). (p. 6207). (p. 6208, 6209). - **Article 3** (*art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13 ; L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S*) (p. 6217). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6232).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7730). (p. 7731).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7976, 7979).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) - **Question préalable** (p. 8000).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 7** (*art. L. 130-1, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 131-2, L. 131-3, section II du chapitre 1er du titre III du livre 1er, art. L. 133-10, L. 136-2, L. 136-5, L. 136-8, L. 137-11-1, L. 241-3, L. 242-13, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-11, L. 244-14 et L. 612-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et de la famille, art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 761-10 du code rural et de la pêche maritime et art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Prélèvements sociaux applicables aux revenus de remplacement*) (p. 8032). - **Article 12 bis (nouveau)** (*art. L. 131-6 et L. 242-4-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime - Intégration dans l'assiette des cotisations sociales de la fraction du revenu, distribuée aux dirigeants majoritaires de SA et de SAS, qui excède 10 % du capital social*) (p. 8067). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 8068).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Article 12 quater (nouveau)** (*art. L. 651-1 du code de la sécurité sociale - Exonération de la C3S pour les sociétés coopératives artisanales et les sociétés coopératives d'entreprises de transport*) (p. 8089, 8090). - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8097, 8098).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 50** (*art. L. 1142-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Réparation des dommages imputables aux actes à visée esthétique*) (p. 8277). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 8298, 8299). (p. 8300). (p. 8301). (p. 8301). (p. 8302). - **Articles additionnels après l'article 61 A** (p. 8327). - **Article 66** (*art. L. 242-1-3 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1 du code rural et de la pêche maritime - Prise en compte des droits à l'assurance vieillesse acquis par les salariés d'une entreprise en redressement suite à un contrôle, sans condition du paiement du redressement par l'entreprise*) (p. 8329). - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 8331). (p. 8332). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 8337, 8338).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 9** (*art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 8774, 8775). - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8822).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** - (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 9003, 9005).

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 ter** (*art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs*) (p. 9017, 9018). - **Article 12 ter A (supprimé)** (*art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale - Exclusion de l'assiette des cotisations sociales de la fraction des dividendes distribuée aux dirigeants majoritaires de SARL*) (p. 9026, 9027). - **Article 12 sexies (supprimé)** (*Cumul emploi retraite des médecins exerçant en zone sous-dense*) (p. 9038, 9039). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 9079).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - **Article 62** (*Contribution de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) au financement des contrats aidés*) (p. 9122).

CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

Vice-président du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014 ; a présidé les séances des 21, 29, 30, 31 janvier, 5, 12, 18, 25, 26, 27 février, 10, 15, 29 avril, 15, 26 mai, 3, 4, 10, 11, 16, 17, 24 juin, 7 et 8 juillet 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 14 octobre 2014 ; premier vice-président de la commission du 9 octobre 2014 au 13 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie jusqu'au 13 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles le 12 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 116 (2013-2014)] visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 280 (2013-2014)] (15 janvier 2014) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 568 (2013-2014)] (2 juin 2014) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Enseignement scolaire [n° 112 tome 3 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de responsables d'associations de parents d'élèves.

Audition de responsables syndicaux représentant les enseignants et les inspecteurs de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de MM. Vanik Berberian, président des maires ruraux de France et maire de Gargillette-Dampierre, Jean-Marie Vercruysse, président des maires ruraux de l'Orne et maire d'Aube, Serge Spilmann, maire de Courteranges.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de Mme Évelyne Beaumont, adjointe au maire d'Arras, M. Fabrice Bailleul, directeur général adjoint en charge de la cohésion sociale de la ville d'Arras, Mme Pascale Massicot, adjointe au maire de Nevers, Mme Élodie Verrysse, directrice de l'éducation à la ville de Nevers, et Mme Florence de Marignan, de la Fédération des maires des villes moyennes.

M. Michel Destot, président de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de MM. Bernard Lempereur et Norbert Trichard, du Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public (SNUDI-FO), Mmes Françoise Harl, co-secrétaire de la Fédération des syndicats SUD éducation et Sabine Duran, représentante départementale et M. Patrick Désiré, secrétaire général de CGT *Éduc'Action*.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Patrice Weisheimer, secrétaire général du Syndicat de l'éducation populaire (SEP-UNSA), MM. Ahmed Hamadi et Bouziane Brini de l'Union des syndicats des personnels de l'animation, des organisations sociales, sportives et culturelles (USPAOC-CGT) ; Mmes Catherine Sergent, secrétaire générale adjointe en charge de l'animation, et Béatrice Beth-Desmazieres, du Syndicat national des artistes et des professionnels de l'animation, du sport et de la culture (SNAPAC-CFDT).

Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président, Daniel Lenoir, directeur général, et Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la CNAF.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. François Deluga, président du Centre national de la fonction publique territoriale.

Audition de Mme Danièle Carlier, adjointe au maire de Creil et de M. Philippe Raluy, directeur général des services, pour l'association Ville et banlieue.

Point d'étape.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 60, 61).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 452, 454).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 483). - **Article 2** (*Modalités d'application*) (p. 484). - **Article 3** (*Gage*) (p. 484).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réformes sociétales** - (6 février 2014) (p. 1448).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1488).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1797, 1799). - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - *Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1831). (p. 1831).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de Jordanie** - (10 avril 2014) (p. 2631).

- **Question orale sans débat sur le calendrier des vacances scolaires pour la période 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3515, 3516). (p. 3516).

- **Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs [n° 514 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3903, 3904).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Tadjikistan** - (10 juin 2014) (p. 4648).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4903, 4905).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8388, 8389).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9559, 9560).

- Rapporteur pour avis - **Etat B** (p. 9580). (p. 9582).

CARLOTTI (Marie-Arlette)
*ministre déléguée auprès de la ministre
des affaires sociales et de la santé,
chargée des personnes handicapées et de
la lutte contre l'exclusion
(jusqu'au 1er avril 2014)*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'avenir des épiceries sociales et solidaires** - (4 février 2014) (p. 1271).
- **Question orale sans débat sur les pensions des mineurs et la consolidation de l'offre de soins du régime minier** - (4 février 2014) (p. 1272).

CARRÈRE (Jean-Louis)
*sénateur (Landes)
SOC*

NOMINATIONS

- Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.
- Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 7 octobre 2014.
- Membre de la délégation parlementaire au renseignement jusqu'au 8 décembre 2014.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).
- Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).
- Membre titulaire de la commission de vérification des fonds spéciaux jusqu'au 4 juin 2014.
- Membre titulaire de la commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale jusqu'au 4 juin 2014.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**
- Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 205 (2013-2014)] autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République du Pérou [n° 351 (2013-2014)] (11 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

- **Question orale sans débat sur la formation des opticiens en trois ans** - (4 février 2014) (p. 1273, 1274).
- **Question orale sans débat sur le déficit de données statistiques à Mayotte** - (4 février 2014) (p. 1274, 1275).
- **Question orale sans débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires** - (4 février 2014) (p. 1276).
- **Question orale sans débat sur la garantie d'un égal accès des enfants à la restauration scolaire** - (4 février 2014) (p. 1277).
- **Question orale sans débat sur le versement des recettes des taxes d'urbanisme pour les communes du Morbihan** - (4 février 2014) (p. 1278, 1279).

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : États-Unis : l'usage de la force et la force de l'influence [n° 708 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Evangelos Venizelos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Priorités de la présidence grecque de l'Union européenne - Audition de M. Evangelos Venizelos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France, sur les priorités de la présidence grecque de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Échange de vues sur les conclusions du rapport d'information « S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation ».

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Kader Arif, ministre délégué aux anciens combattants.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Nouvelles orientations stratégiques des Etats-Unis - Audition de M. Justin Vaisse, directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement effectué en Malaisie et en Thaïlande du 27 janvier au 1er février 2014 - Communication.

Ratification du traité d'extradition entre la France et le Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est : situation en mer de Chine méridionale et géostratégie des détroits - Audition du professeur Eric Frécon, d'Asia-Centre.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Arnaud Danjean, président de la sous-commission « Sécurité et défense » du Parlement européen.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernardino León, représentant spécial de l'Union européenne pour la Méditerranée du Sud.

Audition de M. Michel Pinault, président du Haut comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM).

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, directeur chargé des affaires stratégiques au ministère de la défense.

Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres et la République de Moldavie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Extension du plateau continental - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental sur le rapport et l'avis rendu par le CESE.

Politique de développement et de solidarité internationale - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions récentes des marchés de l'énergie et leurs conséquences géopolitiques - Audition de M. Giacomo Luciani, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Activités privées de protection des navires - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Groupe de travail sur les forces spéciales - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission effectuée en République centrafricaine du 13 au 16 avril 2014 - Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Orientation et programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Compte rendu de la réunion de la sous-commission sur les relations économiques transatlantiques de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN - Communication.

Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fayez Tarawneh, chef de la Cour royale hachémite de Jordanie.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ranko Krivokapic, président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et du Parlement du Monténégro.

Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'Agence française de développement (AFD) pour la période 2014-2016 - Examen de l'avis.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Compte rendu du contrôle sur pièces et sur place sur les prévisions de ressources exceptionnelles de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Evolutions stratégiques des Etats-Unis: quelles conséquences pour la France et pour l'Europe? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Constitution du Bureau.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public » et « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 106, 108).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en République centrafricaine** - (25 février 2014) (p. 2339, 2341).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4038, 4040).

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 5442-8 [nouveau] du code des transports - Encadrement du contenu des documents contractuels ou publicitaires) (p. 4052).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article 1er** (*Définition des objectifs*) (p. 4201). - **Article 4 bis** (*Principe de gestion transparente, programmation conjointe avec l'Union européenne et coordination avec les autres bailleurs*) (p. 4211). - **Article 5 quater (nouveau)** (*Fonds multibailleurs*) (p. 4215). - **Article 9** (art. L. 1115-1 et L. 1822-1 du code général des collectivités territoriales - *Sécurisation juridique de l'action internationale des collectivités territoriales*) (p. 4224). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (*Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique*) (p. 4245). (p. 4250). (p. 4253, 4254). (p. 4254). (p. 4259). (p. 4266). - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique*) (p. 4272). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4275, 4276).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4976, 4977).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Commission mixte paritaire [n° 585 (2013-2014)]** - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5140, 5141).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en Irak** - (24 septembre 2014) (p. 6901, 6903).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8859, 8860).

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9446, 9447). - **Etat B** (p. 9468).

CARTRON (Françoise)
sénatrice (Gironde)
SOC

Réélue le 28 septembre 2014.

Vice-présidente du Sénat à compter du 8 octobre 2014 ; a présidé les séances des 23 octobre, 4, 18, 24 novembre, 2, 5 et 11 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public du musée du quai Branly jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Rapporteuse de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de responsables d'associations de parents d'élèves.

Audition de responsables syndicaux représentant les enseignants et les inspecteurs de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. Georges Fotinos, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

Audition de MM. Vanik Berberian, président des maires ruraux de France et maire de Gargillette-Dampierre, Jean-Marie Verduy, président des maires ruraux de l'Orne et maire d'Aube, Serge Spilmann, maire de Courteranges.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Communications diverses.

Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Hélène Farnaud-Defromont, directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de Mme Évelyne Beaumont, adjointe au maire d'Arras, M. Fabrice Bailleul, directeur général adjoint en charge de la cohésion sociale de la ville d'Arras, Mme Pascale Massicot, adjointe au maire de Nevers, Mme Élodie Verrysser, directrice de l'éducation à la ville de Nevers, et Mme Florence de Marignan, de la Fédération des maires des villes moyennes.

Audition des représentants du Syndicat national unitaire d'instituteurs et professeurs des écoles et PEGC (SNUIPP-FSU) et du Syndicat national des personnels d'inspections (SNPI-FSU).

M. Michel Destot, président de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de responsables d'associations d'éducation populaire.

Audition de responsables du Groupement de défense des idées des directeurs (GDID).

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de MM. Bernard Lempereur et Norbert Trichard, du Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public (SNUDI-FO), Mmes Françoise Harl, co-secrétaire de la Fédération des syndicats SUD éducation et Sabine Duran, représentante départementale et M. Patrick Désiré, secrétaire général de CGT *Educ'action*.

Audition de Mmes Anne-Sophie Benoit, présidente de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes de France (ANDEV), Ornella De Giudice, vice-présidente de l'association, et Marie-José Torrero, membre du conseil d'administration.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Décentralisation culturelle - Table ronde.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. François Testu, chronopsychologue.

Audition de M. Pascal Balmand, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Audition de Mme Carole Delga, députée de Haute-Garonne, et M. Pierre-Alain Roiron, membres du conseil d'administration de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Laurence Tartour, en charge des finances locales à l'APVF.

Audition de Mmes Claire Pontais et Nathalie François, secrétaires nationales du Syndicat national de l'éducation physique et sportive (SNEP-FSU).

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. Mikaël Garnier-Lavalley, délégué interministériel à la jeunesse, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, M. Marc Engel, chef du bureau de la protection des mineurs en accueils collectifs et des formations, Mme Sylvie Martinez, chargée de mission à la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) et M. Vianney Sevaistre, sous-directeur de l'emploi et de la formation à la direction des sports du ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Audition de M. Patrice Weisheimer, secrétaire général du Syndicat de l'éducation populaire (SEP-UNSA), MM. Ahmed Hamadi et Bouziane Brini de l'Union des syndicats des personnels de l'animation, des organisations sociales, sportives et culturelles (USPAOC-CGT); Mmes Catherine Sergent, secrétaire générale adjointe en charge de l'animation, et Béatrice Beth-Desmazieres, du Syndicat national des artistes et des professionnels de l'animation, du sport et de la culture (SNAPAC-CFDT).

Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président, Daniel Lenoir, directeur général, et Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la CNAF.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. François Deluga, président du Centre national de la fonction publique territoriale.

Audition de Mme Claire Leconte, chercheur en chronobiologie.

Audition de Mme Danièle Carlier, adjointe au maire de Creil et de M. Philippe Raluy, directeur général des services, pour l'association Ville et banlieue.

Point d'étape.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Hervé Lemoine, directeur chargé des archives de France au ministère de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*): Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Examen du rapport.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Présentation du rapport d'information et demande d'autorisation de publication.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Groupe d'études sur les arts de la scène, de la rue et des festivals en région - Communication.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nomination de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides à la suite des dégâts sur le littoral atlantique** - (9 janvier 2014) (p. 175, 176).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 457, 459). - **Article 1er** (*art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 481).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les réseaux d'éducation prioritaire** - (23 janvier 2014) (p. 611).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (15 mai 2014) (p. 4031, 4032).

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4684, 4685).

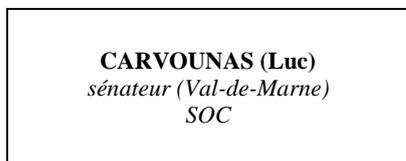
- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4741, 4742).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9570, 9571).



NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 mai 2014.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 6 mai 2014.

Secrétaire de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral du 18 juin 2014 au 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) :
Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur le tourisme** - (23 janvier 2014) (p. 612).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des épiceries sociales et solidaires** - (4 février 2014) (p. 1270, 1271). (p. 1271).

- **Question orale sans débat sur la situation du village de Kessab en Syrie** - (17 juin 2014) (p. 4885). (p. 4886).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (3 juillet 2014) (p. 5488).

- **Question orale sans débat sur la simplification pour l'industrie du tourisme** - (14 octobre 2014) (p. 6953). (p. 6953, 6954).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9587). (p. 9588).

- **Question orale sans débat sur le calendrier scolaire et l'industrie du tourisme** - (16 décembre 2014) (p. 10415). (p. 10416).

CASTELLI (Joseph)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

CAYEUX (Caroline)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 5 novembre 2014.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 28 octobre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire du Haut conseil de la famille le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Famille [n° 83 tome 4 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Examen des articles [n° 83 tome 7 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 83 tome 8 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes** [n° 476 (2013-2014)] - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3567).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5529, 5530).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** [n° 78 (2014-2015)] - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7956, 7958).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8099, 8100).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - *Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments dérivés du sang*) (p. 8258). - **Articles additionnels avant l'article 61 A** (p. 8313).

- Rapporteur - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - *Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires*) (p. 8320). - **Articles additionnels après l'article 61 A** (p. 8327). (p. 8327). - **Article 62** (*Objectif de dépenses de la branche famille pour 2015*) (p. 8328). - **Article 65** (art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale - *Proportionnalité des sanctions prononcées en cas de fraudes aux prestations famille et vieillesse*) (p. 8329).

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'évolution de la couverture en matière de téléphonie mobile dans les zones rurales** - (21 janvier 2014) (p. 418). (p. 419).

- **Question orale sans débat sur les modalités de désignation des directeurs des foyers départementaux de l'enfance** - (18 février 2014) (p. 1762). (p. 1763).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10503).

CAZENEUVE (Bernard)
ministre de l'intérieur
(à partir du 2 avril 2014)
ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget
(jusqu'au 1er avril 2014)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-295 du 6 mars 2014 relative aux ventes en liquidation prévues par l'article L. 310-1 du code de commerce [n° 787 (2013-2014)] (30 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les annonces du président de la République sur les engagements budgétaires** - (23 janvier 2014) (p. 606).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur la TVA applicable à la presse numérique** - (23 janvier 2014) (p. 607).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les rapports entre le milieu de la finance et l'Etat** - (23 janvier 2014) (p. 608, 609).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur la politique familiale et le financement des 30 milliards** - (23 janvier 2014) (p. 609, 610).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1326). (p. 1326). (p. 1327). (p. 1327). (p. 1328). (p. 1329). (p. 1329). (p. 1336). (p. 1339). (p. 1341). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'obligation de rechercher un repreneur*) (p. 1344). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1345). - **Article 4 ter A (nouveau)** (*Dérogation au dispositif de caducité pour les offres publiques d'acquisition*) (p. 1346). - **Article 5** (art. L. 225-123 du code de commerce - *Droit de vote double*) (p. 1347). - **Article 6** (art. L. 2323-21 ; L. 2323-21-1 et L. 2323-22-1 [nouveaux] ; L. 2323-23 ; L. 2323-26-1 A [nouveau] ; L. 2323-26-1 B [nouveau] ; L. 2325-35 et L. 2325-37 du code du travail - *Instauration d'une procédure d'information et de consultation du comité d'entreprise en cas d'offre publique d'acquisition*) (p. 1349). (p. 1349). (p. 1349, 1350). (p. 1350). - **Article 7** (art. L. 225-197-1 du code de commerce - *Relèvement du plafond d'attribution des actions gratuites*) (p. 1350). (p. 1351). (p. 1352). - **Article 8** (art. L. 233-32 et L. 233-33 du code de commerce - *Neutralité des organes de gouvernance en cas d'OPA*) (p. 1353). - **Article 8 bis** (*Rapport au Parlement sur l'activité de l'Etat actionnaire*) (p. 1353). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 1354).

- **Question orale sans débat sur la sécurisation des quittances d'électricité utilisées comme justificatifs de domicile** - (6 mai 2014) (p. 3692).

- **Question orale sans débat sur la situation des mineurs étrangers accédant à la majorité** - (6 mai 2014) (p. 3693).

- **Question orale sans débat sur la liaison ferroviaire Lyon-Turin** - (6 mai 2014) (p. 3694, 3695).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des collectivités territoriales** - (15 mai 2014) (p. 4033, 4034).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4820, 4822). (p. 4831, 4833). - **Article 1er** (art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale) (p. 4834). (p. 4836). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4840). (p. 4841). - **Article 3** (art. L. 521-1, L. 522-1, L. 522-2, L. 522-3 et L. 522-4 du code de la sécurité intérieure - Abrogation des dispositions générales régissant les gardes champêtres) (p. 4841). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4841). - **Article 13** (art. L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoir de police générale du maire) (p. 4845). - **Article 14** (art. L. 511-2 du code de la sécurité intérieure - Transmission préalable à l'agrément du certificat de formation initiale) (p. 4848). (p. 4849). (p. 4850). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-6 du code de la sécurité intérieure - Cadre d'intervention des formations de la CNFPT) (p. 4850, 4851). (p. 4851). - **Article 17** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de la compétence de police des transports au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de transports) (p. 4851, 4852). - **Article 18** (art. L. 132-4 du code de la sécurité intérieure - Suppression de la coexistence de CLSPD et de CISPDP sur le même ressort) (p. 4853). - **Article 19** (art. L. 512-4, L. 512-5 et L. 512-6 du code de la sécurité intérieure - Conventions de coordination) (p. 4854). (p. 4856). (p. 4856). (p. 4857). (p. 4857). (p. 4857). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 4857, 4858). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 523-1 du code de la sécurité intérieure - Coordination) (p. 4858). (p. 4858). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 4859). - **Article 22 A (nouveau)** (art. L. 511-2 du code de la sécurité intérieure - Transmission du dossier d'agrément en cas de changement d'affectation) (p. 4860). - **Article 22 B (nouveau)** (art. L. 225-4 du code de la route - Accès direct au fichier national du permis de conduire) (p. 4860). (p. 4860, 4861). (p. 4861). (p. 4861). - **Article 22 C (nouveau)** (art. L. 533-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Agents de surveillance de la voie publique) (p. 4862). (p. 4862). (p. 4862). - **Article 22 D (nouveau)** (art. L. 534-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Assistants temporaires des agents de police territoriale) (p. 4863). (p. 4863). - **Articles additionnels après l'article 22 E** (p. 4864). (p. 4864). (p. 4865). - **Article 22 (Coordination générale)** (p. 4865). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 4867). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Application d'outre-mer) (p. 4868). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4869). (p. 4869). (p. 4869).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4907, 4908). (p. 4916, 4917). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4918). (p. 4918). (p. 4919). (p. 4919). - **Article 1er** (Règles applicables à l'attribution d'une étiquette politique aux candidats et élus à une élection au suffrage universel) (p. 4919, 4920). (p. 4921). (p. 4921). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4923).

- **Débat sur la Corse et la réforme territoriale** - (30 juin 2014) (p. 5423, 5427).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5457, 5761).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5488, 5493). (p. 5538, 5541). (p. 5541).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5552). (p. 5558, 5559). (p. 5560). (p. 5565). (p. 5566). (p. 5566). (p. 5576).

- **Rappel au règlement** - (4 juillet 2014) (p. 5577).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)] (suite)** - (4 juillet 2014) - **Article 1er** (Nouvelle carte régionale) (p. 5592, 5595). (p. 5598). (p. 5614). - **Article 3** (art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations) (p. 5626). - **Article 5** (art. L. 335 du code électoral - Assimilation de la métropole de Lyon à une section départementale pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 5629). - **Article 6** (Tableau n° 7 annexé au code électoral - Répartition des conseillers régionaux entre régions et des candidats entre sections départementales) (p. 5633). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5651). (p. 5652). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale) (p. 5652). (p. 5654, 5655). (p. 5656). (p. 5656, 5657). (p. 5657). (p. 5658). - **Article 8** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'élection des conseillers régionaux) (p. 5660). (p. 5661). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 5661, 5662). (p. 5662). (p. 5664). - **Article 9** (art. L. 221 du code électoral - Elections départementales partielles) (p. 5666). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5669). (p. 5671). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 5673). (p. 5674). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5678). (p. 5680). (p. 5680). (p. 5681). (p. 5682).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7042, 7046). (p. 7069, 7072). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7073). - **Article 1er** (Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire) (p. 7075, 7076). (p. 7081). (p. 7082). (p. 7083). (p. 7084, 7085). (p. 7087). (p. 7087, 7088). (p. 7088, 7089). (p. 7089). (p. 7090). (p. 7091). (p. 7091). (p. 7092). (p. 7093). (p. 7093). (p. 7094). (p. 7094, 7095). (p. 7095). (p. 7096). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7097). (p. 7098). - **Article 2** (art. L. 563-1 [nouveau], L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France - Interdiction pour un étranger assigné à la résidence de se trouver en relation avec certaines personnes) (p. 7099). (p. 7100). - **Article 4** (art. 421-2-5 [nouveau] du code pénal ; art. 24, 24 bis, 48-1, 48-4 à 48-6, 52 et 65-3 de la loi du 29 juillet 1881 - Transfert des délits de provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie du terrorisme de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse dans le code pénal) (p. 7101, 7103). (p. 7105). (p. 7106).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 5** (art. 421-2-6 [nouveau] et 421-5 du code pénal - Création d'un délit d'entreprise terroriste individuelle) (p. 7117, 7118). (p. 7118). (p. 7119). (p. 7120). (p. 7120). (p. 7120). (p. 7121). (p. 7122). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 7123). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7124). (p. 7125). - **Article 7** (art. 706-16 du code de procédure pénale - Extension de la compétence concurrente de la juridiction de Paris) (p. 7127). - **Article 7 bis** (art. 706-22-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Compétence concurrente de la cour d'appel de Paris pour l'examen des demandes d'exécution d'un mandat d'arrêt européen et des demandes d'extradition) (p. 7127). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7128). (p. 7128). (p. 7129). (p. 7129). - **Article 9** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet) (p. 7132, 7133). (p. 7136). (p. 7137). (p. 7139). (p. 7142). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 57-1 du code de procédure pénale - Perquisition de données stockées à distance ou sur des terminaux mobiles à partir d'un système informatique implanté

dans les services de police ou unités de gendarmerie - Faculté pour l'officier de police judiciaire de requérir toute personne ayant les codes d'accès d'un système informatique faisant l'objet d'une perquisition (p. 7143). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7144). (p. 7144). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. L. 706-25-2, 706-35-1, 706-47-3 du code de procédure pénale, art. 59 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Coordination des mécanismes ponctuels permettant une enquête sous pseudonyme) (p. 7146). - **Article 14** (art. 706-102-1 du code de procédure pénale - Captation de données par le biais de périphériques audiovisuels) (p. 7146). (p. 7147). - **Article 15** (art. L. 242-6 du code de la sécurité intérieure - Extension de la durée de conservation des enregistrements des interceptions de sécurité) (p. 7147). (p. 7147). (p. 7148). - **Articles additionnels après l'article 15 ter** (p. 7148). - **Article additionnel après l'article 15 quater** (p. 7149). - **Article 15 quinquies (nouveau)** (Ratification des ordonnances n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, n° 2013-518 du 20 juin 2013 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité intérieure et du code de la défense, parties législatives, relatives aux armes et munitions et n° 2013-519 du 20 juin 2013 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité intérieure, partie législative, relatives à l'outre-mer) (p. 7150, 7151). - **Article additionnel après l'article 15 quinquies** (p. 7151). - **Article 18** (art. L. 285-1, L. 286-1, L. 287-1 et L. 288-1 et L. 224-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Application de la loi outre-mer) (p. 7152).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi renforçant la lutte contre le terrorisme** - (16 octobre 2014) (p. 7153).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)] (suite)** - (16 octobre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7167).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7298, 7299). - **Article 1er** (Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint) (p. 7312). (p. 7313). (p. 7314). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7315). - **Article 2** (Droit d'option temporaire pour l'application du dispositif proposé) (p. 7316). (p. 7317). (p. 7317). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7318).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7399, 7403).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2014) (p. 7442, 7445). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7447, 7448). - **Demande de**

renvoi à la commission (p. 7451). - **Article 1er A** (Rappel des vocations de chaque échelon local) (p. 7457). (p. 7459). (p. 7459). (p. 7460). (p. 7462). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 7463). (p. 7464). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7477). (p. 7480). (p. 7483). (p. 7484). (p. 7484). (p. 7485). (p. 7486, 7487). (p. 7491, 7492).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7514, 7515). (p. 7530, 7531).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les événements à Sivens et le décès de Rémi Fraisse** - (30 octobre 2014) (p. 7537).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)] (suite)** - (30 octobre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7567). - **Article 2** (Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions) (p. 7569). (p. 7570). (p. 7571). (p. 7572). (p. 7573). (p. 7573). (p. 7573). (p. 7574). (p. 7574). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7576). (p. 7577). (p. 7585). (p. 7586). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7606).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) (p. 9138, 9141). - **Etat B** (p. 9142).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) (p. 9184, 9187). - **Etat D** (p. 9188, 9189). (p. 9189). (p. 9189, 9190). (p. 9190).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans le Sud** - (11 décembre 2014) (p. 10091).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme - grande cause nationale (Rassemblement de Créteil)** - (11 décembre 2014) (p. 10091, 10092).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la reconnaissance de l'Etat de catastrophe naturelle à la suite des intempéries dans le Sud** - (11 décembre 2014) (p. 10094).

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil de modération et de prévention jusqu'au 17 février 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 109 tome 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels » - Audition de M. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et M. Christian Bataille, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Lasserre, candidat désigné aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - Ukraine.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Promotion des produits agricoles - Communication de M. Gérard César.

(*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Saisine de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Propositions de règlement relatives aux médicaments vétérinaires et aux aliments médicamenteux pour animaux : proposition de résolution européenne de Mme Patricia Schillinger.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Rapport d'information de M. André Gattolin sur son déplacement au Groenland.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Alexandre Grillat, secrétaire national au secteur « Développement durable, logement, RSE et énergie » de la confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC).

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et de M. Jacques Repussard, directeur

général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - *Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)]* - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1979, 1980).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2614, 2616).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation*) (p. 2661). (p. 2677). (p. 2678). (p. 2685). - **Article 2** (*art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) et de FranceAgriMer*) (p. 2692). (p. 2693). - **Article 3** (*art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance*) (p. 2701). (p. 2705). (p. 2733). (p. 2735).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (*art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole*) (p. 2758). (p. 2767). (p. 2770). (p. 2771). (p. 2774). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2781). - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2784). (p. 2785). (p. 2791). - **Article 4 quinquiés (nouveau)** (*art. L. 418-3 du code rural et de la pêche maritime - Alignement de la durée du renouvellement du bail cessible sur la durée du bail rural de droit commun*) (p. 2795). (p. 2795). (p. 2795). - **Article 5** (*art. L. 323-2, L. 323-7, L. 323-11, L. 323-12 et L. 323-13 du code rural et de la pêche maritime - Clarification du statut du groupement agricole d'exploitation en commun*) (p. 2797). (p. 2797). - **Article 6** (*art. L. 322-3, L. 521-1-1 [nouveau], L. 521-3, L. 521-3-1 [nouveau], L. 522-3, L. 522-4, L. 522-5, L. 524-1-3 [nouveau], L. 524-2-1, L. 524-3, L. 524-3-1 [nouveau], L. 527-1, L. 527-1-2 [nouveau], L. 528-1 et L. 551-5 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la transparence au sein des coopératives agricoles et avantages accordés aux organisations de producteurs*) (p. 2803). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2820). - **Article 8** (*art. L. 632-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-8 et L. 632-9 du code rural et de la pêche maritime et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité du droit des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions*) (p. 2826).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 15** (*art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures*) (p. 2961). (p. 2962). (p. 2963). (p. 2964). (p. 2964). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 722-5, L. 722-5-1 [nouveau], L. 722-6, L. 722-7, L. 723-3, L. 731-23,*

L. 732-39 du code rural et de la pêche maritime - Remplacement de la surface minimum d'installation par une activité minimale pour l'assujettissement à la mutualité sociale agricole (p. 2968). (p. 2969). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 à L. 311-3-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 2976). (p. 2980). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 427-6 du code de l'environnement - Autorisation de tir de prélèvement du loup en cas d'attaque avérée) (p. 2999). (p. 3000). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 3013).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 3088). (p. 3090). (p. 3091). (p. 3093). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 251-7, L. 251-9, L. 251-14, L. 251-15 et L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Ratification d'ordonnance) (p. 3103). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 3145). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers) (p. 3162). (p. 3169). - **Article 39** (art. L. 181-25 du code rural et de la pêche maritime - Dispositions transitoires) (p. 3181). (p. 3181). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3185, 3186).

- **Question orale sans débat sur le dysfonctionnement au sein de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques** - (29 avril 2014) (p. 3510, 3511). (p. 3511).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)] - (21 juillet 2014) - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2, L. 121-2-1 et L. 121-2-2 [nouveaux], L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 122-6, L. 312-1, L. 122-3-1 [nouveau], L. 122-12 à L. 122-15 [abrogés], L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 125-2, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, L. 153-1-1 et L. 153-1-2 [nouveaux], L. 153-8 [nouveau], L. 154-2, L. 156-4 [nouveau], L. 222-1 et L. 312-1 du code forestier; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 6517). - **Article 38** (art. L. 512-1, L. 514-3, art. L. 514-3-1, L. 514-3-2 [nouveaux], L. 514-4, L. 644-12, L. 653-6 du code rural et de la pêche maritime - Clarification et simplification de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime) (p. 6537). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6544, 6545).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8822).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8881). (p. 8883).

- Au nom de la commission des affaires économiques (p. 8884). (p. 8885). (p. 8891). (p. 8892).

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9594, 9595).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9618).

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 9619). (p. 9619).

CHAIZE (Patrick)
sénateur (Ain)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 18 décembre 2014.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

M. Yves Krattinger, ancien sénateur, auteur du rapport d'information « Des territoires responsables pour une République efficace ».

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de

CHARON (Pierre)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au report des délais prévus par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles pour la création d'intercommunalités d'au moins 200 000 habitants [n° 5 (2014-2015)] (8 octobre 2014) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - *Deuxième lecture* [n° 308 (2013-2014)] - (31 janvier 2014) - **Article 84 ter (suppression maintenue)** (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - *Dispositions relatives au domaine de Chambord*) (p. 1205, 1206).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections** - *Deuxième lecture* [n° 339 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1543, 1544).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales** [n° 642 (2013-2014)] - (25 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5235, 5236).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur** [n° 742 (2013-2014)] - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6758, 6759).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** [n° 10 (2014-2015)] - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7067, 7068).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire « Asia Bibi »** - (27 novembre 2014) (p. 9034, 9035).

CHASSEING (Daniel)
sénateur (Corrèze)
UMP-R

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7453).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** [n° 78 (2014-2015)]

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8022, 8023).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 8** (*art. L.311-3 du code de la sécurité sociale, art. 13 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Affiliation des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public et suppression de l'exonération de cotisations sociales des indemnités versées aux élus de chambres d'agriculture et de métiers et des indemnités versées aux administrateurs ayant la qualité de travailleur indépendant élus des organismes de sécurité sociale*) (p. 8040). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8042, 8043). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8053).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8100). - **Article 14** (*art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés*) (p. 8115). - **Article 19** (*art. L. 225-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 731-5 du code du code rural et de la pêche maritime - Financement des besoins de trésorerie du régime des exploitants agricoles*) (p. 8134, 8135).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires** [n° 553 (2013-2014)] - (19 novembre 2014) - **Article unique** (p. 8448).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles** [n° 802 (2013-2014)] - (19 novembre 2014) - **Article 1er** (*Création d'un malus automobile assis sur la quantité de polluants atmosphériques émise*) (p. 8484). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8487). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8492).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** - *Nouvelle lecture* [n° 124 (2014-2015)]

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 12 sexies (supprimé)** (*Cumul emploi retraité des médecins exerçant en zone sous-dense*) (p. 9039).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 45 bis (supprimé)** (*art. L. 1112-1 du code de la santé publique - Obligation de transmission d'une lettre de liaison à la sortie de l'hôpital*) (p. 9059). - **Article 53** (*art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes*) (p. 9065).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10498, 10499).

CHASTAN (Yves)
sénateur (Ardèche)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
UMP-R

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises du 26 novembre 2014 au 2 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Demande de saisine pour avis, nomination d'un rapporteur pour avis et examen du rapport verbal.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Participations financières de l'État [n° 109 tome 9 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au financement bancaire des entreprises - Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Thomas Cazenave, directeur général adjoint de Pôle emploi, chargé de la stratégie et des relations extérieures, et de Mme Firmine Duro, adjointe chargée des relations extérieures.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Audition de M. Bruno Lasserre, candidat désigné aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hermann Simon, président de Simon-Kucher & Partners, auteur de l'ouvrage *Les champions cachés du XXI^e siècle*.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Compte

d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9323).

CHAUVEAU (Jean-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre)
sénateur (Territoire de Belfort)
RDSE

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe d'études sur les arts de la scène, de la rue et des festivals en région - Communication.

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Echange de vues sur les conclusions du rapport d'information « S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation ».

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 12 mars 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, directeur chargé des affaires stratégiques au ministère de la défense.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur les forces spéciales - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission effectuée en République centrafricaine du 13 au 16 avril 2014 - Communication.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'AFD pour la période 2014-2016 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'AFD.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 août 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 155, 157).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur la politique familiale et le financement des 30 milliards** - (23 janvier 2014) (p. 609).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en République centrafricaine** - (25 février 2014) (p. 2337, 2338).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2354, 2356).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3604, 3605).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4127, 4128).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014** - (23 juin 2014) (p. 5178, 5179).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5463, 5464).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 110, 112).

CHIRON (Jacques)
sénateur (Isère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 7 janvier 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 6 janvier 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer du 29 janvier 2014 au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Agence nationale pour la rénovation urbaine : rénover l'ANRU sans la dénaturer [n° 768 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Économie [n° 108 tome 3 annexe 11 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des finances*) : Enjeux liés au développement des monnaies virtuelles de type bitcoin - Table ronde.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Implications pour la France de la législation américaine « FATCA » et perspectives de développement de l'échange automatique d'informations en matière fiscale - Audition conjointe de Mme Mathilde Dupré, chargée du plaidoyer Financement du développement CCFD-Terre Solidaire, M. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales de la direction de la législation fiscale, et M. Patrick Suet, président du comité fiscal de la Fédération bancaire française (FBF), secrétaire général de la Société générale, et M. Jean-Marc Vasseux, directeur risques, contrôle et conformité d'AXA Banque.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Marc-Antoine Estrade, chef du département des synthèses, à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et de M. Benoît Ourliac, chef de la mission de l'analyse économique, à la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (Dares).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des finances*) : Dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logements privés - Gestion de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) - Audition de MM. Philippe Baccou, président de section à la cinquième chambre de la Cour des comptes, Étienne Crépon, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Claude Dilain, président de l'ANAH, Pierre Ducret, président-directeur général de CDC Climat, et Michel Pelenc, directeur de la fédération nationale « Habitat et développement ».

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des finances*) : Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) - Audition, ouverte à la presse, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » (et article 51) et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements réservés.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'article 17.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 482).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Création d'un statut pour les magasins de producteurs*) (p. 905). (p. 905).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence [n° 472 (2013-2014)]** - (7 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3815, 3816).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 706 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6672, 6673).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7178, 7180). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7184, 7185).

- **Question orale sans débat sur les dispositifs de rénovation thermique des bâtiments portés par les collectivités territoriales** - (4 novembre 2014) (p. 7653, 7654). (p. 7654).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8537, 8538).

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8676). (p. 8677). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8701).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8826).

Deuxième partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9734, 9736).

Economie

- (5 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9753). - **Article 51** (art. 106 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 de finances pour 1982 - *Suppression de l'indemnité de départ instituée en 1982 en faveur de certains artisans et commerçants*) (p. 9755). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9756). (p. 9757).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10125, 10126).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 20 nonies** (p. 10236). - **Article 24** (art. 1655 septies [nouveau] du code général des impôts - *Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale*) (p. 10251, 10252). - **Article 31 quater (nouveau)** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - *Modalités d'exonération du versement transport*) (p. 10295).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Article 20 decies** (*Création d'un amortissement dégressif en faveur des PME*) (p. 10548).

CLAIREAUX (Karine)

sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 20 novembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen en délégation du rapport sur les niveaux de vie dans les outre-mer.



Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2386, 2387).

- **Question orale avec débat sur l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des demandeurs d'emploi** - (12 juin 2014) (p. 4801, 4803).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4996, 4997).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8586). (p. 8586).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9154, 9155).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9795). (p. 9796). - **Articles non rattachés - Article 44** (art. 244 quater B du code général des impôts - **Taux majoré de crédit d'impôt recherche en faveur des entreprises exposant des dépenses de recherche dans les départements d'outre-mer**) (p. 9877).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Pêches maritimes : comment concilier exploitation et préservation des ressources halieutiques ? [n° 495 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

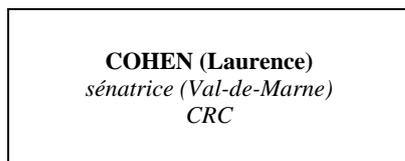
Proposition de loi tendant à renforcer l'information des maires et des préfets sur les donations de biens immeubles [n° 686 (2013-2014)] (3 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Réserviste : un engagement citoyen au service de la Nation - Bilan d'application de la loi du 28 juillet 2011 sur l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure [n° 725 (2013-2014)] (15 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure - Examen du rapport d'information.



COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-présidente le 5 février 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre titulaire du conseil de modération et de prévention jusqu'au 17 février 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre suppléant du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 708 (2012-2013)] tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 277 (2013-2014)] (14 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les conséquences de la crise sur le système de protection sociale espagnol [n° 656 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Société.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Brésil: les défis d'une puissance émergée [n° 121 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Morgane Merteuil et M. Thierry Schaffauser,

représentants du Syndicat du travail sexuel (STRASS), et de Mme Cécile Lhuillier, co-présidente d'Act Up-Paris.

(*commission des affaires sociales*): Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*): contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de M. Simon Häggström, chef de la brigade antiprostitution de Stockholm.

Audition de Mmes Franceline Lepany, présidente et France Arnould, directrice de l'association les Amis du bus des femmes.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Conséquences de la crise économique sur le système de protection sociale espagnol - Compte rendu de la mission d'information.

Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*): Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2015 - Action « Mildeca » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le centre socio-médico-judiciaire de Fresnes** - (7 janvier 2014) (p. 22). (p. 23).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 496, 499). (p. 511, 512).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Conditions de fermeture d'un établissement public de santé*) (p. 516).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un reprenneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1314). (p. 1327). (p. 1327). (p. 1333). (p. 1337). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1345). - **Article 7** (*art. L. 225-197-1 du code de commerce - Relèvement du plafond d'attribution des actions gratuites*) (p. 1350). (p. 1351). (p. 1351). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1355).

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1463, 1464).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1686, 1687).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1791, 1793). - **Article 1er** (*art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1814, 1815). (p. 1826). (p. 1832). (p. 1832, 1833). (p. 1834). (p. 1835). (p. 1835, 1836). (p. 1839). (p. 1840).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1861). (p. 1872). (p. 1881). - **Article 4** (*art. L. 6322-37, L. 6331-1, L. 6331-3, L. 6331-9, L. 6331-10, L. 6331-11, L. 6331-13, L. 6331-14 et L. 6331-16 à L. 6331-32 du code du travail - Réforme du financement de la formation professionnelle et suppression de l'obligation légale de financement du plan de formation*) (p. 1901). - **Article 8** (*art. L. 6231-1 du code du travail - Valorisation du rôle des CFA*) (p. 1943). - **Rappel au règlement** (p. 1958).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 10** (*art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code*

du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 2134). - **Article 12** (*art. L. 6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution professionnelle*) (p. 2158). (p. 2161). (p. 2165). - **Article 13** (*art. L. 211-2, L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13 du code de l'éducation et art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles*) (p. 2168). (p. 2168). - **Article 20** (*art. L. 4416-1 ; L. 4721-8 ; L. 4722-1 ; L. 4722-2 ; L. 4723-1 ; L. 4723-2 L. 4731-1 à L. 4731-5 ; L. 4732-1 à L. 4732-3 ; L. 4741-3 ; L. 4741-9 ; L. 4751-1 ; L. 4751-2 ; L. 4751-3 [nouveau] ; L. 8111-1 ; L. 8112 -1 [nouveau] ; L. 8112-2 à L. 8112-5 ; L. 8113-4 et L. 8113-5 [nouveaux] ; L. 8113-7 ; L. 8114-1 ; L. 8114-4 à L. 8114-7 [nouveaux] ; L. 8115-1 à L. 8115-8 [nouveaux] ; L. 8122-1 et L. 8122-2 [nouveaux] ; L. 8123-2 ; L. 8123-4 du code du travail ; art. 524 du code de procédure pénale ; art. L. 511-1 du code minier ; art. L. 616-1 ; L. 623-1 ; L. 642-1 ; L. 645-1 ; L. 647-1 et L. 646-1 du code de la sécurité intérieure - Réforme de l'inspection du travail*) (p. 2212). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2221, 2222).

- **Débat sur le bilan des 35 heures à l'hôpital** - (27 février 2014) (p. 2451, 2453).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale - Commission mixte paritaire [n° 395 (2013-2014)]** - (27 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2473, 2474).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Article 2 E** (*art. L. 2242-5 et L. 2242-7 du code du travail - Réforme de la négociation annuelle sur l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes*) (p. 3390). - **Article 5 quinquies C (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2212-1 du code de la santé publique - Suppression de la référence à la notion de détresse dans le cadre d'une demande d'interruption volontaire de grossesse*) (p. 3405, 3406). - **Article 7** (*art. 515-10, 515-11, 515-12 et 515-13 du code civil - Renforcement des dispositions relatives à l'ordonnance de protection*) (p. 3412). - **Article 14** (*art. L. 311-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 6-9 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Exonération des taxes de délivrance et de renouvellement des titres de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence*) (p. 3420, 3421). (p. 3421). (p. 3421). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3422). (p. 3422). - **Article 14 ter A** (*art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clarification du droit au séjour des victimes de violences conjugales de nationalité étrangère*) (p. 3424). - **Article 14 quater (suppression maintenue)** (*art. L. 316-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit d'une carte de séjour à l'étranger victime de violences*) (p. 3425). - **Article 17 bis (suppression maintenue)** (*art. 373-2, 373-2-9, 373-2-10 et 388-1 du code civil, art. 227-2 du code pénal - Résidence alternée des enfants*) (p. 3433, 3434). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3447, 3448).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3577, 3579).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3652, 3653).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les**

violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)] - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3668, 3670).

- **Rappel au règlement** - (6 mai 2014) (p. 3711).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3756, 3757). (p. 3763). (p. 3763). (p. 3767). (p. 3772). (p. 3781). (p. 3781). (p. 3790).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) (p. 3923). (p. 3924). (p. 3929). (p. 3934). (p. 3947). (p. 3947). (p. 3947). (p. 3952). (p. 3952). (p. 3958). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3962). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3963). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3974).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des fonctionnaires** - (15 mai 2014) (p. 4024, 4025).

- **Question orale sans débat sur la reconstruction de la maternité des Lilas** - (3 juin 2014) (p. 4409, 4410). (p. 4411).

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4722, 4723).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires - Commission mixte paritaire [n° 573 (2013-2014)]** - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4765, 4766). - **Article 1er** (Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 4769).

- **Question orale sans débat sur le Centre libre d'enseignement supérieur international** - (17 juin 2014) (p. 4898). (p. 4899).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (10 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - SNCF Réseau) (p. 5960, 5961). (p. 5961, 5962). (p. 5970, 5971). (p. 5972). (p. 5978). - **Article 11 bis** (Transfert à SNCF Réseau de terminaux de marchandises et de certaines installations de services) (p. 6041).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Article liminaire** (Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2014) (p. 6154). - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés) (p. 6161, 6162). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6176, 6177). (p. 6190, 6191). (p. 6191). (p. 6200, 6201). (p. 6201). - **Rappel au règlement** (p. 6231).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Article liminaire** (Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2014) (p. 6593). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6596).

(p. 6600). (p. 6602). (p. 6603). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13, L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6606). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6616, 6617). - **Article 12** (Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) et de ses sous-objectifs) (p. 6624). - **Explications de vote sur la seconde délibération, la deuxième partie et l'ensemble du projet de loi** (p. 6626, 6627).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6761, 6762). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3121-1-2 [nouveau] du code des transports, article L. 144-5 du code de commerce, article L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Réforme du statut du locataire-taxi) (p. 6770). (p. 6771). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC) (p. 6774). (p. 6781). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6790).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement pour légiférer par ordonnance en vue de réformer le mode de désignation des conseillers prud'hommes) (p. 6987, 6988). (p. 6990).

- **Question orale sans débat sur la privatisation du marché d'intérêt national de Rungis** - (21 octobre 2014) (p. 7212, 7213). (p. 7213).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7243, 7245).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (12 novembre 2014) - **Question préalable** (p. 7998, 8000).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C) (p. 8016, 8017). (p. 8017). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8022).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 7** (art. L. 130-1, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 131-2, L. 131-3, section II du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 133-10, L. 136-2, L. 136-5, L. 136-8, L. 137-11-1, L. 241-3, L. 242-13, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-11, L. 244-14 et L. 612-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et de la famille, art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 761-10 du code rural et de la pêche maritime et art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Prélèvements sociaux applicables aux revenus de remplacement) (p. 8033). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8052). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8058). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 131-6 et L. 242-4-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime - Intégration dans l'assiette des cotisations sociales de la fraction du revenu, distribuée aux dirigeants majoritaires de SA et de SAS, qui excède 10 % du capital social) (p. 8066, 8067).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8106). - **Article 15** (art. L. 243-6-5 [nouveau], L. 243-7, L. 243-13 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 724-7, L. 724-7-

1 [nouveau], L. 725-12 et L. 725-26 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Dispositions relatives au contrôle et au recouvrement des cotisations et contributions sociales) (p. 8129). (p. 8130). - **Article 18** (art. L. 133-5-3, L. 136-5, L. 241-6-2, L. 752-4 et L. 212-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 5427-1 et L. 6331-53 du code du travail - Dissolution de la caisse maritime d'allocations familiales) (p. 8133). (p. 8134). - **Article 23** (Approbation de la compensation des exonérations, réductions ou abattement d'assiette de cotisations ou contributions de sécurité sociale) (p. 8145, 8146). - **Article 25** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2015) (p. 8164).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8181). - **Article 31** (art. L. 331-6, L. 613-19-3 (nouveau), L. 722-8-4 (nouveau), L. 732-11 et L. 732-12-2 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ; art. L. 1225-28 du code du travail - Transfert d'indemnisation liée au congé maternité au parent survivant en cas de décès de la mère) (p. 8197). - **Article 32** (art. L. 381-30-1 du code de la sécurité sociale - Réforme du financement des soins aux détenus) (p. 8198).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques) (p. 8217, 8218). (p. 8219, 8220). (p. 8220, 8221). (p. 8222). - **Article 37** (art. L. 6111-3-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 166-22-8-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Hôpitaux de proximité) (p. 8224, 8225). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé) (p. 8245). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8269). (p. 8269). (p. 8270). (p. 8271). - **Article 54** (Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2015) (p. 8288, 8289). - **Article 55** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2015) (p. 8294). - **Articles additionnels avant l'article 61 A** (p. 8314, 8315). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 8322).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'interruption volontaire de grossesse en France** - (18 novembre 2014) (p. 8355, 8356). (p. 8356, 8357).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 10** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17- 5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments) (p. 9022). - **Article 12 ter A (supprimé)** (art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale - Exclusion de l'assiette des cotisations sociales de la fraction des dividendes distribuée aux dirigeants majoritaires de SARL) (p. 9027).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 34** (art. L. 3111-11 et L. 3112-3 du code de la santé publique - Prise en charge des vaccins réalisés dans les centres publics de vaccination) (p. 9053). - **Article 56 A (supprimé)** (art. L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans en 2024) (p. 9069). - **Article 61 A** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 9071). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 9080, 9081).

- Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2014) (p. 9228, 9229).

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (29 novembre 2014) (p. 9235, 9236).

Santé

- (29 novembre 2014) (p. 9242, 9243). - **Etat B** (p. 9250). (p. 9253).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 44 duodecimes** (p. 9921). (p. 9922). (p. 9925). (p. 9925).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 31 quinquies (nouveau)** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Augmentation du versement transport en Ile-de-France) (p. 10299). (p. 10300). (p. 10302). - **Article 31 terdecies (nouveau)** (art. 575 A du code général des impôts - Fixation des taux proportionnels et des parts spécifiques applicables aux groupes de produits soumis aux droits de consommation sur le tabac) (p. 10314). - **Article 31 quaterdecies (nouveau)** (art. 575 E bis du code général des impôts - Droits de consommation sur le tabac en Corse) (p. 10315).

COINTAT (Christian)
sénateur (Français établis hors de France - Série C 2)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada).

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer.

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Vice-président de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 16 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de MM. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique, Godefroy Beauvallet, vice-président, Jean-Baptiste Soufron, secrétaire général, Mme Mathilde Bras, rapporteur adjoint, et M. Dimitri Barclais, rapporteur adjoint stagiaire.

Audition de MM. David Gayou et Tanguy Morlier, administrateurs du collectif Regards citoyens.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. François Bancilhon, président directeur général de Data publica.

Audition de M. François Bancilhon, président directeur général de Data publica.

Audition de M. Jean-Marc Lazard, président directeur général d'OpenDataSoft.

Audition de M. Samuel-Frédéric Servière, responsable des études budgétaires et fiscales à l'IFRAP.

Audition de MM. Sylvain Parasie, maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Est et Eric Dagiral, maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Descartes.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Mireille Delmas-Marty, professeur honoraire au Collège de France.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation** - *Deuxième lecture* [n° 283 (2013-2014)] - (27 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - *Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 695). (p. 696). (p. 698). (p. 700). (p. 702). - **Article additionnel avant l'article 3 bis A** (p. 709). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 713, 714). (p. 721).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration*) (p. 736). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la

consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 752). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - *Réglementation relative à la vente à distance*) (p. 766). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de la consommation - *Garanties applicables aux contrats de consommation*) (p. 776). - **Article 9 bis** (art. L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - *Possibilité offerte aux clients de certains réseaux de distribution de régler leurs factures par espèces ou mandat compte*) (p. 778). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (sections 14 à 17 [nouvelles] du chapitre 1er du Titre II du Livre 1er du code de la consommation - *Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons, encadrement des ventes d'or et de métaux précieux et contrats relatifs au gaz de pétrole liquéfié*) (p. 782). (p. 782). (p. 783). (p. 784). (p. 784). (p. 784). (p. 784). (p. 784, 785). (p. 785). (p. 785). (p. 785). (p. 786). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - *Tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité*) (p. 787). (p. 790). - **Article 17 quater** (art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - *Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers*) (p. 799). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - *Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance*) (p. 810, 811). (p. 812). - **Article 19 octies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-7 [nouveau] du code monétaire et financier - *Encouragement à la mobilité bancaire*) (p. 819). (p. 819).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 874). (p. 875). - **Article 22 sexies** (*Entrée en vigueur du registre national des crédits aux particuliers*) (p. 878). - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - *Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison*) (p. 882). - **Article 72 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32-1 et L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - *Modification des compétences de l'ARCEP et de la DGCCRF sur le marché de détail des communications électroniques*) (p. 913). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 915).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections** - *Deuxième lecture* [n° 339 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1550).

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2387, 2388).

COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Réélu le 28 septembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération) jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'aide publique au développement de la France à un pays à revenu intermédiaire: l'exemple du Vietnam [n° 729 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 776 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Aide publique au développement [n° 108 tome 3 annexe 4 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Services historiques de la défense - Communication.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : commerce électronique, tendances et opportunités.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : contrôle de la politique d'aide publique au développement de la France au Vietnam - Contrôle budgétaire - Communication.

Musée national du sport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour la session 2014-2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres** [n° 248 (2013-2014)] - (8 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 134, 135).

- **Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical** [n° 343 (2013-2014)] - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1703, 1704).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2638).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités et 10 milliards d'économie** - (10 avril 2014) (p. 2668).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)] (suite)** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2678). (p. 2688). - **Article 2** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) et de FranceAgriMer) (p. 2692, 2693). (p. 2693). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2733). (p. 2738). (p. 2738).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2758). (p. 2763, 2764). (p. 2767). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2775). (p. 2776). - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2783). (p. 2783). (p. 2789). (p. 2789, 2790). (p. 2791). - **Article 5** (art. L. 323-2, L. 323-7, L. 323-11, L. 323-12 et L. 323-13 du code rural et de la pêche maritime - Clarification du statut du groupement agricole d'exploitation en commun) (p. 2796, 2797). (p. 2797). (p. 2797). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2809). (p. 2810, 2811). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2861). (p. 2861). (p. 2867). (p. 2867). (p. 2868). (p. 2868).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2895, 2896). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], article L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2917). (p. 2919). (p. 2920). (p. 2921). (p. 2921). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 2928). - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2942). (p. 2943).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) (p. 2961). (p. 2961). (p. 2965). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 à L. 311-3-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 2977). (p. 2981). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 3012). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de

délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 3026). (p. 3029). (p. 3031).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 3109). (p. 3110). (p. 3115). (p. 3115). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 3138). (p. 3138). (p. 3138, 3139). (p. 3139). (p. 3146). (p. 3147). (p. 3147). (p. 3148, 3149). (p. 3149). (p. 3152). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers) (p. 3167). (p. 3167). (p. 3168). (p. 3168). - **Article 39** (art. L. 181-25 du code rural et de la pêche maritime - Dispositions transitoires) (p. 3180). (p. 3180). - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 551-9 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Transmission aux organisations de producteurs forestières des données cadastrales) (p. 3182). (p. 3182). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3186).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4189, 4190). - **Article 1er (Définition des objectifs)** (p. 4203). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique) (p. 4262). (p. 4265, 4266). (p. 4266). (p. 4267). (p. 4268). (p. 4270).

- **Question orale sans débat sur le développement des parcs solaires photovoltaïques** - (27 mai 2014) (p. 4307). (p. 4308).

- **Question orale sans débat sur la prolongation de l'exonération de cotisation foncière des entreprises pour les auto-entrepreneurs** - (3 juin 2014) (p. 4405). (p. 4406).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires - Commission mixte paritaire [n° 552 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4444, 4445).

- **Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies - Deuxième lecture [n° 640 (2013-2014)]** - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5127, 5128).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Commission mixte paritaire [n° 585 (2013-2014)]** - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5135, 5136).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5711, 5712). - **Article 1er (Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes)** (p. 5742, 5743). (p. 5744). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5745,

5746). (p. 5746). (p. 5746). (p. 5748). (p. 5753). (p. 5753). (p. 5756). (p. 5757).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5794).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6347, 6348).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 du code rural et de la pêche maritime - *Adaptation de la composition et des missions du conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire, CSO, et de FranceAgrimer*) (p. 6370, 6371). (p. 6371). - **Article 4** (art. L. 211-3 et L. 213-12 du code de l'environnement, et art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - *Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole*) (p. 6384, 6385). (p. 6385). (p. 6386).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 7816). (p. 7817). - **Article 31 bis** (*Habilitation en vue de procéder à diverses simplifications dans le secteur du tourisme*) (p. 7848, 7849). - **Article 34** (art. L. 121-15, L. 121-18-1, L. 121-22, L. 121-25 [nouveau], L. 121-34-2, L. 121-49, L. 121-87, L. 121-97, L. 121-98-1 [nouveau], L. 121-113 [nouveau], L. 121-114 [nouveau], L. 122-3 et L. 141-1 du code de la consommation - *Correction d'insuffisances et d'incohérences juridiques dans le code de la consommation*) (p. 7853). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 7857).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 58 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7877, 7878).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7889, 7890).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8438, 8439).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8521, 8522).

- **Questions cribles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8523, 8524). (p. 8524).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] (suite)**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8848, 8849). - **Article 16** (*Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau*) (p. 8854). - **Article 17 (réservé)** (art. 1600 du code général des impôts - *Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI*) (p. 8876). - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - *Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture*) (p. 8881). (p. 8884). (p. 8885). (p. 8887). (p. 8888). (p. 8891). (p. 8892). - **Article 17** (art. 1600 du code général des impôts - *Prélèvement exceptionnel sur les*

chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8915). - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 330-5 du code de la route - *Réutilisation des données du système d'immatriculation des véhicules*) (p. 8931, 8932). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 8932).

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9271, 9272).

Engagements financiers de l'Etat - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9325, 9326).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9416, 9418).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9599, 9600).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10068, 10069).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10118, 10119).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10180, 10181). - **Article 20** (art. L. 2333-4, art. L. 3333-3 et art. L. 5212-24 du code général des collectivités territoriales - *Simplification des règles de fixation des coefficients multiplicateurs de taxe locale sur la consommation finale d'électricité*) (p. 10225). - **Articles additionnels après l'article 20 septies** (p. 10229, 10230). - **Article 20 nonies (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - *Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces*) (p. 10231, 10232). - **Articles additionnels après l'article 20 nonies** (p. 10235). (p. 10235). - **Article 21** (art. 39 quinquies D, 44 sexies, 44 septies, 44 quinquies, 125-0 A, 239 sexies D, 1465, 1465 A, 1465 B, et 1602 A du code général des impôts - *Prorogation de certains dispositifs zonés d'exonérations fiscales, AFR, ZRR*) (p. 10241). (p. 10241). - **Article 30 sexdecies (nouveau)** (art. 244 quater E du code général des impôts et art. 39 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - *Prorogation et doublement du crédit d'impôt pour investissement en Corse*) (p. 10286). - **Article 31 quater (nouveau)** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - *Modalités d'exonération du versement transport*) (p. 10294). - **Article 31 duodecies (nouveau)** (art. 575 du code général des impôts - *Nouveau mode de détermination de la fiscalité sur le tabac*) (p. 10311, 10312). (p. 10313). - **Article 31 terdecies (nouveau)** (art. 575 A du code général des impôts - *Fixation des taux proportionnels et des parts spécifiques applicables aux groupes de produits soumis aux droits de consommation sur le tabac*) (p. 10314). - **Articles additionnels après l'article 31 quaterdecies** (p. 10316). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10330, 10331).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10516, 10517). - **Article 3** (*Elargissement du dispositif de soutiens financiers à l'export à des prêts non*

concessionnels à des États étrangers) (p. 10522). - **Article 20** (*Simplification des règles de fixation des coefficients multiplicateurs de taxe locale sur la consommation finale d'électricité*) (p. 10543). - **Article 20 nonies** (*Instauration d'une*

majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces) (p. 10545).

COLLOMB (Gérard)
sénateur (Rhône)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland de Lyon [n° 493 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi organique visant à autoriser les élus locaux titulaires d'un mandat de député ou de sénateur à siéger dans les organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 535 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland (Lyon) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier central de Gerland à Lyon** [n° 731 (2013-2014)] - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6752, 6753).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10477, 10478).

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
RDSE

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 17 décembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 776 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 114 tome 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Débat sur les orientations du rapport.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des lois*) : Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Jean-Marie Delarue, contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, ancien président du Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des lois*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Antoine Garapon, magistrat, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen des amendements au texte de la commission.

Modification de la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Bilan d'application de la réforme ayant supprimé la profession d'avoués.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Mireille Delmas-Marty, professeur honoraire au Collège de France.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Audition de Mme Christine Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Propositions de loi d'origine sénatoriale examinées par la commission des lois au cours des cinq dernières sessions - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Représentation des communes dans une intercommunalité.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'Etat », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurités » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur

l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

(*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture** [n° 267 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] et L.O. 297 du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 328, 329).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Deuxième lecture** [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 535, 536). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 432-12 du code pénal - Clarification du champ des poursuites de la prise illégale d'intérêt) (p. 539, 540). - **Article 1er B** (art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - Charte de l'élu local) (p. 542). (p. 544). (p. 548). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-20, 2123-20-1, 2123-22 et L. 2123-23 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires et régime indemnitaire des conseillers des communautés de communes) (p. 549). (p. 549). - **Article 1er bis (suppression maintenue)** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Reversement à la collectivité de la part écartée des indemnités) (p. 550). - **Article 2 ter** (art. L. 2123-2 du code général des collectivités

territoriales - Crédit d'heures ouvert aux élus municipaux (p. 550). (p. 550). - **Article 4** (art. L. 1621-2, L. 2123-11-2, L. 2321-2, L. 3123-9-2, L. 3321-4, L. 4135-9-2, L. 4321-1, L. 71-113-3, L. 72-103-2, L. 7125-11 et L. 7227-11 du code général des collectivités territoriales - Allongement de la période d'effet de l'allocation différentielle de fin de mandat et dégressivité de son montant - Maintien des modalités en vigueur de financement du fonds) (p. 552). (p. 552). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 557).

- **Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 121 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 573, 574). (p. 584).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 586). - **Article 3** (art. 495-9 du code de procédure pénale - Possibilité pour le juge du siège de diminuer la peine - Présence obligatoire du procureur de la République à l'audience d'homologation) (p. 588). (p. 588). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 588). (p. 589). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 591). - **Article 4** (art. 495-15-1 du code de procédure pénale - Suppression de la possibilité pour le procureur de mettre en œuvre à la fois une procédure classique de convocation devant le tribunal correctionnel et une procédure de CRPC) (p. 593). (p. 593). (p. 593). (p. 593).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 992). - **Article 2** (art. 11-1, 11-2 [nouveau], 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 1014). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1022). (p. 1026). (p. 1028). (p. 1028). (p. 1029). (p. 1029). (p. 1030). - **Article 4** (art. 25-3 à 25-11 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale) (p. 1032). (p. 1032). - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 et L. 631-7-1 A [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 1036). (p. 1036). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation, L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation de saisine des commissions départementales de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CAPEX) pour les bailleurs personnes morales hors SCI familiales) (p. 1047, 1048). (p. 1048). (p. 1050). (p. 1051). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 AA [nouveau], 18-1 A, 18-1, 18-2, 19-2, 20, 21, 22, 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation - Gouvernance et gestion des copropriétés) (p. 1073). - **Article 28** (art. 9, 10-1, 18-1, 24, 24-1, 25, 25-1, 26, 26-7, 28,

30 et 50 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. 244 quater U du code général des impôts - Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires) (p. 1084). (p. 1084). (p. 1084). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 421-13, L. 421-13-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 1130). (p. 1130, 1131). - **Article 58** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 1153). (p. 1154).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 68** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers de l'Etat) (p. 1167). - **Article 70** (art. L. 210-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 1171). (p. 1174). (p. 1175). (p. 1175). - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Mesures de coordination relatives au droit de préemption) (p. 1176). (p. 1178). - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1184). (p. 1186). (p. 1187). (p. 1191). (p. 1191). (p. 1192). - **Article 84 ter (suppression maintenue)** (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Dispositions relatives au domaine de Chambord) (p. 1207). - **Article 59 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme) (p. 1210). - **Article 61 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 1214). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1217, 1218). - **Article 64 (précédemment réservé)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 1230). (p. 1230). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1237). (p. 1238). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1241).

- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1427, 1428).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1564, 1565).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (19 février 2014) - **Article 4** (art. L. 6322-37, L. 6331-1, L. 6331-3, L. 6331-9, L. 6331-10, L. 6331-11, L. 6331-13,

L. 6331-14 et L. 6331-16 à L. 6331-32 du code du travail - Réforme du financement de la formation professionnelle et suppression de l'obligation légale de financement du plan de formation) (p. 1900, 1901). (p. 1902). (p. 1905). - **Article 5** (art. L. 6322-21, L. 6325-12, L. 6331-8, L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-3-1, L. 6332-3-2 à L. 6332-3-6 [nouveaux], L. 6332-5, L. 6332-6, L. 6332-7, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16-1 [nouveau], L. 6332-19, L. 6332-20, L. 6332-21, L. 6332-22, L. 6332-22-2, L. 6333-1 à L. 6333-8 [nouveaux], L. 6361-1, L. 6361-2, L. 6362-1, L. 6362-4 et L. 6362-11 du code du travail - Adaptation des missions et des modalités de gestion des organismes paritaires aux objectifs de la réforme) (p. 1919). (p. 1919). (p. 1920). (p. 1921).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)] - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1983, 1984).

- **Question orale sans débat sur l'augmentation de la TVA pour les produits agricoles et le régime forfaitaire d'imposition des bénéfices agricoles** - (29 avril 2014) (p. 3516, 3517). (p. 3517).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3880). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Validation des contrats de prêt ne comportant pas de TEG) (p. 3881). (p. 3881, 3882). (p. 3883, 3884). - **Article 2** (Validation des contrats de prêt comportant un TEG erroné) (p. 3884, 3885). (p. 3886). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 3887). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3888). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3889, 3890).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la taxe sur les transactions financières** - (15 mai 2014) (p. 4025).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4041, 4042).

- **Question orale sans débat sur les chefs-lieux de canton et la dotation de solidarité rurale** - (27 mai 2014) (p. 4287). (p. 4288).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5440, 5443). - **Explications de vote** (p. 5464).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7245, 7246).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7427, 7428). - **Article 1er A** (Rappel des vocations de chaque échelon local) (p. 7458). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7483).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9380, 9381).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9403). - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9412, 9413).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9666, 9667).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2014) (p. 9675, 9676).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans le Sud** - (11 décembre 2014) (p. 10090).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10106).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10467, 10468).

COMMEINHES (François)
sénateur (Hérault)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 29 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique, sur la fin de vie.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 7842).
- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8459, 8461).
- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

CONWAY-MOURET (Hélène)
ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger (jusqu'au 1er avril 2014) sénatrice (Français établis hors de France - Série 1) SOC (à partir du 3 mai 2014)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 3 mai 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission du 7 mai 2014 au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 9 juillet 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 6 novembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger le 11 juin 2014 ; nouvelle nomination le 11 juin 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 403 (2013-2014)] autorisant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique [n° 629 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

- (25 novembre 2014) - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8884). (p. 8885). (p. 8887). (p. 8888). (p. 8891). (p. 8892).

- **Question orale sans débat sur les difficultés financières des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement** - (16 décembre 2014) (p. 10414). (p. 10415).

- **Question orale sans débat sur la fusion d'établissement public de coopération intercommunale et instances de consultation** - (16 décembre 2014) (p. 10430). (p. 10431).

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 661 (2013-2014)] autorisant la ratification de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part [n° 19 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Transports - Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Aide publique au développement [n° 110 tome 4 (2014-2015)] (18 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 118 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne [n° 166 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Outre-mer - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)] (18 décembre 2014)

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 6 mai 2014 (commission du développement durable) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Approbation de l'accord entre la France et le Gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord relatif à l'hébergement et au fonctionnement du centre de sécurité Galileo - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Adhésion de la France à l'accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'AFD pour la période 2014-2016 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'AFD.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Audition de M. Favez Tarawneh, chef de la Cour royale hachémite de Jordanie.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Evolutions stratégiques des Etats-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Accord entre l'Union européenne et la Géorgie sur la création d'un espace aérien commun - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et la Jordanie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2015 - Programmes « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Mission « Comptes de concours financiers : avances à l'audiovisuel public » - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication.

Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2015 - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Audition de Mme Anne-Marie Descôte, directrice générale de la direction générale de la mondialisation du développement et des partenariats.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 *(commission des finances)* : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des Etats étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 *(délégation aux droits des femmes)* : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)* : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 *(délégation aux droits des femmes)* : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 *(délégation aux droits des femmes)* : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de MM. Jean Kimpe, délégué général de la Fédération des commerçants spécialistes des jouets et produits de l'enfant (FCJPE), et Franck Mathais, porte-parole.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 18 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Présentation de M. Jean-Pierre Raffarin sur le projet de rapport d'information sur l'examen des traités et conventions.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les élèves en situation de handicap dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger** - (7 janvier 2014) (p. 26, 27).

- **Question orale sans débat sur la sécurité sociale des élus** - (7 janvier 2014) (p. 27, 28).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la réforme de la fiscalité sur le foncier non bâti** - (7 janvier 2014) (p. 28).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5338, 5339). (p. 5339).

- **Question orale sans débat sur le vote électronique des Français de l'étranger** - (8 juillet 2014) (p. 5779). (p. 5779).

- **Question orale sans débat sur la prolongation de la validité des cartes nationales d'identité** - (22 juillet 2014) (p. 6579). (p. 6579, 6580).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Article 1er** (*Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire*) (p. 7096).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Ebola** - (30 octobre 2014) (p. 7539).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9419, 9420).

- **Question orale sans débat sur les infirmiers anesthésistes diplômés d'Etat et la sécurité anesthésique des patients** - (16 décembre 2014) (p. 10411). (p. 10412).

CORNANO (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pierre Mongin, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en application de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, sur l'aménagement numérique du territoire.

Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4997).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les décrocheurs scolaires** - (27 novembre 2014) (p. 9035).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9160, 9161).

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Énergies renouvelables : l'exception québécoise [n° 463 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 771 (2013-2014)] relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives [n° 53 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la consommation.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pierre Mongin, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en application de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 8 et 11 bis du texte de la commission des lois.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Yves Krattinger, ancien sénateur, auteur du rapport d'information « Des territoires responsables pour une République efficace ».

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Désignation d'un rapporteur.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (27 janvier 2014) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 708). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 712). (p. 714, 715). (p. 715). (p. 721).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « fait maison » dans la restauration) (p. 734, 735). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 748). (p. 750). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance) (p. 768). - **Article 17 quater** (art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers) (p. 794, 795). (p. 796). (p. 797). (p. 802). (p. 803). (p. 804). (p. 805, 806). (p. 807). (p. 808). (p. 808).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur) (p. 838). (p. 844). (p. 846). (p. 849).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la famille** - (6 février 2014) (p. 1450).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises** [n° 441 (2013-2014)] - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3224, 3225). - **Article additionnel avant l'article 1er AA** (p. 3227). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 3229). - **Article 1er quater** (art. L. 145-15 et L. 145-16 du code de commerce - Inopposabilité de la prescription biennale des actions en nullité posée à l'art. L. 145-60 du code de commerce) (p. 3234). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3236). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce - Généralisation de l'application de l'indice des loyers commerciaux, ILC, et de l'indice des loyers des activités tertiaires, ILAT) (p. 3238).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7519, 7520). (p. 7558, 7559). (p. 7564). - **Article 2** (Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions) (p. 7568). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et

L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations (p. 7577).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7697, 7698).

- **Rapporteur pour avis - Articles additionnels après l'article 8** (p. 7748). (p. 7748, 7749). (p. 7750). - **Article 11 bis** (art. L. 362-3 du code de l'environnement - *Transport des clients des restaurants d'altitude par motoneige*) (p. 7753, 7754).

COUDERC (Raymond)
sénateur (Hérault)
UMP

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 698 (2012-2013)] autorisant la ratification de l'accord-cadre entre la République française et le Royaume d'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 304 (2013-2014)] (22 janvier 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord cadre entre la France et l'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Edmond Hervé sur les politiques temporelles des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Alain Lambert et Martin Malvy sur leur rapport « Pour un redressement des finances publiques fondé sur la confiance mutuelle et l'engagement de chacun ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1380, 1381).
- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre la République française et le Royaume d'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 305 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3078, 3079).
- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des**

stagiaires [n° 459 (2013-2014)] - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3752).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4699, 4700).

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 29 octobre 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 6 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil de modération et de prévention jusqu'au 17 février 2014.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire jusqu'au 27 décembre 2014.

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à interdire la compensation entre les commissions perçues par les établissements de crédit et les minima sociaux [n° 537 (2013-2014)] (16 mai 2014) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Lutter contre les stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires : faire de l'école un creuset de l'égalité [n° 645 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Famille - Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Jouets : la première initiation à l'égalité [n° 183 (2014-2015)] (11 décembre 2014) - **Société**.

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société**.

Proposition de loi renforçant le rôle du système éducatif dans la lutte contre les stéréotypes sexistes [n° 209 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Biocarburants - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle » présenté par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques » présenté par M. Denis Baupin et Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels » - Audition de M. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et M. Christian Bataille, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

« L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? » - Audition de M. Jean-Marc Pastor, sénateur, et M. Laurent Kalinowski, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition des présidentes des commissions « violences de genre » et « santé, droits sexuels et reproductifs » du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE f-h).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du lundi 17 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Lasserre, candidat désigné aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de Mme Janine Mossuz-Lavau, directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences-po (CEVIPOF).

Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Réunion du jeudi 15 mai 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du jeudi 22 mai 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences dans les armées - Audition de Mme Brigitte Debernardy, contrôleur général des armées, et du général d'armée Didier Bolelli, inspecteur général des armées.

Réunion du jeudi 5 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'AREVA.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'Areva.

Réunion du jeudi 19 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Relations entre la grande distribution et les industriels - Communication de M. Jean-Claude Lenoir.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Nicolas Grivel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de M. Michel Moggio, directeur général de la Fédération française des industries du jouet-puériculture (FJP).

Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de Mme Mona Zegaï, doctorante en sociologie au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris - Cultures et sociétés urbaines (CRESPPA-CSU) à l'université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis, et Mme Astrid Leray, fondatrice du cabinet Trezego.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de MM. Jean Kimpe, délégué général de la Fédération des commerçants spécialistes des jouets et produits de l'enfant (FCJPE), et Franck Mathais, porte-parole.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Alexandre Grillat, secrétaire national au secteur « Développement durable, logement, RSE et énergie » de la confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC).

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et

jouets - Examen du rapport d'information et des recommandations.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de Mme Sandra Lagumina, directeur général de Gaz réseau distribution France (GRDF), de M. Dominique Maillard, président du directoire de Réseau de transport d'électricité (RTE), de M. Philippe Monloubou, président du directoire d'Électricité réseau distribution France (ERDF), et de M. Thierry Trouvé, directeur général de GRTgaz.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Nicolas Mouchnino, chargé de mission énergie à l'Union fédérale des consommateurs - Que Choisir, et de M. Frédéric Blanc, juriste.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** [n° 251 (2013-2014)] - (14 janvier 2014) - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 217, 218).

- **Débat sur la production énergétique en France : avenir de la filière du nucléaire et nouvelles filières de production d'énergie** - (23 janvier 2014) (p. 598, 600).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (29 janvier 2014) - **Article 61** (*art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement*) (p. 893). - **Article 62 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 551-2-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un statut pour les magasins de producteurs*) (p. 905). (p. 905). (p. 906).

- **Question orale sans débat sur la concurrence entre les entreprises établies en France et celles établies dans un autre état membre de l'Union européenne** - (4 février 2014) (p. 1283). (p. 1284).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne** [n° 182 (2013-2014)] - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1694).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique** [n° 194 (2013-2014)] - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2352, 2354).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2645, 2646).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 10 bis A (nouveau)** (*art. L. 665-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles dans le patrimoine de la France*) (p. 2839, 2840). - **Articles additionnels après l'article 10 bis A** (p. 2841, 2842). (p. 2842). (p. 2842).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises** [n° 441 (2013-2014)] - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3223, 3224).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 444 (2013-2014)] - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3379, 3381). - **Article 2 E** (*art. L. 2242-5 et L. 2242-7 du code du travail - Réforme de la*

négociation annuelle sur l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes (p. 3389). (p. 3390).

- **Question orale sans débat sur les effectifs d'enseignants en fonction d'élèves supplémentaires** - (29 avril 2014) (p. 3511, 3512). (p. 3513).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Article unique** (p. 3674, 3675).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 1262-4-1 à L. 1262-4-6 [nouveaux] et L. 1262-5 du code du travail - *Obligation de vigilance et solidarité financière du cocontractant en cas de non-paiement du salaire des travailleurs détachés*) (p. 3727, 3728).

- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4153, 4155).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** - *Deuxième lecture* [n° 744 (2013-2014)] - (18 juillet 2014) - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - *Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France*) (p. 6403, 6404).

- **Question orale sans débat sur l'entraide familiale dans l'agriculture** - (22 juillet 2014) (p. 6574, 6575). (p. 6575).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Article 1er** (*Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire*) (p. 7074, 7075).

- **Question orale sans débat sur la viticulture dans le département de l'Aude** - (21 octobre 2014) (p. 7213, 7214). (p. 7214).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7436, 7437).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7543). (p. 7544).

- **Question orale sans débat sur la ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan** - (4 novembre 2014) (p. 7655, 7656). (p. 7656).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 8432, 8434). - **Article unique** (p. 8448, 8449).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9611, 9612).

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9718, 9719).

COURTOIS (Jean-Patrick)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

Vice-président du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014 ; a présidé les séances des 14, 28 janvier, 4, 6, 13, 20 février, 15 avril, 21, 27 mai, 12, 17 et 25 juin 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES).

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection le 17 décembre 2014.

Membre titulaire l'Observatoire de la récidive et de la désistance le 2 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 418 (2013-2014)] tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 610 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Sécurité [n° 114 tome 15 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'Etat », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurités » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants** [n° 611 (2013-2014)] - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4905, 4906).

- Rapporteur - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4918). (p. 4918). (p. 4919). - **Article 1er** (*Règles applicables à l'attribution d'une étiquette politique aux candidats et élus à une élection au suffrage universel*) (p. 4920). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4923).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** [n° 10 (2014-2015)] - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7059, 7061). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7096, 7097). (p. 7097).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7124). (p. 7125, 7126).

- *Commission mixte paritaire* [n° 38 (2014-2015)] - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7673, 7674).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour la sécurité (p. 9174, 9175).

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel du 22 janvier 2014 au 8 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Vice-présidente de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Protection judiciaire de la jeunesse [n° 114 tome 10 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (commission des lois) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Michèle-Laure Rassat, professeur émérite des facultés de droit, spécialiste du droit pénal.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Débat sur les orientations du rapport.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Mireille Delmas-Marty, professeur honoraire au Collège de France.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Audition de Mme Christine Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine

privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 61).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Article 2** (*art. 6, 7, art. 9-1 à 9-3, 10-3 et 10-4 [nouveaux], 11 et 12 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ; art. 5 de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir - Nouveau programme national de renouvellement urbain*) (p. 245). - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 249). (p. 250).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 427, 428).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 445, 446).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Article 1er** (*Conditions de fermeture d'un établissement public de santé*) (p. 512, 513).

- **Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 121 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 578, 579). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 593, 594).

- **Débat sur la production énergétique en France : avenir de la filière du nucléaire et nouvelles filières de production d'énergie** - (23 janvier 2014) (p. 597, 598).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Article 2** (*art. 972 et 975 du code civil - Habilitation du*

Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures relevant du droit des régimes matrimoniaux - Testament par acte public des personnes sourdes ou muettes) (p. 623). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 624). - **Article 3 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à une réforme complète des dispositions du code civil relatives au droit des contrats et des obligations*) (p. 630, 631). - **Article 9** (art. L. 421-11, L. 911-4, L. 971-2, L. 972-2, L. 973-2 et L. 974-2 du code de l'éducation, code général des collectivités territoriales, dont ses articles L. 2121-34, L. 2213-14 et L. 2223-21-1, code de la route, code de la sécurité intérieure, code du sport, code des transports, loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Diverses dispositions et habilitations du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures nécessaires en matière d'administration territoriale - Mesures d'application directe correspondantes) (p. 642, 643). (p. 643).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1488, 1489). (p. 1491). (p. 1494). (p. 1500). (p. 1500). - **Article 2** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - *Suppression des motifs d'ordre public fondant la mise en demeure de quitter les lieux*) (p. 1516).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections - Deuxième lecture [n° 339 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1544).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - *Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1818). (p. 1823). (p. 1825, 1826).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3385, 3386).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 468 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3542, 3543).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3875). (p. 3876). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Validation des contrats de prêt ne comportant pas de TEG*) (p. 3883). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3889).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 498 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3999, 4000).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Commission mixte paritaire [n° 528 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4013, 4014).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 546 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4318, 4319).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4378, 4379). - **Article 1er** (*Suppression du point de départ de la prescription du viol sur mineur, à la majorité de la victime*) (p. 4384, 4385).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4932, 4933).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Article 1er** (art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - *Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques*) (p. 4961).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5220, 5222).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) - **Question préalable** (p. 5249). - **Article 7 quater** (art. 723-17 [nouveau] du code de procédure pénale - *Convocation devant le juge de l'application des peines avant la mise à exécution des peines d'emprisonnement ferme aménageables non exécutées dans un délai de trois ans*) (p. 5273). (p. 5273). - **Article 7 quinquies A (nouveau)** (art. 122-1 du code pénal ; art. 362, 706-136-1 [nouveau], 706-137, 706-139, 721 et 721-1 du code de procédure pénale - *Atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits*) (p. 5277, 5278). (p. 5278). - **Article 8** (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal ; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - *Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale*) (p. 5283). (p. 5284). (p. 5287). (p. 5288). - **Article 8 bis (supprimé)** (art. 132-70-4 [nouveau] du code pénal - *Possibilité pour le juge de l'application des peines de convertir une peine d'emprisonnement d'une durée maximale d'un an en une peine de contrainte pénale*) (p. 5289). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - *Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits*) (p. 5293). (p. 5296).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Article 15 quater** (art. L. 132-5, L. 132-10-1 [nouveau], L. 132-12-1, L. 132-13 du code de la sécurité intérieure - *Possibilité de constitution d'un groupe de travail sur l'exécution des peines au sein des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Consécration des conseils départementaux de prévention de la délinquance pour élaborer les grandes orientations de la politique d'exécution des peines et de prévention de la récidive*) (p. 5359, 5360). (p. 5360). - **Article 19 B (nouveau)** (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3, 24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquance ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - *Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs*) (p. 5377, 5378). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 5382). (p. 5382, 5384). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5386, 5387).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5517, 5519).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5562, 5563). (p. 5564, 5565). (p. 5565, 5566). (p. 5567).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6730, 6731).

- **Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier central de Gerland à Lyon [n° 731 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6751).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Commission mixte paritaire [n° 775 (2013-2014)]** - (24 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6803, 6805).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Article 4** (art. 421-2-5 [nouveau] du code pénal ; art. 24, 24 bis, 48-1, 48-4 à 48-6, 52 et 65-3 de la loi du 29 juillet 1881 - Transfert des délits de provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie du terrorisme de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse dans le code pénal) (p. 7101). (p. 7103).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 5** (art. 421-2-6 [nouveau] et 421-5 du code pénal - Création d'un délit d'entreprise terroriste individuelle) (p. 7117). (p. 7119). (p. 7119). (p. 7120).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Composition et rôle de la commission chargée de recueillir l'information nécessaire à la mission de la Haute Cour) (p. 7280). (p. 7281).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7302, 7303).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er A (Rappel des vocations de chaque échelon local)** (p. 7454, 7455). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7477, 7478).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7528). (p. 7551).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7769, 7770).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9270, 9271). (p. 9275, 9276). - **Article 56 quater (nouveau)** (Reconnaissance du caractère discriminatoire et abusif du licenciement pour faits de grève des mineurs grévistes en 1948 et 1952 et versement d'une allocation forfaitaire) (p. 9283).

Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation

- (1er décembre 2014) - **Etat B** (p. 9347, 9348).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9409). (p. 9409). (p. 9410).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2014) (p. 9678, 9679).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9692).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10474, 10475).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déraillement d'un train de déchets nucléaires en gare de Drancy** - (9 janvier 2014) (p. 177).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 522, 525).

- **Question orale sans débat sur le contrôle et l'évaluation de la maintenance aérienne** - (4 février 2014) (p. 1262).

- **Question orale sans débat sur les interruptions du trafic ferroviaire pour cause d'accidents corporels** - (4 février 2014) (p. 1263).

- **Question orale sans débat sur les enjeux maritimes et le développement de l'économie maritime à Wallis-et-Futuna** - (4 février 2014) (p. 1264).

- **Question orale sans débat sur la desserte ferroviaire Paris / Clermont-Ferrand** - (4 février 2014) (p. 1265).

- **Question orale sans débat sur le carnet de commande des Chantiers de Saint-Nazaire** - (4 février 2014) (p. 1266).

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1470, 1477).

CUVILLIER (Frédéric)
ministre délégué auprès du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche
(jusqu'au 1er avril 2014)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche
(du 10 avril 2014 au 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'extension de l'aéroport de Paris-Orly** - (7 janvier 2014) (p. 24).

- **Question orale sans débat sur le financement des maisons de l'emploi et de la formation** - (7 janvier 2014) (p. 25).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la SNCM** - (9 janvier 2014) (p. 172, 173).

- **Question orale sans débat sur la fermeture du centre de Météo-France de Pau** - (15 avril 2014) (p. 3058).
- **Question orale sans débat sur l'avenir des établissements publics territoriaux de bassin interdépartementaux** - (15 avril 2014) (p. 3059, 3060).
- **Question orale sans débat sur la suppression de l'arrêt du «train de Matisse» au Cateau-Cambrésis** - (15 avril 2014) (p. 3060, 6061).
- **Question orale sans débat sur l'écotaxe et Ecomouv'** - (15 avril 2014) (p. 3062).
- **Question orale sans débat sur le devenir de la ligne Aubrac** - (15 avril 2014) (p. 3063).
- **Question orale sans débat sur les difficultés de la liaison ferroviaire entre Clermont-Ferrand et Lyon** - (29 avril 2014) (p. 3509, 3510).
- **Question orale sans débat sur le dysfonctionnement au sein de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques** - (29 avril 2014) (p. 3511).
- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4034, 4036). (p. 4048, 4049). - **Article 2 A (nouveau)** (art. L. 5442-1 [nouveau] du code des transports - Exercice de l'activité de protection des navires par les seules personnes morales) (p. 4050). - **Article 3** (art. L. 5442-2 [nouveau] du code des transports - Délivrance de l'autorisation d'exercice de l'activité) (p. 4050). - **Article 6** (art. L. 5442-5 [nouveau] du code des transports - Conditions à remplir pour l'obtention de l'autorisation d'exercer) (p. 4051). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 5442-8 [nouveau] du code des transports - Encadrement du contenu des documents contractuels ou publicitaires) (p. 4052). - **Article 12** (art. L. 5442-11 [nouveau] du code des transports - Conditions à remplir par les employés des entreprises privées de protection des navires) (p. 4053). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4054). (p. 4054). (p. 4054). - **Article 18** (art. L. 5443-1 [nouveau] du code des transports - Zones d'exercice de l'activité de protection des navires) (p. 4055). - **Article 23** (art. L. 5443-6 [nouveau] du code des transports - Embarquement, stockage et remise aux agents des armes) (p. 4056). - **Article 31** (art. L. 5444-1 [nouveau] du code des transports - Contrôles effectués auprès des entreprises de protection des navires par la police ou la gendarmerie nationales) (p. 4057). - **Article 34** (art. L. 5444-4 [nouveau] du code des transports - Modalités de réalisation des contrôles en mer) (p. 4058). - **Article 34 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 62, 63, 413 bis et 416 bis [nouveau] du code des douanes, article 52 de la loi 93-1 du 4 janvier 1993 - Contrôle douanier à bord des navires) (p. 4060). - **Article 36 (supprimé)** (art. L. 5445-1 [nouveau] du code des transports - Sanctions disciplinaires prononcées par le Conseil national des activités privées de sécurité) (p. 4061). - **Article 37** (art. L. 5445-2 [nouveau] du code des transports - Sanctions pénales applicables pour plusieurs infractions à la présente loi) (p. 4062). (p. 4062). - **Article 39** (art. L. 5445-4 [nouveau] du code des transports - Sanction des obstacles aux contrôles et, pour le salarié, du défaut de carte professionnelle) (p. 4063). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 4063). (p. 4064).
- **Question orale sans débat sur la réduction du réseau de distribution de la Société nationale des chemins de fer français** - (27 mai 2014) (p. 4305).
- **Question orale sans débat sur la situation des mytiliculteurs de la baie de l'Aiguillon en Charente-Maritime** - (27 mai 2014) (p. 4306, 4307).
- **Question orale sans débat sur le développement des parcs solaires photovoltaïques** - (27 mai 2014) (p. 4307, 4308).
- **Question orale sans débat sur la mise en cause du principe de continuité écologique créé dans la loi sur l'eau** - (3 juin 2014) (p. 4398).
- **Question orale sans débat sur la desserte ferroviaire de la Seine-Maritime** - (3 juin 2014) (p. 4399, 4400).
- **Question orale sans débat sur les lignes à haute tension survolant des lieux accueillant des publics sensibles** - (3 juin 2014) (p. 4400, 4401).
- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires - Commission mixte paritaire [n° 552 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4438, 4439). - **Article 12 bis (Coordination)** (p. 4454). - **Article 34 (Modalités de réalisation des contrôles en mer)** (p. 4454).
- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** - (10 juin 2014) (p. 4669, 4672).
- **Question orale sans débat sur la restructuration du cadencement de la ligne à grande vitesse entre Arras et Paris** - (17 juin 2014) (p. 4896, 4897).
- **Question orale sans débat sur l'avenir de la taxe générale sur les activités polluantes dite « granulats »** - (17 juin 2014) (p. 4897, 4898).
- **Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies - Deuxième lecture [n° 640 (2013-2014)]** - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5124, 5125). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5131).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût de la fermeture de Fessenheim** - (3 juillet 2014) (p. 5485).
- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5863, 5868). (p. 5892, 5895). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5896, 5897). (p. 5897). - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire) (p. 5907). (p. 5908). (p. 5908). (p. 5909). (p. 5910, 5911). (p. 5911). (p. 5912). (p. 5914). (p. 5914). (p. 5916, 5917). (p. 5917). (p. 5917, 5918). (p. 5918, 5919). (p. 5919). (p. 5920). (p. 5921). (p. 5922). (p. 5922, 5923). (p. 5924). (p. 5924). (p. 5925). (p. 5926). (p. 5926). (p. 5927). (p. 5927). (p. 5928). (p. 5928). (p. 5929). (p. 5929). (p. 5930). (p. 5930). (p. 5931).
- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) (p. 5947). (p. 5948). (p. 5949, 5950). (p. 5951). (p. 5952). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 5954, 5955). (p. 5955, 5956). - **Article 2** (art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - SNCF Réseau) (p. 5961). (p. 5962). (p. 5964, 5965). (p. 5967). (p. 5970). (p. 5971, 5972). (p. 5975). (p. 5975). (p. 5976). (p. 5976, 5977). (p. 5977, 5978). (p. 5980). (p. 5980). (p. 5981). (p. 5981). (p. 5982). (p. 5983). (p. 5983). (p. 5984). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5984, 5985). (p. 5986). - **Article 2 bis A** (art. L. 3114-1, L. 3114-2 et L. 3114-3 [nouveaux] du code général de la propriété des personnes publiques - Transfert de propriété du domaine public ferroviaire au bénéfice des régions) (p. 5987). - **Article 2 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2112-1-1 [nouveau] et L. 2121-10 du code des transports - Compétence des régions pour créer ou exploiter des lignes d'intérêt régional) (p. 5988). - **Article additionnel après l'article 2 bis B** (p. 5989). - **Article 2 bis** (art. L. 2121-12 et L. 2133-1 du code des transports - Vérification de l'objet principal du service en matière de cabotage) (p. 5990, 5991). (p. 5992). - **Article 2 ter**

(Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement de l'évolution de la dette historique du système ferroviaire) (p. 5994). (p. 5995). (p. 5995). (p. 5996). (p. 5997). - **Article 3** (art. L. 2122-2, L. 2122-4, L. 2122-4-1 et L. 2122-4-2 [nouveaux], L. 2122-9, L. 2123-1, L. 2123-2-1 [nouveau], L. 2123-3 à L. 2123-11 du code des transports - Maintien de la compétence de gestion des gares auprès de SNCF Mobilités) (p. 5998). (p. 5999, 6000). (p. 6000). - **Article 4** (art. L. 2131-1, L. 2131-2, L. 2131-4, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-8-1 et L. 2132-8-2 [nouveaux], L. 2132-9, L. 2132-10, L. 2132-13, L. 2133-4, L. 2133-5, L. 2133-5-1 [nouveau], L. 2133-9, L. 2133-10 et L. 2133-11 [nouveaux], L. 2134-2, L. 2134-3, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-7 et L. 2135-8 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires, ARAF) (p. 6004). (p. 6004). (p. 6005). (p. 6006, 6007). (p. 6007). (p. 6008). (p. 6008). (p. 6009). - **Article 5** (art. L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5, L. 2141-6, L. 2141-7, L. 2141-8, L. 2141-9, L. 2141-10, L. 2141-11, L. 2141-12, L. 2141-13, L. 2141-14, L. 2141-15, L. 2141-16, L. 2141-18 et L. 2141-19 du code des transports - SNCF Mobilités) (p. 6011). (p. 6011). (p. 6012). (p. 6012). (p. 6013). (p. 6013). (p. 6013). (p. 6014). (p. 6015). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6017). - **Article 5 bis** (art. L. 2144-2 du code des transports - Compétences et prérogatives des régions) (p. 6018). (p. 6022, 6023). (p. 6025, 6026). (p. 6027). (p. 6028). - **Article 5 ter (nouveau)** (art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Versement transport interstitiel au profit des régions) (p. 6028). (p. 6029). (p. 6030). (p. 6030, 6031). (p. 6031). (p. 6031). - **Article 6** (art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 1321-3-1 [nouveau], L. 1321-9 et L. 2161-1, L. 2161-2, L. 2162-1 et L. 2162-2 [nouveaux] du code des transports - Cadre social commun) (p. 6033). (p. 6033). - **Article 6 bis A (nouveau)** (art. L. 2231-8-1 du code des transports - Protection des circulations ferroviaires contre les perturbations liées aux ondes émises par des tiers) (p. 6034). - **Article 6 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2221-11, L. 2221-12 [nouveaux] et L. 2221-6 du code des transports - Obligation de compte rendu d'événements mettant en cause la sécurité ferroviaire) (p. 6034). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2241-1, L. 2241-1-1 et L. 2242-9 [nouveaux] du code des transports - Libre accès aux trains des officiers et agents de police judiciaire) (p. 6035). -

Articles additionnels après l'article 9 (p. 6037). (p. 6037). - **Article 10** (Transfert à SNCF Réseau des biens, droits et obligations attachés aux missions de gestion de l'infrastructure) (p. 6038). (p. 6039). (p. 6039). - **Article 11** (Transfert à la SNCF des biens, droits et obligations liés à ses missions) (p. 6040). (p. 6040). - **Article 11 bis** (Transfert à SNCF Réseau de terminaux de marchandises et de certaines installations de services) (p. 6041). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 6042). (p. 6043, 6044). - **Article 12** (Poursuite des contrats de travail des agents de la SNCF et de RFF) (p. 6045). (p. 6045). - **Article 16** (Transfert de la propriété des biens du domaine public intéressant la défense nationale) (p. 6045). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (Élections professionnelles anticipées) (p. 6046). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 6046).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**. - (10 juillet 2014) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Remplacement du terme de vice-président du directoire par celui de « président délégué » du directoire) (p. 6050). - **Vote sur l'ensemble** (p. 6051, 6052).

- **Question orale sans débat sur la redevance de congestion perçue sur les tronçons routiers** - (22 juillet 2014) (p. 6567, 6568).

- **Question orale sans débat sur les campagnes de mesures de la qualité de l'air** - (22 juillet 2014) (p. 6568, 6569).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 152 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 153 (2013-2014)** (p. 6676, 6679).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF - Commission mixte paritaire [n° 153 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 152 (2013-2014)**.

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La France et l'Iran : des relations économiques et financières à reconstruire [n° 605 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 [n° 95 (2014-2015)] (12 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Égalité des territoires et logement [n° 108 tome 3 annexe 12 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des finances*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) :

Audition de MM. Bernard Benhamou, ancien conseiller de la délégation française au sommet des Nations unies pour la société de l'information (2003-2006) et ancien délégué aux usages de l'Internet (2007-2013), et Laurent Sorbier, conseiller référendaire à la Cour des comptes, professeur associé à l'université Paris-Dauphine.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des finances*) : Gestion de la dette française - Audition de M. Ambroise Fayolle, directeur général de l'Agence France trésor.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Services historiques de la défense - Communication.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des finances*) : Engagement du groupe La Poste suite à l'entrée en gestion extinctive du Crédit immobilier de France et action du groupe dans le financement des collectivités territoriales - Audition conjointe de MM. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste, président du conseil de surveillance de la Banque Postale, et Rémy Weber, président du directoire de la Banque Postale.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

(*commission des finances*) : Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des finances*) : Dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logements privés - Gestion de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) - Audition de MM. Philippe Baccou, président de section à la cinquième chambre de la Cour des comptes, Étienne Crépon, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Claude Dilain, président de l'ANAH, Pierre Ducret, président-directeur général de CDC Climat, et Michel Pelenc, directeur de la fédération nationale « Habitat et développement ».

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des finances*) : Projet d'opérateur national de paye (ONP) - Audition conjointe de M. Olivier Bourges, directeur général adjoint à la direction générale des finances publiques (DGFIP), Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), M. Jacques Marzin, directeur de la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication (DISIC) et de Mme Valérie Metrich-Hecquet, secrétaire générale du ministère de l'agriculture.

Situation économique et financière de l'Autriche, de la Hongrie et de la Slovaquie - Communication de M. Philippe Marini.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Financement de la sûreté nucléaire - Contrôle budgétaire - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Externalisations en opérations extérieures - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement pour 2013 et débat d'orientation des finances publiques pour 2015 - Examen du rapport et du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Accord entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») - Examen du rapport.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des finances*) : Questions diverses - Communication sur la préparation de l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE) dans les domaines économiques et financiers.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des finances*) : Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) - Audition, ouverte à la presse, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. Philippe Dallier, Charles Guéné et Jacques Mézard sur « l'évolution des finances locales à l'horizon 2017 », et présentation de la méthodologie utilisée par le cabinet Michel Klopfer, finances locales consultants.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif aux centres provisoires d'hébergement - CPH) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles

rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » (et article 51) et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » de la mission « Politique des territoires » et programme « Politique de la ville » de la mission « Politique des territoires » (et article 57 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » (et articles 52 à 54) - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'État chargé de la réforme territoriale.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'article 17.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 55, 56).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tournant social-libéral** - (9 janvier 2014) (p. 173).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 205, 207). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 216). - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 219, 220). (p. 221). - **Article 2** (art. 6, 7, art. 9-1 à 9-3, 10-3 et 10-4 [nouveaux], 11 et 12 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ; art. 5 de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir - Nouveau programme national de renouvellement urbain) (p. 241). (p. 242, 243). (p. 243). (p. 246, 247). - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 252, 253). (p. 253, 254). (p. 254). (p. 261).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositif de veille active*) (p. 283). (p. 285). - **Article 10 A (nouveau)** (art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - *Discrimination en fonction du lieu de résidence*) (p. 290, 291). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 298). (p. 298, 299). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 304).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 747). (p. 747, 748). (p. 751). (p. 751). (p. 751, 752). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - *Réglementation relative à la vente à distance*) (p. 767). (p. 767). (p. 767). (p. 768).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - *Assurance emprunteur*) (p. 845). (p. 848). (p. 848). (p. 850). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 868). (p. 873). (p. 875). (p. 875).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 939, 941).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 janvier 2014) (p. 955).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)] (suite)** - (30 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10-1 A [nouveau] de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation ; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - *Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 964). (p. 969). (p. 969). (p. 971). - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et

portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 978). (p. 982). (p. 983). (p. 983). (p. 987). (p. 988). (p. 991). (p. 992). (p. 993). (p. 993). (p. 995). (p. 995). - **Article 2** (art. 11-1, 11-2 [nouveau], 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 1012). (p. 1012). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1027, 1028). (p. 1031). - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] et 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Renforcement de l'information des acquéreurs de lots de copropriété) (p. 1069, 1070). (p. 1070). - **Article 37** (art. L. 615-6, L. 615-7 et L. 615-8, L. 615-9 et L. 615-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme de la procédure de carence et création d'une procédure expérimentale d'expropriation des parties communes) (p. 1094). (p. 1094). (p. 1094). (p. 1095). (p. 1095).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 68** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers de l'Etat) (p. 1167). - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Mesures de coordination relatives au droit de préemption) (p. 1178).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1507).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 6** (art. L. 145-46-1 [nouveau] du code de commerce - Droit de préférence pour le locataire en cas de vente du local commercial qu'il occupe) (p. 3253). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3256). (p. 3257). (p. 3257). - **Article 7 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Entretien de l'aspect des locaux commerciaux) (p. 3257, 3258). (p. 3258). - **Article 7 bis B (Contrats de revitalisation commerciale)** (p. 3261). (p. 3261). (p. 3261). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 3263). (p. 3264). (p. 3264).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Article 1er (Nouvelle carte régionale)** (p. 5589).

- **Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 6** (tableau n° 7 annexé au code électoral - Répartition des conseillers régionaux entre régions et des candidats entre sections départementales) (p. 7605).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Article 34** (art. L. 121-15, L. 121-18-1, L. 121-22, L. 121-25 [nouveau], L. 121-34-2, L. 121-49, L. 121-87, L. 121-97, L. 121-98-1 [nouveau], L. 121-113 [nouveau], L. 121-114 [nouveau], L. 122-3 et L. 141-1 du code de la consommation - Correction d'insuffisances et d'incohérences juridiques dans le code de la consommation) (p. 7853). (p. 7854).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7894, 7898). - **Article 1er (supprimé)** (Approbation du rapport annexé) (p. 7916). - **Article 11** (Instauration d'un objectif d'évolution de la dépense publique locale) (p. 7926).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur « l'affaire Fillon »** - (13 novembre 2014) (p. 8117).

- **Questions cribles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8522, 8523). (p. 8523).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8535, 8537).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8570). - **Article 2** (Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens) (p. 8582). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8592). - **Article 4** (Art. 27 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières de cessions de terrains à bâtir) (p. 8614). - **Article 5** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel ») (p. 8624, 8627). (p. 8628). (p. 8628). (p. 8628, 8629). (p. 8629). - **Article 6 bis (nouveau)** (Art. 150 U du code général des impôts - Extension de l'exonération temporaire d'imposition des plus-values réalisées lors de la cession de biens immobiliers à tout acquéreur s'engageant à construire des logements sociaux) (p. 8646). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 8647). (p. 8647).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Article 7** (art. 278 sexies et 284 du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 8675). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8681). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. 278 sexies du code général des impôts - Extension de l'application du taux réduit de TVA à certaines opérations immobilières en matière de logement social) (p. 8683). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodecies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 8693, 8694).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 (suite)** (p. 8727, 8728). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8739). - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au

développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL (p. 8758, 8759). (p. 8762). (p. 8775). (p. 8778). (p. 8779). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8780). (p. 8780). - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8814, 8815).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 17 (réservé)** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8875). (p. 8875). - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8903).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8983).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - **Article additionnel avant l'article 58** (p. 9405). (p. 9405).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9470).

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9499, 9501).

- Rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9517, 9518). (p. 9518).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9788, 9789). (p. 9792). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil d'effort fiscal pour bénéficier du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC, en 2016) (p. 9801, 9802).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Article 52** (art. L. 351-2 du code de la construction

et de l'habitation et art. L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des aides personnelles au logement « accession ») (p. 9812). (p. 9813). - **Article 53** (art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Financement du Fonds national d'aide au logement, FNAL, par la participation des employeurs à l'effort de construction, PEEC) (p. 9813, 9814). - **Article 54** (art. L. 452-1-1 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Contribution financière au développement de l'offre de logements sociaux) (p. 9815). (p. 9817). - **Articles non rattachés - Article additionnel après l'article 42 ter** (p. 9861). - **Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9868). (p. 9869).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31, L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37 L. 2333-38 L. 2333-39 L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code du tourisme - Réforme de la taxe de séjour) (p. 9894). (p. 9897). (p. 9900). - **Articles additionnels après l'article 44 ter** (p. 9906). (p. 9908). (p. 9909). - **Article 44 undecies (nouveau)** (art. 244 quater C du code général des impôts - Informations relatives à l'utilisation du CICE) (p. 9918, 9919). - **Articles additionnels après l'article 44 duodecies** (p. 9922).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (12 décembre 2014) (p. 10144).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 9** (Prélèvement de 15 millions d'euros sur les ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social) (p. 10176).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10485, 10487).

- **Projet de loi de finances pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 190 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2014) (p. 10569, 10571).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Nouvelle lecture [n° 192 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 190 (2014-2015)**.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Réforme territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Proposition de résolution européenne n° 73 sur l'expression des parlements nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne - Examen du rapport de M. Robert Navarro.

DANESI (René)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux - Communication de Mme Fabienne Keller et de M. François Marc.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Octroi de mer - Communication de M. Georges Patient.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7474).

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
ECOLO

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 23 juin 2014.

Vice-président de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 496 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 357 (2013-2014)] d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 540 (2013-2014)] (20 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. François Lichère, professeur de droit et Frédéric Marty, économiste.

Audition de M. Romaric Lazerges, avocat au Barreau de Paris (Cabinet Allen & Overy).

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Antoine Maucorps, chef de la mission de la tarification et Olivier Quoy, adjoint, direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Pascal Bertheaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de

MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain-Dubourg, rapporteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE.

(commission du développement durable): Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain-Dubourg, auteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'Environnement du CESE.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Frédéric Cuvillier, ancien ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Jean-Claude Plâ, président, Denis Baudouin, membre et prochain président, et Jean-Christophe Gavend, membre, groupement de transporteurs ASTRE.

Audition de M. Thierry Mariani, ancien ministre chargé des transports du 14 novembre 2010 au 10 mai 2012.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*): Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées): Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'Homme, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

(commission des affaires économiques): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 15 mai 2014 (*commission du développement durable*): Activités privées de protection des navires - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission du développement durable*): Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Orientation et programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*): Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Péage de transit poids lourds - Communication.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Avancement du projet de cartes d'anticipation du changement climatique - Audition de MM. Pascal Bertheaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) et Jean-Marc Lacave, président-directeur général de Météo France.

Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 8 et 11 bis du texte de la commission des lois.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde de think tanks.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 525, 526).

- **Débat sur la production énergétique en France : avenir de la filière du nucléaire et nouvelles filières de production d'énergie** - (23 janvier 2014) (p. 601, 603). (p. 604).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1370, 1371).

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1459, 1461).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2347, 2348).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier parlementaire sur les sujets environnementaux** - (10 avril 2014) (p. 2666).

- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4143, 4147).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4183, 4185). - **Article 1er** (*Définition des objectifs*) (p. 4200). (p. 4200). (p. 4205). (p. 4205). (p. 4205). - **Article 3** (*Actualisation des orientations et cohérence de l'ensemble des politiques publiques*) (p. 4206). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Rôle et complémentarité de l'ensemble des acteurs*) (p. 4208). (p. 4208). (p. 4208). (p. 4209). (p. 4209). (p. 4209). - **Article 5** (*Responsabilité sociale et environnementale*) (p. 4212). - **Article 9** (*art. L. 1115-1 et L. 1822-1 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique de l'action internationale des collectivités territoriales*) (p. 4223). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (*Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique*) (p. 4245). (p. 4245). (p. 4245). (p. 4248). (p. 4248). (p. 4252). (p. 4254). (p. 4254). (p. 4254). (p. 4255). (p. 4255, 4256). (p. 4260). (p. 4261). (p. 4264, 4265). (p. 4266). (p. 4266, 4267). (p. 4267). (p. 4269). (p. 4269). (p. 4271). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4275).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public [n° 562 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4422, 4423).

- **Débat sur la Corse et la réforme territoriale** - (30 juin 2014) (p. 5419, 5420).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5447, 5448).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5499, 5502).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5556, 5557). (p. 5565). (p. 5576). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5589, 5590). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5616). (p. 5616). - **Article 3** (*art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations*) (p. 5619). (p. 5621). (p. 5621). (p. 5622). (p. 5623). (p. 5624). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5628). - **Article 5** (*art. L. 335 du code électoral - Assimilation de la métropole de Lyon à une section départementale pour l'élection des conseillers régionaux*) (p. 5629). - **Article 7** (*art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale*) (p. 5659). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5671). - **Article 12** (*art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux*) (p. 5673). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5679). (p. 5680). (p. 5680, 5681). (p. 5681). (p. 5681, 5682). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5682, 5683).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5882, 5884). - **Article 1er** (*art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2102-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveau] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire*) (p. 5910). (p. 5910). (p. 5911). (p. 5914). (p. 5927). (p. 5928). (p. 5928). (p. 5929). (p. 5929). (p. 5929, 5930).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) - **Article 2** (*art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - SNCF Réseau*) (p. 5969). (p. 5973, 5974). (p. 5976). (p. 5977). (p. 5977). - **Article 5** (*art. L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5, L. 2141-6, L. 2141-7, L. 2141-8, L. 2141-9, L. 2141-10, L. 2141-11, L. 2141-12, L. 2141-13, L. 2141-14, L. 2141-15, L. 2141-16, L. 2141-18 et L. 2141-19 du code des transports - SNCF Mobilités*) (p. 6013). (p. 6013). (p. 6014). - **Article 5 bis** (*art. L. 2144-2 du code des transports - Compétences et prérogatives des régions*) (p. 6020). (p. 6025). (p. 6027). (p. 6027). (p. 6027). (p. 6028). - **Article 5 ter (nouveau)** (*art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Versement transport interstitiel au profit des régions*) (p. 6029). (p. 6030). (p. 6031). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6036, 6037). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6047).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7301, 7302).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7387, 7389).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7407, 7409).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2014) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7448). - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7458). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7479, 7480). (p. 7482, 7483).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7506, 7507).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la méthodologie et le processus décisionnel dans l'élaboration des grands projets** - (30 octobre 2014) (p. 7534, 7535).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] (suite) - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7547). (p. 7556, 7557). (p. 7561). (p. 7562). (p. 7562). (p. 7565). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7566). - **Article 2** (*Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions*) (p. 7571). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 7576). (p. 7578). (p. 7581, 7582). (p. 7584). (p. 7586). (p. 7587). (p. 7587, 7588). (p. 7588). (p. 7589). (p. 7589). (p. 7594). - **Article 6** (tableau n° 7 annexé au code électoral - *Répartition des conseillers régionaux entre régions et des candidats entre sections départementales*) (p. 7605). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 6 et 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - *Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux*) (p. 7613). (p. 7614). - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 4132-31 et L. 4132-21-3 [nouveau] du code

général des collectivités territoriales - Composition des commissions régionales et désignation à la présidence d'une commission d'un élu d'opposition) (p. 7617). (p. 7618). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 7619). (p. 7619). - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 4132-23 du code général des collectivités territoriales - *Déclaration d'appartenance à l'opposition d'un groupe d'élus au sein du conseil régional*) (p. 7620). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7621, 7622).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles** [n° 802 (2013-2014)] - (19 novembre 2014) - **Article 1er** (*Création d'un malus automobile assis sur la quantité de polluants atmosphériques émise*) (p. 8483). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8486, 8487). (p. 8488, 8489). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8491, 8492).

- **Questions cribles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8524). (p. 8525).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Nouvelle lecture* [n° 171 (2014-2015)] - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10383, 10385). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 10387). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 10390). (p. 10391).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10452, 10454).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997** [n° 138 (2014-2015)] - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10613, 10614).

DARNAUD (Mathieu)
sénateur (Ardèche)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 6 novembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)]** - (23 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7352).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes**

[n° 145 (2014-2015)] - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10352, 10353).

- **Question orale sans débat sur la défaillance du réseau téléphonique en Ardèche** - (16 décembre 2014) (p. 10426, 10427). (p. 10427).

DARNICHE (Philippe)
sénateur (Vendée)
NI

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 23 janvier 2014.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Vice-président de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les valeurs de la société** - (5 juin 2014) (p. 4635, 4636).

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis secrétaire le 4 décembre 2014.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre suppléant du Haut conseil du financement de la protection sociale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Engagements financiers de l'Etat [n° 108 tome 3 annexe 13 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget, sur les résultats de l'exercice 2013.

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Constitution.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Externalisations en opérations extérieures - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement pour 2013 et débat d'orientation des finances publiques pour 2015 - Examen du rapport et du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Constitution du bureau de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Engagements financiers de l'Etat », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - *Deuxième lecture* [n° 308 (2013-2014)] - (30 janvier 2014) - **Article additionnel après l'article 48** (p. 1116). (p. 1117, 1118).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la flexibilité du travail** - (6 février 2014) (p. 1450, 1451).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** [n° 381 (2013-2014)] - (24 février 2014) - **Article 3** (*art. 63-1 et 63-4-1 du code de procédure pénale - Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales*) (p. 2279).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises** [n° 566 (2013-2014)] - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5090, 5092).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5726, 5727).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013** [n° 715 (2013-2014)] - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6084, 6085).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019** [n° 56 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7909, 7910).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8544, 8546).

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 16** (*Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau*) (p. 8854). - **Article 17 (réserve)** (*art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI*) (p. 8879).

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9321, 9322).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9571, 9572).

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
 SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; rapporteur général de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; puis membre le 10 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 17 décembre 2014 ; nouvelle nomination du 17 décembre 2014 au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale ; nouvelle nomination ; membre suppléant le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014 ; puis vice-président du 11 mars 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Fiscalité et santé publique : état des lieux des taxes comportementales [n° 399 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les relations conventionnelles entre l'assurance maladie et les professions libérales de santé [n° 699 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale [n° 689 (2013-2014)] pour 2014 [n° 703 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 755 (2013-2014)] (17 juillet 2014) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale [n° 762 (2013-2014)] pour 2014 [n° 765 (2013-2014)] (22 juillet 2014) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde de représentants des organisations syndicales de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO).

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

(*commission des affaires sociales*): Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Agences régionales de santé - Présentation du rapport d'information.

Fiscalité comportementale - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*): Audition de M. Mark Keese, chef de la division de l'analyse et des politiques de l'emploi, Mme Pia Rattenhuber, statisticienne à la division des politiques sociales, M. Hervé Boulhol, économiste de la division des politiques sociales et Mme Gwenn Parent, économiste sur les politiques sur les travailleurs licenciés à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de Mme Hélène Paris, secrétaire générale du Conseil d'analyse économique (CAE) et de M. Pierre Cahuc, économiste membre du CAE.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*): Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Audition de M. Jacques Freyssinet, économiste.

Réunion du mercredi 23 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*): Audition de M. Olivier Bontout et de Mme Carola Bouton, de la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne.

Audition de M. Serge Lemaître, directeur de la sécurisation des parcours professionnels de Pôle emploi.

Audition de Mme Marie-Claire Carrère-Gée, présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Audition, sous forme de table ronde, des représentants des organisations d'employeurs (Medef, CGPME et UPA).

Audition, sous forme de table ronde, des représentants des syndicats de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO).

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*): Audition de M. Benjamin Gallezot, adjoint au directeur général, de la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCS).

Audition de M. Michel Houdebine, chef du service des politiques publiques à la direction générale du Trésor.

Audition de M. Olivier Passet, directeur des synthèses économiques du groupe Xerfi.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*): Audition de M. Louis Gallois, auteur du « Pacte pour la compétitivité française ».

(*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*): Régime social des indépendants - Audition de M. Stéphane Seillier, directeur général.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*): Audition conjointe de MM. Jacky Fayolle, directeur du centre Etudes et prospective (groupe Alpha), Jean-François Poupard, directeur général et Jean-Paul Raillard, chargé d'étude (cabinet Syndex).

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime social des indépendants - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*): Audition de M. Jean Agulhon, directeur des ressources humaines France du groupe Renault.

Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*): Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! » - Présentation du rapport d'information.

Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2013) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les relations conventionnelles entre l'assurance maladie et les professions libérales de santé - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen de la motion tendant à opposer la question préalable.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Désignation des conseillers prud'hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde des représentants des syndicats de salariés.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus) et à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national de veille sanitaire (Inves).

Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'utilisation du réseau ANTARES par les services de voirie départementale** - (7 janvier 2014) (p. 8, 9). (p. 9).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (*art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 474).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Article 1er** (*Conditions de fermeture d'un établissement public de santé*) (p. 514, 515).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dialogue social** - (10 avril 2014) (p. 2671, 2672).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3605, 3606).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en compte du congé maternité dans le calcul des droits à la retraite** - (5 juin 2014) (p. 4634, 4635).

- **Question orale sans débat sur l'impact de la politique agricole commune sur la filière des protéagineux et l'industrie agroalimentaire du pois** - (17 juin 2014) (p. 4891). (p. 4892).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 715 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6068, 6070).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6123, 6125).

- Rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Question préalable** (p. 6144).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2014*) (p. 6154). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6156). (p. 6157). - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés) (p. 6160, 6161). (p. 6166). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6169). (p. 6171). (p. 6172). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6179). (p. 6181, 6182). (p. 6184). (p. 6185). (p. 6187). (p. 6191). (p. 6192). (p. 6193). (p. 6194). (p. 6196). (p. 6198). (p. 6200). (p. 6201). (p. 6203). (p. 6204). (p. 6205). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6206). (p. 6207). (p. 6211). (p. 6213). (p. 6214). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13 ; L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6216). (p. 6217). (p. 6218). (p. 6219). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 6224). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6231). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6236).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6584, 6585). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L.242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6597). (p. 6598). (p. 6598). (p. 6602). (p. 6602). (p. 6603). (p. 6603). (p. 6604). (p. 6604). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13, L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6606). (p. 6606). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L.242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6616). - **Article 9** (art. L. 732-24 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime - Absence exceptionnelle de revalorisation de prestations de sécurité sociale au 1er octobre 2014) (p. 6619). - **Article 9 sexies** (art. 56 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014) - **Modulation en faveur des signataires d'un contrat d'accès aux soins du montant des plafonds de prise en charge des dépassements par les contrats d'assurance complémentaires éligibles à l'ACS** (p. 6622). - **Article 10** (Rectification de la dotation de l'assurance maladie au fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESP) pour l'année 2014) (p. 6623). - **Article 12** (Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) et de ses sous-objectifs) (p. 6624).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7474, 7475).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7524).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7968, 7971).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) - **Question préalable** (p. 8000, 8001).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C) (p. 8013, 8014). (p. 8019).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 7** (art. L. 130-1, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 131-2, L. 131-3, section II du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 133-10, L. 136-2, L. 136-5, L. 136-8, L. 137-11-1, L. 241-3, L. 242-13, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-11, L. 244-14 et L. 612-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et de la famille, art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 761-10 du code rural et de la pêche maritime et art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Prélèvements sociaux applicables aux revenus de remplacement) (p. 8033, 8034). - **Article 8 ter (nouveau)** (Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs) (p. 8045). (p. 8045). (p. 8046). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 131-6 et L. 242-4-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime - Intégration dans l'assiette des cotisations sociales de la fraction du revenu, distribuée aux dirigeants majoritaires de SA et de SAS, qui excède 10 % du capital social) (p. 8063, 8064).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigareilles sur celle en vigueur pour les cigarettes) (p. 8093, 8094). - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8105). - **Article 14** (art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés) (p. 8110, 8111). - **Article 21** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité) (p. 8140). (p. 8142, 8143). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 8175).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 29** (art. L. 161-35-2 (nouveau), L. 162-16-7 et L. 863-3 du code de la sécurité sociale - Tiers payant intégral pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS) (p. 8179). - **Article 33** (Création des centres d'information, de dépistage et de diagnostic gratuit des infections sexuellement transmissibles, CIDDG) (p. 8200). (p. 8200).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 37** (art. L. 6111-3-1 [nouveau] du code de la santé publique et L. 166-22-8-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Hôpitaux de proximité) (p. 8225). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé) (p. 8245). - **Article 43 bis (nouveau)** (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - Extension du répertoire des génériques aux médicaments dont la substance active est d'origine végétale ou minérale) (p. 8247, 8248). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8267). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8276). - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

à divers fonds et organismes) (p. 8280, 8281). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8281, 8282). (p. 8282). (p. 8283). (p. 8284). (p. 8285). (p. 8285). (p. 8285). (p. 8286). (p. 8286). (p. 8286). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 8324, 8325). - **Article 67 (nouveau)** (art. L114-12-1 du code de la sécurité sociale - Ajout du montant des prestations en espèces servies par les organismes de protection sociale aux données contenues dans le répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) pour mieux lutter contre la fraude aux prestations sociales) (p. 8333). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 8336, 8337).

- - **Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 9000).

Deuxième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C) (p. 9009, 9010).

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Approfondissement des allègements généraux de cotisations pour les entreprises et associations d'aide à domicile) (p. 9014). - **Article 10** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17- 5 [nouveau] et

L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments) (p. 9022). - **Article 12 ter A (supprimé)** (art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale - Exclusion de l'assiette des cotisations sociales de la fraction des dividendes distribuée aux dirigeants majoritaires de SARL) (p. 9026).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 47 bis (supprimé)** (art. L. 161-37, L. 161-39, L. 162-12-15, L. 162-17-6, L. 162-17-7, L. 165-2 et L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Évaluation de l'intérêt thérapeutique relatif des médicaments soumis à remboursement) (p. 9061). - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 9064). - **Article 54** (Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2015) (p. 9067). - **Article 61 A** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 9072, 9073). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 9080).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2014) (p. 9240, 9241).

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration des "Parcs nationaux de France".

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire le 22 janvier 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 544 (2013-2014)] relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 563 (2013-2014)] (27 mai 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 745 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Nicolas Mouchnino, chargé de mission énergie à l'Union fédérale des consommateurs - Que Choisir, et de M. Frédéric Blanc, juriste.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 48, 49).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 869).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 956, 957).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme*) (p. 1187). (p. 1190). (p. 1193).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (11 avril 2014) - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - *Préservation du foncier agricole*) (p. 2857). (p. 2866). (p. 2871).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 12 bis A (nouveau)** (*Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole*) (p. 2887). - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2890). - **Article 12 ter** (art. L. 122-3 du code de l'environnement - *Systématisation de l'analyse des effets des projets sur l'agriculture dans les études d'impact*) (p. 2900).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4479, 4482).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4496). (p. 4497). (p. 4497, 4498). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Guide des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4499). (p. 4500). (p. 4501). (p. 4501). - **Article 3** (*Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4503). - **Article 4** (*Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4505, 4506). (p. 4506). (p. 4507). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Pôles territoriaux de coopération économique*) (p. 4508). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 21 de la loi n° 2010-597 relative au Grand Paris - *Prise en compte des*

entreprises de l'économie sociale et solidaire dans les contrats de développement territorial (p. 4509). - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale ») (p. 4511). (p. 4512). (p. 4512). (p. 4513). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 4514). (p. 4515). (p. 4517). (p. 4519). (p. 4519). (p. 4520). - **Article 10 ter** (Innovation sociale) (p. 4522). - **Article 12 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-57-21 du code du travail - Remboursement des aides publiques en cas de fermeture d'un établissement) (p. 4524). - **Article 13** (Art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19, 19 septies, 22, 23, 25, 27 à 28 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, art. L. 512-36, L. 512-39 et L. 512-92 du code monétaire et financier - Simplification et modernisation du statut des coopératives) (p. 4526). (p. 4527). - **Article 14** (art. 19 quater, 19 duodecies, 25-1 à 25-5, 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947, art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 ; art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983, art. L. 524-2-1, L. 527-1-2 et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et art. L. 422-3, L. 422-12 et L. 313-17 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un régime général de révision coopérative) (p. 4535). (p. 4536). (p. 4536). (p. 4537). (p. 4537). (p. 4538). (p. 4539). - **Article 14 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la création d'un statut des unions d'entreprises de l'économie sociale et solidaire) (p. 4540, 4541). - **Article 21** (art. 19 quinquies, 19 septies, 19 undecies, 19 terdecies, 19 quaterdecies, 19 quindecies et 19 sexdecies A de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Assouplissement du régime des sociétés coopératives d'intérêt collectif) (p. 4545). - **Article 31** (art. L. 522-6 du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Droit des coopératives d'utilisation de matériel agricole de réaliser des travaux agricoles ou d'aménagement rural pour les communes et intercommunalités et des travaux de déneigement et de salage pour les collectivités territoriales) (p. 4548). (p. 4548). - **Article 34** (art. L. 931-16, L. 932-13-2 à L. 932-13-4 [nouveaux], L. 932-14-1 [nouveau], L. 932-22, L. 932-22-1 [nouveau] et art. L. 932-23 du code de la sécurité sociale, art. L. 221-4, L. 221-8, L. 221-8-1 [nouveau], L. 221-11, L. 221-14 et L. 227-1 [nouveau] du code de la mutualité, art. L. 145-1 à L. 145-8 [nouveaux] du code des assurances - Opérations de coassurance) (p. 4554). (p. 4554). - **Article 40 AA (Texte non modifié par la commission)** (art. 9-1 [nouveau] et 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Définition des subventions publiques) (p. 4560). - **Article 40 ABA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-4 du code de commerce - Obligations

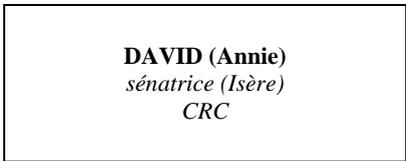
comptables des associations recevant un niveau de subvention supérieur à un seuil) (p. 4561). - **Article 40 AD** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-18 et L. 120-34 du code du service national - Volontariat associatif) (p. 4562). (p. 4562). (p. 4562). - **Article 40 AEA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 335-5, L. 613-3 et L. 614-2 du code de l'éducation - Validation des acquis de l'expérience pour les responsables associatifs) (p. 4563). - **Article 40 AFA** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Versement transport) (p. 4564). (p. 4564). (p. 4565). (p. 4566). (p. 4566). - **Article 40 AF (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur le congé d'engagement associatif) (p. 4566). - **Article 41** (art. 9 bis et 12 [nouveaux] de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Fusion et scission d'associations) (p. 4568). - **Article 42 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 626-2-1 et L. 641-4-1 [nouveaux] du code de commerce - Modalités d'élaboration d'un plan de sauvegarde) (p. 4571). - **Article 43** (art. 6 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Dons aux associations d'intérêt général) (p. 4571). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-4 du code de commerce - Respect des obligations de compatibilité et de publicité des comptes pour les associations recevant des subventions) (p. 4572). (p. 4572). - **Article 44 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Possibilité pour un mineur de devenir membre d'une association) (p. 4574). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Éco-organismes) (p. 4579). (p. 4579). (p. 4580). - **Article 49 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 et L. 541-10-8 du code de l'environnement - Agrément des éco-organismes et filière de gestion des déchets issus de pneumatiques) (p. 4582). - **Article 50 bis** (art. 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises - Définition du commerce équitable) (p. 4584).

- *Commission mixte paritaire [n° 544 (2013-2014)]* - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6294, 6297). - **Adoption de l'ensemble du projet de loi** (p. 6326).

- Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 17** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8914, 8915).



DAVID (Annie)
sénatrice (Isère)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014 ; présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 10 novembre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; puis secrétaire le 10 décembre 2014.

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie jusqu'au 13 octobre 2014.

Membre ès qualités de l'Observatoire de la laïcité jusqu'au 7 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les conséquences de la crise sur le système de protection sociale espagnol [n° 656 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Société.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de Mmes Agnès Le Bot, secrétaire confédérale et Catherine Perret, membre de la commission exécutive confédérale, de la confédération générale du travail (CGT).

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde de représentants des organisations syndicales de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO).

Réunion du jeudi 23 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition des représentants des employeurs (CGPME).

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde des représentants des employeurs (Medef, UPA).

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Coopération entre professionnels de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Reconquérir l'économie réelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Hommage à un sénateur décédé.

Reconquérir l'économie réelle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et adoption du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Egalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde de représentants des syndicats d'employeurs.

Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen des amendements au texte de la commission.

Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réduction d'activité des moniteurs de ski - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Régime social des indépendants - Audition de M. Stéphane Seillier, directeur général.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale.

(*commission des affaires sociales*) : Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime social des indépendants - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! » - Présentation du rapport d'information.

Conséquences de la crise économique sur le système de protection sociale espagnol - Compte rendu de la mission d'information.

Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information de 2005 sur l'amiante - Examen du rapport de suivi.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2013) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les relations conventionnelles entre l'assurance maladie et les professions libérales de santé - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut de veille sanitaire.

Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Désignation des candidats à l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conférence sociale 2014 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen de la motion tendant à opposer la question préalable.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut national du cancer.

Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Organisation des travaux.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Désignation des conseillers prud'hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde des représentants des syndicats de salariés.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour la session 2014-2015.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus) et à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national de veille sanitaire (Inves).

Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Article 2** (*Non-application des dispositions de l'art. 1er à certains établissements publics de santé*) (p. 517).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 17 quater** (*art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers*) (p. 806).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (11 février 2014) (p. 1524, 1525).

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1675).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (19 février 2014) - présidente de la commission des affaires sociales - **Rappel au règlement** (p. 1959).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 16** (art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - *Réforme de la représentativité patronale*) (p. 2195). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2223).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Article 2 bis B** (art. L. 1225-16 du code du travail - *Octroi de trois autorisations d'absence à un père salarié pour assister à certains examens prénataux de sa compagne*) (p. 3398, 3399). - **Article 3** (art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, art. 4 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat, art. 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - *Interdiction de soumissionner aux marchés publics en cas de délit de discrimination ou de méconnaissance des dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 3401). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11, 515-12 et 515-13 du code civil - *Renforcement des dispositions relatives à l'ordonnance de protection*) (p. 3414, 3415). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-1 du code de procédure pénale - *Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple*) (p. 3416). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3421). - **Article 14 bis (suppression maintenue)** (art. L. 316-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance de plein droit d'une carte de séjour aux victimes de la traite des êtres humains*) (p. 3422, 3423). (p. 3423, 3424).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3476, 3478). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre les agendas d'accessibilité programmée pour les établissements recevant du public et de clarifier la réglementation relative à la mise en accessibilité de ces établissements ainsi que des bâtiments d'habitation*) (p. 3489). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3502).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - présidente de la commission des affaires sociales - **Organisation de la discussion** (p. 3580).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 1er ter** (art. L. 8281-1 et L. 8281-2 [nouveaux] du code du travail - *Vigilance du donneur d'ordre en matière d'application de la législation du travail*) (p. 3737).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - *Encadrement du*

recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3791, 3792).

- **Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs [n° 514 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3904, 3906).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - *Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3935).

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4713, 4714).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Commission mixte paritaire [n° 632 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5199, 5200).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 715 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6089, 6090).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - *Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6177). (p. 6180). (p. 6184). (p. 6192). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6210). - **Article 6** (*Rectification des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires, FSV, de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes du fonds de réserve des retraites et de la section 2 du fonds de solidarité vieillesse pour 2014*) (p. 6223).

- présidente de la commission des affaires sociales - **Demande de seconde délibération** (p. 6228). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6233, 6234).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit au Proche-Orient** - (17 juillet 2014) (p. 6285).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - *Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6597). (p. 6597, 6598). - **Article 6** (*Rectification des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV), de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes du fonds de réserve des retraites et de la section 2 du fonds de solidarité vieillesse pour 2014*) (p. 6609).

- présidente de la commission des affaires sociales - **Seconde délibération** (p. 6614). - **Article 10** (*Rectification de la dotation de l'assurance maladie au fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESP) pour l'année 2014*) (p. 6622, 6623). - **Seconde délibération** (p. 6625). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 732-24 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime - *Absence exceptionnelle de revalorisation de prestations de sécurité sociale au 1er octobre 2014*) (p. 6626).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation des mandats des conseillers prud'hommes jusqu'au prochain renouvellement des conseils de prud'hommes, prévu au plus tard le 31 décembre 2017*) (p. 6990, 6991). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6994, 6995).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Article 2** (*Habilitation en vue d'harmoniser la notion de jour en droit du travail et en droit de la sécurité sociale*) (p. 7715, 7716). - **Article 2 ter** (*Habilitation en vue de préciser le régime du portage salarial*) (p. 7719). - **Article 2 quater** (*Habilitation en vue de simplifier et sécuriser le régime du temps partiel*) (p. 7722). - **Article 2 quinquies (nouveau)** (art. L. 1242-3, L. 1242-6-1 à L. 1242-6-6 [nouveaux] et L. 1242-7 du code du travail et art. 6 de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail - *Pérennisation du contrat de travail à durée déterminée à objet défini*) (p. 7725). (p. 7726). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7749). - **Article 11 bis** (art. L. 362-3 du code de l'environnement - *Transport des clients des restaurants d'altitude par motoneige*) (p. 7752, 7753).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7973, 7975).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) - **Question préalable** (p. 8001).

Première partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2013*) (p. 8002, 8003).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - *Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C*) (p. 8012, 8013).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 7** (art. L. 130-1, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 131-2, L. 131-3, section II du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 133-10, L. 136-2, L. 136-5, L. 136-8, L. 137-11-1, L. 241-3, L. 242-13, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-11, L. 244-14 et L. 612-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et de la famille, art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 761-10 du code rural et de la pêche maritime et art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - *Prélèvements sociaux applicables aux revenus de remplacement*) (p. 8034). - **Article 9** (art. L. 242-4-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Encadrement des assiettes forfaitaires*) (p. 8048, 8049). (p. 8049). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8051, 8052). (p. 8053). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 8069).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Article 14** (art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - *Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés*) (p. 8110). (p. 8112). (p. 8115, 8116). - **Article 21** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité*) (p. 8140, 8141). (p. 8141). - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17-5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - *Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments*) (p. 8152). - **Article 24 et annexe C** (*Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires*) (p. 8163). (p. 8164). - **Article 28 et**

annexe B (*Approbation du rapport figurant à l'Etat B*) (p. 8172, 8173). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 8175).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 29** (art. L. 161-35-2 (nouveau), L. 162-16-7 et L. 863-3 du code de la sécurité sociale - *Tiers payant intégral pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS*) (p. 8178, 8179). - **Article 33** (*Création des centres d'information, de dépistage et de diagnostic gratuit des infections sexuellement transmissibles, CIDDG*) (p. 8200, 8201).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 35** (art. L. 1114-5 (nouveau) du code de la santé publique et L. 221-1 du code de la sécurité sociale - *Financement des associations d'usagers et des organismes concourant à la promotion de leurs droits*) (p. 8216). - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - *Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques*) (p. 8219). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8229). (p. 8231). (p. 8233). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8240). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé*) (p. 8243). - **Article 43 ter (nouveau)** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale - *Règles applicables à la substitution des médicaments dispensés par voie inhalée*) (p. 8250). - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - *Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments dérivés du sang*) (p. 8256). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8269). (p. 8270). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8275, 8276). - **Article 52** (art. L.361-1 et L.361-2 du code de la sécurité sociale - *Forfaitisation du capital décès*) (p. 8278). - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes*) (p. 8281). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 8297). (p. 8304). - **Article 56** (art. L. 351-14-1 du code de la sécurité sociale - *Rachat de trimestres d'assurance vieillesse pour les enfants de harkis*) (p. 8305). (p. 8305). - **Article 58** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au Fiva, au Fcaata et à la branche maladie du régime général*) (p. 8310). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - *Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires*) (p. 8325). - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 8332). - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 8334). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 8337).

- **Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 9001, 9002).

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 12** (art. L. 171-4, L. 171-5 [nouveaux], L. 376-1, L. 454-1, L. 613-21, L. 643-9 [nouveau], L. 644-4 [nouveau], L. 645-5-1 [nouveau], L. 723-13-1 [nouveau] et L. 723-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 733-1 [nouveau], L. 761-16, L. 761-19, L. 762-14 et L. 762-26 du code rural et de la pêche maritime - *Généralisation à l'ensemble des régimes de sécurité sociale des dispositions relatives au recours contre tiers*) (p. 9024).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 54** (*Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2015*) (p. 9067). - **Article 56 A (supprimé)** (art. L. 351-8 du code de la sécurité sociale - *Relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans en 2024*) (p. 9068, 9069). - **Article 56 B (supprimé)** (*Institution d'un régime universel de retraite par points*) (p. 9069, 9070). -

Article 61 B (supprimé) (art. L. 521-2 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Aide sociale à l'enfance) (p. 9075).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

Vice-présidente du Sénat à compter du 8 octobre 2014 ; a présidé les séances des 16, 21, 30 octobre, 10, 12, 13, 21, 22, 24, 28, 29 novembre, 1er, 3, 5 et 15 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-présidente de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié le 21 novembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) (p. 9100, 9101). - **Etat B** (p. 9112, 9113).

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de Mmes Agnès Le Bot, secrétaire confédérale et Catherine Perret, membre de la commission exécutive confédérale, de la confédération générale du travail (CGT).

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Agences régionales de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Egalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et de M. Serge Lasvignes, secrétaire général du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime social des indépendants - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conférence sociale 2014 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut national du cancer.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Action « Mildeca » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le devenir des élections prud'homales** - (16 janvier 2014) (p. 351). (p. 352).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1313). (p. 1323). (p. 1324).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (19 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24,

L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1873, 1874). - **Article 2** (art. L. 1222-14, L. 1225-27, L. 1225-46, L. 1225-57, L. 2241-4, L. 2242-15, L. 2323-34, L. 2323-35, L. 2323-36, L. 3142-29, L. 3142-95, L. 6313-13 et L. 6313-14 [nouveaux], L. 6315-1, L. 6315-2, L. 6321-1, L. 6321-8 et L. 6353-1 du code du travail - Renforcement du dialogue social sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises et les branches et institution d'un entretien professionnel biennal) (p. 1888). (p. 1888). - **Rappel au règlement** (p. 1905). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. L. 6241-8, L. 6241-9 [nouveaux] et L. 6241-10 du code du travail, art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, art. L. 361-5 du code de l'éducation et art. L. 3414-5 du code de la défense - Réforme du barème de la taxe d'apprentissage) (p. 1956, 1957). - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 1961, 1962).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) (p. 2131). (p. 2131). (p. 2133). - **Rappel au règlement** (p. 2153). - **Article 12** (art. L. 6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution

professionnelle) (p. 2159). (p. 2165). - **Article 16** (art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - Réforme de la représentativité patronale) (p. 2188). (p. 2191, 2192).

- **Commission mixte paritaire [n° 395 (2013-2014)]** - (27 février 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2520).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Grand Paris** - (10 avril 2014) (p. 2669).

- **Rappel au règlement** - (28 avril 2014) (p. 3460).

- **Question orale sans débat sur le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels** - (27 mai 2014) (p. 4294). (p. 4294).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Article 1er** (Nouvelle carte régionale) (p. 5592).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6188). (p. 6196, 6197).

del PICCHIA (Robert)
sénateur (Français établis hors de France - Série A)
UMP, puis UMP-R
(jusqu'au 30 septembre 2014)
sénateur (Français établis hors de France - Série 2)
UMP-R
(à partir du 1er octobre 2014)

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi tendant à améliorer la représentation des Français établis hors de France [n° 646 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : États-Unis : l'usage de la force et la force de l'influence [n° 708 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Défense : soutien de la politique de la défense [n° 110 tome 7 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations israélo-palestiniennes - Audition de M. David Pollock, chercheur au Washington Institute for Near East Policy.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Nouvelles orientations stratégiques des Etats-Unis - Audition de M. Justin Vaïsse, directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est : situation en mer de Chine méridionale et géostratégie des détroits - Audition du professeur Eric Frécon, d'Asia-Centre.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 12 mars 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, directeur chargé des affaires stratégiques au ministère de la défense.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Extension du plateau continental - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental sur le rapport et l'avis rendu par le CESE.

Politique de développement et de solidarité internationale - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions récentes des marchés de l'énergie et leurs conséquences géopolitiques - Audition de M. Giacomo Luciani, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur les forces spéciales - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Diplomatie

économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions stratégiques des Etats-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation des amendements de Manille à l'annexe de la convention internationale de 1978 dite convention STCW et du code STCW - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Equipement des forces » - Mission « Défense » - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Soutien de la politique de la défense » - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Mission « Comptes de concours financiers : avances à l'audiovisuel public » - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Loi de finances pour 2015 - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la direction générale de la mondialisation du développement et des partenariats.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de

M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de division (R) Vincent Desportes, professeur associé à Sciences-po Paris.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale** - *Commission mixte paritaire* [n° 585 (2013-2014)] - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5138, 5139). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5168).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** [n° 78 (2014-2015)]

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8036, 8037).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis (suite)** (p. 8086, 8087).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9302, 9303). - **Etat B** (p. 9316).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) (p. 9427).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9524).

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations le 23 juillet 2014.

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Sécurités (sécurité et éducation routières) [n° 108 tome 3 voL. 2 annexe 29 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget, sur les résultats de l'exercice 2013.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des finances*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de

Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Compte de concours financiers « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et nouvelle procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : Musée national du sport - Contrôle budgétaire - Communication.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 48 à 50) - Examen du rapport spécial.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 60) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles précédemment réservés et position de la commission sur la première partie.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements réservés.

Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 24 novembre 2014 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au fonctionnement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (*art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 478, 479).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)]** - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1980, 1982).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3862, 3864). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 3887, 3888). (p. 3888).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5553). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5599). - **Article 3** (*art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre 1er de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations*) (p. 5619). (p. 5621).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5717, 5718). - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2014*) (p. 5734). - **Article 1er** (*Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes*) (p. 5737, 5738). (p. 5741).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5788). (p. 5789). (p. 5793, 5794). - **Article 2** (*art. L. 6241-2, L. 6241-3, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-8-1 du code du travail, art. 1599 ter A et 1609 quinquies du code général des impôts, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales - Réforme de la taxe d'apprentissage*) (p. 5813, 5814). (p. 5814). - **Article 2 quater (nouveau)** (*art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Relèvement du plafond de la taxe sur les spectacles de variété et abaissement du plafond de la redevance d'archéologie préventive*) (p. 5820). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 5828, 5829). (p. 5831, 5832). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 5852, 5853).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 715 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6081, 6082). - **Article 1er** (*Résultats du budget de l'année 2013*) (p. 6095, 6096). (p. 6096). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6119). (p. 6120).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 747 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6461, 6462).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Nouvelle lecture [n° 759 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6633, 6634).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7236, 7238).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7893, 7894). - **Article 1er (supprimé)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 7914, 7915). - **Article 9** (*Stabilisation des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs*) (p. 7922). (p. 7923). - **Article 12** (*Mise en réserve des crédits de l'Etat et des dépenses d'assurance maladie*) (p. 7929). - **Article 13 (supprimé)** (*Programmation triennale des crédits des missions du budget général de l'Etat pour les années 2015 à 2017*) (p. 7930). (p. 7932).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8455, 8457).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8516, 8518).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 2** (*Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens*) (p. 8572). (p. 8574). (p. 8580). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8585). (p. 8586). - **Article 4** (*Art. 27 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières de cessions de terrains à bâtir*) (p. 8613). (p. 8618). (p. 8618). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8636). (p. 8637, 8638). (p. 8638).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Article 8** (*art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodécies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement*) (p. 8691, 8692). (p. 8697). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8701, 8702).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Article 9** (*art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 8762, 8763). (p. 8771). - **Article 9 ter (nouveau)** (*art. 1648 A du code général des impôts - Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 8787). - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8811).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 16** (*Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau*) (p. 8857). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8862, 8663).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8982, 8983).

Deuxième partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9171). - **Etat D** (p. 9188). (p. 9189). (p. 9189). (p. 9190). - **Article additionnel après l'article 64** (p. 9191).

Culture

- (29 novembre 2014) - **Article 50 bis (nouveau)** (*Demande de rapport relatif à l'évolution du financement du Centre des monuments nationaux*) (p. 9221, 9222).

Santé

- (29 novembre 2014) (p. 9239, 9240).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2014) (p. 9369, 9370).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9375).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9787). (p. 9792).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10109). - **Discussion générale** (p. 10114, 10115).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10176, 10177). (p. 10178). (p. 10179). - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 208 du code général des impôts - Suppression de l'exonération d'impôt sur les sociétés pour les sociétés d'investissement professionnelles spécialisées*) (p. 10186). - **Article 14** (*art. 39, 93, 209, 231 ter, 235 ter X, 235 ter ZE, 235 ter ZE bis [nouveau] du code général des impôts - Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique*) (p. 10190). - **Article 16** (*art. 1379, 1396, 1527 [nouveau], 1635 sexies et 1641 du code général des impôts - Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues*) (p. 10203). - **Article 18** (*art. 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1638, 1638-0 bis, 1638 bis, 1638 quater et 1640 C du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992 et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Mesures en faveur de l'intercommunalité fiscale*) (p. 10211). (p. 10213). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10216). (p. 10218).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Article 14** (*Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique*) (p. 10536). - **Article 20 nonies** (*Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces*) (p. 10545). - **Article 20 decies** (*Création d'un amortissement dégressif en faveur des PME*) (p. 10548).

- **Projet de loi de finances pour 2015 - Nouvelle lecture** [n° 190 (2014-2015)]

Discussion générale :

- (17 décembre 2014) (p. 10565, 10566). - **Question préalable** (p. 10572).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Nouvelle lecture** [n° 192 (2014-2015)] - (17 décembre 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 190 (2014-2015)**.

DELATTRE (Francis)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale le 17 décembre 2014.

Membre suppléant du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque le 10 juillet 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les catégories actives : quelle réponse à la pénibilité dans la fonction publique ? [n° 704 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Fonction publique - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 78 (2014-2015)] pour 2015 [n° 84 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Santé [n° 108 tome 3 annexe 28 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget, sur les résultats de l'exercice 2013.

Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des finances*) : Reconquérir l'économie réelle - Communication en vue de l'examen des articles 4 à 8 ter du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des finances*) : Gestion de la dette française - Audition de M. Ambroise Fayolle, directeur général de l'Agence France trésor.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des finances*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Implications pour la France de la législation américaine « FATCA » et perspectives de développement de l'échange automatique d'informations en matière fiscale - Audition conjointe de Mme Mathilde Dupré, chargée du plaidoyer Financement du développement CCFD-Terre Solidaire, M. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales de la direction de la législation fiscale, et M. Patrick Suet, président du comité fiscal de la Fédération bancaire française (FBF), secrétaire général de la Société générale, et M. Jean-Marc Vasseux, directeur risques, contrôle et conformité d'AXA Banque.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des finances*) : État d'avancement et perspectives d'évolution de l'union bancaire - Audition conjointe de MM. Corso Bavagnoli, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), Karel Lannoo, directeur général du Centre for European Policy Studies (CEPS), Pierre de Lauzun, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure d'économie à l'université Paris-X.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des finances*) : Dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logements privés - Gestion de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) - Audition de MM. Philippe Baccou, président de section à la cinquième chambre de la Cour des comptes, Étienne Crépon, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Claude Dilain, président de l'ANAH, Pierre Ducret, président-directeur général de CDC Climat, et Michel Pelenc, directeur de la fédération nationale « Habitat et développement ».

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoires bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : « Stabilité financière : a-t-on progressé depuis 2008 ? » - Audition conjointe de MM. Jean Beunardeau, directeur général de HSBC France et directeur de la Banque de financement, d'investissement et de marchés en France, Didier Duval, responsable de la sécurité financière et de la prévention de la fraude au sein de la direction de la conformité du groupe Crédit agricole, Laurent Le Mouel, responsable des affaires réglementaires et prudentielles au sein de la direction des risques du groupe Crédit agricole, Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, et Christian Walter, professeur d'économie au collège d'études mondiales de la fondation de la maison des sciences de l'homme, titulaire de la chaire éthique et finances.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des finances*) : Projet d'opérateur national de paye (ONP) - Audition conjointe de M. Olivier Bourges, directeur général adjoint à la direction générale des finances publiques (DGFIP), Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), M. Jacques Marzin, directeur de la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication (DISIC) et de Mme Valérie Metrich-Hecquet, secrétaire générale du ministère de l'agriculture.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : contrôle budgétaire - Musées nationaux - Communication.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

(*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des finances*) : Remise du rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Retraite des agents de catégorie active dans la fonction publique d'Etat - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement pour 2013 et débat d'orientation des finances publiques pour 2015 - Examen du rapport et du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Accord entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») - Examen du rapport.

Avenir des préfectures - Contrôle budgétaire - Communication.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles précédemment réservés et position de la commission sur la première partie.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » (et article 51) et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'Etat » de la mission « Politique des territoires » et programme « Politique de la ville » de la mission « Politique des territoires » (et article 57 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du lundi 24 novembre 2014 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au fonctionnement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 12 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3365, 3366). (p. 3366).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3566).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence [n° 472 (2013-2014)]** - (7 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3809, 3811). - **Article 1er** (Art. L. 312-19 et L. 312-20 [nouveaux] du code monétaire et financier - Comptes inactifs) (p. 3823, 3824). (p. 3825). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3839). - **Article 12** (Art. L. 518-24 du code monétaire et financier - Dispositions applicables à la Caisse des dépôts et consignations) (p. 3844).

- **Commission mixte paritaire [n° 542 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4458, 4459).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5712, 5714). - **Article 1er** (*Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes*) (p. 5738). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5745). (p. 5745). (p. 5751, 5752). (p. 5752, 5753).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5789, 5790). (p. 5793). (p. 5798). - **Article 2** (art. L. 6241-2, L. 6241-3, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-8-1 du code du travail, art. 1599 ter A et 1609 quinquies du code général des impôts, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales - Réforme de la taxe d'apprentissage) (p. 5813). (p. 5814). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5815, 5816). (p. 5816). - **Article 3 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 5839, 5840).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Deuxième lecture [n° 727 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6238, 6329). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6335). (p. 6335).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 747 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6465, 6467). - **Article 1er quater** (*Marquage et traçabilité des produits de tabacs*) (p. 6477).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Article 9** (art. L. 732-24 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime - Absence exceptionnelle de revalorisation de prestations de sécurité sociale au 1er octobre 2014) (p. 6619).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Nouvelle lecture [n° 759 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6632, 6633).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 706 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6671, 6672).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7173, 7176). - **Article 3**

(*Transposition de la directive « Solvabilité II »*) (p. 7184). (p. 7184). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7197, 7198).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7961, 7963).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8057).

- Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 131-6 et L. 242-4-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime - *Intégration dans l'assiette des cotisations sociales de la fraction du revenu, distribuée aux dirigeants majoritaires de SA et de SAS, qui excède 10 % du capital social*) (p. 8064, 8065).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 19** (art. L. 225-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 731-5 du code du code rural et de la pêche maritime - *Financement des besoins de trésorerie du régime des exploitants agricoles*) (p. 8135, 8136). - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17- 5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - *Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments*) (p. 8150). (p. 8154). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 8176).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - *Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments dérivés du sang*) (p. 8259, 8260). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8273). (p. 8274). - **Article 55** (*Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2015*) (p. 8290). (p. 8292, 8293). - **Article 58** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au Fiva, au Fcaata et à la branche maladie du régime général*) (p. 8309). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - *Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires*) (p. 8319, 8320). - **Article 69 (nouveau)** (art. L.8224-2, L.8234-1 et L.8243-1 du code du travail et L. 133-6-8-4 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale - *Lutte contre la fraude aux cotisations sociales*) (p. 8335). (p. 8335).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - *Fixation pour 2015 de la*

dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8773, 8774). - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8815). (p. 8826, 8827).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9110, 9111). (p. 9117). (p. 9119).

Santé

- (29 novembre 2014) (p. 9237, 9238).

- Rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9246, 9247). (p. 9252). - **Article 59 sexies (nouveau)** (art. L. 253-3 du code de l'action sociale et des familles - *Délai de facturation des séjours hospitaliers des bénéficiaires de l'aide médicale d'État, AME*) (p. 9254). - **Article additionnel après l'article 59 sexies** (p. 9254).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9790, 9791). (p. 9800). - **Article 58 sexies (nouveau)** (*Rapport sur la soutenabilité du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC*) (p. 9803).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 41** (art. L. 31-10-2 à L. 31-10-5, L. 31-10-9, L. 31-10-10 et L. 31-10-12 du code de la construction et de l'habitation et art. 244 quater V du code général des impôts - *Prolongation et extension du prêt à taux zéro, PTZ*) (p. 9836). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 9840). (p. 9841).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10119, 10121).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Article 9** (*Prélèvement de 15 millions d'euros sur les ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social*) (p. 10176). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10181). - **Article 14** (art. 39, 93, 209, 231 ter, 235 ter X, 235 ter ZE, 235 ter ZE bis [nouveau] du code général des impôts - *Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique*) (p. 10191). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 10198). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10216, 10217).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10520, 10521). - **Article 14** (*Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique*) (p. 10537). - **Article 20 nonies** (*Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces*) (p. 10546).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Commission mixte paritaire [n° 182 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10575, 10576).

DELEBARRE (Michel)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes ; puis vice-président le 13 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis rapporteur du 23 juin 2014 au 8 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 17 mars 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 335 (2013-2014)] tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 382 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale sur la délimitation des régions, sur le projet de loi [n° 635 (2013-2014)] relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 658 (2013-2014)] (26 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive Paquet "déchets" (COM (2014) 397) [n° 80 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Environnement - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Juridictions administratives et administrations financières [n° 114 tome 5 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Daniel Béhar, géographe.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - La Hongrie et l'Union européenne, quatre ans après la « révolution par les urnes » - Rapport d'information de M. Michel Billout.

(*commission des lois*) : Justice familiale - Examen du rapport d'information.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France, sur le régime juridique des communes nouvelles.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Edmond Hervé sur les politiques temporelles des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du lundi 23 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de M. Daniel Béhar, géographe, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris, M. Gérard-François Dumont, recteur, professeur à l'université de Paris-Sorbonne (Paris IV), M. Hervé Le Bras, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, M. Patrick Le Lidec, chargé de recherche au CNRS, M. Jacques Lévy, professeur de géographie et d'aménagement de l'espace à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, M. Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, M. Philippe Subra, professeur des universités, Université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis, et M. Martin Vanier, professeur en géographie et aménagement à l'université Joseph Fourier (Grenoble I).

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Politique industrielle européenne : communication de M. Michel Delebarre.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Proposition de directive relative aux déchets (paquet économie circulaire : proposition de résolution européenne de MM. Michel Delebarre et Claude Kern).

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances 2015 - Mission « Conseil et contrôle de l'État », programmes « Juridictions financières » et « Juridictions administratives » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Surveillance des frontières et sauvetage des migrants en Méditerranée (Opération Triton) - Communication de M. André Reichardt.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 383 (2013-2014)]** - (26 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2412, 2413).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4195, 4196). - **Article 9** (*art. L. 1115-1 et L. 1822-1 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique de l'action internationale des collectivités territoriales*) (p. 4221). (p. 4221). (p. 4222). (p. 4222, 4223). (p. 4224). (p. 4224). (p. 4224).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5443, 5444).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5493, 5495).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - rapporteur de la commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5552). (p. 5560). (p. 5565). (p. 5566). (p. 5567). (p. 5576). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5596, 5597). (p. 5614).

- **Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7490, 7491).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'État

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 9124, 9125).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10458, 10460).

DELGA (Carole)

secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire (à partir du 26 août 2014)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire (du 4 juin 2014 au 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4477, 4479). (p. 4493, 4494). - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4496). (p. 4496). (p. 4496). (p. 4497). (p. 4496). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Guide des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4499). (p. 4500). (p. 4501). (p. 4501). - **Article 3** (*Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4503). - **Article 4** (*Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4506). (p. 4506). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Pôles territoriaux de coopération économique*) (p. 4508). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 21 de la loi n° 2010-597 relative au Grand Paris - Prise en compte des entreprises de l'économie sociale et solidaire dans les contrats de développement territorial*) (p. 4509). - **Article 7** (*art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 4511). (p. 4512). (p. 4513). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 4514). (p. 4515, 4516). (p. 4518). (p. 4519). (p. 4520, 4521). - **Article 10 ter (Innovation sociale)** (p. 4522). - **Article 12 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1233-57-21 du code du travail - Remboursement des aides publiques en cas de fermeture d'un établissement*) (p. 4524). - **Article 13** (*Art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19, 19 septies, 22, 23, 25, 27 à 28 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, art. L. 512-36, L. 512-39 et L. 512-92 du code monétaire et financier - Simplification et modernisation du statut des coopératives*) (p. 4526). (p. 4527). - **Article 14** (*art. 19 quater, 19 duodecies, 25-1 à 25-5, 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947, art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 ; art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983, art. L. 524-2-1, L. 527-1-2 et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et art. L. 422-3, L. 422-12 et L. 313-17 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un régime général de révision coopérative*) (p. 4535). (p. 4536). (p. 4536). (p. 4537). (p. 4537). (p. 4538, 4539). - **Article 14 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la création d'un statut des unions d'entreprises de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4541). - **Article 21** (*art. 19 quinquies, 19 septies, 19 undecies, 19 terdecies, 19 quaterdecies, 19 quindecies et 19 sexdecies A de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant*

statut de la coopération - Assouplissement du régime des sociétés coopératives d'intérêt collectif) (p. 4545). - **Article 31** (*art. L. 522-6 du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Droit des coopératives d'utilisation de matériel agricole de réaliser des travaux agricoles ou d'aménagement rural pour les communes et intercommunalités et des travaux de déneigement et de salage pour les collectivités territoriales*) (p. 4548). - **Article 34** (*art. L. 931-16, L. 932-13-2 à L. 932-13-4 [nouveaux], L. 932-14-1 [nouveau], L. 932-22, L. 932-22-1 [nouveau] et art. L. 932-23 du code de la sécurité sociale, art. L. 221-4, L. 221-8, L. 221-8-1 [nouveau], L. 221-11, L. 221-14 et L. 227-1 [nouveau] du code de la mutualité, art. L. 145-1 à L. 145-8 [nouveaux] du code des assurances - Opérations de coassurance*) (p. 4554). (p. 4554). - **Article 40 AA (Texte non modifié par la commission)** (*art. 9-1 [nouveau] et 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Définition des subventions publiques*) (p. 4560). - **Article 40 ABA (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 612-4 du code de commerce - Obligations comptables des associations recevant un niveau de subvention supérieur à un seuil*) (p. 4561). - **Article 40 AD** (*art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-18 et L. 120-34 du code du service national - Volontariat associatif*) (p. 4562). (p. 4562). - **Article 40 AEA (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 335-5, L. 613-3 et L. 614-2 du code de l'éducation - Validation des acquis de l'expérience pour les responsables associatifs*) (p. 4563). - **Article 40 AFA** (*art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Versement transport*) (p. 4564). (p. 4564). (p. 4565). (p. 4566). - **Article 40 AF (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur le congé d'engagement associatif*) (p. 4566). - **Article 41** (*art. 9 bis et 12 [nouveaux] de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Fusion et scission d'associations*) (p. 4568, 4569). - **Article 42 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 626-2-1 et L. 641-4-1 [nouveaux] du code de commerce - Modalités d'élaboration d'un plan de sauvegarde*) (p. 4571). - **Article 43** (*art. 6 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Dons aux associations d'intérêt général*) (p. 4571). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 612-4 du code de commerce - Respect des obligations de compatibilité et de publicité des comptes pour les associations recevant des subventions*) (p. 4572). (p. 4573). - **Article 44 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Possibilité pour un mineur de devenir membre d'une association*) (p. 4574). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 541-10 du code de l'environnement - Éco-organismes*) (p. 4580). - **Article 49 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 541-10 et L. 541-10-8 du code de l'environnement - Agrément des éco-organismes et filière de gestion des déchets issus de pneumatiques*) (p. 4582). - **Article 50 bis** (*art. 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises - Définition du commerce équitable*) (p. 4584). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4586, 4587).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Commission mixte paritaire [n° 557 (2013-2014)]** - (5 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4593, 4594). - **Article 9** (*Règles relatives au statut de l'artisan*) (p. 4623).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe de séjour** - (3 juillet 2014) (p. 5486, 5487).

- **Question orale sans débat sur l'activité postale dans le département des Hauts-de-Seine** - (8 juillet 2014) (p. 5772).

- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par certaines communes du fait du gel du FNGIR** - (8 juillet 2014) (p. 5773).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Commission mixte paritaire [n° 544 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6297, 6298). (p. 6306).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6336, 6337). (p. 6357, 6358).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6753, 6756). (p. 6766). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 6767). (p. 6768). - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'utilisation du registre par les taxis*) (p. 6768). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3121-1-2 [nouveau] du code des transports, article L. 144-5 du code de commerce, article L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Réforme du statut du locataire-taxi*) (p. 6770). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC*) (p. 6775, 6776). (p. 6777). (p. 6777, 6778). (p. 6778). (p. 6778, 6779). (p. 6781). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3112-1, L. 3114-4 [nouveau], L. 3120-1 à L. 3120-5 [nouveaux], L. 3121-11, L. 3122-3 et L. 3123-2 du code des transports - Règles communes à tous les modes de transport routier léger de personnes*) (p. 6784). (p. 6787). (p. 6787). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6790).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7248, 7251).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8810, 8811). (p. 8813). (p. 8816). (p. 8819). (p. 8822, 8823). (p. 8825, 8826). (p. 8828, 8829). (p. 8831).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise dans l'immobilier** - (27 novembre 2014) (p. 9033).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi « Florange » et la politique industrielle** - (27 novembre 2014) (p. 9034).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] (suite)**

Deuxième partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9747, 9749).

Economie

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9753, 9754). - **Article 51** (*art. 106 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 de finances pour 1982 - Suppression de l'indemnité de départ instituée en 1982 en faveur de certains artisans et commerçants*) (p. 9755, 9756). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9756). (p. 9757).

DEMERLIAT (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Vienne)
SOIC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

DEMESSINE (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRC

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du Conseil national du développement et de la solidarité internationale le 12 décembre 2014.

Vice-présidente de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014 ; puis rapporteure du 11 mars 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 166 (2013-2014)] autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela [n° 432 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de loi [n° 212 (2011-2012)] relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 603 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Anciens combattants - Justice.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales : La réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises (Compte rendu des travaux de la mission) [n° 722 (2013-2014)] (15 juillet 2014) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Défense : préparation et emploi des forces [n° 110 tome 6 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur la place des stades dans la cité.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Échange de vues sur les conclusions du rapport d'information « S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation ».

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde des fédérations sportives.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde avec les ligues de sport professionnel.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Kader Arif, ministre délégué aux anciens combattants.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Diffusion audiovisuelle du sport professionnel - Table ronde.

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Constitution.

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 mars 2014.

Réunion du mercredi 2 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Mark Keese, chef de la division de l'analyse et des politiques de l'emploi, Mme Pia Rattenhuber, statisticienne à la division des politiques sociales, M. Hervé Boulhol, économiste de la division des politiques sociales et Mme Gwenn Parent, économiste sur les politiques sur les travailleurs licenciés à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de Mme Hélène Paris, secrétaire générale du Conseil d'analyse économique (CAE) et de M. Pierre Cahuc, économiste membre du CAE.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Convention d'extradition entre la France et la République bolivarienne du Venezuela - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Marc-Antoine Estrade, chef du département des synthèses, à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et de M. Benoît Ourliac, chef de la mission de l'analyse économique, à la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (Dares).

Audition de M. Yannick L'Horty, économiste, professeur à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée.

Réunion du mardi 22 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Audition de M. Jacques Freyssinet, économiste.

Réunion du mercredi 23 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Olivier Bontout et de Mme Carola Bouton, de la direction générale de

l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne.

Audition de M. Serge Lemaître, directeur de la sécurisation des parcours professionnels de Pôle emploi.

Audition de Mme Marie-Claire Carrère-Gée, présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Audition, sous forme de table ronde, des représentants des organisations d'employeurs (Medef, CGPME et UPA).

Audition, sous forme de table ronde, des représentants des syndicats de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO).

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Benjamin Gallezot, adjoint au directeur général, de la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS).

Audition de M. Michel Houdebine, chef du service des politiques publiques à la direction générale du Trésor.

Audition de M. Olivier Passet, directeur des synthèses économiques du groupe Xerfi.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission effectuée en République centrafricaine du 13 au 16 avril 2014 - Communication.

(*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de Mme Anne Bucher, directeur des réformes structurelles et de la compétitivité, de MM. Nicolas Philipponnet, bureau géographique, France, et de Guillaume Roty, analyste économique Europe 2020 et gouvernance économique, à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne.

Audition de Mme Mireille Elbaum, présidente du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Audition de Mme Selma Mahfouz, commissaire général adjointe, Mme Claire Bernard et M. Antoine Naboulet, chargés de mission, au Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP).

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Henri Sterdyniak, directeur du département Economie de la mondialisation de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Audition de M. Louis Gallois, auteur du « Pacte pour la compétitivité française ».

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition conjointe de MM. Jacky Fayolle, directeur du centre Etudes et prospective (groupe Alpha), Jean-François Poupard, directeur général et Jean-Paul Raillard, chargé d'étude (cabinet Syndex).

Audition de MM. Jean-Luc Tavernier et Eric Dubois (Insee).

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Communication de M. Gilbert Roger, président, et Mme Michelle Demessine, vice-présidente du groupe d'amitié France-Palestine.

Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Jean Agulhon, directeur des ressources humaines France du groupe Renault.

Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du protocole modifiant l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de corps d'armée Didier Castres, sous-chef d'état-major Opérations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** - (7 janvier 2014) (p. 71, 72).

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 108, 110).

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance du statut d'ancien combattant aux anciens casques bleus de la force intérimaire des Nations Unies au Liban** - (21 janvier 2014) (p. 405, 406). (p. 406).

- **Débat sur les violences sexuelles faites aux femmes du fait des conflits armés** - (5 février 2014) (p. 1392, 1394).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en République centrafricaine** - (25 février 2014) (p. 2333, 2335).

- **Question orale sans débat sur les lauréats de l'examen professionnel de rédacteur territorial** - (20 mai 2014) (p. 4073, 4074). (p. 4075).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4125, 4127).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)] - Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé) (Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique)** (p. 4246). (p. 4261). (p. 4264).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5048, 5050).

- Rapporteur - **Article unique** (p. 5061).

- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7263, 7264).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9296, 9298).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat

- (3 décembre 2014) (p. 9523, 9524). (p. 9534, 9535).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 [n° 138 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10610, 10611).

DEMONTÈS (Christiane)
sénatrice (Rhône)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

Vice-présidente du Sénat à compter du 29 avril 2014 ; a présidé les séances des 6, 20 mai, 4, 11, 26 juin, 9, 10, 17, 18, 22 et 23 juillet 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (17 juillet 2014).

Membre titulaire du comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Examen du rapport.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*): Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du jeudi 5 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Prostitution - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1794, 1797). - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1837, 1838). (p. 1841). (p. 1842).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1881).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 2128). - **Article 11** (art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle) (p. 2142). (p. 2144). (p. 2144, 2145). (p. 2145). (p. 2154). - **Article 12** (art. L.6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution professionnelle) (p. 2160). (p. 2162). (p. 2163). - **Article 14** (art. L. 2, L. 5112-1, L. 5112-2, L. 5312-12-1, L. 6111-1, L. 6123-1 à L. 6123-5, art. L. 6123-6 nouveau et L. 6123-7 nouveau du code du travail, et art. L. 232-1 et L. 237-1 du code de l'éducation - Simplification de la gouvernance nationale et régionale de la formation professionnelle et de l'emploi) (p. 2175). - **Article 15**

(Compensation financière des transferts de compétences aux régions) (p. 2179). (p. 2180). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2181). - **Article 20** (art. L. 4416-1 ; L. 4721-8 ; L. 4722-1 ; L. 4722-2 ; L. 4723-1 ; L. 4723-2 L. 4731-1 à L. 4731-5 ; L. 4732-1 à L. 4732-3 ; L. 4741-3 ; L. 4741-9 ; L. 4751-1 ; L. 4751-2 ; L. 4751-3 [nouveau] ; L. 8111-1 ; L. 8112 -1 [nouveau] ; L. 8112-2 à L. 8112-5 ; L. 8113-4 et L. 8113-5 [nouveaux] ; L. 8113-7 ; L. 8114-1 ; L. 8114-4 à L. 8114-7 [nouveaux] ; L. 8115-1 à L. 8115-8 [nouveaux] ; L. 8122-1 et L. 8122-2 [nouveaux] ; L. 8123-2 ; L. 8123-4 du code du travail ; art. 524 du code de procédure pénale ; art. L. 511-1 du code minier ; art. L. 616-1 ; L. 623-1 ; L. 642-1 ; L. 645-1 ; L. 647-1 et L. 646-1 du code de la sécurité intérieure - Réforme de l'inspection du travail) (p. 2216). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2222, 2223).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte de responsabilité/solidarité et le pouvoir d'achat** - (10 avril 2014) (p. 2675, 2676).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires d'Indonésie** - (20 mai 2014) (p. 4116).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale ») (p. 4510). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 4520).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Ethiopie** - (9 juillet 2014) (p. 5884).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6135, 6137).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6234).

DENEUX (Marcel)
sénateur (Somme)
UDI-UC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la transition énergétique [n° 633 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Membre titulaire du comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies jusqu'au 4 février 2014.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économies d'énergie dans le bâtiment : le besoin d'une thérapie de choc [n° 709 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Logement et urbanisme - Énergie.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Reconfiguration du canal Seine-Nord-Europe - Audition de M. Rémi Pavros, député.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques » présenté par M. Denis Baupin et Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*) : Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Henri Proglio, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport de M. Jean-Yves Le Déaut, député, premier vice-président, et M. Marcel Deneux, sénateur, vice-président, sur « Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économie d'énergie dans le bâtiment ».

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet de Beaune, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la société Aéroports de Paris (ADP).

Audition de Mme Christine Noiville, candidate proposée aux fonctions de présidente du Haut conseil des biotechnologies.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la production énergétique en France : avenir de la filière du nucléaire et nouvelles filières de production d'énergie** - (23 janvier 2014) (p. 603).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2756). (p. 2758). (p. 2760). (p. 2767). (p. 2770). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2778, 2779). (p. 2779).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. ; 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 3008). (p. 3012). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance) (p. 3021). (p. 3022). (p. 3023).

- **Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (18 juillet 2014) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 à L. 315-5 [nouveaux], L.666-1 et L. 325-1 du code rural et de la pêche maritime - Création des groupement d'intérêt économique et environnemental, GIEE, et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 6373). - **Article 4** (art. L. 211-3 et L. 213-12 du code de l'environnement, et art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole) (p. 6387). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-24-1, L. 631-27, L. 631-28, L. 631-29 et L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1 du code de commerce - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle de médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 6395). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - Préservation du foncier agricole) (p. 6411). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], L. 5141-16, L. 5145 6, art. L. 5142-6-1, L. 5142-6-2 [nouveaux], L. 5143-2, L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5144-1-1, L. 5442-10 et L. 5442-11 à L. 5442-14 du code de la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 6444).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 6500).

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
UMP-R

Réélu le 28 septembre 2014.

Questeur du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 10 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Amiante : des enjeux toujours actuels, relever le défi du désamiantage [n° 668 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - **Accidents du travail et maladies professionnelles [n° 83 tome 6 (2014-2015)]** (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - **Examen des articles [n° 83 tome 7 (2014-2015)]** (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - **Tableau comparatif [n° 83 tome 8 (2014-2015)]** (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1690, 1692). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1698).

- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7261, 7262).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7960, 7961).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les accidents du travail et les maladies professionnelles - **Article 58** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au Fiva, au Fcaata et à la branche*

maladie du régime général (p. 8308, 8309). (p. 8309, 8310). -
Article additionnel après l'article 58 (p. 8311).

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-présidente le 5 février 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine ; nouvelle nomination le 26 février 2014.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Fiscalité et santé publique : état des lieux des taxes comportementales [n° 399 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 301 (2011-2012)] visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 456 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Amiante : des enjeux toujours actuels, relever le défi du désamiantage [n° 668 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Economie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition des représentants des employeurs (CGPME).

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Coopération entre professionnels de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Fiscalité comportementale - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mmes Laurence Noël et Rosen Hicher, sorties de la prostitution.

(*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de M. Simon Häggström, chef de la brigade antiprostitution de Stockholm.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et de M. Serge Lasvignes, secrétaire général du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime social des indépendants - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information de 2005 sur l'amiante - Examen du rapport de suivi.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2013) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut de veille sanitaire.

Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut national du cancer.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Erik Rance, candidat à son renouvellement pour le poste de directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (Oniam).

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réformer le système de sécurité sociale des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate pressentie à la direction générale de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le devenir des élections prud'homales** - (16 janvier 2014) (p. 354, 355). (p. 355).

- **Mises au point au sujet de votes** - (16 janvier 2014) (p. 356).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 17 quater** (art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers) (p. 796). (p. 801). (p. 804). (p. 806). (p. 808).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 1322).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1832).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) - **Article 5** (art. L. 6322-21, L. 6325-12, L. 6331-8, L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-3-1, L. 6332-3-2 à L. 6332-3-6 [nouveaux], L. 6332-5, L. 6332-6, L. 6332-7, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16-1 [nouveau], L. 6332-19, L. 6332-20, L. 6332-21, L. 6332-22, L. 6332-22-2, L. 6333-1 à L. 6333-8 [nouveaux], L. 6361-1, L. 6361-2, L. 6362-1, L. 6362-4 et L. 6362-11 du code du travail - Adaptation des missions et des modalités de gestion des organismes paritaires aux objectifs de la réforme) (p. 1919). (p. 1929). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1939). (p. 1940). - **Article 9** (art. L. 6233-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-12-1 [nouveau], L. 6242-1, L. 6242-2, L. 6242-3-1 [nouveau], L. 6242-6 et L. 6242-7 à L. 6242-10 [nouveaux] du code du travail - Réforme des modalités de calcul des coûts de la formation en apprentissage et de la collecte de la taxe d'apprentissage) (p. 1949).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3627, 3628).

- Rapporteur - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3635). - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 1225-65-1 et L. 1225-65-2 nouveaux du code du travail - Possibilité pour un salarié de céder des jours de repos) (p. 3636). - **Article 2** (p. 3637).

- **Question orale sans débat sur la transformation de ZPPAUP en AVAP** - (27 mai 2014) (p. 4296). (p. 4297).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4382).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 40 AFA** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Versement transport) (p. 4565). - **Article 44 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 612-4 du code de commerce - Respect des obligations de

compatibilité et de publicité des comptes pour les associations recevant des subventions) (p. 4572). (p. 4573). - **Article 44 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Possibilité pour un mineur de devenir membre d'une association) (p. 4575). - **Article 49 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 541-10 et L. 541-10-8 du code de l'environnement - Agrément des éco-organismes et filière de gestion des déchets issus de pneumatiques) (p. 4580, 4582). (p. 4582).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires** - *Commission mixte paritaire [n° 573 (2013-2014)]* - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4763).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale** - *Commission mixte paritaire [n° 582 (2013-2014)]* - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4774, 4776).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6173). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6182).

- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7254, 7255).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7555).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7728, 7729).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7859).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8063).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8097). (p. 8100).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8421, 8422).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 12 sexies (supprimé)** (*Cumul emploi retraite des médecins exerçant en zone sous-dense*) (p. 9038).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 61 B (supprimé)** (art. L. 521-2 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Aide sociale à l'enfance) (p. 9075).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

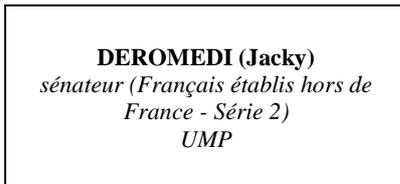
Défense

- (3 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9546).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des médecins prévue pendant les vacances de Noël** - (11 décembre 2014) (p. 10089, 10090).
- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 décembre 2014) (p. 10345).
- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes**

[n° 145 (2014-2015)] - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10351, 10352).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 décembre 2014) (p. 10353).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes** [n° 145 (2014-2015)] (suite) - (15 décembre 2014) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 10359). (p. 10359). (p. 10359).



Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 6 novembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8622). (p. 8623). (p. 8624).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 8668). - **Article 8** (art. 266 *sexies*, 266 *septies*, 266 *nonies*, 266 *terdecies* du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 *sexies*, 613 *ter* à 613 *duodecies*, 1609 *nonies F*, 1698 *D* du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - *Suppression de taxes à faible rendement*) (p. 8689).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8736). (p. 8737, 8738). (p. 8741). - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 *B* et 1586 *B* du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - *Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 8764). (p. 8766, 8767).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9116). (p. 9119).

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9304, 9305).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2014) (p. 9676, 9677).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 155 (2014-2015)] - (12 décembre 2014) - **Article 16** (art. 1379, 1396, 1527 [nouveau], 1635 *sexies* et 1641 du code général des impôts - *Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues*) (p. 10205).

DES ESGAULX (Marie-Hélène)
sénateur (Gironde)
UMP

Réélue le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 4 novembre 2014.

Présidente de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 17 décembre 2014.

Membre suppléant du Collège du comité consultatif des jeux et commission consultative des jeux de cercle et de casinos jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la CE sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] - Le contrat Écomouv' : un contrat exceptionnel (Rapport) [n° 543 tome 1 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la CE sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] - Le contrat Écomouv' : un contrat exceptionnel (Auditions) [n° 543 tome 2 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 108 tome 3 voL. 2 annexe 10 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition des représentants d'Écomouv'.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Michel Hersemul, chef de département d'expertise des partenariats public-privé et de conduite de projets délégués au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition

conjointe de MM. François Lichère, professeur de droit et Frédéric Marty, économiste.

Audition de M. Romaric Lazerges, avocat au Barreau de Paris (Cabinet Allen & Overy).

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. François Bergère, directeur de la mission d'appui aux partenariats public-privé, ministère de l'économie et des finances, et de M. Antoine Tardivo, directeur de projets.

Audition de MM. Vincent Mazaure, secrétaire général du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Jean-François Monteils, ancien secrétaire général, Didier Lallement, ancien secrétaire général, Julien Boucher, directeur des affaires juridiques auprès du secrétaire général du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Frédéric Lénica, ancien directeur des affaires juridiques, Mme Isabelle de Silva, ancienne directrice des affaires juridiques, et M. Thierry-Xavier Girardot, ancien directeur des affaires juridiques.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Antoine Seillan, chef du bureau des transports de la direction du budget du ministère de l'économie et des finances.

Audition de Mme Hélène Crocquevieille, directrice générale des douanes et droits indirects (DGDDI) au ministère de l'économie et des finances, M. Dariusz Kaczynski, sous-directeur des droits indirects, Mme Anny Corail, chef de la mission taxe poids lourds, et MM. Jérôme Fournel, ancien directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI), et Henri Havard, ancien sous-directeur des droits indirects.

(*commission des finances*): Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Antoine Maucorps, chef de la mission de la tarification et Olivier Quoy, adjoint, direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Audition de M. Laurent Trévisani, directeur général de SNCF Participations et directeur stratégie du groupe SNCF.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Antoine Caput, représentant de Thales Communications - Sécurité SAS au comité exécutif d'Écomouv' SAS.

Audition de M. Roland Peylet, conseiller d'État, président de la commission consultative créée par le décret du 30 mars 2009.

(*commission des finances*): Gestion de la dette française - Audition de M. Ambroise Fayolle, directeur général de l'Agence France trésor.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Jean-Philippe Vachia, président de la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes, François-Roger Cazala, conseiller-maître, président de la section « transports » à la 7^{ème} chambre de la Cour des comptes, Vincent Léna, conseiller maître à la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes, Nicolas Brunner, conseiller maître, président de la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, et Jacques Schwartz, président de section à la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine.

Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de Mme Aline Mesples, présidente, et M. Gilles Mathélié-Guinlet, secrétaire général, Organisation des transporteurs routiers européens (OTRE).

Audition de Mme Anny Corail, chef de la mission taxe poids lourds, et M. Jean-François Heurion, adjoint, direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de MM. Dominique Buczinski, directeur business and technology de la société Capgemini Technology Services SAS, Bruno Richer, directeur de projet, et Mme Violaine Lepertel, directeur de projet adjoint.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de M. Jean-François Carencu, préfet, directeur de cabinet du ministre chargé de l'écologie du 23 avril 2008 au 25 novembre 2010.

Audition conjointe de MM. François Mius, chef de la mission pour la réalisation des actifs immobiliers (MRAI), Jean-Baptiste Saintot, négociateur MRAI - région Est, et Stanislas Prouvost, sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement, direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), ministre de la défense.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Frédéric Cuvillier, ancien ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Audition de M. Jean-Paul Faugère, conseiller d'État, directeur de cabinet du Premier ministre du 25 mai 2007 au 10 mai 2012.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Jean-Claude Plâ, président, Denis Baudouin, membre et prochain président, et Jean-Christophe Gavend, membre, groupement de transporteurs ASTRE.

Audition de M. Thierry Mariani, ancien ministre chargé des transports du 14 novembre 2010 au 10 mai 2012.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Dominique Bussereau, ancien secrétaire d'État chargé des transports.

Audition de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ancienne secrétaire d'État chargée de l'écologie et ancienne ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*): Certification des comptes de l'État - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*): Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » (et articles 52 à 54) - Examen du rapport.

Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen des amendements.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'article 17.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le financement des agences de l'eau** - (21 janvier 2014) (p. 415, 416). (p. 416).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)]** - (20 février 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2110, 2111).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3597, 3600).

- **Question orale sans débat sur la souscription obligatoire à une complémentaire santé** - (20 mai 2014) (p. 4088). (p. 4089).

- **Question orale sans débat sur l'utilisation d'un système de lecture des plaques d'immatriculation** - (21 octobre 2014) (p. 7228, 7229). (p. 7229, 7230).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'écotaxe** - (30 octobre 2014) (p. 7533).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 8468, 8470). - **Article 1er** (*Création d'un malus automobile assis sur la quantité de polluants atmosphériques émise*) (p. 8485). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8486). (p. 8488). (p. 8488). (p. 8489). (p. 8490). - **Article 3** (*Rapport au Parlement sur l'indépendance de l'expertise technique relative à la définition et à la méthodologie des mesures des émissions de polluants par les véhicules automobiles*) (p. 8491).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8530, 8532).

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 17 (réservé)** (*art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI*) (p. 8870). - **Article 19** (*art. 302 bis Y, 1001 et 1018 A du code général des impôts, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1er, 3, 28, 64-1-2 et 67 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 23-2-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 128 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et art. 28 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle*) (p. 8897). (p. 8897, 8898). - **Article 20** (*art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF*) (p. 8908, 8909).

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9699, 9700).

- (5 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9728).

Ecologie, développement et mobilité durables

DESESSARD (Jean)
sénateur (Paris)
ECOLO

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 9 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014 ; puis vice-président du 11 mars 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 182 (2013-2014)] relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 336 (2013-2014)] (5 février 2014) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 496 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'accès égalitaire pour toutes aux techniques d'assistance à la procréation [n° 517 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de Mmes Agnès Le Bot, secrétaire confédérale et Catherine Perret, membre de la commission exécutive confédérale, de la confédération générale du travail (CGT).

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Reconquérir l'économie réelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée

pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*): Audition de M. Mark Keese, chef de la division de l'analyse et des politiques de l'emploi, Mme Pia Rattenhuber, statisticienne à la division des politiques sociales, M. Hervé Boulhol, économiste de la division des politiques sociales et Mme Gwenn Parent, économiste sur les politiques sur les travailleurs licenciés à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de Mme Hélène Paris, secrétaire générale du Conseil d'analyse économique (CAE) et de M. Pierre Cahuc, économiste membre du CAE.

Réunion du mercredi 23 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*): Audition de M. Olivier Bontout et de Mme Carola Bouton, de la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne.

Audition de M. Serge Lemaître, directeur de la sécurisation des parcours professionnels de Pôle emploi.

Audition de Mme Marie-Claire Carrère-Gée, présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen des amendements au texte de la commission.

Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*): contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*): Atelier de prospective «Quels emplois pour demain ?».

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime social des indépendants - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Désignation des conseillers prud'hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*): Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le devenir des élections prud'homales** - (16 janvier 2014) (p. 349). (p. 350).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1293, 1295). - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1313). (p. 1315). (p. 1316, 1317). (p. 1317). (p. 1321). (p. 1323). (p. 1324, 1325). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'obligation de rechercher un repreneur*) (p. 1344). - **Article 5** (art. L. 225-123 du code de commerce - *Droit de vote double*) (p. 1347). - **Article 7** (art. L. 225-197-1 du code de commerce - *Relèvement du plafond d'attribution des actions gratuites*) (p. 1351). (p. 1351, 1352). (p. 1352). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1354).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1681, 1683).

- Rapporteur - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1697).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1785, 1787). - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - *Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1816). (p. 1818). (p. 1819). (p. 1824). (p. 1826). (p. 1827). (p. 1829). (p. 1829). (p. 1830). (p. 1838). (p. 1840, 1841).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1858). (p. 1859). (p. 1859). (p. 1860). (p. 1865). (p. 1867). (p. 1867). (p. 1867). (p. 1868). (p. 1869). (p. 1871). (p. 1871). (p. 1876). (p. 1876). (p. 1878). (p. 1878). (p. 1879). (p. 1879). (p. 1880, 1881). - **Article 2** (art. L. 1222-14, L. 1225-27, L. 1225-46, L. 1225-57, L. 2241-4, L. 2242-15, L. 2323-34, L. 2323-35, L. 2323-36, L. 3142-29, L. 3142-95, L. 6313-13 et L. 6313-14 [nouveaux], L. 6315-1, L. 6315-2, L. 6321-1, L. 6321-8 et L. 6353-1 du code du travail - *Renforcement du dialogue social sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises et les branches et institution d'un entretien professionnel biennal*) (p. 1886). - **Article 3** (art. L. 6324-1 à L. 6324-5-1, L. 6325-2-1 et L. 6325-3-1 [nouveaux], L. 6326-1 et L. 6326-3 du code du travail ; art. 21 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - *Réformer les périodes de professionnalisation et préciser les conditions de mise en œuvre du contrat de professionnalisation*) (p. 1892). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1897). (p. 1897). - **Article 5** (art. L. 6322-21, L. 6325-12, L. 6331-8, L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-3-1, L. 6332-3-2 à L. 6332-3-6 [nouveaux], L. 6332-5, L. 6332-6, L. 6332-7, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16-1 [nouveau], L. 6332-19, L. 6332-20, L. 6332-21, L. 6332-22, L. 6332-22-2, L. 6333-1 à L. 6333-8 [nouveaux], L. 6361-1, L. 6361-2, L. 6362-1, L. 6362-4 et L. 6362-11 du code du travail - *Adaptation des missions et des modalités de gestion des organismes paritaires aux objectifs de la réforme*) (p. 1926). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1940). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 6241-2 du code du travail - *Fixation du plafond d'une partie du quota et du barème de la taxe d'apprentissage*) (p. 1952). (p. 1954). - **Rappel au règlement** (p. 1958).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - *Aménagement de divers dispositifs en faveur de*

l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 2130). (p. 2134). - **Article 11** (art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle) (p. 2141). (p. 2141). (p. 2145). (p. 2146). (p. 2146). (p. 2147). (p. 2147). (p. 2148). (p. 2149). (p. 2149). (p. 2154). (p. 2156). - **Article 13** (art. L. 211-2, L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13 du code de l'éducation et art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles) (p. 2169). - **Article 14** (art. L. 2, L. 5112-1, L. 5112-2, L. 5312-12-1, L. 6111-1, L. 6123-1 à L. 6123-5, art. L. 6123-6 nouveau et L. 6123-7 nouveau du code du travail, et art. L. 232-1 et L. 237-1 du code de l'éducation - Simplification de la gouvernance nationale et régionale de la formation professionnelle et de l'emploi) (p. 2173). (p. 2174). (p. 2176). (p. 2176, 2177). (p. 2177). - **Article 16** (art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - Réforme de la représentativité patronale) (p. 2186). (p. 2188). (p. 2195). - **Article 18** (art. L. 2135-9 à L. 2135-18 [nouveaux], L. 2145-2, L. 2145-3, L. 3142-8 et L. 3142-9 du code du travail - Instauration d'un fonds paritaire pour financer les organisations syndicales et patronales) (p. 2201). - **Article 20** (art. L. 4416-1 ; L. 4721-8 ; L. 4722-1 ; L. 4722-2 ; L. 4723-1 ; L. 4723-2 L. 4731-1 à L. 4731-5 ; L. 4732-1 à L. 4732-3 ; L. 4741-3 ; L. 4741-9 ; L. 4751-1 ; L. 4751-2 ; L. 4751-3 [nouveau] ; L. 8111-1 ; L. 8112 -1 [nouveau] ; L. 8112-2 à L. 8112-5 ; L. 8113-4 et L. 8113-5 [nouveaux] ; L. 8113-7 ; L. 8114-1 ; L. 8114-4 à L. 8114-7 [nouveaux] ; L. 8115-1 à L. 8115-8 [nouveaux] ; L. 8122-1 et L. 8122-2 [nouveaux] ; L. 8123-2 ; L. 8123-4 du code du travail ; art. 524 du code de procédure pénale ; art. L. 511-1 du code minier ; art. L. 616-1 ; L. 623-1 ; L. 642-1 ; L. 645-1 ; L. 647-1 et L. 646-1 du code de la sécurité intérieure - Réforme de l'inspection du travail) (p. 2213). (p. 2215, 2216). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 2219). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2223).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (21 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2242, 2243). - **Article 1er** (Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 2247).

- **Débat sur l'épargne populaire** - (26 février 2014) (p. 2405, 2406).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale - Commission mixte paritaire [n° 395 (2013-2014)]** - (27 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2470, 2471).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3579, 3580).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3716, 3717). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3731). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3735). - **Article 1er ter** (art. L. 8281-1 et L. 8281-2 [nouveaux] du code du travail - Vigilance du donneur d'ordre en matière d'application de la législation du travail) (p. 3737). - **Article 6** (art. L. 8224-3, L. 8224-5, L. 8234-1, L. 8234-2, L. 8243-1, L. 8243-2, L. 8256-3 et L. 8256-7 du code du travail - Création d'une liste, accessible sur internet, des personnes condamnées pour certaines infractions de travail illégal) (p. 3740). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3747, 3748).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3767, 3768). (p. 3771). (p. 3772). (p. 3774). (p. 3774). (p. 3778). (p. 3778). (p. 3780). (p. 3782). (p. 3789). (p. 3790).

- **Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs [n° 514 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3906, 3907).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3922). (p. 3934). (p. 3935, 3936). (p. 3949). (p. 3951). (p. 3958, 3959). (p. 3959). (p. 3960). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3961). (p. 3961). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3963, 3964). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3974, 3975).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 14** (art. 19 quater, 19 duodecimes, 25-1 à 25-5, 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947, art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 ; art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983, art. L. 524-2-1, L. 527-1-2 et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et art. L. 422-3, L. 422-12 et L. 313-17 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un régime général de révision coopérative) (p. 4537). (p. 4537). (p. 4538). (p. 4538). (p. 4539). - **Article 14 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur la création d'un statut des unions d'entreprises de l'économie sociale et solidaire) (p. 4541). - **Article 40 AD** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-18 et L. 120-34 du code du service national - Volontariat associatif) (p. 4562). - **Article 44 quater** (Texte non modifié par la commission) (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Possibilité pour un mineur de devenir membre d'une association) (p. 4574, 4575). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4586).

- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** - (10 juin 2014) (p. 4661, 4662).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires - Commission mixte paritaire [n° 573 (2013-2014)]** - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4762, 4763).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale - Commission mixte paritaire [n° 582 (2013-2014)]** - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4774). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4781, 4782).

- **Question orale avec débat sur l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des demandeurs d'emploi** - (12 juin 2014) (p. 4793, 4795). (p. 4807, 4808).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6131, 6132).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61

du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés (p. 6162). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6168, 6169). (p. 6169, 6170). (p. 6171). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6178). (p. 6178, 6179). (p. 6179, 6180). (p. 6182). (p. 6182). (p. 6191). (p. 6192, 6193). (p. 6193). (p. 6202). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6208). (p. 6211). (p. 6212). (p. 6213). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13 ; L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6217). (p. 6218). (p. 6219). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6233).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6597). (p. 6599). (p. 6602). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13, L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6606). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6616). - **Article 9** (art. L. 732-24 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime - Absence exceptionnelle de revalorisation de prestations de sécurité sociale au 1er octobre 2014) (p. 6618). - **Explications de vote sur la seconde délibération, la deuxième partie et l'ensemble du projet de loi** (p. 6627).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6763). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3121-1-2 [nouveau] du code des transports, article L. 144-5 du code de commerce, article L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Réforme du statut du locataire-taxi) (p. 6770, 6771). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC) (p. 6779). (p. 6781, 6782). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3112-1, L. 3114-4 [nouveau], L. 3120-1 à L. 3120-5 [nouveaux], L. 3121-11, L. 3122-3 et L. 3123-2 du code des transports - Règles communes à tous les modes de transport routier léger de personnes) (p. 6784). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6789, 6790).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6979, 6980). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement pour légiférer par ordonnance en vue de réformer le mode de désignation des conseillers prud'hommes) (p. 6986, 6987). (p. 6987). (p. 6989, 6990). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Prorogation des mandats des conseillers prud'hommes jusqu'au prochain renouvellement des conseils de prud'hommes, prévu au plus tard le 31 décembre 2017) (p. 6990). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6992, 6993).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe « poids lourds »** - (16 octobre 2014) (p. 7156, 7157).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7809). - **Article 12** (Habilitation en vue de prendre diverses mesures de simplification en droit des sociétés) (p. 7813).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7971, 7973).

Première partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8004, 8005). (p. 8006, 8007).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8098, 8099). (p. 8104). (p. 8106, 8107). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8139). (p. 8139). - **Article 21** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité) (p. 8144). - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17-5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments) (p. 8155). - **Article 11 (précédemment réservé)** (art. 1600-0 O, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D du livre des procédures fiscales, art. L. 138-9-1, L. 138-20, L. 165-5, L. 241-2 et L. 245-5-5-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Simplification des règles d'assujettissement et de recouvrement de certaines contributions pharmaceutiques) (p. 8157). - **Articles additionnels avant l'article 24** (p. 8159). - **Article 24 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires) (p. 8163). - **Article 25** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2015) (p. 8166). - **Article 28 et annexe B** (Approbation du rapport figurant à l'Etat B) (p. 8174). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 8175, 8176).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 29 bis** (p. 8191). - **Article 31** (art. L. 331-6, L. 613-19-3 (nouveau), L. 722-8-4 (nouveau), L. 732-11 et L. 732-12-2 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ; art. L. 1225-28 du code du travail - Transfert d'indemnisation liée au congé maternité au parent survivant en cas de décès de la mère) (p. 8197).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8264). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8267). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8276). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8287). - **Article 55** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2015) (p. 8292). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 8297, 8298). (p. 8301). (p. 8303, 8304). - **Article 58** (Contributions de la branche AT-MP du régime général au Fiva, au Fcaata et à la branche maladie du régime général) (p. 8308). (p. 8310). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 8310, 8311). (p. 8311). - **Articles additionnels avant l'article 61 A** (p. 8315). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations

familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 8321). (p. 8324). - **Article additionnel après l'article 61** (p. 8327, 8328). - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 8332, 8333). - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 8333, 8334). (p. 8334). - **Article 69 (nouveau)** (art. L.8224-2, L.8234-1 et L.8243-1 du code du travail et L. 133-6-8-4 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale - *Lutte contre la fraude aux cotisations sociales*) (p. 8336). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 8338, 8339).

- **Question orale sans débat sur la régularisation des travailleuses et travailleurs du 57 boulevard de Strasbourg** - (18 novembre 2014) (p. 8361). (p. 8362).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8437, 8438).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Article 1er** (*Création d'un malus automobile assis sur la quantité de polluants atmosphériques émise*) (p. 8483, 8484). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8486). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8493).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8598). - **Article 3** (*Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 8606).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8749). (p. 8749, 8750). (p. 8751).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** - (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 9000, 9001).

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 bis A (supprimé)** (*art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale*) -

Approfondissement des allègements généraux de cotisations pour les entreprises et associations d'aide à domicile) (p. 9014). - **Article 8 ter** (*art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs*) (p. 9018). - **Article 12 ter A (supprimé)** (*art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale - Exclusion de l'assiette des cotisations sociales de la fraction des dividendes distribuée aux dirigeants majoritaires de SARL*) (p. 9025, 9026). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 9081).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) (p. 9099, 9100). - **Etat B** (p. 9111). (p. 9115). (p. 9120). (p. 9120). - **Article 62** (*Contribution de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) au financement des contrats aidés*) (p. 9121). (p. 9122).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 44 sexdecies (nouveau)** (*art. L. 169 et L. 176 du livre des procédures fiscales - Suppression du délai de reprise de l'administration de trois à deux ans pour les adhérents d'organismes de gestion agréés*) (p. 9940). - **Article additionnel après l'article 44 septdecies** (p. 9944). - **Articles additionnels après l'article 44 octdecies** (p. 9946).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suicides en Guyane chez les peuples autochtones** - (11 décembre 2014) (p. 10085).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10347, 10348). - **Article 5 A (nouveau)** (*art. L. 321-2 du code de l'environnement - Champ d'application de la « loi littoral » sur le territoire de la commune nouvelle*) (p. 10357). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10365).

DESEYNE (Chantal)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

DÉSIR (Harlem)
secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé des affaires européennes
(du 10 avril 2014 au 26 août 2014)
secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires européennes
(à partir du 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la mise à disposition de fonctionnaires nationaux au Conseil de l'Europe** - (15 avril 2014) (p. 3068).
- **Question orale sans débat sur la pénalisation de la négation des génocides** - (15 avril 2014) (p. 3069, 3070).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique européenne** - (15 mai 2014) (p. 4029).
- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4133, 4137).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Commission mixte paritaire [n° 585 (2013-2014)]** - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5133, 5135). (p. 5140). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5168).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014** - (23 juin 2014) (p. 5168, 5171). (p. 5182, 5185).
- **Débat interactif et spontané** - (23 juin 2014) (p. 5185, 5186). (p. 5186). (p. 5187). (p. 5187, 5188). (p. 5188).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit au Proche-Orient** - (17 juillet 2014) (p. 6285, 6286). (p. 6293, 6294).

DESPLAN (Félix)
sénateur (Guadeloupe)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7007, 7009). (p. 7022, 7026). (p. 7026). (p. 7027). (p. 7027, 7028). (p. 7028). (p. 7029). (p. 7029, 7030).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 7183). - **Article 3** (*Transposition de la directive « Solvabilité II »*) (p. 7184). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7185). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7187). - **Article 8** (**Texte non modifié par la commission**) (*Transposition du chapitre 10 de la directive 2013/34/UE du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, art. L. 221-7-1, L. 223-26-1, L. 225-102-3 et L. 227-1 [nouveaux] du code du commerce*) (p. 7189, 7190). (p. 7190). (p. 7190). (p. 7191). (p. 7192). (p. 7192). - **Article 24** (*Délais d'édition des ordonnances*) (p. 7197).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 8942, 8945). (p. 8952, 8954).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la livraison d'un navire Mistral** - (27 novembre 2014) (p. 9028, 9029).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire « Asia Bibi »** - (27 novembre 2014) (p. 9035).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10026, 10028). (p. 10038, 10041). (p. 10041, 10042). (p. 10042, 10043). (p. 10043, 10044). (p. 10044). (p. 10044, 10045). (p. 10045). (p. 10046, 10047).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10069, 10071).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014 ; nouvelle nomination du 17 décembre 2014 au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil du service militaire adapté.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 7 (2013-2014)] visant à reconquérir l'économie réelle [n° 316 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des lois*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Patrick Lebreton, parlementaire en mission auprès de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, sur son rapport visant à identifier les moyens de mieux faire profiter les ressortissants ultramarins des emplois créés dans leurs territoires (secteur public et secteur privé).

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen en délégation du rapport sur les niveaux de vie dans les outre-mer.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle** [n° 378 (2013-2014)] - (4 février 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1292, 1293). - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1328). (p. 1330). (p. 1331). (p. 1332). (p. 1332). (p. 1333). (p. 1333, 1334). (p. 1334, 1335). (p. 1336). (p. 1337). (p. 1338). (p. 1338).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1382, 1383).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (10 avril 2014) - **Article 34 (priorité)** (art. L. 111-2-1, L. 180-1 [nouveau], L. 181-17, L. 181-25 [nouveau], L. 182-1, L. 182-1-1 [nouveau], L. 182-8, L. 182-9, L. 272-1, L. 272-6 à L. 272-10, L. 272-13 à L. 272-16, L. 372-1, L. 461-5, L. 461-10, L. 511-14 [nouveau], L. 571-1, L. 571-2, L. 681-1, L. 681-10, L. 762-6 et L. 762-7 du code rural et de la pêche maritime ; art. 6 de l'ordonnance n° 2011-864 du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le département de Mayotte et à Saint-Martin ; art. 4 de la loi n° 2013-453 du 3 juin 2013 visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - *Pilotage de la politique agricole et agro-alimentaire outre-mer*) (p. 2716, 2717).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 7592, 7593).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 3** (Art. 200 quater du code général des impôts - *Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 8607, 8608).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9158, 9159).

DÉTRAIGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre titulaire du Conseil national de l'aide aux victimes.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 292 (2013-2014)] tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 31 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 114 tome 9 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. François Bancelhon, président directeur général de Data publica.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Michel Pinault, président du Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative (Coepia).

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Justice familiale - Examen du rapport d'information.

Modifier le Règlement du Sénat afin de rénovier les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Philippe Boillat, directeur général, et de Mme Sophie Kwasny, chef de l'unité « protection des données » au sein du service de la société de l'information, de la direction générale des droits de l'Homme et de l'Etat de droit du Conseil de l'Europe.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Limitation de l'usage des techniques biométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Open data et protection de la vie privée - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Antoine Garapon, magistrat, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Pierrette Poncela, professeure à l'université Paris Ouest Nanterre, directrice du master droit pénal.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen des amendements au texte de la commission.

Modification de la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Évaluation du programme de Stockholm - Communication.

Groupe de travail « conducteurs âgés » - Communication.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Bilan d'application de la réforme ayant supprimé la profession d'avoués.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Sabrina Bellucci, directrice, et M. Sébastien Brach, administrateur de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM), M. Alain Boulay, président de l'association d'aide aux parents d'enfants victimes (APEV), ainsi que M. Stéphane Gicquel, secrétaire général, et Mme Marie-Alexia Banakas, juriste de la Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (FENVAC).

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes - Communication de M. Patrice Gélard.

Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Audition de Mme Christine Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Justice judiciaire » et « Accès au droit et à la justice » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** - *Nouvelle lecture* [n° 267 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 322).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen** - *Nouvelle lecture* [n° 268 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**.

- **Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité** [n° 121 (2013-2014)] - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 577, 578). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 590, 591).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections** - *Deuxième lecture* [n° 339 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1546, 1547).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers** [n° 341 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1561, 1563).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** [n° 381 (2013-2014)] - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2270, 2271).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation** - *Commission mixte paritaire* [n° 375 (2013-2014)] - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2298).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2307, 2308).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** - *Commission mixte paritaire* [n° 528 (2013-2014)] - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4013).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums** [n° 546 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4317, 4318).

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques** [n° 466 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4330, 4331).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation** [n° 548 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - *Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4353).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales** [n° 642 (2013-2014)] - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5219, 5220).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) - **Article 1er** (art. 130-1 [nouveau] du code pénal - *Fonctions de la peine*) (p. 5251). (p. 5251). - **Article 5** (Texte non modifié par la commission) (art. 132-18-1, 132-19-1, 132-19-2 et 132-20-1 du code pénal ; art. 362 et 706-25 du code de procédure pénale ; art. 20, 20-2, 20-3 et 48 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Suppression des peines*

minimales d'emprisonnement) (p. 5259). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - *Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits*) (p. 5290, 5291).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Article 19 B (nouveau)** (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3, 24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - *Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs*) (p. 5378). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5385).

- *Commission mixte paritaire* [n° 691 (2013-2014)] - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6260).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre du logo Triman** - (21 octobre 2014) (p. 7216, 7217). (p. 7217).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales** [n° 292 (2013-2014)] - (23 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7347, 7348).

- Rapporteur (p. 7354).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7523, 7524).

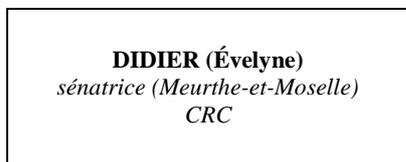
- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9268, 9269). - **Etat B** (p. 9280). - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9281).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile** [n° 143 (2014-2015)] - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10010, 10011).



DIDIER (Évelyne)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire du Commission nationale de concertation sur les risques miniers jusqu'au 17 février 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 59 (2011-2012)] relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 275 (2013-2014)] (14 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Reconfiguration du canal Seine-Nord-Europe - Audition de M. Rémi Pavros, député.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain-Dubourg, rapporteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE.

(*commission du développement durable*) : Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain Dubourg, auteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Bilan de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Activités privées de protection des navires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition de M. Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'Homme, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission du développement durable*): Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*): Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*): Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'AREVA.

(*commission des affaires économiques*): Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'Areva.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Péage de transit poids lourds - Communication.

Réforme ferroviaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Avancement du projet de cartes d'anticipation du changement climatique - Audition de MM. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) et Jean-Marc Lacave, président-directeur général de Météo France.

Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*): Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant réforme ferroviaire.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*): Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Enjeux de la fiscalité écologique et de la conférence Paris Climat 2015 (COP21) - Audition de M. Christian de Perthuis, président du conseil scientifique de la chaire Économie du climat.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Directive Paquet « déchets » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Rapport public thématique relatif à la grande vitesse ferroviaire - Audition de MM. François-Roger Cazala, Arnold Migus, Paul-Henri Ravier et André Le Mer, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)] - (22 janvier 2014) - Discussion générale (p. 520, 522).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 676, 677). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 713). (p. 716). (p. 716, 717). (p. 717, 718). (p. 719). (p. 720).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - *Tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité*) (p. 787).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 869, 870).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1374, 1376).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Commission mixte paritaire** [n° 348 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1598).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires** [n° 524 (2013-2014)] - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4046, 4047). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4064).

- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4151, 4153).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation** [n° 548 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4345, 4346). - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - *Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4357, 4358).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public** [n° 562 (2013-2014)] - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4427, 4428). - **Article 1er** (*Octroi d'une compétence à l'Etat en matière d'implantation d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur le domaine public des collectivités territoriales*) (p. 4434). (p. 4435).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires - Commission mixte paritaire** [n° 552 (2013-2014)] - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4442, 4443).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture** [n° 564 (2013-2014)] - (4 juin 2014) - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - *Éco-organismes*) (p. 4580). - **Article 49 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 et L. 541-10-8 du code de l'environnement - *Agrément des éco-organismes et filière de gestion des déchets issus de pneumatiques*) (p. 4580, 4581).

- **Proposition de loi permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Deuxième lecture** [n° 615 (2013-2014)] - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5021, 5022).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports** [n° 59 (2011-2012)] - (19 juin 2014) - rapporteur de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5043).

- **Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de**

rétablissement des voies - Deuxième lecture [n° 640 (2013-2014)] - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5128, 5130).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Commission mixte paritaire** [n° 585 (2013-2014)] - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5137, 5138).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5336). (p. 5337).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire** [n° 682 (2013-2014)] - (10 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - *SNCF Réseau*) (p. 5973). (p. 5974). (p. 5983, 5984). - **Article 2 bis A** (art. L. 3114-1, L. 3114-2 et L. 3114-3 [nouveaux] du code général de la propriété des personnes publiques - *Transfert de propriété du domaine public ferroviaire au bénéfice des régions*) (p. 5987). (p. 5988). - **Article 2 ter** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement de l'évolution de la dette historique du système ferroviaire*) (p. 5996). - **Article 4** (art. L. 2131-1, L. 2131-2, L. 2131-4, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-8-1 et L. 2132-8-2 [nouveaux], L. 2132-9, L. 2132-10, L. 2132-13, L. 2133-4, L. 2133-5, L. 2133-5-1 [nouveau], L. 2133-9, L. 2133-10 et L. 2133-11 [nouveaux], L. 2134-2, L. 2134-3, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-7 et L. 2135-8 du code des transports - *Autorité de régulation des activités ferroviaires, ARAF*) (p. 6007, 6008). - **Article 5** (art. L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5, L. 2141-6, L. 2141-7, L. 2141-8, L. 2141-9, L. 2141-10, L. 2141-11, L. 2141-12, L. 2141-13, L. 2141-14, L. 2141-15, L. 2141-16, L. 2141-18 et L. 2141-19 du code des transports - *SNCF Mobilités*) (p. 6011). - **Article 5 bis** (art. L. 2144-2 du code des transports - *Compétences et prérogatives des régions*) (p. 6018). - **Article 6** (art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 1321-3-1 [nouveau], L. 1321-9 et L. 2161-1, L. 2161-2, L. 2162-1 et L. 2162-2 [nouveaux] du code des transports - *Cadre social commun*) (p. 6033). - **Article 10** (*Transfert à SNCF Réseau des biens, droits et obligations attachés aux missions de gestion de l'infrastructure*) (p. 6038).

- **Commission mixte paritaire** [n° 152 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 153 (2013-2014)** (p. 6684, 6685).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF - Commission mixte paritaire** [n° 153 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 152 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7511). - **Article 2** (*Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions*) (p. 7572, 7573). (p. 7574). - **Article 6** (*tableau n° 7 annexé au code électoral - Répartition des conseillers régionaux entre régions et des candidats entre sections départementales*) (p. 7598, 7599). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 6 et 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - *Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux*) (p. 7612, 7613).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019** [n° 56 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - **Article 11** (*Instauration d'un objectif d'évolution de la dépense publique locale*) (p. 7925). -

Article 12 (*Mise en réserve des crédits de l'Etat et des dépenses d'assurance maladie*) (p. 7928). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*Réduction des plafonds de certaines impositions de toutes natures affectées à des organismes concourant à une mission de service public*) (p. 7932). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*Affectation des surplus de recettes fiscales et sociales à la réduction du déficit public*) (p. 7933). - **Article 19** (*Plafonnement des dépenses fiscales et crédits d'impôt hors CICE*) (p. 7934). - **Article 20** (*Stabilisation en valeur du montant des niches sociales*) (p. 7934). - **Article 21** (*Principe de révision des dépenses fiscales et niches sociales trois ans après leur création*) (p. 7935). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 7935). - **Article 26** (*art. L. 6143-4 du code de la santé publique - Pilotage budgétaire des établissements de santé et suivi de l'évolution de leurs dépenses de personnel*) (p. 7937). - **Article 27 A (nouveau)** (*Création d'une annexe au projet de loi de finances détaillant les prévisions de solde public pour chacun des sous-secteurs des administrations publiques*) (p. 7937). - **Article 27** (*Chapitre II du titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail - Information du Parlement sur les perspectives financières de l'assurance chômage*) (p. 7938). - **Article 28** (*Bilan de la mise en œuvre de l'objectif d'évolution de la dépense publique locale*) (p. 7938). - **Article 29 A (nouveau)** (*Création d'un mécanisme de « frein à la dette »*) (p. 7939). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Bilan annuel de la mise en œuvre de la loi de programmation des finances publiques*) (p. 7940).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8384, 8385).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8490).

- **Questions cribles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8525). (p. 8526).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9711, 9713).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10104, 10106).

DI FOLCO (Catherine)
sénateur (Rhône)
UMP-A

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

DILAIN (Claude)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat jusqu'au 30 avril 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage jusqu'au 30 avril 2014.

Membre titulaire du comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC) jusqu'au 30 avril 2014.

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles jusqu'au 30 avril 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux jusqu'au 30 avril 2014.

Membre titulaire de la commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés Supprimé par le décret n° 2014-132 du 17 février 2014 jusqu'au 17 février 2014.

Membre titulaire du Conseil national des villes jusqu'au 30 avril 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 20 février 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 294 (2013-2014)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 307 (2013-2014)] (22 janvier 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 333 (2013-2014)] (4 février 2014) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 355 (2013-2014)] (11 février 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*): Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*): Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires économiques*): Interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Pascal Lamy, président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Maxime Lombardini, directeur général d'Iliad.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*): Secteur des télécommunications - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, et de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Erik Rance, candidat à son

renouvellement pour le poste de directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (Oniam).

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (commission des affaires sociales) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (commission des affaires sociales) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 192, 194).

- Rapporteur - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 216). - **Article 1er** (Politique de la ville) (p. 218). (p. 219). (p. 220). (p. 223). (p. 223). (p. 224). (p. 226). (p. 226). (p. 236). - **Article 1er bis A (nouveau)** (Dotation « politique de la ville ») (p. 237). - **Articles additionnels après l'article 1er bis A** (p. 237). - **Article 2** (art. 6, 7, art. 9-1 à 9-3, 10-3 et 10-4 [nouveaux], 11 et 12 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ; art. 5 de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir - Nouveau programme national de renouvellement urbain) (p. 240). (p. 241). (p. 242). (p. 242). (p. 243). (p. 244). (p. 244). (p. 245). (p. 246). - **Article 5** (Contrats de ville) (p. 249). (p. 250). (p. 251). (p. 253). (p. 254). (p. 255). (p. 256). (p. 256). (p. 257). (p. 258). (p. 259). (p. 260). (p. 261). (p. 262). (p. 262). (p. 263). - **Article 5 bis** (Conseils citoyens) (p. 264). (p. 265). - **Article 5 quater** (Texte non modifié par la commission) (Fondation des quartiers) (p. 266). (p. 267). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 267).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 7** (Communication d'information des collectivités territoriales envers l'observatoire national de la politique de la ville) (p. 276). - **Article 8** (art. L. 1111-2, L. 2251-3, L. 2313-1, L. 2564-19, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-1 et L. 5216-5 et L. 5217-4 du code général des collectivités territoriales - Gouvernance locale de la politique de la ville) (p. 277). (p. 278). (p. 278). (p. 279). - **Article 9** (Texte non modifié par la commission) (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Solidarité au sein des intercommunalités) (p. 280). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 280). - **Article 9 bis** (Texte non modifié par la commission) (Dispositif de veille active) (p. 282). (p. 283). (p. 283, 284). - **Article 9 ter** (Texte non modifié par la commission) (Dissolution de l'Agence nationale pour la cohésion et l'égalité des chances) (p. 286). (p. 288). - **Article 10 A (nouveau)** (art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence) (p. 289). - **Article additionnel après l'article 10 A** (p. 294). - **Article 10** (art. L. 302-1, L. 302-4, L. 313-3, L. 441-3, L. 442-3-1, L. 482-1, L. 442-3-3 et L. 482-3 du code de la construction et de l'habitation - Nouvelles modalités de financement du PNRU et maintien d'avantages dans les territoires sortant de la géographie prioritaire) (p. 295). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 296). (p. 298). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 299). - **Article 12 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 120-2 du code du service national - Retrait de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances de l'Agence du service civique) (p. 299). - **Article 13** (Adaptation de certaines dispositions du projet de loi à la collectivité de Saint-Martin) (p. 300). - **Article 14** (art. L. 2313-1, L. 5842-22 et L. 1811-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Adaptation de certaines dispositions du projet de loi à la Polynésie française) (p. 300). - **Article 17**

(art. 1er et 2 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ; art. 1er de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville ; art. 1er à 3, 5 et l'annexe 1 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, 1518 A ter du code général des impôts ; art. L. 2334-40 et L. 2334-41 du code général des collectivités territoriales - Abrogation de diverses dispositions législatives) (p. 301). - **Article 18** (Entrée en vigueur de différentes dispositions du projet de loi) (p. 301). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 304).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge médico-sociale des cancers en Seine-Saint-Denis** - (21 janvier 2014) (p. 402, 403). (p. 403).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Article 2** (art. 972 et 975 du code civil - Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures relevant du droit des régimes matrimoniaux - Testament par acte public des personnes sourdes ou muettes) (p. 623).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renouveau - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 924, 926).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10-1 A [nouveau] de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation ; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 964). (p. 965). (p. 966). (p. 967). (p. 968). (p. 968). (p. 969). (p. 969). (p. 970). (p. 970). (p. 971). (p. 971). (p. 972). (p. 972). - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 979). (p. 982). (p. 982). (p. 983). (p. 984). (p. 984). (p. 985, 986). (p. 986). (p. 986). (p. 987). (p. 988). (p. 989). (p. 990). (p. 991). (p. 991). (p. 991, 992). (p. 993). (p. 993). (p. 994). (p. 994). (p. 994). (p. 995). (p. 995). (p. 995). (p. 996). (p. 996). - **Article 1er bis A** (Rapport au Parlement sur la révision du « décret décence ») (p. 1006). - **Article 1er bis B** (Texte non modifié par la commission) (art. 2 de la loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 visant à rendre obligatoire l'installation des détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Installation des détecteurs de fumée dans les logements) (p. 1007). - **Article 1er bis** (art. L. 1751 et L. 1751-1 [nouveau] du code civil - Extension de la cotitularité du bail aux partenaires liés par un PACS) (p. 1008). - **Article 2** (art. 11-1, 11-2 [nouveau], 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 1010). (p. 1011). (p. 1011). (p. 1011, 1012). (p. 1012). (p. 1012). (p. 1013). (p. 1014). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1019, 1020). (p. 1021). (p. 1024). (p. 1025). (p. 1027). (p. 1028). (p. 1029).

(p. 1029, 1030). (p. 1030). (p. 1031). - **Article 4** (art. 25-3 à 25-11 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale) (p. 1032). (p. 1033). (p. 1033). - **Article 4 quater (suppression maintenue)** (Obligation d'afficher la « surface Carrez » dans les annonces locatives proposées sur l'internet) (p. 1033). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 631-12 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Régime juridique des résidences universitaires) (p. 1035). - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 et L. 631-7-1 A [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 1035). (p. 1036). (p. 1036). (p. 1037). - **Article 6 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 631-7-1 A [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accord de l'assemblée générale des copropriétaires avant la demande d'autorisation de changement d'usage pour la location de meublés pour de courtes durées) (p. 1038). - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] et 17-2 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 1042). (p. 1043). (p. 1043). (p. 1043). (p. 1044). (p. 1044). (p. 1045). - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Extension de la trêve hivernale) (p. 1045). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation, L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation de saisine des commissions départementales de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) pour les bailleurs personnes morales hors SCI familiales) (p. 1048). (p. 1049). (p. 1050). (p. 1050, 1051). - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 1053). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 1054). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 1057). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-2 et L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 1058). (p. 1058). (p. 1059). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles ; art. 102 du code civil - Simplification des règles de domiciliation) (p. 1060). (p. 1061). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dispositions relatives à l'habitat participatif) (p. 1064). - **Article 22 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 633-2 du code de la construction et de l'habitation - Encadrement des dispositions des contrats de bail et du règlement intérieur des logements-foyers) (p. 1065). - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 633-4 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un comité de résidents dans chaque logement-foyer) (p. 1066). - **Article 23** (art. L. 711-1 à L. 711-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Registre d'immatriculation des syndicats de copropriétaires) (p. 1068). - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] et 46 de la loi n° 65-557 du

10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Renforcement de l'information des acquéreurs de lots de copropriété) (p. 1070). (p. 1070). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 AA [nouveau], 18-1 A, 18-1, 18-2, 19-2, 20, 21, 22, 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation - Gouvernance et gestion des copropriétés) (p. 1073). (p. 1074). - **Article 26 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 17-1-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Création d'un régime de gouvernance spécifique pour les petites copropriétés) (p. 1076). - **Article 27** (art. 9-1 [nouveau], 10, 14-2, 18, 19-1, 24-4 et 24-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 111-6-2, L. 731-1 à L. 731-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 216-1 et L. 216-2 du code des assurances - Instauration d'un fonds de travaux ; possibilité pour les copropriétés de faire réaliser un diagnostic technique global) (p. 1078). (p. 1079, 1080). (p. 1080). - **Article 28** (art. 9, 10-1, 18-1, 24, 24-1, 25, 25-1, 26, 26-7, 28, 30 et 50 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. 244 quater U du code général des impôts - Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires) (p. 1084). (p. 1084). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-1 et L. 741-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - Opérations de requalification des copropriétés dégradées) (p. 1089). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-1, L. 252-1-1 [nouveau], L. 252-3, L. 252-4, L. 252-5 et L. 252-6 [nouveaux], L. 253-1-1 [nouveau], L. 253-2 et L. 253-5 du code de la construction et de l'habitation ; art. 23 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Adaptation des dispositifs de démembrement au fonctionnement des copropriétés dégradées) (p. 1091). - **Article 37** (art. L. 615-6, L. 615-7 et L. 615-8, L. 615-9 et L. 615-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme de la procédure de carence et création d'une procédure expérimentale d'expropriation des parties communes) (p. 1094). (p. 1094). (p. 1095). - **Article 41** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 301-5-1-1 et L. 305-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Unification des polices permettant de lutter contre l'habitat indigne au profit des EPCI) (p. 1098). (p. 1098). - **Article 46 sexies A** (art. L. 111-6-1 et art. L. 111-6-1-1 et L. 111-6-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable aux travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un logement existant) (p. 1101). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, L. 441-2-9 [nouveau], L. 472-3 et L. 423-13 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 1107).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1185). (p. 1193). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1244).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville** - (6 février 2014) (p. 1449).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** - Commission mixte paritaire [n° 334 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1571, 1573).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué** - Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)] - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1974, 1975).

- **Corapporteur** - **Article 9** (Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 2108).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement** [n° 609 (2013-2014)] - (16 juin 2014) - **Article 1er** (art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-

l, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale) (p. 4837).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4948, 4949).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5398, 5399).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nouvelle géographie prioritaire de la ville** - (3 juillet 2014) (p. 5479).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5528, 5529).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 21** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité*) (p. 8144).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 61 A (nouveau)** (*art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des*

allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 8323, 8324).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 9** (*art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires ruraux, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 8757). - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8813).

DINI (Muguette)
sénatrice (Rhône)
UDI-UC

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Protection de l'enfance : améliorer le dispositif dans l'intérêt de l'enfant [n° 655 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition des représentants des employeurs (CGPME).

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Reconquérir l'économie réelle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et adoption du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Agences régionales de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mmes Laurence Noël et Rosen Hicher, sorties de la prostitution.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Nomination d'un nouveau rapporteur.

(*commission des affaires sociales*): Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*): contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mmes Franceline Lepany, présidente et France Arnould, directrice de l'association les Amis du bus des femmes.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Rapport annuel sur l'application des lois.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mmes Christine Lazerges, présidente, Catherine Teitgen-Colly, vice-présidente, rapporteure de l'avis sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel et Cécile Riou-Batista, chargée de mission, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 21 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 698).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration) (p. 735). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance) (p. 812). - **Article 19 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-11 du code de la consommation - Rémunération du vendeur en fonction des prêts souscrits par ses clients) (p. 816, 817).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 72 bis** (art. L. 121-42 à L. 121-47 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement de l'exploitation et de l'usage de numéros à valeur ajoutée) (p. 912). (p. 912).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Commission mixte paritaire [n° 334 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1575, 1576).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Commission mixte paritaire [n° 348 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1597, 1598).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé [n° 325 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1656, 1657). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5122-14, L. 5131-1 à L. 5131-11, L. 513-10-2, L. 513-10-3, L. 513-10-4, L. 513-10-5 à L. 513-10-10 [nouveaux], L. 5431-2, L. 5431-5, L. 5431-6, L. 5431-7,

L. 5431-8 et L. 5431-9 [nouveaux], L. 5437-2, L. 5437-3 à L. 5437-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Produits cosmétiques et de tatouage) (p. 1669). (p. 1670). (p. 1670).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1692, 1693).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (19 février 2014) - **Article 3** (art. L. 6324-1 à L. 6324-5-1, L. 6325-2-1 et L. 6325-3-1 [nouveaux], L. 6326-1 et L. 6326-3 du code du travail ; art. 21 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Réformer les périodes de professionnalisation et préciser les conditions de mise en œuvre du contrat de professionnalisation) (p. 1893).

- **Question orale sans débat sur les handicapés et leur insertion professionnelle** - (15 avril 2014) (p. 3072). (p. 3073).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3212, 3213). - **Article 1er** (art. L. 145-5 du code de commerce - Allongement de la durée des baux dérogatoires) (p. 3232). - **Article 6** (art. L. 145-46-1 [nouveau] du code de commerce - Droit de préférence pour le locataire en cas de vente du local commercial qu'il occupe) (p. 3253). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3255). - **Article 7 bis** (art. L. 145-9 du code de commerce - Formes du congé d'un bail commercial) (p. 3262). - **Article 9** (art. 16-II, 19-I, 19-I bis A, 19-I bis A, 19-I bis, 19-III, 19-1, 20, 21-I, 21-III, 22-1, 24-I, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - Règles relatives au statut de l'artisan) (p. 3267). (p. 3268). (p. 3269). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater viciés B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs) (p. 3277, 3278). - **Article 13 bis** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Suppression de la dispense de stage de préparation à l'installation, SPI, pour les auto-entrepreneurs) (p. 3290).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 20** (art. L. 751-2-II du code de commerce - Composition de la commission départementale d'aménagement commercial) (p. 3313). (p. 3314). - **Article 30 ter** (art. L. 2124-33 et L. 2124-34 [nouveaux] du code général de la propriété des personnes publiques - Autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'acquéreur ou l'héritier d'un fonds de commerce) (p. 3355). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 3357). (p. 3357). (p. 3358). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3360).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3384, 3385). - **Article 2** (art. L. 161-9, L. 161-9-2, L. 168-7, L. 333-3, L. 381-1, L. 531-1, L. 531-4, L. 531-9, L. 531-10, L. 532-2, L. 544-9, L. 552-1, L. 553-4, L. 755-19, L. 531-4 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1225-48 du code du travail - Réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 3396). - **Article 2 bis B** (art. L. 1225-16 du code du travail - Octroi de trois autorisations d'absence à un père salarié pour assister à certains examens prénataux de sa compagne) (p. 3399). - **Article 5 quinquiés C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2212-1 du code de la santé publique - Suppression de la référence à la notion de détresse dans le cadre d'une demande d'interruption volontaire de grossesse) (p. 3406). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 3415). (p. 3417). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3448).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3667, 3668).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4368, 4370). - **Article 1er** (Suppression du point de départ de la prescription du viol sur mineur, à la majorité de la victime) (p. 4384).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Commission mixte paritaire [n° 557 (2013-2014)]** - (5 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4597, 4598).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les charges patronales pesant sur les emplois à domicile** - (5 juin 2014) (p. 4627).

- **Proposition de loi relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié [n° 599 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5006, 5007).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6175, 6176). (p. 6186, 6187).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6729, 6730).

DOINEAU (Élisabeth)
sénatrice (Mayenne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (commission des lois) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de

Election le 28 septembre 2014.

M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Audition de Mme Anne Courrèges, candidate pressentie à la direction générale de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7553, 7554).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** [n° 78 (2014-2015)] - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7979, 7980).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8040, 8041). - **Article 8 ter (nouveau)** (*Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs*) (p. 8046). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8060). (p. 8061).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8095). - **Article 21** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité*) (p. 8141).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants** [n° 87 (2014-2015)] - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8419, 8421).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** - *Nouvelle lecture* [n° 124 (2014-2015)] - (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 9005, 9006).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7256, 7257).

DOLIGÉ (Éric)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Rapporteur de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis membre le 8 octobre 2014 ; puis président le 9 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 20 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis secrétaire le 23 juin 2014 ; puis vice-président le 9 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil de l'immobilier de l'Etat le 17 décembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination ; membre suppléant le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes le 2 juillet 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2013 [n° 533 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Les niveaux de vie dans les outre-mer : un rattrapage en panne ? [n° 710 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 4 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 57 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Action extérieure de l'État [n° 108 tome 3 annexe 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition des représentants d'Écomouv'.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Michel Hersemul, chef du département d'expertise des partenariats public-privé et de conduite de projets délégués au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de MM. François Lichère, professeur de droit et Frédéric Marty, économiste.

Audition de M. Romaric Lazerges, avocat au Barreau de Paris (Cabinet Allen & Overy).

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget, sur les résultats de l'exercice 2013.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de Mme Hélène Crocqueville, directrice générale des douanes et droits indirects (DGDDI) au ministère de l'économie et des finances, M. Dariusz Kaczynski, sous-directeur des droits indirects, Mme Anny Corail, chef de la mission taxe poids lourds, et MM. Jérôme Fournel, ancien directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI), et Henri Havard, ancien sous-directeur des droits indirects.

(*commission des finances*) : Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de MM. Antoine Maucorps, chef de la mission de la tarification et Olivier Quoy, adjoint, direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Antoine Caput, représentant de Thales Communications - Sécurité SAS au comité exécutif d'Écomouv' SAS.

Audition de M. Roland Peylet, conseiller d'État, président de la commission consultative créée par le décret du 30 mars 2009.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de MM. Jean-Philippe Vachia, président de la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes, François-Roger Cazala, conseiller-maître, président de la section « transports » à la 7^{ème} chambre de la Cour des comptes, Vincent Léna, conseiller maître à la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes, Nicolas Brunner, conseiller maître, président de la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, et Jacques Schwartz, président de section à la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine.

Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'État actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de M. Jean-François Carencio, préfet, directeur de cabinet du ministre chargé de l'écologie du 23 avril 2008 au 25 novembre 2010.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Jean-Paul Faugère, conseiller d'État, directeur de cabinet du Premier ministre du 25 mai 2007 au 10 mai 2012.

(*commission des finances*): Concurrence fiscale en Europe - Audition conjointe de MM. Thierry Madiès, professeur d'économie à l'université de Fribourg, Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société Taj, Olivier Passet, directeur des synthèses économiques de Xerfi et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Dominique Bussereau, ancien secrétaire d'État chargé des transports.

Audition de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ancienne secrétaire d'État chargée de l'écologie et ancienne ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des finances*): Suite à donner au référé de la Cour des comptes concernant le contrôle des comptes et la gestion de l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) portant sur les exercices 2001 à 2011 - Audition de MM. Nicolas Bourriaud, directeur de l'ENSBA, Patrick Lefas, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, et Michel Oriet, directeur général de la création artistique.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*): Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France, sur le régime juridique des communes nouvelles.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*): Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'État chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*): Loi de finances rectificative pour 2014 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État au budget.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*): Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de M. Pierre Jarlier, sénateur, vice-président - Association des maires de France (AMF).

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Délimitation des régions, élections

régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*): Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Examen en délégation du rapport sur les niveaux de vie dans les outre-mer.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*): Musée national du sport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*): Avenir des préfetures - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*): Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*): Approbation de l'accord entre la France et la Chine en vue d'éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion et la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Élection du président; désignation des vice-présidents et des secrétaires; questions diverses.

(*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*): Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études du Conseil d'État.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le découpage électoral** - (9 janvier 2014) (p. 180, 181).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 689). (p. 690). (p. 691). (p. 693).

- **Débat sur l'évolution des périmètres communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1437, 1439).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1488).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1565, 1566).

- **Rappel au règlement** - (6 mai 2014) (p. 3711, 3712).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5470).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5521, 5523).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5553, 5554). (p. 5568, 5569). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5585, 5586). (p. 5595, 5596). - **Article 3** (art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordoninations) (p. 5623). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un

siège de conseiller régional, par section départementale) (p. 5659). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 5663, 5664). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5669). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 5672). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5683, 5684).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5716, 5717). - **Article 1er** (*Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes*) (p. 5739). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5747, 5758). (p. 5749).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er septies** (p. 5809, 5810). (p. 5810).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6190).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7415, 7417).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2014) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7449). - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7457).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7556). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7579). (p. 7583). (p. 7588). (p. 7593). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 6 et 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 7611). (p. 7614). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7616).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 58 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 7875, 7876).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 quinquies** (p. 8666). - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 8674). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8679).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de*

service public) (p. 8851). (p. 8852). - **Article 16** (*Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau*) (p. 8856).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 31 et état A annexé** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 8976).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9283, 9285).

- Rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9313). (p. 9314). (p. 9316, 9317). (p. 9317). (p. 9320).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

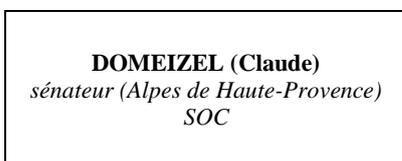
- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9380).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) (p. 9395, 9396).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9789). (p. 9799). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 9805). (p. 9806). - **Article 59 quater (nouveau)** (*art. L. 3335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 1594 D du code général des impôts et art. 77 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre de finances pour 2014 - Pérennisation de la possibilité pour les départements de relever le taux des droits de mutations à titre onéreux et du fonds de solidarité des départements*) (p. 9810). - **Article additionnel après l'article 59 quinques** (p. 9810). (p. 9811).



Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 20 février 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [**n° 313 (2013-2014)**] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [**n° 361 (2013-2014)**] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [**n° 414 (2013-2014)**] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [**n° 416 (2013-2014)**] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [**n° 419 (2013-2014)**] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [**n° 448 (2013-2014)**] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [**n° 453 (2013-2014)**] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [**n° 553 (2013-2014)**] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Rencontres Algérie 2014 [**n° 118 (2013-2014)**] (11 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [**n° 778 (2013-2014)**] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hélène Farnaud-Defromont, directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne

le respect des principes du code mondial antidopage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la jeunesse.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres [n° 248 (2013-2014)]** - (8 janvier 2014) - **Article unique** (p. 143, 144). (p. 144, 145).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 473, 474).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la brigade des douanes de Gap dans les Hautes-Alpes** - (18 février 2014) (p. 1754). (p. 1754, 1755).

- **Questions cribles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2460). (p. 2460).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois*) (p. 3141).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4653).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6210).

DOMINATI (Philippe)

sénateur (Paris)

UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014; puis vice-président le 4 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La DILA face aux défis du numérique : les conditions de la réussite d'une mutation [n° 670 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 771 (2013-2014)] relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives [n° 41 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Sécurités (gendarmerie nationale ; police nationale) [n° 108 tome 3 voL. 1 annexe 29 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 153 (2014-2015)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 185 (2014-2015)] (11 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget, sur les résultats de l'exercice 2013.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Evolution et développement de la place financière de Paris - Audition conjointe de Mme Delphine d'Amarzit, chef du service du financement de l'économie de la direction générale du Trésor, MM. Dominique Cerutti, directeur général d'Euronext, Thierry Francq, auteur d'un rapport sur l'évolution d'Euronext et l'avenir des activités de marché et de post-marché en Europe, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, président directeur général de GDF-Suez, et Hervé Synvet, professeur agrégé de droit privé à l'université Panthéon-Assas (Paris II).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 2 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de Mme Hélène Paris, secrétaire générale du Conseil d'analyse économique (CAE) et de M. Pierre Cahuc, économiste membre du CAE.

Réunion du mercredi 23 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de Mme Marie-Claire Carrère-Gée, présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des finances*) : Direction de l'information légale et administrative (DILA) - Contrôle budgétaire - Communication.

Remise du rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 13, 14, 15, 16, 17, 18, 21, 22, 30, 33 et 35 du texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Election du président et désignation du Bureau.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 12 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5721, 5722).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5795). (p. 5796). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5816, 5817). (p. 5817). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5824).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7698, 7699).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7809, 7810). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 7828).

- Rapporteur pour avis de la commission des finances (p. 7828). - **Article 16** (*Sécurisation des autorisations de prélèvement signées par les entreprises dans le cadre du télé-règlement avec les administrations à l'occasion du passage au nouveau système unifié de paiement en euros*) (p. 7829). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 257, 266, 269 et 270 du code général des impôts - *Suppression d'une obligation déclarative en matière de taxe sur la valeur ajoutée sur les livraisons à soi-même d'immeubles*) (p. 7829). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation en vue de fixer les règles de recouvrement et de gestion de la redevance de stationnement*) (p. 7831). (p. 7831). - **Article 25** (art. L. 1611-7-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Autorisation du recours aux conventions de mandat pour l'Etat et les collectivités territoriales et validation des conventions déjà conclues*) (p. 7833). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation en vue d'aménager certains dispositifs de suivi du financement des entreprises*) (p. 7844). - **Article 33** (articles du code général des impôts et art. L. 534-1 du code rural et de la pêche maritime - *Actualisation de références à des textes européens et suppression de renvois à des textes d'application*) (p. 7852).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - *Alignement de la*

fiscalité applicable aux cigares et cigarillos sur celle en vigueur pour les cigarettes) (p. 8094).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9169, 9170).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 44** (p. 9878).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 30 septdecies (nouveau)** (art. L. 62 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - *Création d'une procédure de régularisation applicable aux transferts de bénéficiaires*) (p. 10287). - **Article 31 quater (nouveau)** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - *Modalités d'exonération du versement transport*) (p. 10295). - **Article 31 quinquies (nouveau)** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - *Augmentation du versement transport en Ile-de-France*) (p. 10296, 10297). (p. 10300). - **Article 31 undecies (nouveau)** (art. 568 ter, 1810, 1811 et 1817 du code général des impôts, art. L. 39 du livre des procédures fiscales et art. 38 du code des douanes - *Renforcement de la lutte contre les importations illégales de tabac*) (p. 10311). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10328, 10329).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 153 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 10597, 10598). - **Article unique** (p. 10605).

DOUBLET (Michel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

Démissionnaire le 24 avril 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 10 avril 2014 au 24 avril 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 9 avril 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'eau jusqu'au 23 avril 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'évolution des effectifs et des missions de l'armée de l'air en Charente-Maritime** - (7 janvier 2014) (p. 11). (p. 12).

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UDI-UC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels » - Audition de M. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et M. Christian Bataille, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et d'Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Maxime Lombardini, directeur général d'Iliad.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Marylise Léon, secrétaire nationale de la confédération française démocratique du travail (CFDT), responsable de la politique du développement durable, des politiques industrielles, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la coordination en matière de RSE.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)] - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 932, 933).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2621, 2622).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2659). (p. 2677). (p. 2688). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2697). (p. 2698). (p. 2698). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2734). (p. 2740).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37,

L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2760, 2761). (p. 2770). (p. 2771). (p. 2771). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 2782). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2785, 2786). (p. 2786). (p. 2786). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-74 du code rural et de la pêche maritime - Application du taux d'intérêt légal majoré de trois points pour le calcul de la répétition de l'indu entre preneur et bailleur) (p. 2793). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 2799). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2820). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2829). (p. 2830). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 2843). (p. 2843, 2844). (p. 2844). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2852). (p. 2852). (p. 2853). (p. 2859). (p. 2859). (p. 2860). (p. 2861). (p. 2861). (p. 2864). (p. 2866). (p. 2868). (p. 2868).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2889, 2890). (p. 2895). - **Article 12 ter** (art. L. 122-3 du code de l'environnement - Systématisation de l'analyse des effets des projets sur l'agriculture dans les études d'impact) (p. 2899, 2900). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 2901). (p. 2902). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], article L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2918). (p. 2920). (p. 2920). (p. 2926). (p. 2927). - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2943).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5523, 5524).

- **Deuxième lecture** [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7460). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7476, 7477). (p. 7480, 7481). (p. 7483).

DUBOIS (Vincent)
sénateur (Polynésie française)
UDI-UC-A

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) le 18 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le régime de solidarité de la Polynésie** - (18 novembre 2014) (p. 8358). (p. 8359).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires** [n° 553 (2013-

2014)] - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8439, 8440).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8596). - **Article 3** (*Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 8603).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) - **Article 57 bis (nouveau)** (*art. L. 6500 du code général des collectivités territoriales - Fixation du montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française pour 2015*) (p. 9168).

DUCHÊNE (Marie-Annick)
sénateur (Yvelines)
UMP-R

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission du 16 avril 2014 au 7 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 15 avril 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au report des délais prévus par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles pour la création d'intercommunalités d'au moins 200 000 habitants [n° 5 (2014-2015)] (8 octobre 2014) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition des représentants du Syndicat national unitaire d'instituteurs et professeurs des écoles et PEGC (SNUIPP-FSU) et du Syndicat national des personnels d'inspections (SNPI-FSU).

M. Michel Destot, président de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de responsables d'associations d'éducation populaire.

Réunion du jeudi 30 janvier 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Stéréotypes dans les manuels scolaires - Audition de Mmes Mélanie Gratacos, directrice du Centre Hubertine Auclert, et Amandine Berton-Schmitt, chargée de mission éducation.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de MM. Bernard Lempereur et Norbert Trichard, du Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public (SNUDI-FO), Mmes Françoise Harl, co-secrétaire de la Fédération des syndicats SUD éducation et Sabine Duran, représentante départementale et M. Patrick Désiré, secrétaire général de CGT *Éduc'action*.

Audition de Mmes Anne-Sophie Benoit, présidente de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes de France (ANDEV), Ornella De Giudice, vice-présidente de l'association, et Marie-José Torrero, membre du conseil d'administration.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. Pascal Balmand, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Audition de Mmes Claire Pontais et Nathalie François, secrétaires nationales du Syndicat national de l'éducation physique et sportive (SNEP-FSU).

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. Mikaël Garnier-Lavalley, délégué interministériel à la jeunesse, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, M. Marc Engel, chef du bureau de la protection des mineurs en accueils collectifs et des formations, Mme Sylvie Martinez, chargée de mission à la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) et M. Vianney Sevaistre, sous-directeur de l'emploi et de la formation à la direction des sports du ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Audition de M. Patrice Weisheimer, secrétaire général du Syndicat de l'éducation populaire (SEP-UNSA), MM. Ahmed Hamadi et Bouziane Brini de l'Union des syndicats des personnels de l'animation, des organisations sociales, sportives et culturelles (USPAOC-CGT); Mmes Catherine Sergent, secrétaire générale adjointe en charge de l'animation, et Béatrice Beth-Desmazieres, du Syndicat national des artistes et des professionnels de l'animation, du sport et de la culture (SNAPAC-CFDT).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Organisme extra-parlementaire - Désignation de candidats.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de Mme Claire Leconte, chercheur en chronobiologie.

Point d'étape.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves

scolarisés hors de leur commune de résidence - Examen du rapport d'information.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Examen du rapport d'information de MM. Jacques Legendre et Jacques-Bernard Magner, rapporteurs sur la mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Réunion commune avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Frédérique Bredin, présidente du CNC (centre national du cinéma et de l'image animée).

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) - **Article 50 bis (nouveau)** (*Demande de rapport relatif à l'évolution du financement du Centre des monuments nationaux*) (p. 9223).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 9474). (p. 9474).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Article 54** (art. L. 452-1-1 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Contribution financière au développement de l'offre de logements sociaux) (p. 9814). (p. 9817).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 44 ter** (p. 9907, 9908). (p. 9908). (p. 9909). - **Article 44 quater (nouveau)** (art. 154 du code général des impôts - Suppression de la déductibilité intégrale du salaire du conjoint exploitant adhérent à un centre de gestion agréé) (p. 9909). - **Article 44 quinquies (nouveau)** (art. 199

quater B du code général des impôts - Suppression de la réduction d'impôt pour frais de tenue de comptabilité des adhérents à un organisme de gestion agréé) (p. 9911).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 31 quater (nouveau)** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exonération du versement transport) (p. 10294). (p. 10295).

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

Non réélu le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à rénover les rapports entre les collectivités territoriales et les clubs professionnels et à moderniser le modèle économique du sport professionnel [n° 711 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (mission commune d'information sur le sport professionnel) : Table ronde des fédérations sportives.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (mission commune d'information sur le sport professionnel) : Table ronde avec les ligues de sport professionnel.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (mission commune d'information sur le sport professionnel) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Audition de M. Mathieu Grégoire, co-auteur du rapport « Quelle indemnisation chômage pour les intermittents du spectacle ? Modélisation et évaluation d'un régime alternatif ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le découpage cantonal** - (20 février 2014) (p. 2121).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4645, 4646).

DUFLOT (Cécile)
ministre de l'égalité des territoires et du
logement
(jusqu'au 1er avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 102, 106).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 922, 924). - **Demande de priorité** (p. 941).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 957, 959). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10-1 A [nouveau] de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation ; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 964). (p. 965). (p. 966). (p. 967). (p. 968). (p. 968). (p. 969). (p. 969). (p. 970). (p. 970). (p. 971). (p. 971). (p. 972). (p. 972). - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 979, 980). (p. 982). (p. 982, 983). (p. 983). (p. 983, 984). (p. 984). (p. 986). (p. 986). (p. 987). (p. 988). (p. 988). (p. 989). (p. 990). (p. 990, 991). (p. 991). (p. 991). (p. 992). (p. 992). (p. 993). (p. 993). (p. 994). (p. 994). (p. 994). (p. 995). (p. 995). (p. 996). (p. 996). - **Article 1er bis A** (Rapport au Parlement sur la révision du « décret décence ») (p. 1006). - **Article 1er bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 visant à rendre obligatoire l'installation des détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Installation des détecteurs de fumée dans les logements) (p. 1007). - **Article 1er bis** (art. L. 1751 et L. 1751-1 [nouveau] du code civil - Extension de la cotutillarité du bail aux partenaires liés par un PACS) (p. 1008). - **Article 2** (art. 11-1, 11-2 [nouveau], 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 1010). (p. 1011). (p. 1012). (p. 1012). (p. 1013). (p. 1014). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1020). (p. 1023, 1024). (p. 1027). (p. 1028). (p. 1028). (p. 1029). (p. 1030). (p. 1030). (p. 1031). - **Article 4** (art. 25-3 à 25-11 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rapports entre bailleurs et locataires dans

les logements meublés résidence principale) (p. 1032). (p. 1033). (p. 1033). - **Article 4 quater (suppression maintenue)** (Obligation d'afficher la « surface Carrez » dans les annonces locatives proposées sur l'internet) (p. 1033). (p. 1034). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 631-12 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Régime juridique des résidences universitaires) (p. 1035). - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 et L. 631-7-1 A [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 1035). (p. 1036). (p. 1036). (p. 1037). - **Article 6 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 631-7-1 A [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accord de l'assemblée générale des copropriétaires avant la demande d'autorisation de changement d'usage pour la location de meublés pour de courtes durées) (p. 1038). - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] et 17-2 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 1042). (p. 1043). (p. 1043). (p. 1043). (p. 1044). (p. 1044). (p. 1045). - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Extension de la trêve hivernale) (p. 1045). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation, L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation de saisine des commissions départementales de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) pour les bailleurs personnes morales hors SCI familiales) (p. 1048). (p. 1049). (p. 1050). (p. 1051). - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 1053). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 1054). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 1057). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-2 et L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 1058). (p. 1058). (p. 1059). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles ; art. 102 du code civil - Simplification des règles de domiciliation) (p. 1060). (p. 1061). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dispositions relatives à l'habitat participatif) (p. 1064). - **Article 22 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 633-2 du code de la construction et de l'habitation - Encadrement des dispositions des contrats de bail et du règlement intérieur des logements-foyers) (p. 1065). - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 633-4 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un comité de résidents dans chaque logement-foyer) (p. 1066). - **Article 23** (art. L. 711-1 à L. 711-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Registre d'immatriculation des syndicats de copropriétaires) (p. 1068). - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] et 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Renforcement de l'information des acquéreurs de lots de copropriété) (p. 1070). - **Article 26**

(art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 AA [nouveau], 18-1 A, 18-1, 18-2, 19-2, 20, 21, 22, 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation - Gouvernance et gestion des copropriétés) (p. 1073). (p. 1074). - **Article 26 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 17-1-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Création d'un régime de gouvernance spécifique pour les petites copropriétés) (p. 1076). - **Article 27** (art. 9-1 [nouveau], 10, 14-2, 18, 19-1, 24-4 et 24-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 111-6-2, L. 731-1 à L. 731-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 216-1 et L. 216-2 du code des assurances - Instauration d'un fonds de travaux ; possibilité pour les copropriétés de faire réaliser un diagnostic technique global) (p. 1078, 1079). (p. 1080). (p. 1080). (p. 1081). - **Organisation de la discussion** (p. 1081). - **Article 28** (art. 9, 10-1, 18-1, 24, 24-1, 25, 25-1, 26, 26-7, 28, 30 et 50 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. 244 quater U du code général des impôts - Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires) (p. 1084). (p. 1084). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 741-1 et L. 741-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 213-2 du code de l'urbanisme - Opérations de requalification des copropriétés dégradées) (p. 1089). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-1, L. 252-1-1 [nouveau], L. 252-3, L. 252-4, L. 252-5 et L. 252-6 [nouveaux], L. 253-1-1 [nouveau], L. 253-2 et L. 253-5 du code de la construction et de l'habitation ; art. 23 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Adaptation des dispositifs de démembrement au fonctionnement des copropriétés dégradées) (p. 1091). - **Article 37** (art. L. 615-6, L. 615-7 et L. 615-8, L. 615-9 et L. 615-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme de la procédure de carence et création d'une procédure expérimentale d'expropriation des parties communes) (p. 1094). (p. 1094). (p. 1095). - **Article 41** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 301-5-1-1 et L. 305-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Unification des polices permettant de lutter contre l'habitat indigne au profit des EPCI) (p. 1097, 1098). (p. 1098). (p. 1098). - **Article 46 sexes A** (art. L. 111-6-1 et art. L. 111-6-1-1 et L. 111-6-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable aux travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un logement existant) (p. 1101). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, L. 441-2-9 [nouveau], L. 472-3 et L. 423-13 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 1106). (p. 1106). (p. 1107). (p. 1108). (p. 1108, 1109). - **Article 48** (art. L. 342-1 à L. 342-20 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Création de l'Agence nationale de contrôle du logement social, ANCOLS) (p. 1115). (p. 1115). - **Article additionnel après l'article 48** (p. 1116). - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1 à L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 442-8-1 et L. 442-8-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Extension des missions des opérateurs du logement social) (p. 1122, 1123). (p. 1124). (p. 1125). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 1125). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 411-2-1 [nouveau], art. L. 422-11, L. 423-4, L. 423-5, L. 481-1, L. 481-6 et article L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux) (p. 1128). (p. 1128). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 421-13, L. 421-13-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux

intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 1130). (p. 1131). (p. 1132). (p. 1132). (p. 1133). - **Article 55** (art. L. 423-3, L. 452-1, L. 452-1-1, L. 452-2, L. 452-2-1, L. 452-2-2 [nouveau], L. 452-4 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des missions et procédures de la Caisse de garantie du logement locatif social, CGLLS) (p. 1135). (p. 1135). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-5-1, L. 301-5-2, L. 302-1, L. 302-2, art. L. 302-4-2 et L. 302-4-3 [nouveaux] et art. L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation - Élargissement des délégations de compétence aux établissements publics de coopération intercommunale en matière de politique du logement) (p. 1138, 1139). (p. 1139). (p. 1140). (p. 1140). (p. 1140). (p. 1140). (p. 1141). (p. 1141). (p. 1141). - **Article 58** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 1151). (p. 1152, 1153). (p. 1154). (p. 1154). (p. 1155). (p. 1155). (p. 1156). (p. 1156, 1157). (p. 1157). (p. 1158). (p. 1158). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 1159).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 59 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme) (p. 1210). - **Article additionnel avant l'article 61 (précédemment réservé)** (p. 1211). - **Article 61 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 1212). (p. 1212, 1213). (p. 1215). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1219). (p. 1222). - **Article 64 (précédemment réservé)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 1227). (p. 1228). (p. 1229). (p. 1229). (p. 1230). (p. 1231). (p. 1232). (p. 1232). (p. 1232). (p. 1233). (p. 1234). (p. 1234). (p. 1234). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1236). (p. 1237). (p. 1238). (p. 1239). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1245, 1246).

- **Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)]** - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1977, 1979). - **Article 9 (Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier)** (p. 2108). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2111). (p. 2111).

DULAIT (André)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la commission de vérification des fonds spéciaux jusqu'au 4 juin 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

DUPONT (Ambroise)
sénateur (Calvados)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Reprendre pied en Asie du Sud-Est [n° 723 (2013-2014)] (15 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement effectué en Malaisie et en Thaïlande du 27 janvier au 1er février 2014 - Communication.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est : situation en mer de Chine méridionale et géostratégie des détroits - Audition du professeur Eric Frécon, d'Asia-Centre.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernardino León, représentant spécial de l'Union européenne pour la Méditerranée du Sud.

Audition de M. Michel Pinault, président du Haut comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM).

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Extension du plateau continental - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental sur le rapport et l'avis rendu par le CESE.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fayez Tarawneh, chef de la Cour royale hachémite de Jordanie.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages jusqu'au 17 février 2014.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France.

Membre titulaire du Collège du comité consultatif des jeux et commission consultative des jeux de cercle et de casinos.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (Calvados)
UDI-UC

Réélu le 28 septembre 2014.

Vice-président du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014 ; puis questeur du Sénat à compter du 8 octobre 2014 ; a présidé les séances des 8, 15, 21, 22, 28 janvier, 5, 11, 25 février, 9 avril, 5, 6, 27 mai, 3, 17 juin, 8 et 15 juillet 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

Vice-président du comité de déontologie parlementaire du Sénat jusqu'au 29 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral du 18 juin 2014 au 8 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités jusqu'au 27 mai 2014.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Régimes de protection du patrimoine - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Berjot, directeur général des patrimoines au ministère de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2620, 2621).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des étalons nationaux** - (17 juin 2014) (p. 4893, 4894). (p. 4894, 4895).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme

territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires** [n° 459 (2013-2014)] - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3576, 3577).

- **Convocation en session extraordinaire** - (17 juin 2014) (p. 4943, 4944).

- **Proposition de loi permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique** - *Deuxième lecture*

[n° 615 (2013-2014)] - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5019, 5021).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le temps de travail hebdomadaire** - (3 juillet 2014) (p. 5478).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5502, 5504).

- **Hommage à un soldat français mort au Mali** - (15 juillet 2014) (p. 6130, 6131).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération** [n° 34 (2014-2015)] - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7304, 7305).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2014) (p. 9679, 9680).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10484, 10485).

DURAIN (Jérôme)
sénateur (Saône-et-Loire)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis secrétaire le 4 décembre 2014.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 10 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*): Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7484, 7485). (p. 7485).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de l'emploi** - (30 octobre 2014) (p. 7539, 7540).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants** [n° 87 (2014-2015)] - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8415, 8417). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8427).

DURAN (Alain)
sénateur (Ariège)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

DURANTON (Nicole)
sénateur (Eure)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Membre suppléant du comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative le 18 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises** [n° 60 (2014-2015)] - (5 novembre 2014) - **Article 11 bis** (*art. L. 362-3 du code de l'environnement - Transport des clients des restaurants d'altitude par motoneige*) (p. 7801).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10499, 10500).

2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Surveillance des frontières et sauvetage des migrants en Méditerranée (Opération Triton) - Communication de M. André Reichardt.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Visite de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Calais - Communication de Mme Nicole Durant.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9454, 9455).

DURRIEU (Josette)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - première partie de la session ordinaire 2014 [n° 413 (2013-2014)] (3 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 167 (2013-2014)] autorisant la ratification de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et la République de Moldavie [n° 434 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : États-Unis : l'usage de la force et la force de l'influence [n° 708 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [n° 758 (2013-2014)] (18 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 662 (2013-2014)] autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part [n° 21 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Évangélos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Priorités de la présidence grecque de l'Union européenne - Audition de M. Évangélos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France, sur les priorités de la présidence grecque de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Échange de vues sur les conclusions du rapport d'information « S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation ».

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Nouvelles orientations stratégiques des États-Unis - Audition de M. Justin Vaïsse, directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Arnaud Danjean, président de la sous-commission « Sécurité et défense » du Parlement européen.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernardino León, représentant spécial de l'Union européenne pour la Méditerranée du Sud.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions récentes des marchés de l'énergie et leurs conséquences géopolitiques - Audition de M. Giacomo Luciani, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Orientation et programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Entretien avec M. Iurie Leanca, Premier ministre de Moldavie.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fayez Tarawneh, chef de la Cour royale hachémite de Jordanie.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions stratégiques des Etats-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 août 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en

Irak - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Anne Brasseur, présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 119, 120).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9307, 9308).

DUSSERRE (Jean-Yves)
sénateur (Hautes-Alpes)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

Décédé le 27 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales du 8 octobre 2014 au 27 décembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

DUVERNOIS (Louis)
*sénateur (Français établis hors de
France - Série 1)*
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Action extérieure de l'Etat [n° 112 tome 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hélène Farnaud-Defromont, directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition M. Emmanuel Négrier, directeur de recherche au CNRS à l'université de Montpellier I.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public » et « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8609). (p. 8610).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9291, 9292).

EBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou le 17 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages jusqu'au 13 décembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Culture [n° 108 tome 3 annexe 7 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Régimes de protection du patrimoine - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hervé Lemoine, directeur chargé des archives de France au ministère de la culture et de la communication.

Audition de M. Vincent Berjot, directeur général des patrimoines au ministère de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Sallois, président de la commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art.

Audition de M. Yves Dauge, ancien président de la Commission nationale des espaces protégés.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres** [n° 248 (2013-2014)] - (8 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 140, 141). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 148).

- **Question orale sans débat sur la réglementation des donations faites aux musées** - (3 juin 2014) (p. 4415). (p. 4416).

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4789, 4790). (p. 4790).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à**

modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition - *Deuxième lecture* [n° 638 (2013-2014)] - (26 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5315, 5316).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9204, 9205).

ECKERT (Christian)
*secrétaire d'Etat auprès du ministre des
 finances et des comptes publics, chargé
 du budget
 (à partir du 10 avril 2014)*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte de responsabilité/solidarité et le pouvoir d'achat** - (10 avril 2014) (p. 2676).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3609, 3610).

- **Question orale sans débat sur la baisse du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** - (6 mai 2014) (p. 3706, 3707).

- **Question orale sans débat sur le logo « Triman » et le décret d'application** - (6 mai 2014) (p. 3707, 3708).

- **Question orale sans débat sur la géothermie de minime importance** - (6 mai 2014) (p. 3709).

- **Question orale sans débat sur les trains express régionaux et le désenclavement du haut Jura** - (6 mai 2014) (p. 3710).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public** [n° 516 (2013-2014)] - (13 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3857, 3859). (p. 3872, 3874). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3875). (p. 3875, 3876). (p. 3877). (p. 3878). (p. 3879, 3980). (p. 3880). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Validation des contrats de prêt ne comportant pas de TEG*) (p. 3883). - **Article 2** (*Validation des contrats de prêt comportant un TEG erroné*) (p. 3885, 3886). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 3887). (p. 3888). (p. 3888). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3889).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les charges patronales pesant sur les emplois à domicile** - (5 juin 2014) (p. 4627, 4628).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapatriement fiscal, le CICE et l'ISF** - (19 juin 2014) (p. 5065, 5066).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises** [n° 566 (2013-2014)] - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5100, 5102).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 155 (2014-2015)] - (12 décembre 2014) - **Article 31 quinquies (nouveau)** (*art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Augmentation du versement transport en Ile-de-France*) (p. 10299, 10300). - **Article 31 octies (nouveau)** (*art. 156 bis du code général des impôts - Modification des conditions d'agrément ouvrant droit à réduction d'impôt sur le revenu pour les propriétaires de monuments historiques et assimilés*) (p. 10308). (p. 10309).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5700, 5702). (p. 5727, 5731). - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2014*) (p. 5733, 5734). - **Article 1er** (*Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes*) (p. 5738). (p. 5743). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5745). (p. 5746). (p. 5746, 5747). (p. 5748). (p. 5752). (p. 5754). (p. 5755). (p. 5756). (p. 5757).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5789). (p. 5790, 5791). (p. 5791). (p. 5792). (p. 5794). (p. 5794). (p. 5795). (p. 5796). (p. 5797). (p. 5802, 5803). - **Article 1er bis (nouveau)** (*art. 150-0 D et 150-0 D ter du code général des impôts - Modalités d'imposition des gains de cession de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, BSPCE, et de certains gains de levée d'option*) (p. 5803, 5804). - **Article 1er ter (nouveau)** (*art. 199 ter S du code général des impôts - Simplification de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 5805, 5806). (p. 5806). - **Article 1er quater (nouveau)** (*art. 569 du code général des impôts - Marquage et traçabilité des produits de tabacs par un tiers indépendant*) (p. 5807). (p. 5808, 5809). - **Articles additionnels après l'article 1er septies** (p. 5810). (p. 5811). - **Article 2** (*art. L. 6241-2, L. 6241-3, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-8-1 du code du travail, art. 1599 ter A et 1609 quinquies du code général des impôts, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales - Réforme de la taxe d'apprentissage*) (p. 5814). (p. 5815). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5816). (p. 5817). - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 1601 du code général des impôts - Modalités d'application du plafonnement pour 2014 de la taxe additionnelle à la cotisation des entreprises pour frais de chambres de métiers et d'artisanat*) (p. 5819). - **Article 2 quater (nouveau)** (*art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Relèvement du plafond de la taxe sur les spectacles de variété et abaissement du plafond de la redevance d'archéologie préventive*) (p. 5820). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5822). (p. 5824). (p. 5826). (p. 5826, 5827). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 5828). (p. 5829). (p. 5830). (p. 5831). - **Article 3 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 5838, 5839). - **Demande de seconde délibération** (p. 5840, 5841). - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Exonération de l'impôt sur le revenu*) (p. 5843). - **Article 1er bis B (nouveau)** (*Droit de timbre pour l'obtention des passeports*) (p. 5843). - **Article 1er bis C (nouveau)** (*Réduction de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises recourant aux contrats d'apprentissage*) (p. 5843). - **Article 1er bis (supprimé)** (*art. 150-0 D et 150-0 D ter du code général des impôts - Modalités d'imposition des gains de cession de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, BSPCE, et de certains gains de levée d'option*) (p. 5844). - **Article 1er ter** (*art. 199 ter S du code général des impôts - Simplification de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 5844). - **Article 3 et état A annexé** (*équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 5850). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 5853).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014** [n° 689 (2013-2014)] - (16 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6184). (p. 6187, 6188). (p. 6189, 6190). (p. 6191). (p. 6192). (p. 6192). (p. 6193). (p. 6194). (p. 6196). (p. 6197). (p. 6200). (p. 6201). (p. 6203). (p. 6204). (p. 6205). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6206, 6207). (p. 6212). (p. 6212). (p. 6213). (p. 6214). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13 ; L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6216, 6217). (p. 6218). (p. 6219). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 6224). - **Demande de seconde délibération** (p. 6228). (p. 6228). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6230, 6231). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6235).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Deuxième lecture** [n° 727 (2013-2014)] - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6327). (p. 6334). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6335).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Nouvelle lecture** [n° 747 (2013-2014)] - (21 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6458, 6459). (p. 6470, 6472). - **Article 1er ter** (Simplification de l'éco-prêt à taux zéro) (p. 6474). - **Article 1er quater** (Marquage et traçabilité des produits de tabacs) (p. 6476). - **Demande de seconde délibération** (p. 6484, 6485). - **Article 1er** (supprimé) (Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes) (p. 6485). - **Article 1er bis** (supprimé) (Modalités d'imposition des gains de cession de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et de certains gains de levée d'option) (p. 6486). - **Article 1er quater** (Marquage et traçabilité des produits de tabacs) (p. 6486). - **Article 3 et état A annexé** (supprimé) (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 6490).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture** [n° 762 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6582, 6584). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6601). (p. 6604). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13, L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6606). (p. 6606). - **Seconde délibération** (p. 6614). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6616).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Nouvelle lecture** [n° 759 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6629, 6630).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le**

Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 706 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6660, 6662) (p. 6673, 6674).

- **Question orale sans débat sur le transfert du prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle** - (4 novembre 2014) (p. 7658, 7659).

- **Question orale sans débat sur les conditions de répartition territoriale des mineurs isolés étrangers** - (4 novembre 2014) (p. 7660).

- **Question orale sans débat sur les effectifs du service de la nationalité des Français nés et établis hors de France** - (4 novembre 2014) (p. 7661).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 58 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7874, 7875).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019** [n° 56 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7880, 7881). (p. 7912, 7913). - **Article 1er** (supprimé) (Approbation du rapport annexé) (p. 7913). - **Article 6** (Texte non modifié par la commission) (Mécanisme de correction des écarts par rapport à la trajectoire de solde structurel) (p. 7920). - **Article 9** (Stabilisation des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs) (p. 7922). (p. 7922, 7923). (p. 7924). - **Article 11** (Instauration d'un objectif d'évolution de la dépense publique locale) (p. 7925, 7926). (p. 7927). (p. 7927, 7928). - **Article 12** (Mise en réserve des crédits de l'Etat et des dépenses d'assurance maladie) (p. 7928). (p. 7929). (p. 7929). (p. 7930). - **Article 13** (supprimé) (Programmation triennale des crédits des missions du budget général de l'Etat pour les années 2015 à 2017) (p. 7931). - **Article 15** (Texte non modifié par la commission) (Réduction des plafonds de certaines impositions de toutes natures affectées à des organismes concourant à une mission de service public) (p. 7932). - **Article 17** (Texte non modifié par la commission) (Affectation des surplus de recettes fiscales et sociales à la réduction du déficit public) (p. 7933). - **Article 19** (Plafonnement des dépenses fiscales et crédits d'impôt hors CICE) (p. 7934). - **Article 20** (Stabilisation en valeur du montant des niches sociales) (p. 7934). - **Article 21** (Principe de révision des dépenses fiscales et niches sociales trois ans après leur création) (p. 7935). - **Article 25** (Amélioration de l'information du Parlement à travers l'enrichissement de l'annexe générale « jaune » relative aux opérateurs de l'Etat) (p. 7936). - **Article 26** (art. L. 6143-4 du code de la santé publique - Pilotage budgétaire des établissements de santé et suivi de l'évolution de leurs dépenses de personnel) (p. 7937). (p. 7937). - **Article 27 A** (nouveau) (Création d'une annexe au projet de loi de finances détaillant les prévisions de solde public pour chacun des sous-secteurs des administrations publiques) (p. 7937). - **Article 27** (Chapitre II du titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail - Information du Parlement sur les perspectives financières de l'assurance chômage) (p. 7938). - **Article 28** (Bilan de la mise en œuvre de l'objectif d'évolution de la dépense publique locale) (p. 7938). - **Article 29 A** (nouveau) (Création d'un mécanisme de « frein à la dette ») (p. 7939). - **Article 29** (Texte non modifié par la commission) (Bilan annuel de la mise en œuvre de la loi de programmation des finances publiques) (p. 7940). - **Article 29 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1414-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Encadrement des partenariats public-privé conclus par des organismes autres que l'Etat) (p. 7940).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7948, 7951).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) (p. 7996, 7998).

Première partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8005).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 8026). (p. 8027). (p. 8028). (p. 8029). - **Article 7** (art. L. 130-1, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 131-2, L. 131-3, section II du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 133-10, L. 136-2, L. 136-5, L. 136-8, L. 137-11-1, L. 241-3, L. 242-13, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-11, L. 244-14 et L. 612-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et de la famille, art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 761-10 du code rural et de la pêche maritime et art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Prélèvements sociaux applicables aux revenus de remplacement) (p. 8030, 8031). (p. 8033). (p. 8034). (p. 8035). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8037). (p. 8038, 8039). - **Article 8** (art. L.311-3 du code de la sécurité sociale, art. 13 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Affiliation des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public et suppression de l'exonération de cotisations sociales des indemnités versées aux élus de chambres d'agriculture et de métiers et des indemnités versées aux administrateurs ayant la qualité de travailleur indépendant élus des organismes de sécurité sociale) (p. 8040). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8041). (p. 8042). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 161-1-1, L. 161-6, L. 171-3, L. 171-6 [nouveau], L. 325-1, L. 613-2, L. 613-4, L. 6113-5, L. 613-6, L. 613-7, L. 613-7-1, L. 622-10 du code de la sécurité sociale, L. 732-9 et L. 761-3 du code rural et de la pêche maritime - Aménagement des dispositions de la loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises) (p. 8044). - **Article 8 ter (nouveau)** (Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs) (p. 8047). (p. 8047). (p. 8048). - **Article 9** (art. L. 242-4-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des assiettes forfaitaires) (p. 8049). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8051). (p. 8052). (p. 8053). (p. 8053). (p. 8054). - **Demande de réserve** (p. 8054). - **Article 12** (art. L. 171-4, L. 171-5 [nouveaux], L. 376-1, L. 454-1, L. 613-21, L. 643-9 [nouveau], L. 644-4 [nouveau], L. 645-5-1 [nouveau], L. 723-13-1 [nouveau] et L. 723-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 733-1 [nouveau], L. 761-16, L. 761-19, L. 762-14 et L. 762-26 du code rural et de la pêche maritime - Généralisation à l'ensemble des régimes de sécurité sociale des dispositions relatives au recours contre tiers) (p. 8056). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8057). (p. 8058). (p. 8058, 8059). (p. 8059). (p. 8060). (p. 8061, 8062). (p. 8063). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 131-6 et L. 242-4-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime - Intégration dans l'assiette des cotisations sociales de la fraction du revenu, distribuée aux dirigeants majoritaires de SA et de SAS, qui excède 10 % du capital social) (p. 8065, 8066). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 8068). (p. 8069).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8472, 8473). (p. 8481, 8482). - **Article 1er** (Création d'un malus automobile assis sur la quantité de polluants atmosphériques émise) (p. 8485). (p. 8486). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8486). (p. 8488). (p. 8488). (p. 8489). (p. 8490). (p. 8490). - **Article 3** (Rapport au Parlement sur l'indépendance de l'expertise technique relative à la définition et à la méthodologie des mesures des émissions de polluants par

les véhicules automobiles) (p. 8491). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8491).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8506, 8509). (p. 8551, 8554). - **Question préalable** (p. 8557).

Première partie :

- (21 novembre 2014) (p. 8568). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8569). - **Article 2** (Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens) (p. 8577, 8758). (p. 8581). - **Organisation des travaux** (p. 8583). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8584). (p. 8585). (p. 8586, 8587). (p. 8588). (p. 8588). (p. 8589). (p. 8591, 8592). (p. 8593). (p. 8594). (p. 8595). (p. 8597). (p. 8597, 8598). (p. 8599). - **Article 3** (Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 8603). (p. 8604). (p. 8605). (p. 8606). (p. 8606). (p. 8607). (p. 8608). (p. 8608). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8609, 8610). - **Article 4** (Art. 27 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières de cessions de terrains à bâtir) (p. 8612). (p. 8614, 8615). (p. 8616). (p. 8618). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8619, 8620). (p. 8621). (p. 8623). - **Article 5** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel ») (p. 8624). (p. 8627). (p. 8628). (p. 8629). (p. 8629, 8630). (p. 8630). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8632, 8633). (p. 8636). (p. 8637). (p. 8638). (p. 8639). (p. 8640). - **Article 6** (Art. 790 H [nouveau], 790 I [nouveau] et 1840 G ter du code général des impôts - Incitation à la libération du foncier constructible et à la construction de logements par l'aménagement des droits de mutation à titre gratuit) (p. 8643). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8644, 8645). - **Article 6 bis (nouveau)** (Art. 150 U du code général des impôts - Extension de l'exonération temporaire d'imposition des plus-values réalisées lors de la cession de biens immobiliers à tout acquéreur s'engageant à construire des logements sociaux) (p. 8646). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 8647). (p. 8648). (p. 8649).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 quater (suite)** (p. 8658). (p. 8659). (p. 8661). - **Articles additionnels après l'article 6 quinquies** (p. 8664, 8665). (p. 8666). (p. 8666). - **Article 6 sexies (nouveau)** (art. 793 et art. 885 H du code général des impôts - Exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles et droits immobiliers dont les titres de propriétés ont été reconstitués) (p. 8667). - **Article 6 septies (nouveau)** (art. 885 H du code général des impôts - Désindexation de la limite d'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune à hauteur de 75 % de leur valeur de certains biens ruraux ou forestiers) (p. 8667). - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 8668, 8669). (p. 8672, 8673). - **Article 7** (art. 278 sexies et 284 du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA aux opérations d'accès sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 8675). (p. 8675). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8677). (p. 8679). (p. 8681, 8682). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. 278 sexies du code général des impôts - Extension de l'application du taux réduit de TVA à certaines opérations immobilières en matière de logement social) (p. 8683). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 8684, 8685). (p. 8686). (p. 8687). (p. 8688). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodecies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 8689). (p. 8692, 8693). (p. 8699). (p. 8700). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8702). (p. 8703, 8704). (p. 8705). (p. 8706, 8707). (p. 8709). (p. 8709). (p. 8709). (p. 8710). (p. 8711, 8712). (p. 8712, 8713).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8724, 8725). (p. 8725, 8726). (p. 8728, 8729). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 261 E, art. 278-0 bis, art. 1559, art. 1560, art. 1561, art. 1562, art. 1563, art. 1564, art. 1565, art. 1565 bis, art. 1565 septies, art. 1565 octies, art. 1566, art. 1699, art. 1791, art. 1822 et art. 1822 bis du code général des impôts et art. L. 223 du livre des procédures fiscales - Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des droits d'entrée perçus par les organisateurs de réunions sportives) (p. 8731). (p. 8732, 8733). (p. 8733, 8734). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8735). (p. 8739). (p. 8741). (p. 8742). (p. 8743). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8747). (p. 8748). (p. 8750). (p. 8751). - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8760). (p. 8767, 8770). (p. 8778). (p. 8779). (p. 8779). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8782). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 1648 A du code général des impôts - Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 8786).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8848). (p. 8849). (p. 8850). (p. 8851, 8852). - **Article 16** (Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau) (p. 8855). (p. 8857). (p. 8858). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8859). (p. 8860). (p. 8861). (p. 8862). - **Article 17 (réservé)** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8877, 8878). - **Demande de réserve** (p. 8879). - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8882). (p. 8883, 8884). (p. 8885, 8886). (p. 8886). (p. 8888, 8889). (p. 8890). (p. 8890). (p. 8891). - **Article 19** (art. 302 bis Y, 1001 et 1018 A du code général des impôts, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1er, 3, 28, 64-1-2 et 67 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 23-2-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 128 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et art. 28 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle) (p. 8895). (p. 8896, 8897). (p. 8897). (p. 8898). - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8899). (p. 8902). (p. 8904, 8905). (p. 8906, 8907). (p. 8910, 8911). - **Article 17** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8912). (p. 8913). (p. 8915). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8916). (p. 8918). (p. 8919).

(p. 8920). (p. 8921). (p. 8922). (p. 8922). (p. 8923). - **Article 22** (art. 47 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Prorogation de l'exemption de contribution au désendettement de l'Etat des produits de cessions de certains biens domaniaux, CAS « Immobilier ») (p. 8924). - **Article 22 bis (nouveau)** (Prorogation du dispositif de cession à l'euro symbolique des immeubles reconnus inutiles dans le cadre des opérations de restructuration de la défense) (p. 8926). - **Article 24** (art. 23 de la loi du 29 juillet 2011 et art. 6241-2 du code du travail - Modification des recettes et des dépenses du CAS « Apprentissage », FNDMA) (p. 8927). - **Article 26** (Loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs - Dissolution de l'établissement public de financement et de restructuration, EPFR) (p. 8928). - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 1605 du code général des impôts - Augmentation de deux euros de la contribution à l'audiovisuel public et modalités de financement de TV5 Monde) (p. 8929). - **Article 28** (art. L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 351-7 du code de la construction et de l'habitation, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5423-25 du code du travail, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale) (p. 8930). (p. 8930). - **Article 29** (art. L. 213-21-1 du code monétaire et financier - Suppression de la gestion au nominatif des titres d'Etat) (p. 8931). - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 330-5 du code de la route - Réutilisation des données du système d'immatriculation des véhicules) (p. 8932). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 8933). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8933). (p. 8934).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 30** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8954). (p. 8955). - **Article 31 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8974, 8975). (p. 8977).

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9460, 9463). - **Etat B** (p. 9465). (p. 9466). (p. 9467, 9468). (p. 9472). (p. 9473). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 9474). (p. 9475). (p. 9476). (p. 9477).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 3334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9780). (p. 9781). (p. 9782). (p. 9783). (p. 9784). (p. 9784). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9786). (p. 9790). (p. 9791). (p. 9792). (p. 9793). (p. 9794, 9795). (p. 9797). (p. 9797, 9798). (p. 9797). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil d'effort fiscal pour bénéficier du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC, en 2016) (p. 9801). - **Article 58 sexies (nouveau)** (Rapport sur la soutenabilité du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC) (p. 9803). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 9805). (p. 9806). - **Article 59 ter (nouveau)** (art. L. 3335-1 du code général des collectivités territoriales - Ajustement du fonctionnement du fonds départemental de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) (p. 9807). (p. 9808). (p. 9808). (p. 9809). - **Article 59 quater (nouveau)** (art. L. 3335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 1594 D du code

général des impôts et art. 77 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre de finances pour 2014 - Pérennisation de la possibilité pour les départements de relever le taux des droits de mutations à titre onéreux et du fonds de solidarité des départements) (p. 9810). - **Article 59 quinquies (nouveau)** (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des conditions de création des communautés d'agglomération) (p. 9810). (p. 9811). - **Article additionnel après l'article 59 quinquies** (p. 9811).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Article 52** (art. L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des aides personnelles au logement « accession ») (p. 9812). - **Article 53** (art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Financement du Fonds national d'aide au logement, FNAL, par la participation des employeurs à l'effort de construction, PEEC) (p. 9814). - **Article 54** (art. L. 452-1-1 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Contribution financière au développement de l'offre de logements sociaux) (p. 9815, 9816). - **Articles relatifs aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2015 - Article 36** (Plafond des autorisations d'emplois de l'État) (p. 9830). - **Articles relatifs aux reports de crédits de 2014 sur 2015 - Article 40** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) (p. 9834, 9835). - **Articles non rattachés - Article 41** (art. L. 31-10-2 à L. 31-10-5, L. 31-10-9, L. 31-10-10 et L. 31-10-12 du code de la construction et de l'habitation et art. 244 quater V du code général des impôts - Prolongation et extension du prêt à taux zéro, PTZ) (p. 9836). (p. 9837, 9838). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 9839). (p. 9840). (p. 9841). - **Article 42** (art. 1387 A du code général des impôts - Exonération temporaire de TFPB et de CFE pour les activités de méthanisation agricole) (p. 9846, 9847). (p. 9847). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9848). (p. 9849). (p. 9850). (p. 9850). - **Articles additionnels après l'article 42 (suite)** (p. 9851, 9852). (p. 9852). (p. 9853). (p. 9854, 9855). (p. 9856). - **Article 42 ter (nouveau)** (art. 1388 bis du code général des impôts - Prorogation et extension aux quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 9859, 9860). (p. 9860, 9861). - **Article additionnel après l'article 42 ter** (p. 9861). - **Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9862). (p. 9863, 9864). (p. 9865). (p. 9866). (p. 9867). (p. 9868, 9869). (p. 9870). (p. 9871). (p. 9872). (p. 9872, 9873). (p. 9873). - **Article 43** (art. 244 quater C du code général des impôts - Taux majoré de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en faveur des entreprises exploitées dans les départements d'outre-mer) (p. 9875, 9876). - **Article 44** (art. 244 quater B du code général des impôts - Taux majoré de crédit d'impôt recherche en faveur des entreprises exposant des dépenses de recherche dans les départements d'outre-mer) (p. 9877). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 9878).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31, L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37 L. 2333-38 L. 2333-39 L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code du tourisme - Réforme de la taxe de séjour) (p. 9891, 9892). (p. 9894). (p. 9896). (p. 9897). (p. 9897, 9898). (p. 9899). - **Articles additionnels après l'article 44 bis** (p. 9901). - **Article 44 ter (nouveau)** (art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Suppression du versement transport interstitiel au profit des régions) (p. 9905). - **Articles additionnels après l'article 44 ter** (p. 9908). - **Article 44 quater (nouveau)** (art. 154 du code général des impôts - Suppression de la déductibilité intégrale du salaire du conjoint exploitant adhérent à un centre de gestion agréé) (p. 9909). (p. 9910). (p. 9910). (p. 9910). - **Article 44 quinquies (nouveau)** (art. 199 quater B du code général des impôts -

Suppression de la réduction d'impôt pour frais de tenue de comptabilité des adhérents à un organisme de gestion agréé) (p. 9911). - **Article 44 sexies (nouveau)** (art. 199 undecies B du code général des impôts - Majoration de la réduction d'impôt sur le revenu due au titre des travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtels réalisés à Saint-Martin) (p. 9911). - **Article 44 nonies (nouveau)** (art. 212 bis du code général des impôts - Exclusion des sociétés d'acquisition de contrats d'approvisionnement d'électricité du dispositif de limitation de la déductibilité des charges financières) (p. 9913). - **Articles additionnels après l'article 44 decies** (p. 9916). (p. 9916, 9917). - **Article 44 undecies (nouveau)** (art. 244 quater C du code général des impôts - Informations relatives à l'utilisation du CICE) (p. 9917). - **Articles additionnels après l'article 44 duodecies** (p. 9921, 9922). (p. 9922, 9923). (p. 9924). (p. 9925). (p. 9925, 9926). - **Article 44 terdecies (nouveau)** (art. 1735 ter du code général des impôts - Modification de la sanction pour défaut de présentation de la documentation relative aux prix de transfert) (p. 9926). - **Articles additionnels après l'article 44 terdecies** (p. 9928). (p. 9930). (p. 9931, 9932). (p. 9934, 9935). - **Article 44 quaterdecies (nouveau)** (art. 1740 C (nouveau) du code général des impôts - Amende fiscale pour les conseils apportant leur concours à des montages d'évasion fiscale) (p. 9935). - **Articles additionnels après l'article 44 quaterdecies** (p. 9936). (p. 9937, 9938). (p. 9938). - **Article 44 quindecies (nouveau)** (art. L. 80 C du livre des procédures fiscales - Publication de la liste des organismes ayant reçu une réponse positive de l'administration sur leur éligibilité aux réductions d'impôts au titre des dons) (p. 9938, 9939). - **Article 44 sexdecies (nouveau)** (art. L. 169 et L. 176 du livre des procédures fiscales - Suppression du délai de reprise de l'administration de trois à deux ans pour les adhérents d'organismes de gestion agréés) (p. 9939, 9940). - **Article additionnel après l'article 44 sexdecies** (p. 9941). - **Article 44 septdecies (nouveau)** (art. 29 de la loi n° 2014-891 du 8 août 2014 - Association du Parlement à l'observatoire des contreparties) (p. 9942). - **Article additionnel après l'article 44 septdecies** (p. 9943). - **Article 44 octodécies (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Modification du plafond applicable au dispositif « Pinel » en outre-mer) (p. 9944). - **Articles additionnels après l'article 44 octodécies** (p. 9945). (p. 9946). - **Articles additionnels avant l'article 45** (p. 9947, 9948). (p. 9948, 9949). - **Seconde délibération** (p. 9949). - **Article 40** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) (p. 9951). - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9955). - **Article liminaire** (Pour coordination) (p. 9956, 9957).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9993, 9994).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10106, 10108).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10109, 10111). (p. 10126, 10128).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Article additionnel après l'article 30 quindecies** (p. 10285). - **Article 30 sexdecies (nouveau)** (art. 244 quater E du code général des impôts et art. 39 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Prorogation et doublement du crédit d'impôt pour investissement en Corse) (p. 10285, 10286). - **Article 30 septdecies (nouveau)** (art. L. 62 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Création d'une procédure de régularisation applicable aux transferts de bénéfices)

(p. 10287). (p. 10287, 10288). (p. 10288). - **Article additionnel après l'article 30 septuagies** (p. 10288, 10289). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10291). (p. 10291). - **Article 31 ter (nouveau)** (art. L. 156-4 du code forestier - Indemnité de défrichement affectée au fonds stratégique de la forêt et du bois, FSFB) (p. 10292). - **Article 31 quater (nouveau)** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exonération du versement transport) (p. 10294, 10295). (p. 10296). - **Article 31 quinquies (nouveau)** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Augmentation du versement transport en Ile-de-France) (p. 10297, 10298). (p. 10301). - **Article additionnel après l'article 31 quinquies** (p. 10302, 10303). (p. 10303, 10304). - **Article 31 septies (nouveau)** (art. 125-0 A, 125 ter [nouveau], 150-0 A, 757 B, 990 I, 990 bis I [nouveau] du code général des impôts, art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Modification du régime fiscal des sommes issues d'avoirs en déshérence et restituées par la Caisse des dépôts et consignations à leurs destinataires) (p. 10306, 10307). (p. 10307). - **Article 31 octies (nouveau)** (art. 156 bis du code général des impôts - Modification des conditions d'agrément ouvrant droit à réduction d'impôt sur le revenu pour les propriétaires de monuments historiques et assimilés) (p. 10308, 10309). (p. 10309). - **Article 31 decies (nouveau)** (art. 302 bis K et 1609 quatervicies du code général des impôts et art. 45 de la loi n° 2007-1822 de finances pour 2008 - Exonération des passagers en correspondance de la taxe de l'aviation civile) (p. 10310). - **Article 31 undecies (nouveau)** (art. 568 ter, 1810, 1811 et 1817 du code général des impôts, art. L. 39 du livre des procédures fiscales et art. 38 du code des douanes - Renforcement de la lutte contre les importations illégales de tabac) (p. 10311). - **Article 31 duodecies (nouveau)** (art. 575 du code général des impôts - Nouveau mode de détermination de la fiscalité sur le tabac) (p. 10312, 10313). - **Article additionnel après l'article 31 duodecies** (p. 10314). - **Article 31 terdecies (nouveau)** (art. 575 A du code général des impôts - Fixation des taux proportionnels et des parts spécifiques applicables aux groupes de produits soumis aux droits de consommation sur le tabac) (p. 10314). (p. 10315). - **Article 31 quaterdecies (nouveau)** (art. 575 E bis du code général des impôts - Droits de consommation sur le tabac en Corse) (p. 10315). (p. 10316). - **Demande de réserve** (p. 10316). - **Articles additionnels après l'article 31 quaterdecies** (p. 10316, 10317). (p. 10317). - **Article 20 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 2333-54, L. 2333-55-1, L. 2333-55-2, L. 2333-55-3 [nouveau], L. 2333-56, L. 2333-57, L. 2334-4, L. 2336-2 et L. 5211-21-1 du code général des collectivités territoriales, art. 261 E du code général des impôts, art. L. 172 H [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 422-12 et 422-13 du code de tourisme, art. 14 de la loi du 19 décembre 1926 portant fixation du budget général de l'exercice 1927, décret-loi du 28 juillet 1934 portant modification du régime fiscal des casinos, art. 50 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 de finances pour 1991 et art. 34 de la loi n° 95-1347 du 30 décembre 1995 de finances rectificative pour 1995 - Modification de la fiscalité applicable aux casinos) (p. 10320). (p. 10320, 10321). - **Article 31 octodecies (nouveau)** (p. 10322). - **Article 31 vicies (nouveau)** (art. L. 253-8-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création d'une taxe sur la vente des produits phytopharmaceutiques) (p. 10323). - **Article 31 unvicies (nouveau)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 8 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 et art. 9 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013 - Coordinations nécessaires à l'application des dispositions du III bis de l'art. L. 136-7 du code

de la sécurité sociale) (p. 10324). - **Article 31 tervicies (nouveau)** (art. 113 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004 et art. 54 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Aménagement des modalités d'information du Parlement sur les opérations retracées sur les comptes de commerce relatifs à la gestion de la dette, de la trésorerie et de la couverture des risques financiers de l'Etat) (p. 10324). (p. 10325). (p. 10325). (p. 10325). - **Article 31 quatervicies (nouveau)** (Rapport sur les avantages accordés par les conventions fiscales aux institutions financières publiques des pays étrangers) (p. 10325). - **Articles additionnels après l'article 31 quatervicies** (p. 10326). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 10328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10332, 10333).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10513). - **Article 3** (Elargissement du dispositif de soutiens financiers à l'export à des prêts non concessionnels à des États étrangers) (p. 10522, 10523). - **Article 14** (Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique) (p. 10535). (p. 10535, 10536). (p. 10536). (p. 10537). (p. 10537, 10538). - **Article 16** (Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues) (p. 10540). (p. 10540). (p. 10540). - **Article 20** (Simplification des règles de fixation des coefficients multiplicateurs de taxe locale sur la consommation finale d'électricité) (p. 10543). - **Article 20 nonies** (Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces) (p. 10545, 10546). - **Article 20 decies** (Création d'un amortissement dégressif en faveur des PME) (p. 10548, 10549). - **Article 22 bis** (Instauration d'exonérations d'impôts locaux applicables à certaines entreprises exerçant une activité commerciale dans l'un des quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 10551). - **Article 24** (Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale) (p. 10553). - **Article 30 sexdecies** (Prorogation et doublement du crédit d'impôt pour investissement en Corse) (p. 10553). - **Article 31 quater** (Retour au dispositif d'exonération du versement transport en vigueur avant la réforme de cet été) (p. 10555). - **Article 31 octies** (p. 10556). (p. 10557).

- **Projet de loi de finances pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 190 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2014) (p. 10560, 10562). - **Question préalable** (p. 10572).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Nouvelle lecture [n° 192 (2014-2015)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 190 (2014-2015).** - (17 décembre 2014) - **Question préalable** (p. 10573).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Commission mixte paritaire [n° 182 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10574).

EL KHOMRI (Myriam)
*secrétaire d'Etat auprès du ministre de
la ville, de la jeunesse et des sports,
chargée de la politique de la ville
(à partir du 26 août 2014)*

(p. 7668, 7670). - **Article 9** (*Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet*) (p. 7684).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

**Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale :
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification
rurale**

- (3 décembre 2014) (p. 9496, 9498).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** - *Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]* - (4 novembre 2014) - **Discussion générale**

EMERY-DUMAS (Anne)
*sénatrice (Nièvre)
SOC*

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 345 (2013-2014)] (5 février 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 372 (2013-2014)] visant à reconquérir l'économie réelle [n° 377 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 397 (2013-2014)] visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale [n° 487 (2013-2014)] (30 avril 2014) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale [n° 581 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 10 décembre 2014.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 7 (2013-2014)] visant à reconquérir l'économie réelle [n° 328 (2013-2014)] (29 janvier 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et adoption du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conférence sociale 2014 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et jouets - Examen du rapport d'information et des recommandations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1287, 1289).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de*

projet de fermeture d'un établissement) (p. 1311). (p. 1317, 1318). (p. 1320). (p. 1320). (p. 1321). (p. 1322). (p. 1324). (p. 1326). (p. 1326). (p. 1326, 1327). (p. 1327). (p. 1328). (p. 1329). (p. 1329). (p. 1333). (p. 1338, 1339). (p. 1341). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'obligation de rechercher un repreneur*) (p. 1344). (p. 1344). (p. 1344). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1345). - **Article 4 ter A (nouveau)** (*Dérogation au dispositif de caducité pour les offres publiques d'acquisition*) (p. 1346). - **Article 6** (art. L. 2323-21 ; L. 2323-21-1 et L. 2323-22-1 [nouveaux] ; L. 2323-23 ; L. 2323-26-1 A [nouveau] ; L. 2323-26-1 B [nouveau] ; L. 2325-35 et L. 2325-37 du code du travail - *Instauration d'une procédure d'information et de consultation du comité d'entreprise en cas d'offre publique d'acquisition*) (p. 1349). (p. 1349). (p. 1350). (p. 1350). - **Article 7** (art. L. 225-197-1 du code de commerce - *Relèvement du plafond d'attribution des actions gratuites*) (p. 1350). (p. 1351). (p. 1352). - **Article 8** (art. L. 233-32 et L. 233-33 du code de commerce - *Neutralité des organes de gouvernance en cas d'OPA*) (p. 1353). - **Article 8 bis** (*Rapport au Parlement sur l'activité de l'Etat actionnaire*) (p. 1353). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 1354).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (19 février 2014) - **Article 5 bis (nouveau)** (*Rapport sur la formation professionnelle en outre-mer*) (p. 1932).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 11** (art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - *Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle*) (p. 2141). (p. 2142). (p. 2142).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (21 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2239, 2240). (p. 2243, 2244).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 2247). (p. 2247). (p. 2247).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3713, 3716).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 1262-4-1 à L. 1262-4-6 [nouveaux] et L. 1262-5 du code du travail - *Obligation de vigilance et solidarité financière du cocontractant en cas de non-paiement du salaire des travailleurs détachés*) (p. 3728). (p. 3729). (p. 3730). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3730). (p. 3731). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3732, 3733). (p. 3733, 3734). (p. 3734). (p. 3735). - **Article 1er ter** (art. L. 8281-1 et L. 8281-2 [nouveaux] du code du travail - *Vigilance du donneur d'ordre en matière d'application de la législation du travail*) (p. 3736). - **Article 2** (art. L. 3245-2 [nouveau] du code du travail - *Obligation de diligence et solidarité financière du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage en cas de non-paiement des salariés du sous-traitant direct ou indirect*) (p. 3738). - **Article 5 (suppression maintenue)** (art. L. 8224-7 [nouveau] du code du travail - *Aménagement des règles de solidarité financière en cas de travail dissimulé*) (p. 3738). - **Article 6** (art. L. 8224-3, L. 8224-5, L. 8234-1, L. 8234-2, L. 8243-1, L. 8243-2, L. 8256-3 et L. 8256-7 du code du travail - *Création d'une liste, accessible sur internet, des personnes condamnées pour certaines infractions de travail illégal*) (p. 3739). - **Article 6 bis** (art. L. 1264-1 et L. 8223-4 [nouveaux] du code du travail - *Droit pour les organisations syndicales représentatives d'agir en justice pour défendre certains salariés*) (p. 3741).

(p. 3742). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 3743). - **Article 7 bis** (art. 131-39 du code pénal, art. L. 8224-5, L. 8234-2, L. 8243-2 et L. 8256-7 du code du travail - Possibilité pour le juge d'interdire la perception d'aides publiques en cas de condamnation pour travail illégal) (p. 3744).

- **Question orale sans débat sur les effectifs de gendarmerie en zone rurale** - (3 juin 2014) (p. 4403). (p. 4404).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale** - Commission mixte paritaire [n° 582 (2013-2014)] - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4770, 4771).

- Rapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 7 ter (pour coordination)** (p. 4780, 4781).

- **Question orale sans débat sur les élus locaux et les périmètres des espaces territoriaux de solidarité et de réciprocité** - (8 juillet 2014) (p. 5784, 5785). (p. 5785).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6975, 6977).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement pour légiférer par ordonnance en vue de réformer le mode de désignation des conseillers prud'hommes*) (p. 6988). - **Article 2 (Texte non**

modifié par la commission) (*Prorogation des mandats des conseillers prud'hommes jusqu'au prochain renouvellement des conseils de prud'hommes, prévu au plus tard le 31 décembre 2017*) (p. 6990). (p. 6991).

- **Question orale sans débat sur la modification de la directive « nitrates » par l'extension des zones vulnérables « nitrates »** - (21 octobre 2014) (p. 7211). (p. 7212).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - *Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigarillos sur celle en vigueur pour les cigarettes*) (p. 8091).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) (p. 9105).

EMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 9 octobre 2014 ; puis vice-président le 13 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - La Hongrie et l'Union européenne, quatre ans après la « révolution par les urnes » - Rapport d'information de M. Michel Billout.

(*commission des finances*) : Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des finances*) : Concurrence fiscale en Europe - Audition conjointe de MM. Thierry Madiès, professeur d'économie à l'université de Fribourg, Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société Taj, Olivier Passet, directeur des synthèses économiques de Xerfi et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux - Communication de Mme Fabienne Keller et de M. François Marc.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Octroi de mer - Communication de M. Georges Patient.

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9377, 9378).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales*) (p. 9413).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

ESCOFFIER (Anne-Marie)
ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation (jusqu'au 1er avril 2014)
sénateur (Aveyron)
RDSE
(du 3 mai 2014 au 30 septembre 2014)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 3 mai 2014.

Non réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire du 7 mai 2014 au 30 septembre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois le 7 mai 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 7 mai 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires le 19 juin 2014.

DÉPÔTS

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport pour avis.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du lundi 23 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pierre Mongin, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en application de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'utilisation de l'hydrogène dans le domaine de l'énergie** - (7 janvier 2014) (p. 14).

- **Question orale sans débat sur l'agrément délivré aux éco-organismes de la filière de collecte et de recyclage des emballages ménagers** - (7 janvier 2014) (p. 15).

- **Question orale sans débat sur la mise en concurrence des concessions hydrauliques** - (7 janvier 2014) (p. 16).

- **Question orale sans débat sur le secret fiscal et le prélèvement en eau** - (7 janvier 2014) (p. 17).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides à la suite des dégâts sur le littoral atlantique** - (9 janvier 2014) (p. 176).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action du Gouvernement en faveur des départements** - (9 janvier 2014) (p. 180).

- **Question orale sans débat sur la vente de photographies de l'Agence pour le développement et la valorisation du patrimoine en Provence-Alpes-Côte d'Azur** - (21 janvier 2014) (p. 413, 414).

- **Question orale sans débat sur la réglementation thermique** - (21 janvier 2014) (p. 414, 415).

- **Question orale sans débat sur le financement des agences de l'eau** - (21 janvier 2014) (p. 416).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'industrie du bâtiment** - (21 janvier 2014) (p. 417).

- **Question orale sans débat sur l'évolution de la couverture en matière de téléphonie mobile dans les zones rurales** - (21 janvier 2014) (p. 418, 419).

- **Question orale sans débat sur la vente aux enchères par téléphone** - (21 janvier 2014) (p. 419, 420).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1383, 1386).

- **Débat sur l'évolution des péréquations communales, intercommunales et départementales** - (6 février 2014) (p. 1440, 1443).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe communale sur la consommation finale d'électricité perçue par les intercommunalités** - (20 février 2014) (p. 2118).

- **Questions cribles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2460). (p. 2462). (p. 2465). (p. 2466).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3866, 3868).

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4682, 4684).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) - au nom du groupe du RDSE (p. 4698, 4699).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) -

Discussion générale (p. 4827, 4828). - **Article 1er** (art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale) (p. 4834). (p. 4838, 4839). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-3-1 et L. 228-4 du code rural et de la pêche maritime - Coordinations) (p. 4844). - **Article 13** (art. L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoir de police générale du maire) (p. 4845). (p. 4845). - **Article 13 bis (nouveau)** (Coordinations) (p. 4845). - **Article 18** (art. L. 132-4 du code de la sécurité intérieure - Suppression de la coexistence de CLSPD et de CISPd sur le même ressort) (p. 4852, 4853). - **Article 22 C (nouveau)** (art. L. 533-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Agents de surveillance de la voie publique) (p. 4862). (p. 4862). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4869, 4870).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4933, 4934).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4949, 4950).

- **Proposition de loi relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié [n° 599 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5009).

- **Proposition de loi permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Deuxième lecture [n° 615 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5022, 5023).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5038, 5039).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5234, 5235).

- **Débat sur la Corse et la réforme territoriale** - (30 juin 2014) (p. 5418, 5419).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5468).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme territoriale** - (3 juillet 2014) (p. 5481).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)] (suite)** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5520, 5521).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5880, 5881). - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire) (p. 5908). (p. 5909). (p. 5924). (p. 5925).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) (p. 5950). - **Article 2** (art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1,

L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - SNCF Réseau (p. 5965). (p. 5967). (p. 5975). (p. 5980). (p. 5981). - **Article 4** (art. L. 2131-1, L. 2131-2, L. 2131-4, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-8-1 et L. 2132-8-2 [nouveaux], L. 2132-9, L. 2132-10, L. 2132-13, L. 2133-4, L. 2133-5, L. 2133-5-1 [nouveau], L. 2133-9, L. 2133-10 et L. 2133-11 [nouveaux], L. 2134-2, L. 2134-3, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-7 et L. 2135-8 du code des transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires, ARAF) (p. 6009). - **Article 5 bis** (art. L. 2144-2 du code des transports - Compétences et prérogatives des régions) (p. 6020). (p. 6021). (p. 6024, 6025). - **Article 5 ter (nouveau)** (art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Versement transport interstitiel au profit des régions) (p. 6029). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2241-1, L. 2241-1-1 et L. 2242-9 [nouveaux] du code des transports - Libre accès aux trains des officiers et agents de police judiciaire) (p. 6035). (p. 6035). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6048).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

- **Projet de loi de financement rectificatif de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6588). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6600). (p. 6603).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Nouvelle lecture [n° 759 (2013-**

2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6631, 6632).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 706 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6665, 6666).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 152 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 153 (2013-2014)** (p. 6679, 6680).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF - Commission mixte paritaire [n° 153 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 152 (2013-2014)**.

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6731, 6732).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6762). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC) (p. 6774, 6775). (p. 6776). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6790).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Commission mixte paritaire [n° 775 (2013-2014)]** - (24 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6805).

ESNOL (Philippe)
sénateur (Yvelines)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel du 22 janvier 2014 au 8 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014 ; puis vice-président le 22 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde (P844), TV5 Monde (P847) [n° 110 tome 10 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Compte de concours financiers : avance à l'audiovisuel public » - Programmes « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** [n° 251 (2013-2014)] - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 195, 196).

- **Débat sur l'avenir de l'exploitation cinématographique indépendante** - (5 février 2014) (p. 1410, 1411).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres de la délinquance** - (6 février 2014) (p. 1447).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** - *Commission mixte paritaire* [n° 334 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1577, 1578).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9530, 9532).

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9630, 9631).

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Vice-présidente de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 109 tome 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (10 avril 2014) - **Discussion**

ESTROSI SASSONE (Dominique)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

générale (p. 2648, 2649). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2742).

- **Question orale sans débat sur la fermeture du centre de Météo-France de Pau** - (15 avril 2014) (p. 3057, 3058). (p. 3058, 3059).

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4685, 4687).

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4787, 4788). (p. 4788).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8393, 8394).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9597).

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Égalité des territoires et logement [n° 109 tome 7 (2014-2015)]** (18 novembre 2014) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la première partie.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacques Chanut, président de la Fédération française du bâtiment (FFB).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Égalité des territoires et logement

FABIUS (Laurent)
ministre des affaires étrangères
(jusqu'au 1er avril 2014)
ministre des affaires étrangères et du
développement international
(à partir du 2 avril 2014)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes verbales entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à Porta [n° 260 (2013-2014)] (3 janvier 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la gestion commune de la ressource en eau dans le bassin hydrographique des sources de l'Ariège [n° 261 (2013-2014)] (3 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre portant délimitation de la frontière [n° 262 (2013-2014)] (3 janvier 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Projet de loi autorisant l'approbation des amendements de Manille à l'annexe de la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (convention STCW) et au code de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (code STCW) [n° 269 (2013-2014)] (8 janvier 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche.**

Projet de loi autorisant l'adhésion de la France au protocole à la convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages [n° 270 (2013-2014)] (8 janvier 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan relatif aux services aériens [n° 370 (2013-2014)] (14 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Transports.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [n° 371 (2013-2014)] (14 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Transports.**

Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à l'accord portant création de la Facilité africaine de soutien juridique [n° 403 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

- (3 décembre 2014) (p. 9501, 9502).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10014).

Projet de loi autorisant l'approbation du cinquième avenant à la convention du 19 janvier 1967, modifiée par l'avenant du 6 juillet 1971 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur la construction et l'exploitation d'un réacteur à très haut flux et modifiée ultérieurement par la convention du 19 juillet 1974 entre les deux Gouvernements susmentionnés et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'adhésion de ce dernier Gouvernement à la convention et par l'avenant du 27 juillet 1976, le deuxième avenant du 9 décembre 1981, le troisième avenant du 25 mars 1993 [n° 570 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) sur l'exonération de droits d'enregistrement des acquisitions immobilières destinées à être utilisées par le CERN en tant que locaux officiels [n° 674 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 15 portant amendement à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales [n° 675 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur la sécurité sociale [n° 676 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 706 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Géorgie relatif au séjour et à la migration circulaire de professionnels [n° 792 (2013-2014)] (27 août 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Travail.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée [n° 794 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique [n° 798 (2013-2014)] (10 septembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie relatif à la coopération dans le domaine de la défense [n° 803 (2013-2014)] (17 septembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 4 (2014-2015)] (8 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme [n° 48 (2014-2015)] (22 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité [n° 74 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif au site technique de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice entre le Gouvernement de la République française et l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice [n° 106 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica [n° 130 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica [n° 131 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part [n° 198 (2014-2015)] (17 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 122, 129).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en République centrafricaine** - (25 février 2014) (p. 2326, 2328). (p. 2341, 2343).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (8 avril 2014) (p. 2529, 2535).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre la Chine et les États-Unis sur le climat et l'impact sur la conférence Paris Climat que la France va présider en 2015** - (13 novembre 2014) (p. 8124, 8125).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9585). (p. 9586). (p. 9587). (p. 9587). (p. 9588). (p. 9588, 9589). (p. 9589). (p. 9589). (p. 9590). (p. 9591).

FALCO (Hubert)
sénateur (Var)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

FARREYROL (Jacqueline)
sénatrice (La Réunion)
UMP

Démissionnaire le 30 juin 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er juillet 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état de catastrophe naturelle à la suite du cyclone à La Réunion** - (9 janvier 2014) (p. 179).

FAUCONNIER (Alain)
sénateur (Aveyron)
SOC

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 14 avril 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Vice-président de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 244 (2013-2014)] relatif à la consommation [n° 282 (2013-2014)] (15 janvier 2014) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 [n° 331 (2013-2014)] (4 février 2014) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la consommation [n° 347 (2013-2014)] (6 février 2014) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 331 (2013-2014)] relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 [n° 362 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables d'associations de parents d'élèves.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Georges Fotinos, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

Audition de MM. Vanik Berberian, président des maires ruraux de France et maire de Gargillesses-Dampierre, Jean-Marie Vercruyse, président des maires ruraux de l'Orne et maire d'Aube, Serge Spilmann, maire de Courteranges.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition des représentants du Syndicat national unitaire d'instituteurs et professeurs des écoles et PEGC (SNUIPP-FSU) et du Syndicat national des personnels d'inspections (SNPI-FSU).

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la consommation.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Carole Delga, députée de Haute-Garonne, et M. Pierre-Alain Roiron, membres du conseil d'administration de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Laurence Tartour, en charge des finances locales à l'APVF.

Audition de Mmes Claire Pontais et Nathalie François, secrétaires nationales du Syndicat national de l'éducation physique et sportive (SNEP-FSU).

Réunion du lundi 17 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la mise en concurrence des concessions hydrauliques** - (7 janvier 2014) (p. 15, 16). (p. 16, 17).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 479, 480).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 665, 668).

- Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article additionnel avant l'article 3 bis A** (p. 709). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 712, 713). (p. 713). (p. 714). (p. 714, 715). (p. 716). (p. 716). (p. 717). (p. 717). (p. 718). (p. 719, 720). (p. 720, 721). (p. 722).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration*) (p. 734). (p. 737). (p. 738). - **Article 23 (priorité)** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, art. L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle -

Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires (p. 741). (p. 742). (p. 742). (p. 743). (p. 744). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 746). (p. 747). (p. 747). (p. 748). (p. 749, 750). (p. 751). (p. 751). (p. 753). (p. 753). (p. 754). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - *Réglementation relative à la vente à distance*) (p. 763, 764). (p. 766). (p. 766). (p. 767). (p. 767). (p. 768). (p. 768). (p. 770). (p. 770). (p. 770, 771). - **Article 5 bis** (*Réservoirs enterrés de liquides inflammables*) (p. 771). - **Article 5 quater** (**suppression maintenue**) (art. L. 124-1 et L. 124-2 [nouveau] du code des procédures civiles d'exécution - *Encadrement des activités de recouvrement amiable de créances pour le compte d'autrui*) (p. 774). (p. 774). - **Article 7** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 211-7 du code de la consommation - *Garanties applicables aux contrats de consommation*) (p. 775). (p. 777). - **Article 9 bis** (art. L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - *Possibilité offerte aux clients de certains réseaux de distribution de régler leurs factures par espèces ou mandat compte*) (p. 778). - **Article 9 ter** (art. L. 121-92-1 [nouveau] du code de la consommation, art. L. 2224-12-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Frais liés à des rejets de paiement*) (p. 779). (p. 779). - **Article 11** (**Texte non modifié par la commission**) (sections 14 à 17 [nouvelles] du chapitre Ier du Titre II du Livre Ier du code de la consommation - *Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons, encadrement des ventes d'or et de métaux précieux et contrats relatifs au gaz de pétrole liquéfié*) (p. 782). (p. 783). (p. 783). (p. 784). (p. 784). (p. 785). (p. 785). (p. 785). (p. 786). (p. 786). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - *Tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité*) (p. 788, 789). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 791). - **Article 17 quater** (art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - *Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers*) (p. 794). (p. 797). (p. 799). (p. 803). (p. 804, 805). (p. 806, 807). (p. 807). (p. 808). - **Article 18 D** (art. L. 331-6, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - *Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR*) (p. 809). (p. 809). - **Article 18** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - *Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance*) (p. 813). - **Article 19 ter** (art. L. 311-17 du code de la consommation - *Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité*) (p. 815). - **Article 19 septies** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 313-11 du code de la consommation - *Rémunération du vendeur en fonction des prêts souscrits par ses clients*) (p. 817). - **Article additionnel après l'article 19 septies** (p. 818). - **Article 19 octies A** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 312-1-7 [nouveau] du code monétaire et financier - *Encouragement à la mobilité bancaire*) (p. 819). - **Article additionnel après l'article 19 octies A** (p. 820).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2

[nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - *Assurance emprunteur*) (p. 838, 840). (p. 843). (p. 846, 847). (p. 847). (p. 848). (p. 848). (p. 848). (p. 849). (p. 849). (p. 849). (p. 850). (p. 850). (p. 851). (p. 852). (p. 853). (p. 853). - **Article 20 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 113-12-1 [nouveau] du code des assurances - *Motivation de la résiliation du contrat d'assurance par l'assureur*) (p. 855). - **Article 21** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 113-15-2 [nouveau] du code des assurances - *Résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance*) (p. 856). (p. 856). (p. 857). (p. 858). (p. 859). (p. 859). - **Article 21 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 129-1 [nouveau] du code des assurances - *Assurances collectives de dommages*) (p. 860). - **Article 21 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 211-15-1 [nouveau] du code des assurances - *Mention contractuelle du libre choix du réparateur automobile professionnel en cas de sinistre automobile*) (p. 860). (p. 861). - **Article 21 quater** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 131-3 du code des assurances, art. L. 931-3-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 211-11 [nouveau] du code de la mutualité - *Information obligatoire sur la prise en charge des soins courants*) (p. 861). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 866, 867). (p. 867). (p. 872). (p. 872). (p. 873). (p. 874). (p. 875). (p. 875). (p. 876). - **Article 22 sexies** (*Entrée en vigueur du registre national des crédits aux particuliers*) (p. 878). - **Article 24 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - *Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison*) (p. 880). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 918, 919).

- *Commission mixte paritaire* [n° 348 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1591, 1593). - **Article 17 quater** (*Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers*) (p. 1646).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810** [n° 363 (2013-2014)] - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1726, 1728).

- Rapporteur - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1739, 1740).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (14 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 3004). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - *Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance*) (p. 3023, 3024).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les petites retraites agricoles** - (15 mai 2014) (p. 4032, 4033).

FAVIER (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 23 juin 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 559 (2013-2014)] visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies [n° 639 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 25 février 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Daniel Béhar, géographe.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 23 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections

régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

Sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland (Lyon) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale.

(*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Article 2**

(*art. 6, 7, art. 9-1 à 9-3, 10-3 et 10-4 [nouveaux], 11 et 12 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ; art. 5 de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir - Nouveau programme national de renouvellement urbain*) (p. 240). - **Article 4** (*Quartiers prioritaires de la politique de la ville*) (p. 247, 248). - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 251). (p. 260).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositif de veille active*) (p. 281). - **Article 10** (*art. L. 302-1, L. 302-4, L. 313-3, L. 441-3, L. 442-3-1, L. 482-1, L. 442-3-3 et L. 482-3 du code de la construction et de l'habitation - Nouvelles modalités de financement du PNRU et maintien d'avantages dans les territoires sortant de la géographie prioritaire*) (p. 294, 295). (p. 295).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Deuxième lecture [n° 291 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 532, 533). - **Article 1er B** (*art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - Charte de l'élu local*) (p. 545).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 3** (*art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989*) (p. 1026).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1367, 1370).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1499). (p. 1500). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1511). (p. 1513).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1563, 1564).

- **Question orale sans débat sur les besoins de sécurité de la population du Val-de-Marne** - (18 février 2014) (p. 1755). (p. 1755, 1756).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 381 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Article 1er** (*art. 61-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Droits du suspect entendu dans le cadre d'une audition libre*) (p. 2274). (p. 2274). (p. 2275). (p. 2275). - **Article 3** (*art. 63-1 et 63-4-1 du code de procédure pénale - Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales*) (p. 2277). (p. 2277). - **Article 4** (*art. 803-6 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Déclaration écrite des droits*) (p. 2284).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2313, 2314).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Article 6 (article non modifié par la commission)** (*art. L. 611-7-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un fichier national des mineurs isolés étrangers*) (p. 4390).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme territoriale** - (5 juin 2014) (p. 4630, 4631).

- **Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies - Deuxième lecture [n° 640 (2013-2014)]** - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5125, 5126).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5466).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5504, 5506).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5557). (p. 5559, 5560). (p. 5567). (p. 5571, 5572). - **Article 1er** (Nouvelle carte régionale) (p. 5588). - **Article 2** (Fixation du chef-lieu des nouvelles régions) (p. 5617). - **Article 3** (art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations) (p. 5618). (p. 5621). (p. 5622). (p. 5625). - **Article 4** (Date de mise en œuvre de la nouvelle carte régionale) (p. 5627). - **Article 5** (art. L. 335 du code électoral - Assimilation de la métropole de Lyon à une section départementale pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 5628). - **Article 6** (Tableau n° 7 annexé au code électoral - Répartition des conseillers régionaux entre régions et des candidats entre sections départementales) (p. 5632). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5651). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale) (p. 5652). (p. 5652). (p. 5655). - **Article 8** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'élection des conseillers régionaux) (p. 5660). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 5662, 5663). - **Article 9** (art. L. 221 du code électoral - Elections départementales partielles) (p. 5665). - **Article 10** (art. L. 223 du code électoral - Adaptation des règles de contentieux électoral) (p. 5668). - **Article 11** (Entrée en vigueur des règles nouvelles de remplacement des conseillers départementaux) (p. 5684). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5684, 5685).

- **Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7409, 7412).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2014) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7446). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 7464). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7476). (p. 7483).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7562). (p. 7564, 7565). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7566, 7567). - **Article 2** (Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions) (p. 7568). (p. 7569). (p. 7569). (p. 7570). (p. 7573). (p. 7573). (p. 7573). (p. 7574). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7580). (p. 7583). (p. 7594). - **Article 6** (tableau n° 7 annexé au code électoral - Répartition des conseillers régionaux entre régions et des candidats entre sections départementales) (p. 7605). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'élection des conseillers régionaux) (p. 7608). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 6 et 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 7611). - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 4132-31 et L. 4132-21-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Composition des commissions régionales et désignation à la présidence d'une commission d'un élu d'opposition) (p. 7616, 7617). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7622, 7623).

- **Question orale sans débat sur les conditions de répartition territoriale des mineurs isolés étrangers** - (4 novembre 2014) (p. 7659). (p. 7660).

- **Question orale sans débat sur le plan crèches en difficulté** - (18 novembre 2014) (p. 8359). (p. 8360, 8361).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]** - (20 novembre 2014) - **Question préalable** (p. 8554, 8556).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) (p. 9392, 9393).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10454, 10456).

FEKL (Matthias)
*secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger
(à partir du 4 septembre 2014)*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la simplification pour l'industrie du tourisme** - (14 octobre 2014) (p. 6953).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des études de notaires** - (14 octobre 2014) (p. 6954, 6955).

- **Question orale sans débat sur la répartition des sièges au sein des assemblées intercommunales** - (14 octobre 2014) (p. 6955, 6956).

- **Question orale sans débat sur le taux de taxe sur la valeur ajoutée des dotations publiques versées aux télévisions locales** - (14 octobre 2014) (p. 6956, 6957).

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer [n° 231 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8497, 8498).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9308, 9311). - **Etat B** (p. 9313, 9314). (p. 9316). (p. 9316). (p. 9317). (p. 9318, 9319). (p. 9320).

- **Question orale sans débat sur le calendrier scolaire et l'industrie du tourisme** - (16 décembre 2014) (p. 10415, 10416).

- **Question orale sans débat sur la refonte de la carte des zones prioritaires dans le cadre des réseaux de réussite scolaire** - (16 décembre 2014) (p. 10417).

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France le 18 décembre 2014.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité jusqu'au 20 décembre 2014.

Vice-présidente de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'inscription automatique des citoyens français sur les listes électorales [n° 679 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger les dispositions relatives à l'élection des conseillers départementaux issues de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 [n° 740 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Enseignement scolaire [n° 112 tome 3 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Mireille Riou-Canals, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de MM. Bernard Lempereur et Norbert Trichard, du Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public (SNUDI-FO), Mmes Françoise Harl, co-secrétaire de la Fédération des syndicats SUD éducation et Sabine Duran, représentante départementale et M. Patrick Désiré, secrétaire général de CGT *Éduc'action*.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Régimes de protection du patrimoine - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Berjot, directeur général des patrimoines au ministère de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Sallois, président de la commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale

des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 466, 467).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 1329, 1330).

- **Débat sur l'avenir de l'exploitation cinématographique indépendante** - (5 février 2014) (p. 1405, 1406).

- **Débat sur l'épargne populaire** - (26 février 2014) (p. 2397, 2400).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2635, 2636). - **Article 34 (priorité)** (art. L. 111-2-1, L. 180-1 [nouveau], L. 181-17, L. 181-25 [nouveau], L. 182-1, L. 182-1-1 [nouveau], L. 182-8, L. 182-9, L. 272-1, L. 272-6 à L. 272-10, L. 272-13 à L. 272-16, L. 372-1, L. 461-5, L. 461-10, L. 511-14 [nouveau], L. 571-1, L. 571-2, L. 681-1, L. 681-10, L. 762-6 et L. 762-7 du code rural et de la pêche maritime ; art. 6 de l'ordonnance n° 2011-864 du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le département de Mayotte et à Saint-Martin ; art. 4 de la loi n° 2013-453 du 3 juin 2013 visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Pilotage de la politique agricole et agro-alimentaire outre-mer) (p. 2717). (p. 2718).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2777). (p. 2777). (p. 2779). (p. 2779). (p. 2780). (p. 2781). - **Articles additionnels après l'article 4 bis (réservé)** (p. 2792). (p. 2792). - **Articles additionnels après l'article 4 bis (précédemment réservés)** (p. 2804). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2850). (p. 2871). (p. 2872). (p. 2872).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2911). (p. 2911). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 nonies du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture) (p. 2935). (p. 2935). - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2944). (p. 2945).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) (p. 2958, 2959). (p. 2959). (p. 2962). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 à L. 311-3-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 2975). (p. 2978). (p. 2979). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2987). (p. 2988). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2993). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance) (p. 3019). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 3032).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 3087, 3088). (p. 3088). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 3107, 3108). (p. 3111). (p. 3112). (p. 3112). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (p. 3118). (p. 3118). - **Article 27** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France) (p. 3123, 3124). (p. 3129). (p. 3130). (p. 3130).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du

stagiaire) (p. 3755, 3756). (p. 3765). (p. 3772, 3773). (p. 3774). (p. 3784). (p. 3787, 3788).

- **Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs [n° 514 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3907, 3908).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3917). (p. 3921). (p. 3925). (p. 3928). (p. 3930). (p. 3933). (p. 3948). (p. 3949, 3950). (p. 3951). (p. 3952). (p. 3952). (p. 3953). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3967). (p. 3968, 3969). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3973).

- **Question orale sans débat sur le reversement aux intercommunalités du Fonds d'amorçage de la réforme des rythmes scolaires** - (20 mai 2014) (p. 4079, 4080). (p. 4080, 4081).

- **Question orale sans débat sur l'Observatoire national de l'enseignement agricole** - (20 mai 2014) (p. 4084, 4085). (p. 4085).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4736, 4737).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires - Commission mixte paritaire [n° 573 (2013-2014)]** - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4764, 4765).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Commission mixte paritaire [n° 544 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6302, 6303).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6353, 6354).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 et L. 213-12 du code de l'environnement, et art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole) (p. 6383). (p. 6383). (p. 6384). (p. 6385). (p. 6385). - **Article 4 ter A (suppression maintenue)** (art. L. 417-11 du code rural et de la pêche maritime - Suppression de la conversion de plein droit du bail à

métayage en bail à ferme pour la vigne) (p. 6388). (p. 6389). - **Article 4 quinquies** (p. 6389). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - Préservation du foncier agricole) (p. 6409, 6410). (p. 6411). (p. 6412). (p. 6413). (p. 6414). (p. 6416). (p. 6416). - **Article 13** (art. L. 141-1, articles L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1, L. 142-5-2 [nouveaux], L. 143-1, L. 143-1-1 [nouveau], L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1, L. 143-7-2 et L. 143-12 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 6427). (p. 6427). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-2 et L. 341-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 6432). (p. 6432). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], L. 5141-16, L. 5145 6, art. L. 5142-6-1, L. 5142-6-2 [nouveaux], L. 5143-2, L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5144-1-1, L. 5442-10 et L. 5442-11 à L. 5442-14 du code de la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 6444). (p. 6444).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de régiments** - (18 novembre 2014) (p. 8368, 8369). (p. 8370).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8890). (p. 8891). - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8899). (p. 8900, 8901). (p. 8903).

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9453, 9454). - **Etat B** (p. 9471).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9560, 9561).

- Rapporteur pour avis - **Etat B** (p. 9583).

FERRAND (André)
sénateur (Français établis hors de
France - Série A)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 29 septembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : « Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire : l'Afrique qui veut gagner » [n° 115 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SOC

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Énergies renouvelables : l'exception québécoise [n° 463 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. François Lichère, professeur de droit et Frédéric Marty, économiste.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. François Bergère, directeur de la mission d'appui aux partenariats public-privé, ministère de l'économie et des finances, et de M. Antoine Tardivo, directeur de projets.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Jean-Philippe Vachia, président de la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes, François-Roger Cazala, conseiller-maître, président de la section « transports » à la 7^{ème} chambre de la Cour des comptes, Vincent Léna, conseiller maître à la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes, Nicolas Brunner, conseiller maître, président de la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, et Jacques Schwartz, président de section à la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine.

FILIPPETTI (Aurélié)
ministre de la culture et de la communication
(jusqu'au 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la privatisation du château de Vincennes** - (7 janvier 2014) (p. 12, 13).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres** [n° 248 (2013-2014)] - (8 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 129, 132). (p. 142, 143). - **Article unique** (p. 144). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 145). (p. 146, 147). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 148).

- **Débat sur l'avenir de l'exploitation cinématographique indépendante** - (5 février 2014) (p. 1413, 1416).

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne** [n° 366 (2013-2014)] - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1710, 1712). (p. 1724, 1725).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intermittents** - (20 février 2014) (p. 2120).

- **Question orale sans débat sur la transformation de ZPPAUP en AVAP** - (27 mai 2014) (p. 4296).

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (29 janvier 2014) - **Article 61** (art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 895, 896).

- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux en Essonne** - (18 février 2014) (p. 1763). (p. 1764).

- **Question orale sans débat sur les frais de repas des ouvriers du bâtiment et l'assiette des cotisations sociales** - (18 février 2014) (p. 1775). (p. 1776).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agroalimentaire en Bretagne** - (19 juin 2014) (p. 5070, 5071).

- **Question orale sans débat sur le prêt à taux zéro pour l'accession à la propriété et les subventions en faveur de l'amélioration de l'habitat** - (27 mai 2014) (p. 4297).

- **Question orale sans débat sur l'aide aux viticulteurs qui pratiquent les méthodes d'enrichissement du vin aux moûts concentrés et concentrés rectifiés** - (27 mai 2014) (p. 4298).

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4687, 4690).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intermittents du spectacle** - (19 juin 2014) (p. 5066). (p. 5067).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition - Deuxième lecture** [n° 638 (2013-2014)] - (26 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5307, 5308). - **Article 1er** (*Encadrement des conditions de la vente à distance des livres*) (p. 5318).

- **Question orale sans débat sur la défense de la langue française et les conditions d'un développement harmonieux de la diversité linguistique** - (8 juillet 2014) (p. 5775, 5776).

- **Question orale sans débat sur l'enseignement de l'informatique** - (8 juillet 2014) (p. 5777).

- **Question orale sans débat sur la fermeture d'une école maternelle à Cahors** - (8 juillet 2014) (p. 5778).

FILLEUL (Jean-Jacques)
sénateur (Indre-et-Loire)
 SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre titulaire du Comité national des "trames verte et bleue".

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 505 (2013-2014)] facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public [n° 561 (2013-2014)] (27 mai 2014) - **Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 720 (2013-2014)] relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 741 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. François Bergère, directeur de la mission d'appui aux partenariats public-privé, ministère de l'économie et des finances, et de M. Antoine Tardivo, directeur de projets.

Audition de MM. Vincent Mazauric, secrétaire général du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Jean-François Monteils, ancien secrétaire général, Didier Lallement, ancien secrétaire général, Julien Boucher, directeur des affaires juridiques auprès du secrétaire général du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Frédéric Lénica, ancien directeur des affaires juridiques, Mme Isabelle de Silva, ancienne directrice des affaires juridiques, et M. Thierry-Xavier Girardot, ancien directeur des affaires juridiques.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Laurent Trévisani, directeur général de SNCF Participations et directeur stratégique du groupe SNCF.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Pascal Bertheaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

(*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Antoine Caput, représentant de Thales Communications - Sécurité SAS au comité exécutif d'Écomouv' SAS.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Questions diverses.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Thierry Mariani, ancien ministre chargé des transports du 14 novembre 2010 au 10 mai 2012.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*): Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Demande de saisine pour avis, nomination d'un rapporteur pour avis et examen du rapport verbal.

(*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Dominique Bussereau, ancien secrétaire d'Etat chargé des transports.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*): Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*): Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*): Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport pour avis.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'AREVA.

(*commission des affaires économiques*): Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'Areva.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Péage de transit poids lourds - Communication.

Réforme ferroviaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*): Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Pierre Mongin, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en application de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant réforme ferroviaire.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 septembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Duron, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) - Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé aux fonctions de directeur général.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*): Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche,

auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 8 et 11 bis du texte de la commission des lois.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Directive Paquet « déchets » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Rapport public thématique relatif à la grande vitesse ferroviaire - Audition de MM. François-Roger Cazala, Arnold Migus, Paul-Henri Ravier et André Le Mer, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1464, 1466).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées** [n° 461 (2013-2014)] - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3466, 3467).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur**

l'espace public [n° 562 (2013-2014)] - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4419, 4422).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Octroi d'une compétence à l'Etat en matière d'implantation d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur le domaine public des collectivités territoriales*) (p. 4433, 4434). (p. 4434). (p. 4436). (p. 4436).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires** - **Commission mixte paritaire** [n° 552 (2013-2014)] - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4445, 4446).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 juillet 2014) (p. 5873).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire** [n° 682 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5885, 5886). - **Article 1er** (*art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2102-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveau] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire*) (p. 5911, 5912). (p. 5917). (p. 5923).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) (p. 5951). - **Article 2** (*art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - SNCF Réseau*) (p. 5963). - **Article 2 bis** (*art. L. 2121-12 et L. 2133-1 du code des transports - Vérification de l'objet principal du service en matière de cabotage*) (p. 5991). - **Article 2 ter** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement de l'évolution de la dette historique du système ferroviaire*) (p. 5993, 5994). - **Article 5 bis** (*art. L. 2144-2 du code des transports - Compétences et prérogatives des régions*) (p. 6019). (p. 6021). - **Article 5 ter (nouveau)** (*art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Versement transport interstitiel au profit des régions*) (p. 6028). - **Article 12** (*Poursuite des contrats de travail des agents de la SNCF et de RFF*) (p. 6044). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6047).

- **Commission mixte paritaire** [n° 152 (2013-2014)] - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 153 (2013-2014)** (p. 6685, 6686).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF** [n° 683 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur** [n° 742 (2013-2014)] - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6756, 6758).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 6767). - **Article 1er ter** (*Texte non modifié par la commission*) (*Rapport du Gouvernement sur l'utilisation du registre par les taxis*) (p. 6768). - **Article 3** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 3121-1-2 [nouveau] du code des transports, article L. 144-5 du code de commerce, article L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Réforme du statut du locataire-taxi*) (p. 6770). (p. 6771). - **Article 7** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC*) (p. 6775). (p. 6776, 6777). (p. 6777). (p. 6778). (p. 6781). - **Article 8** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. L. 3112-1, L. 3114-4 [nouveau], L. 3120-1 à L. 3120-5 [nouveaux], L. 3121-11, L. 3122-3 et L. 3123-2 du code des transports - Règles communes à tous les modes de transport routier léger de personnes*) (p. 6784). (p. 6785). (p. 6786).

(p. 6787). (p. 6787). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6790, 6791).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** - (21 octobre 2014) (p. 7209). (p. 7209, 7210).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7558).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7749).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord entre la Chine et les Etats-Unis sur le climat et l'impact sur la**

conférence Paris Climat que la France va présider en 2015 - (13 novembre 2014) (p. 8124).

- **Questions cribles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8526). (p. 8526).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9716, 9717).

(p. 3775). (p. 3779, 3780). (p. 3785). (p. 3786, 3787). (p. 3790, 3791). (p. 3792).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) (p. 3919, 3920). (p. 3922). (p. 3922, 3923). (p. 3923). (p. 3924). (p. 3925, 3926). (p. 3926). (p. 3926). (p. 3927). (p. 3928). (p. 3932). (p. 3933). (p. 3933). (p. 3934). (p. 3934). (p. 3935). (p. 3937, 3938). (p. 3947). (p. 3947). (p. 3948). (p. 3949). (p. 3950). (p. 3951). (p. 3952). (p. 3953). (p. 3953, 3954). (p. 3954, 3955). (p. 3955). (p. 3956). (p. 3956). (p. 3957). (p. 3957). (p. 3957). (p. 3958). (p. 3960). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3961). (p. 3962). - **Article 2** (art. L. 1221-13 du code du travail - *Inscription des stagiaires dans le registre unique du personnel*) (p. 3963). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3963). - **Article 4** (art. L. 8112-2 du code du travail - *Extension de la compétence de l'inspection du travail au contrôle des manquements à la législation sur les stages*) (p. 3964). (p. 3965). (p. 3965). - **Article 5** (art. L. 8223-1-1 [nouveau] du code du travail - *Information du stagiaire, de l'établissement d'enseignement et des institutions représentatives du personnel sur les infractions à la législation sur les stages constatées par l'inspection du travail*) (p. 3965, 3966). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3968). (p. 3969). (p. 3970). (p. 3971). (p. 3972). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 3972). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3976, 3977).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4340, 4342). (p. 4350). - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - *Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4351, 4352). (p. 4353). (p. 4353, 4354). (p. 4356).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4747, 4750).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 573 (2013-2014)]** - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4759, 4761). - **Article 1er** (*Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 4769).

- **Question orale sans débat sur le Centre libre d'enseignement supérieur international** - (17 juin 2014) (p. 4898, 4899).

- **Question orale sans débat sur les moyens des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté en Seine-et-Marne** - (17 juin 2014) (p. 4900).

FIORASO (Geneviève)
ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
(jusqu'au 1er avril 2014)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche
(à partir du 26 août 2014)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche
(du 10 avril 2014 au 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les effectifs d'enseignants en fonction d'élèves supplémentaires** - (29 avril 2014) (p. 3512).

- **Question orale sans débat sur la déscolarisation partielle ou totale de certains jeunes** - (29 avril 2014) (p. 3513, 3514).

- **Question orale sans débat sur la parité dans les élections de délégués de classe** - (29 avril 2014) (p. 3514, 3515).

- **Question orale sans débat sur le calendrier des vacances scolaires pour la période 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3516).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3569, 3572).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2014) (p. 3753). - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - *Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3760, 3761). (p. 3761). (p. 3763). (p. 3764). (p. 3765). (p. 3765). (p. 3766). (p. 3769, 3770). (p. 3770). (p. 3771). (p. 3772). (p. 3772). (p. 3773, 3774). (p. 3774).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le sida et la prise en charge des personnes vivant avec le virus du sida à Mayotte** - (17 juin 2014) (p. 4901, 4902).

- **Question orale sans débat sur les élections départementales dans les trois départements de la petite couronne** - (17 juin 2014) (p. 4902, 4903).

- **Question orale sans débat sur l'éventuel projet du Gouvernement de créer un impôt sur les personnes propriétaires de leur logement** - (14 octobre 2014) (p. 6958, 6959).

- **Question orale sans débat sur les conséquences pour la commune de Châtenay-Malabry de la mise en œuvre du « Campus Paris-Saclay » et du transfert de la faculté de pharmacie** - (14 octobre 2014) (p. 6960).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la demi-journée de formation des maîtres** - (16 octobre 2014) (p. 7161, 7162).

- **Question orale sans débat sur l'arrêt du réacteur nucléaire Osiris et le risque de pénurie de radioéléments à usage médical** - (21 octobre 2014) (p. 7219).

- **Question orale sans débat sur les stages hors du temps scolaire** - (21 octobre 2014) (p. 7220, 7221).

- **Question orale sans débat sur les modalités d'application de la réforme des rythmes scolaires et l'intercommunalité** - (21 octobre 2014) (p. 7221, 7222).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la renonciation du Gouvernement aux bourses au mérite** - (30 octobre 2014) (p. 7532, 7533).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8412, 8415). - **Article 1er** (art. L. 381-4 du code de la sécurité sociale - *Suppression de la délégation de gestion des mutuelles étudiantes pour la couverture des risques maladie et maternité*) (p. 8425). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 381-6 du code de la sécurité sociale - *Procédure d'affiliation des étudiants*) (p. 8426). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8427).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les décrocheurs scolaires** - (27 novembre 2014) (p. 9035, 9036).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le lancement de la fusée Ariane 6** - (11 décembre 2014) (p. 10094, 10095).

FISCHER (Guy)
sénateur (Rhône)
CRC

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5046, 5048). - **Article unique** (p. 5061).

FLOSSE (Gaston)
sénateur (Polynésie française)
NI

Déchéance constatée par le Conseil Constitutionnel le 16 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 16 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014.

FONTAINE (Michel)
sénateur (La Réunion)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur et de la ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion le 22 janvier 2014 ; mission annulée le 13 février 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 20 novembre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination ; membre titulaire le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8919, 8920). (p. 8920).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9157).

FORISSIER (Michel)
sénateur (Rhône)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Travail et emploi [n° 111 tome 8 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

FORTASSIN (François)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
RDSE

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 9097, 9098).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 776 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables syndicaux représentant les enseignants et les inspecteurs de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition des représentants du Syndicat national unitaire d'instituteurs et professeurs des écoles et PEGC (SNUIPP-FSU) et du Syndicat national des personnels d'inspections (SNPI-FSU).

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : contrôle budgétaire - Musées nationaux - Communication.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Compte de concours financiers « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Avenir des préfetures - Contrôle budgétaire - Communication.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 60).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 219). (p. 219).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 10 A (nouveau)** (*art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence*) (p. 290).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Article 1er** (*Conditions de fermeture d'un établissement public de santé*) (p. 516, 517).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 5** (*sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance*) (p. 766).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (*art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur*) (p. 844, 845). (p. 846). (p. 849). (p. 849). (p. 850). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 113-12-1 [nouveau] du code des assurances - Motivation de la résiliation du contrat d'assurance par l'assureur*) (p. 854). (p. 855).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1377, 1378).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections - Deuxième lecture [n° 339 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1541, 1542).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1688, 1689). - **Rappel au règlement** (p. 1690).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 [n° 363 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1736, 1737).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2359).

- **Débat sur l'épargne populaire** - (26 février 2014) (p. 2404, 2405).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4108, 4109).

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques** [n° 466 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4328, 4329).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4642, 4644).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918** [n° 212 (2011-2012)] - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5054, 5055).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition - Deuxième lecture** [n° 638 (2013-2014)] - (26 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5313, 5314).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques** [n° 595 (2013-2014)] - (26 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5331).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5463, 5464).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5720, 5721).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Article 1er ter (nouveau)** (art. 199 ter S du code général des impôts - Simplification de l'éco-prêt à taux zéro) (p. 5804, 5805).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013** [n° 715 (2013-2014)] - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6073, 6075).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture** [n° 744 (2013-2014)] - (18 juillet 2014) - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - Préservation du foncier agricole) (p. 6415). (p. 6415). (p. 6417, 6418). - **Article 12 bis D (suppression maintenue)** (art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - Attribution des biens de sections de communes à vocation agricole ou pastorale) (p. 6419).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** [n° 10 (2014-2015)] - (16 octobre 2014) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 7123). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7166).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière** [n° 8 (2014-2015)] - (16 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7171, 7172).

FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRC

Réélu le 28 septembre 2014.

Vice-président du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014 ; a présidé les séances des 7, 9, 20, 21, 23 janvier, 4, 13, 17 février, 14, 15 avril, 13, 15 mai, 10, 12 juin, 7 juillet, 14, 30 octobre, 13, 27 novembre, 8 et 12 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Enseignement scolaire [n° 108 tome 3 annexe 14 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de la Chambre des lords** - (9 janvier 2014) (p. 168).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810** [n° 363 (2013-2014)] - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1734, 1736).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation**

finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)] - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3566).

- **Question orale sans débat sur la réduction du réseau de distribution de la Société nationale des chemins de fer français** - (27 mai 2014) (p. 4304, 4305). (p. 4305, 4306).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intermittents du spectacle** - (19 juin 2014) (p. 5066, 5067).

- **Débat sur la Corse et la réforme territoriale** - (30 juin 2014) (p. 5422, 5423).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (7 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5748). (p. 5749).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 5828). (p. 5829). (p. 5830, 5831). (p. 5832). - **Article 3 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 5840).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013** [n° 715 (2013-2014)] - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6071, 6073).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action de la Commission européenne sur le budget de la France** - (30 octobre 2014) (p. 7535, 7536).

- **Question orale sans débat sur les agences CARSAT de Normandie** - (4 novembre 2014) (p. 7648, 7649). (p. 7649, 7650).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 58 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7876, 7877).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019** [n° 56 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7887, 7889).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8519, 8521).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 2** (*Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens*) (p. 8575). (p. 8580). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8592, 8593). (p. 8593). (p. 8597). (p. 8598). - **Article 3** (*Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 8600). - **Article 4** (*Art. 27 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières de cessions de terrains à bâtir*) (p. 8611). - **Article 5** (*art. 199 novovicies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel »*) (p. 8625, 8626). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8634). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8644). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 8647, 8648).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8781). - **Article 9 ter (nouveau)** (*art. 1648 A du code général des impôts - Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 8784). - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8810).

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 9805). - **Article 59 quater (nouveau)** (art. L. 3335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 1594 D du code général des impôts et art. 77 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre de finances pour 2014 - Pérennisation de la possibilité pour les départements de relever le taux des droits de mutations à titre onéreux et du fonds de solidarité des départements) (p. 9809, 9810).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 41** (p. 9838, 9839). - **Articles additionnels après l'article 42 (suite)** (p. 9852). - **Article 43** (art. 244 quater C du code général des impôts - Taux majoré de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en faveur des entreprises exploitées dans les départements d'outre-mer) (p. 9876).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9991, 9992).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 8** (Ratification d'un décret portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance) (p. 10174). - **Article 20 nonies (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces) (p. 10234). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et art. 885-0 V bis du code général des impôts - Critères d'éligibilité des holdings d'investisseurs providentiels aux réductions d'impôt sur

le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises) (p. 10260). - **Article 29** (art. 164 D, 223 quinquies A, 244 bis A, 885 X et 990 F du code général des impôts - Mise en conformité avec le droit européen du régime de représentation fiscale pour les contribuables domiciliés ou établis hors de France) (p. 10265). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10270). (p. 10271). - **Article additionnel après l'article 30 nonies** (p. 10279). - **Article additionnel après l'article 30 quindécies** (p. 10284, 10285). (p. 10285). - **Article 31 duodécies (nouveau)** (art. 575 du code général des impôts - Nouveau mode de détermination de la fiscalité sur le tabac) (p. 10311). - **Article 31 quaterdecies (nouveau)** (Rapport sur les avantages accordés par les conventions fiscales aux institutions financières publiques des pays étrangers) (p. 10325). (p. 10325). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10330).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 153 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10602).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives - Commission mixte paritaire [n° 123 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10619, 10620).

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Quels emplois pour demain ? [n° 583 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Travail**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 10 novembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre titulaire de la commission d'examen des pratiques commerciales jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de l'Observatoire économique de l'achat public jusqu'au 30 septembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Thomas Cazenave, directeur général adjoint de Pôle emploi, chargé de la stratégie et des relations extérieures, et de Mme Firmine Duro, adjointe chargée des relations extérieures.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*) : Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? » : présentation du rapport.

Atelier de prospective : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? ».

Réunion du jeudi 27 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Michel Bozon, sociologue et démographe, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), et Mme Nathalie Bajos, sociologue et démographe, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Bilan de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : « Quels emplois pour demain ? » : présentation du rapport.

Atelier de prospective « Quels emplois pour demain ? ».

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de

M. Jacques Rapoport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'AREVA.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'Areva.

(*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan d'activité de la délégation 2011-2014.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Avancement du projet de cartes d'anticipation du changement climatique - Audition de MM. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) et Jean-Marc Lacave, président-directeur général de Météo France.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, sur l'aménagement numérique du territoire.

Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour la session 2014-2015.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 251).

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1672). (p. 1672).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture d'entreprises dans la Vienne** - (10 avril 2014) (p. 2672, 2673).

- **Question orale sans débat sur la politique de sécurité routière en France** - (20 mai 2014) (p. 4085). (p. 4086).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5337). (p. 5337).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7438, 7439).

- **Questions cribles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7906, 7907). (p. 7907).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Article 8** (*art. 266 sexes, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexes, 613 ter à 613 duodecies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement*) (p. 8697, 8698). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8707).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8750). - **Article 9** (*art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-*

*1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8753, 8754). (p. 8771, 8772). - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8819, 8820).*

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9799).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Article 52** (*art. L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des aides personnelles au logement « accession »*) (p. 9812). - **Article 54** (*art. L. 452-1-1 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Contribution financière au développement de l'offre de logements sociaux*) (p. 9817). - **Articles non rattachés - Article 43** (*art. 244 quater C du code général des impôts - Taux majoré de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en faveur des entreprises exploitées dans les départements d'outre-mer*) (p. 9876).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10490, 10491).

FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; puis membre titulaire du 21 octobre 2014 au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale.**

FOURNIER (Jean-Paul)
sénateur (Gard)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le projet de création d'une structure innovante pour enfants autistes à Saint-André-le-Puy** - (18 février 2014) (p. 1759). (p. 1760).

- **Question orale sans débat sur les conséquences financières induites en matière patrimoniale par la fusion des établissements publics de coopération intercommunale** - (27 mai 2014) (p. 4288, 4289). (p. 4289).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission) (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance)** (p. 6498).

- **Question orale sans débat sur la carte scolaire et les fermetures de classes** - (22 juillet 2014) (p. 6565). (p. 6565).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) (p. 9397, 9398).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) (p. 9424, 9425).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10041).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'atteinte à la typicité de l'urbanisme méditerranéen** - (8 juillet 2014) (p. 5768). (p. 5769).

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de France - Série A)
UMP
(jusqu'au 30 septembre 2014)
sénateur (Français établis hors de France - Série 2)
UMP
(à partir du 1er octobre 2014)

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration de France expertise internationale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - Anciens combattants.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - Pouvoirs publics et Constitution.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Rapport annuel sur l'application des lois.

(*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Audition de Mme Christine Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies** - *Deuxième lecture* [n° 640 (2013-2014)] - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5128).

- **Débat interactif et spontané** - (23 juin 2014) (p. 5186, 5187).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales** [n° 642 (2013-2014)] - (26 juin 2014) - **Article 18 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 147-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical*) (p. 5371).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5411, 5412).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** [n° 10 (2014-2015)] - (16 octobre 2014) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7124, 7125). -

Articles additionnels après l'article 15 ter (p. 7148). (p. 7149). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7164).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8036). (p. 8037).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - *Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigarillos*

sur celle en vigueur pour les cigarettes) (p. 8090). (p. 8092, 8093).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 153 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10602, 10604).

FRÉCON (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 22 juillet 2014.

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 21 juillet 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 18 décembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration jusqu'au 8 mars 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaisance.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les avances aux services de l'Etat et aux organismes gérant des services publics : un dispositif original, aux procédures éprouvées mais à conforter dans son pilotage et son suivi [n° 602 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La France et l'Iran : des relations économiques et financières à reconstruire [n° 605 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des finances*) : Engagement du groupe La Poste suite à l'entrée en gestion extinctive du Crédit immobilier de France et action du groupe dans le financement des collectivités territoriales - Audition conjointe de MM. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste, président du conseil de surveillance de la Banque Postale, et Rémy Weber, président du directoire de la Banque Postale.

État d'avancement et perspectives d'évolution de l'union bancaire - Audition conjointe de MM. Corso Bavagnoli, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), Karel Lannoo, directeur général du Centre for European Policy Studies (CEPS), Pierre de Lauzun, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure d'économie à l'université Paris-X.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Mécanisme de résolution unique : nouvelle étape de l'Union bancaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Audition de

M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

(*commission des finances*) : Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Compte de concours financiers « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les campagnes de mesures de la qualité de l'air** - (22 juillet 2014) (p. 6568). (p. 6569).

- **Question orale sans débat sur les implantations d'antennes relais** - (16 décembre 2014) (p. 10424). (p. 10425).

FROGIER (Pierre)

sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 20 novembre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier l'article 77 de la Constitution et à clarifier l'exercice du droit de vote en Nouvelle-Calédonie [n° 409 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Îles Wallis et Futuna - Examen du rapport d'information.

Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

GABOUTY (Jean-Marc)
sénateur (Haute-Vienne)
UDI-UC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 17 décembre 2014.

GAILLARD (Yann)
sénateur (Aube)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2376, 2378).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9153, 9154).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7705, 7706).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (12 novembre 2014) - **Article 12 bis (nouveau)** (*art. L. 131-6 et L. 242-4-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime - Intégration dans l'assiette des cotisations sociales de la fraction du revenu, distribuée aux dirigeants majoritaires de SA et de SAS, qui excède 10 % du capital social*) (p. 8066).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives - Commission mixte paritaire [n° 123 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10621, 10623).

Secrétaire de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les musées nationaux : quelles ressources pour quelles missions ? [n° 574 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des finances*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des finances*) : Suite à donner au référé de la Cour des comptes concernant le contrôle des comptes et la gestion de l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) portant sur les exercices 2001 à 2011 - Audition de MM. Nicolas Bourriaud, directeur de l'ENSBA, Patrick Lefas, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, et Michel Orier, directeur général de la création artistique.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : contrôle budgétaire - Musées nationaux - Communication.

GAOUYER (Marie-Françoise)
sénatrice (Seine-Maritime)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mmes Christine Lazerges, présidente, Catherine Teitgen-Colly, vice-présidente, rapporteure de l'avis sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel et Cécile Riou-Batista, chargée de mission, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Pascal Bertheaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mmes Laurence Noël et Rosen Hicher, sorties de la prostitution.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mmes Franceline Lepany, présidente et France Arnould, directrice de l'association les Amis du bus des femmes.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*): Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi

- **Proposition de loi** visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 481, 482).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1381, 1382).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des établissements publics territoriaux de bassin interdépartementaux** - (15 avril 2014) (p. 3059). (p. 3060).

- **Proposition de loi** relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)] - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3655, 3656).

- **Projet de loi** portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5891, 5892).

- **Proposition de loi organique** relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014).**

GAROT (Guillaume)
*ministre délégué auprès du ministre de
l'agriculture, de l'agroalimentaire et de
la forêt, chargé de l'agroalimentaire
(jusqu'au 1er avril 2014)*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les départements et la réglementation des boisements** - (7 janvier 2014) (p. 18).
- **Question orale sans débat sur la lutte contre les pesticides** - (7 janvier 2014) (p. 19, 20).
- **Question orale sans débat sur la situation financière préoccupante des viticulteurs liée aux aléas climatiques de l'année 2013** - (7 janvier 2014) (p. 20, 21).
- **Question orale sans débat sur l'extension de l'allocation transitoire de solidarité** - (7 janvier 2014) (p. 21, 22).
- **Question orale sans débat sur le centre socio-médico-judiciaire de Fresnes** - (7 janvier 2014) (p. 22, 23).

GARREC (René)
*sénateur (Calvados)
UMP*

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives.

Membre titulaire de l'Observatoire de la laïcité.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (commission des lois) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur -

- **Question orale sans débat sur l'infestation croissante de la châtaigneraie française par le cynips** - (21 janvier 2014) (p. 408, 409).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des zones de revitalisation rurale** - (21 janvier 2014) (p. 410).

- **Question orale sans débat sur les propositions pour augmenter l'efficacité des policiers municipaux** - (21 janvier 2014) (p. 411).

- **Question orale sans débat sur le code confidentiel de suivi des points de son permis de conduire** - (21 janvier 2014) (p. 412).

- **Question orale sans débat sur l'évolution de la législation sur le vin** - (18 février 2014) (p. 1764, 1765).

- **Question orale sans débat sur la convention pluriannuelle d'objectifs des Éclaireuses et Éclaireurs de France** - (18 février 2014) (p. 1766).

- **Question orale sans débat sur le fonctionnement du service public de la justice** - (18 février 2014) (p. 1767).

Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Procédures européennes de règlement des petits litiges - Communication.

Réunion du jeudi 16 janvier 2014 (mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs) : Audition de MM. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique, Godefroy Beauvallet, vice-président, Jean-Baptiste Soufron, secrétaire général, Mme Mathilde Bras, rapporteur adjoint, et M. Dimitri Barclais, rapporteur adjoint stagiaire.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (commission des lois) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (commission des lois) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 février 2014 (mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs) : Audition de MM. Alain Bayet, secrétaire général, Michel Isnard, responsable de l'unité des affaires juridiques et contentieuses, Mme Françoise Maurel, directrice de la diffusion et de l'action régionale, de l'Insee.

Grands fournisseurs de données publiques - Audition de M. Marc Lipinski, directeur de recherche au CNRS, responsable de la mission « Science et citoyens ».

Réunion du jeudi 6 mars 2014 (mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs) : Audition de M. von Lennep, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et de M. André Loth (directeur de projet).

Réunion du jeudi 13 mars 2014 (mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs) : Audition de M. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du jeudi 20 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de Mme Georgette Elgey, présidente du Conseil supérieur des archives, et de M. Hervé Lemoine, directeur du Service interministériel des archives de France (SIAF).

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Communication.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes - Communication de M. Patrice Gélard.

Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** [n° 251 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Article 10 A (nouveau)** (art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence) (p. 293).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures** [n° 289 (2013-2014)] - (23 janvier 2014) - **Article 3 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à une réforme complète des dispositions du code civil relatives au droit des contrats et des obligations*) (p. 631). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 650).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5562).

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 29 octobre 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 6 novembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (28 mai 2014).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à l'élection de représentants des Français de l'étranger au Parlement européen [n° 330 (2013-2014)] (30 janvier 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 369 (2013-2014)] autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 436 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 660 (2013-2014)] autorisant la ratification du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [n° 27 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 370 (2013-2014)] autorisant la ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan relatif aux services aériens [n° 65 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde (P844), TV5 Monde (P847) [n° 110 tome 10 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec une délégation de la Chambre des lords du Royaume-Uni.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. David Fayon, administrateur des postes et des télécoms, auteur de Géopolitique d'Internet : qui gouverne le monde ? (2013).

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est : situation en mer de Chine méridionale et géostratégie des détroits - Audition du professeur Eric Frécon, d'Asia-Centre.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Arnaud Danjean, président de la sous-commission « Sécurité et défense » du Parlement européen.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Ecosse et l'Union européenne - Communication de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Politique de voisinage - Ukraine.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Eurojust et Eurojust : perspectives d'avenir - Rapport d'information de MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relations entre la Jordanie et l'Union européenne - Rapport d'information de M. Simon Sutour.

(*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Communication de M. Gilbert Roger, président, et Mme Michelle Demessine, vice-présidente du groupe d'amitié France-Palestine.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement au Monténégro : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Politique de coopération - Union pour la Méditerranée : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2013-2014.

Réunion du mercredi 20 août 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programmes « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Mission « Comptes de concours financiers : avances à l'audiovisuel public » - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication.

Ratification de l'accord entre la France et le Gouvernement du Turkménistan relatif aux services aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Compte de concours financiers : avance à l'audiovisuel public » - Programmes « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres** [n° 248 (2013-2014)] - (8 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 141, 142). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 145). (p. 145, 146). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 148).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation** [n° 285 (2013-2014)] - (20 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 373, 374). - **Article 1er** (*art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction*) (p. 379). (p. 380). (p. 381). (p. 382). (p. 383). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 387). (p. 388).

- **Questions cribles thématiques sur le déficit démocratique de l'Union européenne** - (30 janvier 2014) (p. 1004). (p. 1004, 1005).

- **Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical** [n° 343 (2013-2014)] - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1704, 1705).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Ukraine** - (20 février 2014) (p. 2116, 2117).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes** - *Deuxième lecture* [n° 444 (2013-2014)] - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3386, 3387).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées** [n° 461 (2013-2014)] - (28 avril 2014) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre diverses mesures proposées par la concertation nationale sur l'accessibilité et d'adapter certaines dispositions à l'outre-mer*) (p. 3496).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique** [n° 437 (2013-2014)] - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3661, 3663).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale** [n° 491 (2013-2014)] - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4192, 4195). - **Article 1er** (*Définition des objectifs*) (p. 4203). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (*Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique*) (p. 4251). (p. 4251, 4252). (p. 4253). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4274).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles** [n° 368 (2013-2014)] - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4376, 4377).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en Irak** - (24 septembre 2014) (p. 6899, 6901).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** [n° 10 (2014-2015)] - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7062, 7064).

- **Débat sur le rôle et la stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet** - (23 octobre 2014) (p. 7338, 7340).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9299). (p. 9300).

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9629, 9630).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine** [n° 151 (2014-2015)] - (11 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10065, 10067).

GATEL (Françoise)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Election le 28 septembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Yves Krattinger, ancien sénateur, auteur du rapport d'information « Des territoires responsables pour une République efficace ».

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
ECOLO

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Secrétaire de la commission des affaires européennes ; puis membre le 9 octobre 2014 ; puis vice-président le 13 octobre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 21 mai 2014 ; nouvelle nomination le 4 novembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) jusqu'au 10 décembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7975, 7976).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) - **Article 12** (*art. L. 171-4, L. 171-5 [nouveaux], L. 376-1, L. 454-1, L. 613-21, L. 643-9 [nouveau], L. 644-4 [nouveau], L. 645-5-1 [nouveau], L. 723-13-1 [nouveau] et L. 723-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 733-1 [nouveau], L. 761-16, L. 761-19, L. 762-14 et L. 762-26 du code rural et de la pêche maritime - Généralisation à l'ensemble des régimes de sécurité sociale des dispositions relatives au recours contre tiers*) (p. 8055). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8056). (p. 8056). (p. 8061). (p. 8062).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 14** (*art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés*) (p. 8111, 8112). (p. 8114).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10478, 10479).

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Europol et Eurojust : perspectives d'avenir [n° 477 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 496 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie**.

Proposition de loi relative à l'accès égalitaire pour toutes aux techniques d'assistance à la procréation [n° 517 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Arctique : Préoccupations européennes pour un enjeu global [n° 684 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Culture [n° 108 tome 3 annexe 7 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le Groenland, un carrefour entre l'Europe et l'Arctique ? [n° 152 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec une délégation de la Chambre des lords du Royaume-Uni.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Michel Serres, membre de l'Académie française, auteur de *Petite poucette*.

Audition de M. Pierre Bellanger, fondateur et PDG de la radio Skyrock.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Hélène Farnaud-Defromont, directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables d'associations d'éducation populaire.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Bertrand de La Chapelle, directeur du projet Internet et juridictions et de M. David Martinon, représentant spécial pour les négociations internationales sur la société de l'information et l'économie numérique.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. László Andor, commissaire européen chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, conjointement avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Institutions européennes - Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Eurojust.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, candidat désigné aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Ecosse et l'Union européenne - Communication de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Politique de coopération - Arctique - Adhésion et participation aux programmes européens de l'Islande et de la Norvège - Communication de M. André Gattolin.

Politique de voisinage - Ukraine.

Réunion du vendredi 21 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Fadi Chehadé, président de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN).

Réunion du mardi 25 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Roberto Di Cosmo, professeur d'informatique à l'université Paris-VII, directeur de l'Initiative pour la recherche et l'innovation sur le logiciel libre (Irill).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Politique européenne et situation intérieure de la Slovaquie - Rapport d'information de M. Simon Sutour et de Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Hervé Collignon, associé d'A. T. Kearney, coauteur d'une étude sur le secteur de la haute technologie en Europe.

Réunion du mardi 18 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Maurice Ronai, membre élu de la formation restreinte de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), coauteur du rapport « République 2.0 : vers une société de la connaissance ouverte » (avril 2007).

Audition de M. Philippe Boucher, conseiller d'Etat honoraire, et M. Louis Joinet, ancien directeur juridique de la Commission nationale d'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 mars 2014.

Réunion du mardi 25 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Andrew Wyckoff, directeur de la science, de la technologie et de l'industrie à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Audition de M. Philippe Lemoine, président directeur-général de LaSer, président de la Fondation pour l'Internet nouvelle génération, chargé par le Gouvernement d'une « mission pour la transformation numérique de notre économie ».

Audition de Mme Vanessa Gouret, conseillère au cabinet du ministre du commerce extérieur.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Thierry Breton, ancien ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, président directeur-général d'Atos, chargé de deux missions sur le cloud par le Gouvernement et par la Commission européenne.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*): Transports - Le dumping social dans les transports européens: rapport et proposition de résolution de M. Eric Bocquet.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Vincent Berjot, directeur général des patrimoines au ministère de la culture et de la communication.

(*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Europol et Eurojust: perspectives d'avenir - Rapport d'information de MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Rapport public pour l'année 2013 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Promotion des produits agricoles - Communication de M. Gérard César.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Relations entre la Jordanie et l'Union européenne - Rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Yves Dauge, ancien président de la Commission nationale des espaces protégés.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'Homme, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

(*commission des affaires européennes*): Énergie - Coopération énergétique franco-allemande - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Diversité culturelle - Table ronde.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Accès à la formation à l'heure du numérique - Table ronde.

(*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Audition de M. Jan Philipp Albrecht, député au Parlement européen, membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique, auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Mathieu Grégoire, co-auteur du rapport « Quelle indemnisation chômage pour les intermittents du spectacle ? Modélisation et évaluation d'un régime alternatif ».

(*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Proposition de directive relative au secret des affaires: proposition de résolution européenne de Mme Sophie Joissains.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*): Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Énergie - Taxation de l'énergie - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Éducation - Union européenne et éducation: les MOOCs, une urgence stratégique - Communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Élargissement - Déplacement au Monténégro: rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Environnement - Paquet « Air pur »: communication de M. André Gattolin.

Environnement - Sacs en plastique: proposition de résolution européenne de Mme Françoise Boog.

Politique de coopération - Stratégies européennes pour l'Arctique: rapport d'information de M. André Gattolin.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Giandomenico Magliano, ambassadeur d'Italie en France.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Point d'actualité de M. Jean Bizet sur les questions agricoles.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*): Diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*): Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate aux fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*): Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Politique étrangère et de défense - La situation en Ukraine après les élections législatives: communication de M. Yves Pozzo di Borgo.

(*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen de la motion I-414 tendant à opposer la question préalable.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Rapport d'information de M. André Gattolin sur son déplacement au Groenland.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de Mme Anne Brasseur, présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

(*commission des finances*): Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*): Approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 12 décembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*): Programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 157, 158).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré** [n° 116 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 460, 461).

- **Questions cribles thématiques sur le déficit démocratique de l'Union européenne** - (30 janvier 2014) (p. 1003). (p. 1003, 1004).

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne** [n° 366 (2013-2014)] - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1720, 1721).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4120, 4121).

- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4156, 4157).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intermittents du spectacle** - (19 juin 2014) (p. 5066).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises** [n° 566 (2013-2014)] - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5095, 5096).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014** - (23 juin 2014) (p. 5171, 5172).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5707, 5708). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5747).

- **Question orale sans débat sur l'activité postale dans le département des Hauts-de-Seine** - (8 juillet 2014) (p. 5771, 5772). (p. 5772).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] (suite) - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (suite) (p. 5792). (p. 5792). (p. 5796). (p. 5798). - **Articles additionnels après l'article 1er septies** (p. 5811). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5823). (p. 5827). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 5851, 5852).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire** [n° 682 (2013-2014)] - (10 juillet 2014) - **Article 2 ter** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement de l'évolution de la dette historique du système ferroviaire*) (p. 5993). - **Article 3** (art. L. 2122-2, L. 2122-4, L. 2122-4-1 et L. 2122-4-2 [nouveaux], L. 2122-9, L. 2123-1, L. 2123-2-1 [nouveau], L. 2123-3 à L. 2123-11 du code des transports - *Maintien de la compétence de gestion des gares auprès de SNCF Mobilités*) (p. 5999). (p. 6000). (p. 6000).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** - *Nouvelle lecture* [n° 747 (2013-2014)] - (21 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6464, 6465). - **Article 1er quater** (*Marquage et traçabilité des produits de tabacs*) (p. 6475). (p. 6477).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** - *Deuxième lecture* [n° 744 (2013-2014)] - (21 juillet 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 211-3 du code de l'environnement - *Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques*) (p. 6494). - **Article 24** (**Texte non modifié par la commission**) (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 6497). (p. 6498). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - *Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles*) (p. 6502, 6503). (p. 6503). (p. 6504). (p. 6505). (p. 6505). (p. 6506). (p. 6507). (p. 6507). (p. 6508). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2, L. 121-2-1 et L. 121-2-2 [nouveaux], L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 122-6, L. 312-1, L. 122-3-1 [nouveau], L. 122-12 à L. 122-15 [abrogés], L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 125-2, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, L. 153-1-1 et L. 153-1-2

[nouveaux], L. 153-8 [nouveau], L. 154-2, L. 156-4 [nouveau], L. 222-1 et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 6516). (p. 6516). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-3, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 211-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 213-3, L. 214-5, L. 214-13, L. 214-13-1 [nouveau], L. 214-14, L. 321-1, L. 321-3, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-22 [nouveau], L. 331-23 [nouveau], L. 332-7, L. 332-8 [nouveaux], L. 341-2, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-9, L. 341-10, L. 342-1 et L. 363-5 du code forestier - Favoriser la Constitution de groupements d'intérêt économique et environnemental forestier. Compenser les défrichements) (p. 6522). (p. 6522). (p. 6524). (p. 6527). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Contrôle et sanction de la mise sur le marché de bois et de produits dérivés du bois issus d'une récolte illégale) (p. 6529). (p. 6530). - **Article 39** (art. L. 181-25, L. 331-10, L. 411-33, L. 461-12, L. 371-12, L. 411-39 et L. 412-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 926-6 du code de commerce - Dispositions transitoires) (p. 6542). (p. 6543). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6548).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 706 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6666, 6667).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 152 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 153 (2013-2014)** (p. 6680, 6681).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF - Commission mixte paritaire [n° 153 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 152 (2013-2014)**.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en Irak** - (24 septembre 2014) (p. 6892, 6894).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7009, 7011).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7176, 7177). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 7182, 7183). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (Transposition du chapitre 10 de la directive 2013/34/UE du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, art. L. 221-7-1, L. 223-26-1, L. 225-102-3 et L. 227-1 [nouveaux] du code du commerce) (p. 7189). (p. 7192). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7198).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7242, 7243).

- **Événements d'Ottawa** - (23 octobre 2014) (p. 7323).

- **Débat sur le rôle et la stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet** - (23 octobre 2014) (p. 7331, 7333).

- **Questions cribles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7359). (p. 7359, 7360).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7892, 7893).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8452, 8453).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8518, 8519). - **Question préalable** (p. 8557).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8570). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8583, 8584). (p. 8584, 8585). (p. 8585). - **Article 3** (Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 8603). (p. 8608, 8609).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 quater (suite)** (p. 8662). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodecies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 8689). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8704, 8705). (p. 8705). (p. 8710, 8711). (p. 8711).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 (suite)** (p. 8727). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8743). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8746). - **Article 12** (art. 104 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - Fixation en loi de finances de la dotation globale de compensation (DGC) de la collectivité de Saint-Barthélemy) (p. 8798, 8799). (p. 8799).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8900). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8917). (p. 8918).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8945, 8946). - **Article 31 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8976). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8980).

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9206, 9207).

Engagements financiers de l'Etat - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9324).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2014) (p. 9678).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9872). (p. 9873).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 44 bis** (p. 9902, 9903). - **Article 44 undecies (nouveau)** (art. 244 quater C du code général des impôts - Informations relatives à l'utilisation du CICE) (p. 9918). - **Articles additionnels après l'article 44 quaterdecies** (p. 9936).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9989, 9991).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10028, 10029).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10115, 10116).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Article 6 et état B (Budget général : ouvertures et annulations de crédits)** (p. 10169). (p. 10170). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10180). - **Article 14** (art. 39, 93, 209, 231 ter, 235 ter X, 235 ter ZE, 235 ter ZE bis [nouveau] du code général des impôts - Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique) (p. 10193). (p. 10194, 10195). - **Article 24** (art. 1655 septies [nouveau] du code général des impôts - Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale) (p. 10248). (p. 10248). - **Article 31 terdecies (nouveau)** (art. 575 A du code général des impôts - Fixation des taux proportionnels et des parts spécifiques applicables aux groupes de produits soumis aux droits de consommation sur le tabac) (p. 10315). (p. 10315). - **Article 35** (Garantie par l'Etat de la responsabilité civile nucléaire du Commissariat à l'énergie

atomique et aux énergies alternatives, CEA) (p. 10327, 10328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10329).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10519, 10520). - **Article 14** (Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique) (p. 10536, 10537). - **Article 20 nonies** (Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces) (p. 10547). - **Article 31 octies** (p. 10556).

- **Projet de loi de finances pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 190 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2014) (p. 10567, 10568). - **Question préalable** (p. 10572).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Nouvelle lecture [n° 192 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 190 (2014-2015)**.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Commission mixte paritaire [n° 182 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10576, 10577).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 153 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10601, 10602).

GAUDIN (Jean-Claude)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

Vice-président du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

Président du groupe Union pour un Mouvement Populaire jusqu'au 6 octobre 2014 ; a présidé les séances des 21 octobre, 4 novembre et 16 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (9 avril 2014) (p. 2582, 2585).

GAUTIER (Jacques)
sénateur (*Hauts-de-Seine*)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale jusqu'au 4 juin 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le renforcement des forces spéciales françaises, avenir de la guerre ou conséquence de la crise ? [n° 525 (2013-2014)] (13 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Défense : équipement des forces [n° 110 tome 8 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Kader Arif, ministre délégué aux anciens combattants.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est : situation en mer de Chine méridionale et géostratégie des détroits - Audition du professeur Eric Frécon, d'Asia-Centre.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Activités privées de protection des navires - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Groupe de travail sur les forces spéciales - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Compte rendu du contrôle sur pièces et sur place sur les prévisions de ressources exceptionnelles de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Equipement des forces » - Mission « Défense » - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Soutien de la politique de la défense » - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

Nécessaire réforme de la gouvernance de l'Internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique

centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de division (R) Vincent Desportes, professeur associé à Sciences-po Paris.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général Henri Bentégeat (2S), ancien chef d'état-major des armées.

Forum de Dakar.

Réunion du jeudi 18 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Présentation de M. Jean-Pierre Raffarin sur le projet de rapport d'information sur l'examen des traités et conventions.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** - (7 janvier 2014) (p. 73, 75).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 5442-8 [nouveau] du code des transports - Encadrement du contenu des documents contractuels ou publicitaires) (p. 4052).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5329, 5330).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat

- (3 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9525, 9526). (p. 9537, 9538).

Défense

- (3 décembre 2014) - rapporteur pour avis - **Etat B** (p. 9544).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10217).

GÉLARD (Patrice)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 183 (2013-2014)] visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 547 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Suppression de la profession d'avoué : premier bilan d'application de la loi du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel [n° 580 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Autorités administratives indépendantes - 2006-2014 : un bilan [n° 616 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et aux autorités publiques indépendantes [n° 811 (2013-2014)] (25 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant statut des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 812 (2013-2014)] (25 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Procédures européennes de règlement des petits litiges - Communication.

Questions diverses - Composition de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Communication et examen d'un amendement de la commission.

Consommation - Communication et examen des amendements de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Justice familiale - Examen du rapport d'information.

Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen des amendements au texte de la commission.

Modification de la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Évaluation du programme de Stockholm - Communication.

Groupe de travail « conducteurs âgés » - Communication.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Bilan d'application de la réforme ayant supprimé la profession d'avoués.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes - Communication de M. Patrice Gélard.

Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des lois*) : Examen des pétitions adressées au président du Sénat depuis le 6 février 2014.

- **Question orale sans débat sur les interruptions du trafic ferroviaire pour cause d'accidents corporels** - (4 février 2014) (p. 1262). (p. 1263).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1320). (p. 1325).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4339, 4340).

- Rapporteur - **Article unique** (*art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4352). (p. 4353). (p. 4355). (p. 4356).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5531, 5532).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur une question prioritaire de constitutionnalité sur la répartition des sièges dans les intercommunalités** - (17 juillet 2014) (p. 6287).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la vente aux enchères par téléphone** - (21 janvier 2014) (p. 419). (p. 420).

GENEST (Jacques)
sénateur (Ardèche)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Compte d'affectation spéciale : financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale [n° 108 tome 3 annexe 15 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la

circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance de l'Etat de catastrophe naturelle pour les communes de l'Ardèche** - (18 novembre 2014) (p. 8370). (p. 8371).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise dans l'immobilier** - (27 novembre 2014) (p. 9032, 9033).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9481, 9482).

GÉNISSON (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 10 décembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis secrétaire le 9 octobre 2014.

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Coopération entre professionnels de santé [n° 318 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant le rôle du système éducatif dans la lutte contre les stéréotypes sexistes [n° 209 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de Mmes Agnès Le Bot, secrétaire confédérale et Catherine Perret, membre de la commission exécutive confédérale, de la confédération générale du travail (CGT).

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde de représentants des organisations syndicales de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO).

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Coopération entre professionnels de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Agences régionales de santé - Présentation du rapport d'information.

Fiscalité comportementale - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Egalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de

Mmes Laurence Noël et Rosen Hicher, sorties de la prostitution.

(*commission des affaires sociales*): Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen des amendements au texte de la commission.

Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*): contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de M. Simon Häggström, chef de la brigade antiprostitution de Stockholm.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

(*commission des affaires sociales*): « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! » - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Désignation des conseillers prud'hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Erik Rance, candidat à son renouvellement pour le poste de directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (Oniam).

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du Bureau de la délégation.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2015 - Action « Mildeca » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus) et à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national de veille sanitaire (Inves).

Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate pressentie à la direction générale de l'Agence de la biomédecine

(en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 508, 510).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 17 quater** (art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - *Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers*) (p. 798). (p. 806).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1800, 1801).

- **Débat sur le bilan des 35 heures à l'hôpital** - (27 février 2014) (p. 2445, 2446).

- **Questions cribles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2465, 2466). (p. 2466).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale - Commission mixte paritaire [n° 395 (2013-2014)]** - (27 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2474, 2476).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3722, 3723). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3735). - **Article 7 bis** (art. 131-39 du code pénal, art. L. 8224-5, L. 8234-2, L. 8243-2 et L. 8256-7 du code du travail - *Possibilité pour le juge d'interdire la perception d'aides publiques en cas de condamnation pour travail illégal*) (p. 3745). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3748).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - *Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3788).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) (p. 3921). (p. 3921). (p. 3922). (p. 3923). (p. 3936). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3967). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3973, 3974).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4387, 4388).

- **Question orale sans débat sur la restructuration du cadencement de la ligne à grande vitesse entre Arras et Paris** - (17 juin 2014) (p. 4896). (p. 4897).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5400, 5401).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6591, 6592). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - *Baisse des cotisations sociales des employeurs et des*

travailleurs indépendants) (p. 6599). - **Explications de vote sur la seconde délibération, la deuxième partie et l'ensemble du projet de loi** (p. 6628).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7525, 7526).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7985, 7986).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8053).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigarillos sur celle en vigueur pour les cigarettes) (p. 8091, 8092). - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8099). - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17- 5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments) (p. 8151).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 29** (art. L. 161-35-2 (nouveau), L. 162-16-7 et L. 863-3 du code de la sécurité sociale - Tiers payant intégral pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS) (p. 8179, 8180). - **Articles additionnels après l'article 29 bis** (p. 8194).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 34** (art. L. 3111-11 et L. 3112-3 du code de la santé publique - Prise en charge des vaccins réalisés dans les centres publics de vaccination) (p. 8214, 8215). (p. 8215). - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et

contrat d'amélioration des pratiques) (p. 8218). (p. 8220). (p. 8222, 8223). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8230, 8231). (p. 8233). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8239, 8240). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé) (p. 8243). (p. 8245). - **Article 43 ter (nouveau)** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale - Règles applicables à la substitution des médicaments dispensés par voie inhalée) (p. 8249). - **Article 44** (art. L. 162-22-7-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation de la prescription de produits sur la liste en sus) (p. 8252). - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments dérivés du sang) (p. 8259).

- **Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** - (27 novembre 2014) - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques) (p. 9055). - **Article 43 ter** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale - Règles applicables à la substitution des médicaments dispensés par voie inhalée) (p. 9057). - **Article 44** (art. L. 162-22-7-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation de la prescription de produits sur la liste en sus) (p. 9058). - **Article 45 bis (supprimé)** (art. L. 1112-1 du code de la santé publique - Obligation de transmission d'une lettre de liaison à la sortie de l'hôpital) (p. 9059, 9060).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Santé

- (29 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9249). (p. 9253).



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis secrétaire le 23 juin 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque le 10 juillet 2014.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 178 (2013-2014)] de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 264 (2013-2014)] (8 janvier 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Enlèvement des ordures ménagères et tarification incitative : laisser le choix aux collectivités [n° 323 (2013-2014)] (29 janvier 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 481 (2013-2014)] relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 515 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 721 (2013-2014)] relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 726 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 108 tome 3 annexe 26 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des finances*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des finances*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Implications pour la France de la législation américaine « FATCA » et perspectives de développement de l'échange automatique d'informations en matière fiscale - Audition conjointe de Mme Mathilde Dupré, chargée du plaidoyer Financement du développement CCFD-Terre Solidaire, M. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales de la direction de la législation fiscale, et M. Patrick Suet, président du comité fiscal de la Fédération bancaire française (FBF), secrétaire général de la Société générale, et M. Jean-Marc Vasseux, directeur risques, contrôle et conformité d'AXA Banque.

Services historiques de la défense - Communication.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

Evolution et développement de la place financière de Paris - Audition conjointe de Mme Delphine d'Amarzit, chef du service

du financement de l'économie de la direction générale du Trésor, MM. Dominique Cerutti, directeur général d'Euronext, Thierry Francq, auteur d'un rapport sur l'évolution d'Euronext et l'avenir des activités de marché et de post-marché en Europe, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, président directeur général de GDF-Suez, et Hervé Synvet, professeur agrégé de droit privé à l'université Panthéon-Assas (Paris II).

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des finances*) : Engagement du groupe La Poste suite à l'entrée en gestion extinctive du Crédit immobilier de France et action du groupe dans le financement des collectivités territoriales - Audition conjointe de MM. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste, président du conseil de surveillance de la Banque Postale, et Rémy Weber, président du directoire de la Banque Postale.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des finances*) : Dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logements privés - Gestion de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) - Audition de MM. Philippe Baccou, président de section à la cinquième chambre de la Cour des comptes, Étienne Crépon, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Claude Dilain, président de l'ANAH, Pierre Ducret, président-directeur général de CDC Climat, et Michel Pelenc, directeur de la fédération nationale « Habitat et développement ».

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : « Stabilité financière : a-t-on progressé depuis 2008 ? » - Audition conjointe de MM. Jean Beunardeau, directeur général de HSBC France et directeur de la Banque de financement, d'investissement et de marchés en France, Didier Duval, responsable de la sécurité financière et de la prévention de la fraude au sein de la direction de la conformité du groupe Crédit agricole, Laurent Le Mouel, responsable des affaires réglementaires et prudentielles au sein de la direction des risques du groupe Crédit agricole, Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, et Christian Walter, professeur d'économie au collège d'études mondiales de la fondation de la maison des sciences de l'homme, titulaire de la chaire éthique et finances.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des finances*) : Projet d'opérateur national de paye (ONP) - Audition conjointe de M. Olivier Bourges, directeur général adjoint à la direction générale des finances publiques (DGFIP), Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), M. Jacques Marzin, directeur de la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication (DISIC) et de Mme Valérie Metrich-Hecquet, secrétaire générale du ministère de l'agriculture.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de

MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Dépense fiscale en faveur des anciens combattants - Contrôle budgétaire - Communication.

Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Externalisations en opérations extérieures - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du lundi 21 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des finances*) : Enjeux liés au développement du Bitcoin et des autres monnaies virtuelles - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Constitution du bureau de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Contrats de plan État-régions (CPER) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 48 à 50) - Examen du rapport spécial.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » (et articles 56 quinquies et 56 sexies) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » (et articles 52 à 54) - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » (et article 65) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de la motion I-414 tendant à opposer la question préalable.

Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 24 novembre 2014 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au fonctionnement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'article 17.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des

amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 12 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 194, 195).

- Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Dotation « politique de la ville »*) (p. 237).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 8** (*art. L. 1111-2, L. 2251-3, L. 2313-1, L. 2564-19, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-1 et L. 5216-5 et L. 5217-4 du code général des collectivités territoriales - Gouvernance locale de la politique de la ville*) (p. 278).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3859, 3861).

- Rapporteur - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3875). (p. 3875). (p. 3877). (p. 3878). (p. 3879). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Validation des contrats de prêt ne comportant pas de TEG*) (p. 3882, 3883). - **Article 2** (*Validation des contrats de prêt comportant un TEG erroné*) (p. 3885). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 3887). (p. 3888). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3888).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5714, 5716).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Deuxième lecture [n° 727 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6327, 6328).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6335).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7240, 7242).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7554). (p. 7560, 7561).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7898, 7900). - **Article 11** (*Instauration d'un objectif d'évolution de la dépense publique locale*) (p. 7926). - **Article 25** (*Amélioration de l'information du Parlement à travers l'enrichissement de l'annexe générale « jaune » relative aux opérateurs de l'État*) (p. 7936). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7941).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8532, 8533).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 2** (*Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens*) (p. 8579, 8580). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8599). - **Article 3** (*Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 8603).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Article 8** (*art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodécies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement*) (p. 8690). (p. 8690, 8691). (p. 8696, 8697).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8739). (p. 8743). - **Article 9** (*art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 8753). (p. 8765, 8766). (p. 8778). - **Article 9 ter (nouveau)** (*art. 1648 A du code général des impôts - Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 8785, 8786). - **Article 14** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) (p. 8807). - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8815). (p. 8816). (p. 8820). (p. 8823, 8824). (p. 8829, 8830).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 17** (*art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI*) (p. 8913). (p. 8914).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8979, 8980).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9112).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9376). (p. 9382).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9390, 9391). - **Etat B** (p. 9403).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9470, 9471).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'État aux collectivités territoriales*) (p. 9782).

- Rapporteur spécial (p. 9783). (p. 9784). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9786). (p. 9793). (p. 9797). (p. 9798). - **Article 58 quater (nouveau)** (*art. L. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil d'effort fiscal pour bénéficiaire du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC, en 2016*) (p. 9801). (p. 9802). - **Article 58 sexies (nouveau)** (*Rapport sur la soutenabilité du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC*) (p. 9803). (p. 9803). - **Article 59 quater (nouveau)** (*art. L. 3335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 1594 D du code général des impôts et art. 77 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre de finances pour 2014 - Pérennisation de la possibilité pour les départements de relever le taux des droits de mutations à titre onéreux et du fonds de solidarité des départements*) (p. 9810). - **Article additionnel après l'article 59 quinquies** (p. 9811). - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 42 (suite)** (p. 9855, 9856). - **Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9864).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Article 44 bis (nouveau)** (*art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31, L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37 L. 2333-38 L. 2333-39 L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code du tourisme - Réforme de la taxe de séjour*) (p. 9895). (p. 9897). - **Articles additionnels après l'article 44 bis** (p. 9903). - **Article 44 quater (nouveau)** (*art. 154 du code général des impôts - Suppression de la déductibilité intégrale du salaire du conjoint exploitant adhérent à un centre de gestion agréé*) (p. 9909). - **Article 44 quinquies (nouveau)** (*art. 199 quater B du code général des impôts - Suppression de la réduction d'impôt pour frais de tenue de comptabilité des adhérents à un organisme de gestion agréé*) (p. 9911). - **Article 44 undecies (nouveau)** (*art. 244 quater C du code général des impôts - Informations relatives à l'utilisation du CICE*) (p. 9917). - **Article 44 sexdecies (nouveau)** (*art. L. 169 et L. 176 du livre des procédures fiscales - Suppression du délai de reprise de l'administration de trois à deux ans pour les adhérents d'organismes de gestion agréés*) (p. 9939).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9988, 9989).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10067, 10068).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10121, 10123).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10181). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 10198). - **Article 16** (art. 1379, 1396, 1527 [nouveau], 1635 *sexies* et 1641 du code général des impôts - *Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues*) (p. 10205). (p. 10205). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10208). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10226). - **Article 20 nonies (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - *Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces*) (p. 10232). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10271). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10291). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10331).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10518, 10519). - **Article 20 nonies** (*Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces*) (p. 10544, 10545). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10559).

- **Projet de loi de finances pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 190 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2014) (p. 10566, 10567). - **Question préalable** (p. 10572).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Nouvelle lecture [n° 192 (2014-2015)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 190 (2014-2015)**. - (17 décembre 2014) - **Question préalable** (p. 10573).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Commission mixte paritaire [n° 182 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10578, 10579).

GHALI (Samia)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOC

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission de

réflexion sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Communication de M. Jean Pierre Leleux, rapporteur pour avis des crédits de l'audiovisuel.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) - **Article 55** (art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la

refondation de l'école de la République - Prorogation du fonds d'amorçage pour la réforme des rythmes scolaires dans le 1er degré pour l'année scolaire 2015 -2016) (p. 9583, 9584).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10007, 10008). - **Article 1er** (art. 226-4 du code pénal - *Durée de la flagrance en matière d'infraction de violation de domicile*) (p. 10016, 10017). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10018).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10495, 10496).

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus) et à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national de veille sanitaire (Inves).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois*) (p. 3147). (p. 3152). (p. 3152).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - *Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C*) (p. 8018). (p. 8019).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigarillos sur celle en vigueur pour les cigarettes) (p. 8092). - **Article 14** (art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés) (p. 8111). - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17- 5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments) (p. 8148). (p. 8149). (p. 8149, 8150). (p. 8151). (p. 8152). (p. 8153). (p. 8153). (p. 8154, 8155). (p. 8155).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 34** (art. L. 3111-11 et L. 3112-3 du code de la santé publique - Prise en charge des vaccins réalisés dans les centres publics de vaccination) (p. 8213, 8214). (p. 8215). - **Article additionnel après l'article 42 bis** (p. 8245). - **Article 43 ter (nouveau)** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale - Règles applicables à la substitution des médicaments dispensés par voie inhalée) (p. 8249). - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments dérivés du sang) (p. 8259). (p. 8261). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8282). (p. 8284). (p. 8284). (p. 8285). (p. 8285). (p. 8286).

GILLOT (Dominique)
sénatrice (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Trois clés pour l'avenir universitaire aux Antilles et en Guyane : territorialité, attractivité, solidarité [n° 470 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Outre-mer - Éducation.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 112 tome 5 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de MM. Vanik Berberian, président des maires ruraux de France et maire de Gargillette-Dampierre, Jean-Marie Vercruysse, président des maires ruraux de l'Orne et maire d'Aube, Serge Spilmann, maire de Courteranges.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Hélène Farnaud-Defromont, directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Alain Fuchs, candidat désigné aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain-Dubourg, rapporteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE.

(*commission du développement durable*): Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain Dubourg, auteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'Environnement du CESE.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. François Deluga, président du Centre national de la fonction publique territoriale.

Point d'étape.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Communication.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Yves Lévy, candidat désigné aux fonctions de président de l'Institut

national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Examen de l'avis et vote.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane - Présentation du rapport d'information.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Présentation du rapport d'information du groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane, par Mme Dominique Gillot et M. Michel Magras, co-rapporteurs (réunion conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication).

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Diversité culturelle - Table ronde.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Accès à la formation à l'heure du numérique - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Présentation du rapport d'information et demande d'autorisation de publication.

(*commission des finances*): Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Mission d'information en Suède - Communication.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

La situation et la réforme universitaire aux Antilles et en Guyane - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de

finances pour 2015 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique, sur la fin de vie.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique du patrimoine culturel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nomination de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans**

l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (*art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 474, 475).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3749, 3751). - **Article 1er** (*art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3768).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4737, 4740).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Article 8** (*art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal ; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale*) (p. 5286). (p. 5286).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Article 9** (*art. 474, 713-42 à 713-49 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de mise en œuvre de la contrainte pénale*) (p. 5343).

- **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 712-1 du code de procédure pénale - Relations entre le service pénitentiaire d'insertion et de probation et les juridictions de l'application des peines*) (p. 5352, 5353).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la loi ESR et la rentrée universitaire** - (3 juillet 2014) (p. 5486, 5487).

- **Questions cribles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7905, 7906). (p. 7906).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8423, 8424). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 381-6 du code de la sécurité sociale - Procédure d'affiliation des étudiants*) (p. 8426).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9448, 9449).

- Rapporteur pour avis - **Etat B** (p. 9464).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9574).

GILLOT (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

La situation et la réforme universitaire aux Antilles et en Guyane - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7484). (p. 7484).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 3** (*art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 7590). (p. 7591). (p. 7591).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9159, 9160).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale** [n° 491 (2013-2014)] - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4176, 4180). - **Demande de réserve** (p. 4188). - **Discussion générale** (p. 4198). - **Article 1er** (*Définition des objectifs*) (p. 4200). (p. 4201). (p. 4202, 4203). (p. 4202). (p. 4202). (p. 4203). (p. 4204). (p. 4205). (p. 4205). (p. 4205). - **Article 3** (*Actualisation des orientations et cohérence de l'ensemble des politiques publiques*) (p. 4206). (p. 4206, 4207). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Rôle et complémentarité de l'ensemble des acteurs*) (p. 4207). (p. 4208). (p. 4208). (p. 4209). (p. 4209). (p. 4210). - **Article 4** (*Déploiement de la politique de développement dans les pays partenaires*) (p. 4210). - **Article 4 bis** (*Principe de gestion transparente, programmation conjointe avec l'Union européenne et coordination avec les autres bailleurs*) (p. 4211). - **Article 5** (*Responsabilité sociale et environnementale*) (p. 4213). (p. 4213). (p. 4214). - **Article 5 quater (nouveau)** (*Fonds multibailleurs*) (p. 4215). - **Article 5 quinquiés (nouveau)** (*Commercialisation en France de services*

GIRARDIN (Annick)

secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargée du développement et de la francophonie
(du 10 avril 2014 au 26 août 2014)
secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargée du développement et de la francophonie
(à partir du 26 août 2014)

financiers de banques originaires de pays en développement (p. 4216). (p. 4216, 4217). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 12 de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'Etat - Regroupement des opérateurs publics de l'expertise) (p. 4218, 4219). - **Article 9** (art. L. 1115-1 et L. 1822-1 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique de l'action internationale des collectivités territoriales) (p. 4220). (p. 4221). (p. 4221, 4222). (p. 4222). (p. 4223). (p. 4224). (p. 4224). - **Article 10** (art. 44 de la loi n° 98-1267 du 30 décembre 1998 de finances rectificative pour 1998 - Rapport d'évaluation et durée d'application du projet de loi) (p. 4225). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique) (p. 4245). (p. 4245). (p. 4245). (p. 4246). (p. 4247). (p. 4247). (p. 4248). (p. 4248). (p. 4249). (p. 4249). (p. 4249). (p. 4250). (p. 4250). (p. 4251). (p. 4252). (p. 4254). (p. 4255). (p. 4255). (p. 4256). (p. 4256, 4257). (p. 4257). (p. 4258). (p. 4259). (p. 4259). (p. 4259). (p. 4260). (p. 4260). (p. 4261). (p. 4261). (p. 4262). (p. 4263). (p. 4263). (p. 4264). (p. 4264). (p. 4265). (p. 4265). (p. 4266). (p. 4266). (p. 4267). (p. 4267). (p. 4268). (p. 4269). (p. 4269). (p. 4270). (p. 4271).

(p. 4271). (p. 4271). - **Demande de seconde délibération** (p. 4271). - **Article 2 et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique) (p. 4272). (p. 4272). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4276).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intolérance religieuse et la violence anti-chrétienne** - (19 juin 2014) (p. 5064, 5065).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) (p. 9428, 9431). - **Etat B** (p. 9432).

GIRAUD (Éliane)
sénatrice (Isère)
SOC

Devenu sénateur le 10 mai 2014 (en remplacement de M. André Vallini, nommé membre du gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 13 mai 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole additionnel à la convention entre la France et l'Italie relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la Corse et la réforme territoriale** - (30 juin 2014) (p. 5416, 5418).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (10 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - SNCF Réseau) (p. 5967). - **Article 5 bis** (art. L. 2144-2 du code des transports - *Compétences et prérogatives des régions*) (p. 6024).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7435, 7436). - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7461).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7550, 4551). - **Article 3**

(art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7584).

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre titulaire du Conseil national du bruit jusqu'au 20 décembre 2014.

Membre titulaire du comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse jusqu'au 20 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à modifier les conditions d'attribution des logements sociaux afin de promouvoir la mobilité au sein du parc locatif social [n° 13 (2014-2015)] (13 octobre 2014) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Erik Rance, candidat à son renouvellement pour le poste de directeur de l'Office national

d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (Oniam).

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis président le 5 février 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration (ENA).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la Corse et la réforme territoriale** - (30 juin 2014) (p. 5420, 5421).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9491, 9492).

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 396 (2013-2014)] tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 458 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Entreprises - Travail - Éducation.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 572 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Entreprises - Travail - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Régime social des indépendants : 8 ans après la réforme, restaurer la confiance [n° 597 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Sécurité sociale - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Amiante : des enjeux toujours actuels, relever le défi du désamiantage [n° 668 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Constitution du Bureau.

(*commission des affaires sociales*): Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Prostitution - Audition des présidentes des commissions « violences de genre » et « santé, droits sexuels et reproductifs » du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE f-h).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Audition de Mme Michèle-Laure Rassat, professeur émérite des facultés de droit, spécialiste du droit pénal.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Fiscalité comportementale - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 27 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Prostitution - Audition de M. Michel Bozon, sociologue et démographe, directeur de recherche à l'Institut

national d'études démographiques (INED), et Mme Nathalie Bajos, sociologue et démographe, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Prostitution - Audition de Mme Sylvie Bigot-Maloizel, docteure en sociologie au Centre d'études et de recherches sur les risques et les vulnérabilités (CERReV) de l'université de Caen-Basse-Normandie.

Prostitution - Audition de Mmes Sophie Avarguez, directrice du département de sociologie de l'université de Perpignan, et Aude Harlé, maîtresse de conférences en sociologie.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Egalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Morgane Merteuil et M. Thierry Schaffauser, représentants du Syndicat du travail sexuel (STRASS), et de Mme Cécile Lhuillier, co-présidente d'Act Up-Paris.

Audition de Mmes Laurence Nöelle et Rosen Hicher, sorties de la prostitution.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Nomination d'un nouveau rapporteur.

(*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde de représentants des syndicats d'employeurs.

Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Hélène de Ruyg, déléguée générale de l'Amicale du Nid, de MM. Yves Charpenel, président de la Fondation Scelles, Grégoire Théry, secrétaire général du Mouvement du Nid et Philippe Moricet, président de l'association Altaïr.

(*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition, par visioconférence, de M. Giusto Sciacchitano, adjoint au procureur national anti-mafia, direction nationale anti-mafia - Rome, Italie.

(*commission des affaires sociales*): contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de M. Simon Häggström, chef de la brigade antiprostitution de Stockholm.

Audition de Mmes Franceline Lepany, présidente et France Arnould, directrice de l'association les Amis du bus des femmes.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Régime social des indépendants - Audition de M. Stéphane Seillier, directeur général.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Auditions de Mmes Maryse Tourne, présidente, et Anne-Marie Pichon, directrice (association Ippo), de Mmes Alice Lafille, chargée de développement et des questions de violence et du droit des étrangers, et Krystel Odobet, animatrice de prévention auprès des personnes qui se prostituent via internet (association Griselidis), et de M. Antoine Baudry, animateur prévention et Mmes Joy Oghenero, étudiante, et Karen Drot (association Cabiria).

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

(*commission des affaires sociales*) : Régime social des indépendants - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mmes Christine Lazerges, présidente, Catherine Teitgen-Colly, vice-présidente, rapporteure de l'avis sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel et Cécile Riou-Batista, chargée de mission, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

(*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2013) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus) et à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national de veille sanitaire (Inves).

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le devenir des élections prud'homales** - (16 janvier 2014) (p. 352, 353). (p. 353).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1687, 1688).

- Vice-président de la commission des affaires sociales - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1695, 1696).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3572, 3574).

- **Suite de la discussion** (6 mai 2014) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3760). (p. 3763). (p. 3764). (p. 3765). (p. 3765). (p. 3765). (p. 3766). (p. 3769). (p. 3770). (p. 3771, 3772). (p. 3773). (p. 3774). (p. 3775). (p. 3777). (p. 3778, 3779). (p. 3782). (p. 3783). (p. 3785, 3786). (p. 3789). (p. 3789). (p. 3790). (p. 3790).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) (p. 3918, 3919). (p. 3922). (p. 3923). (p. 3924). (p. 3925). (p. 3926). (p. 3927). (p. 3927). (p. 3928). (p. 3929). (p. 3931, 3932). (p. 3934, 3935). (p. 3936, 3937). (p. 3947). (p. 3948). (p. 3950). (p. 3951). (p. 3952). (p. 3952, 3953). (p. 3953). (p. 3954). (p. 3955). (p. 3956). (p. 3956). (p. 3957). (p. 3957). (p. 3957). (p. 3958). (p. 3960). (p. 3960, 3961). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3961). (p. 3962). - **Article 2** (art. L. 1221-13 du code du travail - Inscription des stagiaires dans le registre unique du personnel) (p. 3963). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3963). (p. 3964). - **Article 4** (art. L. 8112-2 du code du travail - Extension de la compétence de l'inspection du travail au contrôle des manquements à la législation sur les stages) (p. 3964). (p. 3965). - **Article 5** (art. L. 8223-1-1 [nouveau] du code du travail - Information du stagiaire, de l'établissement d'enseignement et des institutions représentatives du personnel sur les infractions à la législation sur les stages constatées par l'inspection du travail) (p. 3965). - **Article 6 (Texte non modifié par la Constitution)** (art. 81 bis du code général des impôts - Exonération de la gratification versée aux stagiaires de l'impôt sur le revenu) (p. 3966). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3967, 3968). (p. 3969). (p. 3970). (p. 3971). (p. 3972). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 3972).

- **Commission mixte paritaire [n° 573 (2013-2014)]** - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4758, 4759). - **Article 1er** (Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 4769). (p. 4770).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) -

Article 2 (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6178). (p. 6180). (p. 6186). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6209). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13 ; L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6217, 6218). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6232, 6233).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement pour légiférer par ordonnance en vue de réformer le mode de désignation des conseillers prud'hommes) (p. 6989).

- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7257, 7260).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 ter** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs) (p. 9015). (p. 9018). - **Article 12 ter A (supprimé)** (art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale - Exclusion de l'assiette des cotisations sociales de la fraction des dividendes distribuée aux dirigeants majoritaires de SARL) (p. 9027).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9117). (p. 9118, 9119).

GONTHIER-MAURIN (Brigitte)
sénatrice (Hauts-de-Seine)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 29 octobre 2014.

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 29 octobre 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 6 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ; nouvelle nomination le 13 novembre 2014.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République le 26 février 2014 ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 279 (2013-2014)] d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 344 (2013-2014)] (5 février 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 207 (2013-2014)] - Prostitution : la plus vieille violence du monde faite aux femmes [n° 590 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Police et sécurité - Société.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Rapport d'activité pour les années 2013 et 2014 [n° 754 (2013-2014)] (17 juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Actes du colloque Femmes résistantes, organisé le 27 mai 2014 dans le cadre de la première commémoration, au Sénat, de la Journée nationale de la Résistance [n° 757 (2013-2014)] (18 juillet 2014) - **Anciens combattants - Défense - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Échanges de vues sur le thème de travail 2014 et sur l'organisation du colloque du 27 mai 2014 sur les femmes résistantes.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Mireille Riou-Canals, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture.

Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 janvier 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Audition de Mme Sylvie Cromer, sociologue à l'université de Lille II, chercheuse à l'Institut national d'études démographiques (INED).

Stéréotypes dans les manuels scolaires - Audition de Mmes Mélanie Gratacos, directrice du Centre Hubertine Auclert, et Amandine Berton-Schmitt, chargée de mission éducation.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Nomination de rapporteurs.

Prostitution - Audition des présidentes des commissions « violences de genre » et « santé, droits sexuels et reproductifs » du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE f-h).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

Décentralisation culturelle - Table ronde.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, candidat désigné aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Grégoire Théry, secrétaire général du Mouvement du Nid-France, et de Mme Claire Quidet, vice-présidente et porte-parole.

Prostitution - Audition de Mme Janine Mossuz-Lavau, directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences-po (CEVIPOF).

Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain-Dubourg, rapporteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Communication en vue de l'examen en séance publique des articles 26 à 27 ter du texte de la commission.

(*commission du développement durable*) : Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain Dubourg, auteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'Environnement du CESE.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Point d'étape.

Réunion du jeudi 27 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Michel Bozon, sociologue et démographe, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), et Mme Nathalie Bajos, sociologue et démographe, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Prostitution - Audition de Mme Anita Tostivint, conseillère technique au Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF).

Prostitution - Audition de Mme Florence Montreynaud, historienne, et M. Lucas Chuffart, co-fondateur du Réseau Zéromacho, des hommes contre la prostitution.

Prostitution - Audition de Mme Sylvie Bigot-Maloizel, docteure en sociologie au Centre d'études et de recherches sur les risques et les vulnérabilités (CERReV) de l'université de Caen-Basse-Normandie.

Prostitution - Audition de Mmes Sophie Avarguez, directrice du département de sociologie de l'université de Perpignan, et Aude Harlé, maîtresse de conférences en sociologie.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Communication.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Hélène de Rugy, déléguée générale de l'Amicale du Nid, de MM. Yves Charpenel, président de la Fondation Scelles,

Grégoire Théry, secrétaire général du Mouvement du Nid et Philippe Moricet, président de l'association Altaïr.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 15 mai 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diversité culturelle - Table ronde.

Réunion du jeudi 22 mai 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences dans les armées - Audition de Mme Brigitte Debernardy, contrôleur général des armées, et du général d'armée Didier Bolelli, inspecteur général des armées.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Grégoire, co-auteur du rapport « Quelle indemnisation chômage pour les intermittents du spectacle ? Modélisation et évaluation d'un régime alternatif ».

Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Présentation du rapport d'information et demande d'autorisation de publication.

Réunion du jeudi 5 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information en Suède - Communication.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2013-2014.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Loi de finances pour 2015 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de

finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de Mme Mona Zegai, doctorante en sociologie au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris - Cultures et sociétés urbaines (CRESPPA-CSU) à l'université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis, et Mme Astrid Leray, fondatrice du cabinet Trezgo.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nomination de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le maintien de l'unité d'oncologie pédiatrique à l'hôpital de Garches** - (21 janvier 2014) (p. 401, 402). (p. 402).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré** [n° 116 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 462, 463).

- **Débat sur les violences sexuelles faites aux femmes du fait des conflits armés** - (5 février 2014) (p. 1386, 1389).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2607, 2608).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - *Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation*) (p. 2659).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - *Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures*) (p. 2964). (p. 2965).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - *Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles*) (p. 3115). - **Article 27** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - *Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France*) (p. 3121, 3122).

- **Rapporteur pour avis** (p. 3127). (p. 3129). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 718-7, L. 718-11 et L. 718-12 du code de l'éducation - *Adaptation du régime d'organisation des communautés d'universités et établissements*) (p. 3131).

- **Rappel au règlement** - (17 avril 2014) (p. 3370).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 444 (2013-2014)] - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3377, 3379). - **Article 2 bis A (supprimé)** (art. L. 1225-4 du code du travail - *Protection des pères salariés contre le licenciement durant les quatre semaines suivant la naissance de leur enfant*) (p. 3397). - **Article 2 bis B** (art. L. 1225-16 du code du travail - *Octroi de trois autorisations d'absence à un père salarié pour assister à certains examens prénataux de sa compagne*) (p. 3399).

- présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Article 3** (art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, art. 4 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat, art. 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - *Interdiction de soumissionner aux marchés publics en cas de délit de discrimination ou de méconnaissance des dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*) (p. 3401). - **Article 5 quinquies C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2212-1 du code de la santé publique - *Suppression de la référence à la notion de détresse dans le cadre d'une demande d'interruption volontaire de grossesse*) (p. 3406, 3407). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11, 515-12 et 515-13 du code civil - *Renforcement des dispositions relatives à l'ordonnance de protection*) (p. 3414). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-1 du code de procédure pénale - *Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple*) (p. 3416). - **Article 12 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1153-5 du code du travail - *Obligation pour l'employeur de mettre fin au harcèlement sexuel commis dans l'entreprise et de le sanctionner*) (p. 3419, 3420). - **Article 15 quater (suppression maintenue)** (*Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur le traitement des violences envers les femmes et institution par chaque département d'un dispositif d'observation de ces violences*) (p. 3426, 3427). (p. 3427). - **Article 17** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 - *Extension du dispositif de signalement de contenus illicites sur Internet aux faits d'incitation à la haine en raison du sexe, de l'orientation sexuelle ou du handicap et aux faits de diffusion d'images de violence*) (p. 3430). - **Article 19 ter (supprimé)** (art. 52 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la

fonction publique - Anticipation et renforcement de l'obligation de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des conseils d'administration ou de surveillance des établissements publics de l'État (p. 3439). - **Article 20** (art. 4, 6-1 et 6-2 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - *Représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises publiques*) (p. 3440). - **Article 22 ter A (supprimé)** (art. L. 1431-3 du code général des collectivités territoriales - *Parité des conseils d'administration des établissements publics de coopération culturelle*) (p. 3441). - **Article 22 quinquies (supprimé)** (*Inscription dans la loi de l'existence de l'observatoire de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la culture et la communication*) (p. 3442). (p. 3442).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3663, 3665).

- **Question orale sans débat sur le port du foulard et la neutralité du sport** - (20 mai 2014) (p. 4072, 4073). (p. 4073).

- **Question orale sans débat sur les frais d'inscription aux épreuves du CAP et du BEP** - (3 juin 2014) (p. 4414). (p. 4415).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4732, 4733).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition - Deuxième lecture [n° 638 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5312).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Article 7** (*Limitation de l'exposition aux champs électromagnétiques dans les établissements scolaires*) (p. 5327).

- **Question orale sans débat sur l'encadrement des loyers dans les communes des Hauts-de-Seine** - (4 novembre 2014) (p. 7662). (p. 7663).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Article 2 quater** (*Habilitation en vue de simplifier et sécuriser le régime du temps partiel*) (p. 7720, 7721).

- **Questions cribles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7905). (p. 7905).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le recrutement des enseignants et la crise du recrutement** - (13 novembre 2014) (p. 8119, 8120).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 8670). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8709, 8710). (p. 8712).

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9451, 9452). - **Etat B** (p. 9465). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 9476).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9564, 9565). - **Etat B** (p. 9581). - **Article 55** (art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - *Prorogation du fonds d'amorçage pour la réforme des rythmes scolaires dans le 1er degré pour l'année scolaire 2015-2016*) (p. 9584).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel [n° 173 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10653, 10654).

GORCE (Gaëtan)
sénateur (Nièvre)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 mai 2014.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 6 mai 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français le 10 décembre 2014.

Président de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La protection des données personnelles dans l'open data : une exigence et une opportunité [n° 469 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la *mission commune d'information* sur la gouvernance mondiale de l'Internet : L'Europe au secours de l'Internet : démocratiser la gouvernance de l'Internet en s'appuyant sur une ambition politique et industrielle européenne [n° 696 tome 1 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la nécessaire réforme de la gouvernance de l'Internet [n° 44 (2014-2015)] (22 octobre 2014) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 44 (2014-2015)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la nécessaire réforme de la gouvernance de l'Internet [n° 102 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Action extérieure de l'Etat : diplomatie culturelle et d'influence [n° 110 tome 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Michel Serres, membre de l'Académie française, auteur de *Petite poucette*.

Audition de M. Pierre Bellanger, fondateur et PDG de la radio Skyrock.

Audition de Mme Valentine Ferréol, présidente de l'Institut G9+.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Louis Pouzin, ingénieur, un des pères de l'Internet, inventeur du datagramme.

Audition de MM. Bernard Benhamou, ancien conseiller de la délégation française au sommet des Nations unies pour la société de l'information (2003-2006) et ancien délégué aux usages de l'Internet (2007-2013), et Laurent Sorbier, conseiller référendaire à la Cour des comptes, professeur associé à l'université Paris-Dauphine.

Audition de Mme Françoise Massit-Folléa, chercheur et consultant senior sur les usages et la gouvernance de l'Internet.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Bernard Stiegler, directeur de l'institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou.

Audition de M. David Fayon, administrateur des postes et des télécoms, auteur de *Géopolitique d'Internet : qui gouverne le monde ?* (2013).

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Bertrand de La Chapelle, directeur du projet Internet et juridictions et de M. David Martinon, représentant spécial pour les négociations internationales sur la société de l'information et l'économie numérique.

Audition de M. Jérémie Zimmermann, porte-parole de l'association « La Quadrature du net ».

Audition de M. Mathieu Weill, directeur général de l'Association française pour le nommage Internet en coopération (AFNIC).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Jean-François Abramatic, ancien président du World wide web consortium (W3C) de 1996 à 2001.

Audition de M. Viktor Mayer-Schönberger, professeur à l'Oxford Internet Institute, spécialisé en gouvernance et régulation de l'Internet.

Audition de MM. Stéphane Grumbach, directeur de recherche à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), et Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), et de Mme Pauline Türk, maître de conférences en droit public à l'université de Lille II.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Gérard Dantec, président et de M. Sébastien Bachollet, président d'honneur, du chapitre français de l'Internet society (ISOC).

Audition de M. Jean-Michel Hubert, ancien président de l'Autorité de régulation des télécommunications, ancien président délégué du comité stratégique pour le numérique.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la géolocalisation.

Réunion du vendredi 21 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Fadi Chehadé, président de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN).

Réunion du mardi 25 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Roberto Di Cosmo, professeur d'informatique à l'université Paris-VII, directeur de l'Initiative pour la recherche et l'innovation sur le logiciel libre (Irill).

Réunion du mardi 4 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de MM. Nicolas Colin et Henri Verdier, coauteurs de *L'âge de la multitude*. Entreprendre et gouverner après la révolution numérique.

Audition de Mme Nathalie Chiche, membre du Conseil économique, social et environnemental, rapporteure de l'étude « Internet : pour une gouvernance ouverte et équitable » (janvier 2014).

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Hervé Collignon, associé d'A. T. Kearney, coauteur d'une étude sur le secteur de la haute technologie en Europe.

Audition de M. Jean-Baptiste Soufron, secrétaire général du Conseil national du numérique.

Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président, et M. Pierre-Jean Benghozi, membre du collège, de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 18 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Philippe Boucher, conseiller d'Etat honoraire, et M. Louis Joinet, ancien directeur juridique de la Commission nationale d'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mardi 25 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Andrew Wyckoff, directeur de la science, de la technologie et de l'industrie à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Audition de M. Philippe Lemoine, président directeur-général de LaSer, président de la Fondation pour l'Internet nouvelle génération, chargé par le Gouvernement d'une « mission pour la transformation numérique de notre économie ».

Audition de M. Winston Maxwell, avocat, associé du cabinet Hogan Lovells.

Audition de Mme Vanessa Gouret, conseillère au cabinet du ministre du commerce extérieur.

Réunion du mardi 1er avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) :

Audition de Mme Catherine Trautmann, députée au Parlement européen, ancienne ministre de la culture et de la communication.

Table-ronde d'opérateurs d'Internet.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Olivier Iteanu, avocat à la cour d'appel de Paris et président d'honneur de l'Internet Society France.

Audition de MM. Jacky Richard, rapporteur général, et Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint, de la section du rapport et des études du Conseil d'Etat.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Vincent Champain, directeur des opérations de General Electric France.

Audition de Mme Anne Thida Norodom, professeur à l'université de Rouen, codirectrice du centre universitaire rouennais d'études juridiques.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Philippe Boillat, directeur général, et de Mme Sophie Kwasny, chef de l'unité « protection des données » au sein du service de la société de l'information, de la direction générale des droits de l'Homme et de l'Etat de droit du Conseil de l'Europe.

Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Audition, sous forme de table ronde, de Mmes Céline Castets-Renard, professeur à l'université Toulouse I Capitole, codirectrice du master 2 « droit et informatique », Jessica Eynard, docteur en droit, auteur de *Les données personnelles, quelle définition pour un régime de protection efficace ?* (2013), et Valérie Peugeot, vice-présidente du Conseil national du numérique, présidente de l'association Vecam et prospectiviste à Orange Labs, et de M. Francesco Ragazzi, chercheur associé au centre d'études et de recherches internationales (CERI) de Sciences-po Paris et maître de conférences à l'université de Leiden (Pays-Bas).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Limitation de l'usage des techniques biométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Open data et protection de la vie privée - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 22 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Boris Beaudé, géographe, chercheur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne.

Audition de M. Giacomo Luchetta, chercheur au Centre for European policy studies (CEPS), à Bruxelles.

Audition de M. Per Strömbäck, responsable du forum Netopia, de M. Peter Warren, co-auteur du rapport *Can we make the digital world ethical ?* (février 2014), publié par cette organisation, et de M. Murray Shanahan, professeur à l'Imperial college à Londres.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique, auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Communication de M. Gilbert Roger, président, et Mme Michelle Demessine, vice-présidente du groupe d'amitié France-Palestine.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Entretien avec M. Iurie Leanca, Premier ministre de Moldavie.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la direction générale de la mondialisation du développement et des partenariats.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nécessaire réforme de la gouvernance de l'Internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général Henri Bentégeat (2S), ancien chef d'état-major des armées.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 466 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4322, 4323).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2014*) (p. 5732, 5734). (p. 5734, 5735). - **Article 1er** (*Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes*) (p. 5739). (p. 5743, 5744).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7068, 7069). - **Article 1er** (*Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire*) (p. 7095, 7096). (p. 7096).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7125). - **Article 9** (*art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet*) (p. 7130, 7131). (p. 7139, 7140). (p. 7142). - **Article additionnel après l'article 15** **quinquies** (p. 7151).

- **Débat sur le rôle et la stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet** - (23 octobre 2014) (p. 7340, 7342).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8462, 8463).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9289).

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014 ; puis présidente le 22 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la création, le fonctionnement et les garanties techniques de la plateforme nationale des interceptions judiciaires (Pnij) [n° 422 (2013-2014)] (20 mars 2014) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe [n° 578 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la transition énergétique [n° 633 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à abroger les dispositions relatives à l'élection des conseillers départementaux issues de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 [n° 740 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi de clarification territoriale et d'affirmation des départements [n° 791 (2013-2014)] (7 août 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance juridique du conseil de rédaction [n° 813 (2013-2014)] (27 septembre 2014) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 780 (2013-2014)] autorisant la ratification du protocole modifiant l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part [n° 23 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Transports - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 516 (2012-2013)] autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque sur la coopération dans le domaine de la protection civile, de la prévention et de la gestion des situations d'urgence [n° 25 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Echange de vues sur les conclusions du rapport d'information « S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation ».

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Nouvelles orientations stratégiques des Etats-Unis - Audition de M. Justin Vaïsse, directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est : situation en mer de Chine méridionale et géostratégie des détroits - Audition du professeur Eric Frécon, d'Asia-Centre.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et le Gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord instituant le Consortium des centres internationaux de recherche agricole en qualité d'organisation internationale et approbation de l'accord entre la France et le Consortium des centres internationaux de recherche agricole relatif au siège du Consortium et à ses privilèges et immunités sur le territoire français - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Orientation et programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Compte rendu de la réunion de la sous-commission sur les relations économiques transatlantiques de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN - Communication.

Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions stratégiques des Etats-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 août 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 27 août 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Comité des prix de revient des fabrications d'armement - Communication.

Ratification du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification du protocole modifiant l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification du traité entre la France et la République Tchèque sur la coopération dans le domaine de la protection civile, de la prévention et de la gestion des situations d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

Nécessaire réforme de la gouvernance de l'Internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de corps d'armée Didier Castres, sous-chef d'état-major Opérations.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général Henri Bentégeat (2S), ancien chef d'état-major des armées.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 116, 117).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres** [n° 248 (2013-2014)] - (8 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 138, 139). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 147). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 148). (p. 149).

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 160, 161).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** [n° 251 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Article 10 A (nouveau)** (art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les

discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence) (p. 291).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation** [n° 285 (2013-2014)] - (20 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction*) (p. 376, 377). (p. 379). (p. 380). (p. 380). (p. 383). (p. 385). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 61 Bis-2 du code des douanes - *Opérations de géolocalisation menées par les agents des douanes*) (p. 386). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 389). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 389).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté** [n° 287 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 4, 5, 6-1 [nouveau] et 8 de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - *Clarification des conditions d'enquête et élargissement du champ des personnes susceptibles d'être sollicitées et des informations susceptibles d'être consultées par le contrôleur général*) (p. 434).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Deuxième lecture** [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 531, 532). - **Article 1er B** (art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - *Charte de l'élu local*) (p. 542). (p. 545). (p. 547).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle** [n° 378 (2013-2014)] - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1311). (p. 1321). (p. 1322). (p. 1323, 1324). (p. 1328). (p. 1329). (p. 1329). (p. 1333). (p. 1334). (p. 1334). (p. 1339). (p. 1341). (p. 1341).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage** [n° 198 (2013-2014)] - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1487). (p. 1498). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1504). (p. 1507). (p. 1512).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (24 février 2014) (p. 2260).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** [n° 381 (2013-2014)] - (24 février 2014) - **Article 3** (art. 63-1 et 63-4-1 du code de procédure pénale - *Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales*) (p. 2281). (p. 2283). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2291).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - *Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation*) (p. 2657). (p. 2658). (p. 2660). (p. 2680). (p. 2680). (p. 2682). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2696). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance*) (p. 2702). (p. 2704). (p. 2708).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2787, 2788). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - *Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles*) (p. 2810). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2832). - **Article 10 bis A (nouveau)** (art. L. 665-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles dans le patrimoine de la France*) (p. 2840). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - *Préservation du foncier agricole*) (p. 2851). (p. 2854). (p. 2856).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2888). (p. 2892). - **Article 12 ter** (art. L. 122-3 du code de l'environnement - *Systématisation de l'analyse des effets des projets sur l'agriculture dans les études d'impact*) (p. 2899). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER*) (p. 2906, 2907). (p. 2908). (p. 2913, 2914). (p. 2924). (p. 2924). (p. 2925). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 *noties du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture*) (p. 2932).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre la République française et le Royaume d'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 305 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3079, 3080).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - *Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques*) (p. 3085). (p. 3085). - **Article 24** (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 3095). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - *Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles*) (p. 3109). (p. 3109). (p. 3110). (p. 3114). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3116).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 9** (art. 16-II, 19-I, 19-I bis A, 19-I bis A, 19-I bis, 19-III, 19-I, 20, 21-I, 21-III, 22-1, 24-I, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - *Règles relatives au statut de l'artisan*) (p. 3270). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3271, 3272). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater viciés B du code général des impôts - *Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs*) (p. 3279).

- **Rappel au règlement** - (5 mai 2014) (p. 3642).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4185, 4186). - **Article 1er** (*Définition des objectifs*) (p. 4202). (p. 4202, 4203). (p. 4204). - **Article 4** (*Déploiement*

de la politique de développement dans les pays partenaires) (p. 4210). - **Article 4 bis** (*Principe de gestion transparente, programmation conjointe avec l'Union européenne et coordination avec les autres bailleurs*) (p. 4210). (p. 4211). - **Article 5** (*Responsabilité sociale et environnementale*) (p. 4212, 4213). (p. 4213). - **Article 5 quater (nouveau)** (*Fonds multibailleurs*) (p. 4214, 4215). (p. 4215). - **Article 5 quinquies (nouveau)** (*Commercialisation en France de services financiers de banques originaires de pays en développement*) (p. 4216). (p. 4217). - **Article 9** (art. L. 1115-1 et L. 1822-1 du code général des collectivités territoriales - *Sécurisation juridique de l'action internationale des collectivités territoriales*) (p. 4222). (p. 4222). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (*Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique*) (p. 4246). (p. 4247). (p. 4249). (p. 4249). (p. 4249). (p. 4271). - **Article 2 et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique*) (p. 4273). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4274).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 546 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Article 1er** (*Modalités d'établissement des schémas régionaux des crématoriums*) (p. 4320).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Article 1er** (*Suppression du point de départ de la prescription du viol sur mineur, à la majorité de la victime*) (p. 4385).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Article 6** (*article non modifié par la commission*) (art. L. 611-7-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'un fichier national des mineurs isolés étrangers*) (p. 4389, 4390).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4947, 4948). - **Intitulé du titre Ier** (p. 4954). - **Article 1er** (art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - *Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques*) (p. 4961). (p. 4970).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Article 3** (*Gage financier*) (p. 5045).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Article 7** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - *Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement*) (p. 5268).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition - Deuxième lecture [n° 638 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Article 1er** (*Encadrement des conditions de la vente à distance des livres*) (p. 5317).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Article 2** (*Harmonisation des protocoles de mesures et de simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques*) (p. 5321). - **Article 7** (*Limitation de l'exposition aux champs électromagnétiques dans les établissements scolaires*) (p. 5327). - **Article 8 (supprimé)** (*Rapport sur l'électrohypersensibilité*) (p. 5328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5331).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5407, 5408).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5791). (p. 5796). (p. 5800). - **Article 1er quater (nouveau)** (art. 569 du code général des impôts - Marquage et traçabilité des produits de tabacs par un tiers indépendant) (p. 5808). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5827).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Etat d'avancement de la plateforme technique des écoutes judiciaires** - (17 juillet 2014) (p. 6288).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Deuxième lecture [n° 727 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6329, 6330).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 706 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6667, 6668).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6746).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Commission mixte paritaire [n° 775 (2013-2014)]** - (24 juillet 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6858).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Article 1er** (Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire) (p. 7074). (p. 7089, 7090). (p. 7090). (p. 7090). (p. 7096). - **Article 4** (art. 421-2-5 [nouveau] du code pénal ; art. 24, 24 bis, 48-1, 48-4 à 48-6, 52 et 65-3 de la loi du 29 juillet 1881 - Transfert des délits de provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie du terrorisme de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse dans le code pénal) (p. 7101). (p. 7107).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 5** (art. 421-2-6 [nouveau] et 421-5 du code pénal - Création d'un délit d'entreprise terroriste individuelle) (p. 7120). (p. 7120). (p. 7121). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 7123). - **Article 8** (art. L. 562-1, art. L. 562-5 et art. L.562-6 du code monétaire et financier - Codécision du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de l'économie en matière de gels des avoirs) (p. 7127). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7127, 7128). (p. 7128). (p. 7128). (p. 7128). (p. 7128, 7129). (p. 7129). (p. 7129). (p. 7129). (p. 7130). - **Article 9** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet) (p. 7131, 7132). (p. 7139). (p. 7142). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7165).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Article 1er** (Transposition de la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) (p. 7181). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (Transposition du chapitre 10 de la directive 2013/34/UE du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, art. L. 221-7-1, L. 223-26-1, L. 225-102-3

et L. 227-1 [nouveaux] du code du commerce) (p. 7190). (p. 7191). (p. 7191). (p. 7192). (p. 7192). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7198, 7199).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la renonciation du Gouvernement aux bourses au mérite** - (30 octobre 2014) (p. 7532).

- **Rappel au règlement** - (4 novembre 2014) (p. 7666).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7685).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 58 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7878, 7879).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Article unique** (p. 8447).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 (suite)** (p. 8720). (p. 8722). (p. 8726). (p. 8728). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8744). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8750, 8751). - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8756, 8757).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8861, 8862). - **Article 17 (réservé)** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8878). - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8880, 8881). (p. 8890). - **Article 19** (art. 302 bis Y, 1001 et 1018 A du code général des impôts, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1er, 3, 28, 64-1-2 et 67 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 23-2-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 128 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et art. 28 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle) (p. 8895, 8896).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 31 et état A annexé** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 8975).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** - *Nouvelle lecture* [n° 124 (2014-2015)]

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 12 ter A (supprimé)** (*art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale - Exclusion de l'assiette des cotisations sociales de la fraction des dividendes distribuée aux dirigeants majoritaires de SARL*) (p. 9026).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

GOURAULT (Jacqueline)
sénatrice (Loir-et-Cher)
UDI-UC

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur et de la ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion le 13 février 2014.

Vice-présidente du Sénat à compter du 8 octobre 2014 ; a présidé les séances des 14, 15, 28, 29, 30 octobre, 6, 18, 20 novembre, 1er, 3, 16 et 17 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 29 octobre 2014.

Présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-présidente du 23 juin 2014 au 8 octobre 2014.

Membre suppléant du Comité des finances locales jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes le 2 juillet 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9113).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) (p. 9178, 9179). - **Etat D** (p. 9190).

Médias, livre et industries culturelles

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9644). (p. 9646).

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Les premiers enseignements du quinzisième plan de lutte contre la précarité dans la fonction publique [n° 772 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 114 tome 14 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, dans le cadre de la préparation du rapport « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte » de M. Hervé Maurey.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Daniel Béhar, géographe.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Jean-Pierre Vial :

« La simplification des normes applicables aux collectivités territoriales : le cadre légal et réglementaire de l'accès des personnes handicapées aux établissements recevant du public, aux transports publics et à la voirie ».

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France, sur le régime juridique des communes nouvelles.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Edmond Hervé sur les politiques temporelles des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : M. Jean-Éric Schoettl, conseiller d'Etat, sur le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales, l'articulation de ce pouvoir avec celui du Premier ministre et l'articulation entre eux des différents pouvoirs réglementaires locaux.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Alain Lambert et Martin Malvy sur leur rapport « Pour un redressement des finances publiques fondé sur la confiance mutuelle et l'engagement de chacun ».

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Pierre Jarlier, sénateur, vice-président - Association des maires de France (AMF).

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Patricia Schillinger « Les collectivités territoriales et la petite enfance ».

Présentation par M. André Reichardt des informations recueillies par le groupe de travail sur la protection sociale des élus locaux.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des communautés de France : M. Marc Fesneau, président de la commission « Institutions et pouvoirs locaux », et M. Alain Berthéas, vice-président de la commission « Développement économique et emploi » de l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 15 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - *Deuxième lecture* [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 529, 531).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - *Deuxième lecture* [n° 308 (2013-2014)] - (31 janvier 2014) - **Article 84 ter (suppression maintenue)** (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - *Dispositions relatives au domaine de Chambord*) (p. 1204, 1205).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe communale sur la consommation finale d'électricité perçue par les intercommunalités** - (20 février 2014) (p. 2117, 2118).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3565).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5497, 5498).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5551). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5600, 5601).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7308, 7309). - **Article 1er** (*Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint*) (p. 7312). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7318).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)]** - (23 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7353, 7354).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 9391, 9392).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Article 7** (*art. L. 2113-9 du code général des collectivités territoriales - Délai de rattachement à un EPCI à fiscalité propre d'une commune nouvelle issue du regroupement des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre*) (p. 10360). (p. 10360). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10364).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10469, 10470).

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 29 octobre 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 6 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-président le 5 février 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité jusqu'au 8 février 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : États-Unis : l'usage de la force et la force de l'influence [n° 708 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Sécurités : gendarmerie nationale [n° 110 tome 11 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Échanges de vues sur le thème de travail 2014 et sur l'organisation du colloque du 27 mai 2014 sur les femmes résistantes.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Echange de vues sur les conclusions du rapport d'information « S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation ».

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Nouvelles orientations stratégiques des Etats-Unis - Audition de M. Justin Vaïsse, directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Arnaud Danjean, président de la sous-commission « Sécurité et défense » du Parlement européen.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord relatif à l'hébergement et au fonctionnement du centre de sécurité Galileo - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition, par visioconférence, de M. Giusto Sciacchitano, adjoint au procureur national anti-mafia, direction nationale anti-mafia - Rome, Italie.

Réunion du jeudi 22 mai 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences dans les armées - Audition de Mme Brigitte Debernardy, contrôleur général des armées, et du général d'armée Didier Bolelli, inspecteur général des armées.

Réunion du jeudi 5 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions stratégiques des Etats-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le code confidentiel de suivi des points de son permis de conduire** - (21 janvier 2014) (p. 412). (p. 413).

- **Débat sur les violences sexuelles faites aux femmes du fait des conflits armés** - (5 février 2014) (p. 1389, 1391).

- **Question orale sans débat sur le contrôle de la vente d'or en ligne** - (6 mai 2014) (p. 3704, 3705). (p. 3705).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Article 1er** (*Suppression du point de*

départ de la prescription du viol sur mineur, à la majorité de la victime) (p. 4386).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 5341, 5342).

- **Question orale sans débat sur le centre de l'Etablissement public d'insertion de la défense de Montry en Seine-et-Marne** - (14 octobre 2014) (p. 6965).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pause fiscale** - (13 novembre 2014) (p. 8123).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour la gendarmerie nationale (p. 9172, 9173).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 [n° 138 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10612, 10613).

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UDI-UC

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 29 octobre 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre suppléant du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance juridique du conseil de rédaction [n° 813 (2013-2014)] (27 septembre 2014) - **Culture.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Comité des prix de revient des fabrications d'armement - Communication.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

GRAND (Jean-Pierre)
sénateur (Hérault)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Action extérieure de l'Etat : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 110 tome 3 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7466, 7467).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7543). (p. 7545).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises** [n° 60 (2014-2015)] - (4 novembre 2014) - **Article 7** (*Habilitation en vue de faciliter la réalisation des opérations d'aménagement et de construction*) (p. 7740). (p. 7741).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts,

art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8772, 8773).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9289, 9290).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10482, 10483).

GREMILLET (Daniel)
sénateur (Vosges)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission d'examen des pratiques commerciales le 17 décembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézar, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Yves Krattinger, ancien sénateur, auteur du rapport d'information « Des territoires responsables pour une République efficace ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la

croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacky Chorin, représentant de la confédération Force ouvrière, membre du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de Mme Sandra Lagumina, directeur général de Gaz réseau distribution France (GRDF), de M. Dominique Maillard, président du directoire de Réseau de transport d'électricité (RTE), de M. Philippe Monloubou, président du directoire d'Électricité réseau distribution France (ERDF), et de M. Thierry Trouvé, directeur général de GRTgaz.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Nicolas Mouchnino, chargé de mission énergie à l'Union fédérale des consommateurs - Que Choisir, et de M. Frédéric Blanc, juriste.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le**

GRIGNON (Francis)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP-R

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7485).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7518).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 8** (*art. L.311-3 du code de la sécurité sociale, art. 13 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Affiliation des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public et suppression de l'exonération de cotisations sociales des indemnités versées aux élus de chambres d'agriculture et de métiers et des indemnités versées aux administrateurs ayant la qualité de travailleur indépendant élus des organismes de sécurité sociale*) (p. 8040).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8461, 8462).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8489).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 17 (réservé)** (*art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI*) (p. 8870). - **Article 18** (*art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture*) (p. 8886). (p. 8887). (p. 8889).

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9609, 9610).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9621).

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds.

Membre titulaire du comité d'orientation du centre d'analyse stratégique jusqu'au 17 février 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable et de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Voies navigables de France : Un canal d'avenir au service du développement durable [n° 724 (2013-2014)] (15 juillet 2014) - **Transports**.

prochain président, et Jean-Christophe Gavend, membre, groupement de transporteurs ASTRE.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*): Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Demande de saisine pour avis, nomination d'un rapporteur pour avis et examen du rapport verbal.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Stéphane Saint-André, député, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de Voies navigables de France (VNF).

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*): Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Péage de transit poids lourds - Communication.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. François Bergère, directeur de la mission d'appui aux partenariats public-privé, ministère de l'économie et des finances, et de M. Antoine Tardivo, directeur de projets.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Antoine Seillan, chef du bureau des transports de la direction du budget du ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Antoine Maucorps, chef de la mission de la tarification et Olivier Quoy, adjoint, direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Frédéric Cuvillier, ancien ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Jean-Claude Plâ, président, Denis Baudouin, membre et

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la vaccination des veaux contre la teigne** - (4 février 2014) (p. 1279). (p. 1279).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin** [n° 613 (2013-2014)] - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4934, 4935).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire** [n° 682 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5889, 5890). - **Article 1er** (*art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire*) (p. 5927).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF** [n° 683 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

GROSDIDIER (François)
sénateur (Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Vice-président de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition des représentants d'Écomouv'.

(*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de MM. François Lichère, professeur de droit et Frédéric Marty, économiste.

(*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Antoine Seillan, chef du bureau des transports de la direction du budget du ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Roland Peylet, conseiller d'État, président de la commission consultative créée par le décret du 30 mars 2009.

(*commission des lois*) : Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Jean-Pierre Vial : « La simplification des normes applicables aux collectivités territoriales : le cadre légal et réglementaire de l'accès des personnes handicapées aux établissements recevant du public, aux transports publics et à la voirie ».

(*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de MM. Jean-Claude Plâ, président, Denis Baudouin, membre et prochain président, et Jean-Christophe Gavend, membre, groupement de transporteurs ASTRE.

Audition de M. Thierry Mariani, ancien ministre chargé des transports du 14 novembre 2010 au 10 mai 2012.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Dominique Bussereau, ancien secrétaire d'État chargé des transports.

Audition de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ancienne secrétaire d'Etat chargée de l'écologie et ancienne ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

(*commission des lois*) : Egalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Modification de la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Pierre Jarlier, sénateur, vice-président - Association des maires de France (AMF).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Patricia Schillinger « Les collectivités territoriales et la petite enfance ».

Présentation par M. André Reichardt des informations recueillies par le groupe de travail sur la protection sociale des élus locaux.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur « l'évolution des finances locales à l'horizon 2017 », et

présentation de la méthodologie utilisée par le cabinet Michel Klopfer, finances locales consultants.

(*commission des lois*) : Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'écotaxe et Ecomouv'** - (15 avril 2014) (p. 3061, 3062). (p. 3062, 3063).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation** [n° 548 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - *Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4354). (p. 4356). (p. 4358).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5557). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5583). (p. 5602, 5603).

- **Deuxième lecture** [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 7463). - **Article 1er** (art. L. 4111-I du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7468, 7469)

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7508). (p. 7516, 7517). (p. 7522, 7523).

GROSPERRIN (Jacques)
sénateur (Doubs)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes le 13 novembre 2014.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 112 tome 5 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition M. Emmanuel Négrier, directeur de recherche au CNRS à l'université de Montpellier I.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique du patrimoine culturel - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7452, 7453).

- **Questions cribles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7903).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9447, 9448).

- Rapporteur pour avis - **Etat B** (p. 9464). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 9477).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9567, 9569).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9668, 9669).

GRUNY (Pascale)
sénateur (Aisne)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mécanisme de résolution unique dans le cadre de l'union bancaire - Communication de M. Richard Yung.

Économie, finances et fiscalité - Paquet « croissance, emploi, investissement » - Avis de MM. Didier Marie et Jean-Paul Emorine.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Action « Mildeca » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Anne Brasseur, présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Octroi de mer - Communication de M. Georges Patient.

Justice et affaires intérieures - Entretien avec une délégation de parlementaires britanniques sur la situation des migrants à Calais - Communication de M. Jean-Yves Leconte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7026).

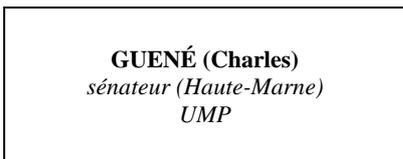
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 14** (*art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés*) (p. 8116).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 29** (*art. L. 161-35-2 (nouveau), L. 162-16-7 et L. 863-3 du code de la sécurité sociale - Tiers payant intégral pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS*) (p. 8180). (p. 8181).



Vice-président du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014 ; a présidé les séances des 7, 14, 31 janvier, 18, 19, 20, 21, 26 février, 10, 12, 16, 29 avril, 6, 7, 14, 20 mai, 17, 19 juin, 3, 10, 15, 16 et 17 juillet 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 8 octobre 2014 ; puis vice-président le 9 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du Comité des finances locales jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014 ; puis président du 11 mars 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales : La réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises (Compte rendu des travaux de la mission) [n° 722 (2013-2014)] (15 juillet 2014) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 [n° 95 (2014-2015)] (12 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 108 tome 3 annexe 26 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 636 (2013-2014)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 184 (2014-2015)] (11 décembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Michel Hersemul, chef du département d'expertise des partenariats public-privé et de conduite de projets délégués au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

(*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de Mme Valentine Ferréol, présidente de l'Institut G9+.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de MM. François Lichère, professeur de droit et Frédéric Marty, économiste.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Daniel Béhar, géographe.

(*commission des finances*) : Engagement du groupe La Poste suite à l'entrée en gestion extinctive du Crédit immobilier de France et action du groupe dans le financement des collectivités territoriales - Audition conjointe de MM. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste, président du conseil de surveillance de la Banque Postale, et Rémy Weber, président du directoire de la Banque Postale.

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Constitution.

Réunion du mercredi 2 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Mark Keese, chef de la division de l'analyse et des politiques de l'emploi, Mme Pia Rattenhuber, statisticienne à la division des politiques sociales, M. Hervé Boulhol, économiste de la division des politiques sociales et Mme Gwenn Parent, économiste sur les politiques sur les travailleurs licenciés à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de Mme Hélène Paris, secrétaire générale du Conseil d'analyse économique (CAE) et de M. Pierre Cahuc, économiste membre du CAE.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des finances*) : Concurrence fiscale en Europe - Audition conjointe de MM. Thierry Madiès, professeur d'économie à l'université de Fribourg, Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société Taj, Olivier Passet, directeur des synthèses économiques de Xerfi et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Marc-Antoine Estrade, chef du département des synthèses, à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et de M. Benoît Ourliac, chef de la mission de l'analyse économique, à la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (Dares).

Audition de M. Yannick L'Horty, économiste, professeur à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée.

Réunion du mardi 22 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Audition de M. Jacques Freyssinet, économiste.

Réunion du mercredi 23 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Olivier Bontout et de Mme Carola Bouton, de la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne.

Audition de M. Serge Lemaître, directeur de la sécurisation des parcours professionnels de Pôle emploi.

Audition de Mme Marie-Claire Carrère-Gée, présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Audition, sous forme de table ronde, des représentants des organisations d'employeurs (Medef, CGPME et UPA).

Audition, sous forme de table ronde, des représentants des syndicats de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO).

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de Mme Anne Bucher, directeur des réformes structurelles et de la compétitivité, de MM. Nicolas Philipponnet, bureau géographique, France, et de Guillaume Roty, analyste économique Europe 2020 et gouvernance économique, à la

direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne.

Audition de Mme Mireille Elbaum, présidente du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Audition de Mme Selma Mahfouz, commissaire général adjointe, Mme Claire Bernard et M. Antoine Naboulet, chargés de mission, au Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP).

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Henri Sterdyniak, directeur du département Economie de la mondialisation de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Audition de M. Louis Gallois, auteur du « Pacte pour la compétitivité française ».

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition conjointe de MM. Jacky Fayolle, directeur du centre Etudes et prospective (groupe Alpha), Jean-François Poupard, directeur général et Jean-Paul Raillard, chargé d'étude (cabinet Syndex).

Audition de MM. Jean-Luc Tavernier et Eric Dubois (Insee).

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Jean Agulhon, directeur des ressources humaines France du groupe Renault.

Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Contrats de plan État-régions (CPER) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la

mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Yves Krattinger, ancien sénateur, auteur du rapport d'information « Des territoires responsables pour une République efficace ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur « l'évolution des finances locales à l'horizon 2017 », et présentation de la méthodologie utilisée par le cabinet Michel Klopfer, finances locales consultants.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - *Deuxième lecture* [n° 308 (2013-2014)] - (31 janvier 2014) - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - *Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT*) (p. 1234).

- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1429, 1431).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale** [n° 349 (2013-2014)] - (20 février 2014) - **Rappel au règlement** (p. 2153).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du parlement de Géorgie** - (7 mai 2014) (p. 3804, 3805).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014** [n° 689 (2013-2014)] - (16 juillet 2014) -

Article 1er (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - *Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés*) (p. 6165).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7486). (p. 7488).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7513). (p. 7522). (p. 7523).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019** [n° 56 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - **Article 11** (*Instauration d'un objectif d'évolution de la dépense publique locale*) (p. 7927).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9390). - **Etat B** (p. 9404). - **Article additionnel avant l'article 58** (p. 9405). - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - *Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales*) (p. 9409). (p. 9411, 9412). (p. 9415).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - *Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales*) (p. 9779, 9780). (p. 9780). (p. 9783). (p. 9784). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9785). (p. 9786). (p. 9789). (p. 9792). (p. 9794). (p. 9795, 9796). (p. 9796). (p. 9797). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - *Relèvement du seuil d'effort fiscal pour bénéficier du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC, en 2016*) (p. 9801). - **Articles additionnels après l'article 59** (p. 9804). (p. 9805, 9806). - **Article 59 ter (nouveau)** (art. L. 3335-1 du code général des collectivités territoriales - *Ajustement du fonctionnement du fonds départemental de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*) (p. 9807). (p. 9807, 9808). (p. 9808, 9809).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 155 (2014-2015)] - (12 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 27 bis** (p. 10261). - **Article additionnel après l'article 31 quinquies** (p. 10302). (p. 10304).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10449, 10450).

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC, puis NI

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

GUERRIAU (Joël)
sénateur (Loire-Atlantique)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 20 novembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de France expertise internationale jusqu'au 8 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale le 12 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Les zones économiques exclusives ultramarines : le moment de vérité [n° 430 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 260 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes verbales entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à Porta [n° 160 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental.

Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Michel Aymeric, secrétaire général de la mer.

Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'État, président du groupe de travail sur la réforme du code minier.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Communication de M. Gilbert Roger, président, et Mme Michelle Demessine, vice-présidente du groupe d'amitié France-Palestine.

Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Comité des prix de revient des fabrications d'armement - Communication.

Ratification du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Soutien de la politique de la défense » - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation d'un rapporteur.

Loi de finances pour 2015 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Arnaud Martrenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la sous-direction des politiques publiques, direction générale des outre-mer, et de M. Grégoire Cayé, chargé de mission.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Andorre - Règlement de deux questions transfrontalières et coopération policière et douanière - Examen du rapport et des textes de la commission.

Approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de division (R) Vincent Desportes, professeur associé à Sciences-po Paris.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le carnet de commande des Chantiers de Saint-Nazaire** - (4 février 2014) (p. 1266). (p. 1266, 1267).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (26 février 2014) (p. 2373).

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2378, 2379).

- **Débat sur l'épargne populaire** - (26 février 2014) (p. 2400, 2401).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3366). (p. 3367).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4646, 4648).

- **Question orale sans débat sur La Poste partenaire des professionnels du livre** - (17 juin 2014) (p. 4889). (p. 4890).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Article 1er** (*Règles applicables à l'attribution d'une étiquette politique aux candidats et élus à une élection au suffrage universel*) (p. 4922). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4924).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4983, 4985).

- **Questions cribles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7356). (p. 7357).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de*

chaque échelon local) (p. 7455, 7456). (p. 7459). (p. 7460). (p. 7460).

GUILLAUME (Didier)
sénateur (Drôme)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

Vice-président du Sénat jusqu'au 28 avril 2014.

Président du groupe socialiste et apparentés à compter du 15 avril 2014 ; a présidé les séances des 8, 23 janvier, 12 et 24 février 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 7 octobre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 279 (2013-2014)] d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 386 tome 1 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 279 (2013-2014)] d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 386 tome 2 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 718 (2013-2014)] d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 743 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 774 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole additionnel à la convention entre la France et l'Italie relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

L. 176-7, L. 177-1, L. 177-2, L. 177-3, L. 177-4, L. 178-1, L. 178-2, L. 178-3, L. 178-4, art. L. 179-2 à L. 179-4 [nouveaux], L. 371-1 [nouveau], L. 372-2, L. 373-1 [nouveau], L. 374-10 [nouveau] et L. 375-1 du code forestier - Adaptation des dispositions du code forestier aux outre-mer et exercice des missions du Centre national de la propriété forestière en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion (p. 2725). (p. 2726). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 181-1, L. 181-2, L. 181-3, L. 181-24, L. 181-26 [nouveau], L. 182-25, L. 274-11 [nouveau], L. 371-1, L. 371-2, L. 372-8, L. 371-5-1 et L. 371-5-2 [nouveaux], L. 461-2 du code rural et de la pêche maritime ; article L. 150-1 du code de l'urbanisme - Adaptation aux outre-mer des dispositions des titres Ier à IV du projet de loi et homologation des peines) (p. 2727, 2728). (p. 2728). (p. 2729). (p. 2729). (p. 2730). - **Article additionnel après l'article 36 (priorité)** (p. 2731). - **Article 37 (priorité)** (p. 2731, 2732). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2734). (p. 2734, 2735). (p. 2736). (p. 2737). (p. 2738). (p. 2739). (p. 2740). (p. 2740). (p. 2741). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2742). (p. 2743).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2758, 2759). (p. 2760). (p. 2763). (p. 2764, 2765). (p. 2769). (p. 2770). (p. 2771, 2772). (p. 2772). (p. 2773). (p. 2774). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2774, 2775). (p. 2775, 2776). (p. 2777). (p. 2777). (p. 2778). (p. 2779). (p. 2780). (p. 2781). - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2783). (p. 2784). (p. 2784). (p. 2785). (p. 2785). (p. 2785). (p. 2786). (p. 2786). (p. 2787). (p. 2788). (p. 2788). (p. 2789). (p. 2790). - **Article 4 bis** (art. L. 411-64 du code rural et de la pêche maritime - Report de la reprise par le bailleur à l'âge de la retraite à taux plein du preneur) (p. 2791). - **Articles additionnels après l'article 4 bis (réservé)** (p. 2792). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-74 du code rural et de la pêche maritime - Application du taux d'intérêt légal majoré de trois points pour le calcul de la répétition de l'indu entre preneur et bailleur) (p. 2793, 2794). - **Article 4 quater (nouveau)** (art. L. 411-73-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Possibilité pour bailleurs et preneurs de s'entendre à l'avance sur l'indemnisation en contrepartie des travaux effectués sur le fond loué) (p. 2794). - **Article 4 quinquies (nouveau)** (art. L. 418-3 du code rural et de la pêche maritime - Alignement de la durée du renouvellement du bail cessible sur la durée du bail rural de droit commun) (p. 2795). (p. 2795). - **Article 5** (art. L. 323-2, L. 323-7, L. 323-11, L. 323-12 et L. 323-13 du code rural et de la pêche maritime - Clarification du statut du groupement agricole d'exploitation en commun) (p. 2797). (p. 2798). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 2799). - **Article 6** (art. L. 322-3, L. 521-1-1 [nouveau], L. 521-3, L. 521-3-1 [nouveau], L. 522-3, L. 522-4, L. 522-5, L. 524-1-3 [nouveau], L. 524-2-1, L. 524-3, L. 524-3-1 [nouveau], L. 527-1, L. 527-1-2 [nouveau], L. 528-1 et L. 551-5 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la transparence au sein des coopératives agricoles et avantages accordés aux organisations de producteurs) (p. 2802, 2803). (p. 2803). (p. 2804). - **Articles additionnels après l'article 4 bis (précédemment réservés)** (p. 2804). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2805). (p. 2805). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2808). (p. 2808). (p. 2809). (p. 2809). (p. 2809). (p. 2811). (p. 2811). (p. 2812). (p. 2812). (p. 2813). (p. 2813). (p. 2813). (p. 2813). (p. 2814). (p. 2815). (p. 2816). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2816, 2817). (p. 2818). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2602, 2605).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2014) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2655, 2656). (p. 2656). (p. 2657). (p. 2658, 2659). (p. 2659, 2660). (p. 2660). (p. 2661). (p. 2661). (p. 2661). (p. 2662). (p. 2663). (p. 2664). (p. 2677). (p. 2678). (p. 2678). (p. 2679). (p. 2679). (p. 2681). (p. 2685). (p. 2685). (p. 2688). - **Article 2** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) et de FranceAgriMer) (p. 2691). (p. 2691). (p. 2691, 2692). (p. 2692). (p. 2693). (p. 2694). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2695). (p. 2696). (p. 2697). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2699). (p. 2700). (p. 2701). (p. 2701). (p. 2701). (p. 2702). (p. 2702). (p. 2703). (p. 2704). (p. 2705). (p. 2706, 2707). (p. 2707). (p. 2707). (p. 2708). - **Article additionnel avant l'article 34 A (priorité)** (p. 2709). - **Article 34 A (priorité)** (art. L. 181-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Finalités de la politique agricole dans les outre-mer) (p. 2713). (p. 2714). - **Article 34 (priorité)** (art. L. 111-2-1, L. 180-1 [nouveau], L. 181-17, L. 181-25 [nouveau], L. 182-1, L. 182-1-1 [nouveau], L. 182-8, L. 182-9, L. 272-1, L. 272-6 à L. 272-10, L. 272-13 à L. 272-16, L. 372-1, L. 461-5, L. 461-10, L. 511-14 [nouveau], L. 571-1, L. 571-2, L. 681-1, L. 681-10, L. 762-6 et L. 762-7 du code rural et de la pêche maritime ; art. 6 de l'ordonnance n° 2011-864 du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le département de Mayotte et à Saint-Martin ; art. 4 de la loi n° 2013-453 du 3 juin 2013 visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Pilotage de la politique agricole et agro-alimentaire outre-mer) (p. 2717). (p. 2718). (p. 2718, 2719). (p. 2719). (p. 2719). (p. 2719). (p. 2720). (p. 2720). (p. 2721). (p. 2721). (p. 2721). - **Article 35 (priorité)** (art. L. 122-1-1 [nouveau], L. 151-3 [nouveau], L. 175-4, L. 175-6, L. 175-7, L. 175-8, L. 176-1, L. 176-2, L. 176-3,

[nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et au renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles (p. 2821). - **Articles additionnels après l'article 7 (suite)** (p. 2822). - **Article 7 bis** (Service public d'enregistrement et de contrôle des performances des ruminants) (p. 2822). (p. 2823). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 2823). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-8 et L. 632-9 du code rural et de la pêche maritime et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité du droit des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 2824). (p. 2825). (p. 2825). (p. 2825). (p. 2826). (p. 2826, 2827). (p. 2827). (p. 2827, 2828). (p. 2828). (p. 2828). (p. 2828). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2829). (p. 2831). (p. 2832). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 2834, 2835). (p. 2836). (p. 2837). - **Article 10 bis A (nouveau)** (art. L. 665-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles dans le patrimoine de la France) (p. 2840). - **Articles additionnels après l'article 10 bis A** (p. 2841). (p. 2842). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 2843). (p. 2844). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des prérogatives du conseil régional dans l'élaboration du plan régional de l'agriculture durable) (p. 2845). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2848). (p. 2850). (p. 2851). (p. 2851). (p. 2851). (p. 2855). (p. 2856). (p. 2856, 2857). (p. 2859, 2860). (p. 2860). (p. 2861). (p. 2862). (p. 2862). (p. 2863). (p. 2863). (p. 2865). (p. 2866, 2867). (p. 2868). (p. 2868). (p. 2869). (p. 2869). (p. 2870). (p. 2870, 2871). (p. 2871). (p. 2871, 2872). (p. 2872).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 2884). (p. 2885). - **Article 12 bis A (nouveau)** (Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole) (p. 2885). (p. 2886). (p. 2887). (p. 2888). - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2888). (p. 2890). (p. 2893). (p. 2895). (p. 2896). (p. 2896). - **Article 12 bis** (art. L. 121-16, L. 123-4-2 [nouveau], L. 126-5 et L. 152-1 du code rural et de la pêche maritime - Organisation d'enquêtes publiques en agriculture) (p. 2897). - **Article 12 ter** (art. L. 122-3 du code de l'environnement - Systématisation de l'analyse des effets des projets sur l'agriculture dans les études d'impact) (p. 2897). (p. 2898). (p. 2898). (p. 2899). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 2900). (p. 2901, 2902). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2905, 2906). (p. 2907). (p. 2908). (p. 2908). (p. 2909). (p. 2910). (p. 2912). (p. 2913). (p. 2917). (p. 2919). (p. 2919). (p. 2920). (p. 2921). (p. 2921, 2922). (p. 2922). (p. 2922, 2923). (p. 2923). (p. 2924). (p. 2924). (p. 2924). (p. 2925). (p. 2925). (p. 2926). (p. 2926, 2927). (p. 2927, 2928). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 2928). (p. 2929). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 notions du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture) (p. 2931). (p. 2931). (p. 2932). (p. 2933). (p. 2934). (p. 2935). (p. 2936). (p. 2937). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2938). - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2942). (p. 2943). (p. 2945). (p. 2945).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) (p. 2959). (p. 2959). (p. 2960). (p. 2960). (p. 2961). (p. 2962). (p. 2963). (p. 2964). (p. 2964). (p. 2965). (p. 2965). (p. 2966). (p. 2966). (p. 2966). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 722-5, L. 722-5-1 [nouveau], L. 722-6, L. 722-7, L. 723-3, L. 731-23, L. 732-39 du code rural et de la pêche maritime - Remplacement de la surface minimum d'installation par une activité minimale pour l'assujettissement à la mutualité sociale agricole) (p. 2968). (p. 2969, 2970). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2970). (p. 2971). (p. 2971). (p. 2971, 2972). (p. 2972). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 à L. 311-3-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 2973). (p. 2976, 2977). (p. 2978, 2979). (p. 2980). (p. 2980, 2981). - **Articles additionnels après l'article 16 bis A** (p. 2982). (p. 2983). - **Article 16 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'affiliation au régime social agricole des personnes exerçant des activités d'accueil social) (p. 2983). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 2984). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 2985). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5 et L. 230-1 du code rural et de la pêche maritime, L. 541-1 du code de la consommation et L. 3231-1 du code de la santé publique - Coordinations rédactionnelles) (p. 2987). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2987). (p. 2989). - **Article 18** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 221-5, L. 223-4, L. 223-5, L. 223-6-2 [nouveau] et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de l'environnement - Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage) (p. 2990). (p. 2990). (p. 2991). (p. 2991). (p. 2992). (p. 2993). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2993). (p. 2993, 2994). (p. 2994). (p. 2995). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 427-6 du code de l'environnement - Autorisation de tir de prélèvement du loup en cas d'attaque avérée) (p. 2996, 2997). (p. 2997). (p. 2998). (p. 2999). (p. 3000). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3003). - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 3004). (p. 3004). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 3008). (p. 3009). (p. 3010). (p. 3010). (p. 3011). (p. 3011). (p. 3011). (p. 3012). (p. 3013). (p. 3013). (p. 3015). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance) (p. 3017). (p. 3019). (p. 3021). (p. 3021). (p. 3022). (p. 3023). (p. 3023). (p. 3023). (p. 3024). (p. 3024). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 3027). (p. 3031). (p. 3032). (p. 3032). (p. 3032). - **Article 22 bis A (nouveau)** (art. L. 250-2 du code rural et de la pêche maritime - Attribution d'un pouvoir de contrôle) (p. 3033). - **Article 22 bis** (art. L. 1313-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'un conseil d'orientation au sein de l'ANSES chargé de délivrer un avis sur les autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques) (p. 3034). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 3035). (p. 3036). - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 3038, 3039).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) (p. 3085). (p. 3087). (p. 3088). (p. 3089). (p. 3090). (p. 3090). (p. 3091). (p. 3091). (p. 3092). (p. 3093). - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance) (p. 3095). (p. 3095, 3096). (p. 3097). (p. 3098). (p. 3098). (p. 3099). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 3101). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)**

(art. L. 251-7, L. 251-9, L. 251-14, L. 251-15 et L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Ratification d'ordonnance) (p. 3102). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 3103, 3104). - **Article 25 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle - Limite de l'extension aux produits de récolte du droit exclusif du titulaire d'un certificat d'obtention végétale) (p. 3104). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 3109). (p. 3110). (p. 3110, 3111). (p. 3112). (p. 3112). (p. 3112). (p. 3113). (p. 3113, 3114). (p. 3114). (p. 3115). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3116). (p. 3116, 3117). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (p. 3118). - **Article 27** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France) (p. 3122). (p. 3124). (p. 3125). (p. 3126). (p. 3127, 3128). (p. 3129). (p. 3130). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 718-7, L. 718-11 et L. 718-12 du code de l'éducation - Adaptation du régime d'organisation des communautés d'universités et établissements) (p. 3132). - **Article 38** (art. L. 514-3, L. 644-12 et L. 653-6 du code rural et de la pêche maritime - Clarification et suppression de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime) (p. 3177). - **Article 38 bis (nouveau)** (art. L. 723-18-1 du code rural et de la pêche maritime - Simplification des dispositions relatives aux candidats aux élections pour le conseil d'administration de la mutualité sociale agricole, MSA, pour la petite couronne et pour Paris, Lyon et Marseille) (p. 3177). (p. 3178). - **Articles additionnels après l'article 38 bis** (p. 3178). (p. 3179). - **Article 39** (art. L. 181-25 du code rural et de la pêche maritime - Dispositions transitoires) (p. 3180). (p. 3180). (p. 3180). (p. 3181). (p. 3181). (p. 3181). - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 551-9 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Transmission aux organisations de producteurs forestières des données cadastrales) (p. 3182). - **Article 40** (art. L. 653-12, articles L. 653-13-1 à L. 653-13-5 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un nouvel établissement public national, le « Haras national du Pin ») (p. 3184). - **Article additionnel après l'article 40** (p. 3185). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3189, 3190).

- **Rappel au règlement** - (29 avril 2014) (p. 3532).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3600, 3602).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5512, 5514).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5561, 5562). (p. 5569, 5570). - **Article 1er (Nouvelle carte régionale)** (p. 5591, 5592). - **Article 3** (art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations) (p. 5622). (p. 5624, 5625). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale) (p. 5654). (p. 5657, 5658). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 5661). (p. 5664, 5665). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 5674, 5675). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5682).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 5832, 5833).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit au Proche-Orient** - (17 juillet 2014) (p. 6283).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6337, 6340).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (art. L. 1, L. 2 et L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 121-1 du code forestier, art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole et art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation et définition de l'agro-écologie) (p. 6369). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire, CSO, et de FranceAgrimer) (p. 6371). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 à L. 315-5 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1 du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental, GIEE, et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 6372, 6373). (p. 6374). (p. 6374). (p. 6375). (p. 6375). (p. 6376). (p. 6376, 6377). (p. 6377). - **Article 4** (art. L. 211-3 et L. 213-12 du code de l'environnement, et art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole) (p. 6380). (p. 6380). (p. 6381). (p. 6382). (p. 6383). (p. 6384). (p. 6385). (p. 6387). - **Article 4 ter A (suppression maintenue)** (art. L. 417-11 du code rural et de la pêche maritime - Suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme pour la vigne) (p. 6388). - **Article 4 quinquiés** (p. 6389). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-24-1, L. 631-27, L. 631-28, L. 631-29 et L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1 du code de commerce - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle de médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 6394). (p. 6394). (p. 6395, 6396). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-1-3, L. 632-2-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-8, L. 632-9, L. 632-12 à L. 632-14, L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime, et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 6398). (p. 6398). (p. 6399). (p. 6399). - **Article 8 bis (suppression maintenue)** (Mise à disposition d'espaces de diffusion sur les radios et télévisions publiques pour des campagnes collectives d'information sur les produits frais) (p. 6400). - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France) (p. 6401, 6402). (p. 6403). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - Préservation du foncier agricole) (p. 6409). (p. 6410). (p. 6411, 6412). (p. 6412). (p. 6414, 6415). (p. 6415). (p. 6416). (p. 6416). (p. 6417). (p. 6418). (p. 6418). (p. 6418). - **Article 12 bis C** (art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - Densification des hameaux existants en zone littoral) (p. 6418). - **Article 12 bis D (suppression maintenue)** (art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - Attribution des biens de sections de communes à vocation agricole ou pastorale) (p. 6419, 6420). - **Article 12 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-3 du code de l'environnement, art. L. 111-2 et L. 112-1-3 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Impact et compensation agricole des projets de travaux,

d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés) (p. 6421). (p. 6422). (p. 6423). (p. 6423). - **Article 13** (art. L. 141-1, articles L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1, L. 142-5-2 [nouveaux], L. 143-1, L. 143-1-1 [nouveau], L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1, L. 143-7-2 et L. 143-12 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 6427). (p. 6428). - **Article 15** (Coordination) (p. 6431). (p. 6431). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-2 et L. 341-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 6432). (p. 6432). (p. 6433). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2-2 [nouveau], L. 111-5 et L. 230-1 du code rural et de la pêche maritime, L. 541-1 du code de la consommation, L. 3231-1 du code de la santé publique - Renforcement et clarification de la politique de l'alimentation) (p. 6434). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 212-9, L. 214-5, L. 221-4, L. 221-5, L. 223-4, L. 223-5, L. 223-6-2 et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de l'environnement - Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage) (p. 6436). - **Article 18 bis** (art. L. 426-3 du code de l'environnement - Indemnisation des dégâts de prairie causés par le grand gibier) (p. 6437). (p. 6439). - **Article 19 bis** (Participation des laboratoires départementaux à la politique publique de sécurité sanitaire) (p. 6440). (p. 6441). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], L. 5141-16, L. 5145 6, art. L. 5142-6-1, L. 5142-6-2 [nouveaux], L. 5143-2, L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5144-1-1, L. 5442-10 et L. 5442-11 à L. 5442-14 du code la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 6444). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1313-1, L. 1313-2, L. 1313-3-1 [nouveau], L. 1313-5 et article L. 1313-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 6447). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et article L. 211-3 du code de l'environnement - Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 6450).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 211-3 du code de l'environnement - Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 6493). (p. 6494). (p. 6494). (p. 6494). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance) (p. 6497). (p. 6498). (p. 6499). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 6503). (p. 6503). (p. 6504). (p. 6504). (p. 6505). (p. 6505). (p. 6506). (p. 6507). (p. 6507). (p. 6508). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 820-2 et L. 830-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France) (p. 6512). (p. 6512). - **Article 34**

(Coordination) (p. 6532). - **Article 36** (art. L. 181-1, L. 181-1-1 [nouveau], L. 181-2, L. 181-3, L. 181-24, L. 181-26 [nouveau], L. 182-25, L. 274-11, L. 371-1, L. 371-2, L. 372-8, art. L. 371-5-1, L. 371-5-2 [nouveaux], L. 371-15, L. 371-16, L. 371-31, L. 461-2, L. 513-3 et L. 681-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 150-1 du code de l'urbanisme - Adaptation aux outre-mer des dispositions des titres Ier à IV du projet de loi d'avenir et homologation de peines) (p. 6534). - **Article 38** (art. L. 512-1, L. 514-3, art. L. 514-3-1, L. 514-3-2 [nouveaux], L. 514-4, L. 644-12, L. 653-6 du code rural et de la pêche maritime - Clarification et simplification de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime) (p. 6536, 6537). (p. 6538, 6539). (p. 6540). (p. 6540). - **Article 38 quater (Texte non modifié par la commission)** (Éligibilité des agents de l'ASP, de l'INAO, de FranceAgrimer et de l'ODEADOM au dispositif de déprécarisation) (p. 6541). - **Article 39** (art. L. 181-25, L. 331-10, L. 411-33, L. 461-12, L. 371-12, L. 411-39 et L. 412-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 926-6 du code de commerce - Dispositions transitoires) (p. 6542). (p. 6543). - **Article 39 bis** (Transmission aux organisations de producteurs forestières des données cadastrales) (p. 6544). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6549, 6550).

- **Commission mixte paritaire [n° 775 (2013-2014)]** - (24 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6797, 6800). - **Article 20** (Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 6857). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6859).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7385, 7387).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7478, 7479).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 quater (suite)** (p. 8661). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodécies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 8695, 8696). (p. 8700).

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

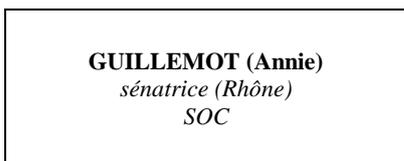
- (3 décembre 2014) (p. 9538, 9539).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9604, 9606).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10059, 10061).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le PJJ pour la croissance et l'activité** - (11 décembre 2014) (p. 10087).



Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Politique des territoires (Ville) [n° 109 tome 8 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Aménagement du territoire - Budget - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Relations entre la grande distribution et les industriels - Communication de M. Jean-Claude Lenoir.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'Etat » de la mission « Politique des territoires » et programme « Politique de la ville » de la mission « Politique des territoires » (et article 57 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9482, 9483).

Politique des territoires

- (3 décembre 2014) - rapporteur pour avis - **Article 57 ter (nouveau)** (art. 14 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Report au 1er janvier 2016 de la dissolution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, ACSé) (p. 9498).

HAMON (Benoît)
*ministre de l'éducation nationale, de
l'enseignement supérieur et de la
recherche*
(du 2 avril 2014 au 26 août 2014)
*ministre délégué auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargé de
l'économie sociale et solidaire et de la
consommation*
(jusqu'au 1er avril 2014)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-238 du 27 février 2014 relative à l'établissement public local d'enseignement dénommé « École européenne de Strasbourg » [n° 707 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - Union européenne - Éducation.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 661, 665). (p. 681, 682). - **Organisation de la discussion** (p. 683). - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 687). (p. 692, 693). (p. 693). (p. 694). (p. 694). (p. 694). (p. 695). (p. 696). (p. 697). (p. 699). (p. 699). (p. 700). (p. 702). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-15 [nouveau] et L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 703). (p. 704). (p. 705). (p. 705). (p. 706, 707). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 708). - **Article additionnel avant l'article 3 bis A** (p. 709). (p. 709, 710). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 713). (p. 713). (p. 714). (p. 714). (p. 715). (p. 716). (p. 716). (p. 717). (p. 717). (p. 718). (p. 720). (p. 721). (p. 722).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) (p. 746). (p. 746). (p. 747). (p. 747). (p. 748). (p. 750). (p. 750). (p. 751). (p. 751). (p. 752). (p. 753). (p. 754). (p. 754). (p. 754). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance) (p. 764). (p. 765). (p. 766). (p. 767). (p. 767). (p. 768). (p. 768). (p. 769). (p. 770). (p. 770). (p. 771). - **Article 5 bis (Réservoirs enterrés de liquides inflammables)** (p. 771). - **Article 5 quater (suppression maintenue)** (art. L. 124-1 et L. 124-2 [nouveau] du code des procédures civiles d'exécution - Encadrement des activités de recouvrement amiable de créances pour le compte d'autrui) (p. 774). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de la consommation - Garanties applicables aux contrats de consommation) (p. 775). (p. 775). (p. 777). - **Article 9 bis** (art. L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - Possibilité offerte aux clients de certains réseaux de distribution de régler leurs factures par espèces ou mandat compte) (p. 778). - **Article 9 ter** (art. L. 121-92-1 [nouveau] du code de la consommation, art. L. 2224-12-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Frais liés à des rejets de paiement) (p. 779). (p. 779). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (sections 14 à 17 [nouvelles] du chapitre Ier du Titre II du Livre Ier du code de la

consommation - Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons, encadrement des ventes d'or et de métaux précieux et contrats relatifs au gaz de pétrole liquéfié) (p. 782). (p. 783). (p. 783). (p. 784). (p. 784). (p. 784). (p. 785). (p. 785). (p. 786). (p. 786). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - Tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité) (p. 788). (p. 789, 790). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 791). - **Article 17 quater** (art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers) (p. 795, 796). (p. 797). (p. 798, 799). (p. 799, 800). (p. 803). (p. 804). (p. 805). (p. 807). (p. 807, 808). - **Article 18 D** (art. L. 331-6, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR) (p. 809). (p. 809). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance) (p. 813). (p. 814). - **Article 19 ter** (art. L. 311-17 du code de la consommation - Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité) (p. 815, 816). - **Article 19 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-11 du code de la consommation - Rémunération du vendeur en fonction des prêts souscrits par ses clients) (p. 817). - **Article additionnel après l'article 19 septies** (p. 818). - **Article 19 octies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-7 [nouveau] du code monétaire et financier - Encouragement à la mobilité bancaire) (p. 819). (p. 819). - **Article additionnel après l'article 19 octies A** (p. 820).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur) (p. 840, 841). (p. 843). (p. 847). (p. 847). (p. 848). (p. 848). (p. 848). (p. 849). (p. 849). (p. 849). (p. 850). (p. 851). (p. 852). (p. 853). (p. 853, 854). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-12-1 [nouveau] du code des assurances - Motivation de la résiliation du contrat d'assurance par l'assureur) (p. 855). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-15-2 [nouveau] du code des assurances - Résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance) (p. 856). (p. 856). (p. 857). (p. 857). (p. 858). (p. 859). (p. 859). - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 129-1 [nouveau] du code des assurances - Assurances collectives de dommages) (p. 860). - **Article 21 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-15-1 [nouveau] du code des assurances - Mention contractuelle du libre choix du réparateur automobile professionnel en cas de sinistre automobile) (p. 860). (p. 861). - **Article 21 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-3 du code des assurances, art. L. 931-3-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 211-11 [nouveau] du code de la mutualité - Information obligatoire sur la prise en charge des soins courants) (p. 861, 862). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 867). (p. 871, 872). (p. 872). (p. 872). (p. 873). (p. 874). (p. 874, 875). (p. 875). (p. 876). - **Article 22 sexies** (Entrée en vigueur du registre national des crédits aux particuliers) (p. 878). - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison) (p. 880, 881). - **Article 25** (art. L. 141-1 du code de la consommation - Elargissement du champ de compétence des agents de la DGCCRF, renforcement de la coopération avec la CNIL, faculté de prononcer des sanctions administratives en cas de non-respect des injonctions et faculté de saisir le juge contre un service de communication en ligne) (p. 886). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives

en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 887, 888). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative) (p. 889). (p. 889). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 891). (p. 891). - **Article 61** (art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 892). (p. 894). (p. 896). (p. 897). (p. 897). (p. 898). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 900). (p. 900). (p. 901). (p. 901). (p. 902). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 904). (p. 905). (p. 906). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, et 9 de la loi du 4 juillet 1837 relative au système métrique et à la vérification des poids et mesures - Renforcement des sanctions en cas de non-conformité des instruments de mesure) (p. 907). (p. 907). - **Article 64** (art. L. 121-79-2, L. 121-79-3 et L. 121-79-4 du code de la consommation - Aggravation des peines applicables en cas d'atteinte portée au libre choix du consommateur) (p. 908). - **Article 69 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de la route - Absence de frais en cas de restitution du dossier d'auto-école) (p. 909). - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-5, L. 137-3 [nouveau], L. 214-1, L. 215-12, L. 215-17, L. 221-10, et L. 221-11 du code de la consommation - Diverses dispositions de simplification, notamment rédactionnelles, au sein du code de la consommation) (p. 910). - **Article 72 bis** (art. L. 121-42 à L. 121-47 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement de l'exploitation et de l'usage de numéros à valeur ajoutée) (p. 912). - **Article additionnel après l'article 72 bis** (p. 912, 913). - **Article 72 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 32-1 et L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Modification des compétences de l'ARCEP et de la DGCCRF sur le marché de détail des communications électroniques) (p. 913). - **Article 72 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 322-2, art. L. 322-2-1, L. 322-2-2 et L. 322-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure, art. L. 121-36, L. 121-36-1 [nouveau] et L. 121-37 du code de la consommation, art. 2 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Définition des loteries et des jeux d'argent et de hasard) (p. 914). (p. 915). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 919, 920).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1307, 1309). - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 1312). (p. 1312, 1313).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Commission mixte paritaire [n° 348 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1594, 1595). - **Article 17 quater (Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers)** (p. 1646). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1646).

- **Question orale sans débat sur la notion d'administrateur intéressé dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte** - (18 février 2014) (p. 1752, 1753).

- **Question orale sans débat sur la fiscalité des activités liées au chantier de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique** - (18 février 2014) (p. 1753, 1754).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la brigade des douanes de Gap dans les Hautes-Alpes** - (18 février 2014) (p. 1754).

- **Question orale sans débat sur les besoins de sécurité de la population du Val-de-Marne** - (18 février 2014) (p. 1755).

- **Question orale sans débat sur la baisse des limitations de vitesse sur le réseau routier secondaire** - (18 février 2014) (p. 1756).

- **Question orale sans débat sur les fermetures de centres d'information et d'orientation dans les Hauts-de-Seine** - (15 avril 2014) (p. 3051, 3052).

- **Question orale sans débat sur la double tutelle des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement** - (15 avril 2014) (p. 3053).

- **Question orale sans débat sur la situation des centres d'examen du permis de conduire en Bretagne** - (15 avril 2014) (p. 3054, 3055).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (15 mai 2014) (p. 4031). (p. 4032).

- **Question orale sans débat sur les événements relatifs à des mineurs dans une maison d'arrêt** - (20 mai 2014) (p. 4077, 4078).

- **Question orale sans débat sur la réforme des rythmes scolaires et l'intégration des handicapés** - (20 mai 2014) (p. 4078, 4079).

- **Question orale sans débat sur le reversement aux intercommunalités du Fonds d'amorçage de la réforme des rythmes scolaires** - (20 mai 2014) (p. 4080).

- **Question orale sans débat sur le manque de remorqueurs dans le golfe de Gascogne** - (20 mai 2014) (p. 4081, 4082).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4744, 4747).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la loi ESR et la rentrée universitaire** - (3 juillet 2014) (p. 5487).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (18 juillet 2014) - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2-2 [nouveau], L. 111-5 et L. 230-1 du code rural et de la pêche maritime, L. 541-1 du code de la consommation, L. 3231-1 du code de la santé publique - Renforcement et clarification de la politique de l'alimentation) (p. 6434). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 212-9, L. 214-5, L. 221-4, L. 221-5, L. 223-4, L. 223-5, L. 223-6-2 et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de l'environnement - Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage) (p. 6436). - **Article 18 bis** (art. L. 426-3 du code de l'environnement - Indemnisation des dégâts de prairie causés par le grand gibier) (p. 6437, 6438). (p. 6439). - **Article 19 bis (Participation des laboratoires départementaux à la politique publique de sécurité sanitaire)** (p. 6440). (p. 6440, 6441). (p. 6441). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], L. 5141-16, L. 5145 6, art. L. 5142-6-1, L. 5142-6-2 [nouveaux], L. 5143-2, L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5144-1-1, L. 5442-10 et L. 5442-11 à L. 5442-14 du code la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 6444). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1313-1, L. 1313-2, L. 1313-3-1 [nouveau], L. 1313-5 et article L. 1313-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 6447). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et article L. 211-3 du code de l'environnement - Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et

mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques (p. 6450, 6451).

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Secrétaire de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, dans le cadre de la préparation du rapport « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte » de M. Hervé Maurey.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'éligibilité à la catégorie dite « active » des personnels des hôpitaux** - (18 novembre 2014) (p. 8355). (p. 8355).

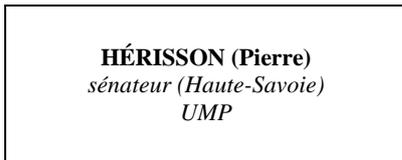
- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Article 59 quater (nouveau)** (art. L. 3335-3 du code général des collectivités territoriales, art. 1594 D du code général des impôts et art. 77 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre de finances pour 2014 - *Pérennisation de la possibilité pour les départements de relever le taux des droits de mutations à titre onéreux et du fonds de solidarité des départements*) (p. 9810).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10480, 10481).



Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet.

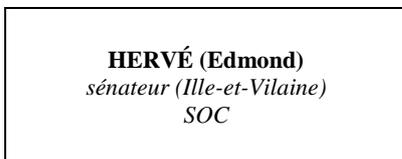
DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à



Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Olivier Roussat, président-directeur général et Didier Casas, secrétaire général de Bouygues Telecom.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Secteur des télécommunications - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, et de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1483, 1484). (p. 1486, 1487). (p. 1492, 1493). (p. 1494). (p. 1495, 1496). (p. 1498). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1503). (p. 1507). (p. 1509). (p. 1512, 1513).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4950, 4951). - **Article 1er** (*art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques*) (p. 4959). (p. 4960, 4961). (p. 4963). (p. 4965). (p. 4965). (p. 4965). (p. 4966).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les politiques temporelles des collectivités territoriales [n° 558 (2013-2014)] (22 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, dans le cadre de la préparation du rapport « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte » de M. Hervé Maurey.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*): Audition de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*): Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des lois*): Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*): Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*): Evolution et développement de la place financière de Paris - Audition conjointe de Mme Delphine d'Amarzit, chef du service du financement de l'économie de la direction générale du Trésor, MM. Dominique Cerutti, directeur général d'Euronext, Thierry Francq, auteur d'un rapport sur l'évolution d'Euronext et l'avenir des activités de marché et de post-marché en Europe, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, président directeur général de GDF-Suez, et Hervé Synvet, professeur agrégé de droit privé à l'université Panthéon-Assas (Paris II).

Réunion du mardi 25 février 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Daniel Béhar, géographe.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des finances*): Suite à donner au référé de la Cour des comptes concernant le contrôle des comptes et la gestion de l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) portant sur les exercices 2001 à 2011 - Audition de MM. Nicolas Bourriaud, directeur de l'ENSBA, Patrick Lefas, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, et Michel Orier, directeur général de la création artistique.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*): contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*): Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Présentation du rapport de M. Edmond Hervé sur les politiques temporelles des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*): contrôle budgétaire - Musées nationaux - Communication.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*): Financement de la sûreté nucléaire - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des finances*): Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*): contrôle de la politique d'aide publique au développement de la France au Vietnam - Contrôle budgétaire - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 57, 58).



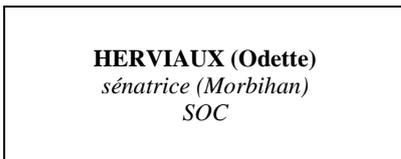
Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) le 13 novembre 2014.



Fin d'une mission temporaire auprès du ministre délégué auprès du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 15 mars 2014.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 20 novembre 2014.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel jusqu'au 1er octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur des gens de mer jusqu'au 30 septembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cohérence de la politique spatiale européenne et le robot Philae** - (13 novembre 2014) (p. 8122).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9634, 9635).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Plaidoyer pour une décentralisation de la loi Littoral : un retour aux origines [n° 297 (2013-2014)] (21 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : « Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire : l'Afrique qui veut gagner » [n° 115 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 489 (2013-2014)] relatif aux activités privées de protection des navires [n° 523 (2013-2014)] (13 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 551 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 496 (2013-2014)] relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 593 (2013-2014)] (10 juin 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 802 (2013-2014)] relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 85 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Loi Littoral - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission du développement durable*): Bilan de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*): Activités privées de protection des navires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition de M. Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'Homme, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*): Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 15 mai 2014 (*commission du développement durable*): Activités privées de protection des navires - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Stéphane Saint-André, député, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de Voies navigables de France (VNF).

Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*): Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport pour avis.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements aux textes de la commission.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Examen en délégation du rapport sur les niveaux de vie dans les outre-mer.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*): Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 8 et 11 bis du texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Héazard, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Enjeux de la fiscalité écologique et de la conférence Paris Climat 2015 (COP21) - Audition de M. Christian de Perthuis, président du conseil scientifique de la chaire Économie du climat.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2892, 2893).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4036, 4038).

- Rapporteur - **Article 2 A (nouveau)** (art. L. 5442-1 [nouveau] du code des transports - Exercice de l'activité de protection des navires par les seules personnes morales) (p. 4050). - **Article 3** (art. L. 5442-2 [nouveau] du code des transports - Délivrance de l'autorisation d'exercice de l'activité) (p. 4050). - **Article 6** (art. L. 5442-5 [nouveau] du code des transports - Conditions à remplir pour l'obtention de l'autorisation d'exercer) (p. 4051). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 5442-8 [nouveau] du code des transports - Encadrement du contenu des documents contractuels ou publicitaires) (p. 4051). - **Article 12** (art. L. 5442-11 [nouveau] du code des transports - Conditions à remplir par les employés des entreprises privées de protection des navires) (p. 4053). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4054). (p. 4054). (p. 4054). - **Article 18** (art. L. 5443-1 [nouveau] du code des transports - Zones d'exercice de l'activité de protection des navires) (p. 4055). - **Article 23** (art. L. 5443-6 [nouveau] du code des transports - Embarquement, stockage et remise aux agents des armes) (p. 4056). - **Article 31** (art. L. 5444-1 [nouveau] du code des transports - Contrôles effectués auprès des entreprises de protection des navires par la police ou la gendarmerie nationales) (p. 4057). - **Article 34** (art. L. 5444-4 [nouveau] du code des transports - Modalités de réalisation des contrôles en mer) (p. 4058). - **Article 34 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 62, 63, 413 bis et 416 bis [nouveau] du code

des douanes, article 52 de la loi 93-1 du 4 janvier 1993 - Contrôle douanier à bord des navires) (p. 4060). - **Article 36 (supprimé)** (art. L. 5445-1 [nouveau] du code des transports - Sanctions disciplinaires prononcées par le Conseil national des activités privées de sécurité) (p. 4061). - **Article 37** (art. L. 5445-2 [nouveau] du code des transports - Sanctions pénales applicables pour plusieurs infractions à la présente loi) (p. 4062). (p. 4062). - **Article 39** (art. L. 5445-4 [nouveau] du code des transports - Sanction des obstacles aux contrôles et, pour le salarié, du défaut de carte professionnelle) (p. 4062). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 4063). (p. 4064).

- **Commission mixte paritaire [n° 552 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4437, 4438). - **Article 12 bis (Coordination)** (p. 4454). - **Article 34 (Modalités de réalisation des contrôles en mer)** (p. 4454).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4993, 4994).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5335, 5336). (p. 5336).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7559). (p. 7561).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 8470, 8472).

- **Questions cribles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8529). (p. 8530).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9719, 9720).

Ecologie, développement et mobilité durables

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9728).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10483, 10484).

HOUEL (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre suppléant de la Commission nationale des services.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à développer l'apprentissage au sein des collectivités territoriales [n° 795 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Travail**.

Proposition de loi relative au report des délais prévus par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles pour la création d'intercommunalités d'au moins 200 000 habitants [n° 5 (2014-2015)] (8 octobre 2014) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 17 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la sécurité sociale des élus** - (7 janvier 2014) (p. 27). (p. 28).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « fait maison » dans la restauration) (p. 735). (p. 738). (p. 738).

- **Question orale sans débat sur la durée de validité de la carte d'identité et la profession de photographe** - (15 avril 2014) (p. 3056). (p. 3057).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe de séjour** - (3 juillet 2014) (p. 5486).

- **Question orale sans débat sur le centre de l'Établissement public d'insertion de la défense de Montry en Seine-et-Marne** - (14 octobre 2014) (p. 6965). (p. 6966).

HOUPERT (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-R, puis UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Agriculture, alimentation, forêts et affaires rurales [n° 108 tome 3 annexe 3 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9385).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales*) (p. 9410, 9411). (p. 9413).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9591, 9593).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9619). (p. 9621). (p. 9623). (p. 9623). - **Article 47** (*Modification du dispositif d'exonération en faveur de l'emploi saisonnier agricole*) (p. 9624). (p. 9624). (p. 9625).

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Orientation et programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

HUMBERT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'Agence française de développement (AFD) pour la période 2014-2016 - Examen de l'avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le devenir des élections prud'homales** - (16 janvier 2014) (p. 350). (p. 351).

- **Débat sur les violences sexuelles faites aux femmes du fait des conflits armés** - (5 février 2014) (p. 1396, 1397).

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 366 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1715, 1716).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Article 1er (Définition des objectifs)** (p. 4204). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4273).

- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** - (10 juin 2014) (p. 4664, 4665).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en Irak** - (24 septembre 2014) (p. 6890, 6892).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9298, 9299).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) (p. 9423, 9424).

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le réveil du Tigre celtique ? L'Irlande et les pays de la zone euro sous assistance financière [n° 693 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Situation de l'Irlande : rapport d'information de M. Jean-François Humbert.

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
UMP

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - Anciens combattants.

HURÉ (Benoît)
sénateur (Ardennes)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Giandomenico Magliano, ambassadeur d'Italie en France.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - Logement et urbanisme.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - Sécurité sociale - Éducation.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - Environnement.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - Anciens combattants.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - Affaires étrangères et coopération - Défense.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*): Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission du développement durable*): Bilan de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Nicolas Hulot, président de la

Fondation pour la nature et l'Homme, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission du développement durable*): Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de M. Pierre Jarlier, sénateur, vice-président - Association des maires de France (AMF).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Augustin de Romanet de Beaune, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la société Aéroports de Paris (ADP).

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Rapport public thématique relatif à la grande vitesse ferroviaire - Audition de MM. François-Roger Cazala, Arnold Migus, Paul-Henri Ravier et André Le Mer, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP-R, puis UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale jusqu'au 20 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014 ; puis vice-président du 11 mars 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 108 tome 3 voL. 1 annexe 10 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de MM. Vanik Berberian, président des maires ruraux de France et maire de Gargillette-Dampierre, Jean-Marie Vercruysse, président des maires ruraux de l'Orne et maire d'Aube, Serge Spilmann, maire de Courteranges.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Point d'étape.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Régime social des indépendants - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 95, 97).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 222).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 465, 466).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 5** (*sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance*) (p. 769). - **Article 17 quater** (*art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers*) (p. 800, 801). (p. 807).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (*art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur*) (p. 841, 842). (p. 843). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 113-15-2 [nouveau] du code des assurances - Résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance*) (p. 857). (p. 857). (p. 858). (p. 858, 859). - **Article 21 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 131-3 du code des assurances, art. L. 931-3-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale et art. L. 211-11 [nouveau] du code de la mutualité - Information obligatoire sur la prise en charge des soins courants*) (p. 861).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 1er** (*art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10-1 A [nouveau] de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation ; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 964, 965).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Article 24** (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 3096). (p. 3097). (p. 3099). - **Article 26** (*art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6,*

L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 3113).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence [n° 472 (2013-2014)]** - (7 mai 2014) - **Article 1er** (Art. L. 312-19 et L. 312-20 [nouveaux] du code monétaire et financier - Comptes inactifs) (p. 3820). (p. 3821). (p. 3827). - **Article 4** (p. 3831, 3832). (p. 3834). - **Article 5** (Art. L. 223-10-2, L. 223-10-2-1 [nouveau], L. 223-19-1, L. 223-21, L. 223-22-1, L. 223-24-4 [nouveau] du code de la mutualité - Contrats d'assurance vie non réclamés - dispositions relatives aux mutuelles) (p. 3838). - **Article 12** (Art. L. 518-24 du code monétaire et financier - Dispositions applicables à la Caisse des dépôts et consignations) (p. 3844). (p. 3845, 3846).

- **Question orale sans débat sur le soutien aux maisons de l'emploi** - (20 mai 2014) (p. 4089, 4090). (p. 4090, 4091).

- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4157, 4159).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 4519). (p. 4519). (p. 4520). (p. 4521).

- **Proposition de loi relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié [n° 599 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5005, 5006).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5535, 5536).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6600, 6601). - **Article 9 sexies** (art. 56 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014) - Modulation en faveur des signataires d'un contrat d'accès aux soins du montant des plafonds de prise en charge des dépassements par les contrats d'assurance complémentaires éligibles à l'ACS) (p. 6622). (p. 6622).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7238, 7240).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général

des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7511, 7512). (p. 7519).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (12 novembre 2014) - **Article 12** (art. L. 171-4, L. 171-5 [nouveaux], L. 376-1, L. 454-1, L. 613-21, L. 643-9 [nouveau], L. 644-4 [nouveau], L. 645-5-1 [nouveau], L. 723-13-1 [nouveau] et L. 723-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 733-1 [nouveau], L. 761-16, L. 761-19, L. 762-14 et L. 762-26 du code rural et de la pêche maritime - Généralisation à l'ensemble des régimes de sécurité sociale des dispositions relatives au recours contre tiers) (p. 8055). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8059, 8060).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8394, 8395).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 12** (art. L. 171-4, L. 171-5 [nouveaux], L. 376-1, L. 454-1, L. 613-21, L. 643-9 [nouveau], L. 644-4 [nouveau], L. 645-5-1 [nouveau], L. 723-13-1 [nouveau] et L. 723-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 733-1 [nouveau], L. 761-16, L. 761-19, L. 762-14 et L. 762-26 du code rural et de la pêche maritime - Généralisation à l'ensemble des régimes de sécurité sociale des dispositions relatives au recours contre tiers) (p. 9024).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2014) (p. 9370, 9371).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9378, 9379).

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9698, 9699).

Ecologie, développement et mobilité durables

- (5 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9727). (p. 9727). - **Articles additionnels après l'article 50 quinquiés** (p. 9731). (p. 9732). (p. 9732).

HYEST (Jean-Jacques)
sénateur (Seine-et-Marne)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Président du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis président le 23 juin 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission consultative du secret de la défense nationale le 12 décembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer le 17 décembre 2014.

Président de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la *mission commune d'information* sur l'accès aux documents administratifs : Refonder le droit à l'information publique à l'heure du numérique : un enjeu citoyen, une opportunité stratégique (Rapport) [n° 589 tome 1 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Fonction publique - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la *mission commune d'information* sur l'accès aux documents administratifs : Refonder le droit à l'information publique à l'heure du numérique : un enjeu citoyen, une opportunité stratégique (auditions et contributions écrites) [n° 589 tome 2 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Fonction publique - Police et sécurité**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au report des délais prévus par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles pour la création d'intercommunalités d'au moins 200 000 habitants [n° 5 (2014-2015)] (8 octobre 2014) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 807 (2013-2014)] renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 9 (2014-2015)] (9 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 37 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 636 (2013-2014)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 174 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Jacques Chevallier, professeur émérite de droit public à l'université Panthéon Assas (Paris II), directeur du Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (Cersa).

Audition de M. Paul Hébert, chef du service des affaires juridiques de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) et de Mme Delphine Carnel, juriste.

Audition de M. Serge Daël, président, et Nicolas Polge, rapporteur général, de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada).

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Programme de travail de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Géolocalisation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 16 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Mathieu Escot, chargé de mission santé à UFC-Que Choisir.

Audition de MM. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique, Godefroy Beauvallet, vice-président, Jean-Baptiste Soufron, secrétaire général, Mme Mathilde Bras, rapporteur adjoint, et M. Dimitri Barclais, rapporteur adjoint stagiaire.

Audition de MM. David Gayou et Tanguy Morlier, administrateurs du collectif Regards citoyens.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des lois*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Pierre Falga, journaliste à l'Express.

Audition de M. Rémi Noyon, journaliste à Rue89.

Audition de MM. Paul Moreira et Edouard Perrin, journalistes à Premières lignes.

Audition de Mmes Martine Orange, Mathilde Mathieu et M. Jérôme Hourdeaux, journalistes à Médiapart.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Communication.

Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Accès aux données de santé - Audition du Collectif interassociatif sur la santé (Ciss) et du collectif Initiative transparence santé (ITS).

Accès aux données de santé - Audition de responsables de la Mutualité française.

Accès aux données publiques culturelles - Audition du collectif SavoirsCom1.

Les entreprises et l'ouverture des données publiques - Audition de responsables du Medef et de la CGPME.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la géolocalisation.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Michel Pinault, président du Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative (Coepia).

Audition de Mme Danielle Bourlange, directrice générale de l'Agence du patrimoine immatériel de l'Etat (Apie).

Les stratégies de l'Etat : publications de documents administratifs et mise à disposition de données publiques - Audition de M. Xavier Patier, directeur de la Direction de l'information légale et administrative (Dila).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Grands fournisseurs de données publiques - Audition de M. Marc Lipinski, directeur de recherche au CNRS, responsable de la mission « Science et citoyens ».

Réunion du jeudi 6 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. von Lennep, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et de M. André Loth (directeur de projet).

Audition de MM. Christian Babusiaux et Richard Decottignies, président et directeur de l'Institut des données de santé (IDS).

Audition de MM. Frédéric van Roekeghem, directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), Jean Debeaupuis, directeur général de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS), Housseyni Holla, directeur de l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (Atih) et Claude Gissot, directeur de la stratégie à la CNAMTS.

Réunion du jeudi 13 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition conjointe de Mme Geneviève Chène, M. Grégoire Rey pour l'Institut national pour la santé et la recherche médicale (Inserm) ; M. Dominique Maraninchi, Mme Carole Le Saulnier, M. Mahmoud Zureik, pour l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) ; MM. Jean-Patrick Sales et Thomas Le Ludec pour la Haute autorité de santé (HAS).

Audition de M. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Audition de MM. Jean-Pierre Quignaux, conseiller innovation, anticipation et nouvelles technologies, Assemblée des départements de France (ADF), Stéphane Norgeot, directeur des services de l'information et des relations avec l'utilisateur, Mme Sophie Guiard, directrice générale adjointe du pôle ressources, du conseil général des Côtes-d'Armor et de M. Jean-Michel Martin, directeur des services de l'information du conseil général de Saône-et-Loire.

Audition de Mme Sandrine Mathon, chef du service administration à la direction des systèmes d'information de la mairie de Toulouse, de M. Jean-Marie Bourgogne, chef de projet, Montpellier territoire numérique et de M. Jean Christophe Elineau, cofondateur d'Opendata France.

Réunion du jeudi 20 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition autour du projet JocondeLab de MM. Jean-François Baldi, délégué général adjoint de la délégation générale à la langue française et aux langues de France et Thibault Grouas, chef de la mission langue et numérique, Mme Claire Chastagnier, adjointe au sous-directeur des collections du service des musées de France et MM. Laurent Manœuvre, chef du bureau de la diffusion numérique des collections, de la direction générale des patrimoines du ministère de la culture et Vincent Puig, directeur exécutif de l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) à la langue française et aux langues de France.

Audition de M. Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Audition de M. Mohammed Adnène Trojette, magistrat à la Cour des comptes, auteur d'un rapport sur l'ouverture des données publiques.

Audition de M. William Gilles, directeur du master droit du numérique-administration-entreprises à l'école de droit de la Sorbonne, université Paris I.

Audition de Mme Georgette Elgey, présidente du Conseil supérieur des archives, et de M. Hervé Lemoine, directeur du Service interministériel des archives de France (SIAF).

Réunion du jeudi 3 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Christopher J. Mesnooh, avocat aux barreaux de Paris, New York et Washington.

Audition de M. David Capitant, professeur de droit public à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, directeur du centre de droit allemand de l'unité mixte de recherche de droit comparé de Paris.

Audition de M. Richard Swetenham, conseiller du directeur général chargé de contribuer à la mise en œuvre et au développement de la politique de la Commission européenne dans le domaine de l'open data.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Simon Chignard, consultant, auteur de L'open data, comprendre l'ouverture des données.

Audition de MM Julien Rencki, secrétaire général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) et Henri Verdier, directeur de la mission Etalab au SGMAP.

Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Egalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Limitation de l'usage des techniques biométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Open data et protection de la vie privée - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Débat sur les orientations du rapport.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, ancien président du Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des lois*) : Activités privées de protection des navires - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant transposition de la directive 2012-13-UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des lois*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Antoine Garapon, magistrat, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Denis Salas, magistrat, secrétaire général de l'association française pour l'histoire de la justice.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen des amendements au texte de la commission.

Modification de la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : M. Jean-Éric Schoettl, conseiller d'État, sur le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales, l'articulation de ce pouvoir avec celui du Premier ministre et l'articulation entre eux des différents pouvoirs réglementaires locaux.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Bilan d'application de la réforme ayant supprimé la profession d'avoués.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Mireille Delmas-Marty, professeur honoraire au Collège de France.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Sabrina Bellucci, directrice, et M. Sébastien Brach, administrateur de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM), M. Alain Boulay, président de l'association d'aide aux parents d'enfants victimes (APEV), ainsi que M. Stéphane Gicquel, secrétaire général, et Mme Marie-Alexia Banakas, juriste de la Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (FENVAC).

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et de M. Serge Lasvignes, secrétaire général du Gouvernement.

(*commission des lois*) : Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Examen des amendements au texte de la commission.

Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de 3 500 habitants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 23 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de M. Daniel Béhar, géographe, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris, M. Gérard-François Dumont, recteur, professeur à l'université de Paris-Sorbonne (Paris IV), M. Hervé Le Bras, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, M. Patrick Le Lidec, chargé de recherche au CNRS, M. Jacques Lévy, professeur de géographie et d'aménagement de l'espace à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, M. Romain Pasquier, directeur de recherche au

CNRS, M. Philippe Subra, professeur des universités, Université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis, et M. Martin Vanier, professeur en géographie et aménagement à l'université Joseph Fourier (Grenoble I).

Audition de M. Loïc Cauret, vice-président chargé du développement économique et de l'emploi, président de Lamballe Communauté, Mme Estelle Grelier, vice-présidente chargée des affaires européennes, députée de Seine-Maritime, et M. Marc Fesneau, membre du conseil d'orientation, président de la communauté de communes de Beauce et Forêt - Assemblée des communautés de France (AdCF).

Audition de M. Pierre Jarlier, sénateur, vice-président - Association des maires de France (AMF).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

Sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland (Lyon) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Propositions de loi d'origine sénatoriale examinées par la commission des lois au cours des cinq dernières sessions - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Application de l'article 68 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de lutte contre le terrorisme.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Renouvellement des institutions et priorités de l'Union européenne - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Yves Krattinger, ancien sénateur, auteur du rapport d'information « Des territoires responsables pour une République efficace ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des communautés de France : M. Marc Fesneau, président de la commission « Institutions et pouvoirs locaux », et M. Alain Berthéas, vice-président de la commission « Développement économique et emploi » de l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des maires de France : M. Jacques Péliard, président de l'AMF, et M. Jean-Louis Puissegur, membre du Bureau de l'AMF et président de l'Association des maires de Haute-Garonne.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport d'information.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'associations oeuvrant dans le domaine social.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de confédérations syndicales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études du Conseil d'État.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'entreprises de travaux et de services, partenaires des collectivités territoriales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'organisations patronales et d'organismes consulaires.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

(*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Auditions, sous forme de table ronde d'universitaires spécialisés dans l'approche comparative des organisations territoriales au sein de l'Union européenne.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

Réunion du lundi 15 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 65).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** - *Nouvelle lecture* [n° 267 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 320, 322).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen** - *Nouvelle lecture* [n° 268 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures** [n° 289 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 448, 449).

- **Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité** [n° 121 (2013-2014)] - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 581, 582). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 586, 587). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 593).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures** [n° 289 (2013-2014)] - (23 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 426, 431, 431-1 et 500 du code civil - *Habilitation du Gouvernement à modifier, par ordonnance, des règles relatives à l'administration légale et à la protection juridique des majeurs - Mesures d'application directe correspondantes*) (p. 620, 621). - **Article 3 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à une réforme complète des dispositions du code civil relatives au droit des contrats et des obligations*) (p. 629, 630). - **Article 11** (art. 54, 10 bis [nouveau], 66-4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - *Suppression de la commission consultative compétente pour autoriser les professions non réglementées à donner des consultations juridiques ou rédiger des actes sous seing privé - Encadrement du démarchage en matière juridique*) (p. 648).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle** [n° 378 (2013-2014)] - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1305, 1306).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** [n° 381 (2013-2014)] - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2268, 2270). - **Article 1er** (art. 61-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Droits du suspect entendu dans le cadre d'une audition libre*) (p. 2275). (p. 2276). - **Article 3** (art. 63-1 et 63-4-1 du code de procédure pénale - *Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales*) (p. 2280, 2281).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation** - *Commission mixte paritaire* [n° 375 (2013-2014)] - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2296, 2297).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2312, 2313).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon** - *Deuxième lecture* [n° 383 (2013-2014)] - (26 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2416, 2418).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive** [n° 468 (2013-2014)] - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3540, 3541).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales** - *Commission mixte paritaire* [n° 528 (2013-2014)] - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4012, 4013).

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques** [n° 466 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4332, 4333).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation** [n° 548 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - *Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4354).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales** [n° 642 (2013-2014)] - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5216, 5219).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) - **Question préalable** (p. 5248, 5249). - **Article 2** (art. 132-1 du code péna) - *Réaffirmation du principe d'individualisation des peines* (p. 5253). - **Article 3** (art. 132-19, 132-20 et 132-24 du code pénal; art. 362 et 495-8 du code de procédure pénale - *Renforcement de l'obligation de motivation des peines d'emprisonnement sans sursis et du caractère subsidiaire de la peine d'emprisonnement en matière correctionnelle*) (p. 5253, 5254). (p. 5254). - **Article 4** (art. 132-70-1 [nouveau] du code pénal - *Création d'une procédure d'ajournement aux fins d'investigations sur la personnalité*) (p. 5256). (p. 5257). (p. 5257). (p. 5258). - **Article 7** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - *Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement*) (p. 5267, 5268). - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 721 et 721-1 du code de procédure pénale - *Alignement sur le régime de droit commun des règles de calcul du crédit de réduction de peine et de la réduction supplémentaire de la peine applicables aux récidivistes*) (p. 5270). - **Article 7 quater** (art. 723-17 [nouveau] du code de procédure pénale - *Convocation devant le juge de l'application des peines avant la mise à exécution des peines d'emprisonnement ferme aménageables non exécutées dans un*

délai de trois ans) (p. 5272). - **Article 7 quinquies A (nouveau)** (art. 122-1 du code pénal ; art. 362, 706-136-1 [nouveau], 706-137, 706-139, 721 et 721-1 du code de procédure pénale - Atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits) (p. 5276, 5277). - **Article 7 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité de recourir à des mesures de justice restaurative à tout stade de la procédure pénale) (p. 5279). (p. 5279).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5495, 5497). (p. 5541).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - président de la commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - **Article 1er (Nouvelle carte régionale)** (p. 5597, 5598). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5616). - **Article 2 (Fixation du chef-lieu des nouvelles régions)** (p. 5617). - **Article 3 (art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations)** (p. 5618). (p. 5618). (p. 5619, 5620). (p. 5623). (p. 5625, 5626). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5626, 5627). - **Article 4 (Date de mise en œuvre de la nouvelle carte régionale)** (p. 5627). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5628). - **Article 5 (art. L. 335 du code électoral - Assimilation de la métropole de Lyon à une section départementale pour l'élection des conseillers régionaux)** (p. 5628, 5629). (p. 5629). - **Article 6 (Tableau n° 7 annexé au code électoral - Répartition des conseillers régionaux entre régions et des candidats entre sections départementales)** (p. 5633). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5651). (p. 5652). - **Article 7 (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale)** (p. 5652). (p. 5655, 5656). (p. 5659, 5660). - **Article 8 (Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'élection des conseillers régionaux)** (p. 5660). (p. 5661). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 5661). (p. 5663). - **Article 9 (art. L. 221 du code électoral - Elections départementales partielles)** (p. 5665, 5666). (p. 5667). (p. 5668). - **Article 10 (art. L. 223 du code électoral - Adaptation des règles de contentieux électoral)** (p. 5668). (p. 5668). - **Article 11 (Entrée en vigueur des règles nouvelles de remplacement des conseillers départementaux)** (p. 5668). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5669). (p. 5671). - **Article 12 (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux)** (p. 5672, 5673). (p. 5675). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5678). (p. 5679, 5680). (p. 5680). (p. 5681). (p. 5681). (p. 5682).

- **Projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive - Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6258, 6259).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7049, 7050).

- Rapporteur - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7099).

- Rapporteur - **Article 4 (art. 421-2-5 [nouveau] du code pénal ; art. 24, 24 bis, 48-1, 48-4 à 48-6, 52 et 65-3 de la loi du 29 juillet 1881 - Transfert des délits de provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie du terrorisme de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse dans le code pénal)** (p. 7101). (p. 7105, 7106).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 5 (art. 421-2-6 [nouveau] et 421-5 du code pénal - Création d'un délit d'entreprise terroriste individuelle)** (p. 7117). (p. 7119). (p. 7120). (p. 7120). (p. 7120). (p. 7121). (p. 7121, 7122). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 7123). (p. 7123, 7124). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7124). - **Article 7 (art. 706-16 du code de procédure pénale - Extension de la compétence concurrente de la juridiction de Paris)** (p. 7126, 7127). - **Article 7 bis (art. 706-22-2 [nouveau] du code de procédure pénale - Compétence concurrente de la cour d'appel de Paris pour l'examen des demandes d'exécution d'un mandat d'arrêt européen et des demandes d'extradition)** (p. 7127). - **Article 15 (art. L. 242-6 du code de la sécurité intérieure - Extension de la durée de conservation des enregistrements des interceptions de sécurité)** (p. 7147, 7148).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7274, 7276). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Composition et rôle de la commission chargée de recueillir l'information nécessaire à la mission de la Haute Cour) (p. 7281). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Débats devant la Haute Cour et vote sur la destitution) (p. 7285).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - **Organisation de la discussion** (p. 7425). - **Article 1er A (Rappel des vocations de chaque échelon local)** (p. 7456, 7457). (p. 7460).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale)** (p. 7522). (p. 7544). (p. 7544). - **Article 2 (Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions)** (p. 7572). - **Article 3 (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations)** (p. 7577). (p. 7591). (p. 7593). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7615, 7616). (p. 7616). (p. 7616).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7667, 7668).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7706, 7708).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau) (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés)** (p. 7804, 7805).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 10359). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 10361). (p. 10361).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Article 3 (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations)** (p. 10392).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10437, 10440).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures**

administratives - Commission mixte paritaire [n° 123 (2014-2015)] - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10623, 10624).

IMBERT (Corinne)
sénatrice (Charente-Maritime)
UMP-R

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Action « Mildeca » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le financement de l'aide individuelle de solidarité par les départements et la compensation de l'Etat** - (4 novembre 2014) (p. 7644, 7645). (p. 7645).

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médicaments** - (4 novembre 2014) (p. 7645, 7646). (p. 7647).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8422, 8423).

IRITI (Teura)
sénatrice (Polynésie française)
UDI-UC-A

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Outre-mer [n° 108 tome 3 annexe 20 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » (et article 57) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de

l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 novembre 2014) (p. 7827).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation de solidarité pour la Polynésie** - (27 novembre 2014) (p. 9031, 9032).

JARLIER (Pierre)
sénateur (Cantal)
UDI-UC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Enlèvement des ordures ménagères et tarification incitative : laisser le choix aux collectivités [n° 323 (2013-2014)] (29 janvier 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la transition énergétique [n° 633 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9144, 9145).

Proposition de loi tendant à abroger les dispositions relatives à l'élection des conseillers départementaux issues de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 [n° 740 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Politique des territoires [n° 108 tome 3 annexe 22 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des finances*) : Concurrence fiscale en Europe - Audition conjointe de MM. Thierry Madiès, professeur d'économie à l'université de Fribourg, Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société Taj, Olivier Passet, directeur des synthèses économiques de Xerfi et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Péliissard, président de l'Association des maires de France, sur le régime juridique des communes nouvelles.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Pierre Jarlier, sénateur, vice-président - Association des maires de France (AMF).

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » (et article 51) et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'Etat » de la mission « Politique des territoires » et programme « Politique de la ville » de la mission « Politique des territoires » (et article 57 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » (et articles 52 à 54) - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)] - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 937, 938).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 997). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 421-13, L. 421-13-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 1131). - **Article 58** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 1153). (p. 1156). (p. 1157). (p. 1157).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 68** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Établissements publics

fonciers de l'Etat) (p. 1167). - **Article 70** (art. L. 210-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 1172). - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Mesures de coordination relatives au droit de préemption) (p. 1178, 1179). - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1182). (p. 1183). (p. 1185). (p. 1186). (p. 1187, 1188). (p. 1188). (p. 1188). (p. 1189). (p. 1189, 1190). (p. 1193). - **Article 61 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 1213, 1214). (p. 1215). (p. 1215). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1221). (p. 1221). (p. 1222). - **Article 64 (précédemment réservé)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 1230). (p. 1231). (p. 1232). (p. 1232). (p. 1232). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1238).

- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1431, 1433).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4908, 4909).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9403, 9404). - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9411). (p. 9414).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9478, 9479).

JEAN (Geneviève)
sénatrice (Vaucluse)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Recherche : recherche dans le domaine du développement durable [n° 113 tome 8 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

JEANNEROT (Claude)
sénateur (Doubs)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (26 mai 2014).

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre titulaire du Comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active (RSA).

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9449, 9450).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : L'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : quel avenir pour un acteur majeur de la formation professionnelle ? [n° 298 (2013-2014)] (21 janvier 2014) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 349 (2013-2014)] relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 359 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 394 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de Mmes Agnès Le Bot, secrétaire confédérale et Catherine Perret, membre de la commission exécutive confédérale, de la confédération générale du travail (CGT).

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde de représentants des organisations syndicales de salariés (CFDT, CFÉ-CGC, CFTC, FO).

Réunion du jeudi 23 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition des représentants des employeurs (CGPME).

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde des représentants des employeurs (Medef, UPA).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Désignation des conseillers prud'hommes - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*): contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Mission d'information de 2005 sur l'amiante - Examen du rapport de suivi.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1781, 1783).

- Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1815). (p. 1817). (p. 1818). (p. 1818, 1819). (p. 1819). (p. 1820). (p. 1821). (p. 1821, 1822). (p. 1822). (p. 1823). (p. 1824, 1825). (p. 1827). (p. 1828). (p. 1829). (p. 1829). (p. 1830). (p. 1831). (p. 1832). (p. 1833). (p. 1834). (p. 1834). (p. 1835). (p. 1835). (p. 1839, 1840).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1858). (p. 1858). (p. 1858, 1859). (p. 1859, 1860). (p. 1860). (p. 1860). (p. 1861). (p. 1861). (p. 1862). (p. 1862). (p. 1863). (p. 1863). (p. 1864). (p. 1866). (p. 1867). (p. 1867). (p. 1869). (p. 1872). (p. 1873). (p. 1873). (p. 1874). (p. 1874). (p. 1875). (p. 1876, 1877). (p. 1878). (p. 1878). (p. 1878). (p. 1879). (p. 1879). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 6331-55 du code du travail - Application du compte personnel de formation aux intermittents) (p. 1882). (p. 1882). - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 1883). - **Article 2** (art. L. 1222-14, L. 1225-27, L. 1225-46, L. 1225-57, L. 2241-4, L. 2242-15, L. 2323-34, L. 2323-35, L. 2323-36, L. 3142-29, L. 3142-95, L. 6313-13 et L. 6313-14 [nouveaux], L. 6315-1, L. 6315-2, L. 6321-1, L. 6321-8 et L. 6353-1 du code du travail - Renforcement du dialogue social sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises et les branches et institution d'un entretien professionnel biennal) (p. 1885). (p. 1886). (p. 1886). (p. 1886). (p. 1887). (p. 1887). (p. 1887). (p. 1887, 1888). (p. 1888). (p. 1888, 1889). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L. 335-5, L. 613-3 et L. 641-2 du code de l'éducation, art. L. 6412-1, L. 6412-2 [nouveau], L. 6422-2, L. 6423-1 et L. 6423-2 [nouveaux] du code du travail - Développement de la validation des acquis de l'expérience) (p. 1890). - **Article 3** (art. L. 6324-1 à L. 6324-5-1, L. 6325-2-1 et L. 6325-3-1 [nouveaux], L. 6326-1 et L. 6326-3 du code du travail ; art. 21 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Réformer les périodes de professionnalisation et préciser les conditions de mise en œuvre du contrat de professionnalisation) (p. 1891). (p. 1892). (p. 1892). (p. 1893). (p. 1894). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1896). - **Article 4** (art. L. 6322-37, L. 6331-1, L. 6331-3, L. 6331-9, L. 6331-10, L. 6331-11, L. 6331-13, L. 6331-14 et L. 6331-16 à L. 6331-32 du code du travail - Réforme du financement de la formation professionnelle et suppression de l'obligation légale de financement du plan de formation) (p. 1899). (p. 1901). (p. 1903, 1904). (p. 1913). (p. 1913). (p. 1914). - **Article 5** (art. L. 6322-21, L. 6325-12, L. 6331-8, L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-3-1, L. 6332-3-2 à L. 6332-3-6 [nouveaux], L. 6332-5, L. 6332-6, L. 6332-7, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16-1 [nouveau],

L. 6332-19, L. 6332-20, L. 6332-21, L. 6332-22, L. 6332-22-2, L. 6333-1 à L. 6333-8 [nouveaux], L. 6361-1, L. 6361-2, L. 6362-1, L. 6362-4 et L. 6362-11 du code du travail - Adaptation des missions et des modalités de gestion des organismes paritaires aux objectifs de la réforme (p. 1919). (p. 1919). (p. 1920). (p. 1920). (p. 1921). (p. 1921). (p. 1922). (p. 1922). (p. 1924). (p. 1925). (p. 1925). (p. 1926). (p. 1926). (p. 1926, 1927). (p. 1927, 1928). (p. 1928). (p. 1928). (p. 1928). (p. 1929). (p. 1929). (p. 1930). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1930). - **Article 5 bis (nouveau)** (Rapport sur la formation professionnelle en outre-mer) (p. 1932). - **Article 6** (art. L. 6211-3, L. 6232-1, L. 6232-2, L. 6232-6, L. 6232-7, L. 6232-8, L. 6241-10, L. 6252-1 et L. 6252-3 du code du travail - Aménagement des compétences des régions en matière d'apprentissage) (p. 1933). (p. 1934). (p. 1935). (p. 1936). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1936). - **Article 7** (art. L. 6221-2 et L. 6233-1-1 [nouveaux], L. 6222-2, L. 6222-7, L. 6222-7-1, L. 6222-8, L. 6222-9, L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 222-18, L. 6222-22-1, L. 6225-2, L. 6225-3 L. 6225-5 et L. 6223-8 du code du travail - Réaffirmation de la gratuité de l'apprentissage et création d'un CDI en apprentissage) (p. 1937). (p. 1938). (p. 1938). (p. 1939). (p. 1939). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1940). (p. 1940). - **Article 8** (art. L. 6231-1 du code du travail - Valorisation du rôle des CFA) (p. 1941). (p. 1942). (p. 1942). (p. 1943). (p. 1943). (p. 1944). (p. 1944). - **Article 9** (art. L. 6233-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-12-1 [nouveau], L. 6242-1, L. 6242-2, L. 6242-3-1 [nouveau], L. 6242-6 et L. 6242-7 à L. 6242-10 [nouveaux] du code du travail - Réforme des modalités de calcul des coûts de la formation en apprentissage et de la collecte de la taxe d'apprentissage) (p. 1946). (p. 1947). (p. 1948). (p. 1948). (p. 1949). (p. 1950). (p. 1950). (p. 1950). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 6241-2 du code du travail - Fixation du plafond d'une partie du quota et du barème de la taxe d'apprentissage) (p. 1951). (p. 1954). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. L. 6241-8, L. 6241-9 [nouveaux] et L. 6241-10 du code du travail, art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, art. L. 361-5 du code de l'éducation et art. L. 3414-5 du code de la défense - Réforme du barème de la taxe d'apprentissage) (p. 1956). (p. 1956). (p. 1957). (p. 1957). (p. 1957). (p. 1958). (p. 1958). - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 1962, 1963).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) (p. 2127). (p. 2128). (p. 2129). (p. 2129). (p. 2131, 2132). (p. 2134, 2135). (p. 2135). (p. 2136). (p. 2136). - **Article 11** (art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle) (p. 2141). (p. 2142). (p. 2142). (p. 2142, 2143). (p. 2144). (p. 2145). (p. 2146). (p. 2146). (p. 2147). (p. 2148). (p. 2148). (p. 2149). (p. 2150). (p. 2151). (p. 2151). (p. 2152). (p. 2152). (p. 2154). (p. 2154). (p. 2154). (p. 2155). (p. 2155). (p. 2155). (p. 2155). (p. 2156). - **Article 12** (art. L. 6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution professionnelle) (p. 2159). (p. 2159). (p. 2160). (p. 2161). (p. 2161). (p. 2162). (p. 2162, 2163). (p. 2163). (p. 2163). (p. 2163). (p. 2164). (p. 2164, 2165). (p. 2165). - **Article 13** (art. L. 211-2, L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13 du code de

l'éducation et art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles) (p. 2168). (p. 2169). (p. 2169). (p. 2169). - **Article 14** (art. L. 2, L. 5112-1, L. 5112-2, L. 5312-12-1, L. 6111-1, L. 6123-1 à L. 6123-5, art. L. 6123-6 nouveau et L. 6123-7 nouveau du code du travail, et art. L. 232-1 et L. 237-1 du code de l'éducation - Simplification de la gouvernance nationale et régionale de la formation professionnelle et de l'emploi) (p. 2172). (p. 2173). (p. 2174). (p. 2175). (p. 2175). (p. 2176). (p. 2176). (p. 2176). (p. 2177). (p. 2177). (p. 2178). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 6523-6-1 et L. 6523-6-2 [nouveaux] du code du travail - Participation des organisations syndicales représentatives au niveau régional en outre-mer aux instances de gouvernance régionales et paritaires ultramarines) (p. 2178). (p. 2178). (p. 2178). - **Article 15** (Compensation financière des transferts de compétences aux régions) (p. 2179). (p. 2179). (p. 2180). (p. 2180). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2181). - **Article 16** (art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - Réforme de la représentativité patronale) (p. 2184). (p. 2185). (p. 2187). (p. 2187). (p. 2188). (p. 2188). (p. 2189). (p. 2190). (p. 2191). (p. 2191). (p. 2192). (p. 2193). (p. 2193). - **Article 17** (art. L. 2122-3-1 [nouveau], L. 2122-10-6, L. 2143-3, L. 2143-11, L. 2312-5, L. 2314-1, L. 2314-3, L. 2314-3-1, L. 2314-10, L. 2314-11, L. 2314-12, L. 2314-13, L. 2314-20, L. 2314-22, L. 2314-23, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-1, L. 2324-2, L. 2324-4, L. 2324-4-1, L. 2324-7, L. 2324-12, L. 2324-13, L. 2324-20, et L. 2327-7 du code du travail - Diverses dispositions d'adaptation des règles liées à la représentativité syndicale) (p. 2197). (p. 2197). - **Article 18** (art. L. 2135-9 à L. 2135-18 [nouveaux], L. 2145-2, L. 2145-3, L. 3142-8 et L. 3142-9 du code du travail - Instauration d'un fonds paritaire pour financer les organisations syndicales et patronales) (p. 2200). (p. 2201). (p. 2201). (p. 2202). (p. 2202). (p. 2202). - **Article 19** (art. L. 2325-1, L. 2325-34-1 à L. 2325-34-4 [nouveaux], L. 2325-45 à L. 2325-55 [nouveaux], L. 2327-12-1 [nouveau], L. 2327-14-1 [nouveau] et L. 2327-16 du code du travail - Obligation d'établir des comptes dans les comités d'entreprise) (p. 2206). (p. 2206). (p. 2207). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2207). - **Article 20** (art. L. 4416-1 ; L. 4721-8 ; L. 4722-1 ; L. 4722-2 ; L. 4723-1 ; L. 4723-2 L. 4731-1 à L. 4731-5 ; L. 4732-1 à L. 4732-3 ; L. 4741-3 ; L. 4741-9 ; L. 4751-1 ; L. 4751-2 ; L. 4751-3 [nouveau] ; L. 8111-1 ; L. 8112 -1 [nouveau] ; L. 8112-2 à L. 8112-5 ; L. 8113-4 et L. 8113-5 [nouveaux] ; L. 8113-7 ; L. 8114-1 ; L. 8114-4 à L. 8114-7 [nouveaux] ; L. 8115-1 à L. 8115-8 [nouveaux] ; L. 8122-1 et L. 8122-2 [nouveaux] ; L. 8123-2 ; L. 8123-4 du code du travail ; art. 524 du code de procédure pénale ; art. L. 511-1 du code minier ; art. L. 616-1 ; L. 623-1 ; L. 642-1 ; L. 645-1 ; L. 647-1 et L. 646-1 du code de la sécurité intérieure - Réforme de l'inspection du travail) (p. 2214, 2215). - **Article 21** (art. L. 6252-4, L. 6252-6, L. 6252-7-1 [nouveau], L. 6252-8, L. 6252-9, L. 6252-12, L. 6361-3, L. 6362-2 et L. 6362-3 du code du travail - Renforcement du dispositif de contrôle de l'apprentissage et de la formation professionnelle) (p. 2220). (p. 2220). - **Article 22** (art. 27 de la loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer - Application de la loi à Mayotte) (p. 2221). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2223).

- **Commission mixte paritaire [n° 395 (2013-2014)]** - (27 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2466, 2468). - **Article 1er** (Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 2519). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2520, 2521).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3723, 3724).

JEANSANNETAS (Éric)
sénateur (Creuse)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les événements à Sivens et le décès de Rémi Fraisse** - (30 octobre 2014) (p. 7536, 7537).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7982, 7983).

JOISSAINS (Sophie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP, puis UDI-UC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Quel avenir pour les politiques européennes en matière de liberté, de sécurité et de justice ? Les perspectives de l'après Stockholm [n° 554 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive relative à la protection des secrets d'affaires (texte E 8922) [n° 587 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Aide juridictionnelle : le temps de la décision [n° 680 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Les îles Wallis et Futuna : assurer le développement dans le respect des spécificités locales [n° 103 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Aménagement du territoire - Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Nouvelle-Calédonie : continuer à avancer vers le destin commun [n° 104 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Outre-mer**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol et Eurojust : perspectives d'avenir - Rapport d'information de MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Avenir des politiques européennes en matière de liberté, de sécurité et de justice : rapport d'information de Mme Sophie Joissains.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Évaluation du programme de Stockholm - Communication.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Proposition de directive relative au secret des affaires : proposition de résolution européenne de Mme Sophie Joissains.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Protection des secrets d'affaires - Communication.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des maires de France : M. Jacques Péliassard, président de l'AMF, et M. Jean-Louis Puissegur, membre du Bureau de l'AMF et président de l'Association des maires de Haute-Garonne.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Îles Wallis et Futuna - Examen du rapport d'information.

Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

- (14 novembre 2014) - **Article 42** (*art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé*) (p. 8244). (p. 8244).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Quatrième partie :

JOUANNO (Chantal)
sénatrice (Paris)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 5 mai 2014.

Secrétaire de la commission des affaires sociales jusqu'au 4 mai 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 29 octobre 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis présidente le 6 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-présidente le 5 février 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10475, 10476).

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la transition énergétique [n° 633 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à abroger les dispositions relatives à l'élection des conseillers départementaux issues de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 [n° 740 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance juridique du conseil de rédaction [n° 813 (2013-2014)] (27 septembre 2014) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Jouets : la première initiation à l'égalité [n° 183 (2014-2015)] (11 décembre 2014) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Fiscalité comportementale - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'Homme, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pierre Mongin, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en application de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 septembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Avis de l'Autorité de la concurrence

relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 8 et 11 bis du texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du Bureau de la délégation.

(*commission du développement durable*) : Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Désignation de rapporteurs.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Enjeux de la fiscalité écologique et de la conférence Paris Climat 2015 (COP21) - Audition de M. Christian de Perthuis, président du conseil scientifique de la chaire Économie du climat.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de M. Michel Moggio, directeur général de la Fédération française des industries du jouet-puériculture (FJP).

Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de Mme Mona Zegaï, doctorante en sociologie au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris - Cultures et sociétés urbaines (RESPPA-CSU) à l'université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis, et Mme Astrid Leray, fondatrice du cabinet Trezego.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Directive Paquet « déchets » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de MM. Jean Kimpe, délégué général de la Fédération des commerçants spécialistes des jouets et produits de l'enfant (FCJPE), et Franck Mathais, porte-parole.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 296). (p. 297).
- **Questions cribles thématiques sur le déficit démocratique de l'Union européenne** - (30 janvier 2014) (p. 1000). (p. 1001).
- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1790, 1791). - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1815). (p. 1816). (p. 1828). (p. 1837). (p. 1840).
- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1863). (p. 1863). (p. 1864). (p. 1866). (p. 1867). (p. 1874). (p. 1881). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1896).
- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 2134). (p. 2135). - **Article 11** (art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle) (p. 2142). (p. 2143). (p. 2143). (p. 2149). - **Article 12** (art. L. 6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution professionnelle) (p. 2160).
- **Commission mixte paritaire [n° 395 (2013-2014)]** - (27 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2472, 2473).
- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3659).
- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4150, 4151).
- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) -

Discussion générale (p. 4344, 4345). - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution) (p. 4352). (p. 4358).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4377, 4378). - **Article 1er** (Suppression du point de départ de la prescription du viol sur mineur, à la majorité de la victime) (p. 4386).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Article 3** (art. L. 1313-1 du code de la santé publique - Mission de veille et de vigilance de l'Anses en matière de radiofréquences) (p. 5322). - **Article 5** (art. L. 5232-1-1 et L. 5232-1-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Encadrement de la publicité pour les téléphones mobiles et autres équipements radioélectriques) (p. 5325). - **Article 7** (Limitation de l'exposition aux champs électromagnétiques dans les établissements scolaires) (p. 5326). (p. 5327). - **Article 8 (supprimé)** (Rapport sur l'électro-hypersensibilité) (p. 5328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5330).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5335). (p. 5335).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 8025, 8026). (p. 8026, 8027). (p. 8028). (p. 8028).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8477, 8478). - **Article 1er** (Création d'un malus automobile assis sur la quantité de polluants atmosphériques émise) (p. 8484, 8485). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8486). (p. 8487). (p. 8487, 8488). (p. 8488). (p. 8489). (p. 8489). (p. 8490). (p. 8490). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8492, 8493).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 3** (Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 8603).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 [n° 138 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10611, 10612).

JOURDA (Gisèle)
sénatrice (Aude)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Election le 28 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la direction générale de la mondialisation du développement et des partenariats.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » -

Programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme Anne-Brigitte Masson, chef du bureau politique agricole extérieure, commerce et développement - Direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7545, 7546).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Article unique** (p. 8448).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 17** (*art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI*) (p. 8914).

- **Question orale sans débat sur la compensation pour les communes du classement de terrains en zone d'aléa fort** - (16 décembre 2014) (p. 10419). (p. 10420).

JOUVE (Mireille)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
 NI

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

JOYANDET (Alain)
sénateur (Haute-Saône)
UMP

Réélection le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis vice-président le 4 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Yves Krattinger, ancien sénateur, auteur du rapport d'information « Des territoires responsables pour une République efficace ».

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

KALTENBACH (Philippe)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Article 1er** (*Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint*) (p. 7313). - **Article 2** (*Droit d'option temporaire pour l'application du dispositif proposé*) (p. 7317).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7441, 7442).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7515, 7516). - **Article 3** (*art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 7579). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7616). (p. 7616).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (*art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés*) (p. 7810). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7858, 7859).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 14** (*art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés*) (p. 8113, 8114).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 quinquies** (p. 8665).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8828).

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 23 juin 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 368 (2013-2014)] modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 549 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à supprimer le recours aux machines à voter pour les élections générales [n° 763 (2013-2014)] (22 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Les premiers enseignements du quinzième plan de lutte contre la précarité dans la fonction publique [n° 772 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Fonction publique - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Hélène de Rugy, déléguée générale de l'Amicale du Nid, de MM. Yves Charpenel, président de la Fondation Scelles, Grégoire Théry, secrétaire général du Mouvement du Nid et Philippe Moricet, président de l'association Altaïr.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Rapport annuel sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections

régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des communautés de France : M. Marc Fesneau, président de la commission « Institutions et pouvoirs locaux », et M. Alain Berthéas, vice-président de la commission « Développement économique et emploi » de l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des maires de France : M. Jacques Péliissard, président de l'AMF, et M. Jean-Louis Puissegur, membre du Bureau de l'AMF et président de l'Association des maires de Haute-Garonne.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des lois*) : Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 121 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 583, 584). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 589).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 614, 616).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article additionnel après l'article 48** (p. 1117). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 1125). (p. 1125). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 1158, 1159).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1379, 1380).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (6 février 2014) (p. 1452).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections - Deuxième lecture [n° 339 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1544, 1546).

- **Question orale sans débat sur les fermetures de centres d'information et d'orientation dans les Hauts-de-Seine** - (15 avril 2014) (p. 3051). (p. 3052).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3221, 3222). - **Article 12** (*art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater vicies B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs*) (p. 3280). (p. 3281, 3282). - **Article 13 bis** (*art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Suppression de la dispense de stage de préparation à l'installation, SPI, pour les auto-entrepreneurs*) (p. 3290).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4370, 4373).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Suppression du point de départ de la prescription du viol sur mineur, à la majorité de la victime*) (p. 4383). - **Article 2** (*Suppression du point de départ de la prescription des agressions sexuelles autres que le viol, à la majorité de la victime*) (p. 4386, 4387). - **Article 3** (*Point de départ de la prescription des agressions sexuelles à partir du jour ou l'infraction apparaît à la victime dans des conditions lui permettant d'exercer l'action publique*) (p. 4387).

- **Question orale sans débat sur les lignes à haute tension survolant des lieux accueillant des publics sensibles** - (3 juin 2014) (p. 4400). (p. 4401).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4828, 4830). - **Article 1er** (*art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale*) (p. 4836, 4837). - **Article 19** (*art. L. 512-4, L. 512-5 et L. 512-6 du code de la sécurité intérieure - Conventions de coordination*) (p. 4855). (p. 4856). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4870).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Question préalable** (p. 5245, 5247).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Article 19 B (nouveau)** (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3, 24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - *Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs*) (p. 5378).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5408, 5410).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5455, 5457).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5525, 5526).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5555). (p. 5576, 5577). - **Article 1er (Nouvelle carte régionale)** (p. 5602). - **Mise au point au sujet de votes** (p. 5617). - **Article 3** (art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - *Coordinations*) (p. 5618). (p. 5624). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5626). (p. 5627). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5678). (p. 5678).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre** - (22 juillet 2014) (p. 6571, 6572). (p. 6572).

- **Question orale sans débat sur les conséquences pour la commune de Châtenay-Malabry de la mise en œuvre du « Campus Paris-Saclay » et du transfert de la faculté de pharmacie** - (14 octobre 2014) (p. 6959, 6960). (p. 6961, 6962).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7299, 7301).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 7792, 7793). (p. 7794).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les autoroutes** - (13 novembre 2014) (p. 8125, 8126).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (28 novembre 2014) (p. 9125, 9126).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) (p. 9182, 9183). - **Etat D** (p. 9190).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10370, 10372). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 10387). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 10391).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10489, 10490).

KAMMERMANN (Christiane)
sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 6 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre titulaire de la commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2013-2014.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et la Jordanie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la direction générale de la mondialisation du développement et des partenariats.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de Mme Mona Zegai, doctorante en sociologie au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris - Cultures et sociétés urbaines (CRESPPA-CSU) à l'université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis, et Mme Astrid Leray, fondatrice du cabinet Trezego.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3671, 3673).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat

- (3 décembre 2014) (p. 9539, 9540).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31, L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37, L. 2333-38, L. 2333-39, L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code de tourisme - Réforme de la taxe de séjour) (p. 9898).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8436, 8437). (p. 8446).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 22** (art. 44 octies A du code général des impôts - Prorogation et resserrement du dispositif d'exonération d'impôt sur les bénéfices applicables dans les zones franches urbaines, ZFU) (p. 10242). (p. 10243). (p. 10243). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. 1383 C ter [nouveau], 1466 A, 1388 quinquièmes et 1586 nonies du code général des impôts - Instauration d'exonérations d'impôts locaux applicables à certaines entreprises exerçant une activité commerciale dans l'un des quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 10246). - **Article 23** (art. 220 octies du code général des impôts - Crédit d'impôt en faveur de la production phonographique) (p. 10247). - **Article 24** (art. 1655 septies [nouveau] du code général des impôts - Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale) (p. 10248). (p. 10249). (p. 10250). (p. 10251). (p. 10252).

KANNER (Patrick)
ministre de la ville, de la jeunesse et des sports
(à partir du 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les conséquences du retrait du dispositif des politiques de la ville pour certaines villes du Douaisis** - (14 octobre 2014) (p. 6973).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage [n° 677 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6995, 6997). (p. 7006).

KARAM (Antoine)
sénateur (Guyane)
SOC-A

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 20 novembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° **105 (2014-2015)**] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° **151 (2014-2015)**] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

KAROUTCHI (Roger)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014 ; puis président le 10 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7363, 7364). (p. 7364).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) (p. 9138).

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9156, 9157).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le lancement de la fusée Ariane 6** - (11 décembre 2014) (p. 10094).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire du conseil des élus de la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris le 25 juin 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° **494 (2013-2014)**] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° **531 (2013-2014)**] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° **539 (2013-2014)**] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° **586 (2013-2014)**] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au report des délais prévus par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles pour la création d'intercommunalités d'au moins 200 000 habitants [n° 5 (2014-2015)] (8 octobre 2014) - **Collectivités territoriales.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Immigration, asile et intégration [n° 108 tome 3 annexe 17 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'État actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des finances*) : Suite à donner au référé de la Cour des comptes concernant le contrôle des comptes et la gestion de l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) portant sur les exercices 2001 à 2011 - Audition de MM. Nicolas Bourriaud, directeur de l'ENSBA, Patrick Lefas, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, et Michel Oriet, directeur général de la création artistique.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Financement de la sûreté nucléaire - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Questions diverses - Communication sur la préparation de l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE) dans les domaines économiques et financiers.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Contrats de plan État-régions (CPER) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » (et articles 56 quinquies et 56 sexies) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif aux centres provisoires d'hébergement - CPH) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour la session 2014-2015.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1461, 1462).

- **Questions cribles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2463). (p. 2463).

- **Rappel au règlement** - (29 avril 2014) (p. 3531, 3532).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5033, 5035).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5056, 5057).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5334). (p. 5334).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5599, 5600).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (suite) (p. 5798).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5886, 5887).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) - **Article 1er** (*art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire*) (p. 5950). - **Article 2 ter** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement de l'évolution de la dette historique du système ferroviaire*) (p. 5994, 5995). (p. 5997). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6017). - **Article 5 bis** (*art. L. 2144-2 du code des transports - Compétences et prérogatives des régions*) (p. 6023, 6024). - **Article 5 ter (nouveau)** (*art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Versement transport interstitiel au profit des régions*) (p. 6028, 6029).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7457, 7458).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les observations de la Commission européenne sur le budget de la France** - (30 octobre 2014) (p. 7538).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8274, 8275).

- Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 8673). - **Article 7** (art. 278 *sexies* et 284 du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 8675). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8676, 8677). (p. 8677). (p. 8680). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 8687). - **Article 8** (art. 266 *sexies*, 266 *septies*, 266 *nonies*, 266 *terdecies* du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 *sexies*, 613 *ter* à 613 *duodecies*, 1609 *nonies F*, 1698 *D* du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 8689, 8690). (p. 8695).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8747, 8748). - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des

allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8755, 8756).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9109, 9110). (p. 9113).

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9127, 9128). - **Etat B** (p. 9142). (p. 9143).

Santé

- (29 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9248, 9249).

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9717, 9718).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10063, 10064).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10217). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10226). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10226). - **Article 20 nonies (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces) (p. 10232).

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes ; puis membre le 9 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 13 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 10 novembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération) le 17 décembre 2014.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014 ; puis membre titulaire du 17 décembre 2014 au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les nouvelles mobilités sereines et durables: concevoir et utiliser des véhicules écologiques [n° 293 tome 1 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Environnement - Société - Transports**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les nouvelles mobilités sereines et durables: concevoir et utiliser des véhicules écologiques [n° 293 tome 2 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Environnement - Transports**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les nouvelles mobilités sereines et durables: concevoir et utiliser des véhicules écologiques [n° 293 tome 3 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Environnement - Transports**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Aide publique au développement [n° 108 tome 3 annexe 4 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques » présenté par M. Denis Baupin et Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des finances*) : Concurrence fiscale en Europe - Audition conjointe de MM. Thierry Madiès, professeur d'économie à l'université de Fribourg, Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société Taj, Olivier Passet, directeur des synthèses économiques de Xerfi et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol et Eurojust : perspectives d'avenir - Rapport d'information de MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Promotion des produits agricoles - Communication de M. Gérard César.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil des finances publiques relatif au respect des orientations pluriannuelles de solde structurel en 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et nouvelle procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan d'activité de la délégation 2011-2014.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des finances*) : Remise du rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Désignation des vice-présidents.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des Etats étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » de la mission « Travail et emploi » (et articles 62 et 63) et le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage », programmes « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » de la mission « Travail et emploi » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet « croissance, emploi, investissement » - Avis de MM. Didier Marie et Jean-Paul Emorine.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux - Communication de Mme Fabienne Keller et de M. François Marc.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Anne Brasseur, présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

(*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public** [n° 516 (2013-2014)] - (13 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3861, 3862).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin** [n° 613 (2013-2014)] - (19 juin 2014) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 2002-306 du 4 mars 2002 portant réforme de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Extension des missions de l'EPELFI) (p. 5081). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5089).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5572). - **Article 1er (Nouvelle carte régionale)** (p. 5578, 5579).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013** [n° 715 (2013-2014)] - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6077, 6079).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7015, 7016).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7470, 7471).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7517). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7566). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 6 et 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 7610).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** [n° 78 (2014-2015)]

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 61 A** (p. 8313). (p. 8315, 8316). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 8325, 8326).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8457, 8458).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles** [n° 802 (2013-2014)] - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8479, 8480).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Etat B** (p. 9432, 9433).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10034, 10035).

KENNEL (Guy-Dominique)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7507, 7508).

KERDRAON (Ronan)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Amiante : des enjeux toujours actuels, relever le défi du désamiantage [n° 668 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables syndicaux représentant les enseignants et les inspecteurs de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

KERN (Claude)
sénateur (Bas-Rhin)
UDI-UC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie le 18 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive Paquet "déchets" (COM (2014) 397) [n° 80 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Environnement - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la formation des opticiens en trois ans** - (4 février 2014) (p. 1273). (p. 1274).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4109, 4110).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6137, 6138).

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Proposition de directive relative aux déchets (paquet économie circulaire : proposition de résolution européenne de MM. Michel Delebarre et Claude Kern.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

(*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - La situation en Ukraine après les élections législatives : communication de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Directive Paquet « déchets » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage [n° 677 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7002, 7003).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7428, 7429).

- **Questions cribles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7902). (p. 7902, 7903).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - *Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C*) (p. 8014). (p. 8016). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8059). (p. 8060).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - *Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture*) (p. 8884). (p. 8891). (p. 8892).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) (p. 9098, 9099). - **Etat B** (p. 9115).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9565, 9567).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9621). (p. 9622). - **Article 47** (*Modification du dispositif d'exonération en faveur de l'emploi saisonnier agricole*) (p. 9625).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9663, 9664).

Economie

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9753). - **Article 51** (art. 106 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 de finances pour 1982 - *Suppression de l'indemnité de départ instituée en 1982 en faveur de certains artisans et commerçants*) (p. 9755).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel [n° 173 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10654, 10655).

KHIARI (Bariza)
sénatrice (Paris)
SOC

Vice-présidente du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014 ; a présidé les séances des 22, 27, 30 janvier, 6, 11, 17 février, 11, 17, 28, 29 avril, 20 mai, 3, 18, 19, 23, 25, 26, 30 juin, 4, 17, 21, 23 et 24 juillet 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 390 (2013-2014)] tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition [n° 637 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Culture - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, candidat désigné aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » -

Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres [n° 248 (2013-2014)]** - (8 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 132, 134).

- Rapporteur - **Article unique** (p. 144). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 145). (p. 147). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 148).

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 366 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1722, 1724).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014** - (23 juin 2014) (p. 5176, 5178).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition - Deuxième lecture [n° 638 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5308, 5310). - **Article 1er** (*Encadrement des conditions de la vente à distance des livres*) (p. 5317, 5318).

- **Clôture de la session ordinaire** - (30 juin 2014) (p. 5427).

- **Clôture de la session extraordinaire** - (24 juillet 2014) (p. 6859).

- **Questions cribles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7355). (p. 7356).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9305, 9307).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 44 bis (nouveau)** (*art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31, L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37 L. 2333-38 L. 2333-39 L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code du tourisme - Réforme de la taxe de séjour*) (p. 9890, 9891). (p. 9891). (p. 9892).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10064, 10065).

KLÈS (Virginie)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Rapporteuse de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection.

Membre titulaire du Conseil national des sapeurs-pompiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 321 (2013-2014)] pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes [n° 443 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Entreprises - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la CE sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] - Le contrat Écomouv' : un contrat exceptionnel (Rapport) [n° 543 tome 1 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la CE sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] - Le contrat Écomouv' : un contrat exceptionnel (Auditions) [n° 543 tome 2 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 553 (2012-2013)] visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 608 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes [n° 760 (2013-2014)] (21 juillet 2014) - **Entreprises - Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition des représentants d'Écomouv'.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Michel Hersemul, chef du département d'expertise des partenariats public-privé et de conduite de projets délégués au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de MM. François Lichère, professeur de droit et Frédéric Marty, économiste.

Audition de M. Romaric Lazerges, avocat au Barreau de Paris (Cabinet Allen & Overy).

(*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. François Bergère, directeur de la mission d'appui aux partenariats public-privé, ministère de l'économie et des finances, et de M. Antoine Tardivo, directeur de projets.

Audition de MM. Vincent Mazauric, secrétaire général du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Jean-François Monteils, ancien secrétaire général, Didier Lallement, ancien secrétaire général, Julien Boucher, directeur des affaires juridiques auprès du secrétaire général du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Frédéric Lénica, ancien directeur des affaires juridiques, Mme Isabelle de Silva, ancienne directrice des affaires juridiques, et M. Thierry-Xavier Girardot, ancien directeur des affaires juridiques.

(commission des lois) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 *(commission des lois)* : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition de M. Antoine Seillan, chef du bureau des transports de la direction du budget du ministère de l'économie et des finances.

Audition de Mme Hélène Crocqueville, directrice générale des douanes et droits indirects (DGDDI) au ministère de l'économie et des finances, M. Dariusz Kaczynski, sous-directeur des droits indirects, Mme Anny Corail, chef de la mission taxe poids lourds, et MM. Jérôme Fournel, ancien directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI), et Henri Havard, ancien sous-directeur des droits indirects.

Réunion du mardi 4 février 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition conjointe de MM. Antoine Maucorps, chef de la mission de la tarification et Olivier Quoy, adjoint, direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Audition de M. Laurent Trévisani, directeur général de SNCF Participations et directeur stratégie du groupe SNCF.

Réunion du mercredi 5 février 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition de M. Antoine Caput, représentant de Thales Communications - Sécurité SAS au comité exécutif d'Écomouv' SAS.

Audition de M. Roland Peylet, conseiller d'État, président de la commission consultative créée par le décret du 30 mars 2009.

Réunion du mardi 11 février 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition conjointe de MM. Jean-Philippe Vachia, président de la 4ème chambre de la Cour des comptes, François-Roger Cazala, conseiller-maître, président de la section « transports » à la 7ème chambre de la Cour des comptes, Vincent Léna, conseiller maître à la 4ème chambre de la Cour des comptes, Nicolas Brunner, conseiller maître, président de la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, et Jacques Schwartz, président de section à la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine.

Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mardi 18 février 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition de Mme Aline Mesples, présidente, et M. Gilles Mathelié-Guinlet, secrétaire général, Organisation des transporteurs routiers européens (OTRE).

Audition de Mme Anny Corail, chef de la mission taxe poids lourds, et M. Jean-François Heurion, adjoint, direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 19 février 2014 *(commission des lois)* : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 mars 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition de MM. Dominique Buczinski, directeur business and technology de la société Capgemini Technology Services SAS, Bruno Richer, directeur de projet, et Mme Violaine Lepertel, directeur de projet adjoint.

Réunion du mardi 8 avril 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition conjointe de M. Jean-François Carencu, préfet, directeur de cabinet du ministre chargé de l'écologie du 23 avril 2008 au 25 novembre 2010.

Audition conjointe de MM. François Mius, chef de la mission pour la réalisation des actifs immobiliers (MRAI), Jean-Baptiste Saintot, négociateur MRAI - région Est, et Stanislas Prouvost, sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement, direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), ministre de la défense.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition de M. Frédéric Cuvillier, ancien ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Audition de M. Jean-Paul Faugère, conseiller d'État, directeur de cabinet du Premier ministre du 25 mai 2007 au 10 mai 2012.

(commission des lois) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 avril 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition de M. Thierry Mariani, ancien ministre chargé des transports du 14 novembre 2010 au 10 mai 2012.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition de M. Dominique Bussereau, ancien secrétaire d'État chargé des transports.

Audition de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ancienne secrétaire d'État chargée de l'écologie et ancienne ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

(commission des lois) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Limitation de l'usage des techniques biométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 *(commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds)* : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 *(commission des lois)* : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Antoine Garapon, magistrat, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 *(commission des lois)* : Bilan d'application de la réforme ayant supprimé la profession d'avoués.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 *(commission des lois)* : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 juin 2014 *(commission des lois)* : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 *(commission des lois)* : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Audition de Mme Christine Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du lundi 21 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 431, 432).

- **Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 121 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 579, 580). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 587). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 590). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 592). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 594).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2308, 2310).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3373, 3376).

- Rapporteur - **Article 2 E** (art. L. 2242-5 et L. 2242-7 du code du travail - Réforme de la négociation annuelle sur l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes) (p. 3389). - **Article 2 F (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3121-2 du code du travail - Inclusion des déplacements entre deux lieux de travail dans le temps effectif de travail) (p. 3390). - **Article 2 G (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-6 du code du travail - Rapport à la Commission nationale de négociation collective et au Conseil supérieur de l'égalité professionnelle sur la révision des classifications professionnelles) (p. 3391). (p. 3391). - **Article additionnel après l'article 2 H** (p. 3392). - **Article 2** (art. L. 161-9, L. 161-9-2, L. 168-7, L. 333-3, L. 381-1, L. 531-1, L. 531-4, L. 531-9, L. 531-10, L. 532-2, L. 544-9, L. 552-1, L. 553-4, L. 755-19, L. 531-4 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1225-48 du code du travail - Réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 3395). (p. 3396). - **Article 2 bis A (supprimé)** (art. L. 1225-4 du code du travail - Protection des pères salariés contre le licenciement durant les quatre semaines suivant la naissance de leur enfant) (p. 3397). - **Article additionnel après l'article 2 bis A** (p. 3397). - **Article 2 bis B** (art. L. 1225-16 du code du travail - Octroi de trois autorisations d'absence à un père salarié pour assister à certains examens prénataux de sa compagne) (p. 3398). - **Article 3** (art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, art. 4 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat, art. 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Interdiction de soumissionner aux marchés publics en cas de délit de discrimination ou de méconnaissance des dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes)

(p. 3401). (p. 3401). - **Article 5 ter** (art. L. 2323-47 et L. 2323-57 du code du travail - Extension du champ du rapport de situation comparée à la sécurité et à la santé au travail) (p. 3403). - **Article 5 sexies A (Texte non modifié par la commission)** (art. 601, 627, 1137, 1374, 1728, 1729, 1766, 1806, 1880 et 1962 du code civil, art. L. 314-8 du code de la consommation, art. L. 462-12 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 221-2 du code de l'urbanisme, art. L. 641-4 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la notion de « bon père de famille » dans le code civil et dans d'autres codes) (p. 3408). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 3409, 3410). - **Article additionnel après l'article 6 septies** (p. 3411). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11, 515-12 et 515-13 du code civil - Renforcement des dispositions relatives à l'ordonnance de protection) (p. 3413). (p. 3413). (p. 3414). (p. 3415). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 3416). - **Article 11 bis A** (art. 227-11-1 [nouveau] du code pénal - Immunité pénale pour les centres d'hébergement accueillant des victimes de violences titulaires d'une ordonnance de protection) (p. 3418). - **Article 12 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1153-5 du code du travail - Obligation pour l'employeur de mettre fin au harcèlement sexuel commis dans l'entreprise et de le sanctionner) (p. 3419). - **Article 14** (art. L. 311-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 6-9 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Exonération des taxes de délivrance et de renouvellement des titres de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence) (p. 3421). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3422). - **Article 14 bis (suppression maintenue)** (art. L. 316-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit d'une carte de séjour aux victimes de la traite des êtres humains) (p. 3423). - **Article 14 ter A** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clarification du droit au séjour des victimes de violences conjugales de nationalité étrangère) (p. 3424). (p. 3425). - **Article 14 quater (suppression maintenue)** (art. L. 316-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit d'une carte de séjour à l'étranger victime de violences) (p. 3425). - **Article 14 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction de fonder le refus de délivrer une carte de résident à une victime de violences conjugales sur la rupture de vie commune) (p. 3426). - **Article 15 quater (suppression maintenue)** (Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur le traitement des violences envers les femmes et institution par chaque département d'un dispositif d'observation de ces violences) (p. 3427). - **Article 15 quinquies A** (art. L. 232-2 et L. 712-6-2 du code de l'éducation - Possibilité de récusation ou de dépaysement dans le cadre des procédures disciplinaires universitaires) (p. 3428). - **Article 15 quinquies (suppression maintenue)** (art. 34 de la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants - Extension à toutes les formes de violences de l'obligation pour les autorités consulaires françaises de prendre les mesures adaptées pour assurer le retour sur le territoire français des personnes de nationalité française ou résidant habituellement en France qui en ont été victimes à l'étranger) (p. 3428). - **Article 17** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 - Extension du dispositif de signalement de contenus illicites sur Internet aux faits d'incitation à la haine en raison du sexe, de l'orientation sexuelle ou du handicap et aux faits de diffusion d'images de violence) (p. 3430). - **Article 17 bis (suppression maintenue)** (art. 373-2, 373-2-9, 373-2-10 et 388-1 du code civil, art. 227-2 du code pénal - Résidence alternée des enfants) (p. 3432). - **Article 18** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Parité aux élections législatives) (p. 3436). - **Article 18 quater** (art. L. 273-10 du code électoral - Clarification des règles de remplacement des conseillers communautaires) (p. 3438). - **Article 19 ter (supprimé)** (art. 52 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des

conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Anticipation et renforcement de l'obligation de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des conseils d'administration ou de surveillance des établissements publics de l'État) (p. 3439). - **Article 20** (art. 4, 6-1 et 6-2 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises publiques) (p. 3440). - **Article 22 ter A (supprimé)** (art. L. 1431-3 du code général des collectivités territoriales - Parité des conseils d'administration des établissements publics de coopération culturelle) (p. 3441). (p. 3441). - **Article 22 quinquies (supprimé)** (Inscription dans la loi de l'existence de l'observatoire de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la culture et la communication) (p. 3442). (p. 3442). - **Article 23** (Égalité entre les femmes et les hommes au sein des autorités administratives indépendantes et des commissions et instances consultatives ou délibératives de l'État) (p. 3443). - **Article 25 (Pour coordination)** (Application outre-mer) (p. 3447). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3448).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 498 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4003, 4004).

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 466 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4327, 4328).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4818, 4820).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale) (p. 4835). (p. 4839). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4840). - **Article 3** (art. L. 521-1, L. 522-1, L. 522-2, L. 522-3 et L. 522-4 du code de la sécurité intérieure - Abrogation des dispositions générales régissant les gardes champêtres) (p. 4841). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 4841). - **Article 13** (art. L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales - Pouvoir de police générale du maire) (p. 4845). - **Article 14** (art. L. 511-2 du code de la sécurité intérieure - Transmission préalable à l'agrément du certificat de formation initiale) (p. 4848, 4849). (p. 4849, 4850). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-6 du code de la sécurité intérieure - Cadre d'intervention des formations du CNFPT) (p. 4851). (p. 4851). - **Article 17** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales - Transfert de la compétence de police des transports au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de transports) (p. 4852). - **Article 18** (art. L. 132-4 du code de la sécurité intérieure - Suppression de la coexistence de CLSPD et de CISPD sur le même ressort) (p. 4853). - **Article 19** (art. L. 512-4, L. 512-5 et L. 512-6 du

code de la sécurité intérieure - Conventions de coordination) (p. 4855, 4856). (p. 4856). (p. 4857). (p. 4857). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 4858). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 523-1 du code de la sécurité intérieure - Coordination) (p. 4858). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 4859). - **Article 22 A (nouveau)** (art. L. 511-2 du code de la sécurité intérieure - Transmission du dossier d'agrément en cas de changement d'affectation) (p. 4860). - **Article 22 B (nouveau)** (art. L. 225-4 du code de la route - Accès direct au fichier national du permis de conduire) (p. 4860). (p. 4861). - **Article 22 C (nouveau)** (art. L. 533-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Agents de surveillance de la voie publique) (p. 4862). (p. 4862). - **Article 22 D (nouveau)** (art. L. 534-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Assistants temporaires des agents de police territoriale) (p. 4863). - **Articles additionnels après l'article 22 E** (p. 4864). (p. 4864). (p. 4865). - **Article 22 (Coordination générale)** (p. 4866). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 4867). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Application d'outre-mer) (p. 4868). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4869). (p. 4869).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5225, 5226).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) - **Question préalable** (p. 5250). - **Article 7** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 5267). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 5270). (p. 5271). - **Article 8** (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal ; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale) (p. 5287). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits) (p. 5295).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Article 19 B (nouveau)** (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3, 24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 5378).

- **Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6262, 6263).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 6722, 6725).

KRATTINGER (Yves)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds.

Membre titulaire du comité des prix de revient des fabrications d'armement.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le service historique de la défense : donner un avenir à la mémoire de la Nation en armes [n° 358 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Défense - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les externalisations en opérations extérieures : un outil à manier avec précaution [n° 673 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Michel Hersemul, chef du département d'expertise des partenariats public-privé et de conduite de projets délégués au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Services historiques de la défense - Communication.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Externalisations en opérations extérieures - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 34, 39). (p. 60). (p. 62). (p. 63).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - *Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3769). (p. 3788).

LABAZÉE (Georges)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral du 18 juin 2014 au 8 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 5 mai 2014 ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 5 mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 299 (2013-2014)] visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs [n° 513 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Sports - Travail.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, dans le cadre de la préparation du rapport « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte » de M. Hervé Maurey.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde de représentants des organisations syndicales de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTEC, FO).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et adoption du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Daniel Béhar, géographe.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Fiscalité comportementale - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Jean-Pierre Vial : « La simplification des normes applicables aux collectivités territoriales : le cadre légal et réglementaire de l'accès des personnes handicapées aux établissements recevant du public, aux transports publics et à la voirie ».

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réduction d'activité des moniteurs de ski - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Patricia Schillinger « Les collectivités territoriales et la petite enfance ».

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut de veille sanitaire.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde des représentants des syndicats de salariés.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'État chargé de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate pressentie à la direction générale de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1300,1302). - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1319). (p. 1322). -

Article 2 (Texte non modifié par la commission) (*Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'obligation de rechercher un repreneur*) (p. 1344). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1345). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1354).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1804, 1805).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique nationale de santé** - (20 février 2014) (p. 2120, 2121).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)] (suite)** - (20 février 2014) - **Article 11** (art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - *Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle*) (p. 2146).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 2884). (p. 2885). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], article L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER*) (p. 2921). (p. 2922).

- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par les copropriétaires en résidence de tourisme** - (6 mai 2014) (p. 3703, 3704). (p. 3704).

- **Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs [n° 514 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3902, 3903).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6139).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L.242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - *Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6600).

- **Question orale sans débat sur l'augmentation des prélèvements annuels sur le réseau action logement** - (14 octobre 2014) (p. 6957). (p. 6958).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2014) (p. 9226, 9227).

LABBÉ (Joël)
sénateur (Morbihan)
ECOLO

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 496 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Biocarburants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 17 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Maxime Lombardini, directeur général d'Iliad.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les OGM** - (23 janvier 2014) (p. 607).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 671, 672). - **Article additionnel avant l'article 3 bis A** (p. 708, 709). (p. 710). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 715, 716). (p. 716). (p. 720). (p. 722).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration*) (p. 734). (p. 736). (p. 737). (p. 738). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - *Réglementation relative à la vente à distance*) (p. 765). (p. 768). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de la consommation - *Garanties applicables aux contrats de consommation*) (p. 776, 777). - **Article 9 ter** (art. L. 121-92-1 [nouveau] du code de la consommation, art. L. 2224-12-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Frais liés à des rejets de paiement*) (p. 778, 779). (p. 779). (p. 779). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (sections 14 à 17 [nouvelles] du chapitre 1er du Titre II du Livre 1er du code de la consommation - *Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons, encadrement des ventes d'or et de métaux précieux et contrats relatifs au gaz de pétrole liquéfié*) (p. 785).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 868). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 917).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 930, 931).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10-1 A [nouveau] de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation ; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - *Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 966). (p. 967). (p. 971). (p. 971). - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL*) (p. 981). (p. 988, 989). (p. 997). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - *Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989*) (p. 1024). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-2 et L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - *Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO*) (p. 1058). (p. 1058). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles ; art. 102 du code civil - *Simplification des règles de domiciliation*) (p. 1060). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Dispositions relatives à l'habitat participatif*) (p. 1064). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 421-13, L. 421-13-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, du code de la

construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux (p. 1131, 1132). (p. 1132). - **Article 58** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 1152). (p. 1153). (p. 1155). (p. 1155). (p. 1155). (p. 1157).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1183). (p. 1190). (p. 1192, 1193). - **Article 84 bis (suppression maintenue)** (art. L. 125-6, L. 125-7, L. 512-21 [nouveau], L. 514-20, L. 515-12, L. 556-1, L. 556-2 et L. 556-3 du code de l'environnement - Instauration par l'Etat de zones de vigilance et lutte contre les friches industrielles) (p. 1202). - **Article 84 ter (suppression maintenue)** (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Dispositions relatives au domaine de Chambord) (p. 1207). - **Article 61 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 1213). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1236). (p. 1237). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1243, 1244).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Commission mixte paritaire [n° 348 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1600).

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1675). (p. 1676).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 [n° 363 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1730, 1731).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)]** - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1984, 1985).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2610, 2612).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2659). (p. 2661). (p. 2661). (p. 2662). (p. 2664). (p. 2664). (p. 2665). (p. 2678). (p. 2684). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2696). (p. 2697). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2700). (p. 2706). (p. 2707). (p. 2707). (p. 2707). (p. 2708). - **Article additionnel avant l'article 34 A (priorité)** (p. 2710). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2735, 2736). (p. 2739). (p. 2739). (p. 2740).

(p. 2740). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2742). (p. 2742).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2771). (p. 2772). (p. 2773). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2813). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-8 et L. 632-9 du code rural et de la pêche maritime et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité du droit des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 2824). (p. 2824). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2831). (p. 2832). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des prérogatives du conseil régional dans l'élaboration du plan régional de l'agriculture durable) (p. 2844). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2851). (p. 2852). (p. 2861). (p. 2863). (p. 2870). (p. 2871).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 12 bis A (nouveau)** (Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole) (p. 2887). - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2894). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2907). (p. 2908). (p. 2908). (p. 2919). (p. 2919). (p. 2919). (p. 2920). (p. 2920, 2921). (p. 2921). (p. 2927). (p. 2927). (p. 2928). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 nonies du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture) (p. 2933). (p. 2933). (p. 2937). (p. 2937). (p. 2937).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2966). (p. 2966). (p. 2966). (p. 2966). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 722-5, L. 722-5-1 [nouveau], L. 722-6, L. 722-7, L. 723-3, L. 731-23, L. 732-39 du code rural et de la pêche maritime - Remplacement de la surface minimum d'installation par une activité minimale pour l'assujettissement à la mutualité sociale agricole) (p. 2969). (p. 2969). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 à L. 311-3-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 2978). (p. 2979). (p. 2980). - **Article 16 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'affiliation au régime social agricole des personnes exerçant des activités d'accueil social) (p. 2983). (p. 2983). (p. 2984). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 2984). - **Article 18** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 221-5, L. 223-4, L. 223-5, L. 223-6-2 [nouveau] et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de l'environnement - Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage) (p. 2991). -

Article 18 bis (nouveau) (art. L. 427-6 du code de l'environnement - Autorisation de tir de prélèvement du loup en cas d'attaque avérée) (p. 2997). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 3011). (p. 3015). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance) (p. 3017). (p. 3018). (p. 3020). - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 3038).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) (p. 3085). (p. 3091, 3092). (p. 3092, 3093). (p. 3093). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 251-7, L. 251-9, L. 251-14, L. 251-15 et L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Ratification d'ordonnance) (p. 3102). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2 ; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 3143). (p. 3146). (p. 3151). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers) (p. 3156). (p. 3156, 3157). (p. 3160). (p. 3167). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 130-1 du code de l'urbanisme - Assouplissement du régime de coupes dans le cadre de bonnes pratiques sylvicoles) (p. 3175). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3188, 3189).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3216, 3217). - **Article 6** (art. L. 145-46-1 [nouveau] du code de commerce - Droit de préférence pour le locataire en cas de vente du local commercial qu'il occupe) (p. 3253). (p. 3254). (p. 3254).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 21 ter** (art. L. 752-6 du code de commerce - Critères d'appréciation des commissions départementales d'aménagement commercial) (p. 3322). - **Article 23** (art. L. 752-17 du code de commerce - Saisine de la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3325, 3326). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3328). (p. 3329). (p. 3329). (p. 3329, 3330). - **Article 25** (art. L. 750-1-1 du code de commerce - Dispositions relatives au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) (p. 3345). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3347). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3359).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3648, 3649). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3659).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4485, 4486).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Commission mixte paritaire [n° 557 (2013-2014)]** - (5 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4595, 4596).

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4783, 4784). (p. 4784).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4944, 4945). - **Intitulé du titre Ier** (p. 4953). (p. 4955). - **Article 1er** (art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques) (p. 4956). (p. 4959). (p. 4964). (p. 4964). (p. 4965). (p. 4967). (p. 4967). (p. 4970).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5043). (p. 5043). - **Article 3 (Gage financier)** (p. 5044).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Article 2** (Harmonisation des protocoles de mesures et de simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques) (p. 5321). - **Intitulé du titre II** (p. 5322). (p. 5322). - **Article 4** (art. 184 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement - Mention du DAS, recommandations d'usages et normes techniques des équipements radioélectriques) (p. 5323). - **Article 5** (art. L. 5232-1-1 et L. 5232-1-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Encadrement de la publicité pour les téléphones mobiles et autres équipements radioélectriques) (p. 5324). - **Article 6 (supprimé)** (Politique de sensibilisation à une utilisation plus responsable des téléphones mobiles et autres équipements radioélectriques) (p. 5325). - **Article 7** (Limitation de l'exposition aux champs électromagnétiques dans les établissements scolaires) (p. 5326). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5329).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Accès aux droits et dispositifs de droit commun pour les condamnés) (p. 5350). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Définition des missions des services pénitentiaires d'insertion et de probation, SPIP) (p. 5353, 5354). (p. 5354).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les néonicotinoïdes** - (3 juillet 2014) (p. 5480).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Commission mixte paritaire [n° 544 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6299, 6300).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6342, 6343).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 à L. 315-5 [nouveaux], L.666-1 et L. 325-1 du code rural et de la pêche maritime - Création des groupement d'intérêt économique et environnemental, GIEE, et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 6372). (p. 6375). (p. 6375). (p. 6375). (p. 6375, 6376). (p. 6376). (p. 6377). - **Article 4** (art. L. 211-3

et L. 213-12 du code de l'environnement, et art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole) (p. 6379). (p. 6381). (p. 6381). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-1-3, L. 632-2-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-8, L. 632-9, L. 632-12 à L. 632-14, L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime, et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 6398). - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France) (p. 6404). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - Préservation du foncier agricole) (p. 6408). (p. 6411). (p. 6412). (p. 6413). (p. 6413). (p. 6414). - **Article 12 bis C** (art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - Densification des hameaux existants en zone littoral) (p. 6418). - **Article 12 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-3 du code de l'environnement, art. L. 111-2 et L. 112-1-3 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Impact et compensation agricole des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés) (p. 6420, 6421). (p. 6421). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-2 et L. 341-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 6432). - **Article 18 bis** (art. L. 426-3 du code de l'environnement - Indemnisation des dégâts de prairie causés par le grand gibier) (p. 6437). (p. 6438). - **Article 19 bis** (Participation des laboratoires départementaux à la politique publique de sécurité sanitaire) (p. 6441). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et article L. 211-3 du code de l'environnement - Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 6449). (p. 6449). (p. 6449, 6450). (p. 6450). (p. 6451).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7701, 7702). - **Article 2 quinquiés (nouveau)** (art. L. 1242-3, L. 1242-6-1 à L. 1242-6-6 [nouveaux] et L. 1242-7 du code du travail et art. 6 de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail - Pérennisation du contrat de travail à durée déterminée à objet défini) (p. 7724). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquiés** (p. 7727). (p. 7728). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7747, 7748). (p. 7748). - **Article 11 bis** (art. L. 362-3 du code de l'environnement - Transport des clients des restaurants d'altitude par motoneige) (p. 7753).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) (p. 7802). - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-

1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7803). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7858).

- **Questions cribles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7904). (p. 7904, 7905).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8383, 8384).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9484, 9485).

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9504, 9505).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9586, 9587). (p. 9587).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] (suite)**

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9601, 9602).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9742, 9743).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10103, 10104).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives - Commission mixte paritaire [n° 123 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10618, 10619).

LABORDE (Françoise)
sénatrice (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 29 octobre 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 6 novembre 2014.

Réélue le 28 septembre 2014.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) le 18 décembre 2014.

Membre titulaire de l'Observatoire de la laïcité jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Mireille Riou-Canals, directrice générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'agriculture.

Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition des représentants du Syndicat national unitaire d'instituteurs et professeurs des écoles et PEGC (SNUIPP-FSU) et du Syndicat national des personnels d'inspections (SNPI-FSU).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Décentralisation culturelle - Table ronde.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du jeudi 27 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Michel Bozon, sociologue et démographe, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), et Mme Nathalie Bajos, sociologue et démographe, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Communication.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Grégoire, co-auteur du rapport « Quelle indemnisation chômage pour les intermittents du spectacle ? Modélisation et évaluation d'un régime alternatif ».

Audition de M. Thierry Braillard, secrétaire d'Etat aux sports.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe d'études sur les arts de la scène, de la rue et des festivals en région - Communication.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2013-2014.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et jouets - Examen du rapport d'information et des recommandations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré** [n° 116 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 459, 460).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (28 janvier 2014) - **Article 19 ter** (art. L. 311-17 du code de la consommation - Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité) (p. 815). - **Article additionnel après l'article 19 septies** (p. 818). (p. 818).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale** [n° 349 (2013-2014)] - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1793, 1794). - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1833). (p. 1834).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1858). (p. 1859). (p. 1862). (p. 1874). - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 1883). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1930). (p. 1931). - **Article 6** (art. L. 6211-3, L. 6232-1, L. 6232-2, L. 6232-6, L. 6232-7, L. 6232-8, L. 6241-10, L. 6252-1 et L. 6252-3 du code du travail - Aménagement des compétences des régions en matière d'apprentissage) (p. 1935). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1940). - **Article 8** (art. L. 6231-1 du code du travail - Valorisation du rôle des CFA) (p. 1943).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les sages-femmes** - (20 février 2014) (p. 2116).

- **Questions cribles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2462). (p. 2462, 2463).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale - Commission mixte paritaire** [n° 395 (2013-2014)] - (27 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2470).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les**

violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)] - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3665, 3666).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale** [n° 488 (2013-2014)] - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3721, 3722). - **Article 6** (art. L. 8224-3, L. 8224-5, L. 8234-1, L. 8234-2, L. 8243-1, L. 8243-2, L. 8256-3 et L. 8256-7 du code du travail - Création d'une liste, accessible sur internet, des personnes condamnées pour certaines infractions de travail illégal) (p. 3740).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires** [n° 459 (2013-2014)] - (14 mai 2014) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3969). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3976).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4733, 4734).

- **Question orale avec débat sur l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des demandeurs d'emploi** - (12 juin 2014) (p. 4803).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Commission mixte paritaire** [n° 632 (2013-2014)] - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5200, 5201).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales** [n° 642 (2013-2014)] - (25 juin 2014) - **Article 8** (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale) (p. 5282, 5283). (p. 5284).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** [n° 10 (2014-2015)] - (16 octobre 2014) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 7122, 7123). - **Article 9** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet) (p. 7138). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 57-1 du code de procédure pénale - Perquisition de données stockées à distance ou sur des terminaux mobiles à partir d'un système informatique implanté dans les services de police ou unités de gendarmerie - Faculté pour l'officier de police judiciaire de requérir toute personne ayant les codes d'accès d'un système informatique faisant l'objet d'une perquisition) (p. 7142, 7143). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7143, 7144). (p. 7144).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le virus Ebola** - (16 octobre 2014) (p. 7155, 7156).

- **Questions cribles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7358). (p. 7359).

- **Question orale sans débat sur les conditions de la privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac** - (4 novembre 2014) (p. 7654, 7655). (p. 7655).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises** [n° 60 (2014-2015)] - (4 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7738). (p. 7739).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) (p. 9104, 9105). - **Etat B** (p. 9119).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (28 novembre 2014) (p. 9127).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] (suite)**

Deuxième partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) (p. 9176, 9177).

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9210, 9211).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2014) (p. 9225, 9226).

Santé

- (29 novembre 2014) (p. 9243, 9244). - **Etat B** (p. 9251).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9465).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9562, 9563).

- **Questions cibles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9585). (p. 9585).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] (suite)**

Deuxième partie :

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9636, 9637).

Médias, livre et industries culturelles

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9645).

LAJOUX (Isabelle)
sénatrice (Côte-d'Or)
SOC

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de 3 500 habitants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland (Lyon) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Devenu sénateur le 3 mai 2014 (en remplacement de M. François Rebsamen, nommé membre du Gouvernement).

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du 7 mai 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 493 (2013-2014)] relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland de Lyon [n° 730 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants** [n° 611 (2013-2014)] - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4910, 4911).

- **Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier central de Gerland à Lyon** [n° 731 (2013-2014)] - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6748, 6750).

LALANDE (Bernard)
sénateur (Charente-Maritime)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 18 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Economie [n° 108 tome 3 annexe 11 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

LAMÉNIÉ (Marc)
sénateur (Ardennes)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » (et article 51) et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9736, 9737).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Secrétaire de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 108 tome 3 annexe 5 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et de M. Serge Lasvignes, secrétaire général du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Régime social des indépendants - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2013) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate aux fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 48 à 50) - Examen du rapport spécial.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 60) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 30) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » (et articles 52 à 54) - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » (et article 65) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3927). (p. 3936).

- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** - (10 juin 2014) (p. 4659, 4660).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire) (p. 5902, 5903). (p. 5926).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) - **Article 2 ter** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement de l'évolution de la dette historique du système ferroviaire*) (p. 5995). - **Article 5 bis** (art. L. 2144-2 du code des transports - *Compétences et prérogatives des régions*) (p. 6024). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 6043). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6048, 6049).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7317, 7318).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** -

(30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7563, 7564).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Article 9** (*Stabilisation des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs*) (p. 7923).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 21** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité*) (p. 8145). - **Article 24 et annexe C** (*Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires*) (p. 8163, 8164).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 2** (Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - *Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens*) (p. 8582). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8594). - **Article 5** (art. 199 novovicies du code général des impôts - *Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel »*) (p. 8630).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Article 6 quinquies (nouveau)** (art. 244 quater Q du code général des impôts - *Prorogation de l'éligibilité au crédit d'impôt*) (p. 8663). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 8687). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodecies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - *Suppression de taxes à faible rendement*) (p. 8698).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - *Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 8775, 8776). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales - *Ajustement du taux du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) à l'évolution du mode de financement de l'Union européenne*) (p. 8782, 8783). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 1648 A du code général des impôts - *Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 8784, 8785). - **Article 15** (*Fixation des*

plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8823). (p. 8828).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]**

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 65** (art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale - Proportionnalité des sanctions prononcées en cas de fraudes aux prestations famille et vieillesse) (p. 9077, 9078). (p. 9078).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) (p. 9182).

Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation

- (1er décembre 2014) (p. 9334, 9335).

- Rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9347). (p. 9350). - **Article 48** (art. L. 52-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Revalorisation des majorations spéciales de pensions des conjoints survivants des grands invalides de guerre) (p. 9352).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Article 54** (art. L. 452-1-1 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Contribution financière au développement de l'offre de logements sociaux) (p. 9817). - **Articles non rattachés - Article 41** (art. L. 31-10-2 à L. 31-10-5, L. 31-10-9, L. 31-10-10 et L. 31-10-12 du code de la construction et de l'habitation et art. 244 quater V du code général des impôts - Prolongation et extension du prêt à taux

zéro, PTZ) (p. 9837). - **Article 42** (art. 1387 A du code général des impôts - Exonération temporaire de TFPB et de CFE pour les activités de méthanisation agricole) (p. 9844). (p. 9845). (p. 9847). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9848). (p. 9848). (p. 9849). (p. 9849). (p. 9850). - **Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9864, 9865). (p. 9865).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 2** (art. 235 ter ZF du code général des impôts - Modification de l'assiette de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires (TREF) et création d'une taxe additionnelle à la TREF au titre de l'exercice 2014) (p. 10151). - **Article 16** (art. 1379, 1396, 1527 [nouveau], 1635 sexies et 1641 du code général des impôts - Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues) (p. 10203). (p. 10205). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10218, 10219). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10259). - **Article 30 ter (nouveau)** (art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. 44 duodecimes, 1383 H et 1466 A du code général des impôts - Prolongation jusqu'en 2017 d'exonérations dans les bassins d'emploi à redynamiser) (p. 10273). - **Article 31 quater (nouveau)** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exonération du versement transport) (p. 10295, 10296). - **Article 31 vicies (nouveau)** (art. L. 253-8-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création d'une taxe sur la vente des produits phytopharmaceutiques) (p. 10323).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Article 20** (Simplification des règles de fixation des coefficients multiplicateurs de taxe locale sur la consommation finale d'électricité) (p. 10543).

LAMURE (Élisabeth)
sénateur (Rhône)
UMP

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis présidente le 4 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises le 17 décembre 2014.

Membre titulaire de la Conférence nationale de l'industrie jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 771 (2013-2014)] relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives [n° 52 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Économie**, [n° 109 tome 4 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la consommation.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Relations entre la grande distribution et les industriels - Communication de M. Jean-Claude Lenoir.

(*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la première partie.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Alexandre Grillat, secrétaire national au secteur « Développement durable, logement, RSE et énergie » de la confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacky Chorin, représentant de la confédération Force ouvrière, membre du Conseil économique, social et environnemental.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Marie-Claire Cailletaud, responsable de la politique énergétique et industrielle à la Fédération nationale des mines et de l'énergie - Confédération générale du travail (FNME-CGT).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Marylise Léon, secrétaire nationale de la confédération française démocratique du travail (CFDT), responsable de la politique du développement durable, des politiques industrielles, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la coordination en matière de RSE.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacques Chanut, président de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de MM. Jean-Yves Le Déaut et Marcel Deneux, auteurs du rapport intitulé « Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économies d'énergie dans le bâtiment : le besoin d'une thérapie de choc » fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de Mme Sandra Lagumina, directeur général de Gaz réseau distribution France (GRDF), de M. Dominique Maillard, président du directoire de Réseau de transport d'électricité (RTE), de M. Philippe Monloubou, président du directoire d'Électricité réseau distribution France (ERDF), et de M. Thierry Trouvé, directeur général de GRTgaz.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Nicolas Mouchnino, chargé de mission énergie à l'Union fédérale des consommateurs - Que Choisir, et de M. Frédéric Blanc, juriste.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

(*délégation aux entreprises*): Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 672, 674). - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 688). (p. 690). (p. 690). (p. 695). (p. 697). (p. 697). (p. 697). (p. 700, 701). (p. 701). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-15 [nouveau] et L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 706). (p. 706). (p. 707).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance) (p. 766). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de la consommation - Garanties applicables aux contrats de consommation) (p. 775). (p. 775). (p. 775). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - Tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité) (p. 788). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation -

Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance) (p. 811). (p. 811). (p. 811). (p. 814).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur) (p. 852). (p. 852). - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison) (p. 882). - **Article 25** (art. L. 141-1 du code de la consommation - Elargissement du champ de compétence des agents de la DGCCRF, renforcement de la coopération avec la CNIL, faculté de prononcer des sanctions administratives en cas de non-respect des injonctions et faculté de saisir le juge contre un service de communication en ligne) (p. 885). (p. 885). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative) (p. 888). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 891). - **Article 61** (art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 892). (p. 893). (p. 894). (p. 897). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 900). (p. 900). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-2-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 904). (p. 905). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, et 9 de la loi du 4 juillet 1837 relative au système métrique et à la vérification des poids et mesures - Renforcement des sanctions en cas de non-conformité des instruments de mesure) (p. 907). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 916, 917).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 931, 932).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Article 4 quater (suppression maintenue)** (*Obligation d'afficher la « surface Carrez » dans les annonces locatives proposées sur l'internet*) (p. 1033). (p. 1033, 1034). - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 et L. 631-7-1 A [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 1037). (p. 1037). - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] et 17-2 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 1042). - **Article 58** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 1152). (p. 1153). (p. 1158). (p. 1158). (p. 1158).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1181). (p. 1185). (p. 1187). (p. 1189). (p. 1192). (p. 1195). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1,

L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme (p. 1217). (p. 1219). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1237). (p. 1238). (p. 1239). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1242, 1243).

- **Projet de loi relatif à la consommation** - Commission mixte paritaire [n° 348 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1595, 1597).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises** [n° 441 (2013-2014)] - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3217, 3219). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 3228). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-4 du code de commerce - Résiliation anticipée d'un bail commercial par le locataire ou par les ayants droits du preneur) (p. 3230). - **Article 1er** (art. L. 145-5 du code de commerce - Allongement de la durée des baux dérogatoires) (p. 3232). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3233). (p. 3233). - **Article 1er quater** (art. L. 145-15 et L. 145-16 du code de commerce - Inopposabilité de la prescription biennale des actions en nullité posée à l'art. L. 145-60 du code de commerce) (p. 3234). (p. 3234). (p. 3234). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce - Généralisation de l'application de l'indice des loyers commerciaux, ILC, et de l'indice des loyers des activités tertiaires, ILAT) (p. 3237). (p. 3238). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-39-1 [nouveau] du code de commerce - Lissage des augmentations du loyer permises par les dérogations aux règles de plafonnement) (p. 3239). (p. 3240). (p. 3241). - **Article 5** (art. L. 145-40-1 et L. 145-40-2 [nouveaux] du code de commerce - Établissement d'un état des lieux et des charges locatives) (p. 3250). (p. 3250). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3255). - **Article 7 bis B** (Contrats de revitalisation commerciale) (p. 3260). (p. 3260). - **Article 9** (art. 16-II, 19-I, 19-I bis A, 19-I bis A, 19-I bis, 19-III, 19-1, 20, 21-I, 21-III, 22-1, 24-I, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - Règles relatives au statut de l'artisan) (p. 3266). (p. 3267). (p. 3267). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3272, 3273). (p. 3273). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater viciés B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs) (p. 3278). - **Article 12 ter** (art. L. 133-6-7-2, L. 242-11, L. 612-4, L. 612-5, L. 612-13, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-7-1 [nouveau], L. 633-10, L. 635-1, L. 635-5, L. 642-1, L. 642-2, L. 642-2-1 et L. 645-2 du code de la sécurité sociale ; art. 11-II de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2012 - Mesures de coordination) (p. 3286). - **Article 13 bis** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Suppression de la dispense de stage de préparation à l'installation, SPI, pour les auto-entrepreneurs) (p. 3289). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 3292). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 3294).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 425-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Intégration de l'urbanisme commercial dans l'urbanisme de droit commun) (p. 3310). (p. 3311). - **Article 20 bis** (art. L. 751-5 et L. 751-6 du code de commerce - Statut et composition de la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3315). - **Article 21 ter** (art. L. 752-6 du code de commerce - Critères d'appréciation des commissions départementales d'aménagement commercial) (p. 3319). (p. 3321). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 752-15 du code de commerce - Prise en considération des critères d'appréciation dans le cadre d'une nouvelle autorisation) (p. 3324). - **Article 25** (art. L. 750-1-1

du code de commerce - Dispositions relatives au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) (p. 3344). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3346). (p. 3346). - **Article 30 ter** (art. L. 2124-33 et L. 2124-34 [nouveaux] du code général de la propriété des personnes publiques - Autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'acquéreur ou l'héritier d'un fonds de commerce) (p. 3355). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3358).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire** - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)] - (4 juin 2014) - **Article 40 AD** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-18 et L. 120-34 du code du service national - Volontariat associatif) (p. 4562). (p. 4562).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises** - Commission mixte paritaire [n° 557 (2013-2014)] - (5 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4596, 4597).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Premier ministre en matière de logement** - (19 juin 2014) (p. 5068, 5069).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage et la politique de l'emploi** - (30 octobre 2014) (p. 7540, 7541).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises** [n° 60 (2014-2015)] - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7694, 7695).

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7727). - **Article 7** (Habilitation en vue de faciliter la réalisation des opérations d'aménagement et de construction) (p. 7740). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 7747). - **Article 10 (supprimé)** (art. L. 221-1, L. 221-2 et L. 221-6 du code de l'énergie - Assouplissement du régime des certificats d'énergie pour le fioul domestique) (p. 7751). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 7751, 7752).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 28 bis (nouveau)** (art. L. 711-1-1 [nouveau] du code de commerce - Faculté de fusion entre chambres territoriales et régionales de commerce et d'industrie) (p. 7839, 7840). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 711-22 à L. 711-25 [nouveaux] du code de commerce - Statut des chambres de commerce et d'industrie locales) (p. 7841). - **Article 29** (Habilitation en vue de fusionner l'Agence française pour les investissements internationaux et UbiFrance) (p. 7843). - **Article 31 bis** (Habilitation en vue de procéder à diverses simplifications dans le secteur du tourisme) (p. 7848). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 7850). (p. 7850). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 7857).

- **Question orale sans débat sur l'instruction des dossiers relevant du droit des sols** - (18 novembre 2014) (p. 8375). (p. 8375).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 17 (réservé)** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8870).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9588). (p. 9589).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)] (suite)

Deuxième partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9737, 9738).

Economie

- (5 décembre 2014) - **Article 51** (art. 106 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 de finances pour 1982 - Suppression de l'indemnité de départ instituée en 1982 en faveur de certains artisans et commerçants) (p. 9755). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9756). (p. 9757). (p. 9757).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre**

LAMY (François)
ministre délégué auprès de la ministre de
l'égalité des territoires et du logement,
chargé de la ville
(jusqu'au 1er avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 189, 192). (p. 210, 215). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 216). - **Article 1er** (Politique de la ville) (p. 218). (p. 219). (p. 220). (p. 220). (p. 222). (p. 223). (p. 223). (p. 224, 225). (p. 225). (p. 226). (p. 236). - **Article 1er bis A (nouveau)** (Dotations « politique de la ville ») (p. 237). - **Articles additionnels après l'article 1er bis A** (p. 237). - **Article 2** (art. 6, 7, art. 9-1 à 9-3, 10-3 et 10-4 [nouveaux], 11 et 12 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ; art. 5 de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir - Nouveau programme national de renouvellement urbain) (p. 240, 241). (p. 242). (p. 242). (p. 243). (p. 243). (p. 243, 244). (p. 244). (p. 245). (p. 246). - **Article 5** (Contrats de ville) (p. 249, 250). (p. 250, 251). (p. 252). (p. 253). (p. 254). (p. 254). (p. 255). (p. 256). (p. 257). (p. 257, 258). (p. 258). (p. 259). (p. 260). (p. 260, 261). (p. 261). (p. 261, 262). (p. 262). (p. 263). (p. 263). - **Article 5 bis** (Conseils citoyens) (p. 264). (p. 265). - **Article 5 quater** (Texte non modifié par la commission) (Fondation des quartiers) (p. 266, 267). (p. 267). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 267).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 7** (Communication d'information des collectivités territoriales envers l'observatoire national de la politique de la ville) (p. 276). - **Article 8** (art. L. 1111-2, L. 2251-3, L. 2313-1, L. 2564-19, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-1 et L. 5216-5 et L. 5217-4 du code général des collectivités territoriales - Gouvernance locale de la politique de la ville) (p. 277). (p. 278). (p. 278). (p. 279). (p. 279). - **Article 9** (Texte non modifié par la commission) (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Solidarité au sein des intercommunalités) (p. 280). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 280, 281). - **Article 9 bis** (Texte non modifié par la commission) (Dispositif de veille active) (p. 282). (p. 283). (p. 284, 285). (p. 285). - **Article 9 ter** (Texte non modifié par la commission) (Dissolution de l'Agence nationale pour la cohésion et l'égalité des chances) (p. 286, 287). (p. 287). (p. 288). - **Article 10 A** (nouveau) (art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence) (p. 289). (p. 291, 292). - **Article additionnel après l'article 10 A** (p. 293, 294). - **Article 10** (art. L. 302-1, L. 302-4, L. 313-3, L. 441-3, L. 442-3-1, L. 482-1, L. 442-3-3 et L. 482-3 du code de

des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10100, 10102).

la construction et de l'habitation - Nouvelles modalités de financement du PNRU et maintien d'avantages dans les territoires sortant de la géographie prioritaire) (p. 295). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 296). (p. 298). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 299). - **Article 12 bis** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 120-2 du code du service national - Retrait de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances de l'Agence du service civique) (p. 299). - **Article 13** (Adaptation de certaines dispositions du projet de loi à la collectivité de Saint-Martin) (p. 300). - **Article 14** (art. L. 2313-1, L. 5842-22 et L. 1811-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Adaptation de certaines dispositions du projet de loi à la Polynésie française) (p. 300). - **Article 17** (art. 1er et 2 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ; art. 1er de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville ; art. 1er à 3, 5 et l'annexe 1 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, 1518 A ter du code général des impôts ; art. L. 2334-40 et L. 2334-41 du code général des collectivités territoriales - Abrogation de diverses dispositions législatives) (p. 301). - **Article 18** (Entrée en vigueur de différentes dispositions du projet de loi) (p. 301). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 305).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (31 janvier 2014) - **Article 68** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers de l'Etat) (p. 1167). (p. 1167). - **Article 70** (art. L. 210-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 1171). (p. 1172). (p. 1173). (p. 1173). (p. 1174). (p. 1175). (p. 1175). (p. 1175). - **Article 71** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Mesures de coordination relatives au droit de préemption) (p. 1176). (p. 1178). - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1181). (p. 1182). (p. 1185). (p. 1187). (p. 1189). (p. 1191). (p. 1191). (p. 1192). (p. 1194). (p. 1195). (p. 1195). - **Article 76 A** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques - Cession à titre onéreux de biens relevant du domaine privé de l'Etat) (p. 1197). - **Article 78 bis** (Texte non modifié par la commission) (Construction de logements dans les zones C des plans d'exposition au bruit) (p. 1198). - **Article 84 bis** (suppression maintenue) (art. L. 125-6, L. 125-7, L. 512-21 [nouveau], L. 514-20, L. 515-12, L. 556-1, L. 556-2 et L. 556-3 du code de l'environnement - Instauration par l'Etat de zones de vigilance et lutte contre les friches industrielles) (p. 1203). - **Article 84 ter** (suppression maintenue) (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Dispositions relatives au domaine de Chambord) (p. 1205). - **Article additionnel après l'article 87** (p. 1208).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville** - (6 février 2014) (p. 1449).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000**

relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)] - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1483). (p. 1484). (p. 1485, 1486). (p. 1490). (p. 1491). (p. 1492). (p. 1493, 1494). (p. 1495). (p. 1497). (p. 1499).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** - *Commission mixte paritaire* [n° 334 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1573).

LARCHER (Gérard)
sénateur (Yvelines)
UMP

Président du Sénat à compter du 1er octobre 2014 ; a présidé les séances des 1er, 8, 9, 16, 21, 28, 30 octobre, 4, 13, 20, 26 novembre, 4, 9, 11, 16 et 18 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral du 18 juin 2014 au 8 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission consultative du secret de la défense nationale jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le renforcement des forces spéciales françaises, avenir de la guerre ou conséquence de la crise ? [n° 525 (2013-2014)] (13 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires [n° 208 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur les forces spéciales - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 23 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du bureau.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale** [n° 349 (2013-2014)] - (20 février 2014) - **Article 11** (*art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle*) (p. 2143). (p. 2153). - **Article 16** (*art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - Réforme de la représentativité patronale*) (p. 2194).

- **Débat sur le bilan des 35 heures à l'hôpital** - (27 février 2014) (p. 2447, 2450).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (11 avril 2014) - **Article 5** (*art. L. 323-2, L. 323-7, L. 323-11, L. 323-12 et L. 323-13 du code rural et de la pêche maritime - Clarification du statut du groupement agricole d'exploitation en commun*) (p. 2798). (p. 2799). - **Article 12** (*art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole*) (p. 2856).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le djihadisme** - (5 juin 2014) (p. 4631, 4632).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5515, 5516).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5573).

- **Allocution de M. le président du Sénat** - (1er octobre 2014) (p. 6914, 6915).

- **Déclaration de présidents de groupe** - (8 octobre 2014) (p. 6925).

- **Questions d'actualité au Gouvernement** - (16 octobre 2014) (p. 7152).

- **Allocution de M. Gérard Larcher, président du Sénat** - (21 octobre 2014) (p. 7230, 7232).

- **Éloge funèbre de Christian Bourquin, sénateur des Pyrénées-Orientales** - (28 octobre 2014) (p. 7369, 7370). (p. 7371).

- **Décès de Xavier de Villepin, ancien sénateur** - (30 octobre 2014) (p. 7541, 7542).

- **Décès de Guy Fischer, ancien sénateur** - (4 novembre 2014) (p. 7665).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Cambodge** - (4 novembre 2014) (p. 7666).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]** - (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9994, 9995).

- **Attentat au centre culturel français de Kaboul** - (11 décembre 2014) (p. 10085).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10433).

- **Hommage au directeur général des missions institutionnelles du Sénat** - (18 décembre 2014) (p. 10647).

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
SOC-A

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Les zones économiques exclusives ultramarines : le moment de vérité [n° 430 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Un kaléidoscope de l'autonomie locale : théorie, pratique institutionnelle et déclinaisons ultramarines [n° 452 (2013-2014)] (11 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Histoires Mémoires Croisées « Des champs de bataille aux réécritures de l'Histoire coloniale » - Rencontre du 8 juillet 2014 [n° 705 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Outre-mer - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Outre-mer [n° 109 tome 5 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental.

Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Michel Aymeric, secrétaire général de la mer.

Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'Etat, président du groupe de travail sur la réforme du code minier.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Patrick Lebreton, parlementaire en mission auprès de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, sur son rapport visant à identifier les moyens de mieux faire profiter les ressortissants ultramarins des emplois créés dans leurs territoires (secteur public et secteur privé).

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

Nomination d'un nouveau membre du bureau.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane - Présentation du rapport d'information.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Présentation du rapport d'information du groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane, par Mme Dominique Gillot et M. Michel Magras, co-rapporteurs (réunion conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

La situation et la réforme universitaire aux Antilles et en Guyane - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Point sur les activités de la délégation.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Arnaud Martrenchar, chef du

bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la sous-direction des politiques publiques, direction générale des outre-mer, et de M. Grégoire Cayé, chargé de mission.

Audition de Mme Anne-Brigitte Masson, chef du bureau politique agricole extérieure, commerce et développement - Direction générale du Trésor.

Audition de Mme Isabelle Chmitelin, directrice de l'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer (ODEADOM) et de M. Denis Loeillet, responsable de l'Observatoire des marchés du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2389, 2390).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2636, 2637). - **Article 2** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) et de FranceAgriMer) (p. 2690). - **Article additionnel avant l'article 34 A (priorité)** (p. 2709). - **Article 34 A (priorité)** (art. L. 181-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Finalités de la politique agricole dans les outre-mer) (p. 2713). - **Article 34 (priorité)** (art. L. 111-2-1, L. 180-1 [nouveau], L. 181-17, L. 181-25 [nouveau], L. 182-1, L. 182-1-1 [nouveau], L. 182-8, L. 182-9, L. 272-1, L. 272-6 à L. 272-10, L. 272-13 à L. 272-16, L. 372-1, L. 461-5, L. 461-10, L. 511-14 [nouveau], L. 571-1, L. 571-2, L. 681-1, L. 681-10, L. 762-6 et L. 762-7 du code rural et de la pêche maritime ; art. 6 de l'ordonnance n° 2011-864 du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le département de Mayotte et à Saint-Martin ; art. 4 de la loi n° 2013-453 du 3 juin 2013 visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Pilotage de la politique agricole et agro-alimentaire outre-mer) (p. 2719, 2720). (p. 2720). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 181-1, L. 181-2, L. 181-3, L. 181-24, L. 181-26 [nouveau], L. 182-25, L. 274-11 [nouveau], L. 371-1, L. 371-2, L. 372-8, L. 371-5-1 et L. 371-5-2 [nouveaux], L. 461-2 du code rural et de la pêche maritime ; article L. 150-1 du code de l'urbanisme - Adaptation aux outre-mer des dispositions des titres Ier à IV du projet de loi et homologation des peines) (p. 2727). (p. 2728). (p. 2729).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 nonies du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture) (p. 2936).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Article 1er (Définition des objectifs)** (p. 4203). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique) (p. 4262). (p. 4267). (p. 4268).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4981).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - au nom - **Article 3** (Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 8601, 8602). (p. 8602). (p. 8604, 8605). (p. 8606). (p. 8607). - **Articles additionnels**

après l'article 5 (p. 8638). (p. 8639). (p. 8639). (p. 8639). (p. 8640). (p. 8640).

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 9146, 9147).

Deuxième partie :

Outre-mer

LASSERRE (Jean-Jacques)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération le 17 décembre 2014.

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 109 tome 1 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 17 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Secteur des télécommunications - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Relations entre la grande distribution et les industriels - Communication de M. Jean-Claude Lenoir.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Alexandre Grillat, secrétaire national au secteur

« Développement durable, logement, RSE et énergie » de la confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC).

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la réforme de la fiscalité sur le foncier non bâti** - (7 janvier 2014) (p. 28). (p. 29).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « fait maison » dans la restauration) (p. 736).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 [n° 363 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1733, 1734).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2612, 2613).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2014) - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2733). (p. 2734).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2758). (p. 2761). (p. 2762). (p. 2764). - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2786). (p. 2787). (p. 2787). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 2833, 2834). (p. 2835). (p. 2836). (p. 2836). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2848). (p. 2849). (p. 2862). (p. 2864).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 12 bis A (nouveau)** (Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole) (p. 2887, 2888). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des

SAFER) (p. 2912). - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2941, 2942). (p. 2944).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3651, 3652). - **Article unique** (p. 3657).

- **Débat sur la Corse et la réforme territoriale** - (30 juin 2014) (p. 5421, 5422).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6343, 6345).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 à L. 315-5 [nouveaux], L.666-1 et L. 325-1 du code rural et de la pêche maritime - Création des groupement d'intérêt économique et environnemental, GIEE, et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 6374). (p. 6374). (p. 6374). - **Article 4** (art. L. 211-3 et L. 213-12 du code de l'environnement, et art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole) (p. 6379).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article additionnel avant l'article 27** (p. 6508). (p. 6509). - **Article 38** (art. L. 512-1, L. 514-3, art. L. 514-3-1, L. 514-3-2 [nouveaux], L. 514-4, L. 644-12, L. 653-6 du code rural et de la pêche maritime - Clarification et simplification de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime) (p. 6536). (p. 6539, 6540). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6546, 6547).

- **Commission mixte paritaire [n° 775 (2013-2014)]** - (24 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6802, 6803).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7479).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8386, 8388).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9588). (p. 9588).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9596, 9597).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10481, 10482).

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
 UMP-R

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 20 novembre 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'Océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Michel Aymeric, secrétaire général de la mer.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les enjeux maritimes et le développement de l'économie maritime à Wallis-et-Futuna** - (4 février 2014) (p. 1263, 1264). (p. 1264).

- **Question orale sans débat sur le projet de service militaire adapté, SMA, de Futuna** - (18 février 2014) (p. 1757). (p. 1758).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (19 février 2014) - **Article 5 bis (nouveau)** (*Rapport sur la formation professionnelle en outre-mer*) (p. 1931).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 12** (*art. L.6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution professionnelle*) (p. 2163).

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2384, 2386).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 34 A**

(**priorité**) (*art. L. 181-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Finalités de la politique agricole dans les outre-mer*) (p. 2711, 2712).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 26** (*art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles*) (p. 3107).

- **Question orale sans débat sur les fonds marins de la zone économique exclusive de Wallis-et-Futuna** - (6 mai 2014) (p. 3701). (p. 3702).

- **Question orale sans débat sur la représentation de la France au forum des îles du Pacifique** - (17 juin 2014) (p. 4886). (p. 4887).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4991, 4993).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la santé en outre-mer** - (19 juin 2014) (p. 5071, 5072).

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la fiscalité et le cognac** - (18 février 2014) (p. 1773, 1774). (p. 1774).

- **Question orale sans débat sur la géothermie de minime importance** - (6 mai 2014) (p. 3708). (p. 3709).

- **Question orale sans débat sur la situation des mytiliculteurs de la baie de l'Aiguillon en Charente-Maritime** - (27 mai 2014) (p. 4306). (p. 4307).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des chambres de commerce et d'industrie** - (21 octobre 2014) (p. 7222, 7223). (p. 7224).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 18** (*art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime*)

- *Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture* (p. 8884). (p. 8885). (p. 8887). (p. 8888). (p. 8891). (p. 8892).

- (2 décembre 2014) (p. 9399, 9400).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

LAURENT (Pierre)
sénateur (Paris)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Médias, livre et industries culturelles : presse [n° 112 tome 4 fasc. 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Lutte contre le piratage commercial des œuvres culturelles sur Internet - Audition de Mmes Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi) et Mireille Imbert-Quaretta, présidente de la commission de protection des droits de la Hadopi.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition

M. Emmanuel Négrier, directeur de recherche au CNRS à l'université de Montpellier I.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres [n° 248 (2013-2014)]** - (8 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 139, 140). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 147, 148).

- **Débat sur l'avenir de l'exploitation cinématographique indépendante** - (5 février 2014) (p. 1402, 1405).

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 366 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1718, 1719).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intermittents** - (20 février 2014) (p. 2115).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3591, 3593).

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4673, 4675).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le**

calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)] - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5466).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5825).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en Irak** - (24 septembre 2014) (p. 6886, 6888).

- **Question orale sans débat sur les enfants et les familles sans logement en Île-de-France** - (4 novembre 2014) (p. 7663, 7664). (p. 7664).

- **Question orale sans débat sur l'hôpital Nord du Grand Paris** - (18 novembre 2014) (p. 8357). (p. 8357, 8358).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9209, 9210).

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9632, 9633). (p. 9639, 9640).

Médias, livre et industries culturelles

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9646).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le PJJ pour la croissance et l'activité** - (11 décembre 2014) (p. 10086).

LAURENT-PERRIGOT (Françoise)
sénateur (Gard)
SOC

Non réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

LE DRIAN (Jean-Yves)
ministre de la défense

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en Irak** - (24 septembre 2014) (p. 6883, 6886). (p. 6903, 6906).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

LE FOLL (Stéphane)
ministre de l'agriculture, de
l'agroalimentaire et de la forêt
(jusqu'au 1er avril 2014)
ministre de l'agriculture, de
l'agroalimentaire et de la forêt, porte-
parole du Gouvernement
(à partir du 2 avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les OGM** - (23 janvier 2014) (p. 608).

- **Question orale sans débat sur la vaccination des veaux contre la teigne** - (4 février 2014) (p. 1279).

- **Question orale sans débat sur les inquiétudes des producteurs d'huile essentielle de lavande** - (4 février 2014) (p. 1280).

- **Question orale sans débat sur les conditions de recours aux marchés globaux de conception, de réalisation et d'exploitation en vue de la réalisation de travaux** - (4 février 2014) (p. 1281).

- **Questions cibles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1672). (p. 1673). (p. 1674). (p. 1674, 1675). (p. 1675, 1676). (p. 1676). (p. 1677). (p. 1678). (p. 1678, 1679).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 [n° 363 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1728, 1729). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1740).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2599, 2602).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2014) (p. 2649, 2651). - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2654, 2655). (p. 2656). (p. 2656). (p. 2657). (p. 2659). (p. 2660). (p. 2661). (p. 2661). (p. 2662). (p. 2662). (p. 2663, 2664). (p. 2664). (p. 2664). - **Demande de priorité** (p. 2665). - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9540, 9543).

Défense

- (3 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9544). (p. 9546).

[nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2677). (p. 2678). (p. 2679). (p. 2679, 2680). (p. 2680). (p. 2681). (p. 2682). (p. 2684). (p. 2686). (p. 2687, 2688). (p. 2689). - **Article 2** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) et de FranceAgriMer) (p. 2691). (p. 2691). (p. 2692). (p. 2692). (p. 2692). (p. 2693). (p. 2694). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2695). (p. 2695). (p. 2696). (p. 2696, 2697). (p. 2697, 2698). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2699, 2700). (p. 2700). (p. 2701). (p. 2701). (p. 2703). (p. 2703). (p. 2705). (p. 2706). (p. 2707). (p. 2707, 2708). - **Article additionnel avant l'article 34 A (priorité)** (p. 2710). - **Article 34 A (priorité)** (art. L. 181-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Finalités de la politique agricole dans les outre-mer) (p. 2713, 2714). (p. 2714, 2715). - **Article 34 (priorité)** (art. L. 111-2-1, L. 180-1 [nouveau], L. 181-17, L. 181-25 [nouveau], L. 182-1, L. 182-1-1 [nouveau], L. 182-8, L. 182-9, L. 272-1, L. 272-6 à L. 272-10, L. 272-13 à L. 272-16, L. 372-1, L. 461-5, L. 461-10, L. 511-14 [nouveau], L. 571-1, L. 571-2, L. 681-1, L. 681-10, L. 762-6 et L. 762-7 du code rural et de la pêche maritime ; art. 6 de l'ordonnance n° 2011-864 du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le département de Mayotte et à Saint-Martin ; art. 4 de la loi n° 2013-453 du 3 juin 2013 visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Pilotage de la politique agricole et agro-alimentaire outre-mer) (p. 2717). (p. 2718). (p. 2719). (p. 2719). (p. 2719). (p. 2720). (p. 2721). (p. 2721, 2722). - **Article 35 (priorité)** (art. L. 122-1-1 [nouveau], L. 151-3 [nouveau], L. 175-4, L. 175-6, L. 175-7, L. 175-8, L. 176-1, L. 176-2, L. 176-3, L. 176-7, L. 177-1, L. 177-2, L. 177-3, L. 177-4, L. 178-1, L. 178-2, L. 178-3, L. 178-4, art. L. 179-2 à L. 179-4 [nouveaux], L. 371-1 [nouveau], L. 372-2, L. 373-1 [nouveau], L. 374-10 [nouveau] et L. 375-1 du code forestier - Adaptation des dispositions du code forestier aux outre-mer et exercice des missions du Centre national de la propriété forestière en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion) (p. 2726). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 181-1, L. 181-2, L. 181-3, L. 181-24, L. 181-26 [nouveau], L. 182-25, L. 274-11 [nouveau], L. 371-1, L. 371-2, L. 372-8, L. 371-5-1 et L. 371-5-2 [nouveaux], L. 461-2 du code rural et de la pêche maritime ; article L. 150-1 du code de l'urbanisme - Adaptation aux outre-mer des dispositions des titres Ier à IV du projet de loi et homologation des peines) (p. 2728). (p. 2728). (p. 2728). (p. 2729). (p. 2729). (p. 2730). - **Article additionnel après l'article 36 (priorité)** (p. 2731). -

Article 3 (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et reconnaissance) (p. 2734). (p. 2736). (p. 2737). (p. 2737). (p. 2738). (p. 2739). (p. 2740). (p. 2740). (p. 2741). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2742). (p. 2743, 2744).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2756, 2757). (p. 2759, 2760). (p. 2761, 2762). (p. 2763). (p. 2765). (p. 2766, 2767). (p. 2769, 2770). (p. 2772). (p. 2773). (p. 2774). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2775). (p. 2776). (p. 2777). (p. 2777). (p. 2778). (p. 2779). (p. 2779, 2780). (p. 2780, 2781). (p. 2782). - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2783). (p. 2783). (p. 2784). (p. 2784). (p. 2785). (p. 2785). (p. 2786). (p. 2786). (p. 2787). (p. 2788). (p. 2789). (p. 2789). (p. 2790). - **Article 4 bis** (art. L. 411-64 du code rural et de la pêche maritime - Report de la reprise par le bailleur à l'âge de la retraite à taux plein du preneur) (p. 2791). - **Articles additionnels après l'article 4 bis (réservé)** (p. 2792). (p. 2792). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-74 du code rural et de la pêche maritime - Application du taux d'intérêt légal majoré de trois points pour le calcul de la répétition de l'indu entre preneur et bailleur) (p. 2794). - **Article 4 quater (nouveau)** (art. L. 411-73-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Possibilité pour bailleurs et preneurs de s'entendre à l'avance sur l'indemnisation en contrepartie des travaux effectués sur le fond loué) (p. 2794). - **Article 4 quinquies (nouveau)** (art. L. 418-3 du code rural et de la pêche maritime - Alignement de la durée du renouvellement du bail cessible sur la durée du bail rural de droit commun) (p. 2795). (p. 2795). - **Article 5** (art. L. 323-2, L. 323-7, L. 323-11, L. 323-12 et L. 323-13 du code rural et de la pêche maritime - Clarification du statut du groupement agricole d'exploitation en commun) (p. 2797). (p. 2798, 2799). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 2799). - **Article 6** (art. L. 322-3, L. 521-1-1 [nouveau], L. 521-3, L. 521-3-1 [nouveau], L. 522-3, L. 522-4, L. 522-5, L. 524-1-3 [nouveau], L. 524-2-1, L. 524-3, L. 524-3-1 [nouveau], L. 527-1, L. 527-1-2 [nouveau], L. 528-1 et L. 551-5 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la transparence au sein des coopératives agricoles et avantages accordés aux organisations de producteurs) (p. 2803). (p. 2803). (p. 2804). (p. 2804). - **Articles additionnels après l'article 4 bis (précédemment réservés)** (p. 2805). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2805). (p. 2805, 2806). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2808). (p. 2808). (p. 2809). (p. 2810). (p. 2810). (p. 2811). (p. 2811, 2812). (p. 2812). (p. 2812). (p. 2813). (p. 2813). (p. 2813). (p. 2813). (p. 2814). (p. 2815). (p. 2816). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2817). (p. 2818, 2819). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et au renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2821). - **Articles additionnels après l'article 7 (suite)** (p. 2822). - **Article 7 bis** (Service public d'enregistrement et de contrôle des performances des ruminants) (p. 2822, 2823). (p. 2823). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 2823). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-8 et L. 632-9 du code rural et de la pêche maritime et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité du droit des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 2824). (p. 2825). (p. 2825). (p. 2825). (p. 2826). (p. 2827). (p. 2827). (p. 2828). (p. 2828). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2829, 2830). (p. 2831). -

Articles additionnels après l'article 9 bis (p. 2835). (p. 2837, 2838). - **Article 10 bis A (nouveau)** (art. L. 665-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles dans le patrimoine de la France) (p. 2840). - **Articles additionnels après l'article 10 bis A** (p. 2841). (p. 2842). (p. 2842). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 2843). (p. 2844). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des prérogatives du conseil régional dans l'élaboration du plan régional de l'agriculture durable) (p. 2845). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2848, 2849). (p. 2850). (p. 2850). (p. 2851). (p. 2851). (p. 2851). (p. 2852). (p. 2856). (p. 2857). (p. 2860). (p. 2860). (p. 2861). (p. 2863). (p. 2865). (p. 2868). (p. 2869). (p. 2869). (p. 2870). (p. 2871). (p. 2872).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 2884). (p. 2885). - **Article 12 bis A (nouveau)** (Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole) (p. 2885). (p. 2886). (p. 2888). - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2888, 2889). (p. 2890). (p. 2891). (p. 2893, 2894). (p. 2896). - **Article 12 bis** (art. L. 121-16, L. 123-4-2 [nouveau], L. 126-5 et L. 152-1 du code rural et de la pêche maritime - Organisation d'enquêtes publiques en agriculture) (p. 2897). - **Article 12 ter** (art. L. 122-3 du code de l'environnement - Systématisation de l'analyse des effets des projets sur l'agriculture dans les études d'impact) (p. 2898, 2899). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 2902). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2906). (p. 2907). (p. 2908). (p. 2908). (p. 2908). (p. 2909). (p. 2910). (p. 2912). (p. 2912, 2913). (p. 2914). (p. 2918). (p. 2919). (p. 2919). (p. 2921). (p. 2922). (p. 2922). (p. 2922). (p. 2923). (p. 2923). (p. 2923, 2924). (p. 2924). (p. 2925). (p. 2925). (p. 2926). (p. 2928). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 2928). (p. 2929). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 nonies du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture) (p. 2931). (p. 2931, 2932). (p. 2932). (p. 2933). (p. 2934). (p. 2935). (p. 2936). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2938). - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2942). (p. 2943). (p. 2943). (p. 2945). (p. 2945).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) (p. 2959). (p. 2959). (p. 2960). (p. 2960). (p. 2961). (p. 2962, 2963). (p. 2963, 2964). (p. 2964). (p. 2964). (p. 2964, 2965). (p. 2965). (p. 2966). (p. 2966). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 722-5, L. 722-5-1 [nouveau], L. 722-6, L. 722-7, L. 723-3, L. 731-23, L. 732-39 du code rural et de la pêche maritime - Remplacement de la surface minimum d'installation par une activité minimale pour l'assujettissement à la mutualité sociale agricole) (p. 2968). (p. 2970). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2970, 2971). (p. 2971). (p. 2971). (p. 2972). (p. 2972). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 à L. 311-3-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 2973, 2974). (p. 2979). (p. 2980). (p. 2981). - **Articles additionnels après l'article 16 bis A** (p. 2982). (p. 2983). - **Article 16 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'affiliation au régime social agricole des personnes exerçant des activités d'accueil

social) (p. 2983). (p. 2983, 2984). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (p. 2984). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 2985). (p. 2985). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5 et L. 230-1 du code rural et de la pêche maritime, L. 541-1 du code de la consommation et L. 3231-1 du code de la santé publique - *Coordinations rédactionnelles*) (p. 2987). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2987, 2988). (p. 2988). (p. 2989). - **Article 18** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 221-5, L. 223-4, L. 223-5, L. 223-6-2 [nouveau] et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de l'environnement - *Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage*) (p. 2990). (p. 2990). (p. 2991). (p. 2992). (p. 2993). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2993). (p. 2994). (p. 2994). (p. 2995). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 427-6 du code de l'environnement - *Autorisation de tir de prélèvement du loup en cas d'attaque avérée*) (p. 2997). (p. 2998, 2999). (p. 3000, 3001). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3003). - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 3004). (p. 3004, 3005). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - *Dispositif anticadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires*) (p. 3009). (p. 3010). (p. 3010). (p. 3011). (p. 3011). (p. 3012). (p. 3013). (p. 3013, 3014). (p. 3014). (p. 3014). (p. 3015). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - *Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance*) (p. 3017). (p. 3019). (p. 3020). (p. 3021). (p. 3022). (p. 3023). (p. 3023). (p. 3023). (p. 3024). (p. 3024). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - *Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes*) (p. 3027, 3028). (p. 3030, 3031). (p. 3031). (p. 3032). (p. 3032). (p. 3032). - **Article 22 bis A (nouveau)** (art. L. 250-2 du code rural et de la pêche maritime - *Attribution d'un pouvoir de contrôle*) (p. 3033). - **Article 22 bis** (art. L. 1313-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Création d'un conseil d'orientation au sein de l'ANSES chargé de délivrer un avis sur les autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques*) (p. 3034). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 3035). (p. 3036). - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - *Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques*) (p. 3039).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Demande de priorité** (p. 3084). - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - *Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques*) (p. 3085). (p. 3087). (p. 3088). (p. 3089). (p. 3089). (p. 3090). (p. 3091). (p. 3091). (p. 3092). (p. 3093). - **Article 24** (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 3094, 3095). (p. 3096). (p. 3098). (p. 3099). (p. 3100). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 3101). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 251-7, L. 251-9, L. 251-14, L. 251-15 et L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - *Ratification d'ordonnance*) (p. 3103). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 3104). - **Article 25 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle - *Limite de l'extension aux produits de récolte du droit exclusif du titulaire d'un certificat d'obtention végétale*) (p. 3104). (p. 3105). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du

code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 3108, 3109). (p. 3109). (p. 3110). (p. 3111). (p. 3112). (p. 3113). (p. 3113). (p. 3114). (p. 3114, 3115). (p. 3115). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 3116). (p. 3117). (p. 3117). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (p. 3118). - **Article 27** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - *Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France*) (p. 3123). (p. 3124). (p. 3128). (p. 3129). (p. 3130). (p. 3130, 3131). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 718-7, L. 718-11 et L. 718-12 du code de l'éducation - *Adaptation du régime d'organisation des communautés d'universités et établissements*) (p. 3132). (p. 3133). - **Article 33 ter A (nouveau) (priorité)** (art. L. 422-23 du code de l'environnement - *Interdiction de mise en réserve des cerfs, chevreuils et sangliers pour les associations communales de chasse agréées*) (p. 3134). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2 ; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois*) (p. 3138). (p. 3139). (p. 3140). (p. 3141). (p. 3143). (p. 3143). (p. 3144). (p. 3144). (p. 3144). (p. 3145). (p. 3145). (p. 3146). (p. 3146). (p. 3146). (p. 3147). (p. 3148). (p. 3148). (p. 3149). (p. 3149, 3150). (p. 3150, 3151). (p. 3151). (p. 3151). (p. 3152). (p. 3152). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 3153). (p. 3153). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - *Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers*) (p. 3157, 3158). (p. 3158). (p. 3158). (p. 3159). (p. 3160). (p. 3161). (p. 3162). (p. 3162). (p. 3163). (p. 3163). (p. 3163). (p. 3164). (p. 3164). (p. 3165). (p. 3165). (p. 3166). (p. 3166). (p. 3167). (p. 3167). (p. 3168). (p. 3168). (p. 3168). (p. 3168). (p. 3169). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 3169). - **Article 30 bis** (art. 199 *decies H* du code général des impôts - *Clarification de l'avantage fiscal lié à la souscription d'une assurance tempête*) (p. 3170). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 3171). (p. 3172). - **Article 33** (*Contrôle et sanction de la mise sur le marché de bois et de produits dérivés du bois issus d'une récolte illégale*) (p. 3174). (p. 3174). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 3174). - **Article 33 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 1396 du code général des impôts - *Perception triennale de la taxe sur le foncier non bâti pour les propriétés boisées*) (p. 3175). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 130-1 du code de l'urbanisme - *Assouplissement du régime de coupes dans le cadre de bonnes pratiques sylvicoles*) (p. 3175). - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 3176). (p. 3176). (p. 3176). - **Article 38** (art. L. 514-3, L. 644-12 et L. 653-6 du code rural et de la pêche maritime - *Clarification et suppression de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime*) (p. 3177). - **Article 38 bis (nouveau)** (art. L. 723-18-1 du code rural et de la pêche maritime - *Simplification des dispositions relatives aux candidats aux élections pour le conseil d'administration de la mutualité sociale agricole, MSA, pour la petite couronne et pour Paris, Lyon et Marseille*) (p. 3177). (p. 3178). - **Articles additionnels après l'article 38 bis** (p. 3178). (p. 3179). - **Article 39** (art. L. 181-25 du code rural et de la pêche maritime - *Dispositions transitoires*) (p. 3180). (p. 3180). (p. 3180). (p. 3181). - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 551-9

[nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Transmission aux organisations de producteurs forestières des données cadastrales) (p. 3182). - **Article 40** (art. L. 653-12, articles L. 653-13-1 à L. 653-13-5 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un nouvel établissement public national, le « Haras national du Pin ») (p. 3184). (p. 3184). - **Article additionnel après l'article 40** (p. 3185). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3191, 3192).

- **Question orale sans débat sur l'augmentation de la TVA pour les produits agricoles et le régime forfaitaire d'imposition des bénéficiaires agricoles** - (29 avril 2014) (p. 3517).

- **Question orale sans débat sur le renouvellement des forêts dans le cadre du plan national de la filière bois** - (29 avril 2014) (p. 3518).

- **Question orale sans débat sur le permis de conduire et la mise en œuvre du logiciel Faeton** - (29 avril 2014) (p. 3519).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3642, 3644). (p. 3656, 3657). - **Article unique** (p. 3658).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la filière bois en Lorraine** - (6 mai 2014) (p. 3695, 3696).

- **Question orale sans débat sur la recherche relative aux maladies du bois de la vigne** - (6 mai 2014) (p. 3696, 3697).

- **Question orale sans débat sur l'inadaptation de la réglementation actuelle relative au loup** - (6 mai 2014) (p. 3697, 3698). (p. 3698).

- **Question orale sans débat sur la suppression de la cour d'appel de Nîmes** - (6 mai 2014) (p. 3699, 3700).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les petites retraites agricoles** - (15 mai 2014) (p. 4033).

- **Question orale sans débat sur les aides à l'enrichissement du vin pour les vignobles du sud de la France** - (20 mai 2014) (p. 4082, 4083).

- **Question orale sans débat sur les conséquences au titre des financements de la politique agricole commune de la vidange du barrage de Guerlédan** - (20 mai 2014) (p. 4083, 4084).

- **Question orale sans débat sur l'Observatoire national de l'enseignement agricole** - (20 mai 2014) (p. 4085).

- **Question orale sans débat sur la politique de sécurité routière en France** - (20 mai 2014) (p. 4086).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le chômage dans le Nord-Pas-de-Calais** - (20 mai 2014) (p. 4087).

- **Question orale sans débat sur la situation préoccupante de l'apiculture en Languedoc-Roussillon** - (17 juin 2014) (p. 4890, 4891).

- **Question orale sans débat sur l'impact de la politique agricole commune sur la filière des protéagineux et l'industrie agroalimentaire du pois** - (17 juin 2014) (p. 4892).

- **Question orale sans débat sur les abattages de milliers de platanes centenaires dans le Sud-Est** - (17 juin 2014) (p. 4893).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des étalons nationaux** - (17 juin 2014) (p. 4894).

- **Question orale sans débat sur l'obligation de distillation des sous-produits viniques** - (17 juin 2014) (p. 4895).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits de plantation viticoles** - (19 juin 2014) (p. 5070).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agroalimentaire en Bretagne** - (19 juin 2014) (p. 5071).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les néonicotinoïdes** - (3 juillet 2014) (p. 5480).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 211-3 du code de l'environnement - Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 6493). (p. 6494). (p. 6494). (p. 6494). (p. 6495). (p. 6495). (p. 6496). (p. 6496). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance) (p. 6497). (p. 6498, 6499). (p. 6499). (p. 6500). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 6503). (p. 6503, 6504). (p. 6504). (p. 6504). (p. 6505). (p. 6505). (p. 6506). (p. 6507). (p. 6508). (p. 6508). - **Article additionnel avant l'article 27** (p. 6508). (p. 6510). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 820-2 et L. 830-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France) (p. 6512). (p. 6512). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2, L. 121-2-1 et L. 121-2-2 [nouveaux], L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 122-6, L. 312-1, L. 122-3-1 [nouveau], L. 122-12 à L. 122-15 [abrogés], L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 125-2, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, L. 153-1-1 et L. 153-1-2 [nouveaux], L. 153-8 [nouveau], L. 154-2, L. 156-4 [nouveau], L. 222-1 et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 6515). (p. 6516). (p. 6517). (p. 6517). (p. 6517). (p. 6518). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-3, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 211-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 213-3, L. 214-5, L. 214-13, L. 214-13-1 [nouveau], L. 214-14, L. 321-1, L. 321-3, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-22 [nouveau], L. 331-23 [nouveau], L. 332-7, L. 332-8 [nouveaux], L. 341-2, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-9, L. 341-10, L. 342-1 et L. 363-5 du code forestier - Favoriser la Constitution de groupements d'intérêt économique et environnemental forestier. Compenser les défrichements) (p. 6522). (p. 6522). (p. 6523). (p. 6524). (p. 6524). (p. 6526). (p. 6527). - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1123-1, L. 1123-4 [nouveau], L. 3211-5, L. 5241-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Refonte de la procédure des biens sans maître pour favoriser le regroupement forestier) (p. 6528). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Contrôle et sanction de la mise sur le marché de bois et de produits dérivés du bois issus d'une récolte illégale) (p. 6530). (p. 6530). - **Article 34 (Coordination)** (p. 6532). - **Article 36** (art. L. 181-1, L. 181-1-1 [nouveau], L. 181-2, L. 181-3, L. 181-24, L. 181-26 [nouveau], L. 182-25, L. 274-11, L. 371-1, L. 371-2, L. 372-8, art. L. 371-5-1, L. 371-5-2 [nouveaux], L. 371-15, L. 371-16, L. 371-31, L. 461-2, L. 513-3 et L. 681-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 150-1 du code de l'urbanisme - Adaptation aux outre-mer des dispositions des titres Ier à IV du projet de loi d'avenir et homologation de peines) (p. 6534). - **Article 38**

(art. L. 512-1, L. 514-3, art. L. 514-3-1, L. 514-3-2 [nouveaux], L. 514-4, L. 644-12, L. 653-6 du code rural et de la pêche maritime - Clarification et simplification de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime) (p. 6535, 6536). (p. 6537). (p. 6540). (p. 6541). - **Article 38 quater (Texte non modifié par la commission)** (Éligibilité des agents de l'ASP, de l'INAO, de FranceAgrimer et de l'ODEADOM au dispositif de déprécarisation) (p. 6541). - **Article 39** (art. L. 181-25, L. 331-10, L. 411-33, L. 461-12, L. 371-12, L. 411-39 et L. 412-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 926-6 du code de commerce - Dispositions transitoires) (p. 6542). (p. 6542). (p. 6543). - **Article 39 bis** (Transmission aux organisations de producteurs forestières des données cadastrales) (p. 6544). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6551, 6552).

- **Question orale sans débat sur l'entraide familiale dans l'agriculture** - (22 juillet 2014) (p. 6575).

- **Question orale sans débat sur la fin des quotas laitiers** - (22 juillet 2014) (p. 6576).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** - Commission mixte paritaire [n° 775 (2013-2014)] - (24 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6800, 6802). - **Article 20** (Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 6857).

- **Question orale sans débat sur l'embargo russe sur les produits alimentaires européens** - (21 octobre 2014) (p. 7210, 7211).

- **Question orale sans débat sur la modification de la directive « nitrates » par l'extension des zones vulnérables « nitrates »** - (21 octobre 2014) (p. 7211, 7212).

- **Question orale sans débat sur la privatisation du marché d'intérêt national de Rungis** - (21 octobre 2014) (p. 7213).

- **Question orale sans débat sur la viticulture dans le département de l'Aude** - (21 octobre 2014) (p. 7214).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés des agriculteurs dans les relations commerciales et les actions en faveur des produits français dans la restauration hors foyer** - (13 novembre 2014) (p. 8121, 8122).

- **Question orale sans débat sur les perspectives catastrophiques pour la récolte d'olives en 2014-2015** - (18 novembre 2014) (p. 8367).

- **Question orale sans débat sur les conséquences sanitaires et économiques de la progression de la besnoitiose bovine** - (18 novembre 2014) (p. 8368).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de régiments** - (18 novembre 2014) (p. 8369).

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance de l'Etat de catastrophe naturelle pour les communes de l'Ardèche** - (18 novembre 2014) (p. 8370, 8371).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9613, 9617).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9619). (p. 9620). (p. 9621). (p. 9623). - **Article 47** (Modification du dispositif d'exonération en faveur de l'emploi saisonnier agricole) (p. 9624). (p. 9625). (p. 9625).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des agriculteurs du département de la Côte-d'Or** - (16 décembre 2014) (p. 10418, 10419).

- **Question orale sans débat sur la compensation pour les communes du classement de terrains en zone d'aléa fort** - (16 décembre 2014) (p. 10419, 10420).

- **Question orale sans débat sur les intempéries dans le département du Gard** - (16 décembre 2014) (p. 10421).

- **Question orale sans débat sur les règles de construction et d'évolution du bâti en zone agricole et naturelle** - (16 décembre 2014) (p. 10422).

- **Question orale sans débat sur la nouvelle carte des zones dites « vulnérables »** - (16 décembre 2014) (p. 10423).

LE GUEN (Jean-Marie)

*secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement
(à partir du 10 avril 2014)*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'antisémitisme** - (5 juin 2014) (p. 4630).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4930, 4931).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève à la SNCF** - (19 juin 2014) (p. 5063, 5064).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la santé en outre-mer** - (19 juin 2014) (p. 5072).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5333). (p. 5333, 5334). (p. 5334). (p. 5335). (p. 5336). (p. 5336, 5337). (p. 5337). (p. 5338). (p. 5339).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5412, 5414).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide médicale d'Etat** - (3 juillet 2014) (p. 5483).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les migrants de Calais** - (17 juillet 2014) (p. 6284, 6285).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** - *Deuxième lecture* [n° 744 (2013-2014)] - (18 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6366). - **Article 1er** (art. L. 1, L. 2 et L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 121-1 du code forestier, art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole et art. 124 de la loi n° 2001-

1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation et définition de l'agro-écologie) (p. 6369). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire, CSO, et de FranceAgrimer) (p. 6371). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 à L. 315-5 [nouveaux], L.666-1 et L. 325-1 du code rural et de la pêche maritime - Création des groupement d'intérêt économique et environnemental, GIEE, et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 6373). (p. 6374). (p. 6375). (p. 6375). (p. 6376). (p. 6377). (p. 6377). - **Article 4** (art. L. 211-3 et L. 213-12 du code de l'environnement, et art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole) (p. 6380). (p. 6381). (p. 6382). (p. 6383). (p. 6383, 6384). (p. 6384). (p. 6385). (p. 6387). (p. 6387). - **Article 4 ter A (suppression maintenue)** (art. L. 417-11 du code rural et de la pêche maritime - Suppression de la conversion de plein droit du bail à métayage en bail à ferme pour la vigne) (p. 6388, 6389). - **Article 4 quinquies** (p. 6389). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-24-1, L. 631-27, L. 631-28, L. 631-29 et L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1 du code de commerce - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle de médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 6394). (p. 6394, 6395). (p. 6396). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-1-3, L. 632-2-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-8, L. 632-9, L. 632-12 à L. 632-14, L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime, et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 6398). (p. 6398). (p. 6399). (p. 6399). - **Article 8 bis (suppression maintenue)** (Mise à disposition d'espaces de diffusion sur les radios et télévisions publiques pour des campagnes collectives d'information sur les produits frais) (p. 6400). - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France) (p. 6403). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - Préservation du foncier agricole) (p. 6410). (p. 6412). (p. 6415). (p. 6415). (p. 6416). (p. 6418). (p. 6418). - **Article 12 bis C** (art. L. 146-4 du code de l'urbanisme - Densification des hameaux existants en zone littoral) (p. 6418). - **Article 12 bis D (suppression maintenue)** (art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - Attribution des biens de sections de communes à vocation agricole ou pastorale) (p. 6420). - **Article 12 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-3 du code de l'environnement, art. L. 111-2 et L. 112-1-3 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Impact et compensation agricole des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés) (p. 6421). (p. 6422). (p. 6423). - **Article 13** (art. L. 141-1, articles L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1, L. 142-5-2 [nouveaux], L. 143-1, L. 143-1-1 [nouveau], L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1, L. 143-7-2 et L. 143-12 du code rural et de la pêche maritime -

Amélioration de l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 6427). (p. 6428). - **Article 15 (Coordination)** (p. 6431). (p. 6431). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-2 et L. 341-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 6432). (p. 6432). (p. 6433).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation professionnelle** - (16 octobre 2014) (p. 7162).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7266, 7268). (p. 7277). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Modalités de dépôt et d'examen de la proposition de réunion de la Haute Cour) (p. 7278). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Conditions d'examen devant la première assemblée saisie) (p. 7279). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Conditions d'examen devant la seconde assemblée saisie) (p. 7279). (p. 7279). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Bureau de la Haute Cour) (p. 7280). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Composition et rôle de la commission chargée de recueillir l'information nécessaire à la mission de la Haute Cour) (p. 7281). (p. 7281). (p. 7283). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Débats devant la Haute Cour et vote sur la destitution) (p. 7284). (p. 7284).

- **Questions cribles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7355, 7356). (p. 7356, 7657). (p. 7357, 7358). (p. 7358, 7359). (p. 7359). (p. 7360). (p. 7361, 7362). (p. 7362, 7363). (p. 7364).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8406, 8407).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coût financier et économique de la pollution de l'air** - (27 novembre 2014) (p. 9029, 9030).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités locales** - (27 novembre 2014) (p. 9036, 9037).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (28 novembre 2014) (p. 9126).

Pouvoirs publics

- (5 décembre 2014) (p. 9685, 9686).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9694, 9695).

Direction de l'action du Gouvernement

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9696, 9697). (p. 9697).

LEBRANCHU (Marylise)
*ministre de la décentralisation, de la
réforme de l'Etat et de la fonction
publique*
(du 2 avril 2014 au 2 juin 2014)
*ministre de la décentralisation et de la
fonction publique*
(à partir du 3 juin 2014)
*ministre de la réforme de l'Etat, de la
décentralisation et de la fonction
publique*
(jusqu'au 1er avril 2014)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 636 (2013-2014)] (18 juin 2014) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le renouvellement d'un emploi contractuel au sein d'un syndicat mixte** - (7 janvier 2014) (p. 7).

- **Question orale sans débat sur le découpage des cantons** - (7 janvier 2014) (p. 8).

- **Question orale sans débat sur l'utilisation du réseau ANTARES par les services de voirie départementale** - (7 janvier 2014) (p. 9).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 41, 43). (p. 59). (p. 59, 60). (p. 60). (p. 61). (p. 63). (p. 64). (p. 64, 65). (p. 65). (p. 66).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Deuxième lecture [n° 291 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 526, 528). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 432-12 du code pénal - *Clarification du champ des poursuites de la prise illégale d'intérêt*) (p. 540). - **Article 1er B (art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - Charte de l'élu local)** (p. 543). (p. 544). (p. 547). (p. 547). (p. 548). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-20, 2123-20-1, 2123-22 et L. 2123-23 du code général des collectivités territoriales - *Fixation de l'indemnité de fonction des maires et régime indemnitaire des conseillers des communautés de communes*) (p. 549). (p. 549). - **Article 2 ter** (art. L. 2123-2 du code général des collectivités territoriales - *Crédit d'heures ouvert aux élus municipaux*) (p. 550). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-9, L. 2511-33, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - *Suspension du contrat de travail*) (p. 550). - **Article 4** (art. L. 1621-2, L. 2123-11-2, L. 2321-2, L. 3123-9-2, L. 3321-4, L. 4135-9-2, L. 4321-1, L. 71-113-3, L. 72-103-2, L. 7125-11 et L. 7227-11 du code général des collectivités territoriales - *Allongement de la période d'effet de l'allocation différentielle de fin de mandat et dégressivité de son montant - Maintien des modalités en vigueur de financement du fonds*) (p. 552). - **Article 5 bis** (art. L. 2123-12-1, L. 3123-10-1 et L. 4135-10-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Droit individuel à la formation des élus*) (p. 553). (p. 553). - **Article 7** (*Entrée en vigueur*) (p. 554). - **Article 8** (art. L. 1811-2

[nouveau], L. 2573-5 et L. 2573-7 du code général des collectivités territoriales - *Application outre-mer*) (p. 556). (p. 556). (p. 557).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Grand Paris** - (10 avril 2014) (p. 2669, 2670).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces sur la décentralisation** - (10 avril 2014) (p. 2674).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités (dotations, rythmes scolaires et annonces du Premier ministre)** - (10 avril 2014) (p. 2675).

- **Question orale sans débat sur la précarité des personnels contractuels en situation de handicap au sein des collectivités territoriales** - (29 avril 2014) (p. 3520).

- **Question orale sans débat sur la dotation globale de fonctionnement des communes** - (29 avril 2014) (p. 3521, 3522).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'emploi chez l'industriel et l'équipementier des télécommunications Alcatel-Lucent** - (29 avril 2014) (p. 3522, 3523).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation des fonctionnaires** - (15 mai 2014) (p. 4025).

- **Question orale sans débat sur les lauréats de l'examen professionnel de rédacteur territorial** - (20 mai 2014) (p. 4074, 4075).

- **Question orale sans débat sur les élections au conseil départemental et au conseil régional** - (20 mai 2014) (p. 4075).

- **Question orale sans débat sur les chefs-lieux de canton et la dotation de solidarité rurale** - (27 mai 2014) (p. 4287, 4288).

- **Question orale sans débat sur les conséquences financières induites en matière patrimoniale par la fusion des établissements publics de coopération intercommunale** - (27 mai 2014) (p. 4289).

- **Question orale sans débat sur les métropoles** - (27 mai 2014) (p. 4290).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme territoriale** - (5 juin 2014) (p. 4625, 4626). (p. 4631).

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4783). (p. 4787). (p. 4788).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme territoriale** - (19 juin 2014) (p. 5068).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (19 juin 2014) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Financement des anciennes corporations obligatoires d'artisans*) (p. 5077, 5078). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 2002-306 du 4 mars 2002 portant réforme de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - *Extension des missions de l'EPELFI*) (p. 5080). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - *Suppression de l'abrogation de la taxe des riverains en Alsace-Moselle*) (p. 5084). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3134-4, L. 3134-7, L. 3134-13, L. 3134-14 et L. 3134-15 du code du travail - *Modernisation du droit local relatif au repos dominical et pendant les jours fériés*) (p. 5087). - **Article 9 (nouveau)** (art. 225 et 226 de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la

Moselle - Clarification de la procédure de partage judiciaire de droit local) (p. 5088).

- Question orale sans débat sur les algues des Sargasses - (14 octobre 2014) (p. 6969).

- Question orale sans débat sur l'inadaptation du plan de prévention des risques de submersion pour la baie du Mont-Saint-Michel - (14 octobre 2014) (p. 6970, 6971).

- Question orale sans débat sur l'avenir des départements - (14 octobre 2014) (p. 6972).

- Question orale sans débat sur les mesures pour recenser les faux résidents secondaires suisses - (4 novembre 2014) (p. 7643, 7644).

- Question orale sans débat sur le financement de l'aide individuelle de solidarité par les départements et la compensation de l'Etat - (4 novembre 2014) (p. 7645).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

- (2 décembre 2014) - **Organisation des travaux** (p. 9365).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2014) (p. 9371, 9373).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9374, 9375). (p. 9377). (p. 9379). (p. 9384). - **Article additionnel après l'article 55** (p. 9385).

Provisions

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9386).

Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 64** (p. 9387, 9388). (p. 9389).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10341, 10343). - **Article 1er** (art. L. 2113-7, L. 2113-8 et L. 2114-1 du code général des collectivités territoriales - Composition transitoire du conseil municipal de la commune nouvelle) (p. 10354). - **Article 1er bis** (art. L. 2113-6 du code général des collectivités territoriales - Détermination du nom de la commune nouvelle) (p. 10356, 10357). - **Article 5 A (nouveau)** (art. L. 321-2 du code de l'environnement - Champ d'application de la « loi littoral » sur le territoire de la commune nouvelle) (p. 10357, 10358). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1-1 du code de l'urbanisme - Possibilité de recourir à des plans de secteur dans les plans locaux d'urbanisme pour la prise en compte des spécificités des communes déléguées) (p. 10358). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 10359). - **Article 7** (art. L. 2113-9 du code général des collectivités territoriales - Délai de rattachement à un EPCI à fiscalité propre d'une commune nouvelle issue du regroupement des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre) (p. 10360). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 10361). (p. 10362). - **Article 9** (art. 1638 du code général des impôts - Faculté de réduire le délai d'harmonisation progressive des taux d'imposition d'une commune nouvelle) (p. 10362). - **Article 10** (art. L. 2113-20 du code général des collectivités territoriales - Maintien pendant trois ans du niveau des dotations forfaitaires de l'Etat pour les communes nouvelles) (p. 10363). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10364). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 10364). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10366).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10433, 10437). (p. 10506, 10507).

LE CAM (Gérard)
sénateur (Côtes-d'Armor)
CRC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre suppléant du Conseil supérieur des gens de mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la consommation.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de M. Loïc Cauret, vice-président chargé du développement économique et de l'emploi, président de Lamballe Communauté, Mme Estelle Grelier, vice-présidente chargée des affaires européennes, députée de Seine-Maritime, et M. Marc Fesneau, membre du conseil d'orientation, président de

la communauté de communes de Beauce et Forêt - Assemblée des communautés de France (AdCF).

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 90, 91).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration) (p. 736). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 746). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance) (p. 763). (p. 767). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (sections 14 à 17 [nouvelles] du chapitre 1er du Titre II du Livre 1er du code de la consommation - Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons, encadrement des ventes d'or et de métaux précieux et contrats relatifs au gaz de pétrole liquéfié) (p. 783). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance) (p. 812). - **Article 19 ter** (art. L. 311-17 du code de la consommation - Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité) (p. 815). (p. 815).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur) (p. 845). (p. 846). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 916).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 984). (p. 989). (p. 991). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1025). (p. 1030). (p. 1030). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, L. 441-2-9 [nouveau], L. 472-3 et L. 423-13 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 1107, 1108).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 61 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 1214).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2616, 2619).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2655). (p. 2656). (p. 2656). (p. 2658). (p. 2662). (p. 2663).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation** - (10 avril 2014) (p. 2667).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)] (suite)** - (10 avril 2014) - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2701). (p. 2702). (p. 2703). - **Article 34 A (priorité)** (art. L. 181-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Finalités de la politique agricole dans les outre-mer) (p. 2714). (p. 2715). - **Article 34 (priorité)** (art. L. 111-2-1, L. 180-1 [nouveau], L. 181-17, L. 181-25 [nouveau], L. 182-1, L. 182-1-1 [nouveau], L. 182-8, L. 182-9, L. 272-1, L. 272-6 à L. 272-10, L. 272-13 à L. 272-16, L. 372-1, L. 461-5, L. 461-10, L. 511-14 [nouveau], L. 571-1, L. 571-2, L. 681-1, L. 681-10, L. 762-6 et L. 762-7 du code rural et de la pêche maritime ; art. 6 de l'ordonnance n° 2011-864 du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le département de Mayotte et à Saint-Martin ; art. 4 de la loi n° 2013-453 du 3 juin 2013 visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Pilotage de la politique agricole et agro-alimentaire outre-mer) (p. 2721). (p. 2722). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2736). (p. 2739).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole) (p. 2771). - **Article 6** (art. L. 322-3, L. 521-1-1 [nouveau], L. 521-3, L. 521-3-1 [nouveau], L. 522-3, L. 522-4, L. 522-5, L. 524-1-3 [nouveau], L. 524-2-1, L. 524-3, L. 524-3-1 [nouveau], L. 527-1, L. 527-1-2 [nouveau], L. 528-1 et L. 551-5 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement de la transparence au sein des coopératives agricoles et avantages accordés aux organisations de producteurs) (p. 2802). (p. 2803). (p. 2803, 2804). (p. 2804). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2811). (p. 2812). (p. 2814). (p. 2814, 2815). (p. 2815). (p. 2815, 2816). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2818). - **Articles additionnels après l'article 7 (suite)** (p. 2821). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-8 et L. 632-9 du code rural et de la pêche maritime et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité du droit des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 2826). (p. 2827). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole)

(p. 2852, 2853). (p. 2853). (p. 2853, 2854). (p. 2864). (p. 2867). (p. 2868). (p. 2869).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 12 bis A (nouveau)** (Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole) (p. 2885). - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2891). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveau], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2905). (p. 2911). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 nonies du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture) (p. 2931). (p. 2931). (p. 2932). (p. 2933). (p. 2935, 2936). - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2943). (p. 2944). (p. 2944). (p. 2945).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 722-5, L. 722-5-1 [nouveau], L. 722-6, L. 722-7, L. 723-3, L. 731-23, L. 732-39 du code rural et de la pêche maritime - Remplacement de la surface minimum d'installation par une activité minimale pour l'assujettissement à la mutualité sociale agricole) (p. 2969). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2971). (p. 2972). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3-1 à L. 311-3-4 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 2979). (p. 2982). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2995, 2996). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance) (p. 3022). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 3027). - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 3038).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 24 (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance)** (p. 3095). - **Article additionnel après l'article 25 bis** (p. 3103). (p. 3104). - **Article 25 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 623-4 du code de la propriété intellectuelle - Limite de l'extension aux produits de récolte du droit exclusif du titulaire d'un certificat d'obtention végétale) (p. 3104). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 3113). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 718-7, L. 718-11 et L. 718-12 du code de l'éducation - Adaptation du régime d'organisation des communautés d'universités et établissements) (p. 3132). (p. 3133). - **Article 38 bis (nouveau)** (art. L. 723-18-1 du code rural et de la pêche maritime - Simplification des dispositions relatives aux candidats aux élections pour le conseil d'administration de la mutualité sociale agricole, MSA, pour la petite couronne et pour Paris, Lyon et Marseille) (p. 3177). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3186, 3187).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4483, 4484). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Guide des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4500). (p. 4501). - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale ») (p. 4510). (p. 4511).

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4782, 4783). (p. 4783).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5039, 5040).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5465, 5466).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5575, 5576). (p. 5576).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Commission mixte paritaire [n° 544 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6303, 6304).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6345, 6347).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 1, L. 2 et L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 121-1 du code forestier, art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole et art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation et définition de l'agro-écologie) (p. 6369). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 à L. 315-5 [nouveaux], L.666-1 et L. 325-1 du code rural et de la pêche maritime - Création des groupement d'intérêt économique et environnemental, GIEE, et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 6373). (p. 6376). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 631-24, L. 631-25, L. 631-24-1, L. 631-27, L. 631-28, L. 631-29 et L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 441-2-1

du code de commerce - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle de médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 6394). (p. 6395). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-1-3, L. 632-2-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-8, L. 632-9, L. 632-12 à L. 632-14, L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime, et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 6398). - **Article 16 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-2 et L. 341-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un répertoire des actifs agricoles) (p. 6433). - **Article 19 bis** (Participation des laboratoires départementaux à la politique publique de sécurité sanitaire) (p. 6441). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1313-1, L. 1313-2, L. 1313-3-1 [nouveau], L. 1313-5 et article L. 1313-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 6446, 6447). (p. 6447).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 6497). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 6504, 6505). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-3, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 211-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 213-3, L. 214-5, L. 214-13, L. 214-13-1 [nouveau], L. 214-14, L. 321-1, L. 321-3, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-22 [nouveau], L. 331-23 [nouveau], L. 332-7, L. 332-8 [nouveaux], L. 341-2, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-9, L. 341-10, L. 342-1 et L. 363-5 du code forestier - Favoriser la Constitution de groupements d'intérêt économique et environnemental forestier. *Compenser les défrichements*) (p. 6526). (p. 6526). - **Article 38** (art. L. 512-1, L. 514-3, art. L. 514-3-1, L. 514-3-2 [nouveaux], L. 514-4, L. 644-12, L. 653-6 du code rural et de la pêche maritime - Clarification et simplification de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime) (p. 6540). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6546).

LECERF (Jean-René)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre titulaire de la commission de suivi de la détention provisoire jusqu'au 20 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 252 (2013-2014)] visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 545 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : « La lutte contre les discriminations : de l'incantation à l'action » [n° 94 (2014-2015)] (12 novembre 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Administration pénitentiaire [n° 114 tome 8 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Jean-Marie Delarue, contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, ancien président du Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des lois*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des lois*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Antoine Garapon, magistrat, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Denis Salas, magistrat, secrétaire général de l'association française pour l'histoire de la justice.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Pierrette Poncela, professeure à l'université Paris Ouest Nanterre, directrice du master droit pénal.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Mireille Delmas-Marty, professeur honoraire au Collège de France.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Sabrina Bellucci, directrice, et M. Sébastien Brach, administrateur de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM), M. Alain Boulay, président de l'association d'aide aux parents d'enfants victimes (APEV), ainsi que M. Stéphane Gicquel, secrétaire général, et Mme Marie-Alexia Banakas, juriste de la Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (FENVAC).

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes - Communication de M. Patrice Gélard.

Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement au Monténégro : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Sacs en plastique : proposition de résolution européenne de Mme Françoise Boog.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Situation de l'Irlande : rapport d'information de M. Jean-François Humbert.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Propositions de loi d'origine sénatoriale examinées par la commission des lois au cours des cinq dernières sessions - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une

communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de lutte contre le terrorisme.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Auditions, sous forme de table ronde d'universitaires spécialisés dans l'approche comparative des organisations territoriales au sein de l'Union européenne.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 430, 431). - **Article 1er** (art. 4, 5, 6-1 [nouveau] et 8 de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Clarification des conditions d'enquête et élargissement du champ des personnes susceptibles d'être sollicitées et des informations susceptibles d'être consultées par le contrôleur général) (p. 435).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3618, 3619).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 498 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4001, 4002).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 546 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4310, 4312).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Modalités d'établissement des schémas régionaux des crématoriums*) (p. 4320). (p. 4320). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4321). - **Article 3** (*Dates de mise en place et de révision des schémas régionaux de crématoriums*) (p. 4322).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5226, 5228).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-18-1, 132-19-1, 132-19-2 et 132-20-1 du code pénal ; art. 362 et 706-25 du code de procédure pénale ; art. 20, 20-2, 20-3 et 48 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression des peines minimales d'emprisonnement) (p. 5260). - **Article 7** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 5268). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 5271). - **Article 7 quinquies A (nouveau)** (art. 122-1 du code pénal ; art. 362, 706-136-1 [nouveau], 706-137, 706-139, 721 et 721-1 du code de procédure pénale - Atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits) (p. 5276). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits) (p. 5294, 5295).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 5342). - **Article 9** (art. 474, 713-42 à 713-49 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de mise en œuvre de la contrainte pénale) (p. 5343). - **Article 11** (art. 707, 705-5 [nouveau], 708-1 [nouveau], 720-1 et 723-1 du code de procédure pénale et art. 1er de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Définition des principes régissant l'exécution des peines) (p. 5345). (p. 5345). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. 33 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Contenu de l'acte d'engagement) (p. 5355). - **Article 15** (art. 63-6, 141-4, 141-5 [nouveau], 230-19, 706-53-19, 709-1 [nouveau], 709-1-1 [nouveau] et 712-16-3, 803-2 et 803-3 du code de procédure pénale ; art. 64-1 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Pouvoirs des forces de l'ordre pour contrôler les obligations du condamné ou de la personne sous contrôle judiciaire) (p. 5357). (p. 5357). - **Article 15 quater** (art. L. 132-5, L. 132-10-1 [nouveau], L. 132-12-1, L. 132-13 du code de la sécurité intérieure - Possibilité de constitution d'un groupe de travail sur l'exécution des peines au sein des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Consécration des conseils départementaux de prévention de la délinquance pour élaborer les grandes orientations de la politique d'exécution des peines et de prévention de la récidive) (p. 5360). - **Article 18 quater A (nouveau)** (art. 362, 706-53-13 à 706-53-22, 723-37 et 763-8 du code de procédure pénale - Suppression de la rétention de sûreté) (p. 5366). (p. 5368). - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 5374). - **Article 19 B (nouveau)** (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3, 24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquance ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 5375). (p. 5377). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5386).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5468, 5469).

- **Projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive** - *Commission mixte paritaire* [n° 691 (2013-2014)] - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6263, 6264).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 7463).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne** [n° 62 (2014-2015)] - (5 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7771).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9269, 9270). - **Article 56 quater (nouveau)** (*Reconnaissance du caractère discriminatoire et abusif du licenciement pour faits de grève des mineurs grévistes en 1948 et 1952 et versement d'une allocation forfaitaire*) (p. 9283).

LECONTE (Jean-Yves)

sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Protection des droits et libertés [n° 114 tome 12 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)] (18 décembre 2014)

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Protection des secrets d'affaires - Communication.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de lutte contre le terrorisme.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Entrée de la Lituanie dans la zone euro - Communication de M. Jean-Claude Requier.

Élargissement - Accueil d'une délégation du Parlement albanais.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - La situation en Ukraine après les élections législatives : communication de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des lois*) : Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Surveillance des frontières et sauvetage des migrants en Méditerranée (Opération Triton) - Communication de M. André Reichardt.

(*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'Etat », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurités » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration », crédits « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Proposition de résolution européenne n° 73 sur l'expression des parlements nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne - Examen du rapport de M. Robert Navarro.

Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux - Communication de Mme Fabienne Keller et de M. François Marc.

(*commission des lois*) : Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Entretien avec une délégation de parlementaires britanniques sur la situation des migrants à Calais - Communication de M. Jean-Yves Leconte.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 165, 166).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 616, 617). (p. 617). - **Article 1er** (art. 426, 431, 431-1 et 500 du code civil - *Habilitation du Gouvernement à modifier, par ordonnance, des règles relatives à l'administration légale et à la protection juridique des majeurs* - *Mesures d'application directe correspondantes*) (p. 621).

- **Questions cibles thématiques sur le déficit démocratique de l'Union européenne** - (30 janvier 2014) (p. 1005). (p. 1006).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 et L. 631-7-1 A [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Autorisation*

préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 1036). (p. 1036).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1483). (p. 1484). (p. 1485). (p. 1489). (p. 1491). (p. 1492). (p. 1493). (p. 1495). (p. 1496, 1497). (p. 1499). (p. 1500). - **Article 1er (supprimé)** (art. 322-4-1 du code pénal - *Doublement des peines de l'installation illicite en réunion sur un terrain appartenant à autrui*) (p. 1501). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1503). (p. 1504). (p. 1505). (p. 1506). (p. 1507). (p. 1507). (p. 1510). (p. 1511). (p. 1513). - **Article 2** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - *Suppression des motifs d'ordre public fondant la mise en demeure de quitter les lieux*) (p. 1514). (p. 1516).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la loi dite « Obamacare » pour les adhérents à la Caisse des Français de l'étranger** - (27 mai 2014) (p. 4291, 4292). (p. 4292).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 546 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4314, 4316). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4320). (p. 4321).

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 466 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4333, 4334).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - *Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4355).

- **Proposition de loi permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Deuxième lecture [n° 615 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de création de sociétés d'économie mixte à opération unique*) (p. 5025). (p. 5025). (p. 5026). (p. 5026, 5027).

- **Débat interactif et spontané** - (23 juin 2014) (p. 5186).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5748, 5749). (p. 5754). (p. 5755, 5756).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5795).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 715 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6085, 6087).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre des visas biométriques** - (22 juillet 2014) (p. 6580). (p. 6581).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7026, 7027).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7064, 7065). - **Article 1er** (*Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un*

dispositif d'interdiction de sortie du territoire) (p. 7081, 7082). (p. 7094). (p. 7095). (p. 7096). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7099). - **Article 4** (art. 421-2-5 [nouveau] du code pénal ; art. 24, 24 bis, 48-1, 48-4 à 48-6, 52 et 65-3 de la loi du 29 juillet 1881 - *Transfert des délits de provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie du terrorisme de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse dans le code pénal*) (p. 7103). (p. 7104). (p. 7106).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7125). - **Article 9** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - *Lutte contre la provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie des faits de terrorisme sur internet*) (p. 7134, 7135). (p. 7137, 7138). (p. 7142).

- **Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7675, 7676).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 24** (p. 8158). (p. 8159).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8933, 8934). (p. 8934).

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) (p. 9130, 9131).

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9272, 9273).

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9303, 9304).

Pouvoirs publics

- (5 décembre 2014) (p. 9684, 9685).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9691, 9692).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9744, 9745).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10012, 10014). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10018).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10042).

- **Mises au point au sujet d'un vote** - (18 décembre 2014) (p. 10648).

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Vote électronique : préserver la confiance des électeurs [n° 445 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faciliter le maintien de licences de débits de boissons dans les communes [n° 14 (2014-2015)] (14 octobre 2014) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à perfectionner le cadre juridique de l'aide ponctuelle et bénévole apportée par les exploitants agricoles aux collectivités territoriales [n° 15 (2014-2015)] (14 octobre 2014) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Justice [n° 108 tome 3 annexe 18 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, dans le cadre de la préparation du rapport « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte » de M. Hervé Maurey.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Jean-Pierre Vial : « La simplification des normes applicables aux collectivités territoriales : le cadre légal et réglementaire de l'accès des personnes handicapées aux établissements recevant du public, aux transports publics et à la voirie ».

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Edmond Hervé sur les politiques temporelles des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » (et articles 56 à 56 quater) - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - *Deuxième lecture* [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 537, 539).

- **Projet de loi relatif à la consommation** - *Deuxième lecture* [n° 283 (2013-2014)] - (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Utilisation de la mention « fait maison » dans la restauration*) (p. 736).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - *Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison*) (p. 879).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage** [n° 198 (2013-2014)] - (11 février 2014) - **Article 1er (supprimé)** (art. 322-4-1 du code pénal - *Doublément des peines de l'installation illicite en réunion sur un terrain appartenant à autrui*) (p. 1501). - **Article 2** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - *Suppression des motifs d'ordre public fondant la mise en demeure de quitter les lieux*) (p. 1515, 1516).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises** [n° 441 (2013-2014)] - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3222, 3223).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des collectivités territoriales** - (15 mai 2014) (p. 4033).

- **Question orale sans débat sur la réforme des rythmes scolaires et l'intégration des handicapés** - (20 mai 2014) (p. 4078). (p. 4079).

- **Question orale sans débat sur la désactivation de la base d'hélicoptère de la sécurité civile du Touquet** - (17 juin 2014) (p. 4884). (p. 4885).

- **Proposition de loi permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique** - *Deuxième lecture* [n° 615 (2013-2014)] - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5019).

- **Question orale sans débat sur les réflexions engagées par les URSAFF** - (22 juillet 2014) (p. 6570, 6571). (p. 6571).

- **Question orale sans débat sur la dématérialisation des actes comptables pour les petites communes** - (14 octobre 2014) (p. 6966, 6967). (p. 6967).

- **Question orale sans débat sur l'embargo russe sur les produits alimentaires européens** - (21 octobre 2014) (p. 7210). (p. 7211).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7467, 7468).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du site Crown de Laon et interdiction du bisphénol A** - (18 novembre 2014) (p. 8365, 8366). (p. 8366).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8849). - **Article 16** (*Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau*) (p. 8854).

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9267, 9268).

- Rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9280). - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9281). - **Article 56 quater (nouveau)** (*Reconnaissance du caractère discriminatoire et abusif du licenciement pour faits de grève des mineurs grévistes en 1948 et 1952 et versement d'une allocation forfaitaire*) (p. 9283).

Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation

- (1er décembre 2014) (p. 9339, 9341).

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9513, 9514).

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission du Fonds national pour l'archéologie préventive jusqu'au 12 janvier 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France le 10 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes jusqu'au 15 octobre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : « Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire : l'Afrique qui veut gagner » [n° 115 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : La guerre scolaire n'aura pas lieu - Bilan d'application de la « loi Carle » du 28 octobre 2009 [n° 695 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 371 (2013-2014)] autorisant la ratification de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [n° 69 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Transports**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 82 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Action extérieure de l'Etat : diplomatie culturelle et d'influence [n° 110 tome 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen des amendements au texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables syndicaux représentant les enseignants et les inspecteurs de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Programme de travail de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de

MM. Bernard Lempereur et Norbert Trichard, du Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public (SNUDI-FO), Mmes Françoise Harl, co-secrétaire de la Fédération des syndicats SUD éducation et Sabine Duran, représentante départementale et M. Patrick Désiré, secrétaire général de CGT *Éduc'action*.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

Décentralisation culturelle - Table ronde.

Harmonisation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, candidat désigné aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Patrice Weisheimer, secrétaire général du Syndicat de l'éducation populaire (SEP-UNSA), MM. Ahmed Hamadi et Bouziane Brini de l'Union des syndicats des personnels de l'animation, des organisations sociales, sportives et culturelles (USPAOC-CGT) ; Mmes Catherine Sergent, secrétaire générale adjointe en charge de l'animation, et Béatrice Beth-Desmazieres, du Syndicat national des artistes et des professionnels de l'animation, du sport et de la culture (SNAPAC-CFDT).

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Communication.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hervé Lemoine, directeur chargé des archives de France au ministère de la culture et de la communication.

Audition de M. Vincent Berjot, directeur général des patrimoines au ministère de la culture et de la communication.

Groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane - Présentation du rapport d'information.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Présentation du rapport d'information du groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane, par Mme Dominique Gillot et M. Michel Magras, co-rapporteurs (réunion conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication).

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport public pour l'année 2013 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

(*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diversité culturelle - Table ronde.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Accès à la formation à l'heure du numérique - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Présentation du rapport d'information et demande d'autorisation de publication.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Archéologie préventive - Table ronde.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Lutte contre le piratage commercial des œuvres culturelles sur Internet - Audition de Mmes Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi) et Mireille Imbert-Quaretta, présidente de la commission de protection des droits de la Hadopi.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privés sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Examen du rapport d'information.

Rapport relatif à l'avenir régional de France 3 - Audition de Mme Anne Brucy.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Examen du rapport d'information de MM. Jacques Legendre et Jacques-Bernard Magner, rapporteurs sur la mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privés sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Réunion commune avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et la Jordanie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Ratification du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la direction générale de la mondialisation du développement et des partenariats.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2015 - Mission « Compte de concours financiers : avance à l'audiovisuel public » - Programmes « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du jeudi 18 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Présentation de M. Jean-Pierre Raffarin sur le projet de rapport d'information sur l'examen des traités et conventions.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres [n° 248 (2013-2014)]** - (8 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 136, 138). - **Article unique**

de LEGGE (Dominique)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis secrétaire le 23 juin 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre titulaire du comité des prix de revient des fabrications d'armement le 17 décembre 2014.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

(p. 144). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 147). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 148).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (*art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 482, 483).

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en République centrafricaine** - (25 février 2014) (p. 2330, 2331).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4743, 4744).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9288, 9289).

- En remplacement de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (p. 9299, 9300).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les externalisations en opérations extérieures : un outil à manier avec précaution [n° 673 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Défense [n° 108 tome 3 annexe 8 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables du Groupement de défense des idées des directeurs (GDID).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Pascal Balmand, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Audition de Mmes Claire Pontais et Nathalie François, secrétaires nationales du Syndicat national de l'éducation physique et sportive (SNEP-FSU).

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président, Daniel Lenoir, directeur général, et Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la CNAF.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Point d'étape.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

(*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et nouvelle procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Externalisations en opérations extérieures - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Equipement des forces » - Mission « Défense » - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » (et article 65) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christian Martin, conseiller maître à la Cour des comptes, sur les finances communales.

(*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 44, 46).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Article 1er (Politique de la ville)** (p. 221).

- **Question orale sans débat sur le nouveau cahier des charges du label « Tourisme et handicap »** - (18 février 2014) (p. 1772, 1773). (p. 1773).

- **Débat sur l'épargne populaire** - (26 février 2014) (p. 2406, 2407).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2638, 2639).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - *Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole*) (p. 2766). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2776).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5462).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5724). - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2014*) (p. 5735).

- **Question orale sans débat sur l'inadaptation du plan de prévention des risques de submersion pour la baie du Mont-Saint-Michel** - (14 octobre 2014) (p. 6970). (p. 6971).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7557, 7558). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 7578, 7579).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - *Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés*) (p. 7806, 7807).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8062).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]** - (20 novembre 2014) - **Question préalable** (p. 8558).

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - *Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF*) (p. 8909, 8910). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8921). (p. 8922).

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9519, 9521).

Défense

- (3 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9544). (p. 9546).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10377, 10378).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10558, 10559).

LELEUX (Jean-Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP-R

Réélu le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) jusqu'au 21 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France Télévisions.

Membre suppléant du comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : « Faire connaître et partager les cultures scientifiques, techniques et industrielles : un impératif » [n° 274 (2013-2014)] (9 janvier 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel [n° 112 tome 4 fasc. 1 voL. 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle » présenté par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Alain Fuchs, candidat désigné aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Régimes de protection du patrimoine - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hervé Lemoine, directeur chargé des archives de France au ministère de la culture et de la communication.

Audition de M. Vincent Berjot, directeur général des patrimoines au ministère de la culture et de la communication.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation de l'étude de faisabilité de Mme Anne-Yvonne Le Dain, vice-présidente, députée, et M. Bruno Sido, président, sénateur, concernant le risque numérique.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport public pour l'année 2013 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Yves Dauge, ancien président de la Commission nationale des espaces protégés.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Présentation du rapport d'information et demande d'autorisation de publication.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Lutte contre le piratage commercial des œuvres culturelles sur Internet - Audition de Mmes Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi) et Mireille Imbert-Quaretta, présidente de la commission de protection des droits de la Hadopi.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport relatif à l'avenir régional de France 3 - Audition de Mme Anne Brucy.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Bredin, présidente du CNC (centre national du cinéma et de l'image animée).

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » (et articles 56 quinquies et 56 sexies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public » et « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Mission de réflexion sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Communication de M. Jean Pierre Leleux, rapporteur pour avis des crédits de l'audiovisuel.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de l'exploitation cinématographique indépendante** - (5 février 2014) (p. 1412, 1413).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) -

Article unique (p. 3621). (p. 3621). (p. 3621). (p. 3622). (p. 3622). (p. 3622). (p. 3623, 3624).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7305, 7307). - **Article 1er** (*Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint*) (p. 7312). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7315). (p. 7315). - **Article 2** (*Droit d'option temporaire pour l'application du dispositif proposé*) (p. 7316).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8381).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8859). (p. 8861).

Deuxième partie :

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9631, 9632).

LEMAIRE (Axelle)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique (à partir du 26 août 2014)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, chargée du numérique (du 10 avril 2014 au 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la conversion de la dette tunisienne en projets de développement** - (15 avril 2014) (p. 3064, 3065).

- **Question orale sans débat sur les conséquences du coût d'achat des papiers recyclés sur l'industrie papetière** - (15 avril 2014) (p. 3066).

- **Question orale sans débat sur les inéligibilités et incompatibilités lors des élections municipales** - (15 avril 2014) (p. 3067).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'industrie cimentière** - (29 avril 2014) (p. 3524, 3525).

- **Question orale sans débat sur la distorsion de concurrence entre la restauration et la grande distribution** - (29 avril 2014) (p. 3525, 3526).

- **Question orale sans débat sur la dotation horaire globale du collège de Bessan** - (6 mai 2014) (p. 3700, 3701).

- **Question orale sans débat sur les fonds marins de la zone économique exclusive de Wallis-et-Futuna** - (6 mai 2014) (p. 3701, 3702).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du site d'emboutissage industriel de La Souterraine, Creuse** - (6 mai 2014) (p. 3703).

- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par les copropriétaires en résidence de tourisme** - (6 mai 2014) (p. 3704).

- **Question orale sans débat sur le contrôle de la vente d'or en ligne** - (6 mai 2014) (p. 3705).

- **Question orale sans débat sur la souscription obligatoire à une complémentaire santé** - (20 mai 2014) (p. 4088, 4089).

- **Question orale sans débat sur le soutien aux maisons de l'emploi** - (20 mai 2014) (p. 4090).

- **Question orale sans débat sur le soutien aux entreprises qui produisent en France** - (20 mai 2014) (p. 4092, 4093).

- **Question orale sans débat sur les modalités de contrôle des distributeurs de lait** - (20 mai 2014) (p. 4094).

- **Question orale sans débat sur les sénateurs non inscrits et les questions parlementaires** - (20 mai 2014) (p. 4095).

- **Question orale sans débat sur la justice du XXIe siècle et la création des tribunaux départementaux** - (20 mai 2014) (p. 4096, 4097).

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 466 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4325, 4327). - **Article 1er** (*Définition des enjeux de sécurité pour lesquels l'usage des techniques biométriques est autorisé*) (p. 4334, 4335). (p. 4335).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4936, 4937). (p. 4951, 4952). - **Intitulé du titre 1er** (p. 4954). - **Article 1er** (*art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques*) (p. 4957). (p. 4958). (p. 4958). (p. 4958). (p. 4958, 4959). (p. 4959). (p. 4959). (p. 4960).

(p. 4962). (p. 4962, 4963). (p. 4963). (p. 4963). (p. 4964). (p. 4964). (p. 4964). (p. 4965). (p. 4966). (p. 4966). (p. 4967). (p. 4967). (p. 4968). (p. 4968). (p. 4969). (p. 4970).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7167, 7169). (p. 7180).

- **Débat sur le rôle et la stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet** - (23 octobre 2014) (p. 7342, 7345).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9749, 9750).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 1er bis (nouveau)** (*Compensation par l'Etat à la sécurité sociale de la déduction de cotisations sociales sur les heures supplémentaires dans les très petites entreprises*) (p. 10145). - **Article 2** (art. 235 ter ZF du code général des impôts - *Modification de l'assiette de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires (TREF) et création d'une taxe additionnelle à la TREF au titre de l'exercice 2014*) (p. 10151). - **Article 3** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - *Elargissement du dispositif de soutiens financiers à l'export à des prêts non concessionnels à des Etats étrangers*) (p. 10152). - **Article 3 ter (nouveau)** (art. 34 de l'ordonnance n° 2013-837 et art. 45 de la loi n° 2013-1278 de finances pour 2014 - *Ratification et modification de l'ordonnance relative à l'adaptation du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives fiscales et douanières applicables à Mayotte*) (p. 10153). (p. 10154). - **Article 5 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 10161). - **Article 6 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 10167). (p. 10169, 10170). (p. 10172). (p. 10172). - **Article 7 et état D** (*Comptes spéciaux : annulations de crédits*) (p. 10174). (p. 10174). - **Article 8** (*Ratification d'un décret portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance*) (p. 10174). - **Article 9** (*Prélèvement de 15 millions d'euros sur les ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social*) (p. 10175). (p. 10176). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10178). (p. 10179). (p. 10179, 10180). (p. 10181). - **Article 12** (art. 1609 quinquies du code général des impôts - *Diminution du taux de la contribution sur les activités privées de sécurité*) (p. 10182). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 6331-9, L. 6331-38, L. 6331-41 et L. 6331-56 du code du travail - *Transposition dans la loi des accords relatifs à la contribution des entreprises de la branche du travail temporaire, du secteur d'activités des intermittents du spectacle et de la branche du bâtiment et des travaux publics au financement de la formation professionnelle et à sa répartition*) (p. 10183). (p. 10184). (p. 10184). - **Article 12 quater (nouveau)** (*Prélèvements sur le fonds de roulement de trois agences de l'Etat*) (p. 10184). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 208 du code général des impôts - *Suppression de l'exonération d'impôt sur les sociétés pour les sociétés d'investissement professionnelles spécialisées*) (p. 10186). - **Article 14** (art. 39, 93, 209, 231 ter, 235 ter X, 235 ter ZE, 235 ter ZE bis [nouveau] du code général des impôts - *Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique*) (p. 10191). (p. 10192). (p. 10194). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 10195). - **Article 15** (art. 200 sexies et 200-0 A du code général des impôts et art. L 262-23 du code de l'action sociale et des familles - *Suppression de la prime pour l'emploi, PPE*) (p. 10197). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 10198). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 10199). (p. 10199). - **Article 16** (art. 1379, 1396, 1527

[nouveau], 1635 sexies et 1641 du code général des impôts - *Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues*) (p. 10200, 10201). (p. 10204). (p. 10205). (p. 10205). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 10206). (p. 10207). - **Article 17** (art. 1501 et 1517 du code général des impôts et 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - *Mesures relatives à la valeur locative de certains locaux et immobilisations*) (p. 10207). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10208). - **Article 18** (art. 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1638, 1638-0 bis, 1638 bis, 1638 quater et 1640 C du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992 et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - *Mesures en faveur de l'intercommunalité fiscale*) (p. 10212, 10213). (p. 10213). (p. 10213). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10214, 10215). (p. 10216). (p. 10218). (p. 10219). (p. 10220). (p. 10221). (p. 10222). (p. 10223). (p. 10224). - **Article 20** (art. L. 2333-4, art. L. 3333-3 et art. L. 5212-24 du code général des collectivités territoriales - *Simplification des règles de fixation des coefficients multiplicateurs de taxe locale sur la consommation finale d'électricité*) (p. 10225). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10226). - **Article 20 bis (réservé)** (art. L. 2333-54, L. 2333-55-1, L. 2333-55-2, L. 2333-55-3 [nouveau], L. 2333-56, L. 2333-57, L. 2334-4, L. 2336-2 et L. 5211-21-1 du code général des collectivités territoriales, art. 261 E du code général des impôts, art. L. 172 H [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 422-12 et 422-13 du code de tourisme, art. 14 de la loi du 19 décembre 1926 portant fixation du budget général de l'exercice 1927, décret-loi du 28 juillet 1934 portant modification du régime fiscal des casinos, art. 50 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 de finances pour 1991 et art. 34 de la loi n° 95-1347 du 30 décembre 1995 de finances rectificative pour 1995 - *Modification de la fiscalité applicable aux casinos*) (p. 10226). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10227). - **Article 20 ter (nouveau)** (art. 302 bis ZG du code général des impôts - *Réaffectation à certaines communes de la part du produit du prélèvement sur les paris hippiques actuellement perçue par les établissements publics de coopération intercommunale, EPCI*) (p. 10227). - **Article 20 septies (nouveau)** (art. L.331-9 du code de l'urbanisme - *Possibilité d'exonérer de taxe d'aménagement les pigeonniers et les colombiers*) (p. 10228). - **Articles additionnels après l'article 20 septies** (p. 10230). - **Article 20 nonies (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - *Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces*) (p. 10232, 10233). - **Articles additionnels après l'article 20 nonies** (p. 10235). (p. 10237). - **Article 21** (art. 39 quinquies D, 44 sexies, 44 septies, 44 quinquies, 125-0 A, 239 sexies D, 1465, 1465 A, 1465 B, et 1602 A du code général des impôts - *Prorogation de certains dispositifs zonés d'exonérations fiscales, AFR, ZRR*) (p. 10241). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10255, 10256). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - *Aménagement de la condition de construction de 25 % de logements sociaux dans un ensemble immobilier permettant de bénéficier du régime fiscal d'incitation à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire*) (p. 10257). - **Article 25 ter (nouveau)** (art. 279 du code général des impôts - *Suppression du taux réduit de TVA sur la distribution de services de télévision comprise dans des offres composites*) (p. 10257, 10258). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10260). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et art. 885-0 V bis du code général des impôts - *Critères d'éligibilité des holdings d'investisseurs providentiels aux réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises*) (p. 10261). - **Articles additionnels après l'article 27 bis** (p. 10261). - **Article 29** (art. 164 D, 223 quinquies A, 244 bis A, 885 X et 990 F du code général des impôts - *Mise en conformité avec le droit européen du régime de représentation fiscale pour les contribuables domiciliés ou établis hors de France*) (p. 10266). - **Article 30** (art. 223 A, 223 A bis, 223 B, 223 D, 223 E, 223 F, 223 I, 223 L, 223 R, 223 S,

235 ter ZCA et 1693 ter du code général des impôts - Mise en conformité communautaire du régime de groupe) (p. 10270). (p. 10270). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10271). (p. 10272). - **Article 30 ter (nouveau)** (art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. 44 duodecimes, 1383 H et 1466 A du code général des impôts - Prolongation jusqu'en 2017 d'exonérations dans les bassins d'emploi à redynamiser) (p. 10273). - **Article 30 quater (nouveau)** (art. 44 quaterdecies, 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 terdecies-0 A, 217 undecies, 217 duodecimes, 244 quater W, 244 quater X, 885-0 V bis, 1388 quinquies, 1395 H, 1466 F et 1586 nonies code général des impôts, et art. 21 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Adaptation de différents dispositifs fiscaux en faveur de l'outre-mer) (p. 10275). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 10276). - **Article 30 nonies (nouveau)** (art. 145, 208 et 208 C du code général des impôts - Restriction du champ du régime mère-fille afin d'éviter les doubles exonérations) (p. 10278). - **Article additionnel après l'article 30 nonies** (p. 10279). - **Article 30 terdecies (nouveau)** (art. 212 bis et 223 B bis du code général des impôts - Fiscalité des sociétés concessionnaires d'autoroutes) (p. 10281). - **Article 30 quaterdecies (nouveau)** (art. 217 octies du code général des

impôts et art. 15 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 - Mise en conformité communautaire du régime d'amortissement exceptionnel des investissements des entreprises dans les PME innovantes) (p. 10282, 10283). - **Article 30 quindecies (nouveau)** (art. 220 sexies et 220 quaterdecies du code général des impôts - Renforcement des crédits d'impôt pour dépenses de production déléguée d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles, « crédit d'impôt cinéma national » et « crédit d'impôt cinéma international ») (p. 10283).

- **Question orale sans débat sur les implantations d'antennes relais** - (16 décembre 2014) (p. 10424, 10425).

- **Question orale sans débat sur la couverture du territoire en téléphonie mobile** - (16 décembre 2014) (p. 10425, 10426).

- **Question orale sans débat sur la défaillance du réseau téléphonique en Ardèche** - (16 décembre 2014) (p. 10427).

- **Question orale sans débat sur le projet éducatif territorial** - (16 décembre 2014) (p. 10428).

LE MENN (Jacky)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 295 (2013-2014)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé [n° 324 (2013-2014)] (29 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Les agences régionales de santé : une innovation majeure, un déficit de confiance [n° 400 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (26 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (17 juillet 2014).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 423 (2013-2014)] relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 769 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Agences régionales de santé - Présentation du rapport d'information.

Fiscalité comportementale - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 13 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition conjointe de Mme Geneviève Chène, M. Grégoire Rey pour l'Institut national pour la santé et la recherche médicale (Inserm) ; M. Dominique Maraninchi, Mme Carole Le Saulnier, M. Mahmoud Zureik, pour l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) ; MM. Jean-Patrick Sales et Thomas Le Ludec pour la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde de représentants des syndicats d'employeurs.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi

visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale.

(*commission des affaires sociales*) : Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information de 2005 sur l'amiante - Examen du rapport de suivi.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les relations conventionnelles entre l'assurance maladie et les professions libérales de santé - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conférence sociale 2014 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Désignation des conseillers prud'hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde des représentants des syndicats de salariés.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 505, 506).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé [n° 325 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1655, 1656).

- Rapporteur - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5122-14, L. 5131-1 à L. 5131-11, L. 513-10-2, L. 513-10-3, L. 513-10-4, L. 513-10-5 à L. 513-10-10 [nouveaux], L. 5431-2, L. 5431-5, L. 5431-6, L. 5431-7, L. 5431-8 et L. 5431-9 [nouveaux], L. 5437-2, L. 5437-3 à L. 5437-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Produits cosmétiques et de tatouage) (p. 1670).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3629, 3630). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1225-65-1 et L. 1225-65-2 nouveaux du code du travail - Possibilité pour un salarié de céder des jours de repos) (p. 3636). (p. 3636).

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4714, 4716).

- **Proposition de loi relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié [n° 599 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5008, 5009).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6599, 6600).

LEMOYNE (Jean-Baptiste)
sénateur (Yonne)
UMP-A

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 111 tome 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (commission des affaires sociales) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (commission des affaires sociales) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (commission des finances) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 48 à 50) - Examen du rapport spécial.

(commission des affaires sociales) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (commission des affaires sociales) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (commission des affaires sociales) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6977, 6979). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation du Gouvernement pour légiférer par ordonnance en vue de réformer le mode de désignation des conseillers prud'hommes) (p. 6987). (p. 6989). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Prorogation des mandats des conseillers prud'hommes jusqu'au prochain renouvellement des conseils de prud'hommes, prévu au plus tard le 31 décembre 2017) (p. 6991). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6993, 6994).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Article 1er** (Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint) (p. 7311, 7312).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7980, 7982).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigarillos sur celle en vigueur pour les cigarettes) (p. 8090, 8091). - **Article 14** (art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés) (p. 8114, 8115).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 8323).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation

- (1er décembre 2014) (p. 9335, 9336).

- Rapporteur pour avis - **Etat B** (p. 9346, 9347). (p. 9349, 9350). - **Article 48** (art. L. 52-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Revalorisation des majorations spéciales de pensions des conjoints survivants des grands invalides de guerre) (p. 9352).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 44 bis** (p. 9900). (p. 9901, 9902). (p. 9904).

LENOIR (Jean-Claude)
sénateur (Orne)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes** [n° 145 (2014-2015)] - (15 décembre 2014) - **Article 1er** (art. L. 2113-7, L. 2113-8 et L. 2114-1 du code général des collectivités territoriales - Composition transitoire du conseil municipal de la commune nouvelle) (p. 10354).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10493, 10495).

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la commission pour le contrôle de l'application des lois : « La réforme des chambres de commerce et d'industrie : des résultats régionaux contrastés ». Bilan d'application de la loi du 23 juillet 2010 [n° 712 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 75 (2014-2015)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 199 (2014-2015)] (17 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels » - Audition de M. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et M. Christian Bataille, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Désignation de rapporteurs.

(*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Pascal Lamy, président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*): Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Audition de M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et de M. Serge Lasvignes, secrétaire général du Gouvernement.

(*commission du développement durable*): Transition énergétique - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Rapport annuel sur l'application des lois.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique - Audition de M. Henri Proglіo, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires économiques*): Secteur des télécommunications - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Transition énergétique - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Examen du rapport d'information.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Examen du rapport d'information de MM. Jacques Legendre et Jacques-Bernard Magner, rapporteurs sur la mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Réunion commune avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Mise en œuvre des dispositions de la loi du 23 juillet 2010 relatives aux chambres de commerce et d'industrie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire.

Réunion du mercredi 17 septembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Présentation du projet de rapport de M. Christian Bataille, député, vice-président, et de M. Christian Namy, sénateur, sur « L'évaluation du Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs 2013-2015 » (PNGMDR).

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Désignation d'un rapporteur pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Désignation d'un rapporteur.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Relations entre la grande distribution et les industriels - Communication de M. Jean-Claude Lenoir.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Nicolas Grivel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Désignation de rapporteurs pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

Création de groupe de travail et de groupes de suivi - Communication.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la première partie.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Communications diverses.

Négociations en cours sur le traité transatlantique de libre-échange et sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Désignation des membres des groupes de suivi.

Normes en matière agricole - Désignation des membres du groupe de travail.

Organismes extra parlementaires - Désignations.

Règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et de M. Jacques Repussard, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** - (7 janvier 2014) (p. 67, 69).

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 99, 101).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1609 nonies C du code général des impôts - Solidarité au sein des intercommunalités*) (p. 280). - **Article 10 A (nouveau)** (*art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence*) (p. 291).

- **Question orale sans débat sur la réglementation thermique** - (21 janvier 2014) (p. 414). (p. 415).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (*art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 472, 473).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (*art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration*) (p. 734). - **Article 4** (*art. L. 111-1 à*

L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur (p. 750). (p. 753, 754). - **Article 5 bis** (Réservoirs enterrés de liquides inflammables) (p. 771, 772). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - Tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité) (p. 788). (p. 790). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 790, 791). (p. 791).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 900).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 936, 937).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10-1 A [nouveau] de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation ; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 966). (p. 967). (p. 967). (p. 968). (p. 968). (p. 970). (p. 972). - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 978). (p. 978, 979). (p. 986). (p. 987). (p. 992). (p. 994). (p. 995). (p. 996). (p. 996). (p. 996). (p. 996, 997). - **Article 2** (art. 11-1, 11-2 [nouveau], 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 1010). (p. 1011). (p. 1012). (p. 1012). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveau], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1019). (p. 1020). (p. 1022). (p. 1024). (p. 1026). (p. 1026). (p. 1026). - **Article 6 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 631-7-1 A [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accord de l'assemblée générale des copropriétaires avant la demande d'autorisation de changement d'usage pour la location de meublés pour de courtes durées) (p. 1037, 1038). - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] et 17-2 [nouveau] de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 1043). (p. 1044). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation, L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la

sécurité sociale, L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation de saisine des commissions départementales de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) pour les bailleurs personnes morales hors SCI familiales) (p. 1047). (p. 1048). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 AA [nouveau], 18-1 A, 18-1, 18-2, 19-2, 20, 21, 22, 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation - Gouvernance et gestion des copropriétés) (p. 1074). - **Article 27** (art. 9-1 [nouveau], 10, 14-2, 18, 19-1, 24-4 et 24-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 111-6-2, L. 731-1 à L. 731-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 216-1 et L. 216-2 du code des assurances - Instauration d'un fonds de travaux ; possibilité pour les copropriétés de faire réaliser un diagnostic technique global) (p. 1078). (p. 1079). (p. 1080). - **Organisation de la discussion** (p. 1081).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (31 janvier 2014) (p. 1166).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)] (suite)** - (31 janvier 2014) - **Article 70** (art. L. 210-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 1172). (p. 1172). - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1190).

- **Question orale sans débat sur la création de valeur ajoutée dans la filière bois** - (18 février 2014) (p. 1768). (p. 1768, 1769).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2348, 2349).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance) (p. 3094). (p. 3100). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (p. 3118, 3119). - **Article 27** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France) (p. 3130). - **Article 40** (art. L. 653-12, articles L. 653-13-1 à L. 653-13-5 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Création d'un nouvel établissement public national, le « Haras national du Pin ») (p. 3183). (p. 3184).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 7 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Entretien des locaux commerciaux) (p. 3258). - **Article 9** (art. 16-II, 19-I, 19-I bis A, 19-I bis A, 19-I bis, 19-III, 19-1, 20, 21-I, 21-III, 22-1, 24-I, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - Règles relatives au statut de l'artisan) (p. 3270). - **Article 14** (art. 1600 bis [nouveau], 1601 et 1601 A, 1601-0A [nouveau] du code général des impôts - Acquiescement de la taxe pour frais de chambres consulaires) (p. 3291). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 3295). - **Article additionnel après l'article 20 AA** (p. 3299).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 20 A** (p. 3312). (p. 3312). - **Article 21 ter** (art. L. 752-6 du code de commerce - Critères d'appréciation des commissions départementales d'aménagement commercial) (p. 3320, 3321). (p. 3323). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 3324). (p. 3324). - **Article 24 bis (Texte non**

modifié par la commission) (*sous-section 1, sous-section 2 [nouvelles] de la section 2 du chapitre II du Titre Ier du Livre II du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 212-7, L. 212-8-1 [nouveau], L. 212-9, L. 212-10, L. 212-10-1 à L. 212-10-9 [nouveaux], L. 212-11 à L. 212-13, L. 212-23, L. 414-4 [nouveau], chapitre V [nouveau] du titre II et chapitre IV [nouveau] du titre III du livre IV du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-1, L. 751-2-IV, L. 751-6-II, L. 752-3-1, L. 752-7, L. 752-14, L. 752-17, L. 752-19 et L. 752-22 du code de commerce - Dispositions relatives à la procédure de délivrance de l'autorisation d'aménagement cinématographique*) (p. 3340, 3341). - **Articles additionnels après l'article 24 ter** (p. 3341). - **Article 25** (art. L. 750-1-1 du code de commerce - *Dispositions relatives au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce*) (p. 3343).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3567).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Article unique** (p. 3623).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3748).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - *Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3757). (p. 3761). (p. 3766). (p. 3788).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) (p. 3953). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3964). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3971). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3975).

- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4147, 4150).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - *Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4356, 4357).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public [n° 562 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4436, 4437).

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4720, 4722).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5555, 5556). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5586, 5587). (p. 5604, 5605).

- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par certaines communes du fait du gel du FNGIR** - (8 juillet 2014) (p. 5772, 5773). (p. 5773).

- **Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne en Ukraine** - (17 juillet 2014) (p. 6336).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6352, 6353).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 à L. 315-5 [nouveaux], L.666-1 et L. 325-1 du code rural et de la pêche maritime - *Création des groupement d'intérêt économique et environnemental, GIEE, et définition des conditions de leur reconnaissance*) (p. 6374). - **Article 4** (art. L. 211-3 et L. 213-12 du code de l'environnement, et art. L. 411-27, L. 411-33, L. 820-1 L. 820-2 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - *Déclarations d'azote, extension du bail environnemental et adaptation de la politique de développement agricole*) (p. 6380). (p. 6381). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-1-3, L. 632-2-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-7, L. 632-8, L. 632-9, L. 632-12 à L. 632-14, L. 682-1 du code rural et de la pêche maritime, et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - *Mise en conformité des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions*) (p. 6399). - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - *Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France*) (p. 6402). (p. 6402, 6403). (p. 6403). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - *Préservation du foncier agricole*) (p. 6408, 6409). (p. 6416, 6417). - **Article 12 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-3 du code de l'environnement, art. L. 111-2 et L. 112-1-3 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Impact et compensation agricole des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés*) (p. 6421). (p. 6423). (p. 6423). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 212-9, L. 214-5, L. 221-4, L. 221-5, L. 223-4, L. 223-5, L. 223-6-2 et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de l'environnement - *Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage*) (p. 6436).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 211-3 du code de l'environnement - *Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques*) (p. 6495). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 6499).

- **Question orale sans débat sur la prise en compte du vote blanc** - (22 juillet 2014) (p. 6572, 6573). (p. 6573).

- **Question orale sans débat sur la répartition des sièges au sein des assemblées intercommunales** - (14 octobre 2014) (p. 6955). (p. 6956).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7017, 7018).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Article 1er** (*Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint*) (p. 7312).

- **Questions cribles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7362). (p. 7363).

- **Question orale sans débat sur le transfert du prélèvement au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources à un établissement public de coopération**

intercommunale à fiscalité additionnelle - (4 novembre 2014) (p. 7658). (p. 7659).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7735). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7742). (p. 7742). - **Article 7 bis** (art. L. 123-5-1 du code de l'urbanisme - Extension du champ d'application des dérogations en matière de densité) (p. 7743).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - président de la commission des affaires économiques - **Article 28 bis (nouveau)** (art. L. 711-1-1 [nouveau] du code de commerce - Faculté de fusion entre chambres territoriales et régionales de commerce et d'industrie) (p. 7840). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 711-22 à L. 711-25 [nouveaux] du code de commerce - Statut des chambres de commerce et d'industrie locales) (p. 7841). - **Article 29** (Habilitation en vue de fusionner l'Agence française pour les investissements internationaux et UbiFrance) (p. 7843). - **Article additionnel après l'article 31 bis A** (p. 7846, 7847). (p. 7847).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers

organismes chargés de missions de service public) (p. 8813, 8814). (p. 8820, 8821). (p. 8823). (p. 8825). (p. 8830, 8831).

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9623).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9743, 9744).

Economie

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9751). (p. 9754).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 44 duodécies** (p. 9924).

- **Question orale sans débat sur les communes nouvelles et l'affectation de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité** - (16 décembre 2014) (p. 10412). (p. 10413).

LEPAGE (Claudine)
sénatrice (Français établis hors de France - Série A)
SOC
(jusqu'au 30 septembre 2014)
sénatrice (Français établis hors de France - Série 2)
SOC
(à partir du 1er octobre 2014)

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis secrétaire le 5 février 2014 ; puis vice-présidente le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger ; nouvelle nomination le 11 juin 2014 ; nouvelle nomination du 11 juin 2014 au 24 mai 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique de l'Institut français jusqu'au 3 mars 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Médias, livre et industries culturelles: audiovisuel extérieur [n° 112 tome 4 fasc. 1 voL. 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)] (18 décembre 2014)

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société**.

Proposition de loi renforçant le rôle du système éducatif dans la lutte contre les stéréotypes sexistes [n° 209 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Prostitution - Audition des présidentes des commissions « violences de genre » et « santé, droits sexuels et reproductifs » du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE f-h).

Réunion du jeudi 27 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Prostitution - Audition de Mmes Sophie Avarguez, directrice du département de sociologie de l'université de Perpignan, et Aude Harlé, maîtresse de conférences en sociologie.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Rapport public pour l'année 2013 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du jeudi 5 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Prostitution - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*): Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public » et « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les élèves en situation de handicap dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger** - (7 janvier 2014) (p. 26). (p. 27).

- **Question orale sans débat sur l'imposition des pensions allemandes perçues par des retraités résidant en France** - (3 juin 2014) (p. 4406). (p. 4407).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 56 bis** (p. 8306). (p. 8306).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences faites aux femmes** - (27 novembre 2014) (p. 9031).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9300, 9301). - **Etat B** (p. 8319, 8320).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) (p. 9425, 9427).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9573, 9574).

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9632).

- **Mises au point au sujet d'un vote** - (18 décembre 2014) (p. 10648).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel**

[n° 173 (2014-2015)] - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10655, 10657).

LEROY (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut de veille sanitaire.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde de think tanks.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la prise en charge de l'autisme en région Nord-Pas-de-Calais** - (21 janvier 2014) (p. 403, 404).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'industrie cimentière** - (29 avril 2014) (p. 3524). (p. 3525).

- **Question orale sans débat sur la situation de la papeterie Arjowiggins de Wizernes** - (3 juin 2014) (p. 4404).

- **Question orale sans débat sur le redéploiement de l'hélicoptère de la sécurité civile Dragon 62** - (4 novembre 2014) (p. 7651).

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 2 décembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale de concertation sur les risques miniers jusqu'au 17 février 2014.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle le 18 novembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 279 (2013-2014)] d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 386 tome 1 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 279 (2013-2014)] d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 386 tome 2 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 718 (2013-2014)] d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 743 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 774 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Économie [n° 109 tome 4 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Michel Hersemul, chef du département d'expertise des partenariats public-privé et de conduite de projets délégués au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

(*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Audition de M. Pierre Bellanger, fondateur et PDG de la radio Skyrock.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et d'Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Maxime Lombardini, directeur général d'Iliad.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de MM. Olivier Roussat, président-directeur général et Didier Casas, secrétaire général de Bouygues Telecom.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*): Secteur des télécommunications - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, et de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Bernard Lévy, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2605, 2607).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 33 ter A (nouveau) (priorité)** (art. L. 422-23 du code de l'environnement - *Interdiction de mise en réserve des cerfs, chevreuils et sangliers pour les associations communales de chasse agréées*) (p. 3134). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2 ; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois*) (p. 3138). (p. 3139). (p. 3140). (p. 3140). (p. 3141). (p. 3142). (p. 3143). (p. 3144). (p. 3144). (p. 3144). (p. 3145). (p. 3145). (p. 3145). (p. 3146). (p. 3146). (p. 3146). (p. 3147). (p. 3148). (p. 3148). (p. 3149). (p. 3149). (p. 3150). (p. 3151). (p. 3151). (p. 3152). (p. 3152). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 3153). (p. 3153). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - *Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers*) (p. 3157). (p. 3158). (p. 3158). (p. 3159). (p. 3160). (p. 3160). (p. 3161). (p. 3162). (p. 3162). (p. 3163). (p. 3163). (p. 3163). (p. 3164). (p. 3164). (p. 3165). (p. 3165). (p. 3165). (p. 3166). (p. 3166). (p. 3167). (p. 3167). (p. 3168). (p. 3168). (p. 3168). (p. 3169). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 3169). - **Article 30 bis** (art. 199 *decies H* du code général des impôts - *Clarification de l'avantage fiscal lié à la souscription d'une assurance tempête*) (p. 3170). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 3171). (p. 3172). - **Article 33** (*Contrôle et sanction de la mise sur le marché de bois et de produits dérivés du bois issus d'une récolte illégale*) (p. 3174). (p. 3174). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 3174). - **Article 33 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 1396 du code général des impôts - *Perception triennale de la taxe sur le foncier non bâti pour les*

propriétés boisées) (p. 3175). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 130-1 du code de l'urbanisme - Assouplissement du régime de coupes dans le cadre de bonnes pratiques sylvicoles) (p. 3175). - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 3176). (p. 3176). (p. 3176). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3190, 3191).

- **Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6340, 6342).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2, L. 121-2-1 et L. 121-2-2 [nouveaux], L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 122-6, L. 312-1, L. 122-3-1 [nouveau], L. 122-12 à L. 122-15 [abrogés], L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 125-2, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, L. 153-1-1 et L. 153-1-2 [nouveaux], L. 153-8 [nouveau], L. 154-2, L. 156-4 [nouveau], L. 222-1 et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 6515). (p. 6516). (p. 6516, 6517). (p. 6517). (p. 6517). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-3, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 211-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 213-3, L. 214-5, L. 214-13, L. 214-13-1 [nouveau], L. 214-14, L. 321-1, L. 321-3, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-22 [nouveau], L. 331-23 [nouveau], L. 332-7, L. 332-8 [nouveaux], L. 341-2, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-9, L. 341-10, L. 342-1 et L. 363-5 du code forestier - Favoriser la Constitution de groupements d'intérêt économique et environnemental forestier. Compenser les défrichements) (p. 6522). (p. 6522, 6523). (p. 6524). (p. 6524). (p. 6526). (p. 6527). - **Article 30 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1123-1, L. 1123-4 [nouveau], L. 3211-5,

L. 5241-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Refonte de la procédure des biens sans maître pour favoriser le regroupement forestier) (p. 6528). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Contrôle et sanction de la mise sur le marché de bois et de produits dérivés du bois issus d'une récolte illégale) (p. 6530). (p. 6530). - **Article 39** (art. L. 181-25, L. 331-10, L. 411-33, L. 461-12, L. 371-12, L. 411-39 et L. 412-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 926-6 du code de commerce - Dispositions transitoires) (p. 6542). - **Article 39 bis** (Transmission aux organisations de producteurs forestières des données cadastrales) (p. 6544). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6550, 6551).

- **Question orale sans débat sur le taux de taxe sur la valeur ajoutée des dotations publiques versées aux télévisions locales** - (14 octobre 2014) (p. 6956). (p. 6957).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - **Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7465).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9611).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9738, 9739).

LE SCOUARNEC (Michel)
sénateur (Morbihan)
CRC

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre de plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables syndicaux représentant les enseignants et les inspecteurs de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables d'associations d'éducation populaire.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

Décentralisation culturelle - Table ronde.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Carole Delga, députée de Haute-Garonne, et M. Pierre-Alain Roiron, membres du conseil d'administration de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Laurence Tartour, en charge des finances locales à l'APVF.

Audition de Mmes Claire Pontais et Nathalie François, secrétaires nationales du Syndicat national de l'éducation physique et sportive (SNEP-FSU).

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Régimes de protection du patrimoine - Table ronde.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Patrice Weisheimer, secrétaire général du Syndicat de l'éducation populaire (SEP-UNSA), MM. Ahmed Hamadi et Bouziane Brini de l'Union des syndicats des personnels de l'animation, des organisations sociales, sportives et culturelles (USPAOC-CGT); Mmes Catherine Sergent, secrétaire générale adjointe en charge de l'animation, et Béatrice Beth-Desmazieres, du Syndicat national des artistes et des professionnels de l'animation, du sport et de la culture (SNAPAC-CFDT).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Point d'étape.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Berjot, directeur général des patrimoines au ministère de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diversité culturelle - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mathieu Grégoire, co-auteur du rapport « Quelle indemnisation chômage pour les intermittents du spectacle ? Modélisation et évaluation d'un régime alternatif ».

Audition de M. Thierry Braillard, secrétaire d'Etat aux sports.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Examen du rapport d'information.

Rapport relatif à l'avenir régional de France 3 - Audition de Mme Anne Brucy.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Examen du rapport d'information de MM. Jacques Legendre et Jacques-Bernard Magner, rapporteurs sur la mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Réunion commune avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Désignation d'un vice-président délégué pour la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales. Travail de la délégation en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Marie-Claire Cailletaud, responsable de la politique énergétique et industrielle à la Fédération nationale des mines et de l'énergie - Confédération générale du travail (FNME-CGT).

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Christian Martin, conseiller maître à la Cour des comptes, sur les finances communales.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 59).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Article 1er** (*Conditions de fermeture d'un établissement public de santé*) (p. 515).

- **Question orale sans débat sur le versement des recettes des taxes d'urbanisme pour les communes du Morbihan** - (4 février 2014) (p. 1278). (p. 1279).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1337). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'obligation de rechercher un repreneur*) (p. 1344).

- **Débat sur l'avenir de l'exploitation cinématographique indépendante** - (5 février 2014) (p. 1406, 1407).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1496). (p. 1498).

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1674).

- **Question orale sans débat sur la situation des centres d'examen du permis de conduire en Bretagne** - (15 avril 2014) (p. 3053, 3054). (p. 3055).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Article 27** (*art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France*) (p. 3124).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3615).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (*art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3777). (p. 3784). (p. 3791).

- **Question orale sans débat sur la situation des centres des finances publiques dans le département du Morbihan** - (27 mai 2014) (p. 4298, 4299). (p. 4300).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4648, 4650).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4701, 4703).

- **Question orale sans débat sur les liaisons maritimes en direction des îles du Morbihan** - (14 octobre 2014) (p. 6968). (p. 6968, 6969).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)]** - (23 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7350, 7351).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7471).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises** [n° 60 (2014-2015)] - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7702, 7704). - **Article 2 quinquies (nouveau)** (art. L. 1242-3, L. 1242-6-1 à L. 1242-6-6 [nouveaux] et L. 1242-7 du code du travail et art. 6 de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail - Pérennisation du contrat de travail à durée déterminée à objet défini) (p. 7724). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7750).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 11 bis** (art. L. 362-3 du code de l'environnement - Transport des clients des restaurants d'altitude par motoneige) (p. 7801). - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7805).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** [n° 78 (2014-2015)] - (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8057, 8058). (p. 8058).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'établissement public de santé mentale de Saint-Avé dans le Morbihan** - (18 novembre 2014) (p. 8353, 8354). (p. 8354).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9505, 9506).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9586). (p. 9586).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)] (suite)

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9598, 9599).

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9703, 9704).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile** [n° 143 (2014-2015)] - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10009, 10010).

- **Question orale sans débat sur la construction d'un lycée public sur le territoire de la commune de Ploërmel dans le Morbihan** - (16 décembre 2014) (p. 10431). (p. 10432).

- **Projet de loi de finances pour 2015 - Nouvelle lecture** [n° 190 (2014-2015)]

Discussion générale :

- (17 décembre 2014) (p. 10568, 10569).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Nouvelle lecture** [n° 192 (2014-2015)] - (17 décembre 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 190 (2014-2015)**.

LÉTARD (Valérie)
sénatrice (Nord)
UDI-UC

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 20 février 2014.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire le 22 janvier 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la transition énergétique [n° 633 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 109 tome 6 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 636 (2013-2014)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 157 (2014-2015)] (9 décembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 199, 201). - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 220, 221). (p. 224). (p. 225). - **Article 2** (*art. 6, 7, art. 9-1 à 9-3, 10-3 et 10-4 [nouveaux], 11 et 12 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ; art. 5 de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir - Nouveau programme national de renouvellement urbain*) (p. 241). (p. 244). - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 251). (p. 254). (p. 256). (p. 257). (p. 263). - **Article 5 bis** (*Conseils citoyens*) (p. 264, 265).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 8** (*art. L. 1111-2, L. 2251-3, L. 2313-1, L. 2564-19, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-1 et L. 5216-5 et L. 5217-4 du code général des collectivités territoriales - Gouvernance locale de la politique de la ville*) (p. 278, 279). (p. 279). - **Article 9 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Dispositif de veille active*) (p. 285). - **Article additionnel après l'article 10 A** (p. 294). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 302, 303).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 5** (*sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance*) (p. 769). (p. 769). (p. 770). (p. 770). - **Article 18 D** (*art. L. 331-6, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR*) (p. 809).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 22 bis** (*art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 868, 869). (p. 872). (p. 872, 873). (p. 873, 874). (p. 874). (p. 875). - **Article 24 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison*) (p. 882, 883).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4495). (p. 4496). (p. 4496). - **Article 3** (*Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4503). (p. 4504). - **Article 9** (**Texte non modifié par la commission**) (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 4517, 4518). (p. 4519). (p. 4520).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7489, 7490).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7526, 7527).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7741, 7742). - **Article 7 bis** (*art. L. 123-5-1 du code de l'urbanisme - Extension du champ d'application des dérogations en matière de densité*) (p. 7743). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7750). - **Article 10** (**supprimé**) (*art. L. 221-1, L. 221-2 et L. 221-6 du code de l'énergie - Assouplissement du régime des certificats d'énergie pour le fioul domestique*) (p. 7750, 7751). (p. 7751).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 9446, 9447). - **Etat B** (p. 9469, 9470).

- (3 décembre 2014) (p. 9508, 9509).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10440, 10442).

Égalité des territoires et logement

LIENEMANN (Marie-Noëlle)
sénatrice (Paris)
SOC

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 21 février 2014 ; puis vice-présidente du 8 avril 2014 au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis secrétaire le 4 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire du Comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay jusqu'au 5 mars 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction -

Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Constitution.

Réunion du mardi 22 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Audition de M. Jacques Freyssinet, économiste.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pascal Lamy, président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

(*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Benjamin Gallezot, adjoint au directeur général, de la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS).

Audition de M. Olivier Passet, directeur des synthèses économiques du groupe Xerfi.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Louis Gallois, auteur du « Pacte pour la compétitivité française ».

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Relations entre la grande distribution et les industriels - Communication de M. Jean-Claude Lenoir.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 164, 165).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Article 10 A (nouveau)** (art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence) (p. 291).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 19 octies** (art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur) (p. 821, 822).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) (p. 843, 844). (p. 846). (p. 849). (p. 849). (p. 851). (p. 851). (p. 853). (p. 853). (p. 853). (p. 854). - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison) (p. 883).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 934, 936).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 980, 981). (p. 984, 985). - **Article 2** (art. 11-1, 11-2 [nouveau], 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 1011). (p. 1013). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1030). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation, L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, L. 412-4 du code des procédures civiles

d'exécution - Obligation de saisine des commissions départementales de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) pour les bailleurs personnes morales hors SCI familiales (p. 1048). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-2 et L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 1059). - **Article additionnel après l'article 48** (p. 1116, 1117). - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1 à L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 442-8-1 et L. 442-8-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Extension des missions des opérateurs du logement social) (p. 1122). (p. 1123). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 411-2-1 [nouveau], art. L. 422-11, L. 423-4, L. 423-5, L. 481-1, L. 481-6 et article L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux) (p. 1127, 1128). (p. 1128). (p. 1128). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 421-13, L. 421-13-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 1132). - **Article 54 quater (suppression maintenue)** (art. L. 221-7 du code monétaire et financier - Double tutelle du ministre de l'économie et du ministre du logement sur le fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 1133, 1134).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1240, 1241).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Commission mixte paritaire [n° 348 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Article 17 quater** (Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers) (p. 1646).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)]** - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1985, 1987).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (20 février 2014) - **Article 16** (art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - Réforme de la représentativité patronale) (p. 2186). - **Article 20** (art. L. 4416-1 ; L. 4721-8 ; L. 4722-1 ; L. 4722-2 ; L. 4723-1 ; L. 4723-2 L. 4731-1 à L. 4731-5 ; L. 4732-1 à L. 4732-3 ; L. 4741-3 ; L. 4741-9 ; L. 4751-1 ; L. 4751-2 ; L. 4751-3 [nouveau] ; L. 8111-1 ; L. 8112 -1 [nouveau] ; L. 8112-2 à L. 8112-5 ; L. 8113-4 et L. 8113-5 [nouveaux] ; L. 8113-7 ; L. 8114-1 ; L. 8114-4 à L. 8114-7 [nouveaux] ; L. 8115-1 à L. 8115-8 [nouveaux] ; L. 8122-1 et L. 8122-2 [nouveaux] ; L. 8123-2 ; L. 8123-4 du code du travail ; art. 524 du code de procédure pénale ; art. L. 511-1 du code minier ; art. L. 616-1 ; L. 623-1 ; L. 642-1 ; L. 645-1 ; L. 647-1 et L. 646-1 du code de la sécurité intérieure - Réforme de l'inspection du travail) (p. 2212).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (11 avril 2014) - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2865, 2866). (p. 2868).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quaterdecies B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs) (p. 3281).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er**

(art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3769).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4111, 4113).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4489, 4491). - **Article 3** (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire) (p. 4503, 4504). - **Article 4** (Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire) (p. 4507). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 4514). (p. 4517). - **Article 13** (Art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19, 19 septies, 22, 23, 25, 27 à 28 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, art. L. 512-36, L. 512-39 et L. 512-92 du code monétaire et financier - Simplification et modernisation du statut des coopératives) (p. 4526). - **Article 14** (art. 19 quater, 19 duodecies, 25-1 à 25-5, 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 ; art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983, art. L. 524-2-1, L. 527-1-2 et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et art. L. 422-3, L. 422-12 et L. 313-17 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un régime général de révision coopérative) (p. 4536). (p. 4539). - **Article 21** (art. 19 quinquies, 19 septies, 19 undecies, 19 terdecies, 19 quaterdecies, 19 quindecies et 19 sexdecies A de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Assouplissement du régime des sociétés coopératives d'intérêt collectif) (p. 4545). - **Article 40 AFA** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Versement transport) (p. 4564). (p. 4565). (p. 4565). - **Article 44 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Possibilité pour un mineur de devenir membre d'une association) (p. 4575, 4576).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Article 1er** (Nouvelle carte régionale) (p. 5590, 5591).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5793). (p. 5797). (p. 5800, 5801).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6180, 6181). (p. 6183). (p. 6192). (p. 6195). (p. 6201). (p. 6202, 6203). (p. 6203). (p. 6205). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6211). (p. 6213). (p. 6214). (p. 6214). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13 ; L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6216). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6234, 6235).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Commission mixte paritaire [n° 544 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6304, 6306).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (21 juillet 2014) (p. 6518).

- **Questions cibles thématiques sur les accords de libre-échange** - (23 octobre 2014) (p. 7361). (p. 7362).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7477).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7518, 7519). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7578).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 7751). (p. 7752).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7807). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 7818). (p. 7819). - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 7841, 7842). - **Article 31 bis A (nouveau)** (art. 2422 [nouveau] du code civil et art. L. 313-14, L. 313-14-1 et L. 313-14-2 [nouveaux] du code de la consommation - Rétablissement de l'hypothèque rechargeable pour les professionnels) (p. 7846). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 7850). (p. 7850).

- **Questions cribles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7907). (p. 7908).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Première partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8003, 8004). (p. 8005, 8006).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 61 A** (p. 8316, 8317). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 8319). (p. 8326).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8569). (p. 8569, 8570). - **Article 4** (Art. 27 de la loi n° 2013-

1278 du 29 décembre 2013 - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières de cessions de terrains à bâtir) (p. 8617). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8620). - **Article 5** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel ») (p. 8624). - **Article 5 bis (nouveau)** (Art. 199 undecies F du code général des impôts - Possibilité pour les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie d'écarter l'application du dispositif d'incitation fiscale en faveur du logement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel ») (p. 8641). - **Article 6 bis (nouveau)** (Art. 150 U du code général des impôts - Extension de l'exonération temporaire d'imposition des plus-values réalisées lors de la cession de biens immobiliers à tout acquéreur s'engageant à construire des logements sociaux) (p. 8646).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 quinquies** (p. 8665, 8666). - **Article 7** (art. 278 sexies et 284 du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 8675). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8678). (p. 8680, 8681). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 8685, 8686). (p. 8686).

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9493, 9494).

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9511, 9512). - **Etat B** (p. 9518). (p. 9518).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2014) - **Article 52** (art. L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des aides personnelles au logement « accession ») (p. 9812, 9813). - **Article 54** (art. L. 452-1-1 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Contribution financière au développement de l'offre de logements sociaux) (p. 9814, 9815). (p. 9816, 9817). - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 41** (p. 9840). (p. 9841). - **Article 42 ter (nouveau)** (art. 1388 bis du code général des impôts - Prorogation et extension aux quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 9857). (p. 9858). (p. 9860).

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

LIPIETZ (Hélène)
sénatrice (Seine-et-Marne)
ECOLO

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 2 mai 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 4 mai 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du lundi 20 janvier 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Comparation sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des lois*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Pierre Falga, journaliste à L'Express.

Audition de M. Rémi Noyon, journaliste à Rue89.

Audition de Mmes Martine Orange, Mathilde Mathieu et M. Jérôme Hourdeaux, journalistes à Médiapart.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Accès aux données publiques culturelles - Audition du collectif SavoirsComl.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Justice familiale - Examen du rapport d'information.

Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. von Lennep, directeur de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et de M. André Loth (directeur de projet).

Réunion du jeudi 3 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Christopher J. Mesnooh, avocat aux barreaux de Paris, New York et Washington.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Jean-Marie Delarue, contrôleur général des lieux de privation de liberté.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le secret fiscal et le prélèvement en eau** - (7 janvier 2014) (p. 17). (p. 17).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 43, 44).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture [n° 267 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 309, 310). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] et L.O. 297 du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 329). (p. 329, 330). - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local) (p. 331). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire) (p. 332).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture [n° 268 (2013-2014)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**. - (15 janvier 2014) - **Article 1er B (suppression maintenue)** (art. L. 231 du code électoral - Renforcement des inéligibilités pour l'élection des conseils municipaux) (p. 334). (p. 335).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation [n° 285 (2013-2014)]** - (20 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 371, 372). (p. 374). - **Article 1er** (art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction) (p. 378). (p. 383). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 389). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 390).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Deuxième lecture [n° 291 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 536, 537). - **Article 1er B** (art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7,

L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - Charte de l'élu local (p. 544, 545). (p. 546). (p. 546, 547). (p. 548). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-9, L. 2511-33, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Suspension du contrat de travail) (p. 551).

- **Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 121 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 580, 581). - **Article 3** (art. 495-9 du code de procédure pénale - Possibilité pour le juge du siège de diminuer la peine - Présence obligatoire du procureur de la République à l'audience d'homologation) (p. 588). (p. 588). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 588). (p. 590). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 591). (p. 592). - **Article 4** (art. 495-15-1 du code de procédure pénale - Suppression de la possibilité pour le procureur de mettre en œuvre à la fois une procédure classique de convocation devant le tribunal correctionnel et une procédure de CRPC) (p. 592). (p. 593). (p. 593). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 594).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 624). - **Article 3 (supprimé)** (Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à une réforme complète des dispositions du code civil relatives au droit des contrats et des obligations) (p. 630). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 649). (p. 650).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections - Deuxième lecture [n° 339 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1542, 1543). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1548). (p. 1549). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 1549). (p. 1550).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1559, 1560).

- **Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 343 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1698, 1699).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 381 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2267, 2268). - **Article 3** (art. 63-1 et 63-4-1 du code de procédure pénale - Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai

2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales) (p. 2278). (p. 2278). (p. 2281, 2282). - **Article 4** (art. 803-6 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Déclaration écrite des droits) (p. 2284). (p. 2285). - **Article 5** (art. 113-3, 114 et 116 du code de procédure pénale - Dispositions relatives à l'information du droit à l'interprétation et à la traduction et du droit au silence et à l'accès au dossier au cours de l'instruction pour les personnes entendues comme témoins assistés et pour les personnes mises en examen) (p. 2286). (p. 2287). (p. 2287). - **Article 6** (art. 273, 328, 388-4 et 388-5 [nouveaux], 390, 390-1, 393, 393-1, 394, 406, 533, 552, 854 et 706-106 du code de procédure pénale - Information du droit à l'interprétation et à la traduction et du droit au silence, à l'accès au dossier et à l'exercice des droits de la défense des personnes poursuivies devant les juridictions de jugement) (p. 2288). (p. 2289). (p. 2289). - **Article 7** (art. 67 F [nouveau] et 323-6 du code des douanes - Statut du suspect libre et retenue douanière dans le code des douanes) (p. 2289).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation - Commission mixte paritaire [n° 375 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2295, 2296).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 383 (2013-2014)]** - (26 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2415, 2416). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 335-2, L. 335-4, L. 513-4, L. 613-3, L. 622-5, L. 623-4, L. 623-24-1 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Clarification du régime des utilisations interdites des droits de propriété intellectuelle à défaut de consentement de leur titulaire) (p. 2424). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 722-1, L. 722-2, L. 722-3, L. 722-4 et L. 722-7 du code de la propriété intellectuelle - Adaptations rédactionnelles en matière de contentieux des indications géographiques) (p. 2438, 2439).

- **Question orale sans débat sur la parité dans les élections de délégués de classe** - (29 avril 2014) (p. 3514). (p. 3515).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 468 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3539, 3540). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-4 du code de procédure pénale - Conservation des scellés) (p. 3549). (p. 3549). - **Article 3** (art. 622 à 626-12 du code de procédure pénale - Instauration d'une cour unique de révision et de réexamen) (p. 3554). (p. 3555). (p. 3555). (p. 3555). (p. 3556). (p. 3557). (p. 3557). (p. 3557, 3558). (p. 3558).

LOISIER (Anne-Catherine)
sénatrice (Côte-d'Or)
UDI-UC-R

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (commission des affaires économiques) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 8** (*art. L.311-3 du code de la sécurité sociale, art. 13 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Affiliation des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public et suppression de l'exonération de cotisations sociales des indemnités versées aux élus de chambres d'agriculture et de métiers et des indemnités versées aux administrateurs ayant la qualité de travailleur indépendant élus des organismes de sécurité sociale*) (p. 8039). (p. 8040).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance du groupement d'intérêt public pour la création du Parc national des forêts de Champagne et de Bourgogne** - (11 décembre 2014) (p. 10088, 10089).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des agriculteurs du département de la Côte-d'Or** - (16 décembre 2014) (p. 10418). (p. 10419).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

LONGEOT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UDI-UC

Election le 28 septembre 2014.

« Politique des territoires » - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - Sécurité sociale - Éducation.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des maires de France : M. Jacques Péliissard, président de l'AMF, et M. Jean-Louis Puissegur, membre du Bureau de l'AMF et président de l'Association des maires de Haute-Garonne.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Mission

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la baisse des dotations de l'État aux collectivités locales** - (18 novembre 2014) (p. 8371). (p. 8372).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8380).

- **Questions cribles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8526, 8527). (p. 8527).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9713, 9714).

Economie

- (5 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 9756). (p. 9757). (p. 9757).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11,*

L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9782). (p. 9782). (p. 9783). - **Articles non rattachés - Articles additionnels**

après l'article 42 (p. 9848). (p. 9848). - **Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9863). (p. 9867). (p. 9867). (p. 9867). (p. 9868). (p. 9868). (p. 9871). (p. 9871).

LONGUET (Gérard)
sénateur (Meuse)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 29 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (26 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Enseignement scolaire [n° 108 tome 3 annexe 14 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde des représentants des employeurs (Medef, UPA).

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 mars 2014.

Réunion du lundi 28 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Michel Houdebine, chef du service des politiques publiques à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de MM. Jean-Luc Tavernier et Eric Dubois (Insee).

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » (et article 51) et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » (et article 65) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Auditions, sous forme de table ronde d'universitaires spécialisés dans l'approche comparative des organisations territoriales au sein de l'Union européenne.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10-1 A [nouveau] de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation ; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 966, 967). (p. 967, 968). - **Article 2** (art. 11-1, 11-2 [nouveau], 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 1011). (p. 1012). (p. 1014). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1021).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 84 bis (suppression maintenue)** (art. L. 125-6, L. 125-7, L. 512-21 [nouveau], L. 514-20, L. 515-12, L. 556-1, L. 556-2 et L. 556-3 du code de l'environnement - Instauration par l'Etat de zones de vigilance et lutte contre les friches industrielles) (p. 1202). - **Article 84 ter (suppression maintenue)** (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Dispositions relatives au domaine de Chambord) (p. 1207). - **Article 61 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 1213). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1218).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1295, 1296). - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à

L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 1318). (p. 1319). (p. 1319). (p. 1320). (p. 1321). (p. 1323).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 381 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 61-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Droits du suspect entendu dans le cadre d'une audition libre) (p. 2274). - **Article 3** (art. 63-1 et 63-4-1 du code de procédure pénale - Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales) (p. 2279, 2280). (p. 2282). (p. 2282). (p. 2282).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2703, 2704).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 27** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France) (p. 3129).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence [n° 472 (2013-2014)]** - (7 mai 2014) - **Article 1er** (Art. L. 312-19 et L. 312-20 [nouveaux] du code monétaire et financier - Comptes inactifs) (p. 3821). (p. 3822). (p. 3828).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3920).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Article unique** (p. 5062).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève à la SNCF** - (19 juin 2014) (p. 5063).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (19 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5089).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5096, 5099).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5461, 5462).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5552, 5553). (p. 5560, 5561). (p. 5571).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6158). - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés) (p. 6164, 6165).

- **Question orale sans débat sur l'alignement du cadre d'emploi des attachés territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothécaires territoriaux sur celui des attachés d'administration** - (21 octobre 2014) (p. 7224, 7225). (p. 7225).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7437, 7438).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7509).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8904). (p. 8905). (p. 8907, 8908).

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9381, 9382).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9557, 9559).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 6 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 10170). - **Article 18** (art. 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1638, 1638-0 bis, 1638 bis, 1638 quater et 1640 C du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992 et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Mesures en faveur de l'intercommunalité fiscale) (p. 10212). (p. 10212). (p. 10212). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10215). (p. 10221). - **Article 24** (art. 1655 septies [nouveau] du code général des impôts - Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale) (p. 10249, 10250). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10255). (p. 10256). - **Article 25 ter (nouveau)** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit de TVA sur la distribution de services de télévision comprise dans des offres composites) (p. 10257). (p. 10258). (p. 10258).

LOPEZ (Vivette)
sénateur (Gard)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 18 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel [n° 173 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10657, 10658).

LORGEUX (Jeanny)
sénateur (Loir-et-Cher)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN); nouvelle nomination le 12 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de loi [n° 231 (2013-2014)] relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer [n° 576 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 269 (2013-2014)] autorisant l'approbation des amendements de Manille à l'annexe de la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (convention STCW) et au code de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (code STCW) [n° 63 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 110 tome 5 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations israélo-palestiniennes - Audition de M. David Pollock, chercheur au Washington Institute for Near East Policy.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Arnaud Danjean, président de la sous-commission « Sécurité et défense » du Parlement européen.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Extension du plateau continental - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental sur le rapport et l'avis rendu par le CESE.

Politique de développement et de solidarité internationale - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur les forces spéciales - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Communication de M. Gilbert Roger, président, et Mme Michelle Demessine, vice-présidente du groupe d'amitié France-Palestine.

Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Compte rendu du contrôle sur pièces et sur place sur les prévisions de ressources exceptionnelles de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions stratégiques des Etats-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen en délégation du rapport sur les niveaux de vie dans les outre-mer.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Comité des prix de revient des fabrications d'armement - Communication.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de corps d'armée Didier Castres, sous-chef d'état-major Opérations.

Forum de Dakar.

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 5 novembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national du sport jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 120, 121).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4977, 4979).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9522). (p. 9536, 9537).

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 677 (2013-2014)] habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage [n° 737 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 112 tome 6 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour la session 2014-2015.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde avec les ligues de sport professionnel.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Diffusion audiovisuelle du sport professionnel - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur le sport féminin professionnel.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Braillard, secrétaire d'Etat aux sports.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (19 février 2014) - **Article 2** (art. L. 1222-14, L. 1225-27, L. 1225-46, L. 1225-57, L. 2241-4, L. 2242-15, L. 2323-34, L. 2323-35, L. 2323-36, L. 3142-29, L. 3142-95, L. 6313-13 et L. 6313-14 [nouveaux], L. 6315-1, L. 6315-2, L. 6321-1, L. 6321-8 et L. 6353-1 du code du travail - Renforcement du dialogue social sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises et les branches et institution d'un entretien professionnel biennal) (p. 1886). (p. 1886, 1887). - **Article 3** (art. L. 6324-1 à L. 6324-5-1, L. 6325-2-1 et L. 6325-3-1 [nouveaux], L. 6326-1 et L. 6326-3 du code du travail ; art. 21 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Réformer les périodes de professionnalisation et préciser les conditions de mise en œuvre du contrat de professionnalisation) (p. 1891). (p. 1891). (p. 1893).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du site d'embouissage industriel de La Souterraine, Creuse** - (6 mai 2014) (p. 3702, 3703). (p. 3703).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4707, 4709).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5534, 5535).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5564). (p. 5572, 5673). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5601, 5602). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale) (p. 5658).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage [n° 677 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6997, 6999).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9661, 9662).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10497, 10498).

du LUART (Roland)
sénateur (Sarthe)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire du conseil de l'immobilier de l'Etat.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Objets d'art en dépôt dans le réseau diplomatique : des progrès à conforter [n° 649 (2013-2014)] (24 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Inventaire des œuvres d'art en dépôt dans les représentations diplomatiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Retraite des agents de catégorie active dans la fonction publique d'Etat - Contrôle budgétaire - Communication.

LUCHE (Jean-Claude)
sénateur (Aveyron)
UDI-UC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Culture : patrimoines, transmission des savoirs [n° 112 tome 2 fasc. 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des

LUREL (Victorin)
ministre des outre-mer
(jusqu'au 1er avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état de catastrophe naturelle à la suite du cyclone à La Réunion** - (9 janvier 2014) (p. 179).

MACRON (Emmanuel)
ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique
(à partir du 26 août 2014)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2014-559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif et n° 2014-947 du 20 août 2014 relative au taux de l'intérêt légal [n° 35 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'avenir des chambres de commerce et d'industrie** - (21 octobre 2014) (p. 7223, 7224).

savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9209).

- **Question orale sans débat sur l'extension du plateau continental dans les territoires ultramarins** - (4 février 2014) (p. 1267, 1268).

- **Question orale sans débat sur le projet de service militaire adapté, SMA, de Futuna** - (18 février 2014) (p. 1757, 1758).

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2390, 2397).

- **Question orale sans débat sur l'alignement du cadre d'emploi des attachés territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothécaires territoriaux sur celui des attachés d'administration** - (21 octobre 2014) (p. 7225).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - Discussion générale (p. 7686, 7688).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les autoroutes** - (13 novembre 2014) (p. 8126).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9745, 9747).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le PJJ pour la croissance et l'activité** - (11 décembre 2014) (p. 10086, 10087).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les professions réglementées** - (11 décembre 2014) (p. 10092, 10093).

MADEC (Roger)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral du 18 juin 2014 au 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*): Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la création d'une filière d'auxiliaires de vie scolaire** - (21 janvier 2014) (p. 399, 400). (p. 400).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire** [n° 123 (2013-2014)] - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3615, 3617).

- **Question orale sans débat sur l'allocation d'actifs de l'établissement de retraite supplémentaire de la fonction publique** - (27 mai 2014) (p. 4300). (p. 4301).

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Réélu le 28 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les pesticides** - (7 janvier 2014) (p. 19). (p. 20).

- **Question orale sans débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires** - (4 février 2014) (p. 1275, 1276). (p. 1276).

- **Question orale sans débat sur les financements apportés par l'Etat à la maison départementale des personnes handicapées de la Gironde** - (6 mai 2014) (p. 3687). (p. 3688).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9492).

- **Question orale sans débat sur la refonte de la carte des zones prioritaires dans le cadre des réseaux de réussite scolaire** - (16 décembre 2014) (p. 10416, 10417). (p. 10417).

MAGNER (Jacques-Bernard)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Haut conseil à la vie associative.

Membre titulaire du comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'an I des ESPE : un chantier structurel [n° 579 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : La guerre scolaire n'aura pas lieu - Bilan d'application de la « loi Carle » du 28 octobre 2009 [n° 695 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 112 tome 6 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Jacques Chevallier, professeur émérite de droit public à l'université Panthéon Assas (Paris II), directeur du Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (Cersa).

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de choix des

maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Présentation du rapport d'information et demande d'autorisation de publication.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Examen du rapport d'information.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Examen du rapport d'information de MM. Jacques Legendre et Jacques-Bernard Magner, rapporteurs sur la mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence - Réunion commune avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Table ronde sur la jeunesse.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** - (7 janvier 2014) (p. 75, 76).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 477, 478). (p. 483). - **Article 2** (*Modalités d'application*) (p. 484). - **Article 3** (*Gage*) (p. 484).

- **Question orale sans débat sur la desserte ferroviaire Paris / Clermont-Ferrand** - (4 février 2014) (p. 1264, 1265). (p. 1265, 1266).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2641, 2642).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 27** (art. L. 812-1, articles L. 812-6 à L. 812-10 [nouveaux], L. 813-10, L. 830-1, L. 830-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 111-6 et L. 343-1 du code de la recherche - *Modernisation de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France*) (p. 3124, 3125). (p. 3125). (p. 3126). (p. 3127). (p. 3127). (p. 3128). (p. 3129).

- **Question orale sans débat sur la déscolarisation partielle ou totale de certains jeunes** - (29 avril 2014) (p. 3513). (p. 3514).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4650, 4653).

- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** - (10 juin 2014) (p. 4657, 4659).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4729, 4732).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9458, 9459).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9563, 9564). - **Etat B** (p. 9581).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9662, 9663).

MAGRAS (Michel)
sénateur (Saint-Barthélemy)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis président le 20 novembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 15 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Trois clés pour l'avenir universitaire aux Antilles et en Guyane : territorialité, attractivité, solidarité [n° 470 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi organique portant diverses dispositions relatives à la collectivité de Saint-Barthélemy [n° 473 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à Saint-Barthélemy [n° 474 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane - Présentation du rapport d'information.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Présentation du rapport d'information du groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane, par Mme Dominique Gillot et M. Michel Magras, co-rapporteurs (réunion conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication).

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Secteur des télécommunications - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

La situation et la réforme universitaire aux Antilles et en Guyane - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan d'activité de la délégation 2011-2014.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Arnaud Martrenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la sous-direction des politiques publiques, direction générale des outre-mer, et de M. Grégoire Cayé, chargé de mission.

Audition de M. Philippe Ruelle, directeur général de l'Union des groupements de producteurs de bananes de Guadeloupe et Martinique (UGPBAN), de Mme Sylvie Lemaire, déléguée générale du Syndicat du sucre de La Réunion, et de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom, accompagné de Mme Laetitia de La Maisonneuve, chargée des relations avec le Parlement, et de M. Emmanuel Detter, consultant.

Audition de Mme Anne-Britte Masson, chef du bureau politique agricole extérieure, commerce et développement - Direction générale du Trésor.

Audition de Mme Isabelle Chmitelin, directrice de l'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer (ODEADOM) et de M. Denis Loeillet, responsable de l'Observatoire des marchés du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** [n° 387 (2013-2014)] - (10 avril 2014) - **Article 35 (priorité)** (art. L. 122-1-1 [nouveau], L. 151-3 [nouveau], L. 175-4, L. 175-6, L. 175-7, L. 175-8, L. 176-1, L. 176-2, L. 176-3, L. 176-7, L. 177-1, L. 177-2, L. 177-3, L. 177-4, L. 178-1, L. 178-2, L. 178-3, L. 178-4, art. L. 179-2 à L. 179-4 [nouveaux], L. 371-1 [nouveau], L. 372-2, L. 373-1 [nouveau], L. 374-10 [nouveau] et L. 375-1 du code forestier - *Adaptation des dispositions du code forestier aux outre-mer et exercice des missions du Centre national de la propriété forestière en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion*) (p. 2725). (p. 2726).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (30 octobre 2014) - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations*) (p. 7591, 7592).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8746). (p. 8748). - **Article 12** (art. 104 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - *Fixation en loi de finances de la dotation globale de compensation (DGC) de la collectivité de Saint-Barthélemy*) (p. 8797, 8798). (p. 8799, 8800). (p. 8801). (p. 8802, 8803).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9151, 9153). - **Article 57 bis (nouveau)** (art. L. 6500 du code général des collectivités territoriales - Fixation du montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française pour 2015) (p. 9168, 9169).

Santé

- (29 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9251). (p. 9252, 9253). (p. 9253).

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9274, 9275).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9590). (p. 9590).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] (suite)**

Deuxième partie :

- (6 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 44** (art. 244 quater B du code général des impôts - Taux majoré de crédit d'impôt recherche en faveur des entreprises exposant des dépenses de recherche dans les départements d'outre-mer) (p. 9877).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 10275). (p. 10276). (p. 10276). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 10328).

MALHERBE (Hermeline)
sénatrice (Pyrénées-Orientales)
RDSE

Devenu sénateur le 27 août 2014 (remplace M. Christian Bourquin, décédé).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis vice-présidente le 4 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7412, 7413).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7545).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 8027). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8062).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8419).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10083, 10084).

MALHURET (Claude)
sénateur (Allier)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

MANABLE (Christian)
sénateur (Somme)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7466).

MANDELLI (Didier)
sénateur (Vendée)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs le 18 décembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Enjeux de la fiscalité écologique et de la conférence Paris Climat 2015 (COP21) - Audition de M. Christian de Perthuis, président du conseil scientifique de la chaire Économie du climat.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires** [n° 553 (2013-2014)] - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8444, 8445).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (26 novembre 2014) - **Article 30** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8955).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

MANDON (Thierry)
secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification
(à partir du 4 juin 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la complexité des normes administratives** - (21 octobre 2014) (p. 7226, 7227).

- **Question orale sans débat sur la publication des déclarations d'intérêts et d'activités des parlementaires** - (21 octobre 2014) (p. 7228).

- **Question orale sans débat sur l'utilisation d'un système de lecture des plaques d'immatriculation** - (21 octobre 2014) (p. 7229).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7688, 7691). (p. 7712, 7714). - **Article 2** (Habilitation en vue d'harmoniser la notion de jour en droit du travail et en droit de la sécurité sociale) (p. 7716). (p. 7717). (p. 7717). - **Article 2 ter** (Habilitation en vue de préciser le régime du portage salarial) (p. 7719). (p. 7719). - **Article 2 quater** (Habilitation en vue de simplifier et sécuriser le régime du temps partiel) (p. 7721, 7722). (p. 7722). (p. 7723). - **Article 2 quinquies (nouveau)** (art. L. 1242-3, L. 1242-6-1 à L. 1242-6-6 [nouveaux] et L. 1242-7 du code du travail et art. 6 de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail - Pérennisation du contrat de travail à durée déterminée à objet défini) (p. 7724). (p. 7726). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7727). (p. 7727, 7728). (p. 7731, 7732). - **Article 4 (supprimé)** (Habilitation en vue de supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation préalable ou de déclaration et de substituer des régimes de déclaration à des régimes d'autorisation préalable) (p. 7737). (p. 7737). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7738, 7739). - **Article 7** (Habilitation en vue de faciliter la réalisation des opérations d'aménagement et de construction) (p. 7740). (p. 7740, 7741). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7742). - **Article 7 bis** (art. L. 123-5-1 du code de l'urbanisme - Extension du champ d'application des dérogations en matière de densité) (p. 7743). (p. 7743, 7744). - **Article 7 ter** (art. L. 551-1, L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Habilitation en vue de modifier diverses dispositions relatives aux ventes d'immeubles soumis au statut de la copropriété) (p. 7745). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 7745). (p. 7747). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7748). (p. 7748). (p. 7749). - **Article 10 (supprimé)** (art. L. 221-1, L. 221-2 et L. 221-6 du code de l'énergie - Assouplissement du régime des certificats d'énergie pour le fioul domestique) (p. 7751). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 7752). - **Article 11 bis** (art. L. 362-3 du code de l'environnement -

- (2 décembre 2014) (p. 9400, 9401).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les professions réglementées** - (11 décembre 2014) (p. 10092).

Transport des clients des restaurants d'altitude par motoneige (p. 7754).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7803, 7804). (p. 7808, 7809). - **Article 12** (Habilitation en vue de prendre diverses mesures de simplification en droit des sociétés) (p. 7812). (p. 7813). (p. 7814). (p. 7814). (p. 7815). - **Article 12 bis A (nouveau)** (art. 635 et 862 du code général des impôts - Suppression de l'obligation d'enregistrement auprès de l'administration fiscale des statuts et autres actes des sociétés commerciales) (p. 7815). (p. 7816). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 7817). (p. 7818). (p. 7818). (p. 7818). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 7828). - **Article 16** (Sécurisation des autorisations de prélèvement signées par les entreprises dans le cadre du télé-règlement avec les administrations à l'occasion du passage au nouveau système unifié de paiement en euros) (p. 7829). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 257, 266, 269 et 270 du code général des impôts - Suppression d'une obligation déclarative en matière de taxe sur la valeur ajoutée sur les livraisons à soi-même d'immeubles) (p. 7829). - **Article 19** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 - Dispense de signature de certaines décisions administratives et de leurs actes préparatoires) (p. 7830). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de fixer les règles de recouvrement et de gestion de la redevance de stationnement) (p. 7829). (p. 7831). - **Article 25** (art. L. 1611-7-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Autorisation du recours aux conventions de mandat pour l'Etat et les collectivités territoriales et validation des conventions déjà conclues) (p. 7832, 7833). (p. 7833). (p. 7833). (p. 7834). (p. 7834). - **Article 27** (Habilitation en vue de transposer deux directives européennes relatives aux marchés publics et de simplifier le droit de la commande publique) (p. 7835). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 2 et 11 de l'ordonnance° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat et art. L. 1414-2 et L. 1414-12 du code général des collectivités territoriales - Encadrement du recours aux contrats de partenariat) (p. 7837). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. L. 711-1-1 [nouveau] du code de commerce - Faculté de fusion entre chambres territoriales et régionales de commerce et d'industrie) (p. 7839). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 711-22 à L. 711-25 [nouveaux] du code de commerce - Statut des chambres de commerce et d'industrie locales) (p. 7841). - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 7842). - **Article 29** (Habilitation en vue de fusionner l'Agence française pour les investissements internationaux et UbiFrance) (p. 7843). (p. 7843, 7844). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue d'aménager certains dispositifs de suivi du financement des entreprises) (p. 7844). - **Article 31 bis A (nouveau)** (art. 2422 [nouveau] du code civil et art. L. 313-14, L. 313-14-1 et L. 313-14-2 [nouveaux] du code de la consommation - Rétablissement de l'hypothèque rechargeable pour les professionnels) (p. 7845). (p. 7846). - **Article additionnel après l'article 31 bis A** (p. 7847). - **Article 31 bis** (Habilitation en vue de procéder à diverses simplifications dans le secteur du tourisme) (p. 7848). (p. 7848). (p. 7849). - **Article 32** (art. L. 1121-3, L. 2124-27, L. 2124-28, L. 2323-9, L. 5211-1, L. 5221-1, L. 5221-2, L. 5222-1, L. 5222-2, L. 5232-1, L. 5241-2, L. 5241-4, L. 5242-1 et L. 5251-1 du

code général de la propriété des personnes publiques - Clarifications du code général de la propriété des personnes publiques) (p. 7849). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 7850). (p. 7850). - **Article 33** (articles du code général des impôts et art. L. 534-1 du code rural et de la pêche maritime - Actualisation de références à des textes européens et suppression de renvois à des textes d'application) (p. 7852). - **Article 34** (art. L. 121-15, L. 121-18-1, L. 121-22, L. 121-25 [nouveau], L. 121-34-2, L. 121-49, L. 121-87, L. 121-97, L. 121-98-1 [nouveau], L. 121-113 [nouveau], L. 121-114 [nouveau], L. 122-3 et L. 141-1 du code de la consommation - Correction d'insuffisances et d'incohérences juridiques dans le code de la consommation) (p. 7853, 7854). (p. 7854). (p. 7854). (p. 7854). (p. 7855). - **Article 34 ter (Texte non modifié par la commission)** (Ratification d'ordonnances relatives à l'application du code de commerce en Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna) (p. 7856). (p. 7856). (p. 7857). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 7857). - **Article 36** (Délais d'habilitation accordés au Gouvernement pour prendre les ordonnances) (p. 7858). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7859, 7860).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 153 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10596, 10597). (p. 10604, 10605).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 [n° 138 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10606).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives - Commission mixte paritaire [n° 123 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10625, 10627). - **Article 7** (Habilitation en vue de faciliter la réalisation des opérations d'aménagement et de construction) (p. 10643).

MARC (Francois)
sénateur (Finistère)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 259 (2013-2014)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire [n° 327 (2013-2014)] (29 janvier 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 389 (2013-2014)] présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le Mécanisme de résolution unique : nouvelle étape de l'Union bancaire [n° 398 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; rapporteur général de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du comité d'orientation du centre d'analyse stratégique jusqu'au 17 février 2014.

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 179 (2013-2014)] visant à renforcer la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoires bancaires [n° 471 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 415 (2013-2014)] tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 475 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le projet de programme de stabilité 2014-2017 [n° 483 (2013-2014)] (29 avril 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence [n° 541 (2013-2014)] (20 mai 2014) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 671 (2013-2014)] pour 2014 [n° 672 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 713 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 1 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le débat d'orientation des finances publiques pour 2015 [n° 717 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 748 (2013-2014)] (17 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 747 (2013-2014)] pour 2014 [n° 750 (2013-2014)] (17 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 759 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 764 (2013-2014)] (22 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La régulation à l'épreuve de l'innovation : les pouvoirs publics face au développement des monnaies virtuelles [n° 767 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Affaires européennes [n° 108 tome 2 fasc. 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Recevabilité financière des amendements et des propositions de loi au Sénat - Communication.

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des finances*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des finances*) : Enjeux liés au développement des monnaies virtuelles de type bitcoin - Table ronde.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget, sur les résultats de l'exercice 2013.

Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel

Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des finances*) : Gestion de la dette française - Audition de M. Ambroise Fayolle, directeur général de l'Agence France trésor.

Réunion du bureau de la commission du 29 janvier 2014 - Communication.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des finances*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Implications pour la France de la législation américaine « FATCA » et perspectives de développement de l'échange automatique d'informations en matière fiscale - Audition conjointe de Mme Mathilde Dupré, chargée du plaidoyer Financement du développement CCFD-Terre Solidaire, M. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales de la direction de la législation fiscale, et M. Patrick Suet, président du comité fiscal de la Fédération bancaire française (FBF), secrétaire général de la Société générale, et M. Jean-Marc Vasseux, directeur risques, contrôle et conformité d'AXA Banque.

Services historiques de la défense - Communication.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

Evolution et développement de la place financière de Paris - Audition conjointe de Mme Delphine d'Amarzit, chef du service du financement de l'économie de la direction générale du Trésor, MM. Dominique Cerutti, directeur général d'Euronext, Thierry Francq, auteur d'un rapport sur l'évolution d'Euronext et l'avenir des activités de marché et de post-marché en Europe, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, président directeur général de GDF-Suez, et Hervé Synvet, professeur agrégé de droit privé à l'université Panthéon-Assas (Paris II).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Charles Coppelani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Mécanisme de résolution unique : nouvelle étape de l'Union bancaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 mars 2014.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des finances*) : Concurrence fiscale en Europe - Audition conjointe de MM. Thierry Madiès, professeur d'économie à l'université de Fribourg, Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société Taj, Olivier Passet, directeur des synthèses économiques de Xerfi et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

(*commission des finances*) : Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des finances*) : Dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logements privés - Gestion de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) - Audition de MM. Philippe Baccou, président de section à la cinquième chambre de la Cour des comptes, Étienne Crépon, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Claude Dilain, président de l'ANAH, Pierre Ducret, président-directeur général de CDC Climat, et Michel Pelenc, directeur de la fédération nationale « Habitat et développement ».

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoires bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des finances*) : Suite à donner au référé de la Cour des comptes concernant le contrôle des comptes et la gestion de l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) portant sur les exercices 2001 à 2011 - Audition de MM. Nicolas Bourriaud, directeur de l'ENSBA, Patrick Lefas, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, et Michel Orier, directeur général de la création artistique.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

« Stabilité financière : a-t-on progressé depuis 2008 ? » - Audition conjointe de MM. Jean Beunardeau, directeur général de HSBC France et directeur de la Banque de financement, d'investissement et de marchés en France, Didier Duval, responsable de la sécurité financière et de la prévention de la fraude au sein de la direction de la conformité du groupe Crédit agricole, Laurent Le Mouel, responsable des affaires réglementaires et prudentielles au sein de la direction des risques du groupe Crédit agricole, Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, et Christian Walter, professeur d'économie au collège d'études mondiales de la fondation de la maison des sciences de l'homme, titulaire de la chaire éthique et finances.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des finances*) : Situation économique et financière de l'Autriche, de la Hongrie et de la Slovaquie - Communication de M. Philippe Marini.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-

Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil des finances publiques relatif au respect des orientations pluriannuelles de solde structurel en 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : contrôle budgétaire - Musées nationaux - Communication.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Inventaire des œuvres d'art en dépôt dans les représentations diplomatiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et nouvelle procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Agences des aires marines protégées (AAMP) et politique de protection du milieu marin - Contrôle budgétaire - Communication.

Dépense fiscale en faveur des anciens combattants - Contrôle budgétaire - Communication.

Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des finances*) : Direction de l'information légale et administrative (DILA) - Contrôle budgétaire - Communication.

Remise du rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Externalisations en opérations extérieures - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Retraite des agents de catégorie active dans la fonction publique d'Etat - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement pour 2013 et débat d'orientation des finances publiques pour 2015 - Examen du rapport et du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : Musée national du sport - Contrôle budgétaire - Communication.

Questions diverses - Taxation des produits énergétiques et de l'électricité - Communication.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Accord entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») - Examen du rapport.

Avenir des préfectures - Contrôle budgétaire - Communication.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Réunion du lundi 21 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements en nouvelle lecture.

Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen en nouvelle lecture des amendements.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des finances*) : Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) - Audition, ouverte à la presse, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Enjeux liés au développement du Bitcoin et des autres monnaies virtuelles - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate aux fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement - Communication.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 60) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles précédemment réservés et position de la commission sur la première partie.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'Etat » de la mission « Politique des territoires » et programme « Politique de la ville » de la mission « Politique des territoires » (et article 57 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » de la mission « Travail et emploi » (et articles 62 et 63) et le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage », programmes « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » de la mission « Travail et emploi » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Procédure européenne d'examen des budgets nationaux - Communication de Mme Fabienne Keller et de M. François Marc.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (11 février 2014) (p. 1522, 1524).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les résultats en termes d'emplois et d'économies** - (20 février 2014) (p. 2112).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3561, 3562).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3586, 3589).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence [n° 472 (2013-2014)]** - (7 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3806, 3808).

- Rapporteur - **Article 1er** (Art. L. 312-19 et L. 312-20 [nouveaux] du code monétaire et financier - Comptes inactifs) (p. 3819). (p. 3820, 3821). (p. 3822). (p. 3822). (p. 3823). (p. 3824). (p. 3825). (p. 3826). (p. 3827). (p. 3827). (p. 3828). (p. 3828). (p. 3828). (p. 3829). (p. 3829). - **Article 4** (p. 3832). (p. 3832). (p. 3833). (p. 3833). (p. 3834). (p. 3834). (p. 3834). - **Article 5** (Art. L. 223-10-2, L. 223-10-2-1 [nouveau], L. 223-19-1, L. 223-21, L. 223-22-1, L. 223-24-4 [nouveau] du code de la mutualité - Contrats d'assurance vie non réclamés - dispositions relatives aux mutuelles) (p. 3836). (p. 3837). (p. 3837). (p. 3837). (p. 3838). (p. 3838). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3839). - **Article 12** (Art. L. 518-24 du code monétaire et financier - Dispositions applicables à la Caisse des dépôts et consignations) (p. 3842). (p. 3843). (p. 3844). (p. 3845). (p. 3846). (p. 3846). (p. 3846, 3847). (p. 3847). (p. 3847). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 3848). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission) (Date d'entrée en vigueur de la proposition de loi)** (p. 3848).

- **Commission mixte paritaire [n° 542 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4454, 4455).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5702, 5705).

- Rapporteur général de la commission des finances - **Article liminaire** (Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2014) (p. 5733). - **Article 1er** (Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes) (p. 5738). (p. 5743). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5745). (p. 5746). (p. 5746). (p. 5748). (p. 5752). (p. 5753, 5754). (p. 5754). (p. 5756). (p. 5757).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5789). (p. 5791, 5792). (p. 5792). (p. 5794). (p. 5794). (p. 5795). (p. 5797). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 150-0 D et 150-0 D ter du code général des impôts - Modalités d'imposition des gains de cession de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, BSPCE, et de certains gains de levée d'option) (p. 5803). (p. 5804). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. 199 ter S du code général des impôts - Simplification de l'éco-prêt à taux zéro) (p. 5805). (p. 5806). - **Article 1er quater (nouveau)** (art. 569 du code général des impôts - Marquage et traçabilité des produits de tabacs par un tiers indépendant) (p. 5807). - **Articles additionnels après l'article 1er septies** (p. 5810). (p. 5811). - **Article 2** (art. L. 6241-2, L. 6241-3, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-8-1 du code du travail, art. 1599 ter A et 1609 quinquies du code général des impôts, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales - Réforme de la taxe d'apprentissage) (p. 5814). (p. 5815). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5816). (p. 5817). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 1601 du code général des impôts - Modalités d'application du plafonnement pour 2014 de la taxe additionnelle à la cotisation des entreprises pour frais de chambres de métiers et d'artisanat) (p. 5818). (p. 5819). (p. 5819). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Relèvement du plafond de la taxe sur les spectacles de variété et abaissement du plafond de la redevance d'archéologie préventive) (p. 5820). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5822). (p. 5824). (p. 5826). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 5828). (p. 5831). (p. 5833). - **Article 3 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 5839). - **Article 1er bis A (nouveau)** (Exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 5843).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 715 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6065, 6068).

- Rapporteur général de la commission des finances - **Article 1er** (Résultats du budget de l'année 2013) (p. 6096). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6120).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 747 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6459, 6460).

- Rapporteur général de la commission des finances - **Article 1er ter** (Simplification de l'éco-prêt à taux zéro) (p. 6474). - **Article 1er quater** (Marquage et traçabilité des produits de tabacs) (p. 6476). - **Article 3 et état A annexé (supprimé)** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 6490).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Nouvelle lecture [n° 759 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6630).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Article 1er (supprimé)** (Approbation du rapport annexé) (p. 7915, 7916).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8459).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 2** (Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens) (p. 8571, 8572). (p. 8580, 8591). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 8649, 8650).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8757, 8758). (p. 8770).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 17 (réserve)** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8875).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8939, 8941). - **Article 30** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8954, 8955). - **Article 31 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8975, 8976).

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9787). - **Article 58 quater (nouveau)** (art. L. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil

d'effort fiscal pour bénéficier du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC, en 2016 (p. 9802).

MARC (Alain)
sénateur (Aveyron)
UMP-R

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications

officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation

- (1er décembre 2014) (p. 9341, 9342).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9494, 9495).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la reconnaissance de l'Etat de catastrophe naturelle à la suite des intempéries dans le Sud** - (11 décembre 2014) (p. 10093).

MARIE (Didier)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

Devenu sénateur le 1er janvier 2014 (en remplacement de M. Marc Massion).

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 7 janvier 2014 au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 376 (2013-2014)] relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 442 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Entrée de la Lituanie dans la zone euro - Communication de M. Jean-Claude Requier.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Évolution du régime de la fiscalité des entreprises en Irlande - Communication de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Surveillance des frontières et sauvetage des migrants en Méditerranée (Opération Triton) - Communication de M. André Reichardt.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet « croissance, emploi, investissement » - Avis de MM. Didier Marie et Jean-Paul Emorine.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne** [n° 366 (2013-2014)] - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1721, 1722).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises** [n° 441 (2013-2014)] - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3209, 3211).

- Rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 9** (*art. 16-II, 19-I, 19-I bis A, 19-I bis A, 19-I bis, 19-III, 19-1, 20, 21-I, 21-III, 22-1, 24-I, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - Règles relatives au statut de l'artisan*) (p. 3267, 3268).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (*sous-section 1, sous-section 2 [nouvelles] de la section 2 du chapitre II du Titre Ier du Livre II du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 212-7, L. 212-8-1 [nouveau], L. 212-9, L. 212-10, L. 212-10-1 à L. 212-10-9 [nouveaux], L. 212-11 à L. 212-13, L. 212-23, L. 414-4 [nouveau], chapitre V [nouveau] du titre II et chapitre IV [nouveau] du titre III du livre IV du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-1, L. 751-2-IV, L. 751-6-II, L. 752-3-1, L. 752-7, L. 752-14, L. 752-17, L. 752-19 et L. 752-22 du code de commerce - Dispositions relatives à la procédure de délivrance de l'autorisation d'aménagement cinématographique*) (p. 3339). (p. 3340).

- **Question orale sans débat sur les difficultés des associations d'aide à domicile** - (8 juillet 2014) (p. 5785, 5786). (p. 5787).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) (p. 9396, 9397).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10035, 10036).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10502, 10503).

MARINI (Philippe)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Président de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (8 juillet 2014).

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La recevabilité financière des amendements et des propositions de loi au Sénat [n° 263 (2013-2014)] (7 janvier 2014) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instaurant la gestion collective des droits de reproduction et de représentation d'une œuvre d'art graphique, plastique ou photographique par un service de moteur de recherche et de référencement [n° 428 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La France et l'Iran : des relations économiques et financières à reconstruire [n° 605 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le dépôt d'une offre publique d'achat en cas d'acquisition de l'essentiel de l'activité d'une entreprise [n° 648 (2013-2014)] (24 juin 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La dépense fiscale en faveur des anciens combattants : une évolution à maîtriser [n° 653 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Anciens combattants - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La régulation à l'épreuve de l'innovation : les pouvoirs publics face au développement des monnaies virtuelles [n° 767 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Questions diverses - Composition de la commission.

Recevabilité financière des amendements et des propositions de loi au Sénat - Communication.

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des finances*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de Mme Valentine Ferréol, présidente de l'Institut G9+.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des finances*) : Enjeux liés au développement des monnaies virtuelles de type bitcoin - Table ronde.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget, sur les résultats de l'exercice 2013.

Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Compte rendu de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) (semaine parlementaire du semestre européen) - Communication de MM. Philippe Marini, Jean Arthuis et Richard Yung.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des finances*) : Reconquérir l'économie réelle - Communication en vue de l'examen des articles 4 à 8 ter du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des finances*) : Gestion de la dette française - Audition de M. Ambroise Fayolle, directeur général de l'Agence France trésor.

Réunion du bureau de la commission du 29 janvier 2014 - Communication.

(*commission des affaires sociales*): Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*): Implications pour la France de la législation américaine « FATCA » et perspectives de développement de l'échange automatique d'informations en matière fiscale - Audition conjointe de Mme Mathilde Dupré, chargée du plaidoyer Financement du développement CCFD-Terre Solidaire, M. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales de la direction de la législation fiscale, et M. Patrick Suet, président du comité fiscal de la Fédération bancaire française (FBF), secrétaire général de la Société générale, et M. Jean-Marc Vasseux, directeur risques, contrôle et conformité d'AXA Banque.

Services historiques de la défense - Communication.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*): Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

Evolution et développement de la place financière de Paris - Audition conjointe de Mme Delphine d'Amarzit, chef du service du financement de l'économie de la direction générale du Trésor, MM. Dominique Cerutti, directeur général d'Euronext, Thierry Francq, auteur d'un rapport sur l'évolution d'Euronext et l'avenir des activités de marché et de post-marché en Europe, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, président directeur général de GDF-Suez, et Hervé Synvet, professeur agrégé de droit privé à l'université Panthéon-Assas (Paris II).

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des finances*): Engagement du groupe La Poste suite à l'entrée en gestion extinctive du Crédit immobilier de France et action du groupe dans le financement des collectivités territoriales - Audition conjointe de MM. Philippe Wahl, président-directeur général de La Poste, président du conseil de surveillance de la Banque Postale, et Rémy Weber, président du directoire de la Banque Postale.

État d'avancement et perspectives d'évolution de l'union bancaire - Audition conjointe de MM. Corso Bavagnoli, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), Karel Lannoo, directeur général du Centre for European Policy Studies (CEPS), Pierre de Lauzun, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et Mme Laurence Scialom, professeure d'économie à l'université Paris-X.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*): Audition de M. Charles Coppolani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Désignation d'un rapporteur.

Mécanisme de résolution unique: nouvelle étape de l'Union bancaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'État, directeur général de l'Agence des participations de l'État.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des finances*): Concurrence fiscale en Europe - Audition conjointe de MM. Thierry Madiès, professeur d'économie à l'université de Fribourg, Gianmarco Monsellato, avocat associé, directeur général de la société Taj, Olivier Passet, directeur des synthèses économiques de Xerfi et Raffaele Russo, chef du projet BEPS, centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

(*commission des finances*): Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*): Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avois bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rééquilibrage des règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des finances*): Suite à donner au référé de la Cour des comptes concernant le contrôle des comptes et la gestion de l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) portant sur les exercices 2001 à 2011 - Audition de MM. Nicolas Bourriaud, directeur de l'ENSBA, Patrick Lefas, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, et Michel Oriet, directeur général de la création artistique.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*): Accueil d'un nouveau commissaire.

Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des finances*): Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*): Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Avis sur une candidature aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations - Résultats du scrutin.

« Stabilité financière : a-t-on progressé depuis 2008 ? » - Audition conjointe de MM. Jean Beunardeau, directeur général de HSBC France et directeur de la Banque de financement, d'investissement et de marchés en France, Didier Duval, responsable de la sécurité financière et de la prévention de la fraude au sein de la direction de la conformité du groupe Crédit agricole, Laurent Le Mouel, responsable des affaires réglementaires et prudentielles au sein de la direction des risques du groupe Crédit agricole, Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, et Christian Walter, professeur d'économie au collège d'études mondiales de la fondation de la maison des sciences de l'homme, titulaire de la chaire éthique et finances.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des finances*): Projet d'opérateur national de paye (ONP) - Audition conjointe de M. Olivier Bourges, directeur général adjoint à la direction générale des finances publiques (DGFIP), Mme Marie-Anne Lévêque, directrice générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFFP), M. Jacques Marzin, directeur de la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication (DISIC) et de Mme Valérie Metrich-Hecquet, secrétaire générale du ministère de l'agriculture.

Situation économique et financière de l'Autriche, de la Hongrie et de la Slovaquie - Communication de M. Philippe Marini.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*): Avis du Haut conseil des finances publiques relatif au respect des orientations pluriannuelles de solde structurel en 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : contrôle budgétaire - Musées nationaux - Communication.

Questions diverses.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Compte de concours financiers « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » - Contrôle budgétaire - Communication.

Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission en Iran du 22 au 29 avril 2014.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Audition de MM. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Financement de la sûreté nucléaire - Contrôle budgétaire - Communication.

Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

Inventaire des œuvres d'art en dépôt dans les représentations diplomatiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et nouvelle procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Agences des aires marines protégées (AAMP) et politique de protection du milieu marin - Contrôle budgétaire - Communication.

Dépense fiscale en faveur des anciens combattants - Contrôle budgétaire - Communication.

Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des finances*) : Direction de l'information légale et administrative (DILA) - Contrôle budgétaire - Communication.

Remise du rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Externalisations en opérations extérieures - Contrôle budgétaire - Communication.

Organisme extraparlamentaire - Désignation de candidats.

Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Moyens de la sécurité civile, l'exemple de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n° 7 (UIISC7) - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Retraite des agents de catégorie active dans la fonction publique d'Etat - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des finances*) : Désignation de rapporteur.

Loi de règlement pour 2013 et débat d'orientation des finances publiques pour 2015 - Examen du rapport et du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : Musée national du sport - Contrôle budgétaire - Communication.

Questions diverses - Taxation des produits énergétiques et de l'électricité - Communication.

Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Accord entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») - Examen du rapport.

Avenir des préfectures - Contrôle budgétaire - Communication.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Réunion du lundi 21 juillet 2014 (*commission des finances*) :
Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen en nouvelle lecture des amendements.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des finances*) :
Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Questions diverses - Communication sur la préparation de l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE) dans les domaines économiques et financiers.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des finances*) : Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) - Audition, ouverte à la presse, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Enjeux liés au développement du Bitcoin et des autres monnaies virtuelles - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1568, 1569).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3607, 3609).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - président de la commission des finances - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3876).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014** - (23 juin 2014) (p. 5179, 5180).

- **Rappel au règlement** - (26 juin 2014) (p. 5339).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5404, 5405).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5705, 5706).

- président de la commission des finances - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2014*) (p. 5736, 5737). - **Article 1er** (*Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes*) (p. 5739, 5740). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5747). (p. 5757). (p. 5757).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (suite) (p. 5791). (p. 5799). -

Article 1er quater (nouveau) (*art. 569 du code général des impôts - Marquage et traçabilité des produits de tabacs par un tiers indépendant*) (p. 5807, 5808). - **Article 2** (*art. L. 6241-2, L. 6241-3, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-8-1 du code du travail, art. 1599 ter A et 1609 quinquies du code général des impôts, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales - Réforme de la taxe d'apprentissage*) (p. 5814, 5815). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5825, 5826). (p. 5826). (p. 5827). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 5830). - **Article 3 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 5840). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 5853).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (10 juillet 2014) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 5953, 5954). (p. 5955). (p. 5956).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 715 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6087, 6089).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 747 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6460, 6461).

- président de la commission des finances - **Demande de seconde délibération** (p. 6485).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Article 9** (*art. L. 732-24 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime - Absence exceptionnelle de revalorisation de prestations de sécurité sociale au 1er octobre 2014*) (p. 6620).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») [n° 706 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6663, 6664).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (16 septembre 2014) (p. 6868, 6875).

- **Débat sur le rôle et la stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet** - (23 octobre 2014) (p. 7336, 7338).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7454).

MARSEILLE (Hervé)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UDI-UC

Vice-président du Sénat à compter du 8 octobre 2014 ; a présidé les séances des 15, 22, 23 octobre, 5, 14, 22, 25, 29 novembre, 2, 6 et 15 décembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 16 juillet 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 15 juillet 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 18 décembre 2014.

Membre suppléant du Conseil supérieur du travail social.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative au report des délais prévus par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles pour la création d'intercommunalités d'au moins 200 000 habitants [n° 5 (2014-2015)] (8 octobre 2014) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 108 tome 3 annexe 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Agences régionales de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le découpage électoral** - (9 janvier 2014) (p. 174, 175).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (28 janvier 2014) - **Article 17 quater** (art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers) (p. 796). (p. 801, 802). (p. 804). (p. 807). (p. 807).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle** [n° 378 (2013-2014)] - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1296, 1298). - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 1335).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale** [n° 349 (2013-2014)] - (19 février 2014) - **Article 4** (art. L. 6322-37, L. 6331-1, L. 6331-3, L. 6331-9, L. 6331-10, L. 6331-11, L. 6331-13, L. 6331-14 et L. 6331-16 à L. 6331-32 du code du travail - Réforme du financement de la formation professionnelle et suppression de l'obligation légale de financement du plan de formation) (p. 1900). (p. 1901, 1902). - **Article 5** (art. L. 6322-21, L. 6325-12, L. 6331-8, L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-3-1, L. 6332-3-2 à L. 6332-3-6 [nouveaux], L. 6332-5, L. 6332-6, L. 6332-7, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16-1 [nouveau], L. 6332-19, L. 6332-20, L. 6332-21, L. 6332-22, L. 6332-22-2, L. 6333-1 à L. 6333-8 [nouveaux], L. 6361-1, L. 6361-2, L. 6362-1, L. 6362-4 et L. 6362-11 du code du travail - Adaptation des missions et des modalités de gestion des organismes paritaires aux objectifs de la réforme) (p. 1923). (p. 1925, 1926). (p. 1927). (p. 1928). - **Article 6** (art. L. 6211-3, L. 6232-1, L. 6232-2, L. 6232-6, L. 6232-7, L. 6232-8, L. 6241-10, L. 6252-1 et L. 6252-3 du code du travail - Aménagement des compétences des régions en matière d'apprentissage) (p. 1935). (p. 1936). (p. 1936). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1936). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1940). - **Article 9** (art. L. 6233-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-12-1 [nouveau], L. 6242-1, L. 6242-2, L. 6242-3-1 [nouveau], L. 6242-6 et L. 6242-7 à L. 6242-10 [nouveaux] du code du travail - Réforme des modalités de calcul des coûts de la formation en apprentissage et de la collecte de la taxe d'apprentissage) (p. 1949). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 6241-2 du code du travail - Fixation du plafond d'une partie du quota et du barème de la taxe d'apprentissage) (p. 1953). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. L. 6241-8, L. 6241-9 [nouveaux] et L. 6241-10 du code du travail, art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, art. L. 361-5 du code de l'éducation et art. L. 3414-5 du code de la défense - Réforme du barème de la taxe d'apprentissage) (p. 1957).

- **Questions cribles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2459). (p. 2459, 2460).

- **Question orale sans débat sur la pénalisation de la négation des génocides** - (15 avril 2014) (p. 3069). (p. 3070).

- **Question orale sans débat sur le code de déontologie des infirmiers** - (29 avril 2014) (p. 3527, 3528). (p. 3528).

- **Question orale avec débat sur l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des demandeurs d'emploi** - (12 juin 2014) (p. 4798, 4800).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Portugal** - (15 octobre 2014) (p. 7050, 7051).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9674, 9675).

- **Suite de la discussion** (6 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 43** (*art. 244 quater C du code général des impôts - Taux majoré de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en faveur des entreprises exploitées dans les départements d'outre-mer*) (p. 9874).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine** [n° 151 (2014-2015)] - (11 décembre 2014) - **Rappel au règlement** (p. 10062, 10063).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 155 (2014-2015)] - (12 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10179). (p. 10180). - **Article 31 quinquies (nouveau)** (*art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Augmentation du versement transport en Ile-de-France*) (p. 10298, 10299).

MARTIN (Philippe)
ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
(jusqu'au 1er avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le risque d'inondation en Ile-de-France** - (4 février 2014) (p. 1269).

- **Question orale sans débat sur le classement du parc naturel régional des baronnies provençales** - (4 février 2014) (p. 1270).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intempéries sur la façade atlantique** - (6 février 2014) (p. 1445).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fort de Vaujours** - (6 février 2014) (p. 1445, 1446).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique** [n° 194 (2013-2014)] - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2362, 2365).

MARTIN (Pierre)
sénateur (Somme)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) jusqu'au 4 juin 2014.

Membre suppléant du comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant du Conseil national du sport.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République le 26 février 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Communications diverses.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*): Table ronde des fédérations sportives.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de Mme Carole Delga, députée de Haute-Garonne, et M. Pierre-Alain Roiron, membres du conseil d'administration de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Laurence Tartour, en charge des finances locales à l'APVF.

Audition de Mmes Claire Pontais et Nathalie François, secrétaires nationales du Syndicat national de l'éducation physique et sportive (SNEP-FSU).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*): Diffusion audiovisuelle du sport professionnel - Table ronde.

(21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des mairies dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques) (p. 477).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des mairies quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] -**

MASSERET (Jean-Pierre)
sénateur (Moselle)
SOC

Devenu sénateur le 1er septembre 2014 (en remplacement de Mme Gisèle Printz, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Direction de l'action du Gouvernement : coordination du travail gouvernemental [n° 110 tome 9 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Equipement des forces » - Mission « Défense » - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Soutien de la politique de la défense » - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Nécessaire réforme de la gouvernance de l'Internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)] -** (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7425, 7427). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7487).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7513). (p. 7522).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9688, 9689).

MASSON (Jean Louis)
sénateur (Moselle)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire aux auteurs de crimes ou de délits et à leurs ayants droits de se porter partie civile contre leurs victimes ou contre les forces de l'ordre [n° 265 (2013-2014)] (8 janvier 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux fonctions d'adjoint au maire [n° 296 (2013-2014)] (18 janvier 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à encadrer la tenue du fichier du ministère de l'intérieur concernant les nuances politiques des élus et des candidats [n° 421 (2013-2014)] (20 mars 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen et supprimant le seuil de 5 % pour la répartition des sièges [n° 449 (2013-2014)] (10 avril 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour préciser que chaque sénateur ne peut exercer qu'une délégation de vote lors des scrutins publics [n° 520 (2013-2014)] (12 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à remédier au millefeuille territorial en réduisant de moitié le nombre des régions et celui des départements et en supprimant la couche des métropoles ainsi que la clause de compétence générale applicable aux régions et aux départements [n° 567 (2013-2014)] (2 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à raccourcir le délai de versement des subventions aux communes en l'harmonisant avec le délai de paiement aux entreprises [n° 569 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à simplifier la procédure d'adjudication des lots communaux de chasse et le droit local de la chasse en Alsace et en Moselle [n° 3 (2014-2015)] (6 octobre 2014) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à relever et à regrouper les seuils sociaux fixés par le code du travail [n° 11 (2014-2015)] (9 octobre 2014)

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Egalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerc relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Rappel au règlement** - (7 janvier 2014) (p. 6).

- **Question orale sans débat sur le découpage des cantons** - (7 janvier 2014) (p. 7, 8). (p. 8).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositif de veille active*) (p. 283).

- **Question orale sans débat sur les inéligibilités et incompatibilités lors des élections municipales** - (15 avril 2014) (p. 3066, 3067). (p. 3067).

- **Rappel au règlement** - (15 avril 2014) (p. 3068).

- **Question orale sans débat sur la dotation globale de fonctionnement des communes** - (29 avril 2014) (p. 3521). (p. 3522).

- **Question orale sans débat sur les sénateurs non inscrits et les questions parlementaires** - (20 mai 2014) (p. 4095). (p. 4095, 4096).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4912, 4913). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4917, 4918). (p. 4918). (p. 4918). (p. 4919). - **Article 1er (Règles applicables à l'attribution d'une étiquette politique aux candidats et élus à une élection au suffrage universel)** (p. 4919). (p. 4920). (p. 4922). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4922, 4923). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4925).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4934).

- **Rappel au règlement** - (2 juillet 2014) (p. 5440).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5446, 5447). - **Explications de vote** (p. 5469, 5470).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5498, 5499).

- **Question orale sans débat sur l'éventuel projet du Gouvernement de créer un impôt sur les personnes propriétaires de leur logement** - (14 octobre 2014) (p. 6958). (p. 6959).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le**

calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7451). - **Article 1er A (Rappel des vocations de chaque échelon local)** (p. 7458). (p. 7461). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 7462, 7463). (p. 7464). - **Article 1er (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale)** (p. 7465). (p. 7479). (p. 7489).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7515). (p. 7525). (p. 7530).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'amélioration des aides sociales** - (13 novembre 2014) (p. 8126, 8127).

MASSON-MARET (Hélène)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Non réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis secrétaire le 5 février 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Patrimoine naturel de la montagne : concilier protection et développement [n° 384 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la révision du statut du loup [n° 781 (2013-2014)] (24 juillet 2014) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Loi Littoral - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pascal Bertheaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Questions diverses.

(commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel) : Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Audition de Mme Michèle-Laure Rassat, professeur émérite des facultés de droit, spécialiste du droit pénal.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*) : Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Morgane Merteuil et M. Thierry Schaffauser, représentants du Syndicat du travail sexuel (STRASS), et de Mme Cécile Lhuillier, co-présidente d'Act Up-Paris.

Audition de Mmes Laurence Nöelle et Rosen Hicher, sorties de la prostitution.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Activités privées de protection des navires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

(commission des affaires économiques) : Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel) : Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de M. Simon Häggström, chef de la brigade antiprostitution de Stockholm.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet de Beaune, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la société Aéroports de Paris (ADP).

Réunion du mardi 9 septembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1378, 1379).
- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2681). (p. 2681, 2682). (p. 2682). - **Article 2** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) et de FranceAgriMer) (p. 2693, 2694). (p. 2694).
- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 3037, 3038).
- **Question orale sans débat sur l'inadaptation de la réglementation actuelle relative au loup** - (6 mai 2014) (p. 3697). (p. 3698).
- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** - (10 juin 2014) (p. 4665, 4666).

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UDI-UC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Énergies renouvelables : l'exception québécoise [n° 463 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Environnement**.

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à inclure la téléphonie mobile dans le service universel [n° 800 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, dans le cadre de la préparation du rapport « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte » de M. Hervé Maurey.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Daniel Béhar, géographe.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et d'Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Secteur des télécommunications - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) - Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé aux fonctions de directeur général.

Simplification de la vie des entreprises - Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 8 et 11 bis du texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Communication du président.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Demande de renvoi pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, sur l'aménagement numérique du territoire.

Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Directive Paquet « déchets » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Rapport public thématique relatif à la grande vitesse ferroviaire - Audition de MM. François-Roger Cazala, Arnold Migus, Paul-Henri Ravier et André Le Mer, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Communication du président.

Ratification de l'amendement au protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

Organismes extra parlementaires - Désignations.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde de think tanks.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 88, 90).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture** [n° 267 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 310, 312).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture** [n° 268 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**.

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré** [n° 116 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (*art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 472).

- **Question orale sans débat sur le fonctionnement du service public de la justice** - (18 février 2014) (p. 1766, 1767). (p. 1767).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Premier ministre sur la réforme territoriale** - (10 avril 2014) (p. 2670, 2671).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence** [n° 472 (2013-2014)] - (7 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3811, 3813). - **Article 1er** (*Art. L. 312-19 et L. 312-20 [nouveaux] du code monétaire et financier - Comptes inactifs*) (p. 3821, 3822). (p. 3822). (p. 3823). (p. 3824). (p. 3824). (p. 3825). (p. 3825). (p. 3826). (p. 3826). (p. 3827). (p. 3828). (p. 3828). (p. 3828). (p. 3829). (p. 3829). - **Article 4** (p. 3832, 3833). (p. 3833). (p. 3833). - **Article 5** (*Art. L. 223-10-2, L. 223-10-2-1 [nouveau], L. 223-19-1, L. 223-21, L. 223-22-1, L. 223-24-4 [nouveau] du code de la mutualité - Contrats d'assurance vie non réclamés - dispositions relatives aux mutuelles*) (p. 3836). (p. 3837). - **Article 12** (*Art. L. 518-24 du code monétaire et financier - Dispositions applicables à la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 3842, 3843). (p. 3843). (p. 3844, 3845). (p. 3845). (p. 3846). (p. 3846). (p. 3847). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 3848). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3848, 3849).

- **Commission mixte paritaire** [n° 542 (2013-2014)] - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4456, 4457).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7018, 7020).

- **Question orale sans débat sur les modalités d'application de la réforme des rythmes scolaires et l'intercommunalité** - (21 octobre 2014) (p. 7221). (p. 7222).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération** [n° 34 (2014-2015)] - (22 octobre 2014) - **Article 1er** (*Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint*) (p. 7311).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9483, 9484).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes** [n° 145 (2014-2015)] - (15 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10365).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10450, 10451).

MAYET (Jean-François)
sénateur (Indre)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 5 novembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : commerce électronique, tendances et opportunités.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hermann Simon, président de Simon-Kucher & Partners, auteur de l'ouvrage *Les champions cachés du XXIe siècle*.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) - Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé aux fonctions de directeur général.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour la session 2014-2015.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Rapport public thématique relatif à la grande vitesse ferroviaire - Audition de MM. François-Roger Cazala, Arnold Migus, Paul-Henri Ravier et André Le Mer, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

MAZARS (Stéphane)
sénateur (Aveyron)
RDSE

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 2 mai 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 4 mai 2014.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer.

Rapporteur de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur le sport professionnel : Sport professionnel et collectivités territoriales : l'heure des transferts ? (Rapport) [n° 484 tome 1 (2013-2014)] (29 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur le sport professionnel : Sport professionnel et collectivités territoriales : l'heure des transferts ? (Annexes) [n° 484 tome 2 (2013-2014)] (29 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Sports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur la place des stades dans la cité.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde des fédérations sportives.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde avec les ligues de sport professionnel.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la consommation.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Diffusion audiovisuelle du sport professionnel - Table ronde.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de MM. Rémi Duchêne, inspecteur général de l'administration, et Bertrand Jarrige, inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Table ronde avec la participation de directions nationales de contrôle de gestion.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de

M. Mathieu Moreuil, directeur de l'action européenne de la première division de football au Royaume-Uni (Premier League).

Table ronde sur le sport féminin professionnel.

Réunion du mercredi 23 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Denis Masegla, président du Comité national olympique et sportif français.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures** [n° 289 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 446, 447).

- **Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité** [n° 121 (2013-2014)] - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 570, 572). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 587). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 590). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 592).

- **Débat sur la production énergétique en France : avenir de la filière du nucléaire et nouvelles filières de production d'énergie** - (23 janvier 2014) (p. 595, 597).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture** [n° 283 (2013-2014)] - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 670, 671). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-15 [nouveau] et L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 704, 705). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 714). (p. 714).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 23 (priorité)** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, art. L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires) (p. 742). (p. 742). (p. 744).

- **Commission mixte paritaire** [n° 348 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1598, 1599).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture** [n° 383 (2013-2014)] - (26 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2414, 2415).

MAZUIR (Rachel)
sénateur (Ain)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Réélu le 28 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Kader Arif, ministre délégué aux anciens combattants.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*): Diffusion audiovisuelle du sport professionnel - Table ronde.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France, sur le régime juridique des communes nouvelles.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de MM. Alain Lambert et Martin Malvy sur leur rapport « Pour un redressement des finances publiques fondé sur la confiance mutuelle et l'engagement de chacun ».

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*): Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Présentation du rapport d'information de Mme Patricia Schillinger « Les collectivités territoriales et la petite enfance ».

Présentation par M. André Reichardt des informations recueillies par le groupe de travail sur la protection sociale des élus locaux.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Article 61** (*art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement*) (p. 898).

- **Question orale sans débat sur les modalités de contrôle des distributeurs de lait** - (20 mai 2014) (p. 4093, 4094). (p. 4094).

- **Question orale sans débat sur le refus de dérogations en faveur de jeunes apprentis embauchés par des collectivités territoriales** - (21 octobre 2014) (p. 7217, 7218). (p. 7218).

- **Question orale sans débat sur les mesures pour recenser les faux résidents secondaires suisses** - (4 novembre 2014) (p. 7642, 7643). (p. 7644).

MÉDEVIELLE (Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
UDI-UC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies le 26 novembre 2014.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Écologie, développement et mobilité durables : Prévention des risques - Météorologie [n° 113 tome 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 8 et 11 bis du texte de la commission des lois.

MÉLOT (Colette)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes ; puis secrétaire le 13 octobre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République du 26 février 2014 au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Directive Paquet « déchets » - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9488, 9489).

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9705, 9706).

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les voyages à forfait et les prestations de voyage assistées (COM (2013) 512) [n° 312 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Transports - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La Slovaquie, un partenaire fiable en Europe [n° 405 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Europol et Eurojust : perspectives d'avenir [n° 477 (2013-2014)] (17 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces de nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au report des délais prévus par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles pour la création d'intercommunalités d'au moins 200 000 habitants [n° 5 (2014-2015)] (8 octobre 2014) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 44 (2014-2015)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la nécessaire réforme de la gouvernance de l'Internet [n° 81 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer le dialogue social dans la fonction publique de l'Etat [n° 99 (2014-2015)] (17 novembre 2014) - **Fonction publique.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Médias, livre et industries culturelles : livres et industries culturelles [n° 112 tome 4 fasc. 3 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 119 (2014-2015)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel [n° 172 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Culture.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables syndicaux représentant les enseignants et les inspecteurs de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec une délégation de la Chambre des lords du Royaume-Uni.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Georges Fotinos, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Arctique - Adhésion et participation aux programmes européens de l'Islande et de la Norvège - Communication de M. André Gattolin.

Politique de voisinage - Ukraine.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Politique européenne et situation intérieure de la Slovaquie - Rapport d'information de M. Simon Sutour et de Mme Colette Mélot.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. François Deluga, président du Centre national de la fonction publique territoriale.

Audition de Mme Danièle Carlier, adjointe au maire de Creil et de M. Philippe Raluy, directeur général des services, pour l'association Ville et banlieue.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Communication.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Le dumping social dans les transports européens : rapport et proposition de résolution de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol et Eurojust : perspectives d'avenir - Rapport d'information de MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relations entre la Jordanie et l'Union européenne - Rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Accès à la formation à l'heure du numérique - Table ronde.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) - Présentation du rapport d'information et demande d'autorisation de publication.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information en Suède - Communication.

(*commission des affaires européennes*) : Éducation - Union européenne et éducation : les MOOCs, une urgence stratégique - Communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement au Monténégro : rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Sacs en plastique : proposition de résolution européenne de Mme Françoise Boog.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Bredin, présidente du CNC (centre national du cinéma et de l'image animée).

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Gouvernance de l'internet : Examen de la proposition de résolution européenne n° 44 de Mme Catherine Morin-Desailly et de M. Gaëtan Gorce - Rapport de Mme Colette Mélot.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

(*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Propositions de règlement relatives aux médicaments vétérinaires et aux aliments médicamenteux pour animaux : proposition de résolution européenne de Mme Patricia Schillinger.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Proposition de résolution européenne n° 73 sur l'expression des parlements nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne - Examen du rapport de M. Robert Navarro.

Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique du patrimoine culturel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 463, 464).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 1er AA (nouveau)** (art. L. 145-3 du code de commerce - Statut des contrats de mise à disposition d'emplacement dans les grands magasins et les centres commerciaux) (p. 3227, 3228). (p. 3228). (p. 3228).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4129, 4131).

- **Débat sur les écoles supérieures du professorat et de l'éducation** - (11 juin 2014) (p. 4734, 4736).

- **Débat interactif et spontané** - (23 juin 2014) (p. 5185).

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition - Deuxième lecture [n° 638 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5314, 5315).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Rappel au règlement** (p. 5318).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Exclusion de la contrainte pénale pour les mineurs) (p. 5344). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-15-3 [nouveau] du code de procédure pénale - Amélioration du dispositif d'indemnisation des victimes d'infractions pénales) (p. 5348). (p. 5348).

- **Questions cribles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7908). (p. 7908).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9633, 9634).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article additionnel après l'article 44 sexdecies** (p. 9941). (p. 9941). - **Article additionnel après l'article 44 septdecies** (p. 9943). - **Articles additionnels après l'article 44 octodecies** (p. 9944). (p. 9945). (p. 9945, 9946). (p. 9947).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 décembre 2014) (p. 10019).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10037, 10038).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel**

[n° 173 (2014-2015)] - (18 décembre 2014) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 10650, 10652).

MERCERON (Jean-Claude)
sénateur (Vendée)
UDI-UC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la transition énergétique [n° 633 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le logo « Triman » et le décret d'application** - (6 mai 2014) (p. 3707). (p. 3708).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public** [n° 562 (2013-2014)] - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4425, 4427). - **Article 1er** (*Octroi d'une compétence à l'Etat en matière d'implantation d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur le domaine public des collectivités territoriales*) (p. 4435). (p. 4436).

MERCIER (Michel)
sénateur (Rhône)
UDI-UC
(jusqu'au 22 avril 2014)
sénateur (Rhône)
UDI-UC
(à partir du 1er octobre 2014)

Démissionnaire le 22 avril 2014.

Réélection le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 23 avril 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Justice aux affaires familiales : pour un règlement pacifié des litiges [n° 404 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 77 (2014-2015)] relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 144 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Géolocalisation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communication.

Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Justice familiale - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des lois*) : Application de l'article 68 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de lutte contre le terrorisme.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Proposition de directive relative aux déchets (paquet économie circulaire : proposition de résolution européenne de MM. Michel Delebarre et Claude Kern).

(*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompier volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 15 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1328).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7055, 7057). - **Article 4** (art. 421-2-5 [nouveau] du code pénal ; art. 24, 24 bis, 48-1, 48-4 à 48-6, 52 et 65-3 de la loi du 29 juillet 1881 - *Transfert des délits de provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie du terrorisme de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse dans le code pénal*) (p. 7107).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 5** (art. 421-2-6 [nouveau] et 421-5 du code pénal - *Création d'un délit d'entreprise terroriste individuelle*) (p. 7118). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7163, 7164).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7273, 7274).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 novembre 2014) (p. 7666).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7670).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7771, 7772).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 8949, 8950).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

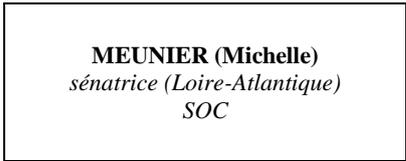
- (2 décembre 2014) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9415).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10343, 10345).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 2113-7, L. 2113-8 et L. 2114-1 du code général des collectivités territoriales - Composition transitoire du conseil municipal de la commune nouvelle)

(p. 10354, 10355). - **Article 5 A (nouveau)** (art. L. 321-2 du code de l'environnement - *Champ d'application de la « loi littoral » sur le territoire de la commune nouvelle*) (p. 10357). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-1-1-1 du code de l'urbanisme - *Possibilité de recourir à des plans de secteur dans les plans locaux d'urbanisme pour la prise en compte des spécificités des communes déléguées*) (p. 10358). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 10359). - **Article 7** (art. L. 2113-9 du code général des collectivités territoriales - *Délai de rattachement à un EPCI à fiscalité propre d'une commune nouvelle issue du regroupement des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre*) (p. 10360). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 10361). (p. 10362). - **Article 9** (art. 1638 du code général des impôts - *Faculté de réduire le délai d'harmonisation progressive des taux d'imposition d'une commune nouvelle*) (p. 10362). - **Article 10** (art. L. 2113-20 du code général des collectivités territoriales - *Maintien pendant trois ans du niveau des dotations forfaitaires de l'Etat pour les communes nouvelles*) (p. 10363). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 10364). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 10364).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10460, 10462).



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 6 novembre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 4 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-présidente le 5 février 2014 ; puis rapporteure le 16 avril 2014 ; nouvelle nomination le 9 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 321 (2013-2014)] pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes [n° 426 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Entreprises - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Protection de l'enfance : améliorer le dispositif dans l'intérêt de l'enfant [n° 655 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 207 (2013-2014)] - Rapport [n° 697 tome 1 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel [n° 207 (2013-2014)] - Comptes rendus des auditions [n° 697 tome 2 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 799 (2013-2014)] relative à la protection de l'enfant [n° 146 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi renforçant le rôle du système éducatif dans la lutte contre les stéréotypes sexistes [n° 209 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition des présidentes des commissions « violences de genre » et « santé, droits sexuels et reproductifs » du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE f-h).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Michèle-Laure Rassat, professeur émérite des facultés de droit, spécialiste du droit pénal.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du jeudi 27 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Michel Bozon, sociologue et démographe, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), et Mme Nathalie Bajos, sociologue et démographe, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Prostitution - Audition de Mme Sylvie Bigot-Maloizel, docteure en sociologie au Centre d'études et de recherches sur les risques et les vulnérabilités (CERReV) de l'université de Caen-Basse-Normandie.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mmes Laurence Noël et Rosen Hicher, sorties de la prostitution.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Hélène de Ruy, déléguée générale de l'Amicale du Nid, de MM. Yves Charpenel, président de la Fondation Scelles, Grégoire Théry, secrétaire général du Mouvement du Nid et Philippe Moricet, président de l'association Altaïr.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de M. Simon Häggström, chef de la brigade antiprostitution de Stockholm.

Réunion du jeudi 22 mai 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences dans les armées - Audition de Mme Brigitte Debernardy, contrôleur général des armées, et du général d'armée Didier Bolelli, inspecteur général des armées.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Auditions de Mmes Maryse Tourne, présidente, et Anne-Marie Pichon, directrice (association Ippo), de Mmes Alice Lafille, chargée de développement et des questions de violence et du droit des étrangers, et Krystal Odobet, animatrice de prévention auprès des personnes qui se prostituent via internet (association Griselidis), et de M. Antoine Baudry, animateur prévention et Mmes Joy Oghenero, étudiante, et Karen Drot (association Cabiria).

Réunion du jeudi 5 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Présentation du rapport de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure sur la proposition de loi n° 207 (2013-2014) renforçant la lutte contre le système prostitutionnel.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mmes Christine Lazerges, présidente, Catherine Teitgen-Colly, vice-présidente, rapporteure de l'avis sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel et Cécile Riou-Batista, chargée de mission, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

(*commission des affaires sociales*) : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! » - Présentation du rapport d'information.

Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

(*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conférence sociale 2014 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du lundi 21 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde des représentants des syndicats de salariés.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du Bureau de la délégation.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Pascale Boistard, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, auprès de la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et les jouets - Audition de MM. Jean Kimpe, délégué général de la Fédération des commerçants spécialistes des jouets et produits de l'enfant (FCJPE), et Franck Mathais, porte-parole.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 56, 57).

- **Débat sur les violences sexuelles faites aux femmes du fait des conflits armés** - (5 février 2014) (p. 1398, 1399).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3376, 3377).

- Rapporteur pour avis - **Article 2 G (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-6 du code du travail - Rapport à la Commission nationale de négociation collective et au Conseil supérieur de l'égalité professionnelle sur la révision des classifications professionnelles) (p. 3391). - **Article additionnel après l'article 2 H** (p. 3392). - **Article 2** (art. L. 161-9, L. 161-9-2, L. 168-7, L. 333-3, L. 381-1, L. 531-1, L. 531-4, L. 531-9, L. 531-10, L. 532-2, L. 544-9, L. 552-1, L. 553-4, L. 755-19, L. 531-4 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1225-48 du code du travail - Réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 3395). - **Article 2 bis A (supprimé)** (art. L. 1225-4 du code du travail - Protection des pères salariés contre le licenciement durant les quatre semaines suivant la naissance de leur enfant) (p. 3396, 3397). - **Article additionnel après l'article 2 bis A** (p. 3397). - **Article 2 bis (suppression maintenue)** (Remise d'un rapport au Parlement sur les effets de la réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 3400). - **Article 5 quinquies C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2212-1 du code de la santé publique - Suppression de la référence à la notion de détresse dans le cadre d'une demande d'interruption volontaire de grossesse) (p. 3405). - **Article additionnel après l'article 6 septies** (p. 3411). (p. 3412). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3422).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4107, 4108).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5538).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6732, 6734).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7983, 7985).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 61 A** (p. 8315). - **Article 61 A (nouveau)** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 8318, 8319).

- **Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 9006, 9007). - **Article 61 AA (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'évaluation de l'impact de la réforme de la prestation partagée d'éducation de l'enfant) (p. 9070). - **Article 61 A** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 9072).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 10072, 10075).

MÉZARD (Jacques)
sénateur (Cantal)
 RDSE

Réélu le 28 septembre 2014.

Président du groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 4 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 23 juin 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 519 (2013-2014)] permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique [n° 614 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Aide juridictionnelle : le temps de la décision [n° 680 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Justice.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 776 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'évolution des finances locales à l'horizon 2017 [n° 95 (2014-2015)] (12 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la géolocalisation.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen des amendements au texte de la commission.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de M. Loïc Cauret, vice-président chargé du développement économique et de l'emploi, président de Lamballe Communauté, Mme Estelle Grelier, vice-présidente chargée des affaires européennes, députée de Seine-Maritime, et M. Marc Fesneau, membre du conseil d'orientation, président de la communauté de communes de Beauce et Forêt - Assemblée des communautés de France (AdCF).

Audition de M. Pierre Jarlier, sénateur, vice-président - Association des maires de France (AMF).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement

concerté du quartier de Gerland (Lyon) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur « l'évolution des finances locales à l'horizon 2017 », et présentation de la méthodologie utilisée par le cabinet Michel Klopfer, finances locales consultants.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'Etat », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurités » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'utilisation de l'hydrogène dans le domaine de l'énergie** - (7 janvier 2014) (p. 13, 14). (p. 14, 15).

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 85, 88).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture [n° 267 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 316, 319). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire) (p. 332). - **Intitulé du projet de loi organique** (p. 333).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture [n° 268 (2013-2014)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**. - (15 janvier 2014) - **Article 1er B (suppression maintenue)** (art. L. 231 du code électoral - Renforcement des inéligibilités pour l'élection des conseils municipaux) (p. 334). (p. 335). - **Article 1er C (suppression maintenue)** (art. L. 46-1-1 (nouveau) du code électoral - Nouvelles incompatibilités applicables aux membres des cabinets ministériels) (p. 335). - **Article 1er D**

(**suppression maintenue**) (art. L. 46-1-2 (nouveau) du code électoral - Nouvelles incompatibilités applicables aux membres du cabinet du président de la République et des cabinets ministériels) (p. 335).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - Deuxième lecture [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 432-12 du code pénal - Clarification du champ des poursuites de la prise illégale d'intérêt) (p. 540). - **Article 1er B** (art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - Charte de l'élu local) (p. 543).

- **Proposition de loi portant réforme de la comparaison sur reconnaissance préalable de culpabilité** [n° 121 (2013-2014)] - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 582, 583).

- **Rappel au règlement** - (23 janvier 2014) (p. 595).

- **Projet de loi relatif à la consommation** - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)] - (27 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 687). (p. 688). (p. 688). (p. 688). (p. 701). (p. 702). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-15 [nouveau] et L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 703, 704). (p. 706).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 753). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance) (p. 762, 763). (p. 763). (p. 765). - **Article 5 quater (suppression maintenue)** (art. L. 124-1 et L. 124-2 [nouveau] du code des procédures civiles d'exécution - Encadrement des activités de recouvrement amiable de créances pour le compte d'autrui) (p. 772). (p. 773). (p. 773). (p. 774). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance) (p. 810). (p. 811).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-15-2 [nouveau] du code des assurances - Résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance) (p. 858). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 865, 866). (p. 870, 871). - **Article 22 quinquies** (art. L. 334-5 et L. 334-9 du code de la consommation - Application du registre national des crédits aux particuliers outre-mer) (p. 877). - **Article 22 sexies** (Entrée en vigueur du registre national des crédits aux particuliers) (p. 877). (p. 877). - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 à L. 731-4 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Encadrement de la publicité et des pratiques commerciales relatives aux prestations de dépannage, réparation et entretien dans le secteur du bâtiment et de l'équipement de la maison) (p. 879, 880). (p. 881, 882). - **Article 61** (art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 894, 895).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)] - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 928, 930).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10-1 A [nouveau] de la

loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation ; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 963, 964). - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 976, 978). (p. 982). (p. 985).

- **Question orale sans débat sur l'extension du plateau continental dans les territoires ultramarins** - (4 février 2014) (p. 1267). (p. 1268).

- **Débat sur l'évolution des périmètres communaux, intercommunales et départementales** - (6 février 2014) (p. 1421, 1424).

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1458, 1459).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage** [n° 198 (2013-2014)] - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1487, 1488). (p. 1494).

- **Projet de loi relatif à la consommation** - Commission mixte paritaire [n° 348 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1646).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2210, 2211).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (9 avril 2014) (p. 2593, 2596).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises** [n° 441 (2013-2014)] - (16 avril 2014) - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-4 du code de commerce - Résiliation anticipée d'un bail commercial par le locataire ou par les ayants droits du preneur) (p. 3230). - **Article 1er** (art. L. 145-5 du code de commerce - Allongement de la durée des baux dérogatoires) (p. 3231, 3232). (p. 3232). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3235). (p. 3236). - **Article 9** (art. 16-II, 19-1, 19-1 bis A, 19-1 bis A, 19-1 bis, 19-III, 19-1, 20, 21-1, 21-III, 22-1, 24-1, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - Règles relatives au statut de l'artisan) (p. 3270). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3271). (p. 3271). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3274). (p. 3274). (p. 3275). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater viciés B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs) (p. 3278, 3279). (p. 3281). (p. 3282). (p. 3282). - **Article 12 ter** (art. L. 133-6-7-2, L. 242-11, L. 612-4, L. 612-5, L. 612-13, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-7-1 [nouveau], L. 633-10, L. 635-1, L. 635-5, L. 642-1, L. 642-2, L. 642-2-1 et L. 645-2 du code de la sécurité sociale ; art. 11-II de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2012 - Mesures de coordination) (p. 3287).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive** [n° 468 (2013-2014)] - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3544, 3546).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes** [n° 476 (2013-2014)] - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3560, 3561).

- **Question orale sans débat sur la baisse du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** - (6 mai 2014) (p. 3706). (p. 3707).
- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 6** (art. L. 8224-3, L. 8224-5, L. 8234-1, L. 8234-2, L. 8243-1, L. 8243-2, L. 8256-3 et L. 8256-7 du code du travail - *Création d'une liste, accessible sur internet, des personnes condamnées pour certaines infractions de travail illégal*) (p. 3739). (p. 3740).
- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence [n° 472 (2013-2014)]** - (7 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3814, 3815).
- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4155, 4156).
- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4342, 4344). - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - *Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4358).
- **Question orale sans débat sur l'avenir des laboratoires de biologie médicale** - (3 juin 2014) (p. 4412, 4413). (p. 4413, 4414).
- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4484, 4485). - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4495, 4496). (p. 4496). (p. 4496, 4497). - **Article 4** (*Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4505). (p. 4506). (p. 4506). - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - *Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 4510). (p. 4511). - **Article 14 bis (supprimé)** (*Rapport au Parlement sur la création d'un statut des unions d'entreprises de l'économie sociale et solidaire*) (p. 4540). (p. 4541). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - *Éco-organismes*) (p. 4578). (p. 4578). (p. 4580). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4586).
- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4704, 4705).
- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4719).
- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4784). (p. 4785).
- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4989, 4990).
- **Proposition de loi permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Deuxième lecture [n° 615 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5017, 5019).
- **Rapporteur - Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de création de sociétés d'économie mixte à opération unique*) (p. 5025). (p. 5026).
- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5222, 5223).
- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) - **Article 1er** (art. 130-1 [nouveau] du code pénal - *Fonctions de la peine*) (p. 5252).
- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5464, 5465).
- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5506, 5509).
- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5554, 5555). (p. 5570).
- **Rappel au règlement** - (4 juillet 2014) (p. 5577).
- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)] (suite)** - (4 juillet 2014) - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5583, 5584). (p. 5603, 5604). - **Article 3** (art. L. 4111-1 et L. 4123-1, *chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations*) (p. 5620). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - *Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale*) (p. 5652, 5653). (p. 5653). (p. 5656).
- **Projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive - Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6256, 6257).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité et les assises de la ruralité** - (17 juillet 2014) (p. 6286).
- **Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier central de Gerland à Lyon [n° 731 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6751, 6752).
- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'utilisation du registre par les taxis*) (p. 6768, 6769). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - *Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC*) (p. 6778). (p. 6779). (p. 6780, 6781).
- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7054, 7055). - **Article 1er** (*Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire*) (p. 7082). (p. 7085, 7086). (p. 7089). (p. 7091). (p. 7091). (p. 7093). - **Article 2** (art. L. 563-1 [nouveau], L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France - *Interdiction pour un étranger assigné à résidence de se trouver en relation avec certaines personnes*) (p. 7100).
- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7272, 7273).
- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7303, 7304). - **Article 1er** (*Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint*) (p. 7314). - **Article 2** (*Droit d'option temporaire pour l'application du dispositif proposé*) (p. 7315, 7316).
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7377, 7379).
- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7448, 7449). - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon*

local) (p. 7461, 7462). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7473, 7474). (p. 7481, 7482). (p. 7487).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de relance et l'investissement de 300 milliards au niveau européen** - (30 octobre 2014) (p. 7533, 7534).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)] (suite)** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7546). (p. 7548, 7549). (p. 7551, 7552). - **Article 2** (Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions) (p. 7573). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7580). (p. 7581). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale de sièges de conseiller régional par section départementale) (p. 7607, 7608). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7623).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7672, 7673).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7770).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7809).

- **Questions cibles thématiques sur le logement étudiant** - (6 novembre 2014) (p. 7903). (p. 7904).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8385, 8386).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8401, 8404).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 19** (art. 302 bis Y, 1001 et 1018 A du code général des impôts, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1er, 3, 28, 64-1-2 et 67 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 23-2-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 128 de la loi n° 2013-1278

du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et art. 28 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle) (p. 8896).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8981, 8982).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) (p. 9393, 9394).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) (p. 9452, 9453).

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9486, 9487).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9606).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9983, 9985).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10349, 10350).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10374, 10376). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 10390, 10391). (p. 10392).

- **Question orale sans débat sur la nouvelle carte des zones dites « vulnérables »** - (16 décembre 2014) (p. 10422, 10423). (p. 10423, 10424).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10456, 10457).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives - Commission mixte paritaire [n° 123 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10620, 10621).

MICHEL (Danielle)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 29 octobre 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 6 novembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur le sport féminin professionnel.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2013-2014.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes masculins et féminins dans les jeux et jouets - Examen du rapport d'information et des recommandations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré** [n° 116 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 470, 471).

- **Débat sur l'avenir de l'exploitation cinématographique indépendante** - (5 février 2014) (p. 1407, 1409).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4703, 4704).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9667, 9668).

MICHEL (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-président le 5 février 2014.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 303 (2013-2014)] portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 380 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Justice - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 527 (2013-2014)] (13 mai 2014) - **Justice - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 826 (2012-2013)] tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 612 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales [n° 596 (2013-2014)] - Rapport [n° 641 tome 1 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales [n° 596 (2013-2014)] - Auditions [n° 641 tome 2 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales [n° 690 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - Composition de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Géolocalisation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 20 janvier 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Consommation - Communication et examen des amendements de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Pierre-Victor Tournier, directeur de recherche au CNRS.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Christine Lazerges, présidente, M. Pierre Lyon-Caen, avocat général honoraire à la Cour de cassation, et M. Hervé Henrion, conseiller juridique, Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la géolocalisation.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Jean-Marie Delarue, contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, ancien président du Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant transposition de la directive 2012-13-UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Antoine Garapon, magistrat, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Denis Salas, magistrat, secrétaire général de l'association française pour l'histoire de la justice.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Pierrette Poncela, professeure à l'université Paris Ouest Nanterre, directrice du master droit pénal.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Modification de la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Mireille Delmas-Marty, professeur honoraire au Collège de France.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Sabrina Bellucci, directrice, et M. Sébastien Brach, administrateur de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM), M. Alain Boulay, président de l'association d'aide aux parents d'enfants victimes (APEV), ainsi que M. Stéphane Gicquel, secrétaire général, et Mme Marie-Alexia Banakas, juriste de la Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (FENVAC).

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Audition de Mme Christine Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du lundi 21 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation [n° 285 (2013-2014)]** - (20 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 372, 373). - **Article 1er** (art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction*) (p. 386). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 389).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 436).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Deuxième lecture [n° 291 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 531).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1483). (p. 1484). (p. 1485). (p. 1487). (p. 1491). (p. 1492). (p. 1493). (p. 1493). (p. 1494). (p. 1494). (p. 1495). (p. 1496). (p. 1498). (p. 1499, 1500). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1505). (p. 1506). (p. 1508). (p. 1513). - **Article 2** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - *Suppression des motifs d'ordre public fondant la mise en demeure de quitter les lieux*) (p. 1515). (p. 1516). (p. 1516).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1566, 1567).

- **Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 343 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1704).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai**

2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 381 (2013-2014)] - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2262, 2265).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. 61-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Droits du suspect entendu dans le cadre d'une audition libre*) (p. 2274). (p. 2274). (p. 2275). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 61-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Reconnaissance du droit pour la victime d'être également assistée par un avocat dans le cadre d'une confrontation avec un suspect entendu librement*) (p. 2276). - **Article 3** (art. 63-1 et 63-4-1 du code de procédure pénale - *Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales*) (p. 2277). (p. 2278). (p. 2278). (p. 2280). (p. 2282). - **Article 4** (art. 803-6 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Déclaration écrite des droits*) (p. 2284). (p. 2284). - **Article 5** (art. 113-3, 114 et 116 du code de procédure pénale - *Dispositions relatives à l'information du droit à l'interprétation et à la traduction et du droit au silence et à l'accès au dossier au cours de l'instruction pour les personnes entendues comme témoins assistés et pour les personnes mises en examen*) (p. 2286). (p. 2287). - **Article 6** (art. 273, 328, 388-4 et 388-5 [nouveaux], 390, 390-1, 393, 393-1, 394, 406, 533, 552, 854 et 706-106 du code de procédure pénale - *Information du droit à l'interprétation et à la traduction et du droit au silence, à l'accès au dossier et à l'exercice des droits de la défense des personnes poursuivies devant les juridictions de jugement*) (p. 2289). - **Article 7** (art. 67 F [nouveau] et 323-6 du code des douanes - *Statut du suspect libre et retenue douanière dans le code des douanes*) (p. 2289). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64-1 nouveau de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - *Bénéfice de l'aide juridictionnelle dans le cadre de l'audition libre*) (p. 2290). - **Article 9** (art. 814, 880 du code de procédure pénale, art. 23-1-1 nouveau et 23-2 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - *Application outre-mer*) (p. 2290). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 2291).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation - Commission mixte paritaire [n° 375 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2299).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2315, 2318).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Commission mixte paritaire [n° 528 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4007, 4008).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Droits du suspect entendu dans le cadre d'une audition libre*) (p. 4023, 4024). - **Article 3** (*Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales*) (p. 4024).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4380, 4382).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4388, 4389).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4927, 4930).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2014) - rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Financement des anciennes corporations obligatoires d'artisans*) (p. 5077). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 2002-306 du 4 mars 2002 portant réforme de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - *Extension des missions de l'EPELFI*) (p. 5080). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - *Suppression de l'abrogation de la taxe des riverains en Alsace-Moselle*) (p. 5083). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3134-4, L. 3134-7, L. 3134-13, L. 3134-14 et L. 3134-15 du code du travail - *Modernisation du droit local relatif au repos dominical et pendant les jours fériés*) (p. 5086, 5087). - **Article 9 (nouveau)** (art. 225 et 226 de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - *Clarification de la procédure de partage judiciaire de droit local*) (p. 5087, 5088). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5088).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5211, 5215).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 130-1 [nouveau] du code pénal - *Fonctions de la peine*) (p. 5251). (p. 5252). - **Article 2** (art. 132-1 du code péna) - *Réaffirmation du principe d'individualisation des peines*) (p. 5253). - **Article 3** (art. 132-19, 132-20 et 132-24 du code pénal; art. 362 et 495-8 du code de procédure pénale - *Renforcement de l'obligation de motivation des peines d'emprisonnement sans sursis et du caractère subsidiaire de la peine d'emprisonnement en matière correctionnelle*) (p. 5254). (p. 5254). - **Article 4** (art. 132-70-1 [nouveau] du code pénal - *Création d'une procédure d'ajournement aux fins d'investigations sur la personnalité*) (p. 5256). (p. 5257). (p. 5258). (p. 5258). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-18-1, 132-19-1, 132-19-2 et 132-20-1 du code pénal; art. 362 et 706-25 du code de procédure pénale; art. 20, 20-2, 20-3 et 48 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Suppression des peines minimales d'emprisonnement*) (p. 5259, 5260). - **Article 6** (art. 132-29, 132-35, 132-36, 132-37, 132-38, 132-39 et 132-50 du code pénal; art. 735 et 735-1 du code de procédure pénale - *Suppression de la révocation automatique du sursis simple*) (p. 5261). (p. 5262). (p. 5262). - **Article 6 bis** (art. 132-44, 132-45 et 132-52 du code pénal - *Modifications du régime de l'emprisonnement assorti du sursis avec mise à l'épreuve, SME*) (p. 5263). (p. 5263). (p. 5264). - **Article 6 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-49 du code pénal - *Suppression des restrictions en matière de révocation partielle du SME*) (p. 5265). - **Article 7** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - *Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement*) (p. 5266, 5267). (p. 5268). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5269). - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 721 et 721-1 du code de procédure pénale - *Alignement sur le régime de droit commun des règles de calcul du crédit de réduction de peine et de la réduction supplémentaire de la peine applicables aux récidivistes*) (p. 5270). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 5271). - **Article 7 quater** (art. 723-17 [nouveau] du code de procédure pénale - *Convocation devant le juge de l'application des peines avant la mise à exécution des peines d'emprisonnement ferme aménageables non exécutées dans un délai de trois ans*) (p. 5272). (p. 5273). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 5274). - **Article 7 quinquies A (nouveau)** (art. 122-1 du code pénal; art. 362, 706-136-1 [nouveau], 706-137, 706-139, 721 et 721-1 du code de procédure pénale - *Atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits*) (p. 5276). (p. 5277). (p. 5278). (p. 5278). - **Article 7 quinquies (Texte**

non modifié par la commission) (art. 10-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Possibilité de recourir à des mesures de justice restaurative à tout stade de la procédure pénale*) (p. 5279). (p. 5281). - **Article 8** (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - *Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale*) (p. 5282). (p. 5282). (p. 5283). (p. 5284). (p. 5284). (p. 5285). (p. 5285). (p. 5286). (p. 5287). (p. 5288). - **Article 8 bis (supprimé)** (art. 132-70-4 [nouveau] du code pénal - *Possibilité pour le juge de l'application des peines de convertir une peine d'emprisonnement d'une durée maximale d'un an en une peine de contrainte pénale*) (p. 5289). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal; art. L. 3421-1 du code de la santé publique; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - *Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits*) (p. 5292). (p. 5296). (p. 5296). (p. 5296).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 5340, 5341). - **Article 9** (art. 474, 713-42 à 713-49 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Modalités de mise en œuvre de la contrainte pénale*) (p. 5343). (p. 5343). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - *Exclusion de la contrainte pénale pour les mineurs*) (p. 5344). - **Article 11** (art. 707, 705-5 [nouveau], 708-1 [nouveau], 720-1 et 723-1 du code de procédure pénale et art. 1er de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - *Définition des principes régissant l'exécution des peines*) (p. 5345, 5346).

- Rapporteur - **Article 11 bis AA (nouveau)** (art. 708-1 [nouveau], 720-1, 723-1 et 723-7 du code de procédure pénale - *Dispositions sur l'exécution des peines pour les femmes enceintes*) (p. 5347).

- Rapporteur - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-15-3 [nouveau] du code de procédure pénale - *Amélioration du dispositif d'indemnisation des victimes d'infractions pénales*) (p. 5348). (p. 5349). - **Article 11 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 710 du code de procédure pénale - *Critères mis en œuvre en matière de confusion de peines*) (p. 5349). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - *Accès aux droits et dispositifs de droit commun pour les condamnés*) (p. 5350). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5351). (p. 5351). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 30 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - *Domiciliation des détenus auprès du centre communal d'action sociale, CCAS, du lieu de travail*) (p. 5352). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 712-1 du code de procédure pénale - *Relations entre le service pénitentiaire d'insertion et de probation et les juridictions de l'application des peines*) (p. 5353). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - *Définition des missions des services pénitentiaires d'insertion et de probation, SPIP*) (p. 5354). (p. 5354). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. 33 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - *Contenu de l'acte d'engagement*) (p. 5355). (p. 5355). - **Article 15** (art. 63-6, 141-4, 141-5 [nouveau], 230-19, 706-53-19, 709-1 [nouveau], 709-1-1 [nouveau] et 712-16-3, 803-2 et 803-3 du code de procédure pénale; art. 64-1 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - *Pouvoirs des forces de l'ordre pour contrôler les obligations du condamné ou de la personne sous contrôle judiciaire*) (p. 5357). (p. 5358). (p. 5358). - **Article 15 quater** (art. L. 132-5, L. 132-10-1 [nouveau], L. 132-12-1, L. 132-13 du code de la sécurité intérieure - *Possibilité de constitution d'un groupe de travail sur l'exécution des peines au sein des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Consécration des conseils*

départementaux de prévention de la délinquance pour élaborer les grandes orientations de la politique d'exécution des peines et de prévention de la récidive) (p. 5360). - **Article 15 quinquies** (art. L. 132-16 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Assistance facultative des députés et sénateurs aux CLSPD ou aux CISPD constitués dans la circonscription électorale dans laquelle ils ont été élus) (p. 5361). - **Article 16** (art. 720 [nouveau] du code de procédure pénale - Mesure de libération sous contrainte pour les condamnés à des peines inférieures ou égales à cinq ans d'emprisonnement) (p. 5362). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5363). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 721-2 du code de procédure pénale - Modification du régime des réductions de peine afin d'éviter les sorties sans accompagnement) (p. 5364). - **Article 18 quater A (nouveau)** (art. 362, 706-53-13 à 706-53-22, 723-37 et 763-8 du code de procédure pénale - Suppression de la rétention de sûreté) (p. 5367). - **Article 18 quater** (art. 121-8 [nouveau] du code pénal ; art. 409-1 [nouveau] du code des douanes ; art. L. 612-42 et L. 621-15 du code monétaire et financier ; art. L. 464-5-1 [nouveau] du code de commerce ; art. 44 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Majoration du montant des amendes pénales et douanières et des sanctions financières pour financer l'aide aux victimes) (p. 5369). (p. 5370). - **Article 18 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 147-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical) (p. 5371). (p. 5372). -

Article 18 sexies (Texte non modifié par la commission) (art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Simplification des conditions de mise en œuvre de la procédure de suspension de peine pour raison médicale) (p. 5372). - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 5373). (p. 5374). - **Article 19 B (nouveau)** (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3, 24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 5376). (p. 5379). - **Article additionnel après l'article 19 B** (p. 5380). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. 735, 712-6 et 712-7 du code de procédure pénale - Dispositions transitoires) (p. 5381). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 5382). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur différée) (p. 5383). (p. 5384). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64-1 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Application outre-mer) (p. 5384).

- Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)] - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6250, 6252). - **Article 7 ter A** (Prise en compte de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul dans l'octroi de réductions supplémentaires de la peine) (p. 6281).

MICOULEAU (Brigitte)
sénatrice (Haute-Garonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

Election le 28 septembre 2014.

MIGAUD (Didier)
Premier président de la Cour des
comptes

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (11 février 2014) (p. 1518, 1522).

MILON (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; puis membre le 10 décembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Réélu le 28 septembre 2014.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du comité de suivi de l'Agence française de l'adoption jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du Haut conseil du financement de la protection sociale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre ès qualités de l'Observatoire de la laïcité le 9 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Coopération entre professionnels de santé [n° 318 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Les agences régionales de santé : une innovation majeure, un déficit de confiance [n° 400 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Coopération entre professionnels de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Rookeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale

pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Erik Rance, candidat à son renouvellement pour le poste de directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (Oniam).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Hommage à Guy Fischer, ancien sénateur.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015.

(*commission des affaires sociales*) : Réforme du système de sécurité sociale des étudiants - Examen de l'amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat

proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Vote sur la proposition de nomination aux fonctions de président du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus) et à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national de veille sanitaire (Inves).

Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Désignation du bureau.

Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Vote sur la proposition de nomination aux fonctions de président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate pressentie à la direction générale de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Organismes extra parlementaires - Désignations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4716, 4718).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7309, 7310). - **Article 2** (*Droit d'option temporaire pour l'application du dispositif proposé*) (p. 7317).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7963, 7966).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - président de la commission des affaires sociales - **Article 12 quater (nouveau)** (*art. L. 651-1 du code de la sécurité sociale - Exonération de la C3S pour les sociétés coopératives artisanales et les sociétés coopératives d'entreprises de transport*) (p. 8090). - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8100, 8101). - **Article 13** (*art. 995 et 1001 du code général des impôts et art. L. 131-8, L. 137-6, L. 137-7, L. 137-9, L. 138-20, L. 241-6, L. 862-3, L. 862-4, L. 871-1 et L. 911-7 du code de la sécurité sociale - Rationalisation de la fiscalité des contrats d'assurance maladie complémentaire et des contrats d'assurance automobile*) (p. 8109). - **Modification d'une demande de réserve** (p. 8145). - **Article 24 et annexe C** (*Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires*) (p. 8161). (p. 8163). - **Article 25** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2015*) (p. 8166). - **Article 28 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant à l'Etat B*) (p. 8174, 8175). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 8176).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 29 bis** (p. 8190).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 34** (art. L. 3111-11 et L. 3112-3 du code de la santé publique - *Prise en charge des vaccins réalisés dans les centres publics de vaccination*) (p. 8214). - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - *Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques*) (p. 8222). - **Article 37** (art. L. 6111-3-1 [nouveau] du code de la santé publique et L. 166-22-8-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Hôpitaux de proximité*) (p. 8225, 8226). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8230). (p. 8232). (p. 8233, 8234). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé*) (p. 8245). - **Demande de priorité** (p. 8252). - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - *Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments*

dérivés du sang) (p. 8256). (p. 8258). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8275). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8287). (p. 8294). - **Article 58** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au Fiva, au Fcaata et à la branche maladie du régime général*) (p. 8310). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 8340).

- - **Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8998, 9000). - **Article 61 A** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - *Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires*) (p. 9073, 9074). - **Article 61 B (supprimé)** (art. L. 521-2 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale - *Aide sociale à l'enfance*) (p. 9076).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 10077, 10080).

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; puis membre le 8 octobre 2014 ; puis rapporteur le 9 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence (12 mai 2014).

Membre titulaire du Comité des finances locales jusqu'au 15 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2013 [n° 533 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 496 (2013-2014)] relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 600 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La France et l'Iran : des relations économiques et financières à reconstruire [n° 605 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Agence des aires marines protégées : quelle ambition pour la politique de protection du milieu marin ? [n° 654 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Bilan et perspectives d'évolution de la REOM et de la TEOM (redevance et taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Jean Germain et Pierre Jarlier, rapporteurs spéciaux.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des finances*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen des amendements.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et nouvelle procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Agences des aires marines protégées (AAMP) et politique de protection du milieu marin - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Simplification de la vie des

entreprises - Examen des amendements aux articles 8 et 11 bis du texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Enjeux de la fiscalité écologique et de la conférence Paris Climat 2015 (COP21) - Audition de M. Christian de Perthuis, président du conseil scientifique de la chaire Économie du climat.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Directive Paquet « déchets » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde de think tanks.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action du Gouvernement en faveur des départements** - (9 janvier 2014) (p. 180).

- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1433, 1434).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture** [n° 564 (2013-2014)] - (4 juin 2014) - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Éco-organismes) (p. 4580, 4581).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5821). (p. 5822, 5823).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9720, 9721). (p. 9721).

MIRASSOU (Jean-Jacques)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Lasserre, candidat désigné aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 101, 102).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 203, 205). - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 221). - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 250). (p. 251). (p. 258). (p. 260).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositif de veille active*) (p. 286). - **Article 10 A (nouveau)** (*art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence*) (p. 292). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 302).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de l'industrie du bâtiment** - (21 janvier 2014) (p. 417). (p. 417, 418).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (*art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration*) (p. 735, 736). - **Article 17 quater** (*art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers*) (p. 798).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 22 bis** (*art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et*

financier - *Registre national des crédits aux particuliers* (p. 869).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - *Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]* - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 938, 939).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Article 28** (art. 9, 10-1, 18-1, 24, 24-1, 25, 25-1, 26, 26-7, 28, 30 et 50 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. 244 quater U du code général des impôts - Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires) (p. 1084).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - *Mesures de coordination relatives au droit de préemption*) (p. 1177). - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme*) (p. 1187). - **Article 84 ter (suppression maintenue)** (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - *Dispositions relatives au domaine de Chambord*) (p. 1206, 1207). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme*) (p. 1219, 1220). - **Article 64 (précédemment réservé)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - *Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD*) (p. 1229). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - *Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT*) (p. 1239). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1242).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** - *Commission mixte paritaire [n° 334 (2013-2014)]* - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1578, 1579).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - *Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)]* - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1987, 1989).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2360, 2361).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2643, 2644).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - *Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole*) (p. 2761). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2820).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], article L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER*) (p. 2917). (p. 2919).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 18** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 221-5, L. 223-4,

L. 223-5, L. 223-6-2 [nouveau] et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de l'environnement - *Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage*) (p. 2992, 2993). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2994). (p. 2995). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 427-6 du code de l'environnement - *Autorisation de tir de prélèvement du loup en cas d'attaque avérée*) (p. 2998). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - *Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires*) (p. 3012). (p. 3015).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 33 ter A (nouveau) (priorité)** (art. L. 422-23 du code de l'environnement - *Interdiction de mise en réserve des cerfs, chevreuils et sangliers pour les associations communales de chasse agréées*) (p. 3134). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2 ; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois*) (p. 3141). (p. 3142). (p. 3143). (p. 3147). (p. 3152).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3654, 3655). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3658, 3659).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt** - *Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]* - (18 juillet 2014) - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - *Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France*) (p. 6404). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 201-2, L. 201-4, L. 201-7, L. 201-8, L. 212-9, L. 214-5, L. 221-4, L. 221-5, L. 223-4, L. 223-5, L. 223-6-2 et L. 223-8 du code rural et de la pêche maritime, L. 421-5, L. 425-1 et L. 425-2 du code de l'environnement - *Extension des mesures de police sanitaire aux animaux de la faune sauvage*) (p. 6435, 6436). - **Article 18 bis** (art. L. 426-3 du code de l'environnement - *Indemnisation des dégâts de prairie causés par le grand gibier*) (p. 6438).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article additionnel avant l'article 27** (p. 6509). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2, L. 121-2-1 et L. 121-2-2 [nouveaux], L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 122-6, L. 312-1, L. 122-3-1 [nouveau], L. 122-12 à L. 122-15 [abrogés], L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 125-2, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, L. 153-1-1 et L. 153-1-2 [nouveaux], L. 153-8 [nouveau], L. 154-2, L. 156-4 [nouveau], L. 222-1 et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois*) (p. 6517).

MOHAMED SOILIH (Thani)
sénateur (Mayotte)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 20 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral du 18 juin 2014 au 8 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 15 décembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 175 (2013-2014)] relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 288 (2013-2014)] (15 janvier 2014) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 529 (2013-2014)] (13 mai 2014) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi de simplification, de clarification et d'actualisation du code de commerce [n° 790 (2013-2014)] (4 août 2014) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Outre-mer [n° 114 tome 4 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 20 janvier 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Communication de M. Thani Mohamed Soilhi.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane - Présentation du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Présentation du rapport d'information du groupe de travail sur la situation et l'avenir de l'université des Antilles et de la Guyane, par Mme Dominique Gillot et M. Michel Magras, co-rapporteurs (réunion conjointe avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication).

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Denis Salas, magistrat, secrétaire général de l'association française pour l'histoire de la justice.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La situation et la réforme universitaire aux Antilles et en Guyane - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des lois*) : Simplification des entreprises - Communication.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerc relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances 2015 - Mission « outre-mer » - Audition de Mme George Pau-Langevin, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Îles Wallis et Futuna - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation [n° 285 (2013-2014)]** - (20 janvier 2014) - **Article 1er** (*art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction*) (p. 383). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 389). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 390).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 433).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 441, 443).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2014) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 617). - **Article 1er** (*art. 426, 431, 431-1 et 500 du code civil - Habilitation du Gouvernement à modifier, par ordonnance, des règles relatives à l'administration légale et à la protection juridique des majeurs - Mesures d'application directe correspondantes*) (p. 619). (p. 620). (p. 620). - **Article 2** (*art. 972 et 975 du code civil - Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures relevant du droit des régimes matrimoniaux - Testament par acte public des personnes sourdes ou muettes*) (p. 622). (p. 623). (p. 623). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 624). - **Article 3 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à une réforme complète des dispositions du code civil relatives au droit des contrats et des obligations*) (p. 627, 628). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*ordonnance n° 2011-1895 du 19 décembre 2011 relative à la partie législative du code des procédures civiles d'exécution, art. L. 152-1, L. 152-2, L. 221-3, L. 622-1 à L. 622-3 et L. 621-5 à L. 621-7 de ce code, art. L. 151 A du livre des procédures fiscales - Ratification de l'ordonnance relative à la partie législative du code des procédures civiles d'exécution et modification de ce code*) (p. 634). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à la réforme du Tribunal des conflits*) (p. 637). - **Article 8** (*art. 803-1 du code de procédure pénale - Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires pour autoriser la communication par voie électronique en matière pénale - Adoption directe de ces mesures*) (p. 638). (p. 639). - **Article 9** (*art. L. 421-11, L. 911-4, L. 971-2, L. 972-2, L. 973-2 et L. 974-2 du code de l'éducation, code général des collectivités territoriales, dont ses articles L. 2121-34, L. 2213-14 et L. 2223-*

21-1, code de la route, code de la sécurité intérieure, code du sport, code des transports, loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Diverses dispositions et habilitations du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures nécessaires en matière d'administration territoriale - Mesures d'application directe correspondantes (p. 640). (p. 641). (p. 642). (p. 643). (p. 644). (p. 644). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-1, L. 121-2, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-4, L. 125-1, L. 125-2 et chapitre V du titre II du livre Ier du code du cinéma et de l'image animée - Transfert de la responsabilité de la tenue des registres du cinéma et de l'audiovisuel au Centre national du cinéma et de l'image animée) (p. 645). - **Article 11** (art. 54, 10 bis [nouveau], 66-4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Suppression de la commission consultative compétente pour autoriser les professions non réglementées à donner des consultations juridiques ou rédiger des actes sous seing privé - Encadrement du démarchage en matière juridique) (p. 646, 647). (p. 647). (p. 648). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 649, 650). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 651). - **Article 15** (Habilitation du Gouvernement à rendre applicables ou à adapter outre-mer, par ordonnance, les ordonnances qu'il aurait prises - Mesures directes d'application outre-mer) (p. 651). - **Article 16** (Délais d'adoption des ordonnances et des projets de loi de ratification associés) (p. 652).

- **Question orale sans débat sur le déficit de données statistiques à Mayotte** - (4 février 2014) (p. 1274). (p. 1275).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1558, 1559).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4047, 4048). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 5442-8 [nouveau] du code des transports - Encadrement du contenu des documents contractuels ou publicitaires) (p. 4052).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le sida et la prise en charge des personnes vivant avec le virus du sida à Mayotte** - (17 juin 2014) (p. 4901). (p. 4902).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4995, 4996).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5233, 5234). - **Article 7** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 5267).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Article 11** (art. 707, 705-5 [nouveau], 708-1 [nouveau], 720-1 et 723-1 du code de procédure pénale et art. 1er de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Définition des principes régissant l'exécution des peines) (p. 5346). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5350). (p. 5350, 5351). (p. 5351). - **Article 18 quater A (nouveau)** (art. 362, 706-53-13 à 706-53-22, 723-37 et 763-8 du code de procédure pénale - Suppression de la rétention de sûreté) (p. 5368). - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 5374). - **Article 19 B (nouveau)** (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3,

24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 5377).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7699, 7701). - **Article 2 ter** (Habilitation en vue de préciser le régime du portage salarial) (p. 7719). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7733). - **Article 4 (supprimé)** (Habilitation en vue de supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation préalable ou de déclaration et de substituer des régimes de déclaration à des régimes d'autorisation préalable) (p. 7737, 7738). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7742). - **Article 7 bis** (art. L. 123-5-1 du code de l'urbanisme - Extension du champ d'application des dérogations en matière de densité) (p. 7743). - **Article 7 ter** (art. L. 551-1, L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Habilitation en vue de modifier diverses dispositions relatives aux ventes d'immeubles soumis au statut de la copropriété) (p. 7745). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 7745). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7749). - **Article 10 (supprimé)** (art. L. 221-1, L. 221-2 et L. 221-6 du code de l'énergie - Assouplissement du régime des certificats d'énergie pour le fioul domestique) (p. 7751). (p. 7751).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7803). - **Article 12** (Habilitation en vue de prendre diverses mesures de simplification en droit des sociétés) (p. 7812). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 7817). (p. 7818). - **Article 34 ter (Texte non modifié par la commission)** (Ratification d'ordonnances relatives à l'application du code de commerce en Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna) (p. 7856). (p. 7857). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7858).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 20** (Alignement sur le droit commun des circuits financiers et comptables de la caisse de sécurité sociale de Mayotte) (p. 8137, 8138).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis (p. 9148, 9149).

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) (p. 9181, 9182).

MONIER (Marie-Pierre)
sénatrice (Drôme)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi renforçant le rôle du système éducatif dans la lutte contre les stéréotypes sexistes [n° 209 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Réforme territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique du patrimoine culturel - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les perspectives catastrophiques pour la récolte d'olives en 2014-2015** - (18 novembre 2014) (p. 8366, 8367). (p. 8367).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9216).

MONTAUGÉ (Franck)
sénateur (Gers)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil national des villes le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, candidat proposé aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Bernard Lévy, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Alexandre Grillat, secrétaire national au secteur

« Développement durable, logement, RSE et énergie » de la confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC).

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de Mme Sandra Lagumina, directeur général de Gaz réseau distribution France (GRDF), de M. Dominique Maillard, président du directoire de Réseau de transport d'électricité (RTE), de M. Philippe Monloubou, président du directoire d'Électricité réseau distribution France (ERDF), et de M. Thierry Trouvé, directeur général de GRTgaz.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 novembre 2014) (p. 7702).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Article unique** (p. 8447).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9608, 9609).

MONTBOURG (Arnaud)
ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique
 (du 2 avril 2014 au 26 août 2014)
ministre du redressement productif
 (jusqu'au 1er avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la création de valeur ajoutée dans la filière bois** - (18 février 2014) (p. 1768). (p. 1769).

- **Question orale sans débat sur les préconisations de la commission Mobilité 21 et la réalisation du projet de ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon** - (18 février 2014) (p. 1770).

- **Question orale sans débat sur la valorisation du contrat d'apprentissage** - (18 février 2014) (p. 1771, 1772).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture d'entreprises dans la Vienne** - (10 avril 2014) (p. 2673).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3203, 3207). (p. 3225, 3227). - **Article additionnel avant l'article 1er AA** (p. 3227). - **Article 1er AA**

(nouveau) (art. L. 145-3 du code de commerce - Statut des contrats de mise à disposition d'emplacement dans les grands magasins et les centres commerciaux) (p. 3228). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 3229). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-4 du code de commerce - Résiliation anticipée d'un bail commercial par le locataire ou par les ayants droits du preneur) (p. 3231). - **Article 1er** (art. L. 145-5 du code de commerce - Allongement de la durée des baux dérogatoires) (p. 3231). (p. 3232). - **Article 1er bis** (art. L. 145-5-1 [nouveau] du code de commerce - Convention d'occupation précaire) (p. 3233). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3233). - **Article 1er quater** (art. L. 145-15 et L. 145-16 du code de commerce - Inopposabilité de la prescription biennale des actions en nullité posée à l'art. L. 145-60 du code de commerce) (p. 3234). (p. 3235). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3236). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce - Généralisation de l'application de l'indice des loyers commerciaux, ILC, et de l'indice des loyers des activités tertiaires, ILAT) (p. 3237, 3238). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-35 du code de commerce - Extension de la compétence des commissions départementales de conciliation en matière de baux commerciaux) (p. 3238). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-39-1 [nouveau] du code de commerce - Lissage des augmentations du loyer permises par les dérogations aux règles de plafonnement) (p. 3240). (p. 3240). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3241). - **Article 5** (art. L. 145-40-1 et L. 145-40-2 [nouveaux] du code de commerce - Établissement d'un état des lieux et des charges locatives) (p. 3249). (p. 3249). (p. 3250). (p. 3251). - **Article 6** (art. L. 145-46-1 [nouveau] du code de commerce - Droit de préférence pour le locataire en cas de vente du local

commercial qu'il occupe) (p. 3252). (p. 3253). (p. 3253). (p. 3254). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3254). (p. 3255). - **Article 7** (art. L. 214-1, L. 214-1-1 [nouveau], L. 214-2 du code de l'urbanisme, et L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Droit de préemption commercial) (p. 3256). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3257). - **Article 7 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Entretien de l'aspect des locaux commerciaux) (p. 3258). - **Article 7 bis B (Contrats de revitalisation commerciale)** (p. 3259). (p. 3260). (p. 3260). (p. 3261). - **Article 7 bis** (art. L. 145-9 du code de commerce - Formes du congé d'un bail commercial) (p. 3262). (p. 3262). - **Article 8 (Modalités d'entrée en vigueur)** (p. 3263). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 3263, 3264). - **Article 9** (art. 16-II, 19-I, 19-I bis A, 19-I bis A, 19-I bis, 19-III, 19-I, 20, 21-I, 21-III, 22-1, 24-I, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - Règles relatives au statut de l'artisan) (p. 3266, 3267). (p. 3268). (p. 3269). (p. 3269). (p. 3270). (p. 3270). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3271). (p. 3273). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3274). (p. 3275). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 3276). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater vices B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs) (p. 3278). (p. 3278). (p. 3279). (p. 3280, 3281). (p. 3282). (p. 3282, 3283). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-6, L. 131-6-1, L. 131-6-2, L. 133-6-7, L. 136-3, L. 171-3, L. 241-6, L. 613-1, L. 613-2, L. 622-1, L. 622-4, L. 622-10, L. 722-4, L. 723-5, L. 755-2-1, L. 756-4, L. 756-5 du code de la sécurité sociale; art. L. 6331-48, L. 6331-49 et L. 6331-54 du code du travail; art. L. 4139-6-1 du code de la défense; art. 34 de la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés; art. 8-II-1° de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 relative aux mesures de simplification des formalités concernant les entreprises, les travailleurs indépendants, les associations et les particuliers employeurs - Mesures de coordination) (p. 3284). - **Article 12 ter** (art. L. 133-6-7-2, L. 242-11, L. 612-4, L. 612-5, L. 612-13, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-7-1 [nouveau], L. 633-10, L. 635-1, L. 635-5, L. 642-1, L. 642-2, L. 642-2-1 et L. 645-2 du code de la sécurité sociale; art. 11-II de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2012 - Mesures de coordination) (p. 3287). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19-V et 24-I de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans; art. L. 123-1-1, L. 743-13 et L. 950-1 du code de commerce; art. L. 8221-6-I du code du travail - Disparition de certaines dispenses établies au profit des auto-entrepreneurs) (p. 3288). - **Article 13 bis** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Suppression de la dispense de stage de préparation à l'installation, SPI, pour les auto-entrepreneurs) (p. 3289). (p. 3290). (p. 3290). - **Article 14** (art. 1600 bis [nouveau], 1601 et 1601 A, 1601-0A [nouveau] du code général des impôts - Acquiescement de la taxe pour frais de chambres consulaires) (p. 3291). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 3292). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 526-7, L. 526-8, L. 526-9, L. 526-10, L. 526-11, L. 526-14, L. 526-15, L. 526-16 et L. 526-17 du code de commerce - Changement de registre de rattachement ou de lieu d'inscription au sein du registre d'un EIRL) (p. 3293). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 526-8 du code de commerce - Simplification du passage d'une entreprise individuelle au régime de l'EIRL) (p. 3294). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 3294). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 3295). (p. 3295). - **Article 20 AA** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Possibilité de lier l'octroi d'une subvention à la limitation de l'attribution de dividendes) (p. 3296). (p. 3297). - **Article additionnel après l'article 20 AA** (p. 3298). (p. 3299).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 425-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Intégration de l'urbanisme commercial dans l'urbanisme de droit commun) (p. 3311). (p. 3311). - **Articles additionnels après l'article 20 A** (p. 3311). (p. 3312). - **Article 20** (art. L. 751-2-II du code de commerce - Composition de la commission départementale d'aménagement commercial) (p. 3314). (p. 3314). - **Article 20 bis** (art. L. 751-5 et L. 751-6 du code de commerce - Statut et composition de la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3315, 3316). (p. 3316). (p. 3316). - **Article 20 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 751-7 du code de commerce - Obligations déontologiques des membres de la CNAC) (p. 3317). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3318). - **Article 21 ter** (art. L. 752-6 du code de commerce - Critères d'appréciation des commissions départementales d'aménagement commercial) (p. 3319). (p. 3319, 3320). (p. 3321, 3322). (p. 3322). (p. 3322). (p. 3323). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 752-15 du code de commerce - Prise en considération des critères d'appréciation dans le cadre d'une nouvelle autorisation) (p. 3324). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 3325). - **Article 23** (art. L. 752-17 du code de commerce - Saisine de la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3326). - **Article additionnel après l'article 23 ter** (p. 3326, 3327). - **Article 24** (art. L. 752-21 du code de commerce - Présentation d'un nouveau projet par un pétitionnaire après le rendu de sa décision par la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3327). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3328). (p. 3328). (p. 3329). (p. 3329). (p. 3330). - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (sous-section 1, sous-section 2 [nouvelles] de la section 2 du chapitre II du Titre Ier du Livre II du code du cinéma et de l'image animée; art. L. 212-7, L. 212-8-1 [nouveau], L. 212-9, L. 212-10, L. 212-10-1 à L. 212-10-9 [nouveaux], L. 212-11 à L. 212-13, L. 212-23, L. 414-4 [nouveau], chapitre V [nouveau] du titre II et chapitre IV [nouveau] du titre III du livre IV du code du cinéma et de l'image animée; art. L. 751-1, L. 751-2-IV, L. 751-6-II, L. 752-3-1, L. 752-7, L. 752-14, L. 752-17, L. 752-19 et L. 752-22 du code de commerce - Dispositions relatives à la procédure de délivrance de l'autorisation d'aménagement cinématographique) (p. 3337). (p. 3340). (p. 3340). (p. 3340). - **Articles additionnels après l'article 24 ter** (p. 3341). (p. 3341). - **Article 25** (art. L. 750-1-1 du code de commerce - Dispositions relatives au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) (p. 3344). (p. 3344, 3345). (p. 3345). (p. 3346). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3346). (p. 3347). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 [nouveau] du code de l'artisanat - Régime électoral des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 3348, 3349). (p. 3349). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 3350). (p. 3350). - **Article 30 A** (art. L. 671-2 [nouveau] du code de l'énergie - Plan de prévention des ruptures d'approvisionnement dans le secteur des produits pétroliers dans les outre-mer) (p. 3352). - **Demande de réserve** (p. 3352). - **Article 30 bis** (art. L. 2224-18 du code général des collectivités territoriales - Droit de présentation d'un successeur par le titulaire d'une autorisation d'occupation dans une halle ou un marché) (p. 3353). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 915-6, L. 920-7, L. 925-7, L. 955-8 et L. 960-1 du code de commerce - Application du texte dans les outre-mer) (p. 3354). - **Article 30 ter** (art. L. 2124-33 et L. 2124-34 [nouveaux] du code général de la propriété des personnes publiques - Autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'acquéreur ou l'héritier d'un fonds de commerce) (p. 3356). (p. 3356). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 3357). (p. 3357). (p. 3358). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3361).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3362, 3363). (p. 3363, 3364). (p. 3364). (p. 3365). (p. 3366). (p. 3367). (p. 3367, 3368). (p. 3368). (p. 3369).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la Cour des comptes sur Areva** - (15 mai 2014) (p. 4029, 4030).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public [n° 562 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4417, 4419). (p. 4430, 4433). - **Article 1er** (*Octroi d'une compétence à l'Etat en matière d'implantation d'infrastructures de recharge de véhicules*

électriques sur le domaine public des collectivités territoriales) (p. 4434). (p. 4434, 4435). (p. 4436). (p. 4436).

de **MONTESQUIOU (Aymeri)**
sénateur (Gers)
UDI-UC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014.

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014 ; puis vice-président du 11 mars 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La France et l'Iran : des relations économiques et financières à reconstruire [n° 605 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Priorités de la présidence grecque de l'Union européenne - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France, sur les priorités de la présidence grecque de l'Union européenne.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget, sur les résultats de l'exercice 2013.

Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Compte rendu de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) (semaine parlementaire du semestre européen) - Communication de MM. Philippe Marini, Jean Arthuis et Richard Yung.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Faillites bancaires - Proposition de résolution de M. Richard Yung.

Politique de voisinage - Ukraine.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Constitution.

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Séparation bancaire : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 mars 2014.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Marc-Antoine Estrade, chef du département des synthèses, à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et de M. Benoît Ourliac, chef de la mission de l'analyse économique, à la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (Dares).

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*) : Programme de stabilité - Communication.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relations entre la Jordanie et l'Union européenne - Rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des*

exonérations de cotisations sociales) : Audition de M. Louis Gallois, auteur du « Pacte pour la compétitivité française ».

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition conjointe de MM. Jacky Fayolle, directeur du centre Etudes et prospective (groupe Alpha), Jean-François Poupard, directeur général et Jean-Paul Raillard, chargé d'étude (cabinet Syndex).

(*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement effectué par une délégation du Bureau de la commission en Iran du 22 au 29 avril 2014.

Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et nouvelle procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Union européenne et éducation : les MOOCs, une urgence stratégique - Communication de Mme Colette Mélot.

(*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Politique

industrielle européenne : communication de M. Michel Delebarre.

Économie, finances et fiscalité - Situation de l'Irlande : rapport d'information de M. Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Giandomenico Magliano, ambassadeur d'Italie en France.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de règlement pour 2013 et débat d'orientation des finances publiques pour 2015 - Examen du rapport et du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : Musée national du sport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Compte de concours financiers : avance à l'audiovisuel public » - Programmes « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de corps d'armée Didier Castres, sous-chef d'état-major Opérations.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de division (R) Vincent Desportes, professeur associé à Sciences-po Paris.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général Henri Bentégeat (2S), ancien chef d'état-major des armées.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 46, 47).

- **Questions cribles thématiques sur le devenir des élections prud'homales** - (16 janvier 2014) (p. 352). (p. 352).

- **Mises au point au sujet de votes** - (16 janvier 2014) (p. 356).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les annonces du président de la République sur les engagements budgétaires** - (23 janvier 2014) (p. 605, 606).

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1672, 1673). (p. 1673).

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4786). (p. 4787).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014** - (23 juin 2014) (p. 5173, 5174).

- **Débat interactif et spontané** - (23 juin 2014) (p. 5187).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5709, 5710).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 715 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6070, 6071).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** (p. 8952).

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) (p. 9134, 9135).

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9295, 9296). - **Etat B** (p. 9314, 9315). (p. 9318). (p. 9319).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat

- (3 décembre 2014) (p. 9535, 9536).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9602, 9603).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10056, 10057).

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2014 (12 décembre 2014).

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil de l'immobilier de l'Etat jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Etat et les régions : l'avenir des contrats de plan [n° 36 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 45 (2014-2015)] de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 55 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Le budget de 2015 et son contexte économique et financier [n° 108 tome 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances) [n° 108 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances) [n° 108 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) [n° 108 tome 3 vol. 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) [n° 108 tome 3 vol. 2 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Conseil et contrôle de l'Etat [n° 108 tome 3 annexe 6 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Rapport sur le projet de décret d'avance relatif à la fin de gestion 2014 [n° 121 (2014-2015)] (24 novembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)] - Rapport [n° 159 tome 1 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 159 tome 2 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 177 (2014-2015)] (11 décembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 179 (2014-2015)] (11 décembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 187 (2014-2015)] (15 décembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances [n° 190 (2014-2015)] pour 2015 [n° 194 (2014-2015)] (17 décembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 191 (2014-2015)] pour 2014 [n° 195 (2014-2015)] (17 décembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 192 (2014-2015)] de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 196 (2014-2015)] (17 décembre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Recevabilité financière des amendements et des propositions de loi au Sénat - Communication.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des finances*) : Enjeux liés au développement des monnaies virtuelles de type bitcoin - Table ronde.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des finances*) : Reconquérir l'économie réelle - Communication en vue de l'examen des articles 4 à 8 ter du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des finances*) : Gestion de la dette française - Audition de M. Ambroise Fayolle, directeur général de l'Agence France trésor.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des finances*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Implications pour la France de la législation américaine « FATCA » et perspectives de développement de l'échange automatique d'informations en matière fiscale - Audition conjointe de Mme Mathilde Dupré, chargée du plaidoyer Financement du développement CCFD-Terre Solidaire, M. Édouard Marcus, sous-directeur de la prospective et des relations internationales de la direction de la législation fiscale, et M. Patrick Suet, président du comité fiscal de la Fédération bancaire française (FBF), secrétaire général de la Société générale, et M. Jean-Marc Vasseux, directeur risques, contrôle et conformité d'AXA Banque.

Services historiques de la défense - Communication.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des finances*) : Bilan de la première année d'activité de Bpifrance - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI).

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

(*commission des finances*) : Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des finances*) : Dispositifs d'aide à la rénovation énergétique des logements privés - Gestion de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) - Audition de MM. Philippe Baccou, président de section à la cinquième chambre de la Cour des comptes, Étienne Crépon, directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Claude Dilain, président de l'ANAH, Pierre Ducret, président-directeur général de CDC Climat, et Michel Pelenc, directeur de la fédération nationale «Habitat et développement».

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des finances*) : Sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre-René Lemas, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

« Stabilité financière : a-t-on progressé depuis 2008 ? » - Audition conjointe de MM. Jean Beunardeau, directeur général de HSBC France et directeur de la Banque de financement, d'investissement et de marchés en France, Didier Duval, responsable de la sécurité financière et de la prévention de la fraude au sein de la direction de la conformité du groupe Crédit agricole, Laurent Le Mouel, responsable des affaires réglementaires et prudentielles au sein de la direction des risques du groupe Crédit agricole, Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers, et Christian Walter, professeur d'économie au collège d'études mondiales de la fondation de la maison des sciences de l'homme, titulaire de la chaire éthique et finances.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat - exercice 2013 - et rapport relatif aux résultats et à la gestion budgétaire de l'exercice 2013 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Constitution du bureau de la commission.

Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Contrats de plan État-régions (CPER) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate aux

fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 48 à 50) - Examen du rapport spécial.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Engagements financiers de l'Etat », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 60) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » (et articles 56 quinquies et 56 sexies) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Examen des articles précédemment réservés et position de la commission sur la première partie.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'Etat » de la mission « Politique des territoires » et programme « Politique de la ville » de la mission « Politique des territoires » (et article 57 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » (et articles 52 à 54) - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » (et article 65) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » de la mission « Travail et emploi » (et articles 62 et 63) et le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage », programmes « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » de la mission « Travail et emploi » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de la motion I-414 tendant à opposer la question préalable.

Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements réservés.

Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 24 novembre 2014 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au fonctionnement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'article 17.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du lundi 8 décembre 2014 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Recevabilité financière.

Projet de loi de finances pour 2015 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 12 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7186, 7187).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - rapporteur général - **Discussion générale**

(p. 7881, 7884). - **Article 1er (supprimé)** (Approbation du rapport annexé) (p. 7913). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Mécanisme de correction des écarts par rapport à la trajectoire de solde structurel) (p. 7920). - **Article 9** (Stabilisation des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs) (p. 7921, 7922). (p. 7922). - **Article 11** (Instauration d'un objectif d'évolution de la dépense publique locale) (p. 7925). (p. 7926, 7927). (p. 7928). - **Article 12** (Mise en réserve des crédits de l'Etat et des dépenses d'assurance maladie) (p. 7928). (p. 7929). (p. 7929). (p. 7930). - **Article 13 (supprimé)** (Programmation triennale des crédits des missions du budget général de l'Etat pour les années 2015 à 2017) (p. 7931). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Réduction des plafonds de certaines impositions de toutes natures affectées à des organismes concourant à une mission de service public) (p. 7932). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (Affectation des surplus de recettes fiscales et sociales à la réduction du déficit public) (p. 7933). - **Article 19** (Plafonnement des dépenses fiscales et crédits d'impôt hors CICE) (p. 7934). - **Article 20** (Stabilisation en valeur du montant des niches sociales) (p. 7934). - **Article 21** (Principe de révision des dépenses fiscales et niches sociales trois ans après leur création) (p. 7935). - **Article 25** (Amélioration de l'information du Parlement à travers l'enrichissement de l'annexe générale « jaune » relative aux opérateurs de l'Etat) (p. 7936). - **Article 26** (art. L. 6143-4 du code de la santé publique - Pilotage budgétaire des établissements de santé et suivi de l'évolution de leurs dépenses de personnel) (p. 7937). (p. 7937). - **Article 27 A (nouveau)** (Création d'une annexe au projet de loi de finances détaillant les prévisions de solde public pour chacun des sous-secteurs des administrations publiques) (p. 7937). - **Article 27** (Chapitre II du titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail - Information du Parlement sur les perspectives financières de l'assurance chômage) (p. 7938). - **Article 28** (Bilan de la mise en œuvre de l'objectif d'évolution de la dépense publique locale) (p. 7938). - **Article 29 A (nouveau)** (Création d'un mécanisme de « frein à la dette ») (p. 7939). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Bilan annuel de la mise en œuvre de la loi de programmation des finances publiques) (p. 7940). - **Article 29 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1414-2-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Encadrement des partenariats public-privé conclus par des organismes autres que l'Etat) (p. 7940). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7941).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8509, 8513).

- Rapporteur général de la commission des finances - **Question préalable** (p. 8557).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8569). - **Article 2** (Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens) (p. 8575, 8577). (p. 8581). (p. 8582). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8584). (p. 8585). (p. 8586). (p. 8588). (p. 8588). (p. 8589). (p. 8591). (p. 8593). (p. 8594). (p. 8595). (p. 8596, 8597). (p. 8597). - **Article 3** (Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 8602). (p. 8603). (p. 8606). (p. 8606). (p. 8607). (p. 8608). (p. 8608). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8609). - **Article 4** (Art. 27 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières de cessions de terrains à bâtir) (p. 8611, 8612). (p. 8615). (p. 8615). (p. 8615, 8616). (p. 8617). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8619). (p. 8621). (p. 8623). - **Article 5** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel ») (p. 8626). (p. 8627). (p. 8628). (p. 8629). (p. 8629). (p. 8629). (p. 8630). (p. 8630). - **Articles**

additionnels après l'article 5 (p. 8632). (p. 8633). (p. 8636). (p. 8636, 8637). (p. 8639). (p. 8639). (p. 8640). - **Article 6** (Art. 790 H [nouveau], 790 I [nouveau] et 1840 G ter du code général des impôts - Incitation à la libération du foncier constructible et à la construction de logements par l'aménagement des droits de mutation à titre gratuit) (p. 8642, 8643). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8644). - **Article 6 bis (nouveau)** (Art. 150 U du code général des impôts - Extension de l'exonération temporaire d'imposition des plus-values réalisées lors de la cession de biens immobiliers à tout acquéreur s'engageant à construire des logements sociaux) (p. 8645). (p. 8646). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 8647). (p. 8648). (p. 8649).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 6 quater (suite)** (p. 8658). (p. 8659). (p. 8659). (p. 8661). (p. 8662, 8663). - **Articles additionnels après l'article 6 quinquies** (p. 8664). (p. 8666). - **Article 6 sexies (nouveau)** (art. 793 et art. 885 H du code général des impôts - Exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles et droits immobiliers dont les titres de propriétés ont été reconstitués) (p. 8667). - **Article 6 septies (nouveau)** (art. 885 H du code général des impôts - Désindexation de la limite d'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune à hauteur de 75 % de leur valeur de certains biens ruraux ou forestiers) (p. 8667). - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 8668). (p. 8671, 8672). - **Article 7** (art. 278 sexies et 284 du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 8675). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8677). (p. 8678, 8679). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. 278 sexies du code général des impôts - Extension de l'application du taux réduit de TVA à certaines opérations immobilières en matière de logement social) (p. 8683). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 8684). (p. 8686). (p. 8687). (p. 8688). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodecies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 8689). (p. 8691). (p. 8692). (p. 8698, 8699). (p. 8700). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8702). (p. 8703). (p. 8705). (p. 8706). (p. 8708). (p. 8709). (p. 8709). (p. 8710). (p. 8711). (p. 8712).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 8 (suite)** (p. 8722, 8724). (p. 8725). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. 261 E, art. 278-0 bis, art. 1559, art. 1560, art. 1561, art. 1562, art. 1563, art. 1564, art. 1565, art. 1565 bis, art. 1565 septies, art. 1565 octies, art. 1566, art. 1699, art. 1791, art. 1822 et art. 1822 bis du code général des impôts et art. L. 223 du livre des procédures fiscales - Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des droits d'entrée perçus par les organisateurs de réunions sportives) (p. 8730). (p. 8730, 8731). (p. 8731). (p. 8733). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8734, 8735). (p. 8738, 8739). (p. 8741). (p. 8742). (p. 8743). (p. 8744). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8746, 8747). (p. 8748). (p. 8750). - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation

urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8760). (p. 8761, 8762). (p. 8763). (p. 8767). (p. 8776). (p. 8778). (p. 8779). (p. 8779). (p. 8779). (p. 8779). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8781, 8782). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 1648 A du code général des impôts - Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 8785). - **Article 10** (art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Compensation des transferts de compétences aux départements et aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 8791). - **Article 11** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 et art. 12 de l'ordonnance n° 2012-576 du 26 avril 2012 - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en œuvre du revenu de solidarité active (RSA) et, à Mayotte, des charges résultant du processus de départementalisation) (p. 8795). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8797). - **Article 12** (art. 104 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - Fixation en loi de finances de la dotation globale de compensation (DGC) de la collectivité de Saint-Barthélemy) (p. 8799). (p. 8801). (p. 8802). - **Article 13** (art. 40 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Affectation d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) en vue de la Constitution de la ressource régionale pour l'apprentissage et actualisation de la fraction du tarif de la TICPE relative à la compensation financière des primes à l'apprentissage) (p. 8804). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8805). - **Article 14** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales) (p. 8806). - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8810). (p. 8812). (p. 8815, 8816). (p. 8817). (p. 8818, 8819). (p. 8820). (p. 8821). (p. 8821, 8822). (p. 8824, 8825). (p. 8825). (p. 8829).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances (p. 8848). (p. 8849). (p. 8850). (p. 8851). - **Article 16** (Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau) (p. 8854, 8855). (p. 8857). (p. 8858). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 8859). (p. 8861). - **Articles additionnels après l'article 16 (suite)** (p. 8864). - **Article 17 (réservé)** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8869). (p. 8876). (p. 8879). - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8881, 8882). (p. 8883). (p. 8885). (p. 8886). (p. 8888). (p. 8890). (p. 8891). - **Article 19** (art. 302 bis Y, 1001 et 1018 A du code général des impôts, art. 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, art. 1er, 3, 28, 64-1-2 et 67 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, art. 23-2-1 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna, art. 128 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et art. 28 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Réforme du financement de l'aide juridictionnelle) (p. 8895). (p. 8897). (p. 8897). - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8899). (p. 8901). (p. 8902). (p. 8904).

(p. 8905, 8906). (p. 8907). - **Article 17** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8912). (p. 8912). (p. 8912, 8913). (p. 8913). (p. 8914). (p. 8915). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8916). (p. 8917, 8918). (p. 8919). (p. 8920). (p. 8920). (p. 8922). - **Article 22** (art. 47 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Prorogation de l'exemption de contribution au désendettement de l'Etat des produits de cessions de certains biens domaniaux, CAS « Immobilier ») (p. 8923). - **Article 22 bis (nouveau)** (Prorogation du dispositif de cession à l'euro symbolique des immeubles reconnus inutiles dans le cadre des opérations de restructuration de la défense) (p. 8925, 8926). (p. 8926). - **Article 24** (art. 23 de la loi du 29 juillet 2011 et art. 6241-2 du code du travail - Modification des recettes et des dépenses du CAS « Apprentissage », FNDMA) (p. 8927). - **Article 26** (Loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs - Dissolution de l'établissement public de financement et de restructuration, EPFR) (p. 8927). (p. 8928). - **Article 27** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 1605 du code général des impôts - Augmentation de deux euros de la contribution à l'audiovisuel public et modalités de financement de TV5 Monde) (p. 8929). - **Article 28** (art. L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 351-7 du code de la construction et de l'habitation, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5423-25 du code du travail, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale) (p. 8930). (p. 8931). - **Article 29** (art. L. 213-21-1 du code monétaire et financier - Suppression de la gestion au nominatif des titres d'Etat) (p. 8931). - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 330-5 du code de la route - Réutilisation des données du système d'immatriculation des véhicules) (p. 8932). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 8932, 8933). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 8933). (p. 8934).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 31 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8975). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 8978, 8979).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Etat B** (p. 9114, 9115). (p. 9115).

Conseil et contrôle de l'Etat

- (28 novembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9123).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- (2 décembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Etat B** (p. 9373, 9374). (p. 9376, 9377). (p. 9379, 9380). (p. 9383, 9384). - **Article additionnel après l'article 55** (p. 9385).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Recherche et enseignement supérieur

- (3 décembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Etat B** (p. 9466, 9467).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Etat B** (p. 9580). (p. 9582). (p. 9583). - **Article 55** (art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la

République - Prorogation du fonds d'amorçage pour la réforme des rythmes scolaires dans le 1er degré pour l'année scolaire 2015-2016 (p. 9584).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9788). - **Article 59 quinquies (nouveau)** (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des conditions de création des communautés d'agglomération) (p. 9810).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles relatifs aux plafonds des autorisations d'emplois pour 2015 - Article 36** (Plafond des autorisations d'emplois de l'État) (p. 9830). - **Articles relatifs aux reports de crédits de 2014 sur 2015 - Article 40** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) (p. 9835). - **Articles non rattachés - Article 41** (art. L. 31-10-2 à L. 31-10-5, L. 31-10-9, L. 31-10-10 et L. 31-10-12 du code de la construction et de l'habitation et art. 244 quater V du code général des impôts - Prolongation et extension du prêt à taux zéro, PTZ) (p. 9836). (p. 9838). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 9839). (p. 9840). (p. 9841). (p. 9841). - **Article 42** (art. 1387 A du code général des impôts - Exonération temporaire de TFPB et de CFE pour les activités de méthanisation agricole) (p. 9843). (p. 9846). (p. 9847). (p. 9847). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9848). (p. 9849). (p. 9849). (p. 9850). - **Articles additionnels après l'article 42 (suite)** (p. 9851). (p. 9852). (p. 9853). (p. 9854). (p. 9856). - **Article 42 ter (nouveau)** (art. 1388 bis du code général des impôts - Prorogation et extension aux quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 9858). (p. 9858). (p. 9858). (p. 9858, 9859). (p. 9859). (p. 9859). - **Article additionnel après l'article 42 ter** (p. 9861). - **Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9862). (p. 9863). (p. 9865). (p. 9866). (p. 9867). (p. 9867). (p. 9868). (p. 9870). (p. 9871). (p. 9871, 9872). (p. 9872). (p. 9873). - **Article 43** (art. 244 quater C du code général des impôts - Taux majoré de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en faveur des entreprises exploitées dans les départements d'outre-mer) (p. 9875). - **Article 44** (art. 244 quater B du code général des impôts - Taux majoré de crédit d'impôt recherche en faveur des entreprises exposant des dépenses de recherche dans les départements d'outre-mer) (p. 9877). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 9878).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31, L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37 L. 2333-38 L. 2333-39 L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code du tourisme - Réforme de la taxe de séjour) (p. 9891). (p. 9893, 9894). (p. 9896). (p. 9897). (p. 9897). (p. 9898). (p. 9899). - **Articles additionnels après l'article 44 bis** (p. 9901). (p. 9904). - **Article 44 ter (nouveau)** (art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - Suppression du versement transport interstitiel au profit des régions) (p. 9905). - **Articles additionnels après l'article 44 ter** (p. 9908). (p. 9908). - **Article 44 quater (nouveau)** (art. 154 du code général des impôts - Suppression de la déductibilité intégrale du salaire du conjoint exploitant adhérent à un centre de gestion agréé) (p. 9909). (p. 9909, 9910). (p. 9910). - **Article 44 quinquies (nouveau)** (art. 199 quater B du code général des impôts - Suppression de la réduction d'impôt pour frais de tenue de comptabilité des adhérents à un organisme de gestion agréé) (p. 9911). - **Article 44 sexies (nouveau)** (art. 199 undecies B du code général des impôts - Majoration de la réduction d'impôt

sur le revenu due au titre des travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtels réalisés à Saint-Martin) (p. 9911). - **Article 44 nonies (nouveau)** (art. 212 bis du code général des impôts - Exclusion des sociétés d'acquisition de contrats d'approvisionnement d'électricité du dispositif de limitation de la déductibilité des charges financières) (p. 9913). - **Articles additionnels après l'article 44 decies** (p. 9915, 9916). (p. 9916). - **Article 44 undecies (nouveau)** (art. 244 quater C du code général des impôts - Informations relatives à l'utilisation du CICE) (p. 9917). - **Articles additionnels après l'article 44 duodecies** (p. 9921). (p. 9924). (p. 9925). - **Article 44 terdecies (nouveau)** (art. 1735 ter du code général des impôts - Modification de la sanction pour défaut de présentation de la documentation relative aux prix de transfert) (p. 9926). - **Articles additionnels après l'article 44 terdecies** (p. 9927, 9928). (p. 9929, 9930). (p. 9931). (p. 9934). - **Article 44 quaterdecies (nouveau)** (art. 1740 C (nouveau) du code général des impôts - Amende fiscale pour les conseils apportant leur concours à des montages d'évasion fiscale) (p. 9935). - **Articles additionnels après l'article 44 quaterdecies** (p. 9936). (p. 9937). (p. 9938). - **Article 44 quindecies (nouveau)** (art. L. 80 C du livre des procédures fiscales - Publication de la liste des organismes ayant reçu une réponse positive de l'administration sur leur éligibilité aux réductions d'impôts au titre des dons) (p. 9938). - **Article 44 sexdecies (nouveau)** (art. L. 169 et L. 176 du livre des procédures fiscales - Suppression du délai de reprise de l'administration de trois à deux ans pour les adhérents d'organismes de gestion agréés) (p. 9939). - **Article additionnel après l'article 44 sexdecies** (p. 9941). (p. 9941). - **Article 44 septdecies (nouveau)** (art. 29 de la loi n° 2014-891 du 8 août 2014 - Association du Parlement à l'observatoire des contreparties) (p. 9941). (p. 9942). - **Article additionnel après l'article 44 septdecies** (p. 9943). - **Article 44 octodecies (nouveau)** (art. 200-0 A du code général des impôts - Modification du plafond applicable au dispositif « Pinel » en outre-mer) (p. 9944). - **Articles additionnels après l'article 44 octodecies** (p. 9944, 9945). (p. 9946). - **Articles additionnels avant l'article 45** (p. 9947). (p. 9948). (p. 9949). - **Seconde délibération** (p. 9949). - **Article 40** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) (p. 9951). - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9955). - **Article liminaire** (Pour coordination) (p. 9957, 9958). - **Article 31 et état A** (Pour coordination) (p. 9975).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9981, 9982).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 10111, 10113).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Article 1er bis (nouveau)** (Compensation par l'Etat à la sécurité sociale de la déduction de cotisations sociales sur les heures supplémentaires dans les très petites entreprises) (p. 10146). - **Article 2** (art. 235 ter ZF du code général des impôts - Modification de l'assiette de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires (TREF) et création d'une taxe additionnelle à la TREF au titre de l'exercice 2014) (p. 10151). - **Article 3** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Elargissement du dispositif de soutiens financiers à l'export à des prêts non concessionnels à des Etats étrangers) (p. 10152). (p. 10152). - **Article 3 ter (nouveau)** (art. 34 de l'ordonnance n° 2013-837 et art. 45 de la loi n° 2013-1278 de finances pour 2014 - Ratification et modification de l'ordonnance relative à l'adaptation du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives fiscales et douanières applicables à Mayotte) (p. 10153). (p. 10154). - **Article 5 et état A** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond

d'autorisation des emplois) (p. 10161). - **Article 6 et état B** (Budget général : ouvertures et annulations de crédits) (p. 10167). (p. 10169). (p. 10172). - **Article 7 et état D** (Comptes spéciaux : annulations de crédits) (p. 10174). (p. 10174). - **Article 9** (Prélèvement de 15 millions d'euros sur les ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social) (p. 10175). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 10177). (p. 10178). (p. 10179). (p. 10181). - **Article 12** (art. 1609 quinquies du code général des impôts - Diminution du taux de la contribution sur les activités privées de sécurité) (p. 10182). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 6331-9, L. 6331-38, L. 6331-41 et L. 6331-56 du code du travail - Transposition dans la loi des accords relatifs à la contribution des entreprises de la branche du travail temporaire, du secteur d'activité des intermittents du spectacle et de la branche du bâtiment et des travaux publics au financement de la formation professionnelle et à sa répartition) (p. 10183). (p. 10184). (p. 10185). - **Article 12 quater (nouveau)** (Prélèvements sur le fonds de roulement de trois agences de l'État) (p. 10184). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 208 du code général des impôts - Suppression de l'exonération d'impôt sur les sociétés pour les sociétés d'investissement professionnelles spécialisées) (p. 10185, 10186). (p. 10186). - **Article 14** (art. 39, 93, 209, 231 ter, 235 ter X, 235 ter ZE, 235 ter ZE bis [nouveau] du code général des impôts - Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique) (p. 10190). (p. 10191). (p. 10192). (p. 10193, 10194). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 10195). - **Article 15** (art. 200 sexies et 200-0 A du code général des impôts et art. L 262-23 du code de l'action sociale et des familles - Suppression de la prime pour l'emploi, PPE) (p. 10196). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 10198). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 10199). - **Article 16** (art. 1379, 1396, 1527 [nouveau], 1635 sexies et 1641 du code général des impôts - Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues) (p. 10200). (p. 10203). (p. 10204). (p. 10205). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 10206). (p. 10207). - **Article 17** (art. 1501 et 1517 du code général des impôts et 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - Mesures relatives à la valeur locative de certains locaux et immobilisations) (p. 10207). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 10208). - **Article 18** (art. 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1638, 1638-0 bis, 1638 bis, 1638 quater et 1640 C du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992 et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Mesures en faveur de l'intercommunalité fiscale) (p. 10212). (p. 10213). (p. 10213). (p. 10213). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10214). (p. 10216). (p. 10218). (p. 10219). (p. 10220). (p. 10221). (p. 10222). (p. 10223). (p. 10224). - **Article 20** (art. L. 2333-4, art. L. 3333-3 et art. L. 5212-24 du code général des collectivités territoriales - Simplification des règles de fixation des coefficients multiplicateurs de taxe locale sur la consommation finale d'électricité) (p. 10225). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10226). - **Article 20 bis (réservé)** (art. L. 2333-54, L. 2333-55-1, L. 2333-55-2, L. 2333-55-3 [nouveau], L. 2333-56, L. 2333-57, L. 2334-4, L. 2336-2 et L. 5211-21-1 du code général des collectivités territoriales, art. 261 E du code général des impôts, art. L. 172 H [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 422-12 et 422-13 du code de tourisme, art. 14 de la loi du 19 décembre 1926 portant fixation du budget général de l'exercice 1927, décret-loi du 28 juillet 1934 portant modification du régime fiscal des casinos, art. 50 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 de finances pour 1991 et art. 34 de la loi n° 95-1347 du 30 décembre 1995 de finances rectificative pour 1995 - Modification de la fiscalité applicable aux casinos) (p. 10226). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10226). (p. 10227). - **Article 20 ter (nouveau)** (art. 302 bis ZG du code général des impôts - Réaffectation à certaines communes de la part du produit du prélèvement sur les paris hippiques actuellement perçue par les établissements publics de coopération intercommunale, EPCI) (p. 10227). - **Articles additionnels après l'article 20 septies** (p. 10230). - **Article 20**

nonies (nouveau) (art. 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés - Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces) (p. 10231). (p. 10233). - **Articles additionnels après l'article 20 nonies** (p. 10235). (p. 10236). - **Article 21** (art. 39 quinquies D, 44 sexies, 44 septies, 44 quinquies, 125-0 A, 239 sexies D, 1465, 1465 A, 1465 B, et 1602 A du code général des impôts - Prorogation de certains dispositifs zonés d'exonérations fiscales, AFR, ZRR) (p. 10241). - **Article 22** (art. 44 octies A du code général des impôts - Prorogation et resserrement du dispositif d'exonération d'impôt sur les bénéfices applicables dans les zones franches urbaines, ZFU) (p. 10242). (p. 10242). (p. 10243). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. 1383 C ter [nouveau], 1466 A, 1388 quinquies et 1586 nonies du code général des impôts - Instauration d'exonérations d'impôts locaux applicables à certaines entreprises exerçant une activité commerciale dans l'un des quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 10245, 10246). (p. 10246). - **Article 23** (art. 220 octies du code général des impôts - Crédit d'impôt en faveur de la production phonographique) (p. 10247). - **Article 24** (art. 1655 septies [nouveau] du code général des impôts - Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale) (p. 10248). (p. 10248). (p. 10249). (p. 10250). (p. 10250). (p. 10251). (p. 10251). (p. 10252). (p. 10252). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10255). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Aménagement de la condition de construction de 25 % de logements sociaux dans un ensemble immobilier permettant de bénéficier du régime fiscal d'incitation à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 10257). - **Article 25 ter (nouveau)** (art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit de TVA sur la distribution de services de télévision comprise dans des offres composites) (p. 10257). (p. 10258). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10259, 10260). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A et art. 885-0 V bis du code général des impôts - Critères d'éligibilité des holdings d'investisseurs providentiels aux réductions d'impôt sur le revenu et d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises) (p. 10260). - **Articles additionnels après l'article 27 bis** (p. 10261). - **Article 29** (art. 164 D, 223 quinquies A, 244 bis A, 885 X et 990 F du code général des impôts - Mise en conformité avec le droit européen du régime de représentation fiscale pour les contribuables domiciliés ou établis hors de France) (p. 10266). - **Article 30** (art. 223 A, 223 A bis, 223 B, 223 D, 223 E, 223 F, 223 I, 223 L, 223 R, 223 S, 235 ter ZCA et 1693 ter du code général des impôts - Mise en conformité communautaire du régime de groupe) (p. 10270). (p. 10270). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 10270, 10271). (p. 10272). (p. 10272). - **Article 30 ter (nouveau)** (art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. 44 duodecies, 1383 H et 1466 A du code général des impôts - Prolongation jusqu'en 2017 d'exonérations dans les bassins d'emploi à redynamiser) (p. 10273). - **Article 30 quater (nouveau)** (art. 44 quaterdecies, 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 terdecies-0 A, 217 undecies, 217 duodecies, 244 quater W, 244 quater X, 885-0 V bis, 1388 quinquies, 1395 H, 1466 F et 1586 nonies code général des impôts, et art. 21 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Adaptation de différents dispositifs fiscaux en faveur de l'outre-mer) (p. 10275). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 10276). - **Article 30 nonies (nouveau)** (art. 145, 208 et 208 C du code général des impôts - Restriction du champ du régime mère-fille afin d'éviter les doubles exonérations) (p. 10278). - **Article additionnel après l'article 30 nonies** (p. 10279). - **Article 30 terdecies (nouveau)** (art. 212 bis et 223 B bis du code général des impôts - Fiscalité des sociétés concessionnaires d'autoroutes) (p. 10280, 10281). - **Article 30 quaterdecies (nouveau)** (art. 217 octies du code général des impôts et art. 15 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 - Mise en conformité communautaire du régime d'amortissement exceptionnel des investissements des entreprises dans les PME innovantes) (p. 10282). (p. 10282). - **Article 30 quinquies (nouveau)** (art. 220 sexies et 220 quaterdecies du code général

des impôts - Renforcement des crédits d'impôt pour dépenses de production déléguée d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles, « crédit d'impôt cinéma national » et « crédit d'impôt cinéma international ») (p. 10283). - **Article additionnel après l'article 30 quindecies** (p. 10285). - **Article 30 sexdecies (nouveau)** (art. 244 quater E du code général des impôts et art. 39 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011 - Prorogation et doublement du crédit d'impôt pour investissement en Corse) (p. 10285). - **Article 30 septdecies (nouveau)** (art. L. 62 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Création d'une procédure de régularisation applicable aux transferts de bénéfices) (p. 10288). - **Article additionnel après l'article 30 septdecies** (p. 10288). (p. 10289). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 10291). (p. 10291). - **Article 31 ter (nouveau)** (art. L. 156-4 du code forestier - Indemnité de défrichement affectée au fonds stratégique de la forêt et du bois, FSFB) (p. 10292). - **Article 31 quater (nouveau)** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'exonération du versement transport) (p. 10294). - **Article 31 quinquies (nouveau)** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Augmentation du versement transport en Ile-de-France) (p. 10297). (p. 10300, 10301). (p. 10301). - **Article additionnel après l'article 31 quinquies** (p. 10302). (p. 10304). - **Article 31 septies (nouveau)** (art. 125-0 A, 125 ter [nouveau], 150-0 A, 757 B, 990 I, 990 bis I [nouveau] du code général des impôts, art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Modification du régime fiscal des sommes issues d'avoirs en déshérence et restituées par la Caisse des dépôts et consignations à leurs destinataires) (p. 10306). (p. 10307). - **Article 31 octies (nouveau)** (art. 156 bis du code général des impôts - Modification des conditions d'agrément ouvrant droit à réduction d'impôt sur le revenu pour les propriétaires de monuments historiques et assimilés) (p. 10308). (p. 10309). - **Article 31 decies (nouveau)** (art. 302 bis K et 1609 quaterdecies du code général des impôts et art. 45 de la loi n° 2007-1822 de finances pour 2008 - Exonération des passagers en correspondance de la taxe de l'aviation civile) (p. 10310). - **Article 31 undecies (nouveau)** (art. 568 ter, 1810, 1811 et 1817 du code général des impôts, art. L. 39 du livre des procédures fiscales et art. 38 du code des douanes - Renforcement de la lutte contre les importations illégales de tabac) (p. 10311). - **Article 31 duodecies (nouveau)** (art. 575 du code général des impôts - Nouveau mode de détermination de la fiscalité sur le tabac) (p. 10312). - **Article additionnel après l'article 31 duodecies** (p. 10314). - **Article 31 terdecies (nouveau)** (art. 575 A du code général des impôts - Fixation des taux proportionnels et des parts spécifiques applicables aux groupes de produits soumis aux droits de consommation sur le tabac) (p. 10314). (p. 10315). - **Article 31 quaterdecies (nouveau)** (art. 575 E bis du code général des impôts - Droits de consommation sur le tabac en Corse) (p. 10315). (p. 10315). - **Demande de réserve** (p. 10316). - **Articles additionnels après l'article 31 quaterdecies** (p. 10316). (p. 10317). - **Article 20 bis (nouveau) (précédemment réservé)** (art. L. 2333-54, L. 2333-55-1, L. 2333-55-2, L. 2333-55-3 [nouveau], L. 2333-56, L. 2333-57, L. 2334-4, L. 2336-2 et L. 5211-21-1 du code général des collectivités territoriales, art. 261 E du code général des impôts, art. L. 172 H [nouveau] du livre des procédures fiscales, art. 422-12 et 422-13 du code de tourisme, art. 14 de la loi du 19 décembre 1926 portant fixation du budget général de l'exercice 1927, décret-loi du 28 juillet 1934 portant modification du régime fiscal des casinos, art. 50 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 de finances pour 1991 et art. 34 de la loi n° 95-1347 du 30 décembre 1995 de finances rectificative pour 1995 - Modification de la fiscalité applicable aux casinos) (p. 10320). (p. 10320). (p. 10321). - **Article 31 octodecies (nouveau)** (p. 10322). - **Article 31 vicies (nouveau)** (art. L. 253-8-2 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création

d'une taxe sur la vente des produits phytopharmaceutiques) (p. 10323). - **Article 31 unvicies (nouveau)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale, art. 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. 8 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 et art. 9 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013 - Coordinations nécessaires à l'application des dispositions du III bis de l'art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale) (p. 10324). - **Article 31 tervicies (nouveau)** (art. 113 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004 et art. 54 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Aménagement des modalités d'information du Parlement sur les opérations retracées sur les comptes de commerce relatifs à la gestion de la dette, de la trésorerie et de la couverture des risques financiers de l'Etat) (p. 10324). (p. 10325). (p. 10325). (p. 10325). - **Article 31 quaterdecies (nouveau)** (Rapport sur les avantages accordés par les conventions fiscales aux institutions financières publiques des pays étrangers) (p. 10325). - **Articles additionnels après l'article 31 quaterdecies** (p. 10326). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 10328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10331, 10332).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10514, 10515). - **Article 3** (Elargissement du dispositif de soutiens financiers à l'export à des prêts non concessionnels à des Etats étrangers) (p. 10522). - **Article 14** (Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique) (p. 10535). (p. 10535). (p. 10536). (p. 10537). - **Article 16** (Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues) (p. 10539). (p. 10540). (p. 10540). - **Article 20** (Simplification des règles de fixation des coefficients multiplicateurs de taxe locale sur la consommation finale d'électricité) (p. 10543). - **Article 20 nonies** (Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces) (p. 10545). - **Article 20 decies** (Création d'un amortissement dégressif en faveur des PME) (p. 10548). - **Article 22 bis** (Instauration d'exonérations d'impôts locaux applicables à certaines entreprises exerçant une activité commerciale dans l'un des quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 10551). - **Article 24** (Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale) (p. 10553). - **Article 30 sexdecies** (Prorogation et doublement du crédit d'impôt pour investissement en Corse) (p. 10553). - **Article 31 quater** (Retour au dispositif d'exonération du versement transport en vigueur avant la réforme de cet été) (p. 10555). - **Article 31 octies** (p. 10556). (p. 10557).

- **Projet de loi de finances pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 190 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances (p. 10562, 10564). - **Question préalable** (p. 10571, 10572).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Nouvelle lecture [n° 192 (2014-2015)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 190 (2014-2015).** - (17 décembre 2014) - rapporteur général de la commission des finances - **Question préalable** (p. 10573).

MORHET-RICHAUD (Patricia)
sénatrice (Hautes-Alpes)
NI

Devenu sénateur le 28 décembre 2014 (en remplacement de M. Jean-Yves Dusserre, décédé).

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénatrice (Seine-Maritime)
UDI-UC

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission scientifique nationale des collections ; nouvelle nomination le 18 décembre 2014.

Membre ès qualités de la Commission nationale des secteurs sauvegardés le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle du 20 janvier 2014 au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

Rapporteuse de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la transition énergétique [n° 633 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la *mission commune d'information* sur la gouvernance mondiale de l'Internet : L'Europe au secours de l'Internet : démocratiser la gouvernance de l'Internet en s'appuyant sur une ambition politique et industrielle européenne [n° 696 tome 1 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Les nouveaux usages de la télévision (Actes de la table ronde organisée au Sénat le 25 juin 2014) [n° 783 (2013-2014)] (25 juillet 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la nécessaire réforme de la gouvernance de l'Internet [n° 44 (2014-2015)] (22 octobre 2014) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 636 (2013-2014)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 150 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Michel Serres, membre de l'Académie française, auteur de *Petite poucette*.

Audition de M. Pierre Bellanger, fondateur et PDG de la radio Skyrock.

Audition de Mme Valentine Ferréol, présidente de l'Institut G9+.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Louis Pouzin, ingénieur, un des pères de l'Internet, inventeur du datagramme.

Audition de MM. Bernard Benhamou, ancien conseiller de la délégation française au sommet des Nations unies pour la société de l'information (2003-2006) et ancien délégué aux usages de l'Internet (2007-2013), et Laurent Sorbier, conseiller référendaire à la Cour des comptes, professeur associé à l'université Paris-Dauphine.

Audition de Mme Françoise Massit-Folléa, chercheur et consultant senior sur les usages et la gouvernance de l'Internet.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Bertrand de La Chapelle, directeur du projet Internet et juridictions et de M. David Martinon, représentant spécial pour les négociations internationales sur la société de l'information et l'économie numérique.

Audition de M. Jérémie Zimmermann, porte-parole de l'association « La Quadrature du net ».

Audition de M. Mathieu Weill, directeur général de l'Association française pour le nommage Internet en coopération (AFNIC).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Jean-François Abramatic, ancien président du World wide web consortium (W3C) de 1996 à 2001.

Audition de M. Viktor Mayer-Schönberger, professeur à l'Oxford Internet Institute, spécialisé en gouvernance et régulation de l'Internet.

Audition de MM. Stéphane Grumbach, directeur de recherche à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), et Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), et de Mme Pauline Türk, maître de conférences en droit public à l'université de Lille II.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Gérard Dantec, président et de M. Sébastien Bachollet, président d'honneur, du chapitre français de l'Internet society (ISOC).

Audition de M. Jean-Michel Hubert, ancien président de l'Autorité de régulation des télécommunications, ancien président délégué du comité stratégique pour le numérique.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Roberto Di Cosmo, professeur d'informatique à l'université Paris-VII, directeur de l'Initiative pour la recherche et l'innovation sur le logiciel libre (Irill).

Réunion du mardi 4 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de MM. Nicolas Colin et Henri Verdier, coauteurs de *L'âge de la multitude*. Entreprendre et gouverner après la révolution numérique.

Audition de Mme Nathalie Chiche, membre du Conseil économique, social et environnemental, rapporteure de l'étude « Internet : pour une gouvernance ouverte et équitable » (janvier 2014).

Réunion du mardi 11 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Hervé Collignon, associé d'A. T. Kearney, coauteur d'une étude sur le secteur de la haute technologie en Europe.

Audition de M. Jean-Baptiste Soufron, secrétaire général du Conseil national du numérique.

Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président, et M. Pierre-Jean Benghozi, membre du collège, de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 18 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Maurice Ronai, membre élu de la formation restreinte de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), coauteur du rapport « République 2.0 : vers une société de la connaissance ouverte » (avril 2007).

Audition de M. Philippe Boucher, conseiller d'Etat honoraire, et M. Louis Joinet, ancien directeur juridique de la Commission nationale d'informatique et des libertés (CNIL).

Réunion du mardi 25 mars 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Andrew Wyckoff, directeur de la science, de la technologie et de l'industrie à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Audition de M. Philippe Lemoine, président directeur-général de LaSer, président de la Fondation pour l'Internet nouvelle génération, chargé par le Gouvernement d'une « mission pour la transformation numérique de notre économie ».

Audition de M. Winston Maxwell, avocat, associé du cabinet Hogan Lovells.

Audition de Mme Vanessa Gouret, conseillère au cabinet du ministre du commerce extérieur.

Réunion du mardi 1er avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Jacques Toubon, ancien ministre, délégué de la France pour la fiscalité des biens et services culturels.

Audition de Mme Catherine Trautmann, députée au Parlement européen, ancienne ministre de la culture et de la communication.

Table-ronde d'opérateurs d'Internet.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Olivier Iteanu, avocat à la cour d'appel de Paris et président d'honneur de l'Internet Society France.

Audition de M. Thierry Breton, ancien ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, président directeur-général d'Atos, chargé de deux missions sur le cloud par le Gouvernement et par la Commission européenne.

Audition de MM. Jacky Richard, rapporteur général, et Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint, de la section du rapport et des études du Conseil d'Etat.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Vincent Champain, directeur des opérations de General Electric France.

Audition de Mme Anne Thida Norodom, professeur à l'université de Rouen, codirectrice du centre universitaire rouennais d'études juridiques.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Philippe Boillat, directeur général, et de Mme Sophie Kwasny, chef de l'unité « protection des données » au sein du service de la société de l'information, de la direction générale des droits de l'Homme et de l'Etat de droit du Conseil de l'Europe.

Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Audition, sous forme de table ronde, de Mmes Céline Castets-Renard, professeur à l'université Toulouse I Capitole, codirectrice du master 2 « droit et informatique », Jessica Eynard, docteur en droit, auteur de *Les données personnelles, quelle définition pour un régime de protection efficace ?* (2013), et Valérie Peugeot, vice-présidente du Conseil national du numérique, présidente de l'association Vecam et prospectiviste à Orange Labs, et de M. Francesco Ragazzi, chercheur associé au centre d'études et de recherches internationales (CERI) de Sciences-po Paris et maître de conférences à l'université de Leiden (Pays-Bas).

Réunion du mardi 22 avril 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) :

Audition de M. Boris Beaupe, géographe, chercheur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne.

Audition de M. Giacomo Luchetta, chercheur au Centre for European policy studies (CEPS), à Bruxelles.

Audition de M. Per Strömbäck, responsable du forum Netopia, de M. Peter Warren, co-auteur du rapport *Can we make the digital world ethical?* (février 2014), publié par cette organisation, et de M. Murray Shanahan, professeur à l'*Imperial college* à Londres.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Jacques Sallois, président de la commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Audition de M. David Martinon, représentant spécial pour les négociations internationales concernant la société de l'information et l'économie numérique.

Audition de M. Jan Philipp Albrecht, député au Parlement européen, membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique, auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Examen du projet de rapport.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Loi de finances pour 2015 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Bruno Racine, président de la Bibliothèque nationale de France (BnF).

Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Frédérique Bredin, présidente du CNC (centre national du cinéma et de l'image animée).

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Réforme territoriale - Table ronde sur les relations entre les associations et les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Communications diverses.

Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition M. Emmanuel Négrier, directeur de recherche au CNRS à l'université de Montpellier I.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public » et « Audiovisuel extérieur » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique du patrimoine culturel - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission de réflexion sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Communication de M. Jean Pierre Leleux, rapporteur pour avis des crédits de l'audiovisuel.

Nomination de rapporteurs.

Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Questions diverses - Procédure de désignation d'un membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la vente de photographies de l'Agence pour le développement et la valorisation du**

MORISSET (Jean-Marie)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

patrimoine en Provence-Alpes-Côte d'Azur - (21 janvier 2014) (p. 413). (p. 414).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 461, 462).

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 366 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1717, 1718).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4124, 4125).

- **Débat sur les collectivités locales et la culture** - (10 juin 2014) (p. 4678, 4680).

- **Question orale sans débat sur le contrat de plan interrégional relatif à la vallée de la Seine** - (8 juillet 2014) (p. 5782). (p. 5783).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage [n° 677 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6999, 7000).

- **Débat sur le rôle et la stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet** - (23 octobre 2014) (p. 7329, 7331).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale)** (p. 7470).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9294, 9295).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10043).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10445, 10446).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Égalité des territoires et logement [n° 111 tome 3 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Aménagement du territoire - Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

MOSCOVICI (Pierre)
ministre de l'économie et des finances
(jusqu'au 1er avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle** [n° 378 (2013-2014)] - (4 février 2014) - **Discussion générale**

MOILLER (Philippe)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 10 décembre 2014.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate pressentie à la direction générale de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9502, 9503).

(p. 1284, 1287). - **Article 1er** (*art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1318). (p. 1320). (p. 1320). (p. 1321). (p. 1321). (p. 1322). (p. 1324).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 111 tome 7 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 60) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Désignation d'un vice-président délégué pour la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales. Travail de la délégation en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France le 18 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission du Fonds national pour l'archéologie préventive jusqu'au 12 janvier 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 692 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Famille.**

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christian Martin, conseiller maître à la Cour des comptes, sur les finances communales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le RSA et la suppression de la prime pour l'emploi dans le cadre du projet de loi de finances rectificative** - (13 novembre 2014) (p. 8125).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2014) (p. 9224, 9225).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10044).

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Culture : patrimoines, transmission des savoirs [n° 112 tome 2 fasc. 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Désignation d'un vice-président délégué pour la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales. Travail de la délégation en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

NAMY (Christian)
sénateur (Meuse)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration (ENA).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les droits du conjoint survivant dans les sociétés d'immeubles en jouissance à temps partagé [n° 796 (2013-2014)] (9 septembre 2014) - **Famille - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'évaluation du plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs - PNGMDR 2013-2015 [n° 805 (2013-2014)] (18 septembre 2014) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9207, 9208).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Kader Arif, ministre délégué aux anciens combattants.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 17 septembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du projet de rapport de M. Christian Bataille, député, vice-président, et de M. Christian Namy, sénateur, sur « L'évaluation du Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs 2013-2015 » (PNGMDR).

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Élection du président.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport d'évaluation du plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (PNGMDR) 2013-2015 par M. Jean-Yves Le Déaut, député, et M. Christian Namy, sénateur, au groupe de travail pluraliste chargé de son élaboration.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5052, 5053).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Article 7** (*art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale*) (p. 5659). - **Article 9** (*art. L. 221 du code électoral - Elections départementales partielles*) (p. 5667).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8408, 8409).

NAVARRO (Robert)
sénateur (Hérault)
SOC-A, puis NI

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi améliorant l'information sur la vigne et le vin [n° 617 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi reconnaissant le vin, produit de la vigne, comme faisant partie du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France [n° 618 (2013-2014)] (11 juin 2014) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi visant à aligner les circonscriptions pour les élections européennes sur les régions nouvellement délimitées [n° 50 (2014-2015)] (27 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'expression des parlements nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne [n° 73 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 73 (2014-2015)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'expression des parlements nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne [n° 135 (2014-2015)] (27 novembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Reconfiguration du canal Seine-Nord-Europe - Audition de M. Rémi Pavvros, député.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Loi Littoral - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Demande de saisine pour avis, nomination d'un rapporteur pour avis et examen du rapport verbal.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds - Communication.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Proposition de résolution européenne n° 73 sur l'expression des parlements nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne - Examen du rapport de M. Robert Navarro.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5467, 3468).

- *Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]* - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7405).

NÈGRE (Louis)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014 ; puis secrétaire le 13 octobre 2014.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité jusqu'au 17 février 2014.

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France le 18 juillet 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7452).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 novembre 2014) (p. 8376).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8379, 8380).

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Écologie, développement et mobilité durables : transports ferroviaires, collectifs et fluviaux [n° 113 tome 4 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition des représentants d'Écomouv'.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. François Bergère, directeur de la mission d'appui aux partenariats public-privé, ministère de l'économie et des finances, et de M. Antoine Tardivo, directeur de projets.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Questions diverses.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Thierry Mariani, ancien ministre chargé des transports du 14 novembre 2010 au 10 mai 2012.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Demande de saisine pour avis, nomination d'un rapporteur pour avis et examen du rapport verbal.

(*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Dominique Bussereau, ancien secrétaire d'Etat chargé des transports.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Transition énergétique - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds - Communication.

Réforme ferroviaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant réforme ferroviaire.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) - Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé aux fonctions de directeur général.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézar, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Rapport public thématique relatif à la grande vitesse ferroviaire - Audition de MM. François-Roger Cazala, Arnold Migus, Paul-Henri Ravier et André Le Mer, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde de think tanks.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les propositions pour augmenter l'efficacité des policiers municipaux** - (21 janvier 2014) (p. 410, 411). (p. 411, 412).

- **Question orale sans débat sur les conditions de recours aux marchés globaux de conception, de réalisation et d'exploitation en vue de la réalisation de travaux** - (4 février 2014) (p. 1280, 1281). (p. 1281).

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1453, 1456).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public [n° 562 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4423, 4425). - **Article 1er** (*Octroi d'une compétence à l'Etat en matière d'implantation d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur le domaine public des collectivités territoriales*) (p. 4433). (p. 4434).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4830, 4831). - **Article 1er** (*art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale*) (p. 4838). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4840). (p. 4840, 4841). (p. 4841). - **Article 14** (*art. L. 511-2 du code de la sécurité intérieure - Transmission préalable à l'agrément du certificat de formation initiale*) (p. 4850). (p. 4850). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 511-6 du code de la sécurité intérieure - Cadre d'intervention des formations du CNFPT*) (p. 4851). (p. 4851). - **Article 18** (*art. L. 132-4 du code de la sécurité intérieure - Suppression de la coexistence de CLSPD et de CISPDP sur le même ressort*) (p. 4853). - **Article 19** (*art. L. 512-4, L. 512-5 et L. 512-6 du code de la sécurité intérieure - Conventions de coordination*) (p. 4857). (p. 4857). (p. 4857). - **Article 22 B (nouveau)** (*art. L. 225-4 du code de la route - Accès direct au fichier national du permis de conduire*) (p. 4860). - **Article 22 C (nouveau)** (*art. L. 533-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Agents de surveillance de la vote publique*) (p. 4862). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4869). (p. 4869). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4871).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5873, 5875). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5897). - **Article 1er** (*art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2102-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire*) (p. 5907, 5908). (p. 5908). (p. 5909). (p. 5911). (p. 5911). (p. 5912). (p. 5913). (p. 5914). (p. 5916). (p. 5918). (p. 5921). (p. 5921). (p. 5922). (p. 5923). (p. 5923). (p. 5924). (p. 5928). (p. 5929). (p. 5931).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) (p. 5947). (p. 5949). (p. 5950, 5951). (p. 5952). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 5955). - **Article 2** (*art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19,*

L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - SNCF Réseau) (p. 5961). (p. 5962). (p. 5963). (p. 5964). (p. 5965). (p. 5967, 5968). (p. 5969). (p. 5969). (p. 5972, 5973). (p. 5975). (p. 5975). (p. 5977). (p. 5980). (p. 5981). (p. 5982). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5985, 5986). - **Article 2 bis A** (*art. L. 3114-1, L. 3114-2 et L. 3114-3 [nouveaux] du code général de la propriété des personnes publiques - Transfert de propriété du domaine public ferroviaire au bénéfice des régions*) (p. 5987, 5988). - **Article additionnel après l'article 2 bis B** (p. 5989). - **Article 2 bis** (*art. L. 2121-12 et L. 2133-1 du code des transports - Vérification de l'objet principal du service en matière de cabotage*) (p. 5990). (p. 5991).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

- **Question orale sans débat sur les méfaits de la loi ALUR** - (22 juillet 2014) (p. 6563). (p. 6564).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 152 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 153 (2013-2014)** (p. 6681, 6683).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF - Commission mixte paritaire [n° 153 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 152 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7439, 7440).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8481). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8490, 8491).

- **Questions cibles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8527, 8528). (p. 8528).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9707). (p. 9714, 9716).

NÉRI (Alain)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 806 (2013-2014)] autorisant la ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part [n° 164 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur la place des stades dans la cité.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Echange de vues sur les conclusions du rapport d'information « S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation ».

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde des fédérations sportives.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Kader Arif, ministre délégué aux anciens combattants.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernardino León, représentant spécial de l'Union européenne pour la Méditerranée du Sud.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Diffusion audiovisuelle du sport professionnel - Table ronde.

Réunion du mercredi 12 mars 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde avec la participation de directions nationales de contrôle de gestion.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Activités privées de protection des navires - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Orientation et programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Entretien avec M. Iurie Leanca, Premier ministre de Moldavie.

Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'AFD pour la période 2014-2016 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'AFD.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen des amendements.

(*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ranko Krivokapic, président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et du Parlement du Monténégro.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Soutien de la politique de la défense » - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la direction générale de la mondialisation du développement et des partenariats.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'attribution de la médaille militaire** - (7 janvier 2014) (p. 9, 10). (p. 11).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1826, 1827).

- **Question orale sans débat sur les difficultés de la liaison ferroviaire entre Clermont-Ferrand et Lyon** - (29 avril 2014) (p. 3509). (p. 3510).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3767).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4710, 4711).

- **Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 212 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5058, 5059).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5563).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés) (p. 6161). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6170).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Composition et rôle de la commission chargée de recueillir l'information nécessaire à la mission de la Haute Cour*) (p. 7281, 7282). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Débats devant la Haute Cour et vote sur la destitution*) (p. 7284, 7285).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8814).

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation

- (1er décembre 2014) (p. 9336, 9337). - **Etat B** (p. 9348). (p. 9351).

NEUVILLE (Ségolène)
*secrétaire d'Etat auprès de la ministre
des affaires sociales, de la santé et des
droits des femmes, chargée des
personnes handicapées et de la lutte
contre l'exclusion*
(à partir du 26 août 2014)
*secrétaire d'Etat auprès de la ministre
des affaires sociales et de la santé,
chargée des personnes handicapées et de
la lutte contre l'exclusion*
(du 10 avril 2014 au 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la contractualisation dans le secteur des fruits et légumes** - (15 avril 2014) (p. 3070, 3071).
- **Question orale sans débat sur l'incohérence de l'application de la réglementation européenne en matière d'enrichissement des vins** - (15 avril 2014) (p. 3071, 3072).
- **Question orale sans débat sur les handicapés et leur insertion professionnelle** - (15 avril 2014) (p. 3072, 3073).
- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées** [n° 461 (2013-2014)] - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3460, 3463). (p. 3482, 3483). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre les agendas d'accessibilité programmée pour les établissements recevant du public et de clarifier la réglementation relative à la mise en accessibilité de ces établissements ainsi que des bâtiments d'habitation*) (p. 3485). (p. 3486). (p. 3487). (p. 3488). (p. 3489, 3490). (p. 3491). (p. 3492). (p. 3493). (p. 3494). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue d'adapter les exigences d'accessibilité pour les services de transport public de voyageurs et de créer le schéma directeur d'accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée*) (p. 3495). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre diverses mesures proposées par la concertation nationale sur l'accessibilité et d'adapter certaines dispositions à l'outre-mer*) (p. 3497). (p. 3498, 3499). (p. 3499, 3500). (p. 3500). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Délais d'habilitation et de ratification des ordonnances*) (p. 3501). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3503).
- **Question orale sans débat sur le report en matière d'accessibilité** - (20 mai 2014) (p. 4071, 4072).
- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4113, 4115).
- **Question orale sans débat sur la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques dans le Nord-Pas-de-Calais** - (3 juin 2014) (p. 4402).
- **Question orale sans débat sur les effectifs de gendarmerie en zone rurale** - (3 juin 2014) (p. 4403, 4404).
- **Question orale sans débat sur la situation de la papeterie Arjowiggins de Wizernes** - (3 juin 2014) (p. 4404, 4405).
- **Question orale sans débat sur la prolongation de l'exonération de cotisation foncière des entreprises pour les auto-entrepreneurs** - (3 juin 2014) (p. 4405, 4406).
- **Question orale sans débat sur l'imposition des pensions allemandes perçues par des retraités résidant en France** - (3 juin 2014) (p. 4406, 4407).
- **Question orale sans débat sur les accords de libre-échange et l'avenir de la filière de la viande française** - (3 juin 2014) (p. 4407, 4408).
- **Question orale sans débat sur l'entrée en vigueur des mesures en faveur des établissements de santé situés dans des zones à faible densité de population** - (3 juin 2014) (p. 4409).
- **Question orale sans débat sur la reconstruction de la maternité des Lilas** - (3 juin 2014) (p. 4410, 4411).
- **Question orale sans débat sur l'interdiction du DEHP dans les tubulures** - (3 juin 2014) (p. 4411, 4412).
- **Question orale sans débat sur l'avenir des laboratoires de biologie médicale** - (3 juin 2014) (p. 4413).
- **Question orale sans débat sur les frais d'inscription aux épreuves du CAP et du BEP** - (3 juin 2014) (p. 4414, 4415).
- **Question orale sans débat sur la réglementation des donations faites aux musées** - (3 juin 2014) (p. 4415, 4416).
- **Question orale sans débat sur le dépistage et la maîtrise de la tuberculose bovine** - (3 juin 2014) (p. 4416, 4417).
- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées** - **Commission mixte paritaire** [n° 632 (2013-2014)] - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5195, 5196). (p. 5202, 5203).
- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014** [n° 689 (2013-2014)] - (16 juillet 2014) - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2014*) (p. 6155). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6156). (p. 6157, 6158). (p. 6158). - **Article 1er** (*art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés*) (p. 6161). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6169). (p. 6172, 6173). - **Article 2** (*art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6179). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6207, 6208).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le virus Ebola** - (16 octobre 2014) (p. 7156).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée de lutte contre la pauvreté** - (16 octobre 2014) (p. 7159).
- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7264, 7266).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (12 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7994, 7996).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17-5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - *Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments*) (p. 8155). - **Article 11 (précédemment réservé)** (art. 1600-0 O, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D du livre des procédures fiscales, art. L. 138-9-1, L. 138-20, L. 165-5, L. 241-2 et L. 245-5-5-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Simplification des règles d'assujettissement et de recouvrement de certaines contributions pharmaceutiques*) (p. 8157). - **Articles additionnels avant l'article 24** (p. 8158, 8159). (p. 8159). - **Article 24 et annexe C** (*Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires*) (p. 8162). (p. 8163). - **Article 25** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2015*) (p. 8165). (p. 8166). - **Article 28 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant à l'Etat B*) (p. 8174).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 40** (art. L. 1432-3, L. 1432-5, L. 1432-6, L. 1435-8, L. 1435-9 et L. 1435-10 du code de la santé publique - *Réforme des modalités de gestion et des missions du Fonds d'intervention régional, FIR*) (p. 8235). (p. 8236). (p. 8237). - **Article 41** (art. L. 161-37, L. 162-1-7-1, L. 162-1-8 et L. 165-1-1 du code de la sécurité sociale - *Financement de l'innovation*) (p. 8239). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8239). (p. 8240, 8241). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - *Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé*) (p. 8242, 8243). (p. 8243, 8244). (p. 8244). (p. 8245). - **Article additionnel après l'article 42 bis** (p. 8245, 8246). - **Article 43 ter (nouveau)** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale - *Règles applicables à la substitution des médicaments dispensés par voie inhalée*) (p. 8249). - **Article 44** (art. L. 162-22-7-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Régulation de la prescription de produits sur la liste en sus*) (p. 8251). - **Demande de priorité** (p. 8252).

de **NICOLAY (Louis-Jean)**
sénateur (Sarthe)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages le 18 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 17 décembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

NICOUX (Renée)
sénatrice (Creuse)
SOC

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer.

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pascal Lamy, président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan d'activité de la délégation 2011-2014.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1673). (p. 1674).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (9 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2619, 2620).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2678). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2694, 2695). (p. 2696). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2703). (p. 2735). (p. 2741).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4 quater (nouveau)** (art. L. 411-73-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Possibilité pour bailleurs et preneurs de s'entendre à l'avance sur l'indemnisation en contrepartie des travaux effectués sur le fond loué) (p. 2794). - **Article 4 quinquies (nouveau)** (art. L. 418-3 du code rural et de la pêche maritime - Alignement de la durée du renouvellement du bail cessible sur la durée du bail rural de droit commun) (p. 2795). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2808). - **Articles additionnels après l'article 10 bis A** (p. 2841). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2862). (p. 2863).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 12 bis A (nouveau)** (Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole) (p. 2886). - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2891). (p. 2895). - **Article 13** (art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER) (p. 2905). (p. 2922). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 nonies du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture) (p. 2930, 2931).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-

7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures) (p. 2960). (p. 2965).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Article 25** (art. L. 750-1-1 du code de commerce - Dispositions relatives au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) (p. 3342, 3343). (p. 3343). (p. 3344).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3653, 3654).

- **Question orale sans débat sur les recherches minières et permis de "Villerranges"** - (27 mai 2014) (p. 4303, 4304). (p. 4304).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6350, 6352).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2014) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 à L. 315-5 [nouveaux], L.666-1 et L. 325-1 du code rural et de la pêche maritime - Création des groupement d'intérêt économique et environnemental, GIEE, et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 6376). - **Article 8 bis (suppression maintenue)** (Mise à disposition d'espaces de diffusion sur les radios et télévisions publiques pour des campagnes collectives d'information sur les produits frais) (p. 6400). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - Préservation du foncier agricole) (p. 6414).

- **Commission mixte paritaire [n° 775 (2013-2014)]** - (24 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6805, 6807).

NOUGEIN (Claude)
sénateur (Corrèze)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

PANUNZI (Jean-Jacques)
sénateur (Corse-du-Sud)
UMP-A

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

PASQUET (Isabelle)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
CRC

Non réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habilitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen de la motion tendant à opposer la question préalable.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde des représentants des syndicats de salariés.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement** [n° 278 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 507, 508).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle** [n° 378 (2013-2014)] - (4 février 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1316). (p. 1318, 1319). (p. 1319). (p. 1331). (p. 1337).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé** [n° 325 (2013-2014)] - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1657, 1658).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale** [n° 349 (2013-2014)] - (19 février 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1873). - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 1883). (p. 1883). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1896). - **Article 4** (*art. L. 6322-37, L. 6331-1, L. 6331-3, L. 6331-9, L. 6331-10, L. 6331-11, L. 6331-13, L. 6331-14 et L. 6331-16 à L. 6331-32 du code du travail - Réforme du financement de la formation professionnelle et suppression de l'obligation légale de financement du plan de formation*) (p. 1898, 1899). (p. 1899). (p. 1914). - **Article 5 bis (nouveau)** (*Rapport sur la formation professionnelle en outre-mer*) (p. 1931, 1932). (p. 1932).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale** [n° 488 (2013-2014)] - (6 mai 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1262-4-1 à L. 1262-4-6 [nouveaux] et L. 1262-5 du code du travail - Obligation de vigilance et solidarité financière du cocontractant en cas de non-paiement du salaire des travailleurs détachés*) (p. 3729). - **Article 1er ter** (*art. L. 8281-1 et L. 8281-2 [nouveaux] du code du travail - Vigilance du donneur d'ordre en matière d'application de la législation du travail*) (p. 3736). (p. 3737).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires** [n° 459 (2013-2014)] - (6 mai 2014) - **Article 1er** (*art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3770, 3771).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) (p. 3916). (p. 3928). (p. 3930). (p. 3930, 3931). (p. 3936). (p. 3955, 3956). (p. 3959, 3960). - **Article 2** (*art. L. 1221-13 du code du travail - Inscription des stagiaires dans le registre unique du personnel*) (p. 3963).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4105, 4107).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4639, 4642).

- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** - (10 juin 2014) (p. 4660, 4661).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la**

concurrence déloyale - Commission mixte paritaire [n° 582 (2013-2014)] - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4776, 4777).

- **Proposition de loi relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié [n° 599 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5007, 5008).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réaction à l'appel des patrons** - (3 juillet 2014) (p. 5480, 5481).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Question préalable** (p. 6141, 6143).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - **Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés**) (p. 6159). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - **Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants**) (p. 6182, 6183). (p. 6197, 6198).

PASTOR (Jean-Marc)
sénateur (Tarn)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires économiques*): « L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? » - Audition de M. Jean-Marc Pastor, sénateur, et M. Laurent Kalinowski, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Entretien avec M. Iurie Leanca, Premier ministre de Moldavie.

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
SOC-A

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 9 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Outre-mer [n° 108 tome 3 annexe 20 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Octroi de mer - Communication de M. Georges Patient.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » (et article 57) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Définition du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Octroi de mer - Communication de M. Georges Patient.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2388, 2389).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 3** (*Art. 200 quater du code général des impôts - Mise en place d'un crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 8600, 8601). (p. 8601). (p. 8601). (p. 8602).

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9145, 9146). - **Etat B** (p. 9166).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) (p. 9398, 9399).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Articles additionnels**

après l'article 18 (p. 10219). (p. 10220). (p. 10220). (p. 10221). (p. 10222). (p. 10222). (p. 10222). (p. 10222). (p. 10223). (p. 10223). (p. 10223, 10224). (p. 10224). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10259). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 10276). (p. 10276). -

Article additionnel après l'article 31 duodecies (p. 10313, 10314).

PATRIAT (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 349 (2013-2014)] relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 350 (2013-2014)] (11 février 2014) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 650 (2013-2014)] portant réforme ferroviaire [n° 652 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Travail et emploi [n° 108 tome 3 annexe 32 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des finances*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des finances*): Programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*): Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain

Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Réforme ferroviaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Contrats de plan État-régions (CPER) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » de la mission « Travail et emploi » (et articles 62 et 63) et le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage », programmes « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » de la mission « Travail et emploi » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1783, 1785). - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1817). (p. 1817). (p. 1824). (p. 1826). (p. 1833).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1868). (p. 1870). (p. 1871). (p. 1876). (p. 1877, 1878). - **Article 2** (art. L. 1222-14, L. 1225-27, L. 1225-46, L. 1225-57, L. 2241-4, L. 2242-15, L. 2323-34, L. 2323-35, L. 2323-36, L. 3142-29, L. 3142-95,

L. 6313-13 et L. 6313-14 [nouveaux], L. 6315-1, L. 6315-2, L. 6321-1, L. 6321-8 et L. 6353-1 du code du travail - Renforcement du dialogue social sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises et les branches et institution d'un entretien professionnel biennal) (p. 1888). (p. 1889).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 11** (art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle) (p. 2147, 2148). (p. 2148). (p. 2150). (p. 2155). - **Article 12** (art. L. 6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution professionnelle) (p. 2161). (p. 2162).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les droits de plantation viticoles** - (19 juin 2014) (p. 5069, 5070).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5801, 5802). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 1601 du code général des impôts - Modalités d'application du plafonnement pour 2014 de la taxe additionnelle à la cotisation des entreprises pour frais de chambres de métiers et d'artisanat) (p. 5819).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5871, 5872).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation professionnelle** - (16 octobre 2014) (p. 7162).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7446, 7447).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8847, 8848). (p. 8848).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9095). - **État B** (p. 9110). (p. 9117, 9118). (p. 9120). - **Article 62** (*Contribution de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) au financement des contrats aidés*) (p. 9121).

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

PAU-LANGEVIN (George)
ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, chargée de la réussite éducative (jusqu'au 1er avril 2014) ministre des outre-mer (à partir du 2 avril 2014)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2014-471 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à la Nouvelle-Calédonie de dispositions du livre IV du code du commerce relevant de la compétence de l'Etat en matière de pouvoirs d'enquête, de voies de recours, de sanctions d'infractions et n° 2014-487 du 15 mai 2014 portant extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna de dispositions du code du commerce [n° 810 (2013-2014)] (25 septembre 2014) - **Outre-mer - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) (p. 9400).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les réseaux d'éducation prioritaire** - (23 janvier 2014) (p. 611, 612).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article additionnel avant l'article 34 A (priorité)** (p. 2709). - **Article 34 A (priorité)** (art. L. 181-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Finalités de la politique agricole dans les outre-mer) (p. 2713). - **Article 35 (priorité)** (art. L. 122-1-1 [nouveau], L. 151-3 [nouveau], L. 175-4, L. 175-6, L. 175-7, L. 175-8, L. 176-1, L. 176-2, L. 176-3, L. 176-7, L. 177-1, L. 177-2, L. 177-3, L. 177-4, L. 178-1, L. 178-2, L. 178-3, L. 178-4, art. L. 179-2 à L. 179-4 [nouveaux], L. 371-1 [nouveau], L. 372-2, L. 373-1 [nouveau], L. 374-10 [nouveau] et L. 375-1 du code forestier - Adaptation des dispositions du code forestier aux outre-mer et exercice des missions du Centre national de la propriété forestière en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion) (p. 2725, 2726). - **Article 37 (priorité)** (p. 2732).

- **Question orale sans débat sur les suicides sur le territoire du parc amazonien de Guyane** - (15 avril 2014) (p. 3055, 3056).
- **Question orale sans débat sur la durée de validité de la carte d'identité et la profession de photographe** - (15 avril 2014) (p. 3056, 3057).
- **Question orale sans débat sur l'autorité de la concurrence en Nouvelle-Calédonie** - (17 juin 2014) (p. 4883).
- **Question orale sans débat sur la désactivation de la base d'hélicoptère de la sécurité civile du Touquet** - (17 juin 2014) (p. 4884, 4885).
- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4997, 5001).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation de solidarité pour la Polynésie** - (27 novembre 2014) (p. 9032).

PEILLON (Vincent)
ministre de l'éducation nationale
(jusqu'au 1er avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la suppression de 370 postes à Aéroports de Paris malgré des bénéfices en hausse** - (21 janvier 2014) (p. 397, 398).

PELLERIN (Fleur)
ministre de la culture et de la communication
(à partir du 26 août 2014)
ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique (jusqu'au 1er avril 2014)
secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger (du 10 avril 2014 au 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dépenses des régions en matière de haut et de très haut débit** - (20 février 2014) (p. 2122, 2123).
- **Débat sur l'épargne populaire** - (26 février 2014) (p. 2407, 2410).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9161, 9165). - **Etat B** (p. 9166). (p. 9166). - **Article 57 bis (nouveau)** (*art. L. 6500 du code général des collectivités territoriales - Fixation du montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française pour 2015*) (p. 9169).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suicides en Guyane chez les peuples autochtones** - (11 décembre 2014) (p. 10085, 10086).

- **Question orale sans débat sur les substances « extrêmement préoccupantes » dans des produits de grande consommation** - (21 janvier 2014) (p. 399).

- **Question orale sans débat sur la création d'une filière d'auxiliaires de vie scolaire** - (21 janvier 2014) (p. 400).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 454, 457). (p. 468, 470). - **Article 1er** (*art. L. 521-3 du code de l'éducation - Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 483, 484). - **Article 2** (*Modalités d'application*) (p. 484). - **Article 3** (*Gage*) (p. 484).

- **Question orale sans débat sur la situation du village de Kessab en Syrie** - (17 juin 2014) (p. 4885, 4886).

- **Question orale sans débat sur la représentation de la France au forum des îles du Pacifique** - (17 juin 2014) (p. 4886, 4887).

- **Question orale sans débat sur le vote électronique des Français de l'étranger** - (8 juillet 2014) (p. 5779).

- **Question orale sans débat sur le temps partiel** - (8 juillet 2014) (p. 5780).

- **Question orale sans débat sur l'aquaculture** - (8 juillet 2014) (p. 5781).

- **Question orale sans débat sur le contrat de plan interrégional relatif à la vallée de la Seine** - (8 juillet 2014) (p. 5782, 5783).

- **Question orale sans débat sur la réforme des collectivités territoriales** - (8 juillet 2014) (p. 5783, 5784).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9216, 9220). - **Article 50 bis (nouveau)** (*Demande de rapport relatif à l'évolution du financement du Centre des monuments nationaux*) (p. 9222, 9223). (p. 9223).

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9640, 9643).

Médias, livre et industries culturelles

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9644, 9645).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel [n° 173 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10648, 10650). (p. 10658, 10659).

PELLEVAT (Cyril)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 6 novembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs le 18 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

- **Question orale sans débat sur la pérennisation du fonds d'amorçage des rythmes scolaires pour l'année 2015 -2016** - (18 novembre 2014) (p. 8373, 8374). (p. 8374).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** - (18 novembre 2014) - **Article 1er** (art. L. 381-4 du code de la sécurité sociale - *Suppression de la délégation de gestion des mutuelles étudiantes pour la couverture des risques maladie et maternité*) (p. 8424).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 41** (p. 9839, 9840). (p. 9840). - **Articles additionnels après l'article 42 (suite)** (p. 9852). (p. 9853). (p. 9853). - **Articles additionnels après l'article 42 quinquies** (p. 9862). (p. 9862). (p. 9865, 9866). (p. 9866). (p. 9866). (p. 9866). (p. 9872).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10014, 10015).

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe d'études sur les arts de la scène, de la rue et des festivals en région - Communication.

PEROL-DUMONT (Marie-Françoise)
sénatrice (Haute-Vienne)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de France expertise internationale le 10 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique du patrimoine culturel - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

- (6 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 42 (suite)** (p. 9854). (p. 9855).

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Action extérieure de l'Etat : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 110 tome 3 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7430, 7432).

- **Question orale sans débat sur la mise en sécurité et la modernisation du centre hospitalier universitaire Dupuytren de Limoges** - (4 novembre 2014) (p. 7648). (p. 7648).

PERRIN (Cédric)
sénateur (Territoire de Belfort)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

PEYRONNET (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (28 mai 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours jusqu'au 22 juin 2014.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale le 23 janvier 2014.

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9290, 9291).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10487, 10488).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à associer les parlementaires à la vie publique locale [n° 417 (2013-2014)] (13 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 357 (2013-2014)] d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 490 (2013-2014)] (30 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 584 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Reprendre pied en Asie du Sud-Est [n° 723 (2013-2014)] (15 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Agence française de développement : quelles ambitions pour 2014-2016 ? [n° 766 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, dans le cadre de la préparation du rapport « Les collectivités territoriales et le financement des lieux de culte » de M. Hervé Maurey.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations israélo-palestiniennes - Audition de M. David Pollock, chercheur au Washington Institute for Near East Policy.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nouvelles orientations stratégiques des États-Unis - Audition de M. Justin Vaïsse, directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Désignation de rapporteurs.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Bernardino León, représentant spécial de l'Union européenne pour la Méditerranée du Sud.

Réunion du mercredi 12 mars 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Extension du plateau continental - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental sur le rapport et l'avis rendu par le CESE.

Politique de développement et de solidarité internationale - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Orientation et programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Entretien avec M. Iurie Leanca, Premier ministre de Moldavie.

Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'AFD pour la période 2014-2016 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'AFD.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'Agence française de développement (AFD) pour la période 2014-2016 - Examen de l'avis.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions stratégiques des États-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) - vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation (p. 39, 41). (p. 64).

- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 117, 119).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4180, 4181).

- Corapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article 1er** (*Définition des objectifs*) (p. 4201). (p. 4202). (p. 4203). (p. 4204). (p. 4205). - **Article 3** (*Actualisation des orientations et cohérence de l'ensemble des politiques publiques*) (p. 4206). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Rôle et complémentarité de l'ensemble des acteurs*) (p. 4207). (p. 4208, 4209). (p. 4209). - **Article 4** (*Déploiement de la politique de développement dans les pays partenaires*) (p. 4210). - **Article 5** (*Responsabilité sociale et environnementale*) (p. 4213). (p. 4214). - **Article 5 quinquiés (nouveau)** (*Commercialisation en France de services financiers de banques originaires de pays en développement*) (p. 4216). -

Article 9 (art. L. 1115-1 et L. 1822-1 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique de l'action internationale des collectivités territoriales) (p. 4221). (p. 4223). (p. 4224). (p. 4224). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique) (p. 4245). (p. 4245). (p. 4247). (p. 4248). (p. 4248). (p. 4249). (p. 4250). (p. 4252). (p. 4255). (p. 4256). (p. 4257). (p. 4259). (p. 4260). (p. 4261). (p. 4262). (p. 4263). (p. 4264). (p. 4265). (p. 4266).

(p. 4267). (p. 4268, 4269). (p. 4270). (p. 4271). - **Article 2 et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique) (p. 4272).

- Commission mixte paritaire [n° 585 (2013-2014)] - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5131, 5132).

PIERRE (Jackie)
sénateur (Vosges)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du comité des usagers du réseau routier national jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (commission des affaires économiques) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la consommation.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (commission des affaires économiques) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (commission des affaires économiques) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France: M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacky Chorin, représentant de la confédération Force ouvrière, membre du Conseil économique, social et environnemental.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (15 avril 2014) - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers) (p. 3160).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3937).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les problèmes d'investissement dans les collectivités locales** - (17 juillet 2014) (p. 6292).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Commission mixte paritaire [n° 544 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6300, 6302).

PIGNARD (Jean-Jacques)
sénateur (Rhône)
UDI-UC

Devenu sénateur le 22 avril 2014 (en remplacement de M. Michel Mercier, démissionnaire).

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 13 mai 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Mathieu Grégoire, co-auteur du rapport « Quelle indemnisation chômage pour les intermittents du spectacle ? Modélisation et évaluation d'un régime alternatif ».

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Groupe d'études sur les arts de la scène, de la rue et des festivals en région - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition - Deuxième lecture [n° 638 (2013-2014)]** - (26 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5311, 5312).

PILLET (François)
sénateur (Cher)
 UMP-R

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur le 16 janvier 2014.

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 361 (2013-2014)] visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 465 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La protection des données personnelles dans l'open data : une exigence et une opportunité [n° 469 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 799 (2013-2014)] relative à la protection de l'enfant [n° 139 (2014-2015)] (2 décembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Limitation de l'usage des techniques biométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Open data et protection de la vie privée - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Limiter l'usage des techniques biométriques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Groupe de travail « conducteurs âgés » - Communication.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

- Rapporteur - **Article 1er** (*Définition des enjeux de sécurité pour lesquels l'usage des techniques biométriques est autorisé*) (p. 4335).

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4788, 4789). (p. 4789).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4814, 4816). - **Article 1er** (*art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale*) (p. 4836).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 10075, 10077).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 466 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4323, 4325).

PINEL (Sylvia)
ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme
(jusqu'au 1er avril 2014)
ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité
(à partir du 26 août 2014)
ministre du logement et de l'égalité des territoires
(du 2 avril 2014 au 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur le tourisme** - (23 janvier 2014) (p. 612, 613).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (*art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention «fait maison» dans la restauration*) (p. 734). (p. 737). (p. 738). - **Article 23 (priorité)** (*art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, art. L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires*) (p. 742). (p. 742). (p. 743).

- **Question orale sans débat sur le nouveau cahier des charges du label « Tourisme et handicap »** - (18 février 2014) (p. 1773).

- **Question orale sans débat sur la fiscalité et le cognac** - (18 février 2014) (p. 1774).

- **Question orale sans débat sur les frais de repas des ouvriers du bâtiment et l'assiette des cotisations sociales** - (18 février 2014) (p. 1775, 1776).

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'encaissement de la taxe d'aménagement** - (17 juin 2014) (p. 4887, 4888).

- **Question orale sans débat sur la diffusion de Radio France internationale à Strasbourg** - (17 juin 2014) (p. 4888, 4889).

- **Question orale sans débat sur La Poste partenaire des professionnels du livre** - (17 juin 2014) (p. 4889, 4890).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Premier ministre en matière de logement** - (19 juin 2014) (p. 5069).

- **Question orale sans débat sur l'atteinte à la typicité de l'urbanisme méditerranéen** - (8 juillet 2014) (p. 5768, 5769).

- **Question orale sans débat sur la détermination des secteurs de taille et de capacité d'accueil limité** - (8 juillet 2014) (p. 5769, 5770).

- **Question orale sans débat sur la protection des habitants contre l'expropriation massive à Ivry** - (8 juillet 2014) (p. 5771).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le logement** - (17 juillet 2014) (p. 6292).

- **Question orale sans débat sur les honoraires des syndicats de copropriété** - (22 juillet 2014) (p. 6562, 6563).

- **Question orale sans débat sur les méfaits de la loi ALUR** - (22 juillet 2014) (p. 6563, 6564).

- **Question orale sans débat sur la carte scolaire et les fermetures de classes** - (22 juillet 2014) (p. 6565).

- **Question orale sans débat sur le traitement des sportifs selon les différents régimes de responsabilité civile** - (22 juillet 2014) (p. 6566).

- **Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier central de Gerland à Lyon [n° 731 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6747, 6748).

- **Question orale sans débat sur l'augmentation des prélèvements annuels sur le réseau action logement** - (14 octobre 2014) (p. 6957, 6958).

- **Question orale sans débat sur la validité des plans locaux d'urbanisme après un changement de schéma de cohérence territoriale** - (21 octobre 2014) (p. 7208).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** - (21 octobre 2014) (p. 7209).

- **Question orale sans débat sur l'encadrement des loyers dans les communes des Hauts-de-Seine** - (4 novembre 2014) (p. 7662, 7663).

- **Question orale sans débat sur les enfants et les familles sans logement en Île-de-France** - (4 novembre 2014) (p. 7664).

- **Question orale sans débat sur l'instruction des dossiers relevant du droit des sols** - (18 novembre 2014) (p. 8375).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8395, 8401).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9495, 9496).

Politique des territoires

- (3 décembre 2014) - **Article 57 ter (nouveau)** (art. 14 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Report au 1er janvier 2016 de la dissolution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, ACSé) (p. 9499).

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) - **Organisation des travaux** (p. 9512). (p. 9514, 9516). - **Etat B** (p. 9517). (p. 9518).

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires le 12 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Défense : équipement des forces [n° 110 tome 8 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, directeur chargé des affaires stratégiques au ministère de la défense.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Avenir de la stratégie spatiale européenne - Table ronde.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Article 1er (Modalités de perception de la taxe communale)** (p. 3569).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

PINTON (Louis)
sénateur (Indre)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9526, 9527).

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. Philippe Dallier, Charles Guéné et Jacques Mézard sur « l'évolution des finances locales à l'horizon 2017 », et présentation de la méthodologie utilisée par le cabinet Michel Klopfer, finances locales consultants.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Désignation d'un vice-président délégué pour la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales. Travail de la délégation en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Article 1er (Nouvelle carte régionale)** (p. 5588).

PIRAS (Bernard)
sénateur (Drôme)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

DÉPÔTS

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Caraïbes et Amérique centrale : au carrefour des marchés d'avenir [n° 114 (2013-2014)] (20 janvier 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen du rapport et du texte de la commission.

PLACÉ (Jean-Vincent)
sénateur (Essonne)
ECOLO

Président du Groupe écologiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis vice-président le 4 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation du service des achats de l'État.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'usage contrôlé du cannabis [n° 317 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la nocivité du diesel pour la santé [n° 496 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)] (16 septembre 2014) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat palestinien [n° 49 (2014-2015)] (23 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à réduire les déchets et valoriser les ressources de l'économie circulaire [n° 79 (2014-2015)] (4 novembre 2014) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des finances*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des finances*) : Nocivité du diesel pour la santé - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1428, 1429).

PLANCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
RDSE

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne** [n° 182 (2013-2014)] - (13 février 2014) - **Rappel au règlement** (p. 1689, 1690).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la biodiversité** - (20 février 2014) (p. 2113, 2114).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (9 avril 2014) (p. 2580, 2582).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3364).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes** [n° 476 (2013-2014)] - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3563, 3564).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3595, 3597).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence** [n° 472 (2013-2014)] - (7 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3808, 3809).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public** [n° 516 (2013-2014)] - (13 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3868, 3869).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement** [n° 609 (2013-2014)] - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4822, 4823).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 671 (2013-2014)] - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5801).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013** [n° 715 (2013-2014)] - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6075, 6077).

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises le 25 février 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

POHER (Hervé)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'eau le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'État de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut de veille sanitaire.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) - Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé aux fonctions de directeur général.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

[n° 325 (2013-2014)] - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1661, 1662).

- **Question orale sans débat sur la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques dans le Nord-Pas-de-Calais** - (3 juin 2014) (p. 4401). (p. 4402, 4403).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé**

POINTEREAU (Rémy)
sénateur (Cher)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014 ; puis premier vice-président, chargé de la simplification des normes le 25 novembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Énergies renouvelables : l'exception québécoise [n° 463 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Politique des territoires [n° 113 tome 7 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi simplifiant les conditions de saisine du conseil national d'évaluation des normes [n° 120 (2014-2015)] (24 novembre 2014) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 636 (2013-2014)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 140 (2014-2015)] (2 décembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables du Groupement de défense des idées des directeurs (GDID).

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Yvin,

candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Questions diverses.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*): Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Demande de saisine pour avis, nomination d'un rapporteur pour avis et examen du rapport verbal.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Audition de M. Pierre Jarlier, sénateur, vice-président - Association des maires de France (AMF).

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Demande de saisine et désignation d'un rapporteur pour avis.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*): Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Election du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Aménagement numérique du territoire - Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique auprès du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, sur l'aménagement numérique du territoire.

Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Désignation d'un vice-président délégué pour la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales. Travail de la délégation en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

(*commission des lois*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des maires de France : M. Jacques Pélissard, président de l'AMF, et M. Jean-Louis Puissegur, membre du Bureau de l'AMF et président de l'Association des maires de Haute-Garonne.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Biodiversité - Transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Christian Martin,

conseiller maître à la Cour des comptes, sur les finances communales.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Groupe de travail sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes - Communication.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde de think tanks.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1677). (p. 1677).

- **Question orale sans débat sur les préconisations de la commission Mobilité 21 et la réalisation du projet de ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon** - (18 février 2014) (p. 1769, 1770). (p. 1770).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2644, 2645).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2774). (p. 2775). (p. 2776). - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2783). - **Articles additionnels après l'article 4 bis (réservé)** (p. 2791). (p. 2792). (p. 2792). - **Article 12** (*art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole*) (p. 2847). (p. 2849). (p. 2859). (p. 2860). (p. 2871).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 12 bis A (nouveau)** (*Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole*) (p. 2888). - **Article 12 ter** (*art. L. 122-3 du code de*

l'environnement - Systématisation de l'analyse des effets des projets sur l'agriculture dans les études d'impact) (p. 2898). (p. 2900). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 2900). (p. 2900). (p. 2901). (p. 2902). (p. 2902). - **Article 13** (*art. L. 141-1, art. L. 141-1-1 et L. 141-1-2 [nouveaux], art. L. 141-6, art. L. 142-5-1 et L. 142-5-2 [nouveaux], art. L. 143-1, L. 143-2, L. 143-7, L. 143-7-1 et L. 143-7-2 et art. L. 143-16 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Améliorer l'efficacité de l'intervention des SAFER*) (p. 2909). (p. 2910). (p. 2920). (p. 2922). (p. 2923). (p. 2924). (p. 2924). (p. 2925). (p. 2925). (p. 2926). (p. 2927). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 330-1, L. 330-2, art. L. 330-3, L. 330-4, L. 330-5 [nouveaux], art. L. 331-4, L. 741-10, L. 751-1, L. 511-4, et L. 513-1 du code rural et de la pêche maritime et art. 1605 nonies du code général des impôts - Favoriser l'installation en agriculture*) (p. 2933, 2934). (p. 2935). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2938). (p. 2938).

- **Question orale sans débat sur la mise en cause du principe de continuité écologique créé dans la loi sur l'eau** - (3 juin 2014) (p. 4397, 4398). (p. 4398).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8390, 8391).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 17 (réservé)** (*art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI*) (p. 8870).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 10446, 10449).

PONCELET (Christian)
sénateur (Vosges)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Education**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2102-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - *Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire* (p. 5903).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2,

PONIATOWSKI (Ladislas)
sénateur (Eure)
UMP-R

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*): Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Désignation d'un rapporteur.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Relations entre la grande distribution et les industriels - Communication de M. Jean-Claude Lenoir.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Bernard Lévy, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean Gaubert, médiateur national de l'énergie.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Alexandre Grillat, secrétaire national au secteur « Développement durable, logement, RSE et énergie » de la confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacky Chorin, représentant de la confédération Force ouvrière, membre du Conseil économique, social et environnemental.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Marie-Claire Cailletaud, responsable de la politique

énergétique et industrielle à la Fédération nationale des mines et de l'énergie - Confédération générale du travail (FNME-CGT).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Marylise Léon, secrétaire nationale de la confédération française démocratique du travail (CFDT), responsable de la politique du développement durable, des politiques industrielles, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la coordination en matière de RSE.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacques Chanut, président de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de MM. Jean-Yves Le Déaut et Marcel Deneux, auteurs du rapport intitulé « Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économies d'énergie dans le bâtiment : le besoin d'une thérapie de choc » fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de Mme Sandra Lagumina, directeur général de Gaz réseau distribution France (GRDF), de M. Dominique Maillard, président du directoire de Réseau de transport d'électricité (RTE), de M. Philippe Monloubou, président du directoire d'Électricité réseau distribution France (ERDF), et de M. Thierry Trouvé, directeur général de GRTgaz.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Nicolas Mouchnino, chargé de mission énergie à l'Union fédérale des consommateurs - Que Choisir, et de M. Frédéric Blanc, juriste.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de M. Pierre-Franck

Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et de M. Jacques Repussard, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Rappel au règlement** - (23 janvier 2014) (p. 594).

- **Débat sur la production énergétique en France : avenir de la filière du nucléaire et nouvelles filières de production d'énergie** - (23 janvier 2014) (p. 600, 601).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2344, 2347).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation*) (p. 2688).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3564, 3565).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7028).

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 4 novembre 2014.

Membre titulaire de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires) le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Les contrats de partenariats : des bombes à retardement ? [n° 733 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 288 (2011-2012)] portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 29 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 779 (2013-2014)] visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 92 (2014-2015)] (12 novembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Fonction publique [n° 114 tome 7 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Procédures européennes de règlement des petits litiges - Communication.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Application de l'article 68 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des lois*) : Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la demi-journée de formation des maîtres** - (16 octobre 2014) (p. 7161).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7268, 7269).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités de dépôt et d'examen de la proposition de réunion de la Haute Cour*) (p. 7278). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions d'examen devant la première assemblée saisie*) (p. 7278, 7279). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions d'examen devant la seconde assemblée saisie*) (p. 7279). (p. 7279). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Bureau de la Haute Cour*) (p. 7280). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Composition et rôle de la commission chargée de recueillir l'information nécessaire à la mission de la Haute*

Cour (p. 7280, 7281). (p. 7281). (p. 7283). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Débats devant la Haute Cour et vote sur la destitution*) (p. 7284). (p. 7284).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)]** - (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8404, 8406).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :



Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014 ; puis vice-président le 13 octobre 2014.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 9367).

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer la participation des communes dans l'élaboration du plan local d'urbanisme par les conseils de territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence [n° 427 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à proclamer Edward Snowden citoyen d'honneur de la République française et à lui accorder l'asile politique [n° 588 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 518 (2012-2013)] autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc [n° 17 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Transports - Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Défense : préparation et emploi des forces [n° 110 tome 6 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, directeur chargé des affaires stratégiques au ministère de la défense.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions récentes des marchés de l'énergie et leurs conséquences géopolitiques - Audition de M. Giacomo Luciani, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Activités privées de protection des navires - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin,

secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Compte rendu du contrôle sur pièces et sur place sur les prévisions de ressources exceptionnelles de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole additionnel à la convention entre la France et l'Italie relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Renouveau des institutions et priorités de l'Union européenne - Communication de M. Jean Bizet.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - La situation en Ukraine après les élections législatives : communication de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Proposition de résolution européenne n° 73 sur l'expression des parlements

nationaux lors du renouvellement de la Commission européenne - Examen du rapport de M. Robert Navarro.

Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Entretien avec une délégation de parlementaires britanniques sur la situation des migrants à Calais - Communication de M. Jean-Yves Leconte.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (20 février 2014) - **Article 16** (*art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - Réforme de la représentativité patronale*) (p. 2185, 2186).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Article 1er** (*Définition de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes*) (p. 3388).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre les agendas d'accessibilité programmée pour les établissements recevant du public et de clarifier la réglementation relative à la mise en accessibilité de ces établissements ainsi que des bâtiments d'habitation*) (p. 3483, 3484).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Article 1er** (*art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3937). (p. 3954). (p. 3955).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4986, 4988).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intolérance religieuse et la violence anti-chrétienne** - (19 juin 2014) (p. 5064).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection**

sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5099, 5100).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Article 1er (Nouvelle carte régionale)** (p. 5579, 5580).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3121-2, L. 3121-3, L. 3121-4 et L. 3121-5 du code des transports - Réforme de la gestion des autorisations de stationnement délivrées aux taxis*) (p. 6771, 6772). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC*) (p. 6777). (p. 6778). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3112-1, L. 3114-4 [nouveau], L. 3120-1 à L. 3120-5 [nouveaux], L. 3121-11, L. 3122-3 et L. 3123-2 du code des transports - Règles communes à tous les modes de transport routier léger de personnes*) (p. 6784, 6785). (p. 6787). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6790).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en Irak** - (24 septembre 2014) (p. 6896, 6899).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7013, 7015).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 6 septies** (p. 8674). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8679).

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) - **Article 50 bis (nouveau)** (*Demande de rapport relatif à l'évolution du financement du Centre des monuments nationaux*) (p. 9221).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9522, 9523).

Défense

- (3 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9545, 9546).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10032, 10034).

PRIMAS (Sophie)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire du 10 avril 2014 au 7 octobre 2014.

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 9 avril 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014 ; puis vice-présidente le 4 décembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire du Comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay le 18 décembre 2014.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de résolution [n° 685 (2013-2014)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée [n° 694 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Environnement - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Harmonisation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds - Communication.

Réforme ferroviaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Nicolas Mouchnino, chargé de mission énergie à l'Union fédérale des consommateurs - Que Choisir, et de M. Frédéric Blanc, juriste.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1678). (p. 1679).

- **Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 366 (2013-2014)]** - (17 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1716, 1717).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2659). (p. 2664). (p. 2665). (p. 2677). - **Article 2** (art. L. 611-1, L. 621-2, L. 621-3, L. 621-5, L. 621-8, L. 621-8-1 et L. 932-6 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Adaptation de la composition et des missions du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO) et de FranceAgriMer) (p. 2691). (p. 2691). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2699). (p. 2738).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2820). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et au renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2821). - **Article 8** (art. L. 632-1, L. 632-4, L. 632-6, L. 632-8 et L. 632-9 du code rural et de la pêche maritime et art. 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Mise en conformité du droit des interprofessions avec le droit communautaire et introduction du pluralisme syndical au sein des interprofessions) (p. 2826). (p. 2827). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des prérogatives du conseil régional dans l'élaboration du plan régional de l'agriculture durable) (p. 2844, 2845). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2846, 2847). (p. 2850). (p. 2852). (p. 2854, 2855). (p. 2858). (p. 2858). (p. 2860). (p. 2865). (p. 2866). (p. 2869). (p. 2869). (p. 2870). (p. 2870).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 3086). (p. 3087). (p. 3087). (p. 3089). (p. 3089). (p. 3089, 3090). (p. 3090). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 251-7, L. 251-9, L. 251-14, L. 251-15 et L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Ratification d'ordonnance) (p. 3103). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 3110). (p. 3111). (p. 3112).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la taxe générale sur les activités polluantes dite « granulats »** - (17 juin 2014) (p. 4897). (p. 4898).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2,

L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire) (p. 5915). (p. 5915). (p. 5917). (p. 5923).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les procédures d'agrément dans les colonies de vacances** - (17 juillet 2014) (p. 6290, 6291).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (18 juillet 2014) - **Article 8 bis (suppression maintenue)** (Mise à disposition d'espaces de diffusion sur les radios et télévisions publiques pour des campagnes collectives d'information sur les produits frais) (p. 6400). - **Article 10 bis A** (art. L. 665-6 du code rural et de la pêche maritime - Reconnaissance du vin et des terroirs viticoles, des boissons spiritueuses et bières issues de traditions locales dans le patrimoine de la France) (p. 6404). - **Article 12** (art. L. 112-1-1, L. 112-1-2 [nouveau], L. 112-2, L. 135-3 et L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et articles L. 122-1-2, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme - Préservation du foncier agricole) (p. 6411). - **Article 12 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-3 du code de l'environnement, art. L. 111-2 et L. 112-1-3 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Impact et compensation agricole des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés) (p. 6421). (p. 6422). (p. 6422). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1313-1, L. 1313-2, L. 1313-3-1 [nouveau], L. 1313-5 et article L. 1313-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 6446).

- **Suite de la discussion** (21 juillet 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 211-3 du code de l'environnement - Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 6493, 6494). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2, L. 121-2-1 et L. 121-2-2 [nouveaux], L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 122-6, L. 312-1, L. 122-3-1 [nouveau], L. 122-12 à L. 122-15 [abrogés], L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 125-2, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, L. 153-1-1 et L. 153-1-2 [nouveaux], L. 153-8 [nouveau], L. 154-2, L. 156-4 [nouveau], L. 222-1 et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 6516). (p. 6517). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6545, 6546).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7563). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7579, 7580). (p. 7588).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Articles**

additionnels après l'article 7 ter (p. 7746). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7749).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - au nom de la commission des affaires économiques - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8619). (p. 8620). (p. 8620, 8621). (p. 8621). - **Article 5** (art. 199 novovicies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel ») (p. 8627). (p. 8628).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - au nom de la commission des affaires économiques - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 8661). (p. 8662). - **Article 8** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodecies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement) (p. 8689). (p. 8699, 8700). (p. 8700). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8702, 8703).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8809, 8810). (p. 8823). (p. 8827).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) (p. 8850). (p. 8852). - **Article 16** (Prélèvement sur le fonds de roulement des agences de l'eau) (p. 8854). (p. 8857). - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8891). (p. 8892). - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8899). (p. 8900).

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9607, 9608).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9787, 9788).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - en remplacement de Mme Dominique Estrosi Sassone, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Article 52** (art. L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation et art. L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme du dispositif des aides personnelles au logement « accession ») (p. 9812). - **Article 53** (art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Financement du Fonds national d'aide au logement, FNAL, par la participation des employeurs à l'effort de construction, PEEC) (p. 9814).

- Au nom de la commission des affaires économiques - **Articles non rattachés - Article 42** (art. 1387 A du code général des impôts - Exonération temporaire de TFPB et de CFE pour les activités de méthanisation agricole) (p. 9846). (p. 9846). (p. 9847). (p. 9847). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9850). (p. 9850). (p. 9855).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 44 duodecies** (p. 9923). (p. 9923, 9924). (p. 9924, 9925).

PRINTZ (Gisèle)
sénatrice (Moselle)
SOC

Démissionnaire le 31 août 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er septembre 2014.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre suppléant du Conseil national du bruit.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Serge Daël, président, et Nicolas Polge, rapporteur général, de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada).

Réunion du jeudi 16 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Mathieu Escot, chargé de mission santé à UFC-Que Choisir.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de Mmes Agnès Le Bot, secrétaire confédérale et Catherine Perret, membre de la commission exécutive confédérale, de la confédération générale du travail (CGT).

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde de représentants des organisations syndicales de salariés (CFDT, CFÉ-CGC, CFTC, FO).

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

(*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Constitution du Bureau.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition des présidentes des commissions « violences de genre » et « santé, droits sexuels et reproductifs » du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE f-h).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Table ronde.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde de représentants des syndicats d'employeurs.

Réunion du jeudi 22 mai 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences dans les armées - Audition de Mme Brigitte Debernardy, contrôleur général des armées, et du général d'armée Didier Bolelli, inspecteur général des armées.

Réunion du jeudi 5 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 19 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Stéréotypes dans les manuels scolaires - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! » - Présentation du rapport d'information.

Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conférence sociale 2014 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2013-2014.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde des représentants des syndicats de salariés.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cibles thématiques sur le devenir des élections prud'homales** - (16 janvier 2014) (p. 355). (p. 356).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage** [n° 198 (2013-2014)] - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1497, 1498).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale** [n° 349 (2013-2014)] - (18 février 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1813, 1814).

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
 UMP

Secrétaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 5 novembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 4 novembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre titulaire du conseil d'administration des hôpitaux de Saint Maurice jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 17 décembre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 771 (2013-2014)] relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, [n° 51 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 622 (2013-2014)] tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 86 (2014-2015)] (12 novembre 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Jacques Chevallier, professeur émérite de droit public à l'université Panthéon Assas (Paris II), directeur du Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (Cersa).

Audition de M. Paul Hébert, chef du service des affaires juridiques de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) et de Mme Delphine Carnel, juriste.

Audition de M. Serge Daël, président, et Nicolas Polge, rapporteur général, de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada).

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 janvier 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) :

Audition de MM. David Gayou et Tangui Morlier, administrateurs du collectif Regards citoyens.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde de représentants des organisations syndicales de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO).

Réunion du jeudi 23 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition des représentants des employeurs (CGPME).

Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde des représentants des employeurs (Medef, UPA).

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Reconquérir l'économie réelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*): Accès aux données de santé - Audition de responsables de la Mutualité française.

Les entreprises et l'ouverture des données publiques - Audition de responsables du Medef et de la CGPME.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*): Audition de M. François Bancilhon, président directeur général de Data publica.

Audition de M. François Bancilhon, président directeur général de Data publica.

Audition de M. Jean-Marc Lazard, président directeur général d'OpenDataSoft.

Audition de M. Samuel-Frédéric Servière, responsable des études budgétaires et fiscales à l'iFRAP.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Reconquérir l'économie réelle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et adoption du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Fiscalité comportementale - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 27 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*): Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut géographique national (IGN).

Audition de MM. Alain Bayet, secrétaire général, Michel Isnard, responsable de l'unité des affaires juridiques et contentieuses, Mme Françoise Maurel, directrice de la diffusion et de l'action régionale, de l'Insee.

Grands fournisseurs de données publiques - Audition de Mme Claude Revel, déléguée interministérielle à l'intelligence économique et M. Philippe Ramon, conseiller senior pour la sécurité économique et les affaires intérieures.

Réunion du jeudi 6 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*): Audition de MM. Christian Babusiaux et Richard Decottignies, président et directeur de l'Institut des données de santé (IDS).

Réunion du jeudi 13 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*):

Audition de M. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*): Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Présentation de l'étude de faisabilité de Mme Anne-Yvonne Le Dain, vice-présidente, députée, et M. Bruno Sido, président, sénateur, concernant le risque numérique.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*): Débat sur les orientations du rapport.

Réunion du lundi 28 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Désignation des conseillers prud'hommes - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires sociales*): Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*): contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2013) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Examen du rapport de M. Jean-Yves Le Déaut, député, premier vice-président, et M. Marcel Deneux, sénateur, vice-président, sur « Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économie d'énergie dans le bâtiment ».

Présentation de l'étude de faisabilité de M. Patrick Hetzel, député, et Mme Delphine Bataille, sénateur, concernant « Les enjeux stratégiques des terres rares ».

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conférence sociale 2014 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut national du cancer.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réformer le système de sécurité sociale des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réforme du système de sécurité sociale des étudiants - Examen de l'amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 24 novembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Compte rendu restreint de l'audition du 24 novembre 2014 sur « Les drones et la sécurité des installations nucléaires ».

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la privatisation du château de Vincennes** - (7 janvier 2014) (p. 12). (p. 13).

- **Question orale sans débat sur l'extension de l'aéroport de Paris-Orly** - (7 janvier 2014) (p. 23, 24). (p. 24).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 749). (p. 749). (p. 750). (p. 750). (p. 752). - **Article 5** (sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance) (p. 765). (p. 767). (p. 768). - **Article 17 quater** (art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers) (p. 801). (p. 803).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur) (p. 842). (p. 847). (p. 848). (p. 848). (p. 849). (p. 851). (p. 852). (p. 853). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-15-2 [nouveau] du code des assurances - Résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance) (p. 855, 856). (p. 856). (p. 856). (p. 858). (p. 859). - **Article 21 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 129-1 [nouveau] du code des assurances - Assurances collectives de dommages) (p. 860). - **Article 21 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-15-1 [nouveau] du code des assurances - Mention contractuelle du libre choix du réparateur automobile professionnel en cas de sinistre automobile) (p. 860).

- **Question orale sans débat sur le contrôle et l'évaluation de la maintenance aérienne** - (4 février 2014) (p. 1261, 1262). (p. 1262).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1302, 1303). - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 1312). (p. 1314). (p. 1320). (p. 1322). (p. 1324). (p. 1326). (p. 1326). (p. 1328). (p. 1329). (p. 1330). (p. 1339). (p. 1340). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de l'obligation de rechercher un repreneur) (p. 1343, 1344). (p. 1344). - **Article 6** (art. L. 2323-21 ; L. 2323-21-1 et L. 2323-22-1 [nouveaux] ; L. 2323-23 ; L. 2323-26-1 A [nouveau] ; L. 2323-26-1 B [nouveau] ; L. 2325-35 et L. 2325-37 du code du travail - Instauration d'une procédure d'information et de consultation du comité d'entreprise en cas d'offre publique d'acquisition) (p. 1350). - **Article 8** (art. L. 233-32 et L. 233-33 du code de commerce - Neutralité des organes de gouvernance en cas d'OPA) (p. 1353). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 1354).

- **Question orale sans débat sur l'accessibilité des cabinets médicaux** - (18 février 2014) (p. 1758). (p. 1759).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1801, 1802).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) - **Article 2** (art. L. 1222-14, L. 1225-27, L. 1225-46, L. 1225-57, L. 2241-4, L. 2242-15, L. 2323-34, L. 2323-35, L. 2323-36, L. 3142-29, L. 3142-95, L. 6313-13 et L. 6313-14 [nouveaux], L. 6315-1, L. 6315-2, L. 6321-1, L. 6321-8 et L. 6353-1 du code du travail - Renforcement du dialogue social sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises et les branches et institution d'un entretien professionnel biennal) (p. 1888). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1897).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intermittents** - (20 février 2014) (p. 2119, 2120).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)] (suite)** - (20 février 2014) - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 2135).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (21 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2243). - **Article 1er** (Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 2247). (p. 2247).

- **Questions cibles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3368).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3480, 3481). - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre les agendas d'accessibilité programmée pour les établissements recevant du public et de clarifier la réglementation relative à la mise en accessibilité de ces établissements ainsi que des bâtiments d'habitation) (p. 3488, 3489). (p. 3489). (p. 3490).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3574, 3576).

- **Question orale sans débat sur la sécurisation des quittances d'électricité utilisées comme justificatifs de domicile** - (6 mai 2014) (p. 3692). (p. 3693).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)] (suite)** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3761, 3762). (p. 3764). (p. 3764). (p. 3764, 3765). (p. 3766). (p. 3771). (p. 3772). (p. 3776). (p. 3778). (p. 3780). (p. 3783). (p. 3791). (p. 3792).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) (p. 3916). (p. 3916). (p. 3917). (p. 3918). (p. 3920). (p. 3922). (p. 3923). (p. 3923). (p. 3924). (p. 3925). (p. 3925). (p. 3926, 3927). (p. 3930). (p. 3933). (p. 3934). (p. 3949). (p. 3950, 3951). (p. 3951). (p. 3955). (p. 3956). (p. 3960). - **Article 4** (art. L. 8112-2 du code du travail - Extension de la compétence de l'inspection du travail au contrôle des manquements à la législation sur les stages) (p. 3965). (p. 3965). - **Article 5** (art. L. 8223-1-1 [nouveau] du code du travail - Information du stagiaire, de l'établissement d'enseignement et des institutions représentatives du personnel sur les infractions à la législation

sur les stages constatées par l'inspection du travail) (p. 3965). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3969). (p. 3970, 3971). (p. 3971). (p. 3972). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 3972). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3972, 3973).

- **Question orale sans débat sur l'actualisation des conditions de renouvellement du permis de conduire international** - (20 mai 2014) (p. 4076). (p. 4076).

- **Question orale sans débat sur les élections départementales dans les trois départements de la petite couronne** - (17 juin 2014) (p. 4902). (p. 4903).

- **Question orale sans débat sur l'enseignement de l'informatique** - (8 juillet 2014) (p. 5776, 5777). (p. 5777).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6173).

- **Question orale sans débat sur les honoraires des syndicats de copropriété** - (22 juillet 2014) (p. 6562). (p. 6563).

- **Question orale sans débat sur le traitement des sportifs selon les différents régimes de responsabilité civile** - (22 juillet 2014) (p. 6566). (p. 6566, 6567).

- **Question orale sans débat sur la publication des déclarations d'intérêts et d'activités des parlementaires** - (21 octobre 2014) (p. 7227, 7228). (p. 7228).

- **Question orale sans débat sur le plan de redressement de la mutuelle des étudiants** - (4 novembre 2014) (p. 7647). (p. 7647, 7648).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7695, 7697).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 novembre 2014) (p. 7715).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)] (suite)** - (4 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Article 2** (Habilitation en vue d'harmoniser la notion de jour en droit du travail et en droit de la sécurité sociale) (p. 7716). (p. 7717). (p. 7717, 7718). - **Article 2 ter** (Habilitation en vue de préciser le régime du portage salarial) (p. 7718). (p. 7719). - **Article 2 quater** (Habilitation en vue de simplifier et sécuriser le régime du temps partiel) (p. 7721). (p. 7722). - **Article 2 quinquies (nouveau)** (art. L. 1242-3, L. 1242-6-1 à L. 1242-6-6 [nouveaux] et L. 1242-7 du code du travail et art. 6 de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail - Pérennisation du contrat de travail à durée déterminée à objet défini) (p. 7724). (p. 7726). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7727). (p. 7731).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8099). (p. 8102, 8103).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 37** (art. L. 6111-3-1 [nouveau] du code de la santé publique et L. 166-22-8-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Hôpitaux de proximité) (p. 8226). (p. 8226). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8275). - **Articles additionnels avant l'article 61 A** (p. 8315).

- **Question orale sans débat sur les conflits induits par le développement des éoliennes** - (18 novembre 2014) (p. 8364). (p. 8365).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** -

(18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8409, 8412). - **Article 1er** (art. L. 381-4 du code de la sécurité sociale - Suppression de la délégation de gestion des mutuelles étudiantes pour la couverture des risques maladie et maternité) (p. 8425).

- Rapporteur - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 381-6 du code de la sécurité sociale - Procédure d'affiliation des étudiants) (p. 8426). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8426, 8427).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8588).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) (p. 9102, 9103). - **Etat B** (p. 9115). (p. 9118). - **Article 62** (Contribution de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) au financement des contrats aidés) (p. 9121).

Pouvoirs publics

- (5 décembre 2014) (p. 9684).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9692, 9693).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10011, 10012). - **Article 2 (supprimé)** (art. 38 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Saisine du préfet par le maire pour qu'il mette en demeure l'occupant sans titre d'un domicile de quitter les lieux) (p. 10017, 10018).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article additionnel après l'article 20** (p. 10226).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives - Commission mixte paritaire [n° 123 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10644, 10645).

PRUNAUD (Christine)
sénatrice (Côtes-d'Armor)
CRC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage** [n° 677 (2013-2014)] - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7001).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7483, 7484).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015** [n° 78 (2014-2015)] - (12 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8050).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9665, 9666).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Commission mixte paritaire** [n° 182 (2014-2015)] - (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10577).

RACHLINE (David)
sénateur (Var)
NI

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019** [n° 56 (2014-2015)] - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7890, 7892).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9487, 9488).

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9507, 9508).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9532).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9590, 9591). (p. 9591).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)] (suite)

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2014) (p. 9600, 9601).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10031, 10032).

RAFFARIN (Jean-Pierre)
sénateur (Vienne)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

Vice-président du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014 ; a présidé les séances des 15, 22, 29 janvier, 19, 20, 24, 26 février, 14, 16, 28, 30 avril, 2, 5, 14, 28 mai, 5, 23 juin, 10 et 16 juillet 2014.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement le 9 décembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Opération "Chammal" en Irak. Contribution au débat sur les opérations extérieures [n° 200 (2014-2015)] (17 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2014 [n° 201 (2014-2015)] (18 décembre 2014) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Redonner tout son sens à l'examen parlementaire des traités [n° 204 (2014-2015)] (18 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 août 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires

multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Compte de concours financiers : avance à l'audiovisuel public » - Programmes « France Médias Monde » et « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Audition de M. Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France.

Expression des auteurs des propositions de résolution.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de corps d'armée Didier Castres, sous-chef d'état-major Opérations.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de division (R) Vincent Desportes, professeur associé à Sciences-po Paris.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général Henri Bentégeat (2S), ancien chef d'état-major des armées.

Forum de Dakar.

Réunion du jeudi 18 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Présentation de M. Jean-Pierre Raffarin sur le projet de rapport d'information sur l'examen des traités et conventions.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 31, 34). (p. 61, 62). (p. 65, 66).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Mongolie** - (15 janvier 2014) (p. 275).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les annonces du président de la République sur la décentralisation** - (23 janvier 2014) (p. 604, 605).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme territoriale** - (5 juin 2014) (p. 4626).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5509, 5511).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5553). (p. 5561). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5581, 5582).

- **Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7528, 7529).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9292, 9294).

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat

- (3 décembre 2014) (p. 9528, 9529).

Défense

- (3 décembre 2014) - président de la commission des affaires étrangères - **Etat B** (p. 9545).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Rappel au règlement** (p. 10061).

RAINAUD (Marcel)
sénateur (Aude)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

de RAINCOURT (Henri)
sénateur (Yonne)
UMP, puis UMP-R

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 12 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le renouvellement des forêts dans le cadre du plan national de la filière bois** - (29 avril 2014) (p. 3517, 3518). (p. 3518).

- **Question orale sans débat sur la recherche relative aux maladies du bois de la vigne** - (6 mai 2014) (p. 3696). (p.3697).

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Aide publique au développement [n° 110 tome 4 (2014-2015)] (18 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 118 (2014-2015)] autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne [n° 166 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Outre-mer - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des Etats étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Présentation de M. Jean-Pierre Raffarin sur le projet de rapport d'information sur l'examen des traités et conventions.

RAISON (Michel)
sénateur (Haute-Saône)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Avis de l'Autorité de la concurrence

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 9418, 9419).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10476, 10477).

relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Rapport d'information de M. André Gattolin sur son déplacement au Groenland.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 43 (2014-2015)] - (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7453, 7454). - **Article 1er** (*art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale*) (p. 7469, 7470).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7506).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10500, 10501).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014** [n° 155 (2014-2015)] - (17 décembre 2014) - **Article 20 nonies** (*Instauration d'une majoration de 50 % de la taxe sur les surfaces commerciales pour les grandes surfaces*) (p. 10547).

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Président de la commission des affaires économiques jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (18 juillet 2014).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et déchets radioactifs jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Comité stratégique pour l'élaboration et le suivi de la stratégie nationale de la recherche énergétique.

Membre suppléant du comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies jusqu'au 4 février 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 455 (2013-2014)] relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 485 (2013-2014)] (30 avril 2014) - **Agriculture et pêche - Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes [n° 521 (2013-2014)] (12 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 310 (2013-2014)] relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 594 (2013-2014)] (10 juin 2014) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Politique des territoires [n° 108 tome 3 annexe 22 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au financement bancaire des entreprises - Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit.

Mise sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels » - Audition de M. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et M. Christian Bataille, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

« L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? » - Audition de M. Jean-Marc Pastor, sénateur, et M. Laurent Kalinowski, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la consommation.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Audition de M. Bruno Lasserre, candidat désigné aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence.

Candidature aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence - Examen de l'avis et vote.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et un urbanisme rénové - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Avis sur une candidature aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence - Résultat du scrutin.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Démission et nomination d'un rapporteur.

Interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Saisine de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du lundi 5 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pascal Lamy, président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et d'Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Maxime Lombardini, directeur général d'Iliad.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Olivier Roussat, président-directeur général et Didier Casas, secrétaire général de Bouygues Telecom.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Secteur des télécommunications - Audition de

M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, et de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'AREVA.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'Areva.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Henri Proglio, président-directeur général d'Electricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Secteur des télécommunications - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Transition énergétique - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre des dispositions de la loi du 23 juillet 2010 relatives aux chambres de commerce et d'industrie - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Avenir industriel au cœur de la transition énergétique - Table ronde.

Mise en œuvre des dispositions de la loi du 23 juillet 2010 relatives aux chambres de commerce et d'industrie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Constitution du Bureau de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate aux fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Élection du président.

Questions diverses : Communication de M. Jean-Yves Le Déaut, député, relative à l'audition publique sur « Le principe d'innovation ».

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 30) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » (et article 51) et compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers ou des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'Etat » de la mission « Politique des territoires » et programme « Politique de la ville » de la mission « Politique des territoires » (et article 57 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » (et articles 52 à 54) - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 24 novembre 2014 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au fonctionnement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission

« Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de l'article 17.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet « croissance, emploi, investissement » - Avis de MM. Didier Marie et Jean-Paul Emorine.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*commission des finances*) : Approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 12 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 153, 155).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 221).

- président de la commission des affaires économiques (p. 226). (p. 236). - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 252).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 8** (*art. L. 1111-2, L. 2251-3, L. 2313-1, L. 2564-19, L. 5214-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-1 et L. 5216-5 et L. 5217-4 du code général des collectivités territoriales - Gouvernance locale de la politique de la ville*) (p. 278). - **Article 9 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Dispositif de veille active*) (p. 282). (p. 282, 283). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 297). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 305).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - président de la commission des affaires économiques - **Organisation de la discussion** (p. 682). (p. 683). - **Article 4** (*art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et*

L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 722).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) (p. 748). - **Article 5** (*sections 2, 3 et 4 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Réglementation relative à la vente à distance*) (p. 765). - **Article 7** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 211-7 du code de la consommation - Garanties applicables aux contrats de consommation*) (p. 776). - **Article 19 octies** (*art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur*) (p. 822).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 61** (*art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement*) (p. 897).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - président de la commission des affaires économiques - **Demande de priorité** (p. 941).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Article 8 (priorité)** (*art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL*) (p. 998). (p. 998). - **Article 6 ter** (*art. L. 631-7 et L. 631-7-1 A [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée*) (p. 1037). - **Organisation de la discussion** (p. 1081). - **Article 58** (*art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT*) (p. 1154).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 73** (*art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme*) (p. 1194). - **Article 84 bis (suppression maintenue)** (*art. L. 125-6, L. 125-7, L. 512-21 [nouveau], L. 514-20, L. 515-12, L. 556-1, L. 556-2 et L. 556-3 du code de l'environnement - Instauration par l'Etat de zones de vigilance et lutte contre les friches industrielles*) (p. 1203). - **Article 84 ter (suppression maintenue)** (*art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Dispositions relatives au domaine de Chambord*) (p. 1205).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (31 janvier 2014) (p. 1209).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)] (suite)** - (31 janvier 2014) - président de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 1209). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1244).

- **Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)]** - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1975, 1977).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - président de la commission des affaires économiques - **Demande de priorité** (p. 2665). - **Article 1er** (*art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en*

faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2684). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2698).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Organisation de la discussion** (p. 2794). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - *Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles*) (p. 2816). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2820). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2832). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - *Préservation du foncier agricole*) (p. 2860, 2861). (p. 2863). (p. 2865). (p. 2866).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2014) - **Article 12 bis A (nouveau)** (*Constructibilité des bâtiments destinés à la surveillance des bâtiments d'exploitation en zone agricole*) (p. 2885). - **Articles additionnels après l'article 12 bis A** (p. 2891).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - *Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures*) (p. 2960). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 3005).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Demande de priorité** (p. 3084). - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 718-7, L. 718-11 et L. 718-12 du code de l'éducation - *Adaptation du régime d'organisation des communautés d'universités et établissements*) (p. 3133). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 130-1 du code de l'urbanisme - *Assouplissement du régime de coupes dans le cadre de bonnes pratiques sylvicoles*) (p. 3175). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3191).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - président de la commission des affaires économiques - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 3229). - **Article 6** (art. L. 145-46-1 [nouveau] du code de commerce - *Droit de préférence pour le locataire en cas de vente du local commercial qu'il occupe*) (p. 3254).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 20 bis** (art. L. 751-5 et L. 751-6 du code de commerce - *Statut et composition de la Commission nationale d'aménagement commercial*) (p. 3316). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3328). (p. 3329). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 3350). (p. 3350). - **Demande de réserve** (p. 3352).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3644, 3646). - **Article unique** (p. 3657, 3658).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - *Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3772).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) -

Article unique (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - *Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution*) (p. 4357).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - président de la commission des affaires économiques - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - *Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 4513). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 4517). (p. 4519). (p. 4521). - **Article 40 AEA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 335-5, L. 613-3 et L. 614-2 du code de l'éducation - *Validation des acquis de l'expérience pour les responsables associatifs*) (p. 4563). - **Article 44 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - *Possibilité pour un mineur de devenir membre d'une association*) (p. 4574). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4587).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4937, 4940).

- Rapporteur - **Intitulé du titre Ier** (p. 4953, 4954). - **Article 1er** (art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - *Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques*) (p. 4957). (p. 4958). (p. 4958). (p. 4958). (p. 4959). (p. 4959). (p. 4960). (p. 4962). (p. 4962). (p. 4963). (p. 4963). (p. 4964). (p. 4964). (p. 4965). (p. 4967). (p. 4967). (p. 4968). (p. 4970).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) (p. 5320). (p. 5321). (p. 5321). - **Article 2** (*Harmonisation des protocoles de mesures et de simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques*) (p. 5321). (p. 5321). (p. 5321). - **Intitulé du titre II** (p. 5322). - **Article 3** (art. L. 1313-1 du code de la santé publique - *Mission de veille et de vigilance de l'Anses en matière de radiofréquences*) (p. 5322). - **Article 4** (art. 184 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement - *Mention du DAS, recommandations d'usages et normes techniques des équipements radioélectriques*) (p. 5323). (p. 5324). - **Article 5** (art. L. 5232-1-1 et L. 5232-1-3 [nouveaux] du code de la santé publique - *Encadrement de la publicité pour les téléphones mobiles et autres équipements radioélectriques*) (p. 5324). (p. 5325). - **Article 6 (supprimé)** (*Politique de sensibilisation à une utilisation plus responsable des téléphones mobiles et autres équipements radioélectriques*) (p. 5325). - **Article 7** (*Limitation de l'exposition aux champs électromagnétiques dans les établissements scolaires*) (p. 5327). (p. 5327). - **Article 8 (supprimé)** (*Rapport sur l'électro-hypersensibilité*) (p. 5328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5332).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 5825).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Commission mixte paritaire [n° 544 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Adoption de l'ensemble du projet de loi** (p. 6326).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 juillet 2014) (p. 6336).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6358).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement sur l'utilisation du registre par les taxis*) (p. 6769).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Commission mixte paritaire [n° 775 (2013-2014)]** -

(24 juillet 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6858, 6859).

- Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8592).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Article 15** (*Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 8827, 8828).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2014) - **Article 20** (*art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF*) (p. 8905). (p. 8911).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application de la loi « Florange » et la politique industrielle** - (27 novembre 2014) (p. 9033, 9034).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] (suite)**

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9479, 9481).

Politique des territoires

- (3 décembre 2014) - rapporteur spécial - **Article 57 ter (nouveau)** (*art. 14 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Report au 1er janvier 2016 de la dissolution de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, ACSé*) (p. 9498).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-*

7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9784). - **Article 58 sexies (nouveau)** (*Rapport sur la soutenabilité du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC*) (p. 9803).

Égalité des territoires et logement

- (6 décembre 2014) - **Article 53** (*art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Financement du Fonds national d'aide au logement, FNAL, par la participation des employeurs à l'effort de construction, PEEC*) (p. 9814). - **Article 54** (*art. L. 452-1-1 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Contribution financière au développement de l'offre de logements sociaux*) (p. 9818). - **Articles non rattachés - Article 41** (*art. L. 31-10-2 à L. 31-10-5, L. 31-10-9, L. 31-10-10 et L. 31-10-12 du code de la construction et de l'habitation et art. 244 quater V du code général des impôts - Prolongation et extension du prêt à taux zéro, PTZ*) (p. 9837). - **Article 42 ter (nouveau)** (*art. 1388 bis du code général des impôts - Prorogation et extension aux quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties*) (p. 9860).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (12 décembre 2014) - **Article 9** (*Prélèvement de 15 millions d'euros sur les ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social*) (p. 10176). - **Article 18** (*art. 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C, 1609 nonies C, 1638, 1638-0 bis, 1638 bis, 1638 quater et 1640 C du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992 et art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Mesures en faveur de l'intercommunalité fiscale*) (p. 10213). - **Article 24** (*art. 1655 septies [nouveau] du code général des impôts - Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale*) (p. 10252). - **Article 25 bis (nouveau)** (*art. 279-0 bis A du code général des impôts - Aménagement de la condition de construction de 25 % de logements sociaux dans un ensemble immobilier permettant de bénéficier du régime fiscal d'incitation à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire*) (p. 10257). - **Article 25 ter (nouveau)** (*art. 279 du code général des impôts - Suppression du taux réduit de TVA sur la distribution de services de télévision comprise dans des offres composites*) (p. 10258).

RAVIER (Stéphane)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 29 octobre 2014.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7235, 7236).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7684, 7685).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]** - (18 novembre 2014) - **Article 1er** (*art. L. 381-4 du code de la sécurité sociale - Suppression de la délégation de gestion des mutuelles étudiantes pour la couverture des risques maladie et maternité*) (p. 8425).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (22 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8707).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 8948, 8949).

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) (p. 9101, 9102).

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) (p. 9133, 9134). - **Etat B** (p. 9142).

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) (p. 9177, 9178).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9992, 9993).

RAYNAL (Claude)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 108 tome 3 annexe 31 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Culture - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8543, 8544).

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - **Article 58** (*art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11,*

L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9414).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9660, 9661).

- Rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9673, 9674). (p. 9674).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Article 58 quater (nouveau)** (*art. L. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Relèvement du seuil d'effort fiscal pour bénéficier du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, FPIC, en 2016*) (p. 9802).

REBSAMEN (François)
ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
(à partir du 26 août 2014)
ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social
(du 2 avril 2014 au 26 août 2014)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC
(jusqu'au 2 mai 2014)

Devenu membre du Gouvernement le 2 mai 2014.

Président du groupe socialiste et apparentés jusqu'au 14 avril 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 2 mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-699 du 26 juin 2014 portant simplification et adaptation du droit du travail [n° 96 (2014-2015)] (12 novembre 2014) - **Travail.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-577 du 4 juin 2014 modifiant les livres Ier, III et VII du code du travail applicable à Mayotte [n° 115 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Outre-mer - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dialogue social** - (10 avril 2014) (p. 2672).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3625, 3626). (p. 3634). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3635). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)**

(art. L. 1225-65-1 et L. 1225-65-2 nouveaux du code du travail - Possibilité pour un salarié de céder des jours de repos) (p. 3636).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3712, 3713). (p. 3725, 3726). - **Article 1er** (art. L. 1262-4-1 à L. 1262-4-6 [nouveaux] et L. 1262-5 du code du travail - *Obligation de vigilance et solidarité financière du cocontractant en cas de non-paiement du salaire des travailleurs détachés*) (p. 3728). (p. 3729). (p. 3730). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3730, 3731). (p. 3731, 3732). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3733). (p. 3734). (p. 3734). (p. 3735). - **Article 1er ter** (art. L. 8281-1 et L. 8281-2 [nouveaux] du code du travail - *Vigilance du donneur d'ordre en matière d'application de la législation du travail*) (p. 3736, 3737). - **Article 2** (art. L. 3245-2 [nouveau] du code du travail - *Obligation de diligence et solidarité financière du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage en cas de non-paiement des salariés du sous-traitant direct ou indirect*) (p. 3738). - **Article 5 (suppression maintenue)** (art. L. 8224-7 [nouveau] du code du travail - *Aménagement des règles de solidarité financière en cas de travail dissimulé*) (p. 3739). - **Article 6** (art. L. 8224-3, L. 8224-5, L. 8234-1, L. 8234-2, L. 8243-1, L. 8243-2, L. 8256-3 et L. 8256-7 du code du travail - *Création d'une liste, accessible sur internet, des personnes condamnées pour certaines infractions de travail illégal*) (p. 3739, 3740). (p. 3740). - **Article 6 bis** (art. L. 1264-1 et L. 8223-4 [nouveaux] du code du travail - *Droit pour les organisations syndicales représentatives d'agir en justice pour défendre certains salariés*) (p. 3741). (p. 3742). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 3743). - **Article 7 bis** (art. 131-39 du code pénal, art. L. 8224-5, L. 8234-2, L. 8243-2 et L. 8256-7 du code du travail - *Possibilité pour le juge d'interdire la perception d'aides publiques en cas de condamnation pour travail illégal*) (p. 3744).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3752, 3753). - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - *Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire*) (p. 3757, 3758).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale - Commission mixte paritaire [n° 582 (2013-2014)]** - (12 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4771, 4773). - **Article 7 ter (pour coordination)** (p. 4780). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4782).

- **Question orale avec débat sur l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des demandeurs d'emploi** - (12 juin 2014) (p. 4803, 4807).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le temps de travail hebdomadaire** - (3 juillet 2014) (p. 5479).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réaction à l'appel des patrons** - (3 juillet 2014) (p. 5481).

- **Question orale sans débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (14 octobre 2014) (p. 6964, 6965).

- **Question orale sans débat sur le centre de l'Etablissement public d'insertion de la défense de Montry en Seine-et-Marne** - (14 octobre 2014) (p. 6965, 6966).

- **Question orale sans débat sur la dématérialisation des actes comptables pour les petites communes** - (14 octobre 2014) (p. 6967).

- **Question orale sans débat sur les liaisons maritimes en direction des îles du Morbihan** - (14 octobre 2014) (p. 6968).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6974, 6975). (p. 6985, 6986). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement pour légiférer par ordonnance en vue de réformer le mode de désignation des conseillers prud'hommes*) (p. 6988, 6989). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation des mandats des conseillers prud'hommes jusqu'au prochain renouvellement des conseils de prud'hommes, prévu au plus tard le 31 décembre 2017*) (p. 6990). (p. 6991).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de l'emploi** - (30 octobre 2014) (p. 7540).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage et la politique de l'emploi** - (30 octobre 2014) (p. 7541).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) (p. 9106, 9108). - **Etat B** (p. 9110). (p. 9115). (p. 9118). (p. 9119). (p. 9120). - **Article 62** (*Contribution de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) au financement des contrats aidés*) (p. 9121). (p. 9122).

REICHARDT (André)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014 ; puis vice-président le 13 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 29 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014 ; puis vice-président le 22 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) le 24 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : La protection sociale des élus locaux [n° 789 (2013-2014)] (31 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 771 (2013-2014)] relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives [n° 59 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Développement des entreprises et de l'emploi [n° 114 tome 6 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives [n° 122 (2014-2015)] (25 novembre 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Géolocalisation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 20 janvier 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Jean-Pierre Vial : « La simplification des normes applicables aux collectivités territoriales : le cadre légal et réglementaire de l'accès des personnes handicapées aux établissements recevant du public, aux transports publics et à la voirie ».

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

(*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France, sur le régime juridique des communes nouvelles.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : M. Jean-Éric Schoettl, conseiller d'État, sur le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales, l'articulation de ce pouvoir avec celui du Premier ministre et l'articulation entre eux des différents pouvoirs réglementaires locaux.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation par M. André Reichardt des informations recueillies par le groupe de travail sur la protection sociale des élus locaux.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Surveillance des frontières et sauvetage des migrants en

Méditerranée (Opération Triton) - Communication de M. André Reichardt.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne relative au traité de libre-échange transatlantique (TTIP) - Examen du rapport de M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Rapport d'information de M. André Gattolin sur son déplacement au Groenland.

(*commission des lois*) : Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Anne Brasseur, présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Entretien avec une délégation de parlementaires britanniques sur la situation des migrants à Calais - Communication de M. Jean-Yves Leconte.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation** [n° 285 (2013-2014)] - (20 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 367, 368). - **Article 1er** (art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction*) (p. 382). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 389).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré** [n° 116 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 471, 472).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - *Deuxième lecture* [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Article 1er B** (art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - *Charte de l'élu local*) (p. 543). (p. 546). - **Article 5 bis** (art. L. 2123-12-1, L. 3123-10-1 et L. 4135-10-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Droit individuel à la formation des élus*) (p. 553).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - *Deuxième lecture* [n° 308 (2013-2014)] - (31 janvier 2014) - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme*) (p. 1192). - **Article 61 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - *Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale*)

(p. 1212). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1220).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (31 janvier 2014) (p. 1246).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre le « dumping » social** - (4 février 2014) (p. 1281, 1282). (p. 1282).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1487). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1509, 1510). (p. 1512).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1827).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1876). (p. 1877). - **Article 7** (art. L. 6221-2 et L. 6233-1-1 [nouveaux], L. 6222-2, L. 6222-7, L. 6222-7-1, L. 6222-8, L. 6222-9, L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 222-18, L. 6222-22-1, L. 6225-2, L. 6225-3 L. 6225-5 et L. 6223-8 du code du travail - Réaffirmation de la gratuité de l'apprentissage et création d'un CDI en apprentissage) (p. 1938). - **Article 8** (art. L. 6231-1 du code du travail - Valorisation du rôle des CFA) (p. 1941). (p. 1942). (p. 1942). (p. 1943). (p. 1943). (p. 1944). - **Article 9** (art. L. 6233-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-12-1 [nouveau], L. 6242-1, L. 6242-2, L. 6242-3-1 [nouveau], L. 6242-6 et L. 6242-7 à L. 6242-10 [nouveaux] du code du travail - Réforme des modalités de calcul des coûts de la formation en apprentissage et de la collecte de la taxe d'apprentissage) (p. 1947). (p. 1947). (p. 1948). (p. 1949). (p. 1949).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2318, 2319).

- **Questions cibles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2464, 2465). (p. 2465).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (11 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2816). (p. 2817). - **Articles additionnels après l'article 10 bis A** (p. 2840, 2841). (p. 2841). - **Article 12** (art. L. 112-1, L. 112-1-1, L. 112-2, L. 112-3, L. 135-3, L. 135-5 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 111-1-2, L. 122-6, L. 122-6-2, L. 123-9, L. 122-1-5, L. 122-3, L. 123-1-2, L. 123-6, L. 124-2, L. 143-1, L. 145-3 du code de l'urbanisme et art. L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime - Préservation du foncier agricole) (p. 2853).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 9** (art. 16-II, 19-I, 19-I bis A, 19-I bis A, 19-I bis, 19-III, 19-I, 20, 21-I, 21-III, 22-1, 24-I, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - Règles relatives au statut de l'artisan) (p. 3269, 3270). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3272). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater vicies B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs) (p. 3279). (p. 3282). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-6, L. 131-6-1, L. 131-6-2, L. 133-6-7, L. 136-3, L. 171-3, L. 241-6, L. 613-1, , L. 613-2, L. 622-1, L. 622-4, L. 622-10, L. 722-4, L. 723-5, L. 755-2-1, L. 756-4,

L. 756-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6331-48, L. 6331-49 et L. 6331-54 du code du travail ; art. L. 4139-6-1 du code de la défense ; art. 34 de la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés ; art. 8-II-1° de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 relative aux mesures de simplification des formalités concernant les entreprises, les travailleurs indépendants, les associations et les particuliers employeurs - Mesures de coordination) (p. 3284). (p. 3285). - **Article 12 ter** (art. L. 133-6-7-2, L. 242-11, L. 612-4, L. 612-5, L. 612-13, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-7-1 [nouveau], L. 633-10, L. 635-1, L. 635-5, L. 642-1, L. 642-2, L. 642-2-1 et L. 645-2 du code de la sécurité sociale ; art. 11-II de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2012 - Mesures de coordination) (p. 3287). - **Article 13 bis** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Suppression de la dispense de stage de préparation à l'installation, SPI, pour les auto-entrepreneurs) (p. 3289). (p. 3290). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 3295).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 24** (art. L. 752-21 du code de commerce - Présentation d'un nouveau projet par un pétitionnaire après le rendu de sa décision par la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3327).

- **Questions cibles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3368, 3369). (p. 3369).

- **Question orale sans débat sur le permis de conduire et la mise en œuvre du logiciel Faeton** - (29 avril 2014) (p. 3518, 3519). (p. 3519).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Article 1er** (Modalités de perception de la taxe communale) (p. 3569).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 1262-4-1 à L. 1262-4-6 [nouveaux] et L. 1262-5 du code du travail - Obligation de vigilance et solidarité financière du cocontractant en cas de non-paiement du salaire des travailleurs détachés) (p. 3726, 3727). (p. 3728).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4925, 4927).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2014) - auteur de la proposition de loi - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Financement des anciennes corporations obligatoires d'artisans) (p. 5077). (p. 5078). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 2002-306 du 4 mars 2002 portant réforme de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Extension des missions de l'EPELFI) (p. 5079). (p. 5080, 5081). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - Suppression de l'abrogation de la taxe des riverains en Alsace-Moselle) (p. 5083). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3134-4, L. 3134-7, L. 3134-13, L. 3134-14 et L. 3134-15 du code du travail - Modernisation du droit local relatif au repos dominical et pendant les jours fériés) (p. 5085, 5086). (p. 5087). - **Article 9 (nouveau)** (art. 225 et 226 de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Clarification de la procédure de partage judiciaire de droit local) (p. 5088). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5088, 5089).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits) (p. 5290). (p. 5290). (p. 5293).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (4 juillet 2014) - **Article 1er** (Nouvelle carte régionale) (p. 5580, 5581).

- **Projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive - Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6282).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Deuxième lecture [n° 727 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6335).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6728, 6729).

- **Proposition de loi relative à la sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier central de Gerland à Lyon [n° 731 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6750).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Commission mixte paritaire [n° 775 (2013-2014)]** - (24 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6807, 6809).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 7463). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7472, 7473).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7508, 7509). (p. 7517, 7518).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7691, 7694).

- Rapporteur - **Article 4 (supprimé)** (Habilitation en vue de supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation préalable ou de déclaration et de substituer des régimes de déclaration à des régimes d'autorisation préalable) (p. 7737). (p. 7737). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7738). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7742). - **Article 7 bis** (art. L. 123-5-1 du code de l'urbanisme - Extension du champ d'application des dérogations en matière de densité) (p. 7743). (p. 7744). - **Article 7 ter** (art. L. 551-1, L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Habilitation en vue de modifier diverses dispositions relatives aux ventes d'immeubles soumis au statut de la copropriété) (p. 7745). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 7745).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés) (p. 7804). (p. 7807, 7808). - **Article 12** (Habilitation en vue de prendre diverses mesures de simplification en droit des sociétés) (p. 7812). (p. 7813). (p. 7813). (p. 7814). (p. 7815). -

Article 12 bis A (nouveau) (art. 635 et 862 du code général des impôts - Suppression de l'obligation d'enregistrement auprès de l'administration fiscale des statuts et autres actes des sociétés commerciales) (p. 7815). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 7817). (p. 7817, 7818). (p. 7818). (p. 7819). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 257, 266, 269 et 270 du code général des impôts - Suppression d'une obligation déclarative en matière de taxe sur la valeur ajoutée sur les livraisons à soi-même d'immeubles) (p. 7829). - **Article 19** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 - Dispense de signature de certaines décisions administratives et de leurs actes préparatoires) (p. 7830). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue de fixer les règles de recouvrement et de gestion de la redevance de stationnement) (p. 7831). - **Article 25** (art. L. 1611-7-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Autorisation du recours aux conventions de mandat pour l'Etat et les collectivités territoriales et validation des conventions déjà conclues) (p. 7832). (p. 7833). (p. 7833). (p. 7834). (p. 7834). - **Article 27** (Habilitation en vue de transposer deux directives européennes relatives aux marchés publics et de simplifier le droit de la commande publique) (p. 7835). - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 7842). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation en vue d'aménager certains dispositifs de suivi du financement des entreprises) (p. 7844). - **Article 31 bis A (nouveau)** (art. 2422 [nouveau] du code civil et art. L. 313-14, L. 313-14-1 et L. 313-14-2 [nouveaux] du code de la consommation - Rétablissement de l'hypothèque rechargeable pour les professionnels) (p. 7845, 7846). (p. 7846). - **Article additionnel après l'article 31 bis A** (p. 7847). - **Article 31 bis** (Habilitation en vue de procéder à diverses simplifications dans le secteur du tourisme) (p. 7849). - **Article 32** (art. L. 1121-3, L. 2124-27, L. 2124-28, L. 2323-9, L. 5211-1, L. 5221-1, L. 5221-2, L. 5222-1, L. 5222-2, L. 5232-1, L. 5241-2, L. 5241-4, L. 5242-1 et L. 5251-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Clarifications du code général de la propriété des personnes publiques) (p. 7849). - **Article 33** (articles du code général des impôts et art. L. 534-1 du code rural et de la pêche maritime - Actualisation de références à des textes européens et suppression de renvois à des textes d'application) (p. 7852). - **Article 34** (art. L. 121-15, L. 121-18-1, L. 121-22, L. 121-25 [nouveau], L. 121-34-2, L. 121-49, L. 121-87, L. 121-97, L. 121-98-1 [nouveau], L. 121-113 [nouveau], L. 121-114 [nouveau], L. 122-3 et L. 141-1 du code de la consommation - Correction d'insuffisances et d'incohérences juridiques dans le code de la consommation) (p. 7853). (p. 7854). (p. 7854). (p. 7855). - **Article 34 ter (Texte non modifié par la commission)** (Ratification d'ordonnances relatives à l'application du code de commerce en Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna) (p. 7855, 7856). (p. 7856). (p. 7856). - **Article 36** (Délais d'habilitation accordés au Gouvernement pour prendre les ordonnances) (p. 7858).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10382, 10383).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives - Commission mixte paritaire [n° 123 (2014-2015)]** - (18 décembre 2014) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 10616, 10617). - **Article 7** (Habilitation en vue de faciliter la réalisation des opérations d'aménagement et de construction) (p. 10643). - **Article 12** (Habilitation en vue de prendre diverses mesures de simplification en droit des sociétés) (p. 10644). - **Article 33** (Actualisation de références à des textes européens et suppression de renvois à des textes d'application) (p. 10644). - **Article 34 ter** (Ratification d'ordonnances relatives à l'application du code de commerce en Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna) (p. 10644).

REINER (Daniel)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale jusqu'au 4 juin 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 656 (2012-2013)] portant approbation du deuxième protocole d'amendement à l'accord relatif au groupe aérien européen [n° 353 (2013-2014)] (11 février 2014) - **Traités et conventions - Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le renforcement des forces spéciales françaises, avenir de la guerre ou conséquence de la crise ? [n° 525 (2013-2014)] (13 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Défense : équipement des forces [n° 110 tome 8 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations israélo-palestiniennes - Audition de M. David Pollock, chercheur au Washington Institute for Near East Policy.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du deuxième protocole d'amendement à l'accord instituant le groupe aérien européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et le Gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation de l'accord relatif à l'hébergement et au fonctionnement du centre de sécurité Galileo - Examen du rapport et du texte de la commission.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Activités privées de protection des navires - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Groupe de travail sur les forces spéciales - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Communication de M. Gilbert Roger, président, et Mme Michelle Demessine, vice-présidente du groupe d'amitié France-Palestine.

Organisme extra parlementaire - Désignation d'un candidat.

Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Compte rendu du contrôle sur pièces et sur place sur les prévisions de ressources exceptionnelles de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Evolutions stratégiques des Etats-Unis : quelles conséquences pour la France et pour l'Europe ? - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Comité des prix de revient des fabrications d'armement - Communication.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Audition de M. Anthony Requin, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective de la politique » - Audition de M. Philippe Errera, directeur des affaires stratégiques du ministère de la défense.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Equipement des forces » - Mission « Défense » - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Soutien de la politique de la défense » - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Ratification de l'accord entre la France et le Gouvernement du Turkménistan relatif aux services aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation d'un rapporteur.

Loi de finances pour 2015 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Hael Al Fahoum, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et l'Amérique centrale d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de division (R) Vincent Desportes, professeur associé à Sciences-po Paris.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'accueil d'enfants handicapés dans les institutions spécialisées en France et en Belgique** - (27 mai 2014) (p. 4290, 4291). (p. 4291).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5399, 5400).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en Irak** - (24 septembre 2014) (p. 6888, 6890).

- **Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer [n° 231 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - en remplacement de M. Jeanny Lorgeoux, rapporteur de de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 8496, 8497).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9527, 9528). (p. 9532, 9534).

Défense

- (3 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9544, 9545).

REPENTIN (Thierry)

*ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes
(jusqu'au 1er avril 2014)
sénateur (Savoie)
SOC
(du 3 mai 2014 au 30 septembre 2014)*

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 3 mai 2014.

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire du 7 mai 2014 au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 10 juin 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'eau le 28 mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Henri Proglio, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir industriel au coeur de la transition énergétique - Table ronde.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les fonds structurels européens** - (23 janvier 2014) (p. 611).

- **Questions cribles thématiques sur le déficit démocratique de l'Union européenne** - (30 janvier 2014) (p. 998, 999). (p. 999, 1000). (p. 1000, 1001). (p. 1001). (p. 1002). (p. 1003). (p. 1004). (p. 1005).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique et financière de l'Europe** - (6 février 2014) (p. 1446, 1447).

- **Question orale sans débat sur la redevance de congestion perçue sur les tronçons routiers** - (22 juillet 2014) (p. 6567). (p. 6568).

REQUIER (Jean-Claude)
sénateur (Lot)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014 ; puis vice-président le 13 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-président le 5 février 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public le 15 avril 2014.

Membre suppléant du Conseil national des sapeurs-pompiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 500 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif à la mobilité des jeunes [n° 506 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Reprendre pied en Asie du Sud-Est [n° 723 (2013-2014)] (15 juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 776 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la composition du Conseil constitutionnel [n° 40 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Travail et emploi [n° 108 tome 3 annexe 32 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Ranko Krivokapic, président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et du Parlement du Monténégro.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Entrée de la Lituanie dans la zone euro - Communication de M. Jean-Claude Requier.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 48 à 50) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Examen des articles précédemment réservés et position de la commission sur la première partie.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 47) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » (et article 65) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » de la mission « Travail et emploi » (et articles 62 et 63) et le compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage », programmes « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » et « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » de la mission « Travail et emploi » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen de la motion I-414 tendant à opposer la question préalable.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

Programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité du territoire** - (8 janvier 2014) (p. 93, 94).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation [n° 285 (2013-2014)]** - (20 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 370, 371). - **Article 1er** (art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction*) (p. 382). (p. 382). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 389). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 389).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 623, 624).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - *Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance*) (p. 810).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 61** (art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - *Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de*

paiement) (p. 892, 893). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 915).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL*) (p. 989). (p. 995). (p. 996). (p. 997).

- **Questions cribles thématiques sur le déficit démocratique de l'Union européenne** - (30 janvier 2014) (p. 998). (p. 999).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 février 2014) (p. 1284).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1299, 1300). - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1322). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1354, 1355).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1507).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - *Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1836). (p. 1840).

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2382, 2383).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3215, 3216). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3254). (p. 3255). - **Article 9** (art. 16-II, 19-I, 19-I bis A, 19-I bis A, 19-I bis, 19-III, 19-1, 20, 21-I, 21-III, 22-I, 24-I, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - *Règles relatives au statut de l'artisan*) (p. 3265, 3266). (p. 3267). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 3295).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3359, 3360).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3365). (p. 3365).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3566).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4379, 4380).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public [n° 562 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4428, 4429). - **Article 1er** (*Octroi d'une compétence à l'Etat en matière d'implantation d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur le domaine public des collectivités territoriales*) (p. 4435).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 4518, 4519). (p. 4521). - **Article 14 (art. 19 quater, 19 duodécies, 25-1 à 25-5, 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947, art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 ; art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983, art. L. 524-2-1, L. 527-1-2 et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et art. L. 422-3, L. 422-12 et L. 313-17 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un régime général de révision coopérative)** (p. 4535). (p. 4535). (p. 4536). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-4 du code de commerce - *Respect des obligations de compatibilité et de publicité des comptes pour les associations recevant des subventions*) (p. 4572). - **Article 50 bis (art. 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises - Définition du commerce équitable)** (p. 4584).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Question préalable** (p. 5250). - **Article 1er (art. 130-1 [nouveau] du code pénal - Fonctions de la peine)** (p. 5251, 5252). (p. 5252). - **Article 4 (art. 132-70-1 [nouveau] du code pénal - Création d'une procédure d'ajournement aux fins d'investigations sur la personnalité)** (p. 5258). (p. 5258). - **Article 6 (art. 132-29, 132-35, 132-36, 132-37, 132-38, 132-39 et 132-50 du code pénal ; art. 735 et 735-1 du code de procédure pénale - Suppression de la révocation automatique du sursis simple)** (p. 5262). - **Article 7 (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement)** (p. 5266). (p. 5268). - **Article 7 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Possibilité de recourir à des mesures de justice restaurative à tout stade de la procédure pénale*) (p. 5280).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5469).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 5850, 5851).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Commission mixte paritaire [n° 544 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6298, 6299).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public - Deuxième lecture [n° 727 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6331, 6332).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Article 30 (art. L. 122-2, L. 122-3, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 211-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 213-3, L. 214-5, L. 214-13, L. 214-13-1 [nouveau], L. 214-14, L. 321-1, L. 321-3, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-22 [nouveau], L. 331-23 [nouveau], L. 332-7, L. 332-8 [nouveaux], L. 341-2, L. 341-6, L. 341-7, L. 341-9, L. 341-10, L. 342-1 et L. 363-5 du code forestier - Favoriser la Constitution de groupements d'intérêt économique et environnemental forestier. Compenser les défrichements)** (p. 6527). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6544).

- **Question orale sans débat sur les aides publiques à l'acquisition de dispositifs anti-ondes** - (22 juillet 2014) (p. 6573, 6574). (p. 6574).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage [n° 677 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7001, 7002).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7012, 7013).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Article additionnel après l'article 15 quinquies** (p. 7151).

- **Débat sur le rôle et la stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'internet** - (23 octobre 2014) (p. 7334, 7335).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)]** - (23 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7351, 7352).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7704, 7705). - **Article 2 quinquies (nouveau)** (art. L. 1242-3, L. 1242-6-1 à L. 1242-6-6 [nouveaux] et L. 1242-7 du code du travail et art. 6 de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail - *Pérennisation du contrat de travail à durée déterminée à objet défini*) (p. 7726). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7742). - **Article 7 bis (art. L. 123-5-1 du code de l'urbanisme - Extension du champ d'application des dérogations en matière de densité)** (p. 7743). - **Article 7 ter (art. L. 551-1, L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation, art. 46 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Habilitation en vue de modifier diverses dispositions relatives aux ventes d'immeubles soumis au statut de la copropriété)** (p. 7744, 7745).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7900).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8454, 8455).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8476, 8477). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8492).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8540, 8541). - **Question préalable** (p. 8557).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Article 2 (Art. 5, 151-0, 196 B, 197 et 1740 B du code général des impôts - Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes et moyens)** (p. 8573, 8574). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8588). (p. 8591). (p. 8593, 8594). (p. 8596). - **Article 5 (art. 199 novovicies du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif intermédiaire - dispositif « Pinel »)** (p. 8629). (p. 8630).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2014) - **Article 6 quinquies (nouveau)** (art. 244 quater Q du code général des impôts - *Prorogation de l'éligibilité au crédit d'impôt*) (p. 8663). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 8684). (p. 8686, 8687). (p. 8687, 8688). - **Article 8 (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes, art. L. 2331-4, L. 2333-58, L. 2331-61 du code général des collectivités territoriales, art. 564 sexies, 613 ter à 613 duodécies, 1609 nonies F, 1698 D du code général des impôts, art. L. 231-9 du code minier - Suppression de taxes à faible rendement)** (p. 8697). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 8708).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 8737). (p. 8741, 8742). (p. 8742). (p. 8744). - **Articles additionnels après l'article 8 bis (suite)** (p. 8745). - **Article 9** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 3334-17 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2015 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 8765). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8781). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 1648 A du code général des impôts - Suppression des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 8785). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8804, 8805). (p. 8805). - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8812). (p. 8822). (p. 8825).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 8947, 8948).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la livraison d'un navire Mistral** - (27 novembre 2014) (p. 9028).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] (suite)**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9096, 9097).

Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation

- (1er décembre 2014) (p. 9338, 9339). - **Etat B** (p. 9348, 9349).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- (2 décembre 2014) (p. 9368, 9369).

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9506, 9507).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9618). (p. 9619). (p. 9621). (p. 9622, 9623).

Ecologie, développement et mobilité durables

- (5 décembre 2014) - **Article 50 ter (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et 45 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - Affectation de la taxe de l'aviation civile au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ») (p. 9730).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (5 décembre 2014) (p. 9740, 9741).

Economie

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9752). - **Article 51** (art. 106 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 de finances pour 1982 - Suppression de l'indemnité de départ instituée en 1982 en faveur de certains artisans et commerçants) (p. 9755).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9782). - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9792, 9793). (p. 9793). (p. 9800).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 2333-26, L. 2333-27, L. 2333-28, L. 2333-29, L. 2333-30, L. 2333-31, L. 2333-32, L. 2333-33 (nouveau), L. 2333-34, L. 2333-35, L. 2333-36, L. 2333-37 L. 2333-38 L. 2333-39 L. 2333-40, L. 2333-41, L. 2333-42, L. 2333-43, L. 2333-44, L. 2333-45, L. 2333-46, L. 2333-47 (nouveau), L. 3333-1, L. 5211-21, L. 5722-6, L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales, art. L. 422-3, L. 422-4 et L. 422-14 du code du tourisme - Réforme de la taxe de séjour) (p. 9896). (p. 9898). (p. 9899). - **Articles additionnels après l'article 44 bis** (p. 9901). (p. 9903, 9904).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10010). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10018, 10019).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10030, 10031).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Article 31 quater** (Retour au dispositif d'exonération du versement transport en vigueur avant la réforme de cet été) (p. 10555). (p. 10555). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10559).

- **Projet de loi de finances pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 190 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2014) (p. 10564, 10565).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Nouvelle lecture [n° 192 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 190 (2014-2015)**.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Commission mixte paritaire [n° 182 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10577, 10578).

RETAILLEAU (Bruno)
sénateur (Vendée)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

Président du groupe Union pour un Mouvement Populaire à compter du 7 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 8 octobre 2014.

Secrétaire de la commission des affaires économiques jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle le 20 janvier 2014 ; nouvelle nomination le 13 novembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage [n° 788 (2013-2014)] (30 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique renforçant les sanctions en cas de fraude fiscale commise par un parlementaire [n° 12 (2014-2015)] (10 octobre 2014) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au financement bancaire des entreprises - Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. David Fayon, administrateur des postes et des télécoms, auteur de Géopolitique d'Internet : qui gouverne le monde ? (2013).

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Lasserre, candidat désigné aux fonctions de président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport public pour l'année 2013 - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pascal Lamy, président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et d'Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Maxime Lombardini, directeur général d'Iliad.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Olivier Roussat, président-directeur général et Didier Casas, secrétaire général de Bouygues Telecom.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du vendredi 21 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission interministérielle « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Enseignement supérieur » et « Recherche » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission de réflexion sur l'avenir de France Télévisions à l'horizon 2020 - Communication de M. Jean Pierre Leleux, rapporteur pour avis des crédits de l'audiovisuel.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 63, 64).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Article 1er** (art. L. 521-3 du code de l'éducation - *Liberté des maires dans l'organisation du temps scolaire des écoles primaires publiques*) (p. 476, 477).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1805, 1806).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2646, 2647). - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - *Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation*) (p. 2659). (p. 2661, 2662).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - *Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques*) (p. 3087).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Article 1er** (*Règles applicables à l'attribution d'une étiquette politique aux candidats et élus à une élection au suffrage universel*) (p. 4921, 4922).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4945, 4947). - **Intitulé du titre 1er** (p. 4953). (p. 4954). - **Article 1er** (art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - *Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques*) (p. 4956). (p. 4957). (p. 4959). (p. 4961, 4962). (p. 4963). (p. 4964). (p. 4966). (p. 4967). (p. 4968, 4969). (p. 4970).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5448, 5452).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Turquie** - (16 octobre 2014) (p. 7154, 7155).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7382, 7384).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (*Rappel des vocations de chaque échelon local*) (p. 7462). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - *Nouvelle carte régionale*) (p. 7477).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7513, 7514).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7733, 7734). (p. 7735).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]** - (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9986, 9988).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10462, 10465).

REVET (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Écologie, développement et mobilité durables : transports maritimes [n° 113 tome 5 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Reconfiguration du canal Seine-Nord-Europe - Audition de M. Rémi Pavros, député.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Loi Littoral - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental.

Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Michel Aymeric, secrétaire général de la mer.

Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Thierry Tuot, conseiller d'État, président du groupe de travail sur la réforme du code minier.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Questions diverses.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*) : Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Demande de saisine pour avis, nomination d'un rapporteur pour avis et examen du rapport verbal.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Activités privées de protection des navires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Stéphane Saint-André, député, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de Voies navigables de France (VNF).

Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds - Communication.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Avancement du projet de cartes d'anticipation du changement climatique - Audition de MM. Pascal Bertheaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) et Jean-Marc Lacave, président-directeur général de Météo France.

Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Agence nationale pour la gestion des

déchets radioactifs (ANDRA) - Audition de M. Pierre-Marie Abadie, candidat proposé aux fonctions de directeur général.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements aux articles 8 et 11 bis du texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Enjeux de la fiscalité écologique et de la conférence Paris Climat 2015 (COP21) - Audition de M. Christian de Perthuis, président du conseil scientifique de la chaire Économie du climat.

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'Outre-mer*): Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN).

Loi de finances pour 2015 - Crédits « Prévention des risques - Météorologie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*): Directive Paquet « déchets » - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'Outre-mer*): Définition du programme de travail de la délégation.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 870). (p. 873).

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1466, 1468).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er**

(art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - *Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation*) (p. 2654). (p. 2683). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2695).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Article 4** (art. L. 211-3 du code de l'environnement, L. 411-27, L. 411-37, L. 411-38, L. 820-1 et L. 461-4 du code rural et de la pêche maritime - *Obligation de déclaration des flux d'azote échangés, extension du bail environnemental, facilitation de la mise à disposition du droit au bail et renforcement du programme pluriannuel de développement agricole*) (p. 2757). (p. 2768). (p. 2769). (p. 2770). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2777). (p. 2777). (p. 2778). (p. 2780). (p. 2781). - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2783). (p. 2784). (p. 2785). (p. 2785). (p. 2787). (p. 2788). (p. 2788). (p. 2789). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-74 du code rural et de la pêche maritime - *Application du taux d'intérêt légal majoré de trois points pour le calcul de la répétition de l'indu entre preneur et bailleur*) (p. 2793). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2805). (p. 2806). (p. 2806). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 2834). (p. 2834). (p. 2836, 2837). (p. 2838).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Article 15** (art. L. 312-1, L. 312-5, L. 312-6, L. 142-6, L. 314-1-1, L. 411-40, L. 412-5, L. 331-1, L. 331-1-1 [nouveau], L. 331-2, L. 331-3, art. L. 331-3-1 et L. 331-3-2 [nouveaux], art. L. 331-5 et L. 331-7 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 642-1 du code de commerce - *Amélioration de l'efficacité du contrôle des structures*) (p. 2961). (p. 2964). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 2970). (p. 2971). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 2984, 2985). (p. 2985). (p. 2986). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 427-6 du code de l'environnement - *Autorisation de tir de prélèvement du loup en cas d'attaque avérée*) (p. 2999). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - *Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires*) (p. 3009). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - *Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance*) (p. 3017).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois*) (p. 3137). (p. 3138).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Article 6** (art. L. 145-46-1 [nouveau] du code de commerce - *Droit de préférence pour le locataire en cas de vente du local commercial qu'il occupe*) (p. 3253).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 25** (art. L. 750-1-1 du code de commerce - *Dispositions relatives au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le*

commerce) (p. 3345). (p. 3346). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 3358).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3760). (p. 3761). (p. 3767). (p. 3781). (p. 3783). (p. 3784). (p. 3788). (p. 3791).

- **Suite de la discussion** (14 mai 2014) (p. 3918). (p. 3927). (p. 3936). (p. 3948). (p. 3952). (p. 3954). - **Article 2** (art. L. 1221-13 du code du travail - Inscription des stagiaires dans le registre unique du personnel) (p. 3962). - **Article 6 (Texte non modifié par la Constitution)** (art. 81 bis du code général des impôts - Exonération de la gratification versée aux stagiaires de l'impôt sur le revenu) (p. 3966). (p. 3966). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3970). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3974).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4043, 4044). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 5442-8 [nouveau] du code des transports - Encadrement du contenu des documents contractuels ou publicitaires) (p. 4051). (p. 4052). - **Article 37** (art. L. 5445-2 [nouveau] du code des transports - Sanctions pénales applicables pour plusieurs infractions à la présente loi) (p. 4062). - **Article 39** (art. L. 5445-4 [nouveau] du code des transports - Sanction des obstacles aux contrôles et, pour le salarié, du défaut de carte professionnelle) (p. 4062).

- **Question orale sans débat sur la desserte ferroviaire de la Seine-Maritime** - (3 juin 2014) (p. 4398, 4399). (p. 4400).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public [n° 562 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Article 1er** (Octroi d'une compétence à l'Etat en matière d'implantation d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur le domaine public des collectivités territoriales) (p. 4436).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires - Commission mixte paritaire [n° 552 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4440, 4441).

- **Question orale sans débat sur l'aquaculture** - (8 juillet 2014) (p. 5781). (p. 5781, 5782).

- **Question orale sans débat sur la réforme des collectivités territoriales** - (8 juillet 2014) (p. 5783). (p. 5784).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2102-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire) (p. 5914).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6764, 6766). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC) (p. 6776). (p. 6780). (p. 6782). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3112-1, L. 3114-4 [nouveau], L. 3120-1 à L. 3120-5 [nouveaux], L. 3121-11, L. 3122-3 et L. 3123-2 du code des transports - Règles communes à tous les modes de transport routier léger de personnes) (p. 6784). (p. 6784). (p. 6786). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6789).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (2 décembre 2014) (p. 9427, 9428).

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9512, 9513).

RICHARD (Alain)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Vice-président du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (19 octobre 2014).

Membre titulaire du Comité des finances locales jusqu'au 15 décembre 2014.

Membre suppléant de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 489 (2013-2014)] relatif aux activités privées de protection des navires [n° 522 (2013-2014)] (13 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire [n° 782 (2013-2014)] (24 juillet 2014) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 807 (2013-2014)] renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 9 (2014-2015)] (9 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 37 (2014-2015)] (21 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Géolocalisation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de MM. Sylvain Parasie, maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Est et Eric Dagiral, maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Descartes.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mars 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition autour du projet JocondeLab de MM. Jean-François Baldi, délégué général adjoint de la délégation générale à la langue française et aux langues de France et Thibault Grouas, chef de la mission langue et numérique, Mme Claire Chastagnier, adjointe au sous-directeur des collections du service des musées de France et MM. Laurent Manœuvre, chef du bureau de la diffusion numérique des collections, de la direction générale des patrimoines du ministère de la culture et Vincent Puig, directeur exécutif de l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) à la langue française et aux langues de France.

Audition de Mme Georgette Elgey, présidente du Conseil supérieur des archives, et de M. Hervé Lemoine, directeur du Service interministériel des archives de France (SIAF).

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Débat sur les orientations du rapport.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des lois*) : Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Activités privées de protection des navires - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Activités privées de protection des navires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Instauration d'un schéma régional des crématoriums - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Modification de la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Évaluation du programme de Stockholm - Communication.

Groupe de travail « conducteurs âgés » - Communication.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Bilan d'application de la réforme ayant supprimé la profession d'avoués.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Mireille Delmas-Marty, professeur honoraire au Collège de France.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Représentation des communes dans une intercommunalité.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des lois*) : Application de l'article 68 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de lutte contre le terrorisme.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

(*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompier volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'État », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurité » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'État chargé de la réforme territoriale.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les négociations commerciales transatlantiques** - (9 janvier 2014) (p. 167, 168).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture [n° 267 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 324, 326).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture [n° 268 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (19 février 2014) - **Article 9** (art. L. 6233-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-12-1 [nouveau], L. 6242-1, L. 6242-2, L. 6242-3-1 [nouveau], L. 6242-6 et L. 6242-7 à L. 6242-10 [nouveaux] du code du travail - Réforme des modalités de calcul des coûts de la formation en apprentissage et de la collecte de la taxe d'apprentissage) (p. 1946).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Article 1er** (Modalités de perception de la taxe communale) (p. 3569).

- **Projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires [n° 524 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4040, 4041).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois - **Article 2 A (nouveau)** (art. L. 5442-1 [nouveau] du code des transports - Exercice de l'activité de protection des navires par les seules personnes morales) (p. 4050). - **Article 3** (art. L. 5442-2 [nouveau] du code des transports - Délivrance de l'autorisation d'exercice de l'activité) (p. 4050). - **Article 6** (art. L. 5442-5 [nouveau] du code des transports - Conditions à remplir pour l'obtention de l'autorisation d'exercer) (p. 4051). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 5442-8 [nouveau] du code des transports - Encadrement du contenu des documents contractuels ou publicitaires) (p. 4051). - **Article 12** (art. L. 5442-11 [nouveau] du code des transports - Conditions à remplir par les employés des entreprises privées de protection des navires) (p. 4053). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 4054). (p. 4054). - **Article 18** (art. L. 5443-1 [nouveau] du code des transports - Zones d'exercice de l'activité de protection des navires) (p. 4055). - **Article 31** (art. L. 5444-1 [nouveau] du code des transports - Contrôles effectués auprès des entreprises de protection des navires par la police ou la gendarmerie nationales) (p. 4057). - **Article 34** (art. L. 5444-4 [nouveau] du code des transports - Modalités de réalisation des contrôles en mer) (p. 4058). - **Article 34 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 62, 63, 413 bis et 416 bis [nouveau] du code des douanes, article 52 de la loi 93-1 du 4 janvier 1993 -

Contrôle douanier à bord des navires) (p. 4060). - **Article 36 (supprimé)** (art. L. 5445-1 [nouveau] du code des transports - Sanctions disciplinaires prononcées par le Conseil national des activités privées de sécurité) (p. 4060, 4061). (p. 4061). - **Article 37** (art. L. 5445-2 [nouveau] du code des transports - Sanctions pénales applicables pour plusieurs infractions à la présente loi) (p. 4062). (p. 4062). - **Article 39** (art. L. 5445-4 [nouveau] du code des transports - Sanction des obstacles aux contrôles et, pour le salarié, du défaut de carte professionnelle) (p. 4062). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 4063). (p. 4064).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire) (p. 5912). (p. 5915). (p. 5917).

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-1 à L. 3122-4, et L. 3122-5 à L. 3122-13 [nouveaux] du code des transports - Règles applicables aux voitures de transport avec chauffeur, VTC) (p. 6779).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7047, 7049).

- Rapporteur - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7073). - **Article 1er** (Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire) (p. 7081). (p. 7082, 7083). (p. 7084). (p. 7087). (p. 7090). (p. 7091). (p. 7092). (p. 7093). (p. 7093). (p. 7094). (p. 7094). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7097). (p. 7098, 7099). - **Article 2** (art. L. 563-1 [nouveau], L. 624-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France - Interdiction pour un étranger assigné à résidence de se trouver en relation avec certaines personnes) (p. 7099). (p. 7100).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7128). (p. 7128). (p. 7129). (p. 7129). (p. 7129). - **Article 9** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet) (p. 7132). (p. 7135). (p. 7136). (p. 7140, 7141). (p. 7141, 7142). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 57-1 du code de procédure pénale - Perquisition de données stockées à distance ou sur des terminaux mobiles à partir d'un système informatique implanté dans les services de police ou unités de gendarmerie - Faculté pour l'officier de police judiciaire de requérir toute personne ayant les codes d'accès d'un système informatique faisant l'objet d'une perquisition) (p. 7143). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 7144). (p. 7144). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 706-25-2, 706-35-1, 706-47-3 du code de procédure pénale, art. 59 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Coordination des mécanismes ponctuels permettant une enquête sous pseudonyme) (p. 7146). - **Article 14** (art. 706-102-1 du code de procédure pénale - Captation de données par le biais de périphériques audiovisuels) (p. 7147). (p. 7147). - **Article 15** (art. L. 242-6 du code de la sécurité intérieure - Extension de la durée de conservation des enregistrements des interceptions de sécurité) (p. 7147). - **Articles additionnels après l'article 15 ter** (p. 7148). (p. 7149). - **Article additionnel après l'article 15 quater** (p. 7149). - **Article 15 quinquies (nouveau)** (Ratification des ordonnances n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, n° 2013-518 du 20 juin 2013 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité intérieure et du

code de la défense, parties législatives, relatives aux armes et munitions et n° 2013-519 du 20 juin 2013 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité intérieure, partie législative, relatives à l'outre-mer (p. 7150). (p. 7151). - **Article additionnel après l'article 15 quinquies** (p. 7151). - **Article 18** (art. L. 285-1, L. 286-1, L. 287-1 et L. 288-1 et L. 224-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Application de la loi outre-mer) (p. 7152).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi renforçant la lutte contre le terrorisme** - (16 octobre 2014) (p. 7153).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7923, 7925). - **Article 1er** (Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint) (p. 7314, 7315). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7315). - **Article 2** (Droit d'option temporaire pour l'application du dispositif proposé) (p. 7316).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7521, 7522). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7588).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme** - Commission mixte paritaire [n° 38

(2014-2015)] - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7667).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 9** (Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet) (p. 7684).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7767, 7768). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 7796). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7799).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales

- (6 décembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 58** (p. 9796, 9797). - **Article 59 quinquies** (nouveau) (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des conditions de création des communautés d'agglomération) (p. 9811).

- **Projet de loi relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives** - Commission mixte paritaire [n° 123 (2014-2015)] - (18 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10617, 10618).

RIES (Roland)
sénateur (Bas-Rhin)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Michel Hersemul, chef du département d'expertise des partenariats public-privé et de conduite de projets délégués au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. François Bergère, directeur de la mission d'appui aux partenariats public-privé, ministère de l'économie et des finances, et de M. Antoine Tardivo, directeur de projets.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Frédéric Cuvillier, ancien ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 septembre 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Duron, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la notion d'administrateur intéressé dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte** - (18 février 2014) (p.1752). (p.1753).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale** [n° 488 (2013-2014)] - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3724, 3725).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4132, 4133).

- **Question orale sans débat sur la diffusion de Radio France internationale à Strasbourg** - (17 juin 2014) (p. 4888). (p. 4889).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire** [n° 682 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5888, 5889).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF** [n° 683 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.

ROBERT (Didier)
sénateur (La Réunion)
UMP

Devenu sénateur le 1er juillet 2014 (en remplacement de Mme Jacqueline Farreyrol, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 juillet 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 3 juillet 2014 ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Outre-mer [n° 111 tome 4 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » (et article 57) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 9147, 9148). - **Etat B** (p. 9165, 9166). (p. 9166).

ROBERT (Sylvie)
sénatrice (Ille-et-Vilaine)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014 ; puis vice-présidente le 10 novembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Florian Salazar-Martin, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), et Mmes Danielle Buys, Pascale Cauchy, vice-présidentes.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme territoriale - Table ronde avec les associations d'élus.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Bredin, présidente du CNC (centre national du cinéma et de l'image animée).

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition M. Emmanuel Négrier, directeur de recherche au CNRS à l'université de Montpellier I.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines », « Création et cinéma » et « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Culture

- (29 novembre 2014) (p. 9215, 9216).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10473, 10474).

ROCHE (Gérard)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 10 décembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis secrétaire le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire du comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquiescive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la décentralisation des enseignements artistiques [n° 518 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la transition énergétique [n° 633 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les conséquences de la crise sur le système de protection sociale espagnol [n° 656 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Assurance vieillesse [n° 83 tome 5 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Examen des articles [n° 83 tome 7 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 83 tome 8 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et adoption du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Agences régionales de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réformer le système de sécurité sociale des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 504, 505).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3630, 3631).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Adoption d'une motion référendaire** (p. 5452, 5453).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5857, 5858). (p. 5570, 5571). - **Article 1er** (*Nouvelle carte régionale*) (p. 5590).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6133, 6135).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Article 2** (*art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L.834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6204, 6205). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6209, 6210). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6233).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6585, 6586).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7958, 7961).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) - **Question préalable** (p. 8001).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 8027). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8043).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Article 12 quinquies (nouveau)** (*art. L. 575 A du code général des impôts - Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigarillos sur celle en vigueur pour les cigarettes*) (p. 8092). - **Article 21** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité*) (p. 8142). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 8176).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8184, 8185). - **Articles additionnels après l'article 29 bis** (p. 8190, 8191).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8231, 8232). (p. 8234). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8240). - **Article 43 ter (nouveau)** (*art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale - Règles applicables à la substitution des médicaments dispensés par voie inhalée*) (p. 8249). - **Article 44** (*art. L. 162-22-7-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation de la prescription de produits sur la liste en sus*) (p. 8251). (p. 8252). - **Article 51 (priorité)** (*art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme*

médicaments dérivés du sang) (p. 8260). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 8261). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8274). - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 8280). (p. 8281).

- Rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 8295, 8296). (p. 8299). (p. 8300). (p. 8303). - **Article 56**

(art. L. 351-14-1 du code de la sécurité sociale - Rachat de trimestres d'assurance vieillesse pour les enfants de harkis) (p. 8304). (p. 8305). - **Article additionnel après l'article 56 bis** (p. 8306). - **Article 63 (priorité)** (p. 8307). (p. 8307). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 8339).

ROGER (Gilbert)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014 ; puis secrétaire le 20 novembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Défense : soutien de la politique de la défense [n° 110 tome 7 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Priorités de la présidence grecque de l'Union européenne - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France, sur les priorités de la présidence grecque de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de MM. Vanik Berberian, président des maires ruraux de France et maire de Gargillette-Dampierre, Jean-Marie Vercruysse, président des maires ruraux de l'Orne et maire d'Aube, Serge Spilmann, maire de Courteranges.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations israélo-palestiniennes - Audition de M. David Pollock, chercheur au Washington Institute for Near East Policy.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables d'associations d'éducation populaire.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de MM. Bernard Lempereur et Norbert Trichard, du Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public (SNUDI-FO), Mmes Françoise Harl, co-secrétaire de la Fédération des syndicats SUD éducation et Sabine Duran, représentante départementale et M. Patrick Désiré, secrétaire général de CGT *Éduc'action*.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. François Testu, chronopsychologue.

Audition de M. Pascal Balmand, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Audition de Mmes Claire Pontais et Nathalie François, secrétaires nationales du Syndicat national de l'éducation physique et sportive (SNEP-FSU).

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Mikaël Garnier-Lavalley, délégué interministériel à la jeunesse, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, M. Marc Engel, chef du bureau de la protection des mineurs en accueils collectifs et des formations, Mme Sylvie Martinez, chargée de mission à la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) et M. Vianney Sevaistre, sous-directeur de l'emploi et de la formation à la direction des sports du ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, président du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, directeur chargé des affaires stratégiques au ministère de la défense.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Extension du plateau continental - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental sur le rapport et l'avis rendu par le CESE.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Orientation et programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Communication de M. Gilbert Roger, président, et Mme Michelle Demessine, vice-présidente du groupe d'amitié France-Palestine.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Entretien avec M. Iurie Leanca, Premier ministre de Moldavie.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Fayez Tarawneh, chef de la Cour royale hachémite de Jordanie.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Exécution de la loi de programmation militaire pour l'année 2013 et pour la période 2014-2019 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Diplomatie économique et tourisme - Audition de Mme Fleur Pellerin, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Compte rendu du contrôle sur pièces et sur place sur les prévisions de ressources exceptionnelles de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 août 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Irak - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Soutien de la politique de la défense » - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jacques Attali sur son rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Expression des auteurs des propositions de résolution.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Débat en séance publique sur la prolongation de l'opération Chammal en Irak - Audition du général de division (R) Vincent Desportes, professeur associé à Sciences-po Paris.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 54, 55).
- **Débat sur la politique étrangère de la France** - (8 janvier 2014) (p. 120).
- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture [n° 267 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 324).
- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture [n° 268 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**.
- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Article 3 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à une réforme complète des dispositions du code civil relatives au droit des contrats et des obligations*) (p. 630).
- **Question orale sans débat sur la baisse des limitations de vitesse sur le réseau routier secondaire** - (18 février 2014) (p. 1756). (p. 1756).
- **Question orale sans débat sur la mise à disposition de fonctionnaires nationaux au Conseil de l'Europe** - (15 avril 2014) (p. 3067, 3068).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale [n° 491 (2013-2014)]** - (26 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4190, 4191). - **Article 1er** (*Définition des objectifs*) (p. 4202). (p. 4202). (p. 4204). - **Article 8 bis (nouveau)** (*art. 12 de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'Etat - Regroupement des opérateurs publics de l'expertise*) (p. 4218). - **Article 9** (*art. L. 1115-1 et L. 1822-1 du code général des collectivités territoriales* -

Sécurisation juridique de l'action internationale des collectivités territoriales) (p. 4223). (p. 4224). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservé)** (*Approbation du rapport annexé fixant les orientations de cette politique*) (p. 4249). (p. 4250). (p. 4251). (p. 4251). (p. 4253). (p. 4261). (p. 4265). (p. 4265). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4275).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures fiscales** - (5 juin 2014) (p. 4633).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Article 1er** (*art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale*) (p. 4835). - **Article 19** (*art. L. 512-4, L. 512-5 et L. 512-6 du code de la sécurité intérieure - Conventions de coordination*) (p. 4855). (p. 4856).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale - Commission mixte paritaire [n° 585 (2013-2014)]** - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5139, 5140).

- **Question orale sans débat sur la désertification médicale en Seine Saint-Denis** - (21 octobre 2014) (p. 7215). (p. 7215).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9524, 9525).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 10052, 10054).

ROME (Yves)
sénateur (Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable et de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Voies navigables de France : Un canal d'avenir au service du développement durable [n° 724 (2013-2014)] (15 juillet 2014) - **Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Reconfiguration du canal Seine-Nord-Europe - Audition de M. Rémi Pavros, député.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Questions diverses.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Stéphane Saint-André, député, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de Voies navigables de France (VNF).

Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Secteur des télécommunications - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, et de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure - Examen du rapport d'information.

Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la double tutelle des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement** - (15 avril 2014) (p. 3052, 3053). (p. 3053).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8442, 8443).

ROSSIGNOL (Laurence)
*secrétaire d'Etat auprès de la ministre
des affaires sociales, de la santé et des
droits des femmes, chargée de la famille,
des personnes âgées et de l'autonomie
(à partir du 26 août 2014)*
*secrétaire d'Etat auprès de la ministre
des affaires sociales et de la santé,
chargée de la famille, des personnes
âgées et de l'autonomie
(du 10 avril 2014 au 26 août 2014)*
sénatrice (Oise)
SOC
(jusqu'au 11 mai 2014)

Démissionnaire (devenue membre du Gouvernement) le 11 mai 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 11 mai 2014.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis rapporteure du 5 février 2014 au 13 avril 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public jusqu'au 15 mars 2014.

Membre titulaire du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement jusqu'au 17 février 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Loi Littoral - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*): Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Audition de Mme Michèle-Laure Rassat, professeur émérite des facultés de droit, spécialiste du droit pénal.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la feuille de route du Gouvernement en matière d'égalité hommes-femmes** - (9 janvier 2014) (p. 182).

- **Éloge funèbre de René Teulade, sénateur de la Corrèze** - (15 avril 2014) - secrétaire d'Etat auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (p. 3075, 3076).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre la République française et le Royaume d'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière** [n° 305 (2013-2014)] - (15 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3077, 3078). (p. 3083).

- **Question orale sans débat sur le combat contre le fléau du diabète** - (29 avril 2014) - secrétaire d'Etat auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (p. 3526, 3527).

- **Question orale sans débat sur le code de déontologie des infirmiers** - (29 avril 2014) - secrétaire d'Etat auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (p. 3528).

- **Question orale sans débat sur la situation du groupe pharmaceutique BMS-UPSA** - (29 avril 2014) - secrétaire d'Etat auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (p. 3529).
 - **Question orale sans débat sur les financements apportés par l'Etat à la maison départementale des personnes handicapées de la Gironde** - (6 mai 2014) - secrétaire d'Etat auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (p. 3688).
 - **Question orale sans débat sur la situation de la clinique mutualiste de l'Estuaire et du centre hospitalier de Saint-Nazaire** - (6 mai 2014) - secrétaire d'Etat auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (p. 3689).
 - **Question orale sans débat sur la discrimination des personnes séropositives jusque dans la mort** - (6 mai 2014) - secrétaire d'Etat auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (p. 3690).
 - **Question orale sans débat sur le traitement de la cataracte** - (6 mai 2014) - secrétaire d'Etat auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie (p. 3691, 3692).
 - **Question orale sans débat sur l'accueil d'enfants handicapés dans les institutions spécialisées en France et en Belgique** - (27 mai 2014) (p. 4291). (p. 4291).
 - **Question orale sans débat sur les conséquences de la loi dite « Obamacare » pour les adhérents à la Caisse des Français de l'étranger** - (27 mai 2014) (p. 4292).
 - **Question orale sans débat sur le numerus clausus et la désertification médicale** - (27 mai 2014) (p. 4293).
 - **Question orale sans débat sur le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels** - (27 mai 2014) (p. 4294).
 - **Question orale sans débat sur la situation des enfants recueillis dans le cadre d'une "kafala"** - (27 mai 2014) (p. 4295).
 - **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4373, 7375). - **Article 1er** (*Suppression du point de départ de la prescription du viol sur mineur, à la majorité de la victime*) (p. 4383, 4384). - **Article 2** (*Suppression du point de départ de la prescription des agressions sexuelles autres que le viol, à la majorité de la victime*) (p. 4387). - **Article 3** (*Point de départ de la prescription des agressions sexuelles à partir du jour ou l'infraction apparaît à la victime dans des conditions lui permettant d'exercer l'action publique*) (p. 4387).
 - **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Article 6 (article non modifié par la commission)** (art. L. 611-7-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'un fichier national des mineurs isolés étrangers*) (p. 4391).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la loi « autonomie »** - (5 juin 2014) (p. 4634).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en compte du congé maternité dans le calcul des droits à la retraite** - (5 juin 2014) (p. 4635).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les valeurs de la société** - (5 juin 2014) (p. 4636).
 - **Proposition de loi relative à la procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié [n° 599 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5002, 5003).
 - **Question orale sans débat sur la situation des communautés d'Emmaüs dans le Nord-Pas-de-Calais au regard des cotisations sociales** - (22 juillet 2014) (p. 6569, 6570).
 - **Question orale sans débat sur les réflexions engagées par les URSAFF** - (22 juillet 2014) (p. 6571).
 - **Question orale sans débat sur l'avenir du centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre** - (22 juillet 2014) (p. 6572).
 - **Question orale sans débat sur la prise en compte du vote blanc** - (22 juillet 2014) (p. 6573).
 - **Question orale sans débat sur les aides publiques à l'acquisition de dispositifs anti-ondes** - (22 juillet 2014) (p. 6574).
 - **Question orale sans débat sur la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes sur la commune de Montataire** - (14 octobre 2014) (p. 6961, 6962).
 - **Question orale sans débat sur la santé et le nucléaire** - (14 octobre 2014) (p. 6962).
 - **Question orale sans débat sur l'obligation alimentaire dans le calcul des ressources des majeurs sous tutelle** - (14 octobre 2014) (p. 6963).
 - **Question orale sans débat sur la désertification médicale en Seine Saint-Denis** - (21 octobre 2014) (p. 7215).
 - **Question orale sans débat sur la prise en charge des hépatites B et C** - (21 octobre 2014) (p. 7216).
 - **Question orale sans débat sur la mise en œuvre du logo Trimani** - (21 octobre 2014) (p. 7217).
 - **Question orale sans débat sur le refus de dérogations en faveur de jeunes apprentis embauchés par des collectivités territoriales** - (21 octobre 2014) (p. 7218).
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**
- Troisième partie :*
- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis (suite)** (p. 8087). (p. 8088). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - *Assujettissement aux prélèvements sociaux des plans d'épargne en actions au moment de leur clôture*) (p. 8088). - **Article 12 quater (nouveau)** (art. L. 651-1 du code de la sécurité sociale - *Exonération de la C3S pour les sociétés coopératives artisanales et les sociétés coopératives d'entreprises de transport*) (p. 8089). (p. 8089). - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - *Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigarillos sur celle en vigueur pour les cigarettes*) (p. 8091). (p. 8094, 8095). - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8095). (p. 8095). (p. 8096).
- Quatrième partie :*
- (14 novembre 2014) - **Article 48** (art. L. 162-22-2-1 [nouveau], L. 162-22-3, L. 162-22-5, et L. 174-15 du code de la sécurité sociale - *Extension du mécanisme de réserve prudentielle au champ OQN, objectif quantifié national*) (p. 8272). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8274). - **Article 50** (art. L. 1142-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Réparation des dommages imputables aux actes à visée esthétique*) (p. 8277). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8278). (p. 8279). - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - *Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes*) (p. 8279). (p. 8281). -

Articles additionnels après l'article 53 (p. 8282). (p. 8282). (p. 8283). (p. 8284). (p. 8284). (p. 8285). (p. 8286). (p. 8286). - **Article 53 bis (nouveau)** (*Rapport sur la fiscalité des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 8288). - **Article 53 ter (nouveau)** (*Rapport d'évaluation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*) (p. 8288). - **Article 54** (*Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2015*) (p. 8289). - **Article 55** (*Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2015*) (p. 8292). - **Demande de priorité** (p. 8294). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 8296). (p. 8301). (p. 8301). (p. 8302). (p. 8303). - **Article 56** (*art. L. 351-14-1 du code de la sécurité sociale - Rachat de trimestres d'assurance vieillesse pour les enfants de harkis*) (p. 8305). - **Article additionnel après l'article 56 bis** (p. 8306). - **Article 63 (priorité)** (p. 8307). - **Article 58** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au Fiva, au Fcaata et à la branche maladie du régime général*) (p. 8309). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 8311). - **Articles additionnels avant l'article 61 A** (p. 8313, 8314). (p. 8317, 8318). - **Article 61 A (nouveau)** (*art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires*) (p. 8322, 8323). - **Articles additionnels après l'article 61 A** (p. 8327). (p. 8327). - **Article 62** (*Objectif de dépenses de la branche famille pour 2015*) (p. 8328). - **Article 65** (*art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale -*

Proportionnalité des sanctions prononcées en cas de fraudes aux prestations famille et vieillesse) (p. 8329). (p. 8329). - **Article 66** (*art. L. 242-1-3 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1 du code rural et de la pêche maritime - Prise en compte des droits à l'assurance vieillesse acquis par les salariés d'une entreprise en redressement suite à un contrôle, sans condition du paiement du redressement par l'entreprise*) (p. 8329). - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 8331). (p. 8332). (p. 8333). - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 8334). (p. 8335). - **Article 69 (nouveau)** (*art. L.8224-2, L.8234-1 et L.8243-1 du code du travail et L. 133-6-8-4 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux cotisations sociales*) (p. 8336). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 8340).

- **Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 147 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10080, 10083).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des médecins prévue pendant les vacances de Noël** - (11 décembre 2014) (p. 10090).

ROUX (Jean-Yves)

sénateur (Alpes de Haute-Provence)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Écologie, développement et mobilité durables : transports routiers [n° 113 tome 6 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*) : Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2015 - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les conséquences sanitaires et économiques de la progression de la brucellose bovine** - (18 novembre 2014) (p. 8367, 8368). (p. 8368).

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8389, 8390).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9706, 9707).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10491, 10492).

ROYAL (Ségolène)
*ministre de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie
(à partir du 2 avril 2014)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, n° 2014-356 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'un certificat de projet et n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement [n° 777 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier parlementaire sur les sujets environnementaux** - (10 avril 2014) (p. 2666).
- **Débat sur le climat et l'énergie en Europe** - (21 mai 2014) (p. 4162, 4166).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la méthodologie et le processus décisionnel dans l'élaboration des grands projets** - (30 octobre 2014) (p. 7535).
- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9722, 9724).

Ecologie, développement et mobilité durables

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9727). - **Articles additionnels après l'article 50 quinquies** (p. 9731, 9732). (p. 9732). (p. 9732).

SAPIN (Michel)
*ministre des finances et des comptes
publics
(à partir du 2 avril 2014)
ministre du travail, de l'emploi, de la
formation professionnelle et du dialogue
social
(jusqu'au 1er avril 2014)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 423 (2013-2014)] (28 mars 2014) - **Entreprises - Travail.**

Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 481 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2014-559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif et n° 2014-947 du 20 août 2014 relative au taux de l'intérêt légal [n° 35 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-696 du 26 juin 2014 favorisant la contribution de l'assurance vie au financement de l'économie [n° 47 (2014-2015)] (22 octobre 2014) - **Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-946 du 20 août 2014 portant extension de diverses dispositions en matière bancaire et financière dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie [n° 132 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le devenir des élections prud'homales** - (16 janvier 2014) (p. 349, 350). (p. 350, 351). (p. 351). (p. 352). (p. 353). (p. 354). (p. 355). (p. 355, 356).
- **Question orale sans débat sur la lutte contre le « dumping » social** - (4 février 2014) (p. 1282).
- **Question orale sans débat sur la concurrence entre les entreprises établies en France et celles établies dans un autre état membre de l'Union européenne** - (4 février 2014) (p. 1283, 1284).
- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1776, 1781). (p. 1806, 1809). - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - *Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1815, 1816). (p. 1816). (p. 1816). (p. 1817). (p. 1818). (p. 1819). (p. 1819). (p. 1820). (p. 1821). (p. 1822). (p. 1822). (p. 1823). (p. 1825). (p. 1828). (p. 1829). (p. 1829). (p. 1830). (p. 1830). (p. 1831). (p. 1832). (p. 1833). (p. 1834). (p. 1834). (p. 1834). (p. 1835). (p. 1835). (p. 1840). (p. 1841).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1858). (p. 1859). (p. 1860). (p. 1860). (p. 1860). (p. 1860, 1861). (p. 1861). (p. 1861). (p. 1862). (p. 1862). (p. 1862). (p. 1863). (p. 1863). (p. 1864). (p. 1866). (p. 1867). (p. 1869, 1870). (p. 1870, 1871). (p. 1871). (p. 1872). (p. 1873). (p. 1873). (p. 1874). (p. 1875). (p. 1875). (p. 1877). (p. 1878). (p. 1878). (p. 1878). (p. 1879). (p. 1879). (p. 1879). - **Article 1er ter (nouveau)** (art. L. 6331-55 du code du travail - Application du compte personnel de formation aux intermittents) (p. 1882). (p. 1882). - **Articles additionnels après l'article 1er ter** (p. 1883). - **Article 2** (art. L. 1222-14, L. 1225-27, L. 1225-46, L. 1225-57, L. 2241-4, L. 2242-15, L. 2323-34, L. 2323-35, L. 2323-36, L. 3142-29, L. 3142-95, L. 6313-13 et L. 6313-14 [nouveaux], L. 6315-1, L. 6315-2, L. 6321-1, L. 6321-8 et L. 6353-1 du code du travail - Renforcement du dialogue social sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises et les branches et institution d'un entretien professionnel biennal) (p. 1885). (p. 1886). (p. 1886). (p. 1886). (p. 1887). (p. 1887). (p. 1887). (p. 1888). (p. 1888). (p. 1888). (p. 1888). (p. 1889). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L. 335-5, L. 613-3 et L. 641-2 du code de l'éducation, art. L. 6412-1, L. 6412-2 [nouveau], L. 6422-2, L. 6423-1 et L. 6423-2 [nouveaux] du code du travail - Développement de la validation des acquis de l'expérience) (p. 1890). - **Article 3** (art. L. 6324-1 à L. 6324-5-1, L. 6325-2-1 et L. 6325-3-1 [nouveaux], L. 6326-1 et L. 6326-3 du code du travail ; art. 21 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels - Réformer les périodes de professionnalisation et préciser les conditions de mise en œuvre du contrat de professionnalisation) (p. 1891). (p. 1892). (p. 1892, 1893). (p. 1894). (p. 1894). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1895). (p. 1895). (p. 1895, 1896). (p. 1896). - **Article 4** (art. L. 6322-37, L. 6331-1, L. 6331-3, L. 6331-9, L. 6331-10, L. 6331-11, L. 6331-13, L. 6331-14 et L. 6331-16 à L. 6331-32 du code du travail - Réforme du financement de la formation professionnelle et suppression de l'obligation légale de financement du plan de formation) (p. 1899). (p. 1904, 1905). (p. 1913). (p. 1913). (p. 1914). (p. 1914). (p. 1914). - **Article 5** (art. L. 6322-21, L. 6325-12, L. 6331-8, L. 6332-1, L. 6332-1-1, L. 6332-1-2, L. 6332-1-3 [nouveau], L. 6332-3, L. 6332-3-1, L. 6332-3-2 à L. 6332-3-6 [nouveaux], L. 6332-5, L. 6332-6, L. 6332-7, L. 6332-14, L. 6332-15, L. 6332-16-1 [nouveau], L. 6332-19, L. 6332-20, L. 6332-21, L. 6332-22, L. 6332-22-2, L. 6333-1 à L. 6333-8 [nouveaux], L. 6361-1, L. 6361-2, L. 6362-1, L. 6362-4 et L. 6362-11 du code du travail - Adaptation des missions et des modalités de gestion des organismes paritaires aux objectifs de la réforme) (p. 1919). (p. 1919). (p. 1920). (p. 1920). (p. 1920, 1921). (p. 1921). (p. 1922). (p. 1922). (p. 1924). (p. 1924). (p. 1925). (p. 1925). (p. 1926). (p. 1927). (p. 1928). (p. 1928). (p. 1928). (p. 1928). (p. 1929). (p. 1929). (p. 1930). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1930, 1931). - **Article 5 bis (nouveau)** (Rapport sur la formation professionnelle en outre-mer) (p. 1931). (p. 1932). - **Article 6** (art. L. 6211-3, L. 6232-1, L. 6232-2, L. 6232-6, L. 6232-7, L. 6232-8, L. 6241-10, L. 6252-1 et L. 6252-3 du code du travail - Aménagement des compétences des régions en matière d'apprentissage) (p. 1934). (p. 1935). (p. 1936). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1936). - **Article 7** (art. L. 6221-2 et L. 6233-1-1 [nouveaux], L. 6222-2, L. 6222-7, L. 6222-7-1, L. 6222-8, L. 6222-9, L. 6222-10, L. 6222-11, L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 222-18, L. 6222-22-1, L. 6225-2, L. 6225-3 L. 6225-5 et L. 6223-8 du code du travail - Réaffirmation de la gratuité de l'apprentissage et création d'un CDI en apprentissage) (p. 1937). (p. 1938). (p. 1938). (p. 1939). (p. 1939). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1940). - **Article 8** (art. L. 6231-1 du code du travail - Valorisation du rôle des CFA) (p. 1941). (p. 1942). (p. 1942). (p. 1942). (p. 1943). (p. 1943). (p. 1944). (p. 1944). - **Article 9** (art. L. 6233-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-12-1 [nouveau], L. 6242-1, L. 6242-2, L. 6242-3-1 [nouveau], L. 6242-6 et L. 6242-7 à L. 6242-10 [nouveaux] du code du travail - Réforme des modalités de calcul des coûts de la formation en apprentissage et de la collecte de la taxe d'apprentissage) (p. 1948). (p. 1949). (p. 1950). (p. 1950). (p. 1950). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 6241-2 du code du travail - Fixation du plafond d'une partie du quota et du barème de la taxe d'apprentissage) (p. 1951, 1952). (p. 1952, 1953). (p. 1954). - **Article 9 ter**

(nouveau) (art. L. 6241-8, L. 6241-9 [nouveaux] et L. 6241-10 du code du travail, art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, art. L. 361-5 du code de l'éducation et art. L. 3414-5 du code de la défense - Réforme du barème de la taxe d'apprentissage) (p. 1956). (p. 1957). (p. 1957). (p. 1957). (p. 1958). (p. 1958). - **Rappel au règlement** (p. 1959). - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 1963).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les intermittents** - (20 février 2014) (p. 2115, 2116).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)] (suite)** - (20 février 2014) - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 2126). (p. 2127). (p. 2128). (p. 2129). (p. 2129). (p. 2132, 2133). (p. 2135). (p. 2135, 2136). (p. 2136). (p. 2136). - **Article 11** (art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle) (p. 2141). (p. 2142). (p. 2142). (p. 2143). (p. 2143). (p. 2143). (p. 2144). (p. 2145). (p. 2146). (p. 2146). (p. 2147). (p. 2148). (p. 2148). (p. 2149, 2150). (p. 2151). (p. 2151). (p. 2151, 2152). (p. 2152, 2153). (p. 2154). (p. 2154). (p. 2154). (p. 2155). (p. 2155). (p. 2155). (p. 2155). (p. 2156). (p. 2156). - **Article 12** (art. L. 6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution professionnelle) (p. 2159). (p. 2160). (p. 2161). (p. 2161). (p. 2163). (p. 2163). (p. 2163). (p. 2163). (p. 2164). (p. 2165). (p. 2165). - **Article 13** (art. L. 211-2, L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13 du code de l'éducation et art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles) (p. 2168). (p. 2169). (p. 2169). (p. 2170). - **Article 14** (art. L. 2, L. 5112-1, L. 5112-2, L. 5312-12-1, L. 6111-1, L. 6123-1 à L. 6123-5, art. L. 6123-6 nouveau et L. 6123-7 nouveau du code du travail, et art. L. 232-1 et L. 237-1 du code de l'éducation - Simplification de la gouvernance nationale et régionale de la formation professionnelle et de l'emploi) (p. 2172). (p. 2173). (p. 2174). (p. 2174, 2175). (p. 2175). (p. 2175). (p. 2176). (p. 2176). (p. 2176). (p. 2177). (p. 2177). (p. 2177). (p. 2178). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 6523-6-1 et L. 6523-6-2 [nouveaux] du code du travail - Participation des organisations syndicales représentatives au niveau régional en outre-mer aux instances de gouvernance régionales et paritaires ultramarines) (p. 2178). (p. 2178). - **Article 15** (Compensation financière des transferts de compétences aux régions) (p. 2179). (p. 2179, 2180). (p. 2180). (p. 2180). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2181). - **Article 16** (art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - Réforme de la représentativité patronale) (p. 2184). (p. 2185). (p. 2186, 2187). (p. 2187). (p. 2188). (p. 2188). (p. 2189, 2190). (p. 2190). (p. 2191). (p. 2191). (p. 2192). (p. 2192). (p. 2193). (p. 2194). - **Article 17** (art. L. 2122-3-1 [nouveau], L. 2122-10-6, L. 2143-3, L. 2143-11, L. 2312-5, L. 2314-1, L. 2314-3,

L. 2314-3-1, L. 2314-10, L. 2314-11, L. 2314-12, L. 2314-13, L. 2314-20, L. 2314-22, L. 2314-23, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-1, L. 2324-2, L. 2324-4, L. 2324-4-1, L. 2324-7, L. 2324-12, L. 2324-13, L. 2324-20, et L. 2327-7 du code du travail - Diverses dispositions d'adaptation des règles liées à la représentativité syndicale) (p. 2197). (p. 2197). - **Article 18** (art. L. 2135-9 à L. 2135-18 [nouveaux], L. 2145-2, L. 2145-3, L. 3142-8 et L. 3142-9 du code du travail - Instauration d'un fonds paritaire pour financer les organisations syndicales et patronales) (p. 2200). (p. 2201). (p. 2201). (p. 2202). (p. 2202). - **Article 19** (art. L. 2325-1, L. 2325-34-1 à L. 2325-34-4 [nouveaux], L. 2325-45 à L. 2325-55 [nouveaux], L. 2327-12-1 [nouveau], L. 2327-14-1 [nouveau] et L. 2327-16 du code du travail - Obligation d'établir des comptes dans les comités d'entreprise) (p. 2206). (p. 2206). (p. 2207). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2207). - **Article 20** (art. L. 4416-1 ; L. 4721-8 ; L. 4722-1 ; L. 4722-2 ; L. 4723-1 ; L. 4723-2 ; L. 4731-1 à L. 4731-5 ; L. 4732-1 à L. 4732-3 ; L. 4741-3 ; L. 4741-9 ; L. 4751-1 ; L. 4751-2 ; L. 4751-3 [nouveau] ; L. 8111-1 ; L. 8112 -1 [nouveau] ; L. 8112-2 à L. 8112-5 ; L. 8113-4 et L. 8113-5 [nouveaux] ; L. 8113-7 ; L. 8114-1 ; L. 8114-4 à L. 8114-7 [nouveaux] ; L. 8115-1 à L. 8115-8 [nouveaux] ; L. 8122-1 et L. 8122-2 [nouveaux] ; L. 8123-2 ; L. 8123-4 du code du travail ; art. 524 du code de procédure pénale ; art. L. 511-1 du code minier ; art. L. 616-1 ; L. 623-1 ; L. 642-1 ; L. 645-1 ; L. 647-1 et L. 646-1 du code de la sécurité intérieure - Réforme de l'inspection du travail) (p. 2215). - **Article 21** (art. L. 6252-4, L. 6252-6, L. 6252-7-1 [nouveau], L. 6252-8, L. 6252-9, L. 6252-12, L. 6361-3, L. 6362-2 et L. 6362-3 du code du travail - Renforcement du dispositif de contrôle de l'apprentissage et de la formation professionnelle) (p. 2220). - **Article 22** (art. 27 de la loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer - Application de la loi à Mayotte) (p. 2221). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2223, 2224).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (21 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2237, 2239). - **Article 1er** (Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 2247).

- **Questions cibles thématiques sur la laïcité** - (27 février 2014) (p. 2459). (p. 2461). (p. 2461, 2462). (p. 2463). (p. 2464).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale - Commission mixte paritaire [n° 395 (2013-2014)]** - (27 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2468, 2470). - **Article 1er** (Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 2519). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2521).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence [n° 472 (2013-2014)]** - (7 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3805, 3806). - **Article 1er** (Art. L. 312-19 et L. 312-20 [nouveaux] du code monétaire et financier - Comptes inactifs) (p. 3819). (p. 3820). (p. 3821). (p. 3822). (p. 3823). (p. 3824). (p. 3825, 3826). (p. 3826). (p. 3826). (p. 3827). (p. 3827). (p. 3828). (p. 3828). (p. 3829). (p. 3829). (p. 3829). - **Article 4** (p. 3832). (p. 3832). (p. 3833). (p. 3833). (p. 3834). (p. 3834). - **Article 5** (Art. L. 223-10-2, L. 223-10-2-1 [nouveau], L. 223-19-1, L. 223-21, L. 223-22-1, L. 223-24-4 [nouveau] du code de la mutualité - Contrats d'assurance vie non réclamés - dispositions relatives aux mutuelles) (p. 3836). (p. 3837). (p. 3837). (p. 3838). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3839). - **Article 12** (Art. L. 518-24 du code monétaire et financier - Dispositions applicables à la Caisse des dépôts et consignations) (p. 3842). (p. 3843). (p. 3843, 3844). (p. 3844). (p. 3845). (p. 3846). (p. 3846). (p. 3847). (p. 3847). (p. 3847). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 3847, 3848). - **Article 13** (Texte non modifié par la commission) (Date d'entrée en vigueur de la proposition de loi) (p. 3848).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la taxe sur les transactions financières** - (15 mai 2014) (p. 4026).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la défense** - (15 mai 2014) (p. 4026, 4027).

- **Proposition de loi relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence - Commission mixte paritaire [n° 542 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4455, 4456). - **Article 1er** (Insertion d'une section relative aux comptes inactifs dans le code monétaire et financier) (p. 4469).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures fiscales** - (5 juin 2014) (p. 4633).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Article 1er** (Réduction exceptionnelle d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes) (p. 5740, 5741).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 715 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6063, 6065). (p. 6090, 6093). - **Article 1er** (Résultats du budget de l'année 2013) (p. 6096). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 6120).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de relance et l'investissement de 300 milliards au niveau européen** - (30 octobre 2014) (p. 7534).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'action de la Commission européenne sur le budget de la France** - (30 octobre 2014) (p. 7536).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les observations de la Commission européenne sur le budget de la France** - (30 octobre 2014) (p. 7538).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la restriction de la dépense publique** - (13 novembre 2014) (p. 8119).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pause fiscale** - (13 novembre 2014) (p. 8123, 8124).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) (p. 8463, 8465).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2014) (p. 8548, 8551).

Première partie :

- (24 novembre 2014) - **Article 10** (art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Compensation des transferts de compétences aux départements et aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 8791). - **Article 11** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 et art. 12 de l'ordonnance n° 2012-576 du 26 avril 2012 - Compensation aux départements des charges résultant de la mise en œuvre du revenu de solidarité active (RSA) et, à Mayotte, des charges résultant du processus de départementalisation) (p. 8795). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 8797). - **Article 12** (art. 104 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 - Fixation en loi de finances de la dotation globale de compensation (DGC) de la collectivité de Saint-Barthélemy) (p. 8799). (p. 8802). - **Article 13** (art. 40 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 - Affectation d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) en vue de la Constitution de la ressource régionale pour l'apprentissage et actualisation de la fraction du tarif de la TICPE relative à la compensation financière des primes à l'apprentissage) (p. 8804). - **Article**

additionnel après l'article 13 (p. 8805). - **Article 14** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 8806, 8807).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales** - (27 novembre 2014) (p. 9030, 9031).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]** (suite)

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'Etat ou

organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9327, 9328).

Remboursements et dégrèvements

- (1er décembre 2014) (p. 9331, 9332). - **Etat B** (p. 9332). (p. 9333).

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
UMP

Questeur du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 255 (2013-2014)] visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 290 (2013-2014)] (15 janvier 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rénover les rapports entre les collectivités territoriales et les clubs professionnels et à moderniser le modèle économique du sport professionnel [n° 711 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** - Deuxième lecture [n° 291 (2013-2014)] - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 528, 529).

- Rapporteur - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. 432-12 du code pénal - Clarification du champ des poursuites de la prise illégale d'intérêt) (p. 539). (p. 540). - **Article 1er B** (art. L. 1111-1-1 [nouveau], L. 2121-7, L. 3121-9, L. 4132-7, L. 5211-6, L. 7122-8 et L. 7222-8 du code général des collectivités territoriales - Charte de l'élu local) (p. 542, 543). (p. 543). (p. 547). (p. 548). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-20, 2123-20-1, 2123-22 et L. 2123-23 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires et régime indemnitaire des conseillers des communautés de communes) (p. 549). (p. 549). - **Article 2 ter** (art. L. 2123-2 du code général des collectivités territoriales - Crédit d'heures ouvert aux élus municipaux) (p. 550). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-9, L. 2511-33,

L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Suspension du contrat de travail) (p. 550). - **Article 4** (art. L. 1621-2, L. 2123-11-2, L. 2321-2, L. 3123-9-2, L. 3321-4, L. 4135-9-2, L. 4321-1, L. 71-113-3, L. 72-103-2, L. 7125-11 et L. 7227-11 du code général des collectivités territoriales - Allongement de la période d'effet de l'allocation différentielle de fin de mandat et dégressivité de son montant - Maintien des modalités en vigueur de financement du fonds) (p. 552). - **Article 5 bis** (art. L. 2123-12-1, L. 3123-10-1 et L. 4135-10-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Droit individuel à la formation des élus) (p. 553). (p. 553). - **Article 7** (Entrée en vigueur) (p. 554). - **Article 8** (art. L. 1811-2 [nouveau], L. 2573-5 et L. 2573-7 du code général des collectivités territoriales - Application outre-mer) (p. 556). (p. 556). (p. 557).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums** [n° 546 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4313, 4314).

SAVARY (René-Paul)
sénateur (Marne)
UMP

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie le 17 décembre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique jusqu'au 2 juillet 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre titulaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; puis membre le 10 décembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires (26 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 (16 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Secteur médico-social [n° 83 tome 3 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Examen des articles [n° 83 tome 7 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 83 tome 8 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Santé [n° 111 tome 6 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 636 (2013-2014)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 154 (2014-2015)] (9 décembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Audition de Mmes Agnès Le Bot, secrétaire confédérale et Catherine Perret, membre de la commission exécutive confédérale, de la confédération générale du travail (CGT).

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Coopération entre professionnels de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*): Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*): Agences régionales de santé - Présentation du rapport d'information.

Fiscalité comportementale - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de

Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*): Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires sociales*): Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires sociales*): contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur la proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des affaires sociales*): Procédure applicable devant le conseil de prud'hommes dans le cadre d'une prise d'acte de rupture du contrat de travail par le salarié - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des finances*): Situation et perspectives des finances publiques et avis du Haut conseil des finances publiques relatif au projet de loi de finances rectificative pour 2014 et au projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes et président du Haut conseil des finances publiques.

(*commission des lois*): Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Audition de M. Claudy Lebreton, président, Mme Marie-Françoise Perol-Dumont, vice-présidente, et M. René-Paul Savary, président de la commission « Économie » - Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Mission d'information de 2005 sur l'amiante - Examen du rapport de suivi.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*): Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2013) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Rapport annuel de la HAS - Audition de M. Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé (HAS).

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes sur les relations conventionnelles entre l'assurance maladie et les professions libérales de santé - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Bourdillon, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut de veille sanitaire.

Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut national du cancer.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

(*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate pressentie à la direction générale de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 58, 59).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Article 9 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Dissolution de l'Agence nationale pour la cohésion et l'égalité des chances*) (p. 287). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 297).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 502, 504). - **Article 1er** (*Conditions de fermeture d'un établissement public de santé*) (p. 516).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 17 quater** (art. L. 4362-9, L. 4362-9-1 [nouveau], L. 4362-10, L. 4362-10-1 [nouveau], L. 4362-11 et L. 4363-4 du code de la santé publique - *Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers*) (p. 797, 798). (p. 805).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 993). (p. 997). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1020, 1021). (p. 1025). (p. 1028).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 1329). (p. 1335). (p. 1341). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1345). - **Article 7** (art. L. 225-197-1 du code de commerce - Relèvement du plafond d'attribution des actions gratuites) (p. 1352). - **Article 8** (art. L. 233-32 et L. 233-33 du code de commerce - Neutralité des organes de gouvernance en cas d'OPA) (p. 1353). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1355).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223-2 du code de l'action sociale et des familles - Limitation du rôle des services de l'Aide sociale à l'enfance en matière d'accueil des mineurs isolés étrangers) (p. 1569, 1570).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1803, 1804).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - Mise en œuvre du compte personnel de formation) (p. 1865, 1866). (p. 1874). (p. 1880). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1896). - **Article 4** (art. L. 6322-37, L. 6331-1, L. 6331-3, L. 6331-9, L. 6331-10, L. 6331-11, L. 6331-13, L. 6331-14 et L. 6331-16 à L. 6331-32 du code du travail - Réforme du financement de la formation professionnelle et suppression de l'obligation légale de financement du plan de formation) (p. 1899). (p. 1901). (p. 1902). (p. 1903). (p. 1905).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 2127, 2128). (p. 2136). - **Article 11** (art. L. 5211-2, L. 5211-3, L. 5211-5, L. 5214-1 A, L. 5214-1 B, L. 5214-1-1, L. 5214-3, L. 5314-2, L. 6121-1, L. 6121-2, L. 6121-2-1 [nouveau], art. L. 6121-4 à L. 6121-7 [nouveaux], L. 6341-2, L. 6341-3, L. 6341-5, L. 6342-3, art. L. 6521-2 [nouveau] du code du travail, art. 9 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ; art. L. 451-1, L. 451-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles et art. L. 4383-2 du code de la santé publique - Renforcement des compétences des régions en matière de formation professionnelle) (p. 2143). (p. 2146). (p. 2150). (p. 2151). (p. 2151).

- **Débat sur le bilan des 35 heures à l'hôpital** - (27 février 2014) (p. 2453, 2455).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale - Commission mixte paritaire [n° 395 (2013-2014)]** - (27 février 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2519, 2520).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2663). (p. 2664, 2665). (p. 2678). (p. 2686, 2687). - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2702, 2703). (p. 2705, 2706).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 4 (suite)** (p. 2788). (p. 2789). - **Article 7** (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles) (p. 2808). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2817).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1 [nouveau], L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime - Réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 3088, 3089). (p. 3091). (p. 3091). (p. 3092). - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance) (p. 3095). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 3113). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2 ; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 3140, 3141). (p. 3143). (p. 3147). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers) (p. 3165). (p. 3165). (p. 3166). (p. 3166). - **Articles additionnels après l'article 33 quinquies** (p. 3176). (p. 3176). (p. 3176).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Article unique** (p. 3623).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3633).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de**

la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)] - (6 mai 2014) - **Article 1er ter** (art. L. 8281-1 et L. 8281-2 [nouveaux] du code du travail - Vigilance du donneur d'ordre en matière d'application de la législation du travail) (p. 3737). - **Article 7 bis** (art. L. 131-39 du code pénal, art. L. 8224-5, L. 8234-2, L. 8243-2 et L. 8256-7 du code du travail - Possibilité pour le juge d'interdire la perception d'aides publiques en cas de condamnation pour travail illégal) (p. 3744, 3745). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3746, 3747).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3766). (p. 3767). (p. 3773). (p. 3774). (p. 3775). (p. 3777). (p. 3784).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution) (p. 4359).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 3** (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire) (p. 4502, 4503). (p. 4503). (p. 4504). (p. 4504). (p. 4504). - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale ») (p. 4512). (p. 4512). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 4517).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la loi « autonomie »** - (5 juin 2014) (p. 4634).

- **Proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale - Commission mixte paritaire [n° 582 (2013-2014)]** - (12 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4781).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (2 juillet 2014) - **Explications de vote** (p. 5463).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5526, 5528).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5552). (p. 5563). (p. 5568). - **Article 1er** (Nouvelle carte régionale) (p. 5582, 5583). (p. 5595). - **Article 3** (art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations) (p. 5625). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale) (p. 5658). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 5673, 5674).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er** (suite) (p. 5799, 5800). - **Article 1er ter**

(nouveau) (art. 199 ter S du code général des impôts - Simplification de l'éco-prêt à taux zéro) (p. 5806). - **Article 1er quater** (nouveau) (art. 569 du code général des impôts - Marquage et traçabilité des produits de tabacs par un tiers indépendant) (p. 5808).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés) (p. 6161). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6184, 6185). (p. 6188, 6189).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Article 23** (art. L. 253-7, L. 253-7-1 [nouveau], L. 253-17-1, L. 254-1, L. 254-3-1, L. 254-6, L. 254-6-1, L. 254-7, L. 254-7-1, L. 254-10, et L. 258-1 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 211-3 du code de l'environnement - Mesures de précaution restreignant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, réglementation de l'activité de conseil et mise en place d'un suivi de la distribution des produits phytopharmaceutiques) (p. 6495). (p. 6496). (p. 6496). (p. 6496). - **Article additionnel avant l'article 27** (p. 6509). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2, L. 121-2-1 et L. 121-2-2 [nouveaux], L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 122-6, L. 312-1, L. 122-3-1 [nouveau], L. 122-12 à L. 122-15 [abrogés], L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 125-2, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, L. 153-1-1 et L. 153-1-2 [nouveaux], L. 153-8 [nouveau], L. 154-2, L. 156-4 [nouveau], L. 222-1 et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 6516). (p. 6517). - **Article 38** (art. L. 512-1, L. 514-3, art. L. 514-3-1, L. 514-3-2 [nouveaux], L. 514-4, L. 644-12, L. 653-6 du code rural et de la pêche maritime - Clarification et simplification de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime) (p. 6535). (p. 6539).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6589, 6591). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6597). (p. 6598). (p. 6599). (p. 6603). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6616). - **Article 9** (art. L. 732-24 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime - Absence exceptionnelle de revalorisation de prestations de sécurité sociale au 1er octobre 2014) (p. 6618). - **Explications de vote sur la seconde délibération, la deuxième partie et l'ensemble du projet de loi** (p. 6626).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7429, 7430). - **Article 1er A** (Rappel des vocations de chaque échelon local) (p. 7458). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7488).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7523). (p. 7563). - **Article 2** (Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions) (p. 7570). (p. 7572). - **Article 12** (art. 21 de

la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 6 et 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux (p. 7610). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7623, 7624).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7955, 7956).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8041). - **Article 8 ter (nouveau)** (Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs) (p. 8047, 8048).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8098). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8139). - **Article 21** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité) (p. 8142). (p. 8144). - **Article 25** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2015) (p. 8166).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8185). (p. 8186). (p. 8187). - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 322-4 du code de la sécurité sociale - Exonération des participations forfaitaires et des franchises pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS) (p. 8188, 8189). - **Articles additionnels après l'article 29 bis** (p. 8190).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques) (p. 8219). - **Article 37** (art. L. 6111-3-1 [nouveau] du code de la santé publique et L. 166-22-8-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Hôpitaux de proximité) (p. 8226). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8233). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8240). - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments dérivés du sang) (p. 8260). - **Article 48** (art. L. 162-22-2-1 [nouveau], L. 162-22-3, L. 162-22-5, et L. 174-15 du code de la sécurité sociale - Extension du mécanisme de réserve prudentielle au champ OQN, objectif quantifié national) (p. 8272). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8275).

- Rapporteur de la commission des affaires sociales pour le secteur médico-social - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 8280). (p. 8281). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8281). (p. 8282). (p. 8282). (p. 8283). (p. 8283). (p. 8284). (p. 8285). (p. 8286). (p. 8286). (p. 8287). - **Article 53 bis (nouveau)** (Rapport sur la fiscalité des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 8287). - **Article 53 ter (nouveau)** (Rapport d'évaluation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 8288). - **Article 56** (art. L. 351-14-1 du code de la sécurité sociale - Rachat de trimestres d'assurance vieillesse pour les enfants de harkis) (p. 8305).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Article unique** (p. 8447, 8448).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 15** (Fixation des plafonds pour l'année 2015 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 8849). (p. 8849). (p. 8851). (p. 8852). - **Article 18** (art. 1604 du code général des impôts et art. L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime - Réforme de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) (p. 8882, 8883). (p. 8885). (p. 8886, 8887). (p. 8888). (p. 8890). (p. 8891). (p. 8892). - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8899). (p. 8899, 8900). (p. 8902, 8903). (p. 8911). - **Article 17** (art. 1600 du code général des impôts - Prélèvement exceptionnel sur les chambres de commerce et d'industrie, CCI) (p. 8914). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8916). (p. 8916). - **Article 28** (art. L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 351-7 du code de la construction et de l'habitation, art. 1600-0 S du code général des impôts, art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 5423-25 du code du travail, art. 22 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 - Relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale) (p. 8930).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2014) - **Article 31 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 8976, 8977).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Approfondissement des allègements généraux de cotisations pour les entreprises et associations d'aide à domicile) (p. 9014).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 9064, 9065). - **Article 61 B (supprimé)** (art. L. 521-2 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Aide sociale à l'enfance) (p. 9075, 9076).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (29 novembre 2014) (p. 9229, 9230). - **Article 60** (Financement par le Fonds national des solidarités, FNSA, de la partie socle du revenu de solidarité active en faveur des jeunes actifs) (p. 9233, 9234).

Santé

- (29 novembre 2014) (p. 9238, 9239). - **Etat B** (p. 9250, 9251).

- Rapporteur pour avis - **Article additionnel après l'article 59 sexies** (p. 9254).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11,

L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales (p. 9410). (p. 9413).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9618). (p. 9619). (p. 9620). (p. 9622). - **Article 47** (Modification du dispositif d'exonération en faveur de l'emploi saisonnier agricole) (p. 9624).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le**

calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)] - (15 décembre 2014) - **Article 1er A** (Rappel des vocations de chaque échelon local) (p. 10385, 10386). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 10386, 10387). (p. 10387, 10388).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 10442, 10444).

SAVIN (Michel)
sénateur (Isère)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République le 17 décembre 2014.

Président de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur le sport professionnel : Sport professionnel et collectivités territoriales : l'heure des transferts ? (Rapport) [n° 484 tome 1 (2013-2014)] (29 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur le sport professionnel : Sport professionnel et collectivités territoriales : l'heure des transferts ? (Annexes) [n° 484 tome 2 (2013-2014)] (29 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Education**.

Proposition de loi visant à rénover les rapports entre les collectivités territoriales et les clubs professionnels et à moderniser le modèle économique du sport professionnel [n° 711 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Sports**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur la place des stades dans la cité.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde des fédérations sportives.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde avec les ligues de sport professionnel.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Diffusion audiovisuelle du sport professionnel - Table ronde.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de MM. Rémi Duchêne, inspecteur général de l'administration, et Bertrand Jarrige, inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Table ronde avec la participation de directions nationales de contrôle de gestion.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Mathieu Moreuil, directeur de l'action européenne de la première division de football au Royaume-Uni (Premier League).

Table ronde sur le sport féminin professionnel.

Réunion du mercredi 23 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Denis Masseglia, président du Comité national olympique et sportif français.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » - Examen du rapport pour avis.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. François Pesneau, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et articles 56 quinquies et 56 sexies - Crédits « Livre et industries culturelles » et « Presse » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

- **Question orale sans débat sur les métropoles** - (27 mai 2014) (p. 4289, 4290). (p. 4290).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4695, 4698).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage [n° 677 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7003, 7005).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7749).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9569, 9570).

Médias, livres et industries culturelles - Compte de concours financier : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2014) (p. 9637, 9638).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Sport, jeunesse et vie associative

- (5 décembre 2014) (p. 9664).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4103, 4104).

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes le 9 octobre 2014 ; puis secrétaire le 13 octobre 2014.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (17 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Collectivités territoriales et la petite enfance [n° 700 (2013-2014)] (8 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les médicaments vétérinaires et les aliments médicamenteux pour animaux [n° 98 (2014-2015)] (13 novembre 2014) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Table ronde de représentants des organisations syndicales de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO).

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Coopération entre professionnels de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mise en œuvre du Plan cancer - Audition de Mme Agnès Buzyn, présidente de l'Institut national du cancer (INCa).

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! » - Présentation du rapport d'information.

Protection de l'enfance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de Mme Patricia Schillinger « Les collectivités territoriales et la petite enfance ».

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Rookeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Propositions de règlement relatives aux médicaments vétérinaires et aux aliments médicamenteux pour animaux : proposition de résolution européenne de Mme Patricia Schillinger.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale** [n° 349 (2013-2014)] - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1802, 1803).

- **Question orale sans débat sur l'interdiction du DEHP dans les tubulures** - (3 juin 2014) (p. 4411). (p. 4412).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5072, 5074). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Financement des anciennes corporations obligatoires d'artisans*) (p. 5076, 5077). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2 de la loi n° 2002-306 du 4 mars 2002 portant réforme de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - *Extension des missions de l'EPELFI*) (p. 5081, 5082). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - *Suppression de l'abrogation de la taxe des riverains en Alsace-Moselle*) (p. 5082). (p. 5084). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3134-4, L. 3134-7, L. 3134-13, L. 3134-14 et L. 3134-15 du code du travail - *Modernisation du*

droit local relatif au repos dominical et pendant les jours fériés) (p. 5085).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale)** (p. 7507).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (28 novembre 2014) (p. 9103, 9104). - **Etat B** (p. 9111, 9112).

SCHURCH (Mireille)
sénatrice (Allier)
CRC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique du génocide arménien [n° 479 (2013-2014)] (22 avril 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. François Bergère, directeur de la mission d'appui aux partenariats public-privé, ministère de l'économie et des finances, et de M. Antoine Tardivo, directeur de projets.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à

horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les départements et la réglementation des boisements** - (7 janvier 2014) (p. 17, 18). (p. 18).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 47, 48).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 201, 202). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 215, 216). - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 217). (p. 218). (p. 222). - **Article 1er bis A (nouveau)** (*Dotation « politique de la ville »*) (p. 236). - **Article 2** (art. 6, 7, art. 9-1 à 9-3, 10-3 et 10-4 [nouveaux], 11 et 12 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ; art. 5 de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir - Nouveau programme national de renouvellement urbain) (p. 239, 240). (p. 246). - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 248, 249). (p. 259). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (*Fondation des quartiers*) (p. 266).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 280). (p. 281). - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositif de veille active*) (p. 283). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 303, 304).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (22 janvier 2014) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 518, 520).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Article 19 octies** (art. L. 312-9 du code de la consommation, art. L. 113-12-2 [nouveau] du code des assurances, art. L. 221-10 du code de la mutualité et art. 60 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 - Assurance emprunteur) (p. 850). (p. 850). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 866). (p. 871).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (29 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 933, 934).

- **Suite de la discussion** (30 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10-1 A [nouveau] de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation ; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification

de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 965). (p. 971). - **Article 8 (priorité)** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Institution d'une garantie universelle des loyers, GUL) (p. 976). (p. 985). (p. 986). (p. 987). (p. 988). (p. 989). (p. 990). (p. 990). (p. 994). (p. 997). - **Article 1er bis A** (*Rapport au Parlement sur la révision du « décret décence »*) (p. 1006). - **Article 2** (art. 11-1, 11-2 [nouveau], 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 1011). (p. 1013, 1014). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1022, 1023). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation, L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation de saisine des commissions départementales de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) pour les bailleurs personnes morales hors SCI familiales) (p. 1048, 1049). (p. 1049, 1050). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-2 et L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 1059). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles ; art. 102 du code civil - Simplification des règles de domiciliation) (p. 1060). (p. 1061). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dispositions relatives à l'habitat participatif) (p. 1063, 1064). - **Article 22 bis AA (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 633-2 du code de la construction et de l'habitation - Encadrement des dispositions des contrats de bail et du règlement intérieur des logements-foyers) (p. 1064). (p. 1065). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, L. 441-2-9 [nouveau], L. 472-3 et L. 423-13 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 1108). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 421-13, L. 421-13-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 1130). (p. 1131). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 301-5-1, L. 301-5-2, L. 302-1, L. 302-2, art. L. 302-4-2 et L. 302-4-3 [nouveaux] et art. L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation - Élargissement des délégations de compétence aux établissements publics de coopération intercommunale en matière de politique du logement) (p. 1138). (p. 1139). - **Article 58** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en

urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 1151).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 70** (art. L. 210-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 1172). (p. 1173). - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Mesures de coordination relatives au droit de préemption) (p. 1176, 1177). - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1192). (p. 1193, 1194). - **Article 84 bis (suppression maintenue)** (art. L. 125-6, L. 125-7, L. 512-21 [nouveau], L. 514-20, L. 515-12, L. 556-1, L. 556-2 et L. 556-3 du code de l'environnement - Instauration par l'Etat de zones de vigilance et lutte contre les friches industrielles) (p. 1202). - **Article 61 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 1211, 1212). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1216, 1217). - **Article 64 (précédemment réservé)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 1231). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1238). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1241, 1242).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Commission mixte paritaire [n° 334 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1576, 1577).

- **Question orale sans débat sur la convention pluriannuelle d'objectifs des Éclaireuses et Éclaireurs de France** - (18 février 2014) (p. 1765). (p. 1766).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Commission mixte paritaire [n° 356 (2013-2014)]** - (20 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1982, 1983).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2351, 2352).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 3** (art. L. 311-4 à L. 311-7 [nouveaux], L. 666-1 et L. 325-1-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Création des groupements d'intérêt économique et environnemental et définition des conditions de leur reconnaissance) (p. 2700, 2701).

- **Suite de la discussion** (15 avril 2014) - **Article 24** (Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance) (p. 3099). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 251-7, L. 251-9, L. 251-14, L. 251-15 et L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime - Ratification d'ordonnance) (p. 3102). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles) (p. 3114). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-

2; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 3139, 3140). (p. 3140). (p. 3144). (p. 3144). (p. 3144, 3145). (p. 3147). (p. 3148). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 3153). (p. 3153). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers) (p. 3163). (p. 3164). (p. 3164).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3213, 3215). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-4 du code de commerce - Résiliation anticipée d'un bail commercial par le locataire ou par les ayants droits du preneur) (p. 3230). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-39-1 [nouveau] du code de commerce - Lissage des augmentations du loyer permises par les dérogations aux règles de plafonnement) (p. 3239). (p. 3240). (p. 3241). - **Article 7 bis B (Contrats de revitalisation commerciale)** (p. 3259). (p. 3259). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 3275, 3276). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater viciés B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs) (p. 3280). - **Article 20 AA** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Possibilité de lier l'octroi d'une subvention à la limitation de l'attribution de dividendes) (p. 3297). (p. 3297).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3317, 3318). - **Article 21 ter** (art. L. 752-6 du code de commerce - Critères d'appréciation des commissions départementales d'aménagement commercial) (p. 3322). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 752-15 du code de commerce - Prise en considération des critères d'appréciation dans le cadre d'une nouvelle autorisation) (p. 3324). - **Article additionnel après l'article 23 ter** (p. 3327). - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (sous-section 1, sous-section 2 [nouvelles] de la section 2 du chapitre II du Titre Ier du Livre II du code du cinéma et de l'image animée; art. L. 212-7, L. 212-8-1 [nouveau], L. 212-9, L. 212-10, L. 212-10-1 à L. 212-10-9 [nouveaux], L. 212-11 à L. 212-13, L. 212-23, L. 414-4 [nouveau], chapitre V [nouveau] du titre II et chapitre IV [nouveau] du titre III du livre IV du code du cinéma et de l'image animée; art. L. 751-1, L. 751-2-IV, L. 751-6-II, L. 752-3-1, L. 752-7, L. 752-14, L. 752-17, L. 752-19 et L. 752-22 du code de commerce - Dispositions relatives à la procédure de délivrance de l'autorisation d'aménagement cinématographique) (p. 3339). - **Article 25** (art. L. 750-1-1 du code de commerce - Dispositions relatives au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) (p. 3346). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 [nouveau] du code de l'artisanat - Régime électoral des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 3349). - **Article 30 bis** (art. L. 2224-18 du code général des collectivités territoriales - Droit de présentation d'un successeur par le titulaire d'une autorisation d'occupation dans une halle ou un marché) (p. 3353). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3359).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3363). (p. 3364).

- **Question orale sans débat sur le soutien aux entreprises qui produisent en France** - (20 mai 2014) (p. 4091). (p. 4093).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises** - *Commission mixte paritaire* [n° 557 (2013-2014)] - (5 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4599, 4600).

- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** - (10 juin 2014) (p. 4666, 4668).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques** [n° 595 (2013-2014)] - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4942, 4943). - **Article 1er** (art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - *Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques*) (p. 4956). (p. 4957).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports** [n° 59 (2011-2012)] - (19 juin 2014) - **Article 1er** (*Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes*) (p. 5041, 5042).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques** [n° 595 (2013-2014)] - (26 juin 2014) - **Article 1er** (art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - *Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques*) (p. 5320). (p. 5320, 5321).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire** [n° 682 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5878, 5880). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5896). (p. 5897). - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-

16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - *Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire*) (p. 5918). (p. 5920). (p. 5922). (p. 5926). (p. 5926). (p. 5927).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) (p. 5951). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 5955). - **Article 2** (art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - *SNCF Réseau*) (p. 5962, 5963). (p. 5966). (p. 5968). (p. 5968). (p. 5974). (p. 5982, 5983). (p. 5984). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5984). (p. 5986). - **Article 2 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2112-1-1 [nouveau] et L. 2121-10 du code des transports - *Compétence des régions pour créer ou exploiter des lignes d'intérêt régional*) (p. 5988). - **Article 2 ter** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement de l'évolution de la dette historique du système ferroviaire*) (p. 5993). (p. 5996, 5997). - **Article 4** (art. L. 2131-1, L. 2131-2, L. 2131-4, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-8-1 et L. 2132-8-2 [nouveaux], L. 2132-9, L. 2132-10, L. 2132-13, L. 2133-4, L. 2133-5, L. 2133-5-1 [nouveau], L. 2133-9, L. 2133-10 et L. 2133-11 [nouveaux], L. 2134-2, L. 2134-3, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-7 et L. 2135-8 du code des transports - *Autorité de régulation des activités ferroviaires, ARAF*) (p. 6004). (p. 6004, 6005). (p. 6008). - **Article 5** (art. L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5, L. 2141-6, L. 2141-7, L. 2141-8, L. 2141-9, L. 2141-10, L. 2141-11, L. 2141-12, L. 2141-13, L. 2141-14, L. 2141-15, L. 2141-16, L. 2141-18 et L. 2141-19 du code des transports - *SNCF Mobilités*) (p. 6012). (p. 6012). (p. 6013). - **Article 5 ter (nouveau)** (art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - *Versement transport interstitiel au profit des régions*) (p. 6030). - **Article 6** (art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 1321-3-1 [nouveau], L. 1321-9 et L. 2161-1, L. 2161-2, L. 2162-1 et L. 2162-2 [nouveaux] du code des transports - *Cadre social commun*) (p. 6033). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 6042). (p. 6042). (p. 6043). (p. 6044). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6047, 6048).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF** [n° 683 (2013-2014)] - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**.



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis premier vice-président le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 23 juin 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 20 décembre 2014.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les enjeux scientifiques, technologiques, sociaux et éthiques de la médecine personnalisée [n° 306 (2013-2014)] (22 janvier 2014) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Ecologie, développement et mobilité durables : énergie [n° 109 tome 2 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Le principe d'innovation - Compte rendu de l'audition publique du 5 juin 2014 et de la présentation des conclusions les 4 et 26 novembre 2014 [n° 133 (2014-2015)] (27 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Le tournant énergétique allemand : quels enseignements pour la transition énergétique française ? [n° 176 tome 1 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Énergie.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Le tournant énergétique allemand : quels enseignements pour la transition énergétique française ? [n° 176 tome 2 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Mise sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle » présenté par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques » présenté par M. Denis Baupin et Mme Fabienne Keller.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les enjeux scientifiques, technologiques et éthiques de la médecine personnalisée » présenté par M. Alain Claeys et M. Jean-Sébastien Vialatte.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels » - Audition de M. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et M. Christian Bataille, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation, ouverte à la presse, du rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) relatif à « L'Etat de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2013 ».

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Nomination de rapporteurs.

Présentation de l'étude de faisabilité de Mme Anne-Yvonne Le Dain, vice-présidente, députée, et M. Bruno Sido, président, sénateur, concernant le risque numérique.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Richard, président-directeur général d'Orange.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Maxime Lombardini, directeur général d'Iliad.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Olivier Roussat, président-

directeur général et Didier Casas, secrétaire général de Bouygues Telecom.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport annuel de la Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et déchets radioactifs (CNE2).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du lundi 23 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Henri Proglio, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Audition de M. Pierre Jarlier, sénateur, vice-président - Association des maires de France (AMF).

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Désignations de rapporteurs et dans des organismes extra-parlementaires.

Examen du rapport de M. Jean-Yves Le Déaut, député, premier vice-président, et M. Marcel Deneux, sénateur, vice-président, sur « Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économie d'énergie dans le bâtiment ».

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir industriel au coeur de la transition énergétique - Table ronde.

Réunion du mercredi 17 septembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du projet de rapport de M. Christian Bataille, député, vice-président, et de M. Christian Namy, sénateur, sur « L'évaluation du Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs 2013-2015 » (PNGMDR).

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Désignation des vice-présidents.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de

M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Égalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Politique des territoires » - Crédits « Ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique, sur la fin de vie.

Présentation des conclusions de M. Bruno Sido, sénateur, premier vice-président de l'OPECST, relatives à l'audition publique du 25 septembre 2014 sur « Le tournant énergétique allemand : quels enseignements pour la transition énergétique française ? ».

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF-Suez.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport d'information de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, et M. Bruno Sido, sénateur, premier vice-président de l'OPECST, sur le risque numérique.

Présentation du rapport d'évaluation du plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (PNGMDR) 2013-2015

par M. Jean-Yves Le Déaut, député, et M. Christian Namy, sénateur, au groupe de travail pluraliste chargé de son élaboration.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 51, 52).

- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1434, 1436).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Article 1er** (art. L. 1 et L. 2 [nouveaux], L. 111-2 du code rural et de la pêche maritime, L. 121-1 du code forestier et art. 1er de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, art. 124 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 - Principes généraux de la politique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation) (p. 2683). (p. 2685). (p. 2686).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2995). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L. 5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - Dispositif anti-cadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 3014). - **Article 21** (art. L. 251-8, L. 251-9, L. 253-1, L. 253-5, L. 253-6, L. 253-8-1 [nouveau], L. 253-14, L. 253-16 du code rural et de la pêche maritime et art. 38 du code des douanes - Réglementation de la publicité des produits phytopharmaceutiques et création d'un dispositif de phytopharmacovigilance) (p. 3019, 3020). (p. 3021). (p. 3021). (p. 3022). (p. 3023). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 3026). (p. 3029, 3030). - **Article 22 bis** (art. L. 1313-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'un conseil d'orientation au sein de l'ANSES chargé de délivrer un avis sur les autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques) (p. 3034).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement**

que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution) (p. 4359).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Intitulé du titre 1er** (p. 4952, 4953). - **Article 1er** (art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques) (p. 4958). (p. 4959, 4960). (p. 4960). (p. 4962). (p. 4967). (p. 4967). (p. 4968). (p. 4969). (p. 4970).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7413, 7414).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7487).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9620).

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9702, 9703).

Ecologie, développement et mobilité durables

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9729).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10470, 10473).

SITTLER (Esther)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

Non réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 431 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Justice.**

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi relative à la consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur tout projet de loi ou décret relatif aux données personnelles [n° 560 (2013-2014)] (23 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de loi tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 586 (2013-2014)] (5 juin 2014) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à renforcer le service minimum dans les transports en cas de grève [n° 644 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Société - Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur territorial dans les conseils régionaux, les conseils généraux et les communes de plus de 30 000 habitants [n° 647 (2013-2014)] (20 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle sur le renforcement des pouvoirs du Sénat [n° 785 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*) : Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'agrément délivré aux éco-organismes de la filière de collecte et de recyclage des emballages ménagers** - (7 janvier 2014) (p. 15). (p. 15).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré** [n° 116 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 467, 468).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants** [n° 611 (2013-2014)] - (17 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4924).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin** [n° 613 (2013-2014)] - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5074, 5075).

SOILIH (Abdourahamane)
sénateur (Mayotte)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination ; membre titulaire le 17 décembre 2014.

SUEUR (Jean-Pierre)
sénateur (Loiret)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Président de la délégation parlementaire au renseignement jusqu'au 8 décembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 23 juin 2014 ; puis membre le 9 octobre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe le 14 octobre 2014 ; puis rapporteur le 22 octobre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4994, 4996).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9155, 9156).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (16 octobre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie) jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes le 2 juillet 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 257 (2013-2014)] relatif à la géolocalisation [n° 284 (2013-2014)] (15 janvier 2014) - Justice - Police et sécurité - Société.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - Culture - Economie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la géolocalisation [n° 374 (2013-2014)] (18 février 2014) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2013 [n° 462 (2013-2014)] (16 avril 2014) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Numérique, renseignement et vie privée : de nouveaux défis pour le droit [n° 663 (2013-2014)] (27 juin 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 578 (2013-2014)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe [n° 732 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Les contrats de partenariats : des bombes à retardement ? [n° 733 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire [n° 782 (2013-2014)] (24 juillet 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et aux autorités publiques indépendantes [n° 811 (2013-2014)] (25 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant statut des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes [n° 812 (2013-2014)] (25 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 553 (2013-2014)] tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 90 (2014-2015)] (12 novembre 2014) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Les îles Wallis et Futuna : assurer le développement dans le respect des spécificités locales [n° 103 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Aménagement du territoire - Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Nouvelle-Calédonie : continuer à avancer vers le destin commun [n° 104 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Outre-mer**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Pouvoirs publics [n° 114 tome 13 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition des représentants d'Écomouv'.

(*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Procédures européennes de règlement des petits litiges - Communication.

Questions diverses - Composition de la commission.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Michel Hersemul, chef du département d'expertise des partenariats public-privé et de conduite de projets délégués au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Géolocalisation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du lundi 20 janvier 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Communication et examen d'un amendement de la commission.

Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Consommation - Communication et examen des amendements de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Procédures européennes de règlement des petits litiges - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des finances*) : Audition conjointe, avec la commission des lois et la commission des affaires européennes, de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

(*commission des lois*) : Audition de M. Joaquín Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Antoine Seillan, chef du bureau des transports de la direction du budget du ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de MM. Antoine Maucorps, chef de la mission de la tarification et Olivier Quoy, adjoint, direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de M. Roland Peylet, conseiller d'État, président de la commission consultative créée par le décret du 30 mars 2009.

(*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communication.

Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical - Examen du rapport et du texte de la commission.

Examen des pétitions adressées au président du Sénat depuis le 1er octobre 2013.

Questions diverses.

Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Pierre-Victor Tournier, directeur de recherche au CNRS.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Christine Lazerges, présidente, M. Pierre Lyon-Caen, avocat général honoraire à la Cour de cassation, et M. Hervé Henrion, conseiller juridique, Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la géolocalisation.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Justice familiale - Examen du rapport d'information.

Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition conjointe de M. Jean-François Carenco, préfet, directeur de cabinet du ministre chargé de l'écologie du 23 avril 2008 au 25 novembre 2010.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Communication de M. Thani Mohamed Soilihi.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*) : Audition de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ancienne secrétaire d'État chargée de l'écologie et ancienne ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

(*commission des lois*) : Egalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Limitation de l'usage des techniques biométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Open data et protection de la vie privée - Examen du rapport d'information.

Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des lois*) : Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des lois*) : Activités privées de protection des navires - Échanges de vues sur une éventuelle saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Jean-Marie Delarue, contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Nicole Maestracci, membre du Conseil constitutionnel, ancienne présidente du comité d'organisation de la conférence de consensus sur la prévention de la récidive, et Mme Françoise Tulkens, ancienne présidente du jury lors de la conférence de consensus sur la prévention de la récidive.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, ancien président du Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des lois*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission des lois*) : Accueil d'une nouvelle commissaire.

Activités privées de protection des navires - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant transposition de la directive 2012-13-UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des lois*) : contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Antoine Garapon, magistrat, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Denis Salas, magistrat, secrétaire général de l'association française pour l'histoire de la justice.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Pierrette Poncela, professeure à l'université Paris Ouest Nanterre, directrice du master droit pénal.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen des amendements au texte de la commission.

Limiter l'usage des techniques biométriques - Examen des amendements au texte de la commission.

Modification de la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Adoption et transposition des directives européennes relatives à la commande publique - Communication.

Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Économie sociale et solidaire - Communication.

Évaluation du programme de Stockholm - Communication.

Groupe de travail « conducteurs âgés » - Communication.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Mireille Delmas-Marty, professeur honoraire au Collège de France.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Sabrina Bellucci, directrice, et M. Sébastien Brach, administrateur de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM), M. Alain Boulay, président de l'association d'aide aux parents d'enfants victimes (APEV), ainsi que M. Stéphane Gicquel, secrétaire général, et Mme Marie-Alexia Banakas, juriste de la Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (FENVAC).

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes - Communication de M. Patrice Gélard.

Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Examen des amendements au texte de la commission.

Permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de 3 500 habitants - Examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Audition de Mme Christine Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 23 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan d'activité de la délégation 2011-2014.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Protection des secrets d'affaires - Communication.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits.

Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Mission d'information relative à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna.

Vote et dépouillement du scrutin sur les propositions de nomination par le président de la République aux fonctions de défenseur des droits et de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe - Nomination d'un rapporteur pour avis et Examen du rapport pour avis.

Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

Sécurisation des transactions relatives à la zone d'aménagement concerté du quartier de Gerland (Lyon) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 21 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*) : Centres de rétention administrative - Examen du rapport d'information.

Examen des pétitions adressées au président du Sénat depuis le 6 février 2014.

Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Nomination de co-rapporteurs.

Propositions de loi d'origine sénatoriale examinées par la commission des lois au cours des cinq dernières sessions - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Constitution du Bureau.

Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Nomination de rapporteur.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des lois*) : Application de l'article 68 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*) : Favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Îles Wallis et Futuna - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'Etat », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurités » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 15 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation [n° 285 (2013-2014)]** - (20 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 364, 367). (p. 374).

- Rapporteur (p. 375). - **Article 1er** (*art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction*) (p. 378). (p. 378). (p. 379). (p. 380). (p. 381). (p. 382). (p. 383). (p. 384). (p. 385). (p. 385, 386). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 61 Bis-2 du code des douanes - Opérations de géolocalisation menées par les agents des douanes*) (p. 386). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 387). (p. 388).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 443, 445).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Deuxième lecture [n° 291 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (*art. 432-12 du code pénal - Clarification du champ des poursuites de la prise illégale d'intérêt*) (p. 541). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 557, 558).

- **Rappel au règlement** - (23 janvier 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 594, 595).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 3 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à une réforme complète des dispositions du code civil relatives au droit des contrats et des obligations*) (p. 628, 629). (p. 633, 634). - **Article 9** (*art. L. 421-11, L. 911-4, L. 971-2, L. 972-2, L. 973-2 et L. 974-2 du code de l'éducation, code général des collectivités territoriales, dont ses articles L. 2121-34, L. 2213-14 et L. 2223-21-1, code de la route, code de la sécurité intérieure, code du sport, code des transports, loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - Diverses dispositions et habilitations du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures nécessaires en matière d'administration territoriale - Mesures d'application directe correspondantes*) (p. 640, 641). (p. 641, 642). - **Article 16** (*Délais d'adoption des ordonnances et des projets de loi de ratification associés*) (p. 652).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (31 janvier

2014) - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1181). (p. 1181). (p. 1181, 1182). (p. 1186). (p. 1188). (p. 1195). (p. 1195). (p. 1195). - **Article 84 ter (suppression maintenue)** (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Dispositions relatives au domaine de Chambord) (p. 1203, 1204). (p. 1207, 1208). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1222). - **Article 64 (précédemment réservé)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 1228). (p. 1228). (p. 1228). (p. 1229). (p. 1229). (p. 1231). (p. 1231). (p. 1232). (p. 1232). (p. 1232). (p. 1233). (p. 1233). (p. 1234). (p. 1234). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1237). (p. 1237). (p. 1237, 1238). (p. 1239). (p. 1239).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1489, 1490). (p. 1498, 1499).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections - Deuxième lecture [n° 339 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1547).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 381 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2271, 2272).

- président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 61-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Droits du suspect entendu dans le cadre d'une audition libre) (p. 2275, 2276).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation - Commission mixte paritaire [n° 375 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2291, 2293). - **Article 2** (Opérations de géolocalisation menées par les agents des douanes) (p. 2302).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 383 (2013-2014)]** - (26 février 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Vote sur l'ensemble** (p. 2439).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - président de la commission des lois - **Article 18 quater** (art. L. 273-10 du code électoral - Clarification des règles de remplacement des conseillers communautaires) (p. 3438).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 468 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3538, 3539).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) -

président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article unique** (p. 3624).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 498 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4006).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Commission mixte paritaire [n° 528 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4014, 4016).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 546 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4308, 4310).

- président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (Modalités d'établissement des schémas régionaux des crématoriums) (p. 4319). (p. 4320). - **Article 3** (Dates de mise en place et de révision des schémas régionaux de crématoriums) (p. 4322).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Article unique** (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution) (p. 4351).

- **Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)]** - (28 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4375).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 44 quater** (Texte non modifié par la commission) (art. 2 bis de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Possibilité pour un mineur de devenir membre d'une association) (p. 4575).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme** - (5 juin 2014) (p. 4628).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Article 14** (art. L. 511-2 du code de la sécurité intérieure - Transmission préalable à l'agrément du certificat de formation initiale) (p. 4849).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4923, 4924).

- **Création d'une commission spéciale** - (18 juin 2014) (p. 5014, 5015).

- **Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 613 (2013-2014)]** - (19 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5089, 5090).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5215, 5216).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du

suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Question préalable** (p. 5247). - **Article 6 bis** (art. 132-44, 132-45 et 132-52 du code pénal - Modifications du régime de l'emprisonnement assorti du sursis avec mise à l'épreuve, SME) (p. 5264). (p. 5264). - **Article 7** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 5267). - **Article 7 quinquies A (nouveau)** (art. 122-1 du code pénal ; art. 362, 706-136-1 [nouveau], 706-137, 706-139, 721 et 721-1 du code de procédure pénale - Atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits) (p. 5277). (p. 5278). - **Article 8** (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal ; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale) (p. 5287). (p. 5287). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits) (p. 5295, 5296).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Article 15 quater** (art. L. 132-5, L. 132-10-1 [nouveau], L. 132-12-1, L. 132-13 du code de la sécurité intérieure - Possibilité de constitution d'un groupe de travail sur l'exécution des peines au sein des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Consécration des conseils départementaux de prévention de la délinquance pour élaborer les grandes orientations de la politique d'exécution des peines et de prévention de la récidive) (p. 5361). - **Article 19 B (nouveau)** (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3, 24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 5376, 5377). (p. 5379). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5387, 5388).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5405, 5406).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5519, 5520).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Article 1er** (Nouvelle carte régionale) (p. 5601).

- **Projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive - Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6255, 6256).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6746).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme [n° 10 (2014-2015)]** - (15 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7061, 7062). - **Article 1er** (Chapitre IV [nouveau] du titre II du livre II, art. L. 224-1 et L. 232-8 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Création d'un dispositif d'interdiction de sortie du territoire) (p. 7085). (p. 7086). (p. 7090, 7091). (p. 7092). (p. 7092). (p. 7093).

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2014) - **Article 9** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Lutte contre la provocation au terrorisme et l'apologie des faits de terrorisme sur internet) (p. 7133, 7134). (p. 7136, 7137). (p. 7140). (p. 7141). (p. 7142). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7165, 7166).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution [n° 30 (2014-2015)]** - (21 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7276, 7277). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Composition et rôle de la commission chargée de recueillir l'information nécessaire à la mission de la Haute Cour) (p. 7281).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - coauteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 7295, 7296). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7317).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Article 1er A** (Rappel des vocations de chaque échelon local) (p. 7458).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 2** (Détermination du chef-lieu et du nom des nouvelles régions) (p. 7568). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7620, 7621).

- **Projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 38 (2014-2015)]** - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7674, 7675).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Article 27** (Habilitation en vue de transposer deux directives européennes relatives aux marchés publics et de simplifier le droit de la commande publique) (p. 7835, 7836).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 8434, 8436).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9142).

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9276, 9277). - **Article 56 quater (nouveau)** (Reconnaissance du caractère discriminatoire et abusif du licenciement pour faits de grève des mineurs grévistes en 1948 et 1952 et versement d'une allocation forfaitaire) (p. 9283).

Pouvoirs publics

- (5 décembre 2014) (p. 9683).

Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (5 décembre 2014) (p. 9693, 9694).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10346, 10347). - **Article 5 A (nouveau)** (art. L. 321-2 du code de l'environnement - Champ d'application de la « loi littoral » sur le territoire de la commune nouvelle) (p. 10358). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10365, 10366).

SUTOUR (Simon)
sénateur (Gard)
SOC

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 9 octobre 2014 ; puis vice-président le 13 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 169 (2013-2014)] interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 266 (2013-2014)] (8 janvier 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des lois, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (commission d'enquête) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (commission d'enquête) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer (E 8895), dont cette commission s'est saisie [n° 273 (2013-2014)] (8 janvier 2014) - **Justice - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 273 (2013-2014)] présentée au nom de la commission des lois, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (commission d'enquête) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (commission d'enquête) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer (E 8895), dont cette commission s'est saisie [n° 302 (2013-2014)] (22 janvier 2014) - **Justice - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La place des actes délégués dans la législation européenne [n° 322 (2013-2014)] (29 janvier 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La Slovaquie, un partenaire fiable en Europe [n° 405 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La politique méditerranéenne après le "printemps arabe" : le statut avancé de la Jordanie [n° 504 (2013-2014)] (6 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La perspective européenne du Monténégro [n° 669 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (commission des lois) :
Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de

représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Procédures européennes de règlement des petits litiges - Communication.

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec une délégation de la Chambre des lords du Royaume-Uni.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Priorités de la présidence grecque de l'Union européenne - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France, sur les priorités de la présidence grecque de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Procédures européennes de règlement des petits litiges - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Joaquin Almunia, commissaire européen chargé de la concurrence.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Arnaud Danjean, président de la sous-commission « Sécurité et défense » du Parlement européen.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Faillites bancaires - Proposition de résolution de M. Richard Yung.

Institutions européennes - L'Ecosse et l'Union européenne - Communication de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Nomination de rapporteurs.

Politique de coopération - Arctique - Adhésion et participation aux programmes européens de l'Islande et de la Norvège - Communication de M. André Gattolin.

Politique de voisinage - Ukraine.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Autorisation de la publication du rapport d'information de M. Pierre Bernard-Reymond sur les perspectives de la construction européenne.

Institutions européennes - Politique européenne et situation intérieure de la Slovaquie - Rapport d'information de M. Simon Soutour et de Mme Colette Mélot.

(*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Séparation bancaire : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 20 et 21 mars 2014.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Transports - Le dumping social dans les transports européens : rapport et proposition de résolution de M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Europol et Eurojust : perspectives d'avenir - Rapport d'information de MM. André Gattolin, Dominique Bailly, Pierre Bernard-Reymond et Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Promotion des produits agricoles - Communication de M. Gérard César.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relations entre la Jordanie et l'Union européenne - Rapport d'information de M. Simon Soutour.

(*commission des lois*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Octroi de mer - Communication de M. Georges Patient.

Énergie - Coopération énergétique franco-allemande - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Sécurité nucléaire : rapport d'information de Mme Françoise Boog et de M. Jean Bizet.

Justice et affaires intérieures - Avenir des politiques européennes en matière de liberté, de sécurité et de justice : rapport d'information de Mme Sophie Joissains.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Proposition de directive relative au secret des affaires : proposition de résolution européenne de Mme Sophie Joissains.

Travail - Détachement des travailleurs : communication de M. Éric Bocquet.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Énergie - Taxation de l'énergie - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Éducation - Union européenne et éducation : les MOOCs, une urgence stratégique - Communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Déplacement au Monténégro : rapport d'information de M. Simon Soutour.

Politique de coopération - Union pour la Méditerranée : communication de M. Simon Soutour.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Environnement - Paquet « Air pur » : communication de M. André Gattolin.

Environnement - Sacs en plastique : proposition de résolution européenne de Mme Françoise Boog.

Politique de coopération - Stratégies européennes pour l'Arctique : rapport d'information de M. André Gattolin.

(*commission des lois*): Protection des secrets d'affaires - Communication.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Politique industrielle européenne : communication de M. Michel Delebarre.

Économie, finances et fiscalité - Situation de l'Irlande : rapport d'information de M. Jean-François Humbert.

Nomination d'un rapporteur.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Giandomenico Magliano, ambassadeur d'Italie en France.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Point d'actualité de M. Jean Bizet sur les questions agricoles.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Mise en œuvre du volet de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

(*commission des lois*): Mise en œuvre du dispositif de la loi du 12 mars 2012 pour lutter contre la précarité dans la fonction publique - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*): Présentation du programme et des méthodes de travail de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Renouvellement des institutions et priorités de l'Union européenne - Communication de M. Jean Bizet.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*): Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Gouvernance de l'internet : Examen de la proposition de résolution européenne n° 44 de Mme Catherine Morin-Desailly et de M. Gaëtan Gorce - Rapport de Mme Colette Mélot.

Environnement - Proposition de directive relative aux déchets (paquet économie circulaire : proposition de résolution européenne de MM. Michel Delebarre et Claude Kern).

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Propositions de règlement relatives aux médicaments vétérinaires et aux aliments médicamenteux pour animaux : proposition de résolution européenne de Mme Patricia Schillinger.

Politique étrangère et de défense - La situation en Ukraine après les élections législatives : communication de M. Yves Pozzo di Borgo.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Surveillance des frontières et sauvetage des migrants en

Méditerranée (Opération Triton) - Communication de M. André Reichardt.

(*commission des lois*): Îles Wallis et Futuna - Examen du rapport d'information.

Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Communication de M. Jean Bizet.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture [n° 267 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 307, 309).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] et L.O. 297 du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale*) (p. 329). (p. 330). - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local*) (p. 331). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - *Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire*) (p. 331). (p. 333). - **Intitulé du projet de loi organique** (p. 333).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture [n° 268 (2013-2014)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)** - (15 janvier 2014) - rapporteur - **Article 1er B (suppression maintenue)** (art. L. 231 du code électoral - *Renforcement des inéligibilités pour l'élection des conseils municipaux*) (p. 334, 335). - **Article 1er C (suppression maintenue)** (art. L. 46-1-1 (nouveau) du code électoral - *Nouvelles incompatibilités applicables aux membres des cabinets ministériels*) (p. 335). - **Article 1er D (suppression maintenue)** (art. L. 46-1-2 (nouveau) du code électoral - *Nouvelles incompatibilités applicables aux membres du cabinet du président de la République et des cabinets ministériels*) (p. 335).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2319, 2320).

- **Question orale sans débat sur la suppression de la cour d'appel de Nîmes** - (6 mai 2014) (p. 3698, 3699). (p. 3700).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique européenne** - (15 mai 2014) (p. 4028, 4029).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4116, 4118).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014** - (23 juin 2014) (p. 5180, 5182).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 23 et 24 octobre 2014** - (14 octobre 2014) (p. 7016, 7017).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (26 novembre 2014) - **Article 30 et participation de la France au budget de l'Union européenne (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** (p. 8950, 8951).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 18 et 19 décembre 2014** - (10 décembre 2014) (p. 10044).

- **Question orale sans débat sur les intempéries dans le département du Gard** - (16 décembre 2014) (p. 10420, 10421). (p. 10421).

TANDONNET (Henri)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 4 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la consommation (29 janvier 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie le 17 décembre 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'eau.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*) : Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du jeudi 6 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la consommation.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Activités privées de protection des navires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition de M. Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'Homme, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Audition de Mme Christine Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Avancement du projet de cartes d'anticipation du changement climatique - Audition de MM. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) et Jean-Marc Lacave, président-directeur général de Météo France.

Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Augustin de Romanet de Beaune, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la société Aéroports de Paris (ADP).

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

(*délégation sénatoriale à la prospective*): Programme de travail pour la session 2014-2015.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacques Chanut, président de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de MM. Jean-Yves Le Déaut et Marcel Deneux, auteurs du rapport intitulé « Les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économies d'énergie dans le bâtiment : le besoin d'une thérapie de choc » fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*): Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 674, 675). - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 693). (p. 694). (p. 695). (p. 695). (p. 696). (p. 696). (p. 697). (p. 698). (p. 700). (p. 701). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-15 [nouveau] et L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 702, 703). (p. 704). (p. 705). (p. 705). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 713).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 23 (priorité)** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, art. L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires) (p. 741). (p. 742). - **Article 5 quater (suppression maintenue)** (art. L. 124-1 et L. 124-2 [nouveau] du code des procédures civiles d'exécution - Encadrement des activités de recouvrement amiable de créances pour le compte d'autrui) (p. 773, 774). (p. 774). - **Article 9 bis** (art. L. 121-91-1 [nouveau] du code de la consommation - Possibilité offerte aux clients de certains réseaux de distribution de régler leurs factures par espèces ou mandat compte) (p. 777, 778). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - Tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité) (p. 787, 788). - **Article additionnel après l'article 19 octies A** (p. 820). (p. 820).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux], L. 311-9 et L. 311-16 du code de la consommation et art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 874). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative) (p. 889). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 890, 891). - **Article 61** (art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 893). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 901). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 916).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8, 8-1 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. 10-1 A [nouveau] de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux d'habitation; art. 59 bis de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement; art. L. 125-5 du code de l'environnement; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 969). (p. 970).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 janvier 2014) (p. 1006).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)] (suite)** - (30 janvier 2014) - **Article 2** (art. 11-1, 11-2 [nouveau], 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 1010). (p. 1013). (p. 1014). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, art. 17-1 et 17-2 [nouveaux], art. 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1 et 25 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 1020). (p. 1022). (p. 1024). (p. 1025, 1026). (p. 1029). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989

tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation, L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation, L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation de saisine des commissions départementales de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) pour les bailleurs personnes morales hors SCI familiales (p. 1050). (p. 1051). - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 1053). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 1054). - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1 à L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 442-8-1 et L. 442-8-1-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Extension des missions des opérateurs du logement social) (p. 1124). (p. 1124). (p. 1124). - **Article 55** (art. L. 423-3, L. 452-1, L. 452-1-1, L. 452-2, L. 452-2-1, L. 452-2-2 [nouveau], L. 452-4 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des missions et procédures de la Caisse de garantie du logement locatif social, CGLLS) (p. 1135). - **Article 58** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 1155).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 68** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers de l'Etat) (p. 1167). - **Article 70** (art. L. 210-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 1173, 1174). - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1183). (p. 1188). (p. 1189). (p. 1192). - **Article 74** (art. L. 111-6-2, L. 123-1-11, L. 123-4, L. 127-1, L. 128-1, L. 128-2, L. 128-3, L. 331-7, L. 331-40 et L. 473-2 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-18 du code du tourisme - Article de coordination) (p. 1196). - **Article additionnel avant l'article 61 (précédemment réservé)** (p. 1211). - **Article 63 (précédemment réservé)** (art. L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5216-5 et L. 5211-62 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomérations en matière de carte communale et de plan local d'urbanisme) (p. 1218, 1219). (p. 1221). - **Article 65 (précédemment réservé)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 1237). (p. 1239). (p. 1239). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1243).

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1373, 1374).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique gouvernementale du médicament générique** - (6 février 2014) (p. 1443, 1444).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2314, 2315).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2350, 2351).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (14 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 3004). (p. 3005). - **Article 20** (art. L. 5141-13-1, L. 5141-13-2, L. 5141-14-1 à L.

5141-14-5 [nouveaux], art. L. 5141-16, L. 5145-6, art. L. 5142-6-1 et L. 5142-6-2 [nouveaux], art. L. 5143-6, L. 5144-1, L. 5442-10, L. 5442-11, art. L. 5442-12 à L. 5442-14 [nouveaux], du code de la santé publique - Dispositif anticadeaux et encadrement de la délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 3010). (p. 3010). (p. 3010). (p. 3013). - **Article 22** (art. L. 1313-1, L. 1313-2 et L. 1313-5 du code de la santé publique - Transfert à l'ANSES de la compétence de délivrance des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes) (p. 3026, 3027). - **Article 22 bis** (art. L. 1313-1-1 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'un conseil d'orientation au sein de l'ANSES chargé de délivrer un avis sur les autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques) (p. 3034). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 3035). (p. 3035).

- **Question orale sans débat sur la contractualisation dans le secteur des fruits et légumes** - (15 avril 2014) (p. 3070). (p. 3071).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)] (suite)** - (15 avril 2014) - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2 ; L. 121-2-2 [nouveau], L. 122-1, L. 122-2, L. 122-2-1 et L. 312-1 [nouveau], L. 122-6, L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, art. L. 153-1-1, L. 153-1-2 et L. 153-8 [nouveaux], L. 154-2 et L. 156-4 [nouveaux] et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois) (p. 3145). (p. 3152). - **Article 30** (art. L. 122-2, L. 122-7, L. 124-1, L. 124-2, L. 124-3, L. 143-2, L. 213-1, L. 213-1-1, L. 314-5, L. 214-13, L. 214-14, L. 321-1, L. 331-19, L. 331-21, art. L. 331-23 et L. 331-24 [nouveaux], L. 332-7, L. 332-8, L. 341-2, L. 341-6, L. 341-10 et L. 363-5 du code forestier - Renforcement des instruments de gestion durable et multifonctionnelle des forêts de particuliers) (p. 3157). (p. 3163). (p. 3167). - **Articles additionnels après l'article 31 bis** (p. 3171). (p. 3171). - **Article 33 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1396 du code général des impôts - Perception triennale de la taxe sur le foncier non bâti pour les propriétés boisées) (p. 3175). (p. 3175). - **Article 33 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 130-1 du code de l'urbanisme - Assouplissement du régime de coupes dans le cadre de bonnes pratiques sylvicoles) (p. 3175). - **Article 39** (art. L. 181-25 du code rural et de la pêche maritime - Dispositions transitoires) (p. 3181). (p. 3181). - **Article 39 bis (nouveau)** (art. L. 551-9 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Transmission aux organisations de producteurs forestières des données cadastrales) (p. 3182). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3187, 3188).

- **Question orale sans débat sur la situation du groupe pharmaceutique BMS-UPSA** - (29 avril 2014) (p. 3528, 3529). (p. 3529).

- **Question orale sans débat sur le dépistage et la maîtrise de la tuberculose bovine** - (3 juin 2014) (p. 4416). (p. 4417).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4488, 4489). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 4514). (p. 4514, 4515). - **Article 13** (Art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19, 19 septies, 22, 23, 25, 27 à 28 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, art. L. 512-36, L. 512-39 et L. 512-92 du code monétaire et financier - Simplification et modernisation du statut des coopératives) (p. 4526). - **Article 14** (art. 19 quater, 19 duodecies, 25-1 à 25-5, 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947, art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 ; art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983, art. L. 524-2-1, L. 527-1-2 et

L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et art. L. 422-3, L. 422-12 et L. 313-17 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un régime général de révision coopérative (p. 4536). - **Article 31** (art. L. 522-6 du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Droit des coopératives d'utilisation de matériel agricole de réaliser des travaux agricoles ou d'aménagement rural pour les communes et intercommunalités et des travaux de déneigement et de salage pour les collectivités territoriales) (p. 4547, 4548). (p. 4548). - **Article 40 AFA** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Versement transport) (p. 4564, 4565). (p. 4565). - **Article 41** (art. 9 bis et 12 [nouveaux] de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Fusion et scission d'associations) (p. 4568). (p. 4569). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Éco-organismes) (p. 4578). (p. 4578). (p. 4580). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4585).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5516, 5517).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2014) - **Article 3** (art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre Ier de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations) (p. 5618, 5619). (p. 5622). (p. 5622). (p. 5624). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5651). (p. 5652). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale d'un siège de conseiller régional, par section départementale) (p. 5655). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 5663). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5683).

- **Question orale sans débat sur le temps partiel** - (8 juillet 2014) (p. 5779, 5780). (p. 5780).

- **Question orale sans débat sur les stages hors du temps scolaire** - (21 octobre 2014) (p. 7220). (p. 7221).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)]** - (23 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7345, 7347).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7405, 7406).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7542). (p. 7550). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale de sièges de conseiller régional par section départementale) (p. 7606, 7607). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 6 et 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 7610). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7621).

- **Proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes [n° 145 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10350, 10351).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10379, 10380).

TASCA (Catherine)
sénatrice (Yvelines)
SOC

Secrétaire du Sénat à compter du 8 octobre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2014 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 8 octobre 2014.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 30 septembre 2014.

Présidente du comité de déontologie parlementaire du Sénat jusqu'au 29 septembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 210 (2013-2014)] modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 286 (2013-2014)] (15 janvier 2014) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Justice aux affaires familiales : pour un règlement pacifié des litiges [n° 404 (2013-2014)] (26 février 2014) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 492 (2013-2014)] modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 497 (2013-2014)] (6 mai 2014) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Nouvelle-Calédonie : continuer à avancer vers le destin commun [n° 104 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec une délégation de la Chambre des lords du Royaume-Uni.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Priorités de la présidence grecque de l'Union européenne - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France, sur les priorités de la présidence grecque de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Michel Aymeric, secrétaire général de la mer.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Alain Bauer, professeur de criminologie.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Pierre-Victor Tournier, directeur de recherche au CNRS.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Justice familiale - Examen du rapport d'information.

Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote électronique - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des lois*) : Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Jean-Marie Delarue, contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, ancien président du Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des lois*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission des lois*) : contrôleur général des lieux de privation de liberté - Examen des amendements au texte de la commission.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de M. Denis Salas, magistrat, secrétaire général de l'association française pour l'histoire de la justice.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des lois*) : Modification de la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen des amendements.

Économie sociale et solidaire - Communication.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : M. Jean-Éric Schoettl, conseiller d'État, sur le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales, l'articulation

de ce pouvoir avec celui du Premier ministre et l'articulation entre eux des différents pouvoirs réglementaires locaux.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires européennes*): Travail - Détachement des travailleurs : communication de M. Éric Bocquet.

(*commission des lois*) : Bilan d'application de la réforme ayant supprimé la profession d'avoués.

Prévention de la récidive et individualisation des peines - Audition de Mme Mireille Delmas-Marty, professeur honoraire au Collège de France.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Audition de Mme Christine Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Giandomenico Magliano, ambassadeur d'Italie en France.

(*commission des lois*): Audition de Mme Adeline Hazan, candidate proposée par le président de la République aux fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Constitution du Bureau.

Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*): Examen du rapport d'information de Mme Esther Benbassa et M. Jean-René Lecerf relatif à la « Lutte contre les discriminations ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des lois*): Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de confédérations syndicales.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*): Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 420, 424).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. 4, 5, 6-1 [nouveau] et 8 de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Clarification des conditions d'enquête et élargissement du champ des personnes susceptibles d'être sollicitées et des informations susceptibles d'être consultées par le contrôleur général) (p. 435). (p. 435). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 437).

- **Deuxième lecture [n° 498 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3997, 3999). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4006).

- **Question orale sans débat sur l'autorité de la concurrence en Nouvelle-Calédonie** - (17 juin 2014) (p. 4882, 4883). (p. 4883, 4884).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (25 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5236, 5238). - **Article 7** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal ; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - **Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement**) (p. 5265, 5266). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal ; art. L. 3421-1 du code de la santé publique ; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route ; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - **Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits**) (p. 5294).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 5340). (p. 5340). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5351). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5385, 5386).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Article 12 A (nouveau)** (art. L. 141-23 à L. 141-32 et L. 23-10-1 à L. 23-10-12 du code de commerce et art. 98 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire - **Abrogation de l'obligation d'information préalable des salariés en cas de cession d'une entreprise de moins de 250 salariés**) (p. 7806).

TAUBIRA (Christiane)
garde des Sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 303 (2013-2014)] (22 janvier 2014) - Justice - Union européenne.

Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 482 (2013-2014)] (23 avril 2014) - Justice - Union européenne.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 portant réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives [n° 786 (2013-2014)] (30 juillet 2014) - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation [n° 285 (2013-2014)]** - (20 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 361, 364). - **Article 1er** (art. 230-32, 230-33, 230-34, 230-35, 230-36, 230-37, 230-38 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Géolocalisation dans le cadre des enquêtes et de l'instruction*) (p. 377, 378). (p. 379, 380). (p. 380, 381). (p. 381). (p. 382). (p. 383). (p. 384). (p. 384). (p. 385). (p. 385). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 61 Bis-2 du code des douanes - *Opérations de géolocalisation menées par les agents des douanes*) (p. 386). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 387, 388). (p. 388).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 287 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 424, 426). - **Article 1er** (art. 4, 5, 6-1 [nouveau] et 8 de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - *Clarification des conditions d'enquête et élargissement du champ des personnes susceptibles d'être sollicitées et des informations susceptibles d'être consultées par le contrôleur général*) (p. 435). (p. 435). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 437). (p. 437).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 289 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 437, 441).

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2014) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 617). (p. 617, 618). - **Article 1er** (art. 426, 431, 431-1 et 500 du code civil - *Habilitation du Gouvernement à modifier, par ordonnance, des règles relatives à l'administration légale et à la protection juridique des majeurs - Mesures d'application directe correspondantes*) (p. 618). (p. 619, 620). (p. 620). (p. 621). - **Article 2** (art. 972 et 975 du code civil - *Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures relevant du droit des régimes matrimoniaux - Testament par acte public des personnes sourdes ou muettes*) (p. 622). (p. 622). (p. 623). (p. 623). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 624). - **Article 3 (supprimé)** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à une réforme complète des dispositions du code civil relatives au droit des contrats et des obligations*) (p. 625, 627). (p. 631, 633). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*ordonnance n° 2011-1895 du*

19 décembre 2011 relative à la partie législative du code des procédures civiles d'exécution, art. L. 152-1, L. 152-2, L. 221-3, L. 622-1 à L. 622-3 et L. 621-5 à L. 621-7 de ce code, art. L. 151 A du livre des procédures fiscales - Ratification de l'ordonnance relative à la partie législative du code des procédures civiles d'exécution et modification de ce code) (p. 634). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à la réforme du Tribunal des conflits*) (p. 636). (p. 637). - **Article 8** (art. 803-1 du code de procédure pénale - *Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnance, les mesures nécessaires pour autoriser la communication par voie électronique en matière pénale - Adoption directe de ces mesures*) (p. 638). (p. 638). (p. 639). - **Article 9** (art. L. 421-11, L. 911-4, L. 971-2, L. 972-2, L. 973-2 et L. 974-2 du code de l'éducation, code général des collectivités territoriales, dont ses articles L. 2121-34, L. 2213-14 et L. 2223-21-1, code de la route, code de la sécurité intérieure, code du sport, code des transports, loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale - *Diverses dispositions et habilitations du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures nécessaires en matière d'administration territoriale - Mesures d'application directe correspondantes*) (p. 640). (p. 641). (p. 641). (p. 642). (p. 642). (p. 643). (p. 644). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-1, L. 121-2, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-4, L. 125-1, L. 125-2 et chapitre V du titre II du livre Ier du code du cinéma et de l'image animée - *Transfert de la responsabilité de la tenue des registres du cinéma et de l'audiovisuel au Centre national du cinéma et de l'image animée*) (p. 645). - **Article 11** (art. 54, 10 bis [nouveau], 66-4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - *Suppression de la commission consultative compétente pour autoriser les professions non réglementées à donner des consultations juridiques ou rédiger des actes sous seing privé - Encadrement du démarchage en matière juridique*) (p. 645, 646). (p. 647, 648). (p. 648). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 650). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 651). - **Article 15** (*Habilitation du Gouvernement à rendre applicables ou à adapter outre-mer, par ordonnance, les ordonnances qu'il aurait prises - Mesures directes d'application outre-mer*) (p. 651). - **Article 16** (*Délais d'adoption des ordonnances et des projets de loi de ratification associés*) (p. 652). (p. 652).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1554, 1558). (p. 1567, 1568).

- **Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 343 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1701, 1703). (p. 1707).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 381 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Article 1er** (art. 61-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Droits du suspect entendu dans le cadre d'une audition libre*) (p. 2274). (p. 2274, 2275). (p. 2275). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 61-2 [nouveau] du code de procédure pénale - *Reconnaissance du droit pour la victime d'être également assistée par un avocat dans le cadre d'une confrontation avec un suspect entendu librement*) (p. 2276). - **Article 3** (art. 63-1 et 63-4-1 du code de procédure pénale - *Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales*) (p. 2277). (p. 2278). (p. 2278, 2279). (p. 2281). (p. 2282). (p. 2282, 2283). - **Article 4** (art. 803-6 [nouveau] du code de procédure pénale ; art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Déclaration écrite des droits*) (p. 2284). (p. 2285). - **Article 5** (art. 113-3, 114 et 116 du code de procédure pénale - *Dispositions relatives à l'information du droit à l'interprétation et à la traduction et du droit au silence et à l'accès au dossier au*

cours de l'instruction pour les personnes entendues comme témoins assistés et pour les personnes mises en examen (p. 2286, 2287). (p. 2287). - **Article 6** (art.273, 328, 388-4 et 388-5 [nouveaux], 390, 390-1, 393, 393-1, 394, 406, 533, 552, 854 et 706-106 du code de procédure pénale - Information du droit à l'interprétation et à la traduction et du droit au silence, à l'accès au dossier et à l'exercice des droits de la défense des personnes poursuivies devant les juridictions de jugement) (p. 2289). - **Article 7** (art. 67 F [nouveau] et 323-6 du code des douanes - Statut du suspect libre et retenue douanière dans le code des douanes) (p. 2290). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64-1 nouveau de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Bénéfice de l'aide juridictionnelle dans le cadre de l'audition libre) (p. 2290). - **Article 9** (art. 814, 880 du code de procédure pénale, art. 23-1-1 nouveau et 23-2 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna - Application outre-mer) (p. 2290). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur de la loi) (p. 2291).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation - Commission mixte paritaire [n° 375 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2293, 2294). - **Article 2 (Opérations de géolocalisation menées par les agents des douanes)** (p. 2302).

- **Débat sur la justice de première instance** - (25 février 2014) (p. 2320, 2326).

- **Question orale sans débat sur l'exécution de trois militants kurdes dans les locaux de leur organisation parisienne** - (29 avril 2014) (p. 3530). (p. 3531).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 468 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3532, 3535). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-4 du code de procédure pénale - Conservation des scellés) (p. 3547). (p. 3548). (p. 3548, 3549). (p. 3549). (p. 3549). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 308 du code de procédure pénale - Systématisation de l'enregistrement sonore des débats en cour d'assises) (p. 3549). - **Article 3** (art. 622 à 626-12 du code de procédure pénale - Instauration d'une cour unique de révision et de réexamen) (p. 3553). (p. 3554). (p. 3554, 3555). (p. 3555). (p. 3555). (p. 3556). (p. 3557). (p. 3557). (p. 3558). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 451-1 et L. 451-2 du code de l'organisation judiciaire - Coordination dans le code de l'organisation judiciaire) (p. 3559). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-17 et L. 233-3 du code de justice militaire - Coordination dans le code de justice militaire) (p. 3559).

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 498 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3996, 3997). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4006, 4007).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Commission mixte paritaire [n° 528 (2013-2014)]** - (15 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4008, 4010). (p. 4016, 4017). - **Article 1er (Droits du suspect entendu dans le cadre d'une audition libre)** (p. 4023). - **Article 3 (Adaptation du droit de la garde à vue aux exigences posées par la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales)** (p. 4024).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'efficacité des sanctions pénales [n° 642 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5206, 5211).

- **Suite de la discussion** (25 juin 2014) (p. 5239, 5242). - **Question préalable** (p. 5247). - **Article 1er** (art. 130-1 [nouveau] du code pénal - Fonctions de la peine) (p. 5251). (p. 5252). (p. 5252). - **Article 2** (art. 132-1 du code péna) -

Réaffirmation du principe d'individualisation des peines (p. 5253). - **Article 3** (art. 132-19, 132-20 et 132-24 du code pénal; art. 362 et 495-8 du code de procédure pénale - Renforcement de l'obligation de motivation des peines d'emprisonnement sans sursis et du caractère subsidiaire de la peine d'emprisonnement en matière correctionnelle) (p. 5254). (p. 5254). (p. 5255). - **Article 4** (art. 132-70-1 [nouveau] du code pénal - Création d'une procédure d'ajournement aux fins d'investigations sur la personnalité) (p. 5255, 5256). (p. 5257). (p. 5257). (p. 5258). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-18-1, 132-19-1, 132-19-2 et 132-20-1 du code pénal; art. 362 et 706-25 du code de procédure pénale; art. 20, 20-2, 20-3 et 48 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Suppression des peines minimales d'emprisonnement) (p. 5260). - **Article 6** (art. 132-29, 132-35, 132-36, 132-37, 132-38, 132-39 et 132-50 du code pénal; art. 735 et 735-1 du code de procédure pénale - Suppression de la révocation automatique du sursis simple) (p. 5261). (p. 5262). (p. 5262). - **Article 6 bis** (art. 132-44, 132-45 et 132-52 du code pénal - Modifications du régime de l'emprisonnement assorti du sursis avec mise à l'épreuve, SME) (p. 5263). (p. 5263, 5264). (p. 5264). - **Article 6 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-49 du code pénal - Suppression des restrictions en matière de révocation partielle du SME) (p. 5265). - **Article 7** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal; art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Seuil d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 5266). (p. 5267). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5269). - **Article 7 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 721 et 721-1 du code de procédure pénale - Alignement sur le régime de droit commun des règles de calcul du crédit de réduction de peine et de la réduction supplémentaire de la peine applicables aux récidivistes) (p. 5270). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 5270). (p. 5271). - **Article 7 quater** (art. 723-17 [nouveau] du code de procédure pénale - Convocation devant le juge de l'application des peines avant la mise à exécution des peines d'emprisonnement ferme aménageables non exécutées dans un délai de trois ans) (p. 5272). (p. 5272). (p. 5273). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 5274). - **Article 7 quinquies A (nouveau)** (art. 122-1 du code pénal; art. 362, 706-136-1 [nouveau], 706-137, 706-139, 721 et 721-1 du code de procédure pénale - Atténuation de responsabilité pénale applicable aux personnes atteintes d'un trouble mental ayant altéré leur discernement au moment des faits) (p. 5275). (p. 5276). (p. 5277). (p. 5278). - **Article 7 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 10-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité de recourir à des mesures de justice restaurative à tout stade de la procédure pénale) (p. 5279, 5280). (p. 5280). (p. 5281). - **Article 8** (art. 131-3, 131-4-1 [nouveau], 131-9, 131-36-2, 132-45 du code pénal; art. 720-1, 720-1-1, 723-4, 723-10, 723-20 et 723-25 du code de procédure pénale - Conditions du prononcé et contenu de la peine de contrainte pénale) (p. 5282). (p. 5283, 5284). (p. 5284). (p. 5285). (p. 5287). (p. 5288). (p. 5288). - **Article 8 bis (supprimé)** (art. 132-70-4 [nouveau] du code pénal - Possibilité pour le juge de l'application des peines de convertir une peine d'emprisonnement d'une durée maximale d'un an en une peine de contrainte pénale) (p. 5289). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 131-5-1, 131-6, 131-8, 131-8-1, 131-21, 331-3, 313-5, 321-1, 322-1 et 434-10 du code pénal; art. L. 3421-1 du code de la santé publique; art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation; art. L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1, L. 234-8, L. 234-16, L. 235-3 et L. 235-1 du code de la route; art. 62-2, 138 et 395 du code de procédure pénale - Contrainte pénale encourue à titre de peine principale, à la place de l'emprisonnement, pour certains délits) (p. 5291, 5292). (p. 5292). (p. 5296). (p. 5296). (p. 5296).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 5341). - **Article 9** (art. 474, 713-42 à 713-49 [nouveaux] du code de procédure pénale - Modalités de mise en œuvre de la contrainte pénale) (p. 5343). (p. 5343, 5344). (p. 5344). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Exclusion de la contrainte pénale pour les mineurs) (p. 5344). - **Article 11** (art. 707, 705-5 [nouveau], 708-1 [nouveau], 720-1 et 723-1 du code de procédure pénale et

art. 1er de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Définition des principes régissant l'exécution des peines) (p. 5345). (p. 5346). - **Article 11 bis AA (nouveau)** (art. 708-1 [nouveau], 720-1, 723-1 et 723-7 du code de procédure pénale - Dispositions sur l'exécution des peines pour les femmes enceintes) (p. 5347). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 706-15-3 [nouveau] du code de procédure pénale - Amélioration du dispositif d'indemnisation des victimes d'infractions pénales) (p. 5348). (p. 5349). - **Article 11 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 710 du code de procédure pénale - Critères mis en œuvre en matière de confusion de peines) (p. 5349). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Accès aux droits et dispositifs de droit commun pour les condamnés) (p. 5350). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5351). (p. 5351). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 30 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Domiciliation des détenus auprès du centre communal d'action sociale, CCAS, du lieu de travail) (p. 5352). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 712-1 du code de procédure pénale - Relations entre le service pénitentiaire d'insertion et de probation et les juridictions de l'application des peines) (p. 5353). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 13 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Définition des missions des services pénitentiaires d'insertion et de probation, SPIP) (p. 5354). (p. 5354). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. 33 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 - Contenu de l'acte d'engagement) (p. 5355). - **Article 15** (art. 63-6, 141-4, 141-5 [nouveau], 230-19, 706-53-19, 709-1[nouveau], 709-1-1 [nouveau] et 712-16-3, 803-2 et 803-3 du code de procédure pénale ; art. 64-1 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Pouvoirs des forces de l'ordre pour contrôler les obligations du condamné ou de la personne sous contrôle judiciaire) (p. 5357). (p. 5358). (p. 5358, 5359). - **Article 15 quater** (art. L. 132-5, L. 132-10-1 [nouveau], L. 132-12-1, L. 132-13 du code de la sécurité intérieure - Possibilité de constitution d'un groupe de travail sur l'exécution des peines au sein des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, des conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Consécration des conseils départementaux de prévention de la délinquance pour élaborer les grandes orientations de la politique d'exécution des peines et de prévention de la récidive) (p. 5360). (p. 5361). - **Article 15 quinquies** (art. L. 132-16 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Assistance facultative des députés et sénateurs aux CLSPD ou aux CISPd constitués dans la circonscription électorale dans laquelle ils ont été élus) (p. 5362). - **Article 16** (art. 720 [nouveau] du code de procédure pénale - Mesure de libération sous contrainte pour les condamnés à des peines inférieures ou égales à cinq ans d'emprisonnement) (p. 5362). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5363). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 721-2 du code de procédure pénale - Modification du régime des réductions de peine afin d'éviter les sorties sans accompagnement) (p. 5364). - **Article 18 quater A (nouveau)** (art. 362, 706-53-13 à 706-53-22, 723-37 et 763-8 du code de procédure pénale - Suppression de la rétention de sûreté) (p. 5366, 5367). (p. 5367, 5368). - **Article 18 quater** (art. 121-8 [nouveau] du code pénal ; art. 409-1 [nouveau] du code des douanes ; art. L. 612-42 et L. 621-15 du code monétaire et financier ; art. L. 464-5-1 [nouveau] du code de commerce ; art. 44 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Majoration du montant des amendes pénales et douanières et des sanctions financières pour financer l'aide aux victimes) (p. 5369). (p. 5370). - **Article 18 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 147-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical) (p. 5371). (p. 5371, 5372). - **Article 18 sexies (Texte non modifié par la commission)** (art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Simplification des conditions de mise en œuvre de la procédure de suspension de peine pour raison médicale) (p. 5372). (p. 5372). - **Article additionnel après l'article 19 A** (p. 5373). (p. 5373, 5374). - **Article 19 B (nouveau)** (art. 2, 3, 6, 8, 8-2, 9, 10, 12, 13, 24-1, 24-2, 24-3,

24-5, 24-6, 24-7 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; art. 251-7 et 251-8 du code de l'organisation judiciaire - Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs) (p. 5375, 5376). (p. 5378, 5379). (p. 5379). - **Article additionnel après l'article 19 B** (p. 5380). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. 735, 712-6 et 712-7 du code de procédure pénale - Dispositions transitoires) (p. 5381). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 5382). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur différée) (p. 5383). (p. 5383, 5384). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 64-1 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Application outre-mer) (p. 5384). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5388).

- **Question orale sans débat sur les associations d'aide aux victimes d'infractions et de médiation pénale** - (8 juillet 2014) (p. 5774, 5775).

- **Projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive - Commission mixte paritaire [n° 691 (2013-2014)]** - (17 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6252, 6255). (p. 6264, 6266). - **Article 7 ter A (Prise en compte de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul dans l'octroi de réductions supplémentaires de la peine)** (p. 6280, 6281). - **Article 20 (Entrée en vigueur différée)** (p. 6281). - **Article 21 (Application outre-mer)** (p. 6281). (p. 6282).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Etat d'avancement de la plateforme technique des écoutes judiciaires** - (17 juillet 2014) (p. 6288, 6289).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7764, 7766). - **Article 2 (chapitre VI [nouveau] du titre X du livre IV du code de procédure pénale : art. 696-48 à 696-89 [nouveaux] - Reconnaissance mutuelle, en France et dans les autres pays européens, des décisions de placement sous contrôle judiciaire, ou des autres mesures équivalentes, prononcées par une autorité judiciaire d'un pays donné, mais exécutées dans un autre pays)** (p. 7779). (p. 7779). - **Article 3 (Titre VII quater [nouveau] du livre V du code de procédure pénale : art. 764-1 à 764-43 [nouveaux] - Dispositions tendant à transposer la décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution)** (p. 7785). (p. 7785). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 20-12 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Reconnaissance des condamnations et des décisions de probation pour les mineurs) (p. 7786, 7787). - **Article 4 bis (nouveau) (chapitre VII [nouveau] du titre X du livre IV du code de procédure pénale : art. 696-90 à 696-106 [nouveaux] ; art. 227-34 [nouveau] du code pénal - Reconnaissance mutuelle, au sein de l'Union européenne, des décisions de protection prises à l'encontre des victimes d'infraction)** (p. 7787). (p. 7790). - **Article 4 ter (nouveau) (sous-titre III [nouveau] du titre préliminaire du livre 1er du code de procédure pénale : art. 10-2 à 10-5 [nouveaux], art. 53-1, 75, 183 et 391 - Droits des victimes)** (p. 7791). (p. 7791). (p. 7791). (p. 7792). (p. 7792). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 7793, 7794). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 7795). (p. 7796). (p. 7796). (p. 7796, 7797). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7797). (p. 7798). (p. 7798, 7799). (p. 7799). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Application outre-mer) (p. 7800).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2014) (p. 9277, 9279). - **Etat B** (p. 9280). - **Article additionnel après l'article 56** (p. 9281). - **Article 56 quater (nouveau)** (Reconnaissance du caractère

discriminatoire et abusif du licenciement pour faits de grève des mineurs grévistes en 1948 et 1952 et versement d'une allocation forfaitaire) (p. 9283).

TESTON (Michel)
sénateur (Ardèche)
SOC

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre suppléant du Conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité jusqu'au 17 février 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 650 (2013-2014)] portant réforme ferroviaire [n° 681 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 734 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Reconfiguration du canal Seine-Nord-Europe - Audition de M. Rémi Pauvros, député.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Loi Littoral - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Antoine Maucorps, chef de la mission de la tarification

et Olivier Quoy, adjoint, direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Audition de M. Laurent Trévisani, directeur général de SNCF Participations et directeur stratégie du groupe SNCF.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Pascal Bertheaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition conjointe de MM. Jean-Philippe Vachia, président de la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes, François-Roger Cazala, conseiller-maître, président de la section « transports » à la 7^{ème} chambre de la Cour des comptes, Vincent Léna, conseiller maître à la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes, Nicolas Brunner, conseiller maître, président de la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon, et Jacques Schwartz, président de section à la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine.

Audition de M. Daniel Bursaux, directeur général des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*): Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain-Dubourg, rapporteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE.

(*commission du développement durable*): Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain Dubourg, auteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'Environnement du CESE.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Demande de saisine pour avis, nomination d'un rapporteur pour avis et examen du rapport verbal.

(*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de M. Dominique Bussereau, ancien secrétaire d'Etat chargé des transports.

Audition de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ancienne secrétaire d'Etat chargée de l'écologie et ancienne ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds*): Audition de

Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission du développement durable*): Bilan de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*): Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*): Activités privées de protection des navires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition de M. Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'Homme, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et d'Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission du développement durable*): Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Stéphane Saint-André, député, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de Voies navigables de France (VNF).

Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de MM. Olivier Roussat, président-directeur général et Didier Casas, secrétaire général de Bouygues Telecom.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*): Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jacques Rapoport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'AREVA.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'Areva.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Henri Proglio, président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds - Communication.

Réforme ferroviaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pierre Mongin, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en application de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant réforme ferroviaire.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet de Beaune, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la société Aéroports de Paris (ADP).

Audition de Mme Christine Noiville, candidate proposée aux fonctions de présidente du Haut conseil des biotechnologies.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Taxis et voitures de transport avec chauffeur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 septembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).

Vote sur la proposition de nomination du président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture [n° 267 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 319, 320).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture [n° 268 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**.

- **Question orale sans débat sur l'infestation croissante de la châtaigneraie française par le cynips** - (21 janvier 2014) (p. 408). (p. 409).

- **Question orale sans débat sur les inquiétudes des producteurs d'huile essentielle de lavande** - (4 février 2014) (p. 1279, 1280). (p. 1280).

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1456, 1458).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (11 avril 2014) - **Article 7 (art. L. 631-24, L. 631-24-1 [nouveau], L. 631-25, L. 631-27, L. 631-28 et L. 631-29 [nouveaux], art. L. 551-1 du code rural et de la pêche maritime - Modification des règles relatives à la contractualisation et renforcement du rôle du médiateur des relations commerciales agricoles)** (p. 2809). (p. 2812). (p. 2812). (p. 2813). (p. 2813).

- **Question orale sans débat sur l'incohérence de l'application de la réglementation européenne en matière d'enrichissement des vins** - (15 avril 2014) (p. 3071). (p. 3072).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)] (suite)** - (15 avril 2014) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 3153). (p. 3153).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 548 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4346, 4348). - **Article unique (art. 5, 7 et 8 de la Charte de l'environnement de 2004 - Prise en compte de la recherche scientifique et de l'innovation technologique dans la Charte de l'environnement au titre du principe de précaution)** (p. 4357).

- **Proposition de loi facilitant le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public [n° 562 (2013-2014)]** - (3 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4429, 4430).

- **Débat sur l'application de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les**

transports terrestres réguliers de voyageurs - (10 juin 2014) (p. 4668, 4669).

- **Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à l'affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports [n° 59 (2011-2012)]** - (19 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5036, 5038). - **Article 3** (*Gage financier*) (p. 5044).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (30 juin 2014) (p. 5403, 5404).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire [n° 682 (2013-2014)]** - (9 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 683 (2013-2014)** (p. 5868, 5871).

- Rapporteur de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5897). - **Article 1er** (art. L. 2100-1, L. 2100-2, L. 2100-3, L. 2100-4, L. 2101-1, L. 2101-2, L. 2101-3, L. 2101-4, L. 2101-5, L. 2101-6, L. 2102-1, L. 2102-1-2, L. 2102-1-3, L. 2102-2, L. 2102-3, L. 2102-3-1, L. 2102-4, L. 2102-5, L. 2102-6, L. 2102-7, L. 2102-8, L. 2102-9, L. 2102-10, L. 2102-11, L. 2102-13 A, L. 2012-13, L. 2102-14, L. 2102-15, L. 2102-16, L. 2102-17, L. 2102-18 [nouveaux] du code des transports - *Système de transport ferroviaire national et groupe public ferroviaire*) (p. 5907). (p. 5908). (p. 5908). (p. 5909). (p. 5910). (p. 5911). (p. 5912). (p. 5912). (p. 5913). (p. 5914). (p. 5915). (p. 5915). (p. 5916). (p. 5918). (p. 5919). (p. 5920). (p. 5921). (p. 5922). (p. 5922). (p. 5924). (p. 5925). (p. 5926). (p. 5927). (p. 5927). (p. 5928). (p. 5928). (p. 5928). (p. 5929). (p. 5929). (p. 5930). (p. 5931).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2014) (p. 5948). (p. 5949). (p. 5951). (p. 5951, 5952). (p. 5952). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 5954). (p. 5955). - **Article 2** (art. L. 2111-1, L. 2111-2, 2111-9, L. 2111-10, L. 2111-10-1, L. 2111-11, L. 2111-12, L. 2111-13, L. 2111-14, L. 2111-15, L. 2111-16, L. 2111-16-1 à L. 2111-16-4 [nouveaux], L. 2111-17, L. 2111-18, L. 2111-19, L. 2111-20, L. 2111-22, L. 2111-23, L. 2111-24, L. 2111-25, L. 2111-26 [nouveau] du code des transports - *SNCF Réseau*) (p. 5961). (p. 5962). (p. 5964). (p. 5966, 5967). (p. 5969, 5970). (p. 5971). (p. 5974). (p. 5975). (p. 5975, 5976). (p. 5976). (p. 5980). (p. 5980). (p. 5981). (p. 5981). (p. 5982). (p. 5983). (p. 5983). (p. 5984). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5984). - **Article 2 bis A** (art. L. 3114-1, L. 3114-2 et L. 3114-3 [nouveaux] du code général de la propriété des personnes publiques - *Transfert de propriété du domaine public ferroviaire au bénéfice des régions*) (p. 5987). - **Article 2 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2112-1-1 [nouveau] et L. 2121-10 du code des transports - *Compétence des régions pour créer ou exploiter des lignes d'intérêt régional*) (p. 5988). - **Article additionnel après l'article 2 bis B** (p. 5989). - **Article 2 bis** (art. L. 2121-12 et L. 2133-1 du code des transports - *Vérification de l'objet principal du service en matière de cabotage*) (p. 5990). (p. 5992). - **Article 2 ter** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le traitement de l'évolution de la dette historique du système ferroviaire*) (p. 5994). (p. 5995). (p. 5996). - **Article 3** (art. L. 2122-2, L. 2122-4, L. 2122-4-1 et L. 2122-4-2 [nouveaux], L. 2122-9, L. 2123-1, L. 2123-2-1 [nouveau], L. 2123-3 à L. 2123-11 du code des transports - *Maintien de la compétence de gestion des gares auprès de SNCF Mobilités*) (p. 5998). (p. 5999). (p. 6000). - **Article 4** (art. L. 2131-1, L. 2131-2, L. 2131-4, L. 2132-1, L. 2132-2, L. 2132-3, L. 2132-4, L. 2132-5, L. 2132-7, L. 2132-8, L. 2132-8-1 et L. 2132-8-2 [nouveaux], L. 2132-9, L. 2132-10, L. 2132-13, L. 2133-4, L. 2133-5, L. 2133-5-1 [nouveau], L. 2133-9, L. 2133-10 et L. 2133-11 [nouveaux], L. 2134-2, L. 2134-3, L. 2135-1, L. 2135-2, L. 2135-7 et L. 2135-8 du code des

transports - Autorité de régulation des activités ferroviaires, ARAF) (p. 6004). (p. 6004). (p. 6005). (p. 6006). (p. 6007). (p. 6008). (p. 6008). (p. 6009). - **Article 5** (art. L. 2141-1, L. 2141-2, L. 2141-3, L. 2141-5, L. 2141-6, L. 2141-7, L. 2141-8, L. 2141-9, L. 2141-10, L. 2141-11, L. 2141-12, L. 2141-13, L. 2141-14, L. 2141-15, L. 2141-16, L. 2141-18 et L. 2141-19 du code des transports - *SNCF Mobilités*) (p. 6011). (p. 6011). (p. 6012). (p. 6013). (p. 6013). (p. 6014). (p. 6014, 6015). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6017). - **Article 5 bis** (art. L. 2144-2 du code des transports - *Compétences et prérogatives des régions*) (p. 6018). (p. 6021, 6022). (p. 6027). (p. 6028). - **Article 5 ter (nouveau)** (art. L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-70, L. 2333-71 et L. 2333-74 du code général des collectivités territoriales - *Versement transport interstitiel au profit des régions*) (p. 6028). (p. 6029, 6030). (p. 6030). (p. 6031). - **Article 6** (art. L. 1321-1, L. 1321-3, L. 1321-3-1 [nouveau], L. 1321-9 et L. 2161-1, L. 2161-2, L. 2162-1 et L. 2162-2 [nouveaux] du code des transports - *Cadre social commun*) (p. 6033). (p. 6033). - **Article 6 bis A (nouveau)** (art. L. 2231-8-1 du code des transports - *Protection des circulations ferroviaires contre les perturbations liées aux ondes émises par des tiers*) (p. 6034). - **Article 6 ter A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2221-11, L. 2221-12 [nouveaux] et L. 2221-6 du code des transports - *Obligation de compte rendu d'événements mettant en cause la sécurité ferroviaire*) (p. 6034). - **Article 6 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2241-1, L. 2241-1-1 et L. 2242-9 [nouveaux] du code des transports - *Libre accès aux trains des officiers et agents de police judiciaire*) (p. 6035). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6037). (p. 6037). - **Article 10** (*Transfert à SNCF Réseau des biens, droits et obligations attachés aux missions de gestion de l'infrastructure*) (p. 6038). (p. 6039). - **Article 11** (*Transfert à la SNCF des biens, droits et obligations liés à ses missions*) (p. 6040). (p. 6040). - **Article 11 bis** (*Transfert à SNCF Réseau de terminaux de marchandises et de certaines installations de services*) (p. 6041). - **Articles additionnels après l'article 11 bis** (p. 6042). (p. 6043). - **Article 12** (*Poursuite des contrats de travail des agents de la SNCF et de RFF*) (p. 6044). (p. 6045). - **Article 16** (*Transfert de la propriété des biens du domaine public intéressant la défense nationale*) (p. 6045). - **Article 18 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Élections professionnelles anticipées*) (p. 6046). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Date d'entrée en vigueur de la loi*) (p. 6046).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF [n° 683 (2013-2014)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 682 (2013-2014)**. - (10 juillet 2014) - rapporteur de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Remplacement du terme de vice-président du directoire par celui de « président délégué » du directoire*) (p. 6050). - **Vote sur l'ensemble** (p. 6051).

- **Projet de loi portant réforme ferroviaire - Commission mixte paritaire [n° 152 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 153 (2013-2014)** (p. 6675, 6676).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF - Commission mixte paritaire [n° 153 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 152 (2013-2014)**.

- **Proposition de loi relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur [n° 742 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6763, 6764). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6789).

TEULADE (René)
sénateur (Corrèze)
SOC

Décédé le 13 février 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 13 février 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

TOCQUEVILLE (Nelly)
sénatrice (Seine-Maritime)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Henri Malosse, président du comité économique et social européen.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'extension de l'allocation transitoire de solidarité** - (7 janvier 2014) (p. 21). (p. 22).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1306, 1307).

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET).

Rapport public thématique relatif à la grande vitesse ferroviaire - Audition de MM. François-Roger Cazala, Arnold Migus, Paul-Henri Ravier et André Le Mer, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Ruralité et hyper-ruralité : restaurer l'égalité républicaine »** - (18 novembre 2014) (p. 8382, 8283).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9490, 9491).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des**

dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] - (11 décembre 2014) - Discussion générale (p. 10102, 10103).

TODESCHINI (Jean-Marc)
secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire (à partir du 22 novembre 2014)
sénateur (Moselle)
SOC
(jusqu'au 21 décembre 2014)

Questeur du Sénat jusqu'au 30 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 9 octobre 2014 au 18 décembre 2014.

Membre de la commission des finances jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre de la commission des affaires européennes du 9 octobre 2014 au 18 décembre 2014.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe du 29 octobre 2014 au 18 décembre 2014.

Premier vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle (3 février 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 7 (2013-2014)] visant à reconquérir l'économie réelle [n° 315 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin d'autoriser le Bureau à prononcer des sanctions disciplinaires à l'encontre des membres du Sénat qui auraient manqué à leurs obligations en matière de conflits d'intérêts [n° 657 (2013-2014)] (25 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Musée national du sport : une dernière chance à saisir [n° 728 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des finances*) : Reconquérir l'économie réelle - Communication en vue de l'examen des articles 4 à 8 ter du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : Musée national du sport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de MM. Patrick Kanner, ministre

de la ville, de la jeunesse et des sports, et Thierry Braillard, secrétaire d'Etat chargé des sports.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique et agricole » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1291, 1292).

- Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article 5** (*art. L. 225-123 du code de commerce - Droit de vote double*) (p. 1347).

- **Question orale sans débat sur le traitement de la cataracte** - (6 mai 2014) (p. 3691). (p. 3692).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la filière bois en Lorraine** - (6 mai 2014) (p. 3695). (p. 3696).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation

- (1er décembre 2014) (p. 9342, 9346).

- Secrétaire d'Etat - **Etat B** (p. 9347). (p. 9350, 9351). - **Article 48** (*art. L. 52-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Revalorisation des majorations spéciales de pensions des conjoints survivants des grands invalides de guerre*) (p. 9352).



DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 447 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obligation d'installer des défibrillateurs cardiaques dans les lieux publics** - (9 janvier 2014) (p. 183).

- **Question orale sans débat sur les déchets d'activités de soins infectieux provenant de malades soignés à domicile** - (21 janvier 2014) (p. 401).

- **Question orale sans débat sur le maintien de l'unité d'oncologie pédiatrique à l'hôpital de Garches** - (21 janvier 2014) (p. 402).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge médico-sociale des cancers en Seine-Saint-Denis** - (21 janvier 2014) (p. 403).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge de l'autisme en région Nord-Pas-de-Calais** - (21 janvier 2014) (p. 404).

- **Question orale sans débat relative au service d'urgence sur le bassin d'Agde** - (21 janvier 2014) (p. 405).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 499, 501). (p. 510, 511).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la santé [n° 325 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1654, 1655). (p. 1663, 1664). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5122-14, L. 5131-1 à L. 5131-11, L. 513-10-2, L. 513-10-3, L. 513-10-4, L. 513-10-5 à L. 513-10-10 [nouveaux], L. 5431-2, L. 5431-5, L. 5431-6, L. 5431-7, L. 5431-8 et L. 5431-9 [nouveaux], L. 5437-2, L. 5437-3 à L. 5437-5 [nouveaux] du code de la santé publique - Produits cosmétiques et de tatouage*) (p. 1670). (p. 1670).

- **Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)]** - (13 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1683, 1686). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1697).

- **Débat sur le bilan des 35 heures à l'hôpital** - (27 février 2014) (p. 2455, 2458).

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4725, 4728).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6121, 6123). (p. 6139, 6141). - **Question préalable** (p. 6144).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6582). - **Article 2** (*art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants*) (p. 6597). (p. 6598). (p. 6598, 6599). (p. 6601, 6602). (p. 6602). (p. 6602). (p. 6603). (p. 6603). (p. 6604). - **Article 9** (*art. L. 732-24 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime - Absence exceptionnelle de revalorisation de prestations de sécurité sociale au 1er octobre 2014*) (p. 6619). - **Article 9 sexies** (*art. 56 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Modulation en faveur des signataires d'un contrat d'accès aux soins du montant des plafonds de prise en charge des dépassements par les contrats d'assurance complémentaires éligibles à l'ACS*) (p. 6622). - **Article 10** (*Rectification de la dotation de l'assurance maladie au fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP) pour l'année 2014*) (p. 6623). - **Article 12** (*Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) et de ses*

sous-objectifs) (p. 6624, 6625). - **Seconde délibération** (p. 6625). - **Article 9 (supprimé)** (art. L. 732-24 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime - Absence exceptionnelle de revalorisation de prestations de sécurité sociale au 1er octobre 2014) (p. 6626).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Ebola** - (30 octobre 2014) (p. 7539).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7945, 7948).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) - **Question préalable** (p. 8000).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C) (p. 8015). (p. 8017). (p. 8018). (p. 8019). (p. 8019). (p. 8020). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8021, 8022). - **Article 5** (Rectification des prévisions de recettes, des objectifs de dépenses et des tableaux d'équilibre pour 2014) (p. 8024, 8025).

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8097). (p. 8102). (p. 8104). (p. 8105). (p. 8106). - **Article 13** (art. 995 et 1001 du code général des impôts et art. L. 131-8, L. 137-6, L. 137-7, L. 137-9, L. 138-20, L. 241-6, L. 862-3, L. 862-4, L. 871-1 et L. 911-7 du code de la sécurité sociale - Rationalisation de la fiscalité des contrats d'assurance maladie complémentaire et des contrats d'assurance automobile) (p. 8109). - **Article 14** (art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés) (p. 8113).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le RSA et la suppression de la prime pour l'emploi dans le cadre du projet de loi de finances rectificative** - (13 novembre 2014) (p. 8125).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'amélioration des aides sociales** - (13 novembre 2014) (p. 8127).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] (suite)**

Troisième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 15** (art. L. 243-6-5 [nouveau], L. 243-7, L. 243-13 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 724-7, L. 724-7-1 [nouveau], L. 725-12 et L. 725-26 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Dispositions relatives au contrôle et au recouvrement des cotisations et contributions sociales) (p. 8129). (p. 8130). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 122 de loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - Plan de désendettement social de l'agriculture corse) (p. 8130, 8131). - **Article 16** (art. L. 243-6 du code de la sécurité sociale - Simplification de l'action en remboursement de cotisations accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) indues) (p. 8132). - **Article 18** (art. L. 133-5-3, L. 136-5, L. 241-6-2, L. 752-4 et L. 212-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 5427-1 et L. 6331-53 du code du travail - Dissolution de la caisse maritime d'allocations familiales) (p. 8134). - **Article 20** (Alignement sur le droit commun des circuits financiers et comptables de la caisse de sécurité sociale de Mayotte) (p. 8138). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8139). - **Article 21** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité) (p. 8141). (p. 8142). (p. 8144). - **Modification d'une demande de réserve** (p. 8145).

Article 10 (précédemment réservé) (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17-5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments) (p. 8149). (p. 8150). (p. 8151). (p. 8152). (p. 8152). (p. 8153, 8154). (p. 8154).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 29** (art. L. 161-35-2 (nouveau), L. 162-16-7 et L. 863-3 du code de la sécurité sociale - Tiers payant intégral pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS) (p. 8180, 8181). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8182). (p. 8183). (p. 8183). (p. 8184). (p. 8185, 8186). (p. 8187). - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 322-4 du code de la sécurité sociale - Exonération des participations forfaitaires et des franchises pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS) (p. 8188). (p. 8188). - **Articles additionnels après l'article 29 bis** (p. 8189). (p. 8192). (p. 8193). (p. 8193, 8194). - **Article 30** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Exonération du ticket modérateur sur les honoraires de dispensation complémentaire en cas d'ordonnance complexe) (p. 8194). - **Article 31** (art. L. 331-6, L. 613-19-3 (nouveau), L. 722-8-4 (nouveau), L. 732-11 et L. 732-12-2 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ; art. L. 1225-28 du code du travail - Transfert d'indemnisation liée au congé maternité au parent survivant en cas de décès de la mère) (p. 8197). - **Article 33** (Création des centres d'information, de dépistage et de diagnostic gratuit des infections sexuellement transmissibles, CIDDG) (p. 8199). (p. 8200). - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 8201).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 34** (art. L. 3111-11 et L. 3112-3 du code de la santé publique - Prise en charge des vaccins réalisés dans les centres publics de vaccination) (p. 8214). (p. 8214). (p. 8215). (p. 8215). - **Article 35** (art. L. 1114-5 (nouveau) du code de la santé publique et L. 221-1 du code de la sécurité sociale - Financement des associations d'usagers et des organismes concourant à la promotion de leurs droits) (p. 8216, 8217). - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques) (p. 8221, 8222). (p. 8223, 8224). - **Article 37** (art. L. 6111-3-1 [nouveau] du code de la santé publique et L. 166-22-8-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Hôpitaux de proximité) (p. 8226). - **Article 38** (art. L. 1435-4-3 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'un praticien territorial de médecine ambulatoire, PTMA) (p. 8228). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8229, 8230). (p. 8232). - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments dérivés du sang) (p. 8256). (p. 8257, 8258). (p. 8259). (p. 8260). (p. 8261). - **Article 45** (art. L. 322-5 du code de la sécurité sociale - Régulation de l'offre de taxis conventionnés avec l'assurance maladie pour le transport assis de patients) (p. 8263). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 8263, 8264). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8264). - **Article 47** (art. L. 162-16-6, L. 162-22-7 et L. 165-2 du code de la sécurité sociale - Modification des modalités de fixation du tarif des médicaments de la liste en sus) (p. 8265). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8266, 8267). (p. 8268). (p. 8268). (p. 8269). (p. 8270). (p. 8271). (p. 8271).

TOURENNE (Jean-Louis)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 4 novembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du

conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 7** (*art. L. 130-1, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 131-2, L. 131-3, section II du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 133-10, L. 136-2, L. 136-5, L. 136-8, L. 137-11-1, L. 241-3, L. 242-13, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-11, L. 244-14 et L. 612-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et de la famille, art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 761-10 du code rural et de la pêche maritime et art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Prélèvements sociaux applicables aux revenus de remplacement*) (p. 8034). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8059). (p. 8062).

Quatrième partie :

- (14 novembre 2014) - **Article 36** (*art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques*) (p. 8224). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8287).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Égalité des territoires et logement

- (3 décembre 2014) (p. 9503, 9504).

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 octobre 2014 ; secrétaire de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (26 mai 2014).

Membre suppléant du Conseil national du développement et de la solidarité internationale le 23 janvier 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à autoriser les communes à moduler la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction de la composition des foyers [n° 425 (2013-2014)] (1er avril 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement - Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur les musées privés [n° 429 (2013-2014)] (8 avril 2014) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 501 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord instituant le Consortium des centres internationaux de recherche agricole en qualité d'organisation internationale [n° 508 (2013-2014)] (7 mai 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 270 (2013-2014)] autorisant l'adhésion de la France au protocole à la convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages [n° 67 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 110 tome 5 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord instituant le Consortium des centres internationaux de recherche agricole en qualité d'organisation internationale et approbation de l'accord entre la France et le Consortium des centres internationaux de recherche agricole relatif au siège du Consortium et à ses privilèges et immunités sur le territoire français - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Mattéi, ambassadeur représentant la France à l'OTAN.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La France face à l'émergence de l'Asie du Sud-Est - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Adhésion de la France au protocole à la convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation des amendements de Manille à l'annexe de la convention internationale de 1978 dite convention STCW et du code STCW - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Equipement des forces » - Mission « Défense » - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Soutien de la politique de la défense » - Mission « Défense » - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Ratification de l'accord entre la France et le Gouvernement du Turkménistan relatif aux services aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » - Programme « Gendarmerie » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurité » - Programme « Gendarmerie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » - Programme « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la consommation** - *Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]* - (29 janvier 2014) - **Article 61** (art. L. 441-6 et L. 441-6-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 896, 897).

TROENDLÉ (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

Réélue le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 9 octobre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'individualisation des peines et à la prévention de la récidive (2 juillet 2014).

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4979, 4980).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en Irak** - (24 septembre 2014) (p. 6894, 6896).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Défense - Compte d'affectation spéciale : Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État

- (3 décembre 2014) (p. 9521, 9522).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours ; nouvelle nomination le 21 novembre 2014.

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile jusqu'au 20 décembre 2014.

Présidente de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à améliorer le fonctionnement des institutions [n° 801 (2013-2014)] (15 septembre 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 782 (2013-2014)] autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire [n° 33 (2014-2015)] (15 octobre 2014) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Sécurité civile [n° 114 tome 16 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables d'associations de parents d'élèves.

Audition de responsables syndicaux représentant les enseignants et les inspecteurs de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Georges Fotinos, ancien inspecteur général de l'éducation nationale.

Audition de MM. Vanik Berberian, président des maires ruraux de France et maire de Gargillesses-Dampierre, Jean-Marie Vercruyse, président des maires ruraux de l'Orne et maire d'Aube, Serge Spilmann, maire de Courteranges.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Évelyne Beaumont, adjointe au maire d'Arras, M. Fabrice Bailleul, directeur général adjoint en charge de la cohésion sociale de la ville d'Arras, Mme Pascale Massicot, adjointe au maire de Nevers, Mme Élodie Verrysser, directrice de l'éducation à la ville de Nevers, et Mme Florence de Marignan, de la Fédération des maires des villes moyennes.

Audition des représentants du Syndicat national unitaire d'instituteurs et professeurs des écoles et PEGC (SNUIPP-FSU) et du Syndicat national des personnels d'inspections (SNPI-FSU).

M. Michel Destot, président de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de responsables d'associations d'éducation populaire.

Audition de responsables du Groupement de défense des idées des directeurs (GDID).

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de MM. Bernard Lempereur et Norbert Trichard, du Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public (SNUDI-FO), Mmes Françoise Harl, co-secrétaire de la Fédération des syndicats SUD éducation et Sabine Duran, représentante départementale et M. Patrick Désiré, secrétaire général de CGT *Éduc'action*.

Audition de Mmes Anne-Sophie Benoit, présidente de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes de France (ANDEV), Ornella De Giudice, vice-présidente de l'association, et Marie-José Torrero, membre du conseil d'administration.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. François Testu, chronopsychologue.

Audition de M. Pascal Balmand, secrétaire général de l'enseignement catholique.

Audition de Mme Carole Delga, députée de Haute-Garonne, et M. Pierre-Alain Roiron, membres du conseil d'administration de l'Association des petites villes de France (APVF), Mme Laurence Tartour, en charge des finances locales à l'APVF.

Audition de Mmes Claire Pontais et Nathalie François, secrétaires nationales du Syndicat national de l'éducation physique et sportive (SNEP-FSU).

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Mikaël Garnier-Lavalley, délégué interministériel à la jeunesse, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, M. Marc Engel, chef du bureau de la protection des mineurs en accueils collectifs et des formations, Mme Sylvie Martinez, chargée de mission à la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) et M. Vianney Sevaistre, sous-directeur de l'emploi et de la formation à la direction des sports du ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président, Daniel Lenoir, directeur général, et Frédéric Marinacé, directeur des politiques familiales et sociales de la CNAF.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. François Deluga, président du Centre national de la fonction publique territoriale.

Audition de Mme Claire Leconte, chercheur en chronobiologie.

Audition de Mme Danièle Carlier, adjointe au maire de Creil et de M. Philippe Raluy, directeur général des services, pour l'association Ville et banlieue.

Point d'étape.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Benoît Hamon, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du jeudi 3 juillet 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Désignation d'un vice-président délégué pour la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales. Travail de la délégation en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christian Martin, conseiller maître à la Cour des comptes, sur les finances communales.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le renouvellement d'un emploi contractuel au sein d'un syndicat mixte** - (7 janvier 2014) (p. 6, 7). (p. 7).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 53, 54).

- **Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)]** - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 450, 452).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article unique** (p. 3621, 3622). (p. 3622).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (15 mai 2014) (p. 4030, 4031).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4823, 4824). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 523-1 du code de la sécurité intérieure - *Coordination*) (p. 4858). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 4859).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 7296, 7298). - **Article 1er (Réintroduction de la faculté d'un accord plus strictement contraint)** (p. 7312). (p. 7313). (p. 7314). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7315). - **Article 2 (Droit d'option temporaire pour l'application du dispositif proposé)** (p. 7316). (p. 7317). (p. 7317).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7433, 7434).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour la sécurité civile (p. 9175, 9176).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10380, 10381).

TROPEANO (Robert)
sénateur (Hérault)
RDSE

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (29 janvier 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à supprimer les alinéas 8 à 10 de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel du 1er juillet 2014 [n° 776 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** - (7 janvier 2014) (p. 72, 73).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Article 5 (Contrats de ville)** (p. 262).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 7 (Communication d'information des collectivités territoriales envers l'observatoire national de la politique de la ville)** (p. 275, 276). (p. 276).

- **Question orale sans débat relative au service d'urgence sur le bassin d'Agde** - (21 janvier 2014) (p. 404, 405). (p. 405).

- **Projet de loi relatif à la consommation - Deuxième lecture [n° 283 (2013-2014)]** - (28 janvier 2014) - **Article 4 (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 112-11, L. 112-12, L. 113-3, art. L. 113-7, L. 113-8 et L. 113-9 [nouveaux] et L. 117-1 [nouveau] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur)** (p. 752, 753).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 381 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2266, 2267).

- **Projet de loi relatif à la géolocalisation - Commission mixte paritaire [n° 375 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2294, 2295).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (14 avril 2014) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 722-5, L. 722-5-1 [nouveau], L. 722-6, L. 722-7, L. 723-3, L. 731-23, L. 732-39 du code rural et de la pêche maritime - Remplacement de la surface minimum d'installation par une activité minimale pour l'assujettissement à la mutualité sociale agricole) (p. 2969). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 427-6 du code de l'environnement - Autorisation de tir de prélèvement du loup en cas d'attaque avérée) (p. 3000).

- **Question orale sans débat sur le devenir de la ligne Aubrac** - (15 avril 2014) (p. 3063). (p. 3063, 3064).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3467, 3469). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre diverses mesures proposées par la concertation nationale sur l'accessibilité et d'adapter certaines dispositions à l'outre-mer*) (p. 3496, 3497). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3503).

- **Proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié [n° 486 (2013-2014)]** - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3646, 3648).

- **Question orale sans débat sur la dotation horaire globale du collège de Bessan** - (6 mai 2014) (p. 3700). (p. 3701).

- **Question orale sans débat sur les aides à l'enrichissement du vin pour les vignobles du sud de la France** - (20 mai 2014) (p. 4082). (p. 4083).

- **Question orale sans débat sur l'aide aux viticulteurs qui pratiquent les méthodes d'enrichissement du vin aux moûts concentrés et concentrés rectifiés** - (27 mai 2014) (p. 4298). (p. 4298).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 546 (2013-2014)]** - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4316). - **Article 1er** (*Modalités d'établissement des schémas régionaux des crématoriums*) (p. 4320).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 40 AD** (art. L. 120-1, L. 120-2, L. 120-18 et L. 120-34 du code du service national - *Volontariat associatif*) (p. 4562). (p. 4562).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Commission mixte paritaire [n° 557 (2013-2014)]** - (5 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4594, 4595).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme territoriale** - (5 juin 2014) (p. 4624, 4625).

- **Question orale sans débat sur les abattages de milliers de platanes centenaires dans le Sud-Est** - (17 juin 2014) (p. 4892, 4893). (p. 4893).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 747 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Discussion**

générale (p. 6463, 6464). - **Article 1er ter** (*Simplification de l'éco-prêt à taux zéro*) (p. 6473, 6474).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Deuxième lecture [n° 744 (2013-2014)]** - (21 juillet 2014) - **Article 24** (**Texte non modifié par la commission**) (*Habilitation du Gouvernement à prendre des mesures législatives par voie d'ordonnance*) (p. 6499). - **Article 26** (art. L. 361-7, L. 718-2-1, L. 718-2-2, L. 800-1, L. 810-2, L. 811-1, L. 811-2, L. 811-5, L. 811-6, L. 811-8, L. 811-12 [nouveau], L. 813-1, L. 813-2, art. L. 813-8-1 et L. 813-8-2 [nouveaux] et L. 814-2 du code rural et de la pêche maritime, et art. L. 341-1 et L. 421-22 du code de l'éducation - *Modernisation de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles*) (p. 6507). - **Article 29** (art. L. 112-1, L. 113-1, L. 113-2, L. 121-2, L. 121-2-1 et L. 121-2-2 [nouveaux], L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 122-6, L. 312-1, L. 122-3-1 [nouveau], L. 122-12 à L. 122-15 [abrogés], L. 123-1 à L. 123-3, L. 125-1, L. 125-2, L. 133-3, L. 152-1, L. 153-1, L. 153-1-1 et L. 153-1-2 [nouveaux], L. 153-8 [nouveau], L. 154-2, L. 156-4 [nouveau], L. 222-1 et L. 312-1 du code forestier ; art. L. 126-1, L. 151-37, L. 632-1-2, L. 632-2 et L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 132-1, L. 132-2, L. 414-8, L. 425-1, L. 425-4, L. 425-6 et L. 425-12 du code de l'environnement ; art. L. 111-9-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - *Adaptation des missions et de la gouvernance de la politique forestière. Encadrement de la conservation des ressources génétiques forestières. Création d'un fonds stratégique de la forêt et du bois*) (p. 6515). (p. 6517, 6518). (p. 6518).

TRUCY (François)
sénateur (Var)
UMP

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Collège du comité consultatif des jeux et commission consultative des jeux de cercle et de casinos.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le service historique de la défense : donner un avenir à la mémoire de la Nation en armes [n° 358 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Défense - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le pilier militaire de la sécurité civile : l'exemple de l'unité d'intervention et d'instruction de la sécurité civile n° 7 (UIISC 7), [n° 702 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des finances*) : Approfondissement de l'Union économique et monétaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Perspectives d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Audition conjointe de MM. Serge Morvan, directeur général des collectivités locales, Yann Le Meur, professeur à l'université de Rennes I, et Jean-Michel Uhaldeborde, professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des finances*) : Services historiques de la défense - Communication.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Charles Coppolani, président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL).

Mise en œuvre de la nouvelle doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance-vie en déshérence - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des finances*) : contrôle budgétaire - Musées nationaux - Communication.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Inventaire des œuvres d'art en dépôt dans les représentations diplomatiques - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des finances*) : Dépense fiscale en faveur des anciens combattants - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Externalisations en opérations extérieures - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des finances*) : Moyens de la sécurité civile, l'exemple de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n° 7 (UIISC7) - Contrôle budgétaire - Communication.

Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : contrôle de la politique d'aide publique au développement de la France au Vietnam - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Avenir des préfetures - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 23 juillet 2014 (*commission des finances*) : Enjeux liés au développement du Bitcoin et des autres monnaies virtuelles - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans le Var** - (23 janvier 2014) (p. 613).

TUHEIAVA (Richard)
sénateur (Polynésie française)
SOC-A

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Les zones économiques exclusives ultramarines : le moment de vérité [n° 430 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Gérard Grignon, président de la délégation à l'outre-mer du Conseil économique, social et environnemental.

Thématique : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Michel Aymeric, secrétaire général de la mer.

Réunion du mardi 8 avril 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 468 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3546). - **Article 3** (*art. 622 à 626-12 du code de procédure pénale - Instauration d'une cour unique de révision et de réexamen*) (p. 3553). (p. 3553). (p. 3554).

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 7 octobre 2014.

Membre suppléant du Conseil national des professions du spectacle.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Communication.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nécessaire réforme de la gouvernance de l'Internet - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obligation d'installer des défibrillateurs cardiaques dans les lieux publics** - (9 janvier 2014) (p. 183).

VAIRETTO (André)
sénateur (Savoie)
SOC

NOMINATIONS

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 2 mai 2014.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 5 mai 2014.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Patrimoine naturel de la montagne : concilier protection et développement [n° 384 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*): Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

VALL (Raymond)
sénateur (Gers)
RDSE

Non réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2014.

Vice-président de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires (20 mai 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi portant réforme ferroviaire (10 juillet 2014).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF (10 juillet 2014).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes [n° 521 (2013-2014)] (12 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le droit à l'eau** - (5 février 2014) (p. 1376, 1377).
- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 février 2014) (p. 1386).
- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1436, 1437).

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 310 (2013-2014)] relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 592 (2013-2014)] (10 juin 2014) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable [n° 779 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Reconfiguration du canal Seine-Nord-Europe - Audition de M. Rémi Pavvros, député.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Loi Littoral - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Financement des collectivités et développement économique local - Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale adjointe du groupe Caisse des dépôts.

Nationalisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affectation des dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transport - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission du développement durable*): Mise en œuvre par la France du paquet énergie-climat - Audition de MM. Christian Descheemaeker, président de chambre, Arnold Migus, Jacques Rigaudiat et Henri Paul, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Pascal Bertheaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Yvin, candidat proposé aux fonctions de président du directoire de l'établissement public Société du grand Paris.

Questions diverses.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission du développement durable*): Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission du développement durable*): Protection et mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne - Examen du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain-Dubourg, rapporteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'environnement du CESE.

(*commission du développement durable*): Audition de MM. Antoine Dulin et Alain Bougrain Dubourg, auteurs d'un avis du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur « L'éducation à l'environnement et au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique », accompagnés de Mme Anne-Marie Ducroux, présidente de la section de l'Environnement du CESE.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation de la commission au Québec du 23 au 27 septembre 2013 - Examen du rapport d'information.

Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Demande de saisine pour avis, nomination d'un rapporteur pour avis et examen du rapport verbal.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission du développement durable*): Bilan de l'application des lois - Communication.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission du développement durable*): Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Conférence de Paris 2015 sur le climat - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*commission du développement durable*): Activités privées de protection des navires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition de M. Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'Homme, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de MM. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Éric Denoyer, président-directeur général de Numericable Group, et

de M. Jérôme Yomtov, directeur général délégué de Numericable.

Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et d'Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 15 mai 2014 (*commission du développement durable*): Activités privées de protection des navires - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*commission du développement durable*): Politique de développement et de solidarité internationale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux activités privées de protection des navires.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission du développement durable*): Audition de M. Stéphane Saint-André, député, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de Voies navigables de France (VNF).

Déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nocivité du diesel pour la santé - Demande de saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Demande de saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*commission du développement durable*): Secteur des télécommunications - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, et de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Guillaume Pépy, président de la SNCF.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission du développement durable*): Nocivité du diesel pour la santé - Examen du rapport pour avis.

Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Suite de l'examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*): Sobriété, transparence et concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jacques Rapport, président-directeur général de Réseau ferré de France (RFF).

Transition énergétique - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission du développement durable*): Réforme ferroviaire - Audition de M. Pierre Cardo, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Péage de transit poids lourds - Communication.

Réforme ferroviaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Avancement du projet de cartes d'anticipation du changement climatique - Audition de MM. Pascal Berteaud, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) et Jean-Marc Lacave, président-directeur général de Météo France.

Réduction de la consommation de sacs en plastique légers à poignée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire et nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de la SNCF - Examen des amendements.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*) : Audition de Mme Sylvia Pinel, ministre du logement et de l'égalité des territoires.

Voies navigables de France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Pierre Mongin, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en application de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Vote sur la proposition de nomination du président directeur général de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant réforme ferroviaire.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Augustin de Romanet de Beaune, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la société Aéroports de Paris (ADP).

Audition de Mme Christine Noiville, candidate proposée aux fonctions de présidente du Haut conseil des biotechnologies.

Vote sur la proposition de nomination de la présidente du Haut conseil des biotechnologies.

Vote sur la proposition de nomination du président directeur général de la société Aéroports de Paris (ADP).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1676). (p. 1677).

- **Projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt [n° 387 (2013-2014)]** - (10 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 2633, 2634).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture [n° 444 (2013-2014)]** - (17 avril 2014) - **Article 15 quinquies (suppression maintenue)** (art. 34 de la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants - Extension à toutes les formes de violences de l'obligation pour les autorités consulaires françaises de prendre les mesures adaptées pour assurer le retour sur le territoire français des personnes de nationalité française ou résidant habituellement en France qui en ont été victimes à l'étranger) (p. 3428). (p. 3428). - **Article 17 bis (suppression maintenue)** (art. 373-2, 373-2-9, 373-2-10 et 388-1 du code civil, art. 227-2 du code pénal - Résidence alternée des enfants) (p. 3432). (p. 3434, 3435).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3481, 3482).

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4724, 4725).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques [n° 595 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4940, 4942).

- **Suite de la discussion** (26 juin 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5330).

- **Questions cribles thématiques sur la pollution de l'air** - (26 juin 2014) (p. 5333). (p. 5334).

VALLAUD-BELKACEM (Najat)
*ministre de l'éducation nationale, de
 l'enseignement supérieur et de la
 recherche*
 (à partir du 26 août 2014)
*ministre des droits des femmes, de la
 ville, de la jeunesse et des sports*
 (du 2 avril 2014 au 26 août 2014)
*ministre des droits des femmes, porte-
 parole du Gouvernement*
 (jusqu'au 1er avril 2014)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer dans le droit interne le respect des principes du code mondial antidopage [n° 677 (2013-2014)] (2 juillet 2014) - **Sports**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-692 du 26 juin 2014 relative à l'application à Mayotte de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 809 (2013-2014)] (25 septembre 2014) - **Outre-mer - Éducation**.

Projet de loi portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles, ratifiant diverses ordonnances relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche et portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur [n° 148 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Outre-mer - Éducation**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la feuille de route du Gouvernement en matière d'égalité hommes-femmes** - (9 janvier 2014) (p. 182).

- **Débat sur les violences sexuelles faites aux femmes du fait des conflits armés** - (5 février 2014) (p. 1399, 1401).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Deuxième lecture** [n° 444 (2013-2014)] - (17 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3370, 3373). - **Article 2 E** (art. L. 2242-5 et L. 2242-7 du code du travail - Réforme de la négociation annuelle sur l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes) (p. 3389). (p. 3390). - **Article 2 F (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3121-2 du code du travail - Inclusion des déplacements entre deux lieux de travail dans le temps effectif de travail) (p. 3390). - **Article 2 G (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-6 du code du travail - Rapport à la Commission nationale de négociation collective et au Conseil supérieur de l'égalité professionnelle sur la révision des classifications professionnelles) (p. 3391). (p. 3391, 3392). - **Article additionnel après l'article 2 H** (p. 3392). - **Article 2** (art. L. 161-9, L. 161-9-2, L. 168-7, L. 333-3, L. 381-1, L. 531-1, L. 531-4, L. 531-9, L. 531-10, L. 532-2, L. 544-9, L. 552-1, L. 553-4, L. 755-19, L. 531-4 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1225-48 du code du travail - Réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 3395, 3396). (p. 3396). - **Article 2 bis A (supprimé)** (art. L. 1225-4 du code du travail - Protection des pères salariés contre le

licenciement durant les quatre semaines suivant la naissance de leur enfant) (p. 3397). - **Article additionnel après l'article 2 bis A** (p. 3397). - **Article 2 bis B** (art. L. 1225-16 du code du travail - Octroi de trois autorisations d'absence à un père salarié pour assister à certains examens prénataux de sa compagne) (p. 3398). - **Article 2 bis (suppression maintenue)** (Remise d'un rapport au Parlement sur les effets de la réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 3400). - **Article 3** (art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, art. 4 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat, art. 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques - Interdiction de soumissionner aux marchés publics en cas de délit de discrimination ou de méconnaissance des dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 3401). (p. 3401). - **Article 5 ter** (art. L. 2323-47 et L. 2323-57 du code du travail - Extension du champ du rapport de situation comparée à la sécurité et à la santé au travail) (p. 3403). - **Article 5 quinquies A** (p. 3404). - **Article 5 quinquies C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2212-1 du code de la santé publique - Suppression de la référence à la notion de détresse dans le cadre d'une demande d'interruption volontaire de grossesse) (p. 3405). - **Article 5 sexies A (Texte non modifié par la commission)** (art. 601, 627, 1137, 1374, 1728, 1729, 1766, 1806, 1880 et 1962 du code civil, art. L. 314-8 du code de la consommation, art. L. 462-12 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 221-2 du code de l'urbanisme, art. L. 641-4 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la notion de « bon père de famille » dans le code civil et dans d'autres codes) (p. 3408). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 3410). - **Article additionnel après l'article 6 septies** (p. 3411). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11, 515-12 et 515-13 du code civil - Renforcement des dispositions relatives à l'ordonnance de protection) (p. 3413). (p. 3413, 3414). (p. 3414). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 3417). - **Article 11 bis A** (art. 227-11-1 [nouveau] du code pénal - Immunité pénale pour les centres d'hébergement accueillant des victimes de violences titulaires d'une ordonnance de protection) (p. 3418). - **Article 12 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1153-5 du code du travail - Obligation pour l'employeur de mettre fin au harcèlement sexuel commis dans l'entreprise et de le sanctionner) (p. 3419). - **Article 14** (art. L. 311-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 6-9 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Exonération des taxes de délivrance et de renouvellement des titres de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence) (p. 3421). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3422). - **Article 14 bis (suppression maintenue)** (art. L. 316-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit d'une carte de séjour aux victimes de la traite des êtres humains) (p. 3423). - **Article 14 ter A** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clarification du droit au séjour des victimes de violences conjugales de nationalité étrangère) (p. 3424). (p. 3425). - **Article 14 quater (suppression maintenue)** (art. L. 316-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de plein droit d'une carte de séjour à l'étranger victime de violences) (p. 3425). - **Article 14 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 316-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Interdiction de fonder le refus de délivrer une carte de résident à une victime de violences conjugales sur la rupture de vie commune) (p. 3426). - **Article 15 quater (suppression maintenue)** (Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur le traitement des violences envers les femmes et institution par chaque département d'un dispositif d'observation de ces violences) (p. 3427). - **Article 15 quinquies A** (art. L. 232-2 et L. 712-6-2 du code de l'éducation - Possibilité de récusation ou de dépaysement dans le cadre des procédures disciplinaires universitaires) (p. 3428). - **Article 15 quinquies (suppression**

maintenue (art. 34 de la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants - Extension à toutes les formes de violences de l'obligation pour les autorités consulaires françaises de prendre les mesures adaptées pour assurer le retour sur le territoire français des personnes de nationalité française ou résidant habituellement en France qui en ont été victimes à l'étranger) (p. 3428). - **Article 17** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 - Extension du dispositif de signalement de contenus illicites sur Internet aux faits d'incitation à la haine en raison du sexe, de l'orientation sexuelle ou du handicap et aux faits de diffusion d'images de violence) (p. 3430). - **Article 17 bis (suppression maintenue)** (art. 373-2, 373-2-9, 373-2-10 et 388-1 du code civil, art. 227-2 du code pénal - Résidence alternée des enfants) (p. 3432, 3433). - **Article 18** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Parité aux élections législatives) (p. 3436). - **Article 18 quater** (art. L. 273-10 du code électoral - Clarification des règles de remplacement des conseillers communautaires) (p. 3437, 3438). - **Article 19 ter (supprimé)** (art. 52 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique - Anticipation et renforcement de l'obligation de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des conseils d'administration ou de surveillance des établissements publics de l'État) (p. 3439, 3440). - **Article 20** (art. 4, 6-1 et 6-2 [nouveau] de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public - Représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises publiques) (p. 3440). - **Article 22 ter A (supprimé)** (art. L. 1431-3 du code général des collectivités territoriales - Parité des conseils d'administration des établissements publics de coopération culturelle) (p. 3441). (p. 3441). - **Article 22 quinquies (supprimé)** (Inscription dans la loi de l'existence de l'observatoire de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la culture et la communication) (p. 3442). - **Article 23** (Égalité entre les femmes et les hommes au sein des autorités administratives indépendantes et des commissions et instances consultatives ou délibératives de l'État) (p. 3443). - **Article 25 (Pour coordination)** (Application outre-mer) (p. 3447). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3448).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les**

violences à l'égard des femmes et la violence domestique [n° 437 (2013-2014)] - (5 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3673, 3674).

- **Débat sur « Quel avenir pour les colonies de vacances ? »** - (10 juin 2014) (p. 4655, 4657).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la nouvelle géographie prioritaire de la ville** - (3 juillet 2014) (p. 5479).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage** - (17 juillet 2014) (p. 6289, 6290).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les procédures d'agrément dans les colonies de vacances** - (17 juillet 2014) (p. 6291).

- **Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Commission mixte paritaire [n° 761 (2013-2014)]** - (23 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6725, 6727). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6747).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la recherche sur les biotechnologies** - (13 novembre 2014) (p. 8118).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le recrutement des enseignants et la crise du recrutement** - (13 novembre 2014) (p. 8120, 8121).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cohérence de la politique spatiale européenne et le robot Philae** - (13 novembre 2014) (p. 8122, 8123).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Enseignement scolaire

- (4 décembre 2014) (p. 9575, 9577). - **Etat B** (p. 9580). (p. 9582). (p. 9583). - **Article 55** (art. 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Prorogation du fonds d'amorçage pour la réforme des rythmes scolaires dans le 1er degré pour l'année scolaire 2015-2016) (p. 9584).

VALLINI (André)

secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, chargé de la réforme territoriale (du 10 avril 2014 au 26 août 2014)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la décentralisation et de la fonction publique, chargé de la réforme territoriale (à partir du 26 août 2014)
sénateur (Isère)
SOC
(jusqu'au 11 mai 2014)

Démissionnaire (devenu membre du Gouvernement) le 11 mai 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 11 mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 636 (2013-2014)] (18 juin 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations israélo-palestiniennes - Audition de M. David Pollock, chercheur au Washington Institute for Near East Policy.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Réunion du jeudi 13 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est : situation en mer de Chine méridionale et géostratégie des détroits - Audition du professeur Eric Frécon, d'Asia-Centre.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Audition de M. Arnaud Danjean, président de la sous-commission « Sécurité et défense » du Parlement européen.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat et vote sur une demande du Gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en République centrafricaine** - (25 février 2014) (p. 2335, 2337).

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes** [n° 476 (2013-2014)] - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3562, 3563).

- Secrétaire d'Etat - **Article 1er** (*Modalités de perception de la taxe communale*) (p. 3569). - **Article 2** (*Compensations financières pour l'Etat et les collectivités territoriales*) (p. 3569).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire** [n° 123 (2013-2014)] - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3620).

- Secrétaire d'Etat - **Article unique** (p. 3622). (p. 3622). (p. 3622, 3623). (p. 3624). (p. 3624).

- **Question orale sans débat sur l'actualisation des conditions de renouvellement du permis de conduire international** - (20 mai 2014) (p. 4076).

- **Question orale sans débat sur la situation des centres des finances publiques dans le département du Morbihan** - (27 mai 2014) (p. 4299, 4300).

- **Question orale sans débat sur l'allocation d'actifs de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique** - (27 mai 2014) (p. 4301).

- **Question orale sans débat sur l'usage des titres de restaurant** - (27 mai 2014) (p. 4301, 4302).

- **Question orale sans débat sur les mesures destinées à favoriser l'accession aux voitures électriques** - (27 mai 2014) (p. 4302, 4303).

- **Question orale sans débat sur les recherches minières et permis de "Villeranges"** - (27 mai 2014) (p. 4304).

- **Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums** [n° 546 (2013-2014)] - (27 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 4312, 4313). (p. 4319). - **Article 1er** (*Modalités d'établissement des schémas régionaux des crématoriums*) (p. 4320). (p. 4320). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4321). - **Article 3** (*Dates de mise en place et de révision des schémas régionaux de crématoriums*) (p. 4322).

- **Questions cribles thématiques sur les territoires ruraux et la réforme territoriale** - (12 juin 2014) (p. 4784). (p. 4785). (p. 4786). (p. 4789). (p. 4790). (p. 4791).

- **Proposition de loi permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Deuxième lecture** [n° 615 (2013-2014)] - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5015, 5017). - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Modalités de création de sociétés d'économie mixte à opération unique*) (p. 5025). (p. 5026).

- **Proposition de loi relative à la sobriété, à la transparence et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques** [n° 595 (2013-2014)] - (26 juin 2014) - **Article 1er** (*art. L. 32-1, L. 34-9-1, L. 34-9-2 et L. 43 du code des postes et des communications électroniques - Modération de l'exposition aux champs électromagnétiques et concertation préalable à l'installation d'installations radioélectriques*) (p. 5320). (p. 5321). - **Article 2** (*Harmonisation des protocoles de mesures et de simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques*) (p. 5321). (p. 5321). (p. 5321). - **Intitulé du titre II** (p. 5322). - **Article 3** (*art. L. 1313-1 du code de la santé publique - Mission de veille et de vigilance de l'Anses en matière de radiofréquences*) (p. 5322). - **Article 4** (*art. 184 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement - Mention du DAS, recommandations d'usages et normes techniques des équipements radioélectriques*) (p. 5323). (p. 5324). - **Article 5** (*art. L. 5232-1-1 et L. 5232-1-3 [nouveaux] du code de la santé publique - Encadrement de la publicité pour les téléphones mobiles et autres équipements radioélectriques*) (p. 5324). (p. 5325). - **Article 6 (supprimé)** (*Politique de sensibilisation à une utilisation plus responsable des téléphones mobiles et autres équipements radioélectriques*) (p. 5326). - **Article 7** (*Limitation de l'exposition aux champs électromagnétiques dans les établissements scolaires*) (p. 5327). - **Article 8 (supprimé)** (*Rapport sur l'électro-hypersensibilité*) (p. 5328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5332).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral** [n° 635 (2013-2014)] - (4 juillet 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5567, 5568). (p. 5573, 5575). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5616). - **Article 2** (*Fixation du chef-lieu des nouvelles régions*) (p. 5617). - **Article 3** (*art. L. 4111-1 et L. 4123-1, chapitre IV du titre II du livre 1er de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales - Coordinations*) (p. 5618). (p. 5618). (p. 5623). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5627). - **Article 4** (*Date de mise en œuvre de la nouvelle*

carte régionale) (p. 5627). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5628). - **Article 5** (art. L. 335 du code électoral - Assimilation de la métropole de Lyon à une section départementale pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 5629). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 5663). - **Article 9** (art. L. 221 du code électoral - Elections départementales partielles) (p. 5668). - **Article 10** (art. L. 223 du code électoral - Adaptation des règles de contentieux électoral) (p. 5668). (p. 5668). - **Article 11** (Entrée en vigueur des règles nouvelles de remplacement des conseillers départementaux) (p. 5668).

- **Question orale sans débat sur les élus locaux et les périmètres des espaces territoriaux de solidarité et de réciprocité** - (8 juillet 2014) (p. 5785).

- **Question orale sans débat sur les difficultés des associations d'aide à domicile** - (8 juillet 2014) (p. 5786, 5787).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur une question prioritaire de constitutionnalité sur la répartition des sièges dans les intercommunalités** - (17 juillet 2014) (p. 6287, 6288).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les problèmes d'investissement dans les collectivités locales** - (17 juillet 2014) (p. 6293).

- **Question orale sans débat sur le gel des dotations de l'Etat aux collectivités locales** - (22 juillet 2014) (p. 6576, 6577).

- **Question orale sans débat sur les aires de grand passage des gens du voyage** - (22 juillet 2014) (p. 6578).

- **Question orale sans débat sur la prolongation de la validité des cartes nationales d'identité** - (22 juillet 2014) (p. 6579).

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre des visas biométriques** - (22 juillet 2014) (p. 6580, 6581).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)]** - (23 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7348, 7350). (p. 7354).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (29 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7445).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7543, 7544). (p. 7544). (p. 7547). (p. 7549, 7550). (p. 7552). (p. 7555). (p. 7560). (p. 7562). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 7587). (p. 7587). (p. 7587). (p. 7588). (p. 7589). (p. 7590). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7595). - **Article 6** (tableau n° 7 annexé au code électoral - Répartition des conseillers régionaux entre régions et des candidats entre sections départementales) (p. 7602). (p. 7604, 7605). - **Article 7** (art. L. 338-1 du code électoral - Attribution minimale de sièges de conseiller régional par section départementale) (p. 7607). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'élection des conseillers régionaux) (p. 7608). - **Article 12** (art. 21 de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, art. 3 de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte et art. 6 et 47 de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Modification de la durée des mandats des élus régionaux et départementaux) (p. 7614). (p. 7614). (p. 7614). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 7615). - **Article 12 bis (supprimé)** (art. L. 4132-31 et L. 4132-21-3 [nouveau] du code

général des collectivités territoriales - Composition des commissions régionales et désignation à la présidence d'une commission d'un élu d'opposition) (p. 7618). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 7619). - **Article 12 ter (supprimé)** (art. L. 4132-23 du code général des collectivités territoriales - Déclaration d'appartenance à l'opposition d'un groupe d'élus au sein du conseil régional) (p. 7620). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7624).

- **Question orale sans débat sur la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales** - (18 novembre 2014) (p. 8371, 8372).

- **Question orale sans débat sur l'expérimentation en Midi-Pyrénées du schéma de répartition territoriale pour le rééquilibrage des flux de demandes d'asile** - (18 novembre 2014) (p. 8373).

- **Question orale sans débat sur la pérennisation du fonds d'amorçage des rythmes scolaires pour l'année 2015 -2016** - (18 novembre 2014) (p. 8374).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2014) (p. 9401, 9402). - **Etat B** (p. 9403). (p. 9403). (p. 9404). - **Article additionnel avant l'article 58** (p. 9405). - **Article 58** (art. L. 2113-20, L. 2334-4, L. 2334-7, L. 2334-7-1, L. 2334-7-3, L. 2334-10, L. 2334-11, L. 2334-12, L. 2334-13, L. 2334-18-2, L. 2334-40, L. 2334-41, L. 2336-2, L. 3334-1, L. 2334-3, L. 2334-4, L. 4332-4, L. 43-32-7, L. 5211-28, L. 5211-32-1 et L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales - Règles de répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 9409, 9410). (p. 9412). (p. 9415).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10006, 10007). (p. 10015, 10016). - **Article 1er** (art. 226-4 du code pénal - Durée de la flagrance en matière d'infraction de violation de domicile) (p. 10016). - **Article 2 (supprimé)** (art. 38 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Saisine du préfet par le maire pour qu'il mette en demeure l'occupant sans titre d'un domicile de quitter les lieux) (p. 10017). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10018). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10019).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 171 (2014-2015)]** - (15 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10366, 10368). - **Article 3** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Simplification de modalités de regroupements volontaires des régions et départements et coordinations) (p. 10391). (p. 10392).

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la réforme territoriale** - (16 décembre 2014) (p. 10429). (p. 10429, 10430).

- **Question orale sans débat sur la fusion d'établissement public de coopération intercommunale et instances de consultation** - (16 décembre 2014) (p. 10430, 10431).

- **Question orale sans débat sur la construction d'un lycée public sur le territoire de la commune de Ploërmel dans le Morbihan** - (16 décembre 2014) (p. 10431, 10432).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 175 (2014-2015)]** - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10505, 10506).

VALLS (Manuel)
ministre de l'intérieur
(jusqu'au 1er avril 2014)
Premier ministre
(à partir du 2 avril 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur - Nouvelle lecture [n° 267 (2013-2014)]** - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 305, 307). (p. 326, 327). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] et L.O. 297 du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale*) (p. 329). (p. 329). - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local*) (p. 331). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - *Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire*) (p. 331). (p. 332). (p. 333). - **Intitulé du projet de loi organique** (p. 333).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen - Nouvelle lecture [n° 268 (2013-2014)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**. - (15 janvier 2014) - **Article 1er B (suppression maintenue)** (art. L. 231 du code électoral - *Renforcement des inéligibilités pour l'élection des conseils municipaux*) (p. 335). - **Article 1er C (suppression maintenue)** (art. L. 46-1-1 (nouveau) du code électoral - *Nouvelles incompatibilités applicables aux membres des cabinets ministériels*) (p. 335). - **Article 1er D (suppression maintenue)** (art. L. 46-1-2 (nouveau) du code électoral - *Nouvelles incompatibilités applicables aux membres du cabinet du président de la République et des cabinets ministériels*) (p. 335).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres de la délinquance** - (6 février 2014) (p. 1447, 1448).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (6 février 2014) (p. 1452, 1453).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (9 avril 2014) (p. 2573, 2579). (p. 2596, 2598).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation** - (10 avril 2014) (p. 2667, 2668).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités et 10 milliards d'économie** - (10 avril 2014) (p. 2669).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Premier ministre sur la réforme territoriale** - (10 avril 2014) (p. 2671).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité pour 2014-2017** - (29 avril 2014) (p. 3582, 3586).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des collectivités territoriales** - (15 mai 2014) (p. 4027, 4028).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme territoriale** - (5 juin 2014) (p. 4626, 4627).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme** - (5 juin 2014) (p. 4628, 4629).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le djihadisme** - (5 juin 2014) (p. 4632, 4633).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme territoriale** - (3 juillet 2014) (p. 5482, 5483).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures économiques et fiscales et le comportement du patronat** - (3 juillet 2014) (p. 5484, 5485).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le conflit au Proche-Orient** - (17 juillet 2014) (p. 6283, 6284).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ruralité et les assises de la ruralité** - (17 juillet 2014) (p. 6286, 6287).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le positionnement du Gouvernement dans une démarche constructive vis-à-vis du Sénat** - (16 octobre 2014) (p. 7154).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Turquie** - (16 octobre 2014) (p. 7155).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités locales** - (16 octobre 2014) (p. 7160, 7161).

- **Éloge funèbre de Christian Bourquin, sénateur des Pyrénées-Orientales** - (28 octobre 2014) (p. 7370, 7371).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7372, 7377). (p. 7395, 7398).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur « l'affaire Fillon »** - (13 novembre 2014) (p. 8117, 8118).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le PJJ pour la croissance et l'activité** - (11 décembre 2014) (p. 10088).

VANDIERENDONCK (René)
sénateur (Nord)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 18 juin 2014 ; puis vice-président le 23 juin 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (5 février 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral (19 novembre 2014).

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 294 (2013-2014)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 301 (2013-2014)] (22 janvier 2014) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 154 (2013-2014)] relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 340 (2013-2014)] (5 février 2014) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation**.

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail**.

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 636 (2013-2014)] portant nouvelle organisation territoriale de la République [n° 174 (2014-2015)] (10 décembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Communication et examen d'un amendement de la commission.

Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des lois*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des lois*) : Géolocalisation - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Justice familiale - Examen du rapport d'information.

Modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport pour avis.

Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des lois*) : Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Instaurer un schéma régional des crématoriums - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : M. Jean-Éric Schoettl, conseiller d'État, sur le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales, l'articulation de ce pouvoir avec celui du Premier ministre et l'articulation entre eux des différents pouvoirs réglementaires locaux.

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission des lois*) : Autorités administratives indépendantes - Communication de M. Patrice Gélard.

Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modification du Règlement du Sénat afin de rééquilibrer la composition des commissions permanentes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du lundi 16 juin 2014 (*commission des lois*) : Création des polices territoriales et dispositions relatives à leur organisation et leur fonctionnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Examen des amendements au texte de la commission.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF) et de représentants de l'ARF.

Délimitation des régions, élections régionales et départementales et modification du calendrier électoral - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 23 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juin 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et autoriser l'échange en matière de voies rurales - Examen du rapport.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission spéciale sur la délimitation des régions*) : Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des lois*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, président de la mission commune d'information « Avenir de l'organisation décentralisée de la République ».

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Yves Krattinger, ancien sénateur, auteur du rapport d'information « Des territoires responsables pour une République efficace ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur « l'évolution des finances locales à l'horizon 2017 », et présentation de la méthodologie utilisée par le cabinet Michel Klopfer, finances locales consultants.

(*commission des lois*) : Favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Rétablir à sept ans la durée du mandat du président de la République et à le rendre non renouvelable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des communautés de France : M. Marc Fesneau, président de la commission « Institutions et pouvoirs locaux », et M. Alain Berthéas, vice-président de la commission « Développement économique et emploi » de l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Assemblée des départements de France : M. Claudy Lebreton, président, président du conseil général des Côtes d'Armor, et M. Bruno Sido, sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne, secrétaire général.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des maires de France : M. Jacques Pélessard, président de l'AMF, et M. Jean-Louis Puissegur, membre du Bureau de l'AMF et président de l'Association des maires de Haute-Garonne.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de l'Association des régions de France : M. Alain Rousset, président, président de la région Aquitaine, et M. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Missions « Administrations générale et territoriale de l'Etat », « Immigration, asile et intégration » et « Sécurités » - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de confédérations syndicales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études du Conseil d'Etat.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'entreprises de travaux et de services, partenaires des collectivités territoriales.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'organisations patronales et d'organismes consulaires.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Regards croisés franco-allemands sur l'organisation territoriale avec Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, et M. Peter Friedrich, ministre du Land Bade Wurtemberg, chargé du Bundesrat, des affaires européennes et internationales.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Auditions, sous forme de table ronde d'universitaires spécialisés dans l'approche comparative des organisations territoriales au sein de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République** - (7 janvier 2014) (p. 52, 53).

- **Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 251 (2013-2014)]** - (14 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 208, 210). - **Article 1er** (*Politique de la ville*) (p. 223). (p. 223). - **Articles additionnels après l'article 1er bis A** (p. 237). (p. 237). - **Article 2** (art. 6, 7, art. 9-1 à 9-3, 10-3 et 10-4 [nouveaux], 11 et 12 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ; art. 5 de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir - Nouveau programme national de renouvellement urbain) (p. 242). (p. 242). (p. 244). - **Article 5** (*Contrats de ville*) (p. 251, 252). (p. 255). (p. 255). (p. 259). (p. 262).

- **Suite de la discussion** (15 janvier 2014) - **Article 10 A (nouveau)** (art. 1er et 2 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, art. L. 1132-1 et L. 1133-5 [nouveau] du code du travail, art. 225-1 et 225-3 du code pénal - Discrimination en fonction du lieu de résidence) (p. 289, 290).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué - Deuxième lecture [n° 308 (2013-2014)]** - (30 janvier 2014) - **Article 1er bis** (art. L. 1751 et L. 1751-1 [nouveau] du code civil - Extension de la cotéularité du bail aux partenaires liés par un PACS) (p. 1007, 1008).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois (p. 1008). - **Article 46 sexies A** (art. L. 111-6-1 et art. L. 111-6-1-1 et L. 111-6-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable aux travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un logement existant) (p. 1100, 1101). (p. 1101). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, L. 441-2-9 [nouveau], L. 472-3 et L. 423-13 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 1106). - **Article 58** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 1156). (p. 1156).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2014) - **Article 70** (art. L. 210-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 1171). (p. 1173). (p. 1173). - **Article 73** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme - Dispositions relatives au règlement du plan local d'urbanisme) (p. 1184). - **Article 84 bis** (**suppression maintenue**) (art. L. 125-6, L. 125-7, L. 512-21 [nouveau], L. 514-20, L. 515-12, L. 556-1, L. 556-2 et L. 556-3 du code de l'environnement - Instauration par l'Etat de zones de vigilance et lutte contre les friches industrielles) (p. 1201, 1202). - **Article 84 ter** (**suppression maintenue**) (art. 230 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Dispositions relatives au domaine de Chambord) (p. 1208). - **Article 64 (précédemment réservé)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et

L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme ; art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 1227). (p. 1227).

- **Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 341 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1553, 1554).

- Rapporteur - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223-2 du code de l'action sociale et des familles - Limitation du rôle des services de l'Aide sociale à l'enfance en matière d'accueil des mineurs isolés étrangers) (p. 1570).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 441 (2013-2014)]** - (16 avril 2014) - en remplacement de Mme Nicole Bonnefoy, rapporteur pour avis de la commission des lois - **Article 5** (art. L. 145-40-1 et L. 145-40-2 [nouveaux] du code de commerce - Établissement d'un état des lieux et des charges locatives) (p. 3249). (p. 3250). (p. 3251). - **Article 6** (art. L. 145-46-1 [nouveau] du code de commerce - Droit de préférence pour le locataire en cas de vente du local commercial qu'il occupe) (p. 3252). - **Article 7 bis B** (Contrats de revitalisation commerciale) (p. 3260). - **Article 7 bis** (art. L. 145-9 du code de commerce - Formes du congé d'un bail commercial) (p. 3262). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19-V et 24-I de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans ; art. L. 123-1-1, L. 743-13 et L. 950-1 du code de commerce ; art. L. 8221-6-I du code du travail - Disparition de certaines dispenses établies au profit des auto-entrepreneurs) (p. 3288). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 526-7, L. 526-8, L. 526-9, L. 526-10, L. 526-11, L. 526-14, L. 526-15, L. 526-16 et L. 526-17 du code de commerce - Changement de registre de rattachement ou de lieu d'inscription au sein du registre d'un EIRL) (p. 3293). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 526-8 du code de commerce - Simplification du passage d'une entreprise individuelle au régime de l'EIRL) (p. 3294). - **Article 20 AA** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Possibilité de lier l'octroi d'une subvention à la limitation de l'attribution de dividendes) (p. 3296). - **Article additionnel après l'article 20 AA** (p. 3298, 3299).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 20 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 751-7 du code de commerce - Obligations déontologiques des membres de la CNAC) (p. 3317). - **Article 21 ter** (art. L. 752-6 du code de commerce - Critères d'appréciation des commissions départementales d'aménagement commercial) (p. 3320).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (sous-section 1, sous-section 2 [nouvelles] de la section 2 du chapitre II du Titre Ier du Livre II du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 212-7, L. 212-8-1 [nouveau], L. 212-9, L. 212-10, L. 212-10-1 à L. 212-10-9 [nouveaux], L. 212-11 à L. 212-13, L. 212-23, L. 414-4 [nouveau], chapitre V [nouveau] du titre II et chapitre IV [nouveau] du titre III du livre IV du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-1, L. 751-2-IV, L. 751-6-II, L. 752-3-1, L. 752-7, L. 752-14, L. 752-17, L. 752-19 et L. 752-22 du code de commerce - Dispositions relatives à la procédure de délivrance de l'autorisation d'aménagement cinématographique) (p. 3338). - **Article 25** (art. L. 750-1-1 du code de commerce - Dispositions relatives au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) (p. 3343). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 [nouveau] du code de l'artisanat - Régime électoral des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 3348). (p. 3349). - **Article 30 ter** (art. L. 2124-33 et L. 2124-34 [nouveaux] du

code général de la propriété des personnes publiques - Autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'acquéreur ou l'héritier d'un fonds de commerce) (p. 3354, 3355). (p. 3355). (p. 3355). (p. 3355). (p. 3356). (p. 3356).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 468 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3543, 3544). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 41-4 du code de procédure pénale - Conservation des scellés) (p. 3547). (p. 3548). (p. 3548). (p. 3549).

- **Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 609 (2013-2014)]** - (16 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4816, 4818). - **Article 1er** (art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4, L. 511-5, L. 512-1, L. 512-2, L. 512-3, L. 512-4, L. 512-5, L. 512-6, L. 513-1, L. 514-1 et L. 515-1 du code de la sécurité intérieure - Missions des agents de police territoriale) (p. 4837). - **Article 22 B (nouveau)** (art. L. 225-4 du code de la route - Accès direct au fichier national du permis de conduire) (p. 4860). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4870, 4871).

- **Proposition de loi permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique - Deuxième lecture [n° 615 (2013-2014)]** - (18 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5022).

- **Proposition de loi visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies - Deuxième lecture [n° 640 (2013-2014)]** - (23 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5126, 5127).

- **Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 34 (2014-2015)]** - (22 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7307, 7308).

- **Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)]** - (23 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7352, 7353).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7394, 7395).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (28 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7407).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2014) - **Article 1er A (Rappel des vocations de chaque échelon local)** (p. 7458). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 7464). - **Article 1er** (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale) (p. 7480).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2014) (p. 7515, 7516). (p. 7527).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Provisions - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (2 décembre 2014) (p. 9371).

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
 UDI-UC

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des affaires sociales à partir du 9 octobre 2014 ; vice-président de la commission jusqu'au 7 octobre 2014.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; puis vice-président le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale (28 mai 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 (14 octobre 2014).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale le 17 décembre 2014.

Vice-président de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : L'aide à domicile auprès des publics fragiles : un système à bout de souffle à réformer d'urgence [n° 575 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Amiante : des enjeux toujours actuels, relever le défi du désamiantage [n° 668 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 45 (2014-2015)] de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 46 (2014-2015)] (22 octobre 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Équilibres financiers généraux [n° 83 tome 1 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Assurance maladie [n° 83 tome 2 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Examen des articles [n° 83 tome 7 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)] - Tableau comparatif [n° 83 tome 8 (2014-2015)] (5 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 100 (2014-2015)] (18 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 124 (2014-2015)] pour 2015 [n° 127 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde avec les ligues de sport professionnel.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Formation professionnelle, emploi et démocratie sociale - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Agences régionales de santé - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde avec la participation de directions nationales de contrôle de gestion.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Développement, encadrement des stages et amélioration du statut des stagiaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Mathieu Moreuil, directeur de l'action européenne de la première division de football au Royaume-Uni (Premier League).

Table ronde sur le sport féminin professionnel.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus constatés lors des détachements de travailleurs et la concurrence déloyale.

(*commission des affaires sociales*) : Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information de 2005 sur l'amiante - Examen du rapport de suivi.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Constitution du Bureau.

Réunion du mardi 14 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

(*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Roieghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Article 1er** (art. L. 1233-57-9 [nouveau] à L. 1233-57-22 [nouveau] du code du travail et art. L. 613-1 [nouveau], L. 615-1-1 [nouveau] et L. 615-2 [nouveau] du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1311, 1312).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 février 2014) (p. 1776).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1799, 1800). - **Article 1er** (art. L. 1233-67, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 2241-6, L. 2323-37, L. 5212-11, L. 6111-1, L. 6312-1, L. 6323-1 à L. 6323-22, L. 6324-9, L. 6325-24, L. 6331-26 et L. 6523-1 du code du travail - *Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1841).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1866).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 14** (art. L. 2, L. 5112-1, L. 5112-2, L. 5312-12-1, L. 6111-1, L. 6123-1 à L. 6123-5, art. L. 6123-6 nouveau et L. 6123-7 nouveau du code du travail, et art. L. 232-1 et L. 237-1 du code de l'éducation - *Simplification de la gouvernance nationale et régionale de la formation professionnelle et de l'emploi*) (p. 2172). - **Article 16** (art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - *Réforme de la représentativité patronale*) (p. 2184). (p. 2184, 2185). (p. 2190). (p. 2191). - **Article 18** (art. L. 2135-9 à L. 2135-18 [nouveaux], L. 2145-2, L. 2145-3, L. 3142-8 et L. 3142-9 du code du travail - *Instauration d'un fonds paritaire pour financer les organisations syndicales et patronales*) (p. 2202). (p. 2203). - **Article 19** (art. L. 2325-1, L. 2325-34-1 à L. 2325-34-4 [nouveaux], L. 2325-45 à L. 2325-55 [nouveaux], L. 2327-12-1 [nouveau], L. 2327-14-1 [nouveau] et L. 2327-16 du code du travail - *Obligation d'établir des comptes dans les comités d'entreprise*) (p. 2206). (p. 2206). - **Article 20** (art. L. 4416-1 ; L. 4721-8 ; L. 4722-1 ; L. 4722-2 ; L. 4723-1 ; L. 4723-2 ; L. 4731-1 à L. 4731-5 ; L. 4732-1 à L. 4732-3 ; L. 4741-3 ; L. 4741-9 ; L. 4751-1 ; L. 4751-2 ; L. 4751-3 [nouveau] ; L. 8111-1 ; L. 8112 -1 [nouveau] ; L. 8112-2 à L. 8112-5 ; L. 8113-4 et L. 8113-5 [nouveaux] ; L. 8113-7 ; L. 8114-1 ; L. 8114-4 à L. 8114-7 [nouveaux] ; L. 8115-1 à L. 8115-8 [nouveaux] ; L. 8122-1 et L. 8122-2 [nouveaux] ; L. 8123-2 ; L. 8123-4 du code du travail ; art. 524 du code de procédure pénale ; art. L. 511-1 du code minier ; art. L. 616-1 ; L. 623-1 ; L. 642-1 ; L. 645-1 ; L. 647-1 et L. 646-1 du code de la sécurité intérieure - *Réforme de l'inspection du travail*) (p. 2213, 2214). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2222).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (21 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2240, 2241). - **Article 1er** (*Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 2247).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3719, 3720). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3731). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3735). - **Article 6** (art. L. 8224-3, L. 8224-5, L. 8234-1, L. 8234-2, L. 8243-1, L. 8243-2, L. 8256-3 et L. 8256-7 du code du travail - *Création d'une liste, accessible sur internet, des personnes condamnées pour certaines infractions de travail illégal*) (p. 3740). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3747).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4104, 4105).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4700, 4701).

- **Débat sur les agences régionales de santé** - (11 juin 2014) (p. 4718, 4719).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (16 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - *Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés*) (p. 6159, 6160). (p. 6163).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 6617). - **Explications de vote sur la seconde délibération, la deuxième partie et l'ensemble du projet de loi** (p. 6627, 6628).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]** - (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6982, 6983). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6994).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 [n° 56 (2014-2015)]** - (6 novembre 2014) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 7884, 7885).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]** - (10 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7951, 7955).

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2014) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Question préalable** (p. 8000).

Première partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 2 et annexe A** (p. 8011).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - *Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C*) (p. 8014). (p. 8017). (p. 8018). (p. 8018). (p. 8018, 8019). (p. 8019). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8021). - **Article 5** (*Rectification des prévisions de recettes, des objectifs de dépenses et des tableaux d'équilibre pour 2014*) (p. 8024). (p. 8025).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 8026). (p. 8027). (p. 8028). (p. 8029). - **Article 7** (art. L. 130-1, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 131-2, L. 131-3, section II du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 133-10, L. 136-2, L. 136-5, L. 136-8, L. 137-11-1, L. 241-3, L. 242-13, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-11, L. 244-14 et L. 612-9 du code

de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et de la famille, art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 761-10 du code rural et de la pêche maritime et art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Prélèvements sociaux applicables aux revenus de remplacement) (p. 8033). (p. 8035). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8037). - **Article 8** (art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale, art. 13 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - *Affiliation des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public et suppression de l'exonération de cotisations sociales des indemnités versées aux élus de chambres d'agriculture et de métiers et des indemnités versées aux administrateurs ayant la qualité de travailleur indépendant élus des organismes de sécurité sociale*) (p. 8039). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8041). - **Article 8 bis (nouveau)** (art. L. 161-1-1, L. 161-6, L. 171-3, L. 171-6 [nouveau], L. 325-1, L. 613-2, L. 613-4, L. 6113-5, L. 613-6, L. 613-7, L. 613-7-1, L. 622-10 du code de la sécurité sociale, L. 732-9 et L. 761-3 du code rural et de la pêche maritime - *Aménagement des dispositions de la loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises*) (p. 8044). - **Article 8 ter (nouveau)** (*Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs*) (p. 8046). (p. 8046, 8047). (p. 8047). - **Article 9** (art. L. 242-4-4 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Encadrement des assiettes forfaitaires*) (p. 8049). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8050). (p. 8052). (p. 8052). (p. 8054). - **Demande de réserve** (p. 8054). - **Article 12** (art. L. 171-4, L. 171-5 [nouveaux], L. 376-1, L. 454-1, L. 613-21, L. 643-9 [nouveau], L. 644-4 [nouveau], L. 645-5-1 [nouveau], L. 723-13-1 [nouveau] et L. 723-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 733-1 [nouveau], L. 761-16, L. 761-19, L. 762-14 et L. 762-26 du code rural et de la pêche maritime - *Généralisation à l'ensemble des régimes de sécurité sociale des dispositions relatives au recours contre tiers*) (p. 8056). (p. 8056). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8056, 8057). (p. 8058). (p. 8059). (p. 8060). (p. 8061). (p. 8063). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 131-6 et L. 242-4-5 [nouveau] du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime - *Intégration dans l'assiette des cotisations sociales de la fraction du revenu, distribuée aux dirigeants majoritaires de SA et de SAS, qui excède 10 % du capital social*) (p. 8065). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 8068). (p. 8069).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 12 bis (suite)** (p. 8087). (p. 8088). (p. 8088). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - *Assujettissement aux prélèvements sociaux des plans d'épargne en actions au moment de leur clôture*) (p. 8088). - **Article 12 quater (nouveau)** (art. L. 651-1 du code de la sécurité sociale - *Exonération de la C3S pour les sociétés coopératives artisanales et les sociétés coopératives d'entreprises de transport*) (p. 8089). (p. 8089). - **Article 12 quinquies (nouveau)** (art. L. 575 A du code général des impôts - *Alignement de la fiscalité applicable aux cigares et cigarillos sur celle en vigueur pour les cigarettes*) (p. 8091). (p. 8094). - **Articles additionnels après l'article 12 quinquies** (p. 8095). (p. 8096). (p. 8096). (p. 8097). (p. 8102). (p. 8104). (p. 8106). - **Article 13** (art. 995 et 1001 du code général des impôts et art. L. 131-8, L. 137-6, L. 137-7, L. 137-9, L. 138-20, L. 241-6, L. 862-3, L. 862-4, L. 871-1 et L. 911-7 du code de la sécurité sociale - *Rationalisation de la fiscalité des contrats d'assurance maladie complémentaire et des contrats d'assurance automobile*) (p. 8109). - **Article 14** (art. L. 136-5 et L. 243-1-3 du code de la sécurité sociale - *Versement des cotisations dans les secteurs soumis à l'obligation de mutualisation des congés payés*) (p. 8112, 8113). (p. 8116). - **Article 15** (art. L. 243-6-5 [nouveau], L. 243-7, L. 243-13 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 724-7, L. 724-7-1 [nouveau], L. 725-12 et L. 725-26 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Dispositions relatives au contrôle et au recouvrement des cotisations et contributions sociales*) (p. 8129). (p. 8130). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 122 de loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 - *Plan de désendettement social de l'agriculture corse*) (p. 8130). - **Article 16** (art. L. 243-6 du code de la sécurité sociale - *Simplification de l'action en remboursement de*

cotisations accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) indues) (p. 8132). - **Article 18** (art. L. 133-5-3, L. 136-5, L. 241-6-2, L. 752-4 et L. 212-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 5427-1 et L. 6331-53 du code du travail - Dissolution de la caisse maritime d'allocations familiales) (p. 8133, 8134). - **Article 20** (Alignement sur le droit commun des circuits financiers et comptables de la caisse de sécurité sociale de Mayotte) (p. 8138). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 8139). - **Article 21** (art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité) (p. 8141). (p. 8141). (p. 8142). (p. 8142). (p. 8143). (p. 8144). - **Article 10 (précédemment réservé)** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17-5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments) (p. 8148, 8149). (p. 8149). (p. 8150). (p. 8151). (p. 8152). (p. 8152). (p. 8153). (p. 8154). (p. 8155). - **Article 11 (précédemment réservé)** (art. 1600-0 O, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D du livre des procédures fiscales, art. L. 138-9-1, L. 138-20, L. 165-5, L. 241-2 et L. 245-5-5-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Simplification des règles d'assujettissement et de recouvrement de certaines contributions pharmaceutiques) (p. 8157). (p. 8157). - **Articles additionnels avant l'article 24** (p. 8158). - **Article 24 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires) (p. 8162, 8163). (p. 8163). - **Article 25** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2015) (p. 8166). - **Article 28 et annexe B** (Approbation du rapport figurant à l'Etat B) (p. 8174). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 8175).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Article 29** (art. L. 161-35-2 (nouveau), L. 162-16-7 et L. 863-3 du code de la sécurité sociale - Tiers payant intégral pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS) (p. 8180). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8181, 8182). (p. 8183). (p. 8184). (p. 8185). (p. 8187). - **Article 29 bis (nouveau)** (art. L. 322-4 du code de la sécurité sociale - Exonération des participations forfaitaires et des franchises pour les bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, ACS) (p. 8188). (p. 8188). - **Articles additionnels après l'article 29 bis** (p. 8189). (p. 8192). (p. 8193). (p. 8193). - **Article 30** (art. L. 322-3 du code de la sécurité sociale - Exonération du ticket modérateur sur les honoraires de dispensation complémentaire en cas d'ordonnance complexe) (p. 8194). (p. 8195). - **Article 31** (art. L. 331-6, L. 613-19-3 (nouveau), L. 722-8-4 (nouveau), L. 732-11 et L. 732-12-2 (nouveau) du code de la sécurité sociale ; art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ; art. L. 1225-28 du code du travail - Transfert d'indemnisation liée au congé maternité au parent survivant en cas de décès de la mère) (p. 8197). - **Article 33** (Création des centres d'information, de dépistage et de diagnostic gratuit des infections sexuellement transmissibles, CIDDG) (p. 8199). (p. 8200). - **Article additionnel après l'article 33 bis** (p. 8201).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 34** (art. L. 3111-11 et L. 3112-3 du code de la santé publique - Prise en charge des vaccins réalisés dans les centres publics de vaccination) (p. 8214). (p. 8215). - **Article 35** (art. L. 1114-5 (nouveau) du code de la santé publique et L. 221-1 du code de la sécurité sociale - Financement des associations d'usagers et des organismes concourant à la promotion de leurs droits) (p. 8216). - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques) (p. 8218, 8219). (p. 8220). (p. 8223). - **Article 37**

(art. L. 6111-3-1 [nouveau] du code de la santé publique et L. 166-22-8-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Hôpitaux de proximité) (p. 8226). - **Article 38** (art. L. 1435-4-3 [nouveau] du code de la santé publique - Création d'un praticien territorial de médecine ambulatoire, PTMA) (p. 8227). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 8229). (p. 8232). (p. 8234). - **Article 40** (art. L. 1432-3, L. 1432-5, L. 1432-6, L. 1435-8, L. 1435-9 et L. 1435-10 du code de la santé publique - Réforme des modalités de gestion et des missions du Fonds d'intervention régional, FIR) (p. 8235). (p. 8236). (p. 8236). (p. 8237). - **Article 41** (art. L. 161-37, L. 162-1-7-1, L. 162-1-8 et L. 165-1-1 du code de la sécurité sociale - Financement de l'innovation) (p. 8239). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 8239). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé) (p. 8242). (p. 8243). (p. 8244). (p. 8245). - **Article additionnel après l'article 42 bis** (p. 8245). - **Article 43 ter (nouveau)** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale - Règles applicables à la substitution des médicaments dispensés par voie inhalée) (p. 8249). (p. 8250). - **Article 44** (art. L. 162-22-7-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation de la prescription de produits sur la liste en sus) (p. 8251). (p. 8251). - **Article 51 (priorité)** (art. L. 1221-8, L. 1221-9, L. 1221-10, L. 1221-10-2, L. 1221-13, L. 1222-8, L. 1223-1, L. 5121-1, L. 5221-3 et L. 5126-5-2 [nouveau] du code de la santé publique - Adaptation du régime des plasmas thérapeutiques à la qualification des plasmas industriels comme médicaments dérivés du sang) (p. 8257). (p. 8259). (p. 8261). - **Article 45** (art. L. 322-5 du code de la sécurité sociale - Régulation de l'offre de taxis conventionnés avec l'assurance maladie pour le transport assis de patients) (p. 8263). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 8263). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8264). - **Article 47** (art. L. 162-16-6, L. 162-22-7 et L. 165-2 du code de la sécurité sociale - Modification des modalités de fixation du tarif des médicaments de la liste en sus) (p. 8265). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8266). (p. 8267). (p. 8267, 8268). (p. 8268). (p. 8268). (p. 8269). (p. 8269, 8270). (p. 8270). (p. 8271). - **Article 48** (art. L. 162-22-2-1 [nouveau], L. 162-22-3, L. 162-22-5, et L. 174-15 du code de la sécurité sociale - Extension du mécanisme de réserve prudentielle au champ OQN, objectif quantifié national) (p. 8272). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8273). (p. 8274). - **Article 50** (art. L. 1142-3-1 [nouveau] du code de la santé publique - Réparation des dommages imputables aux actes à visée esthétique) (p. 8277). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8278). (p. 8278). (p. 8278, 8279). (p. 8279). - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 8279). (p. 8279). - **Article 54** (Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2015) (p. 8289). - **Article 55** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2015) (p. 8290, 8292). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 8302, 8303). (p. 8303). - **Article 65** (art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale - Proportionnalité des sanctions prononcées en cas de fraudes aux prestations famille et vieillesse) (p. 8329). - **Article 66** (art. L. 242-1-3 du code de la sécurité sociale et L. 725-12-1 du code rural et de la pêche maritime - Prise en compte des droits à l'assurance vieillesse acquis par les salariés d'une entreprise en redressement suite à un contrôle, sans condition du paiement du redressement par l'entreprise) (p. 8329). - **Articles additionnels après l'article 66** (p. 8331). (p. 8331). (p. 8332). (p. 8333). - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 8334). (p. 8334). - **Article 69 (nouveau)** (art. L.8224-2, L.8234-1 et L.8243-1 du code du travail et L. 133-6-8-4 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux cotisations sociales) (p. 8335, 8336). (p. 8336). - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi** (p. 8339, 8340).

- **Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]** (27 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8997, 8998).

Deuxième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 3** (art. L. 138-19-1 à L. 138-19-7 [nouveaux] et L. 138-20 du code de la sécurité sociale - Institution d'une contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises titulaires des droits d'exploitation de médicaments destinés au traitement de l'hépatite C) (p. 9009). - **Article 5** (Rectification des prévisions de recettes, des objectifs de dépenses et des tableaux d'équilibre pour 2014) (p. 9011).

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 bis A (supprimé)** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Approfondissement des allègements généraux de cotisations pour les entreprises et associations d'aide à domicile) (p. 9013). - **Article 8 ter** (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs) (p. 9015, 9016). - **Article 10** (art. L. 138-10 à L. 138-13, L. 138-14 [nouveau], L. 138-15 à L. 138-19, L. 162-17-5 [nouveau] et L. 162-22-7-1 du code de la sécurité sociale - Modification des règles relatives aux outils de régulation des dépenses de médicaments) (p. 9022). (p. 9022, 9023). - **Article 12** (art. L. 171-4, L. 171-5 [nouveaux], L. 376-1, L. 454-1, L. 613-21, L. 643-9 [nouveau], L. 644-4 [nouveau], L. 645-5-1 [nouveau], L. 723-13-1 [nouveau] et L. 723-21-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 733-1 [nouveau], L. 761-16, L. 761-19, L. 762-14 et L. 762-26 du code rural et de la pêche maritime - Généralisation à l'ensemble des régimes de sécurité sociale des dispositions relatives au recours contre tiers) (p. 9024). - **Article 12 ter A (supprimé)** (art. L. 131-6 du code de la sécurité sociale - Exclusion de l'assiette des cotisations sociales de la fraction des dividendes distribuée aux dirigeants majoritaires de SARL) (p. 9025). (p. 9027, 9028). - **Article 12 sexies (supprimé)** (Cumul emploi retraite des médecins exerçant en zone sous-dense) (p. 9038). - **Article 15** (art. L. 243-6-5 [nouveau], L. 243-7, L. 243-13 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 724-7, L. 724-7-1 [nouveau], L. 725-12 et L. 725-26 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Dispositions relatives au contrôle et au recouvrement des cotisations et contributions sociales) (p. 9042). - **Article 24 et annexe C** (Approbation des prévisions de recettes et du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires) (p. 9046). - **Article 28 et annexe B** (Approbation du rapport figurant à l'Etat B) (p. 9051).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 29 bis A (supprimé)** (Rapport au Parlement sur les dépassements d'honoraires) (p. 9052). - **Article 36** (art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques) (p. 9055). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé

publique - Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé) (p. 9056). - **Article 43 ter** (art. L. 5125-23-2 et L. 5125-23-4 [nouveau] du code de la santé publique, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale - Règles applicables à la substitution des médicaments dispensés par voie inhalée) (p. 9057). - **Article 44** (art. L. 162-22-7-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Régulation de la prescription de produits sur la liste en sus) (p. 9058). - **Article 45 bis (supprimé)** (art. L. 1112-1 du code de la santé publique - Obligation de transmission d'une lettre de liaison à la sortie de l'hôpital) (p. 9059). - **Article 47 bis (supprimé)** (art. L. 161-37, L. 161-39, L. 162-12-15, L. 162-17-6, L. 162-17-7, L. 165-2 et L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Évaluation de l'intérêt thérapeutique relatif des médicaments soumis à remboursement) (p. 9060). - **Article 53** (art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes) (p. 9063). - **Article 53 ter** (Rapport d'évaluation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 9066). - **Article 54** (Objectif de dépenses de la branche maladie pour 2015) (p. 9067). - **Article 56 A (supprimé)** (art. L. 351-8 du code de la sécurité sociale - Relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans en 2024) (p. 9068). - **Article 56 B (supprimé)** (Institution d'un régime universel de retraite par points) (p. 9069). - **Article 61 AA (supprimé)** (Rapport au Parlement sur l'évaluation de l'impact de la réforme de la prestation partagée d'éducation de l'enfant) (p. 9070). - **Article 61 A** (art. L. 521-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant des allocations familiales selon le niveau de ressources des bénéficiaires) (p. 9071). - **Article 61 B (supprimé)** (art. L. 521-2 et L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Aide sociale à l'enfance) (p. 9074). - **Article 62** (Objectif de dépenses de la branche famille pour 2015) (p. 9076, 9077). - **Article 65** (art. L. 114-17 du code de la sécurité sociale - Proportionnalité des sanctions prononcées en cas de fraudes aux prestations famille et vieillesse) (p. 9077). (p. 9078). - **Article 66 bis (supprimé)** (art. L. 243-7-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Autorisation du cotisant pour l'emport de documents lors d'un contrôle Urssaf) (p. 9078). - **Article 66 ter (supprimé)** (art. L. 244-9 du code de la sécurité sociale - Suspension de la procédure de recouvrement en cas de contestation de la mise en demeure) (p. 9078). - **Article 69** (art. L. 8224-2, L. 8234-1 et L. 8243-1 du code du travail et L. 133-6-8-4 et L. 243-7-7 du code de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux cotisations sociales) (p. 9079). (p. 9079).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Article 31 octies** (p. 10557). (p. 10557).

VASPART (Michel)
sénateur (Côtes-d'Armor)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 8 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 8 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission du développement durable*) : Avis de l'Autorité de la concurrence relatif au secteur des autoroutes - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général du groupe Air France-KLM.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission du développement durable*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

VAUGRENARD (Yannick)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 9 octobre 2014 ; membre de la commission jusqu'au 8 octobre 2014.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014 ; puis vice-président le 5 novembre 2014.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral le 9 octobre 2014.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises (14 mai 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (10 juillet 2014).

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle le 20 janvier 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises** [n° 60 (2014-2015)] - (4 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 7708, 7709).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Politique des territoires - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (3 décembre 2014) (p. 9489, 9490).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (4 décembre 2014) - **Article 47** (*Modification du dispositif d'exonération en faveur de l'emploi saisonnier agricole*) (p. 9624).

- **Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République** [n° 175 (2014-2015)] - (16 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10488, 10489).

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! [n° 388 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 376 (2013-2014)] relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 440 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès aux soins oculaires sur tout le territoire par l'organisation d'une filière de formations en santé visuelle [n° 480 (2013-2014)] (23 avril 2014) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises [n° 556 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail**.

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au financement bancaire des entreprises - Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Thomas Cazenave, directeur général adjoint de Pôle emploi, chargé de la stratégie et des relations extérieures, et de Mme Firmine Duro, adjointe chargée des relations extérieures.

Réunion du mercredi 22 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels » - Audition de M. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et M. Christian Bataille, député, sur le rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission des affaires économiques*) : Bilan d'activité et présentation de la stratégie à horizon 2020 - Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste.

Interdiction de la mise en culture du maïs génétiquement modifié MON810 - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : commerce électronique, tendances et opportunités.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? » : présentation du rapport.

Atelier de prospective : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? ».

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pascal Lamy, président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Jean-Yves Charlier, président-directeur général et d'Olivier Henrard, secrétaire général de SFR.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Hermann Simon, président de Simon-Kucher & Partners, auteur de l'ouvrage *Les champions cachés du XXI^e siècle*.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises.

Réunion du mardi 27 mai 2014 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Artisanat, commerce et très petites entreprises - Examen des amendements au texte de la CMP.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective « Quels emplois pour demain ? ».

Réunion du mercredi 11 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Jean-Louis Bal, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'AREVA.

(*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Luc Oursel, président du directoire d'Areva.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires économiques*) : Secteur des télécommunications - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan d'activité de la délégation 2011-2014.

(*commission des affaires sociales*) : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! » - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre des dispositions de la loi du 23 juillet 2010 relatives aux chambres de commerce et d'industrie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des affaires économiques*): Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

(*délégation sénatoriale à la prospective*): Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Matthias Fekl, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean Tirole, prix 2014 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

Loi de finances pour 2015 - Audition de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et de Mme Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

(*délégation sénatoriale à la prospective*): Programme de travail pour la session 2014-2015.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Bernard Lévy, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général d'Électricité de France (EDF).

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Alexandre Grillat, secrétaire national au secteur « Développement durable, logement, RSE et énergie » de la confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC).

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de Mme Marylise Léon, secrétaire nationale de la confédération française démocratique du travail (CFDT), responsable de la politique du développement durable, des politiques industrielles, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la coordination en matière de RSE.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jacques Chanut, président de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des affaires économiques*): Règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transition énergétique pour la croissance verte - Audition conjointe de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et de M. Jacques Repussard, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Transition énergétique pour la croissance verte - Table ronde avec des représentants de syndicats et d'associations patronales.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** - *Nouvelle lecture* [n° 267 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 268 (2013-2014)** (p. 322, 324).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen** - *Nouvelle lecture* [n° 268 (2013-2014)] - (15 janvier 2014) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 267 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à la consommation** - *Deuxième lecture* [n° 283 (2013-2014)] - (27 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 678, 679).

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2014) - **Article 4 bis A (priorité)** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « fait maison » dans la restauration) (p. 734).

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 917, 918).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** - *Deuxième lecture* [n° 308 (2013-2014)] - (30 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 955, 956).

- **Projet de loi relatif à la consommation** - *Commission mixte paritaire* [n° 348 (2013-2014)] - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1601, 1602).

- **Débat sur l'épargne populaire** - (26 février 2014) (p. 2403, 2404).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises** [n° 441 (2013-2014)] - (16 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3207, 3209).

- Rapporteur - **Article additionnel avant l'article 1er AA** (p. 3227). - **Article 1er AA (nouveau)** (art. L. 145-3 du code de commerce - Statut des contrats de mise à disposition d'emplacement dans les grands magasins et les centres commerciaux) (p. 3228). - **Article additionnel après l'article 1er AA** (p. 3228, 3229). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-4 du code de commerce - Résiliation anticipée d'un bail commercial par le locataire ou par les ayants droits du preneur) (p. 3230, 3231). - **Article 1er** (art. L. 145-5 du code de commerce - Allongement de la durée des baux dérogatoires) (p. 3231). (p. 3232). - **Article 1er bis** (art. L. 145-5-1 [nouveau] du code de commerce - Convention d'occupation précaire) (p. 3233). - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3233). - **Article 1er quater** (art. L. 145-15 et L. 145-16 du code de commerce - Inopposabilité de la prescription biennale des actions en nullité posée à l'art. L. 145-60 du code de commerce) (p. 3234). (p. 3235). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 3236). (p. 3236). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce - Généralisation de l'application de l'indice des

loyers commerciaux, ILC, et de l'indice des loyers des activités tertiaires, ILAT) (p. 3237). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-35 du code de commerce - Extension de la compétence des commissions départementales de conciliation en matière de baux commerciaux) (p. 3238). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 145-39-1 [nouveau] du code de commerce - Lissage des augmentations du loyer permises par les dérogations aux règles de plafonnement) (p. 3239, 3240). (p. 3240). (p. 3241). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 3241). - **Article 5** (art. L. 145-40-1 et L. 145-40-2 [nouveaux] du code de commerce - Établissement d'un état des lieux et des charges locatives) (p. 3249). (p. 3249). (p. 3250). (p. 3251). - **Article 6** (art. L. 145-46-1 [nouveau] du code de commerce - Droit de préférence pour le locataire en cas de vente du local commercial qu'il occupe) (p. 3252). (p. 3253). (p. 3253). (p. 3254). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3254). (p. 3255). - **Article 7** (art. L. 214-1, L. 214-1-1 [nouveau], L. 214-2 du code de l'urbanisme, et L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales - Droit de préemption commercial) (p. 3256). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3256, 3257). - **Article 7 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 581-14 du code de l'environnement - Entretien de l'aspect des locaux commerciaux) (p. 3258). - **Article 7 bis B (Contrats de revitalisation commerciale)** (p. 3259). (p. 3260). (p. 3260). (p. 3261). - **Article 7 bis** (art. L. 145-9 du code de commerce - Formes du congé d'un bail commercial) (p. 3262). (p. 3262). - **Article 8 (Modalités d'entrée en vigueur)** (p. 3263). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 3263). - **Article 9** (art. 16-II, 19-I, 19-I bis A, 19-I bis A, 19-I bis, 19-III, 19-I, 20, 21-I, 21-III, 22-1, 24-I, 24-V et 25-1 [nouveau] de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et art. L. 243-2 du code des assurances - Règles relatives au statut de l'artisan) (p. 3266). (p. 3268). (p. 3269). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3271). (p. 3271). (p. 3273). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3274). (p. 3275). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 3276). - **Article 12** (art. L. 133-6-8, L. 133-6-8-1, L. 133-6-8-2, L. 161-1-1, L. 161-1-3, du code de la sécurité sociale, art. 50-0, 102 ter, 151-0, 1609 quater viciés B du code général des impôts - Dispositions relatives au régime social des auto-entrepreneurs) (p. 3278). (p. 3279). (p. 3282). (p. 3282). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 131-6, L. 131-6-1, L. 131-6-2, L. 133-6-7, L. 136-3, L. 171-3, L. 241-6, L. 613-1, L. 613-2, L. 622-1, L. 622-4, L. 622-10, L. 722-4, L. 723-5, L. 755-2-1, L. 756-4, L. 756-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 6331-48, L. 6331-49 et L. 6331-54 du code du travail ; art. L. 4139-6-1 du code de la défense ; art. 34 de la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés ; art. 8-II-1° de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 relative aux mesures de simplification des formalités concernant les entreprises, les travailleurs indépendants, les associations et les particuliers employeurs - Mesures de coordination) (p. 3284). - **Article 12 ter** (art. L. 133-6-7-2, L. 242-11, L. 612-4, L. 612-5, L. 612-13, L. 613-4, L. 613-7, L. 613-7-1 [nouveau], L. 633-10, L. 635-1, L. 635-5, L. 642-1, L. 642-2, L. 642-2-1 et L. 645-2 du code de la sécurité sociale ; art. 11-II de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2012 - Mesures de coordination) (p. 3287). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19-V et 24-I de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans ; art. L. 123-1-1, L. 743-13 et L. 950-1 du code de commerce ; art. L. 8221-6-I du code du travail - Disparition de certaines dispenses établies au profit des auto-entrepreneurs) (p. 3288). - **Article 13 bis** (art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Suppression de la dispense de stage de préparation à l'installation, SPI, pour les auto-entrepreneurs) (p. 3289). (p. 3290). (p. 3290). - **Article 14** (art. 1600 bis [nouveau], 1601 et 1601 A, 1601-0A [nouveau] du code général des impôts - Acquiescement de la taxe pour frais de chambres consulaires) (p. 3291). - **Article additionnel avant l'article 17** (p. 3292). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 526-7, L. 526-8, L. 526-9, L. 526-

10, L. 526-11, L. 526-14, L. 526-15, L. 526-16 et L. 526-17 du code de commerce - Changement de registre de rattachement ou de lieu d'inscription au sein du registre d'un EIRL) (p. 3293). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 526-8 du code de commerce - Simplification du passage d'une entreprise individuelle au régime de l'EIRL) (p. 3294). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 3294). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 3295). (p. 3295). - **Article 20 AA** (art. 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - Possibilité de lier l'octroi d'une subvention à la limitation de l'attribution de dividendes) (p. 3296). (p. 3297). - **Article additionnel après l'article 20 AA** (p. 3298).

- **Suite de la discussion** (17 avril 2014) - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 425-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Intégration de l'urbanisme commercial dans l'urbanisme de droit commun) (p. 3311). (p. 3311). - **Articles additionnels après l'article 20 A** (p. 3311). (p. 3312). - **Article 20** (art. L. 751-2-II du code de commerce - Composition de la commission départementale d'aménagement commercial) (p. 3313). (p. 3314). (p. 3314). - **Article 20 bis** (art. L. 751-5 et L. 751-6 du code de commerce - Statut et composition de la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3315). (p. 3316). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 3318). - **Article 21 ter** (art. L. 752-6 du code de commerce - Critères d'appréciation des commissions départementales d'aménagement commercial) (p. 3319). (p. 3320). (p. 3321). (p. 3322). (p. 3323). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 752-15 du code de commerce - Prise en considération des critères d'appréciation dans le cadre d'une nouvelle autorisation) (p. 3324). (p. 3324). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 3325). - **Article 23** (art. L. 752-17 du code de commerce - Saisine de la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3326). - **Article additionnel après l'article 23 ter** (p. 3326). - **Article 24** (art. L. 752-21 du code de commerce - Présentation d'un nouveau projet par un pétitionnaire après le rendu de sa décision par la Commission nationale d'aménagement commercial) (p. 3327). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3328). (p. 3328). (p. 3329). (p. 3329). (p. 3330). - **Article 24 bis (Texte non modifié par la commission)** (sous-section 1, sous-section 2 [nouvelles] de la section 2 du chapitre II du Titre Ier du Livre II du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 212-7, L. 212-8-1 [nouveau], L. 212-9, L. 212-10, L. 212-10-1 à L. 212-10-9 [nouveaux], L. 212-11 à L. 212-13, L. 212-23, L. 414-4 [nouveau], chapitre V [nouveau] du titre II et chapitre IV [nouveau] du titre III du livre IV du code du cinéma et de l'image animée ; art. L. 751-1, L. 751-2-IV, L. 751-6-II, L. 752-3-1, L. 752-7, L. 752-14, L. 752-17, L. 752-19 et L. 752-22 du code de commerce - Dispositions relatives à la procédure de délivrance de l'autorisation d'aménagement cinématographique) (p. 3340). - **Articles additionnels après l'article 24 ter** (p. 3341). (p. 3341). - **Article 25** (art. L. 750-1-I du code de commerce - Dispositions relatives au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) (p. 3344). (p. 3345). (p. 3346). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 3346). (p. 3347). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. 8 [nouveau] du code de l'artisanat - Régime électoral des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 3348). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 3350). (p. 3350). (p. 3350). - **Article 30 A** (art. L. 671-2 [nouveau] du code de l'énergie - Plan de prévention des ruptures d'approvisionnement dans le secteur des produits pétroliers dans les outre-mer) (p. 3352). (p. 3352). - **Article 30 bis** (art. L. 2224-18 du code général des collectivités territoriales - Droit de présentation d'un successeur par le titulaire d'une autorisation d'occupation dans une halle ou un marché) (p. 3353). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 915-6, L. 920-7, L. 925-7, L. 955-8 et L. 960-1 du code de commerce - Application du texte dans les outre-mer) (p. 3354). - **Article 30 ter** (art. L. 2124-33 et L. 2124-34 [nouveaux] du code général de la propriété des personnes publiques - Autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'acquéreur ou l'héritier d'un fonds de commerce) (p. 3355, 3356). (p. 3356). - **Articles additionnels après**

l'article 30 quater (p. 3357). (p. 3357). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3360).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès au financement bancaire des petites, moyennes et très petites entreprises** - (17 avril 2014) (p. 3362). (p. 3363).

- **Question orale sans débat sur la situation de la clinique mutualiste de l'Estuaire et du centre hospitalier de Saint-Nazaire** - (6 mai 2014) (p. 3688, 3689). (p. 3689).

- **Question orale sans débat sur le manque de remorqueurs dans le golfe de Gascogne** - (20 mai 2014) (p. 4081). (p. 4082).

- **Débat sur la question « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? »** - (20 mai 2014) (p. 4098, 4101).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4491, 4492).

- **Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Commission mixte paritaire [n° 557 (2013-2014)]** - (5 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4592, 4593).

- Rapporteur - **Article 9 (Règles relatives au statut de l'artisan)** (p. 4623).

- **Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 611 (2013-2014)]** - (17 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 4914, 4915).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 635 (2013-2014)]** - (3 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5536, 5537).

- **Question orale sans débat sur les associations d'aide aux victimes d'infractions et de médiation pénale** - (8 juillet 2014) (p. 5774). (p. 5775).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée de lutte contre la pauvreté** - (16 octobre 2014) (p. 7158, 7159).

- **Débat sur le bilan du crédit d'impôt compétitivité emploi** - (21 octobre 2014) (p. 7247, 7248).

- **Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 43 (2014-2015)]** - (30 octobre 2014) - **Article 1er (art. L. 4111-1 du code général des collectivités territoriales - Nouvelle carte régionale)** (p. 7553). (p. 7558).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie du tourisme** - (4 décembre 2014) (p. 9589). (p. 9589, 9590).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme - grande cause nationale (Rassemblement de Créteil)** - (11 décembre 2014) (p. 10091).

VENDASI (François)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

Ne se représente pas le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2014.

VENDEGOU (Hilarion)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) le 18 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 415 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier l'article 77 de la Constitution et à clarifier l'exercice du droit de vote en Nouvelle-Calédonie [n° 409 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

VERGÈS (Paul)
sénateur (La Réunion)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la préservation des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes [n° 643 (2013-2014)] (19 juin 2014) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission du développement durable*): Transition énergétique pour la croissance verte - Audition de M. Jean-Paul Delevoeye, président du Conseil économique, social et environnemental, de M. Jean Jouzel et Mme Laurence Hézard, rapporteurs d'un avis du CESE.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation des outre-mer** - (26 février 2014) (p. 2373, 2376).

- **Ouverture de la session ordinaire de 2014-2015** - (1er octobre 2014) (p. 6911).

- **Allocution de M. le président d'âge** - (1er octobre 2014) (p. 6911, 6912).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9149, 9150). (p. 9150).

VERGOZ (Michel)
sénateur (La Réunion)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 29 octobre 2014.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination ; membre suppléant le 17 décembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Les niveaux de vie dans les outre-mer : un rattrapage en panne ? [n° 710 (2013-2014)] (9 juillet 2014) - **Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Examen en délégation du rapport sur les niveaux de vie dans les outre-mer.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Simplification de la vie des entreprises - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Egalité des territoires et logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2014 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Arnaud Martrenchar, chef du bureau des politiques agricoles, rurales et maritimes à la sous-direction des politiques publiques, direction générale des outre-mer, et de M. Grégoire Cayé, chargé de mission.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, candidat proposé par le président de la République à la présidence du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE).

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Lionel Collet, candidat pressenti à la présidence du conseil d'administration de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus) et à la présidence du conseil d'administration de l'Institut national de veille sanitaire (Inves).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les zones économiques exclusives ultramarines** - (18 juin 2014) (p. 4990, 4991).

- **Projet de loi de finances pour 2015** [n° 107 (2014-2015)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (28 novembre 2014) (p. 9153). - **Article 57** (*art. 26 de la loi n° 2009 594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Suppression de l'aide à la rénovation des hôtels*

situés dans les départements d'outre-mer, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 9167).

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
UMP

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 29 octobre 2014.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 3 décembre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014 ; puis vice-président le 5 février 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées (11 juin 2014).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à redéfinir certaines modalités d'attribution de l'allocation de reconnaissance nationale aux rapatriés membres des formations supplétives de l'armée française, pendant la guerre d'Algérie [n° 311 (2013-2014)] (24 janvier 2014) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'attribution des sièges dans une intercommunalité pour les communes touristiques [n° 379 (2013-2014)] (19 février 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à donner aux communes la capacité d'inciter les propriétaires au conventionnement des logements [n° 392 (2013-2014)] (24 février 2014) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre aux candidats de se présenter aux élections municipales avec la nuance « sans étiquette » dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 418 (2013-2014)] (14 mars 2014) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi donnant la possibilité à l'Etat de décentraliser auprès de collectivités territoriales la réalisation de grandes infrastructures de communications [n° 424 (2013-2014)] (31 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, des transports et de la voirie : consolider, sécuriser, simplifier [n° 454 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente [n° 494 (2013-2014)] (5 mai 2014) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à modifier l'article 11 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance [n° 531 (2013-2014)] (14 mai 2014) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à accorder un moratoire pour l'application de la réforme des rythmes scolaires et à subordonner son application à la création d'une dotation de compensation ayant un caractère pérenne [n° 539 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Budget - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au financement de la protection sociale et à l'allègement des charges des entreprises [n° 566 (2013-2014)] (30 mai 2014) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 622 (2013-2014)] (17 juin 2014) - **Sécurité sociale - Éducation**.

Proposition de loi visant à décentraliser l'application de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral [n° 667 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération [n° 793 (2013-2014)] (3 septembre 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 586 (2013-2014)] tendant à préciser l'infraction de violation de domicile [n° 142 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 janvier 2014 (*commission des lois*) : Modernisation et simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Daniel Béhar, géographe.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Jean-Pierre Vial : « La simplification des normes applicables aux collectivités territoriales : le cadre légal et réglementaire de l'accès des personnes handicapées aux établissements recevant du public, aux transports publics et à la voirie ».

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de la fonction publique, et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, sur la poursuite de la réforme territoriale.

Réunion du mardi 13 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France, sur le régime juridique des communes nouvelles.

Réunion du mardi 20 mai 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de M. Edmond Hervé sur les politiques temporelles des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 3 juin 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : M. Jean-Éric Schoettl, conseiller d'Etat, sur le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales, l'articulation de ce pouvoir avec celui du Premier ministre et l'articulation entre eux des différents pouvoirs réglementaires locaux.

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des lois*) : Bilan d'application de la réforme ayant supprimé la profession d'avoués.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des lois*) : Lutte contre le terrorisme - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 17 juin 2014 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Transition énergétique - Audition de M. Gérard Mestrallet, président-directeur général de GDF Suez.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires économiques*) : Avenir industriel au coeur de la transition énergétique - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des lois*) : Partenariats public-privé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des lois*) : Accord légal de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport de MM. Philippe Dallier, Charles Guené et Jacques Mézard sur « l'évolution des finances locales à l'horizon 2017 », et présentation de la méthodologie utilisée par le cabinet Michel Klopfer, finances locales consultants.

(*commission des lois*) : Loi de finances 2015 - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'associations oeuvrant dans le domaine social.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de M. Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition d'organisations patronales et d'organismes consulaires.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2015 - Programme « Coordination du travail gouvernemental » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Réunion constitutive de la délégation sénatoriale aux entreprises - Élection du président et désignation du Bureau.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation et de la fonction publique et de M. André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des lois*) : Faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile - Examen des amendements au texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nouvelle organisation territoriale de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 décembre 2014 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christian Martin, conseiller maître à la Cour des comptes, sur les finances communales.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

(*commission des lois*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'évolution des péréquations communale, intercommunale et départementale** - (6 février 2014) (p. 1439, 1440).

- **Débat sur l'avenir des infrastructures de transport** - (6 février 2014) (p. 1469, 1470).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)]** - (25 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2356, 2357).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées [n° 461 (2013-2014)]** - (28 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3471, 3473). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre les agendas d'accessibilité programmée pour les établissements recevant du public et de clarifier la réglementation relative à la mise en accessibilité de ces établissements ainsi que des bâtiments d'habitation*) (p. 3484,

3485). (p. 3486). (p. 3490). (p. 3491). (p. 3491, 3492). (p. 3493, 3494). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue d'adapter les exigences d'accessibilité pour les services de transport public de voyageurs et de créer le schéma directeur d'accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée*) (p. 3495). (p. 3495). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Demande d'habilitation en vue de mettre en œuvre diverses mesures proposées par la concertation nationale sur l'accessibilité et d'adapter certaines dispositions à l'outre-mer*) (p. 3499). (p. 3500). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Délais d'habilitation et de ratification des ordonnances*) (p. 3501).

- **Question orale sans débat sur la liaison ferroviaire Lyon-Turin** - (6 mai 2014) (p. 3694). (p. 3695).

- **Proposition de loi visant à mettre en place un dispositif de réduction d'activité des moniteurs de ski ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite, afin de favoriser l'activité des nouveaux moniteurs [n° 514 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Discussion générale** (p. 3910, 3911).

VIDALIES (Alain)
ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement
(jusqu'au 1er avril 2014)
secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche
(à partir du 26 août 2014)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le découpage électoral** - (9 janvier 2014) (p. 175). (p. 181, 182).

- **Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 121 (2013-2014)]** - (23 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 574, 576). (p. 584, 585). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 585, 586). (p. 587). - **Article 3** (*art. 495-9 du code de procédure pénale - Possibilité pour le juge du siège de diminuer la peine - Présence obligatoire du procureur de la République à l'audience d'homologation*) (p. 588). (p. 588). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 588). (p. 588). (p. 589, 590). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 591, 592). - **Article 4** (*art. 495-15-1 du code de procédure pénale - Suppression de la possibilité pour le procureur de mettre en œuvre à la fois une procédure classique de convocation devant le tribunal correctionnel et une procédure de CRPC*) (p. 593). (p. 593). (p. 593).

- **Rappel au règlement** - (23 janvier 2014) (p. 595).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les annonces du président de la République sur la décentralisation** - (23 janvier 2014) (p. 605).

- **Questions d'actualité au Gouvernement sur les inondations dans le Var** - (23 janvier 2014) (p. 613, 614).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la flexibilité du travail** - (6 février 2014) (p. 1451, 1452).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées - Commission mixte paritaire [n° 632 (2013-2014)]** - (24 juin 2014) - **Discussion générale** (p. 5197, 5198).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'expulsion des squatteurs de domicile [n° 143 (2014-2015)]** - (10 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10005, 10006).

- **Rapporteur - Article 1er** (*art. 226-4 du code pénal - Durée de la flagrance en matière d'infraction de violation de domicile*) (p. 10016). - **Article 2 (supprimé)** (*art. 38 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Saisine du préfet par le maire pour qu'il mette en demeure l'occupant sans titre d'un domicile de quitter les lieux*) (p. 10017). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 10018).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (11 février 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1500). - **Article 1er (supprimé)** (*art. 322-4-1 du code pénal - Doublement des peines de l'installation illicite en réunion sur un terrain appartenant à autrui*) (p. 1501, 1502). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1503). (p. 1504). (p. 1505, 1506). (p. 1506, 1507). (p. 1507, 1508). (p. 1511, 1512). (p. 1513). - **Article 2** (*art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Suppression des motifs d'ordre public fondant la mise en demeure de quitter les lieux*) (p. 1514, 1515). (p. 1517).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections - Deuxième lecture [n° 339 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1539, 1540). (p. 1547, 1548). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1549). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 1549, 1550).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le découpage cantonal** - (20 février 2014) (p. 2122).

- **Projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales [n° 381 (2013-2014)]** - (24 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2261, 2262). (p. 2272, 2273).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe « poids lourds »** - (16 octobre 2014) (p. 7157).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des autoroutes** - (16 octobre 2014) (p. 7158).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'écotaxe** - (30 octobre 2014) (p. 7533).

- **Question orale sans débat sur les dispositifs de rénovation thermique des bâtiments portés par les collectivités territoriales** - (4 novembre 2014) (p. 7654).

- **Question orale sans débat sur les conditions de la privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac** - (4 novembre 2014) (p. 7655).

- **Question orale sans débat sur la ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan** - (4 novembre 2014) (p. 7656).

- **Question orale sans débat sur la modernisation des transports du quotidien en Île-de-France** - (4 novembre 2014) (p. 7657, 7658).

- **Question orale sans débat sur les tarifs d'accès aux autoroutes A10 et A11 en Ile-de-France** - (18 novembre 2014) (p. 8362, 8363).

- **Question orale sans débat sur le médecin des gens de mer du Guilvinec** - (18 novembre 2014) (p. 8363, 8364).

- **Question orale sans débat sur les conflits induits par le développement des éoliennes** - (18 novembre 2014) (p. 8364, 8365).

- **Question orale sans débat sur l'avenir du site Crown de Laon et interdiction du bisphénol A** - (18 novembre 2014) (p. 8366).

- **Questions cribles thématiques sur le financement pour les transports collectifs en France** - (20 novembre 2014) (p. 8523). (p. 8524). (p. 8525). (p. 8525, 8526). (p. 8526). (p. 8527). (p. 8528). (p. 8529). (p. 8529, 8530).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte

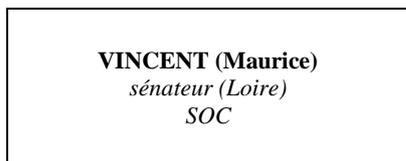
d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres - Compte d'affectation spéciale : Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

- (5 décembre 2014) (p. 9724, 9726).

Écologie, développement et mobilité durables

- (5 décembre 2014) - **Etat B** (p. 9728). - **Article 50 ter (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts et 45 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 - *Affectation de la taxe de l'aviation civile au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens »*) (p. 9729). - **Article 50 quater (nouveau)** (art. 302 bis K du code général des impôts - *Exonération des passagers en correspondance de la taxe de l'aviation civile*) (p. 9730). (p. 9730).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance du groupement d'intérêt public pour la création du Parc national des forêts de Champagne et de Bourgogne** - (11 décembre 2014) (p. 10089).



VINCENT (Maurice)
sénateur (Loire)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 22 juillet 2014.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 21 juillet 2014.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays le 10 décembre 2014.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France jusqu'au 25 novembre 2014.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales jusqu'au 1er mai 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur la participation des élus locaux aux organes de direction des deux sociétés composant l'Agence France locale [n° 536 (2013-2014)] (15 mai 2014) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'Etat [n° 108 tome 3 annexe 21 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*): Audition de MM. Rémi Duchêne, inspecteur général de l'administration, et Bertrand Jarrige, inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Table ronde avec la participation de directions nationales de contrôle de gestion.

Réunion du mardi 15 avril 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Yves Lévy, candidat désigné aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Examen de l'avis et vote.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*): Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Accès à la formation à l'heure du numérique - Table ronde.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de Mme Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 et loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des finances*): Simplification de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*): Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate aux fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » (et article 61) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*): Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission du développement durable*): Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des finances*): Péage de transit poids lourds et infrastructures de transport - Audition de M. Alain Vidalies,

secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » (et articles 56 quinquies et 56 sexies) - Examen du rapport spécial.

Mise en œuvre de la doctrine de l'Etat actionnaire - Audition de M. Régis Turrini, commissaire aux participations de l'Etat, directeur de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*): Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif aux centres provisoires d'hébergement - CPH) - Examen du rapport spécial.

Prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2015 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*): Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à rééquilibrer les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité au bénéfice des communes [n° 476 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3566).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-**

2014]] - (30 avril 2014) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3635).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public [n° 516 (2013-2014)]** - (13 mai 2014) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3878). (p. 3880).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales** - (11 juin 2014) (p. 4709, 4710).

- **Question orale sans débat sur la fin des quotas laitiers** - (22 juillet 2014) (p. 6575, 6576). (p. 6576).

- **Proposition de loi relative à la prise en compte par le bonus-malus automobile des émissions de particules fines et d'oxyde d'azote et à la transparence pour le consommateur des émissions de polluants automobiles [n° 802 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8480). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8489). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8493).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Première partie :

- (25 novembre 2014) - **Article 20** (art. 265 et 265 septies du code des douanes - Relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, sur le

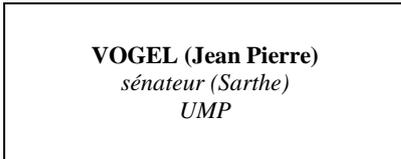
carburant gazole et affectation d'une part de ce produit à l'Agence de financement des infrastructures de France, AFITF) (p. 8910).

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9322, 9323).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - **Article 14** (*Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique*) (p. 10537). - **Article 24** (*Régime fiscal des organismes chargés de l'organisation en France d'une compétition sportive internationale*) (p. 10553).



VOGEL (Jean Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

Election le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 8 octobre 2014.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - **Sécurités (sécurité civile) [n° 108 tome 3 vol. 3 annexe 29 (2014-2015)]** (20 novembre 2014) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faciliter l'implantation de pharmacies par voie de transfert en milieu rural [n° 129 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8443, 8444).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (28 novembre 2014) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 9171, 9172).

WATRIN (Dominique)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 26 novembre 2014.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie jusqu'au 30 septembre 2014.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social le 17 décembre 2014.

Membre de la mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises du 25 février 2014 au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 319 (2013-2014)] (28 janvier 2014) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à encadrer le fichage génétique et à interdire le fichage des personnes poursuivies pour des faits commis à l'occasion d'activités syndicales et revendicatives [n° 367 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à favoriser une exploitation cinématographique indépendante [n° 411 (2013-2014)] (27 février 2014) - **Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une nouvelle politique énergétique et à un codéveloppement durable et solidaire dans l'océan Indien [n° 571 (2013-2014)] (3 juin 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Outre-mer - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : L'aide à domicile auprès des publics fragiles : un système à bout de souffle à réformer d'urgence [n° 575 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Motion tendant à proposer au président de la République de soumettre au référendum le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral [n° 666 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Amiante : des enjeux toujours actuels, relever le défi du désamiantage [n° 668 (2013-2014)] (1er juillet 2014) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à instaurer un moratoire sur l'utilisation et la commercialisation d'armes de quatrième catégorie, et à interdire leur utilisation par la police ou la gendarmerie contre des attroupements ou manifestations [n° 2 (2014-2015)] (1er octobre 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de résolution sur la reconnaissance par la France d'un Etat palestinien [n° 54 (2014-2015)] (28 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne, le Canada et les États-Unis [n° 75 (2014-2015)] (30 octobre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 128 (2014-2015)] (26 novembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la réalité du détournement du crédit d'impôt recherche de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays [n° 149 (2014-2015)] (3 décembre 2014) - **Recherche, sciences et techniques - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Moratoire sur les fermetures de services et d'établissements de santé ou sur leur regroupement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des affaires sociales*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et adoption du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Mark Keese, chef de la division de l'analyse et des politiques de l'emploi, Mme Pia Rattenhuber, statisticienne à la division des politiques sociales, M. Hervé Boulhol, économiste de la division des politiques sociales et Mme Gwenn Parent, économiste sur les politiques sur les travailleurs licenciés à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Désignation des conseillers prud'hommes - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Désignation des conseillers prud'hommes - Table ronde de représentants des syndicats d'employeurs.

Réunion du mercredi 30 avril 2014 (*commission des affaires sociales*) : Don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade - Examen des amendements au texte de la commission.

Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2014 (*commission des affaires sociales*) : Responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et lutte contre le dumping social et la concurrence déloyale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2014 (*mission commune d'information relative à la réalité de l'impact sur l'emploi des exonérations de cotisations sociales*) : Audition de M. Benjamin Gallezot, adjoint au directeur général, de la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS).

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : Aide à domicile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des affaires sociales*) : « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! » - Présentation du rapport d'information.

Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'information de 2005 sur l'amiante - Examen du rapport de suivi.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2013) - Audition de M. Antoine Durrelman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Conférence sociale 2014 - Audition de M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Thierry Breton, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'Institut national du cancer.

Organisation des travaux.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 - Examen, en nouvelle lecture, du rapport.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 21 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 29 octobre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Réformer le système de sécurité sociale des étudiants - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 9 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*délégation aux entreprises*) : Échange de vues sur le programme de travail pour l'année 2015.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Anne Courrèges, candidate pressentie à la direction générale de l'Agence de la biomédecine (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le devenir des élections prud'homales** - (16 janvier 2014) (p. 354). (p. 354).

- **Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 278 (2013-2014)]** - (22 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 493, 496).

- **Question orale sans débat sur les pensions des mineurs et la consolidation de l'offre de soins du régime minier** - (4 février 2014) (p. 1271, 1272). (p. 1272).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (4 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1298, 1299). - **Article 1er** (*art. L. 1233-57-9 [nouveau]* à *L. 1233-57-22 [nouveau]* du code du travail et *art. L. 613-1 [nouveau]*, *L. 615-1-1 [nouveau]* et *L. 615-2 [nouveau]* du code de commerce - *Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement*) (p. 1315, 1316). (p. 1320). (p. 1326). (p. 1328). (p. 1335). (p. 1339, 1340). (p. 1342).

- **Projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 349 (2013-2014)]** - (18 février 2014) - **Article 1er** (*art. L. 1233-67*, *L. 1233-68*, *L. 1233-69*, *L. 2241-6*, *L. 2323-37*, *L. 5212-11*, *L. 6111-1*, *L. 6312-1*, *L. 6323-1* à *L. 6323-22*, *L. 6324-9*, *L. 6325-24*, *L. 6331-26* et *L. 6523-1* du code du travail - *Mise en œuvre du compte personnel de formation*) (p. 1816). (p. 1820). (p. 1820). (p. 1821). (p. 1822). (p. 1822, 1823). (p. 1829). (p. 1835). (p. 1836).

- **Suite de la discussion** (19 février 2014) (p. 1860). (p. 1861). (p. 1862). (p. 1871, 1872). - **Article 2** (*art. L. 1222-14*, *L. 1225-27*, *L. 1225-46*, *L. 1225-57*, *L. 2241-4*, *L. 2242-15*, *L. 2323-34*, *L. 2323-35*, *L. 2323-36*, *L. 3142-29*, *L. 3142-95*, *L. 6313-13* et *L. 6313-14 [nouveaux]*, *L. 6315-1*, *L. 6315-2*, *L. 6321-1*, *L. 6321-8* et *L. 6353-1* du code du travail - *Renforcement du dialogue social sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises et les branches et institution d'un entretien professionnel biennal*) (p. 1885). - **Article 4** (*art. L. 6322-37*, *L. 6331-1*, *L. 6331-3*, *L. 6331-9*, *L. 6331-10*, *L. 6331-11*, *L. 6331-13*, *L. 6331-14* et *L. 6331-16* à *L. 6331-32* du code du travail - *Réforme du financement de la formation professionnelle et suppression de l'obligation légale de financement du plan de formation*) (p. 1900). - **Article 7** (*art. L. 6221-2* et *L. 6233-1-1 [nouveaux]*, *L. 6222-2*, *L. 6222-7*, *L. 6222-7-1*, *L. 6222-8*, *L. 6222-9*, *L. 6222-10*, *L. 6222-11*,

L. 6222-12, L. 6222-12-1, L. 222-18, L. 6222-22-1, L. 6225-2, L. 6225-3 L. 6225-5 et L. 6223-8 du code du travail - Réaffirmation de la gratuité de l'apprentissage et création d'un CDI en apprentissage) (p. 1937, 1938). - **Article 8** (art. L. 6231-1 du code du travail - Valorisation du rôle des CFA) (p. 1942).

- **Suite de la discussion** (20 février 2014) - **Article 10** (art. L. 5121-18, L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-23-1 et L. 5134-25-1, L. 5134-29, L. 5134-71, L. 5135-1 à L. 5135-8 [nouveaux] et L. 5522-13-5 du code du travail - Aménagement de divers dispositifs en faveur de l'emploi : contrat de génération, périodes de mise en situation en milieu professionnel, insertion par l'activité économique, temps partiel) (p. 2130). (p. 2134). - **Article 12** (art. L. 6111-1 à L. 6111-5, L. 6111-6 à L. 6111-7 [nouveaux] et L. 6314-1 du code du travail, art. L. 214-14, L. 214-16-1 et L. 214-16-2 [nouveaux] et L. 313-6 à L. 313-8 du code de l'éducation - Mise en œuvre du service public régional de l'orientation tout au long de la vie et du conseil en évolution professionnelle) (p. 2164). - **Article 13** (art. L. 211-2, L. 214-12, L. 214-12-1, L. 214-13 du code de l'éducation et art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles) (p. 2169). - **Article 16** (art. L. 2151-1 à L. 2152-5 [nouveaux], L. 2135-6, L. 2261-19, L. 2261-3 du code du travail - Réforme de la représentativité patronale) (p. 2194, 2195). - **Article 20** (art. L. 4416-1 ; L. 4721-8 ; L. 4722-1 ; L. 4722-2 ; L. 4723-1 ; L. 4723-2 L. 4731-1 à L. 4731-5 ; L. 4732-1 à L. 4732-3 ; L. 4741-3 ; L. 4741-9 ; L. 4751-1 ; L. 4751-2 ; L. 4751-3 [nouveau] ; L. 8111-1 ; L. 8112 -1 [nouveau] ; L. 8112-2 à L. 8112-5 ; L. 8113-4 et L. 8113-5 [nouveaux] ; L. 8113-7 ; L. 8114-1 ; L. 8114-4 à L. 8114-7 [nouveaux] ; L. 8115-1 à L. 8115-8 [nouveaux] ; L. 8122-1 et L. 8122-2 [nouveaux] ; L. 8123-2 ; L. 8123-4 du code du travail ; art. 524 du code de procédure pénale ; art. L. 511-1 du code minier ; art. L. 616-1 ; L. 623-1 ; L. 642-1 ; L. 645-1 ; L. 647-1 et L. 646-1 du code de la sécurité intérieure - Réforme de l'inspection du travail) (p. 2214).

- **Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle [n° 378 (2013-2014)]** - (21 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2241, 2242). - **Article 1er** (Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement) (p. 2247).

- **Proposition de loi visant à permettre le don de jours de repos à un parent d'enfant gravement malade [n° 457 (2013-2014)]** - (30 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3628, 3629). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3634, 3635).

- **Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale [n° 488 (2013-2014)]** - (6 mai 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 3734). (p. 3734, 3735). - **Article 5 (suppression maintenue)** (art. L. 8224-7 [nouveau] du code du travail - Aménagement des règles de solidarité financière en cas de travail dissimulé) (p. 3739). - **Article 6** (art. L. 8224-3, L. 8224-5, L. 8234-1, L. 8234-2, L. 8243-1, L. 8243-2, L. 8256-3 et L. 8256-7 du code du travail - Création d'une liste, accessible sur internet, des personnes condamnées pour certaines infractions de travail illégal) (p. 3740). - **Article additionnel après l'article 6 ter** (p. 3742). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3746).

- **Proposition de loi tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires [n° 459 (2013-2014)]** - (14 mai 2014) - **Article 1er** (art. L. 124-1 à L. 124-20 [nouveaux] et L. 612-8 à L. 612-14 du code de l'éducation, art. L. 351-17 du code de la sécurité sociale, art. L. 1454-5 [nouveau] et L. 6241-8-1 du code du travail, art. L. 4381-1 du code de la santé publique - Encadrement du recours aux stages et définition du statut du stagiaire) (p. 3924).

- **Question orale sans débat sur le numerus clausus et la désertification médicale** - (27 mai 2014) (p. 4292, 4293). (p. 4293).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire - Deuxième lecture [n° 564 (2013-2014)]** - (4 juin 2014) - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-57-2 et L. 1233-57-3 du code du travail et titre VII du livre VII du code de commerce - Obligation de recherche d'un repreneur) (p. 4522, 4523). - **Article 12 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-57-21 du code du travail - Remboursement des aides publiques en cas de fermeture d'un établissement) (p. 4523). (p. 4524).

- **Question orale avec débat sur l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins des demandeurs d'emploi** - (12 juin 2014) (p. 4800, 4801).

- **Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014 [n° 689 (2013-2014)]** - (15 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6126, 6128).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2014) - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés) (p. 6166, 6167). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6188). (p. 6194). (p. 6194, 6195). (p. 6200). (p. 6200). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6212, 6213). (p. 6214). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13 ; L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6214, 6215). - **Article 5 et annexe B** (Approbation des révisions de prévisions de recettes et du tableau d'équilibre du régime général et de l'ensemble des régimes obligatoires pour 2014) (p. 6222). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 6223).

- **Nouvelle lecture [n° 762 (2013-2014)]** - (22 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 6586, 6588). - **Article 1er** (art. L. 131-10 du code de la sécurité sociale (nouveau), L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime - Allègements de cotisations salariales au bénéfice des salariés et fonctionnaires les moins rémunérés) (p. 6594). - **Article 2** (art. L. 241-5, L. 241-6, L. 241-6-1 (nouveau), L. 241-13, L. 242-11 et L. 834-1 du code de la sécurité sociale, et L. 731-10, L. 731-25, L. 741-3 et L. 751-17 du code rural et de la pêche maritime - Baisse des cotisations sociales des employeurs et des travailleurs indépendants) (p. 6604). (p. 6604). - **Article 3** (art. L. 134-11-1, L. 135-3, L. 241-2, L. 241-13, L. 241-3, L. 611-19, L. 612-1, L. 633-9, L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 du code de la sécurité sociale et L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime - Création d'un abattement d'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés, intégration financière du régime social des indépendants avec le régime général et répartition de l'affectation du produit de la C3S) (p. 6605, 6606). - **Article 5 et annexe B** (Approbation des révisions de prévisions de recettes et du tableau d'équilibre du régime général et de l'ensemble des régimes obligatoires pour 2014) (p. 6608, 6609). - **Article 9** (art. L. 732-24 et L. 762-29 du code rural et de la pêche maritime - Absence exceptionnelle de revalorisation de prestations de sécurité sociale au 1er octobre 2014) (p. 6618).

- **Question orale sans débat sur le rétablissement de l'allocation équivalent retraite** - (14 octobre 2014) (p. 6964). (p. 6965).

- **Projet de loi relatif à la désignation des conseillers prud'hommes [n° 770 (2013-2014)]**- (14 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 6980, 6981). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6991, 6992).

- **Débat sur les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur le suivi de la mission d'information de 2005 sur l'amiante** - (21 octobre 2014) (p. 7255, 7256).

- **Projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises [n° 60 (2014-2015)]**- (4 novembre 2014) - **Article 2 ter** (*Habilitation en vue de préciser le régime du portage salarial*) (p. 7718). - **Articles additionnels après l'article 2 quinquies** (p. 7732, 7733).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article 4** (*Ajustement de la dotation de l'assurance maladie à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam) au titre de l'exercice 2015*) (p. 8020). - **Article 5** (*Rectification des prévisions de recettes, des objectifs de dépenses et des tableaux d'équilibre pour 2014*) (p. 8024).

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 8029). - **Article 7** (*art. L. 130-1, L. 131-1, L. 131-1-1 [nouveau], L. 131-2, L. 131-3, section II du chapitre Ier du titre III du livre Ier, art. L. 133-10, L. 136-2, L. 136-5, L. 136-8, L. 137-11-1, L. 241-3, L. 242-13, L. 243-2, L. 244-1, L. 244-11, L. 244-14 et L. 612-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et de la famille, art. 154 quinquies du code général des impôts, art. L. 761-10 du code rural et de la pêche maritime et art. 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 - Prélèvements sociaux applicables aux revenus de remplacement*) (p. 8030). (p. 8032). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8042).

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2014) - **Article 16** (*art. L. 243-6 du code de la sécurité sociale - Simplification de l'action en remboursement de cotisations accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) indues*) (p. 8132). - **Article 19** (*art. L. 225-1-4 du code de la sécurité sociale et art. L. 731-5 du code du code rural et de la pêche maritime - Financement des besoins de trésorerie du régime des exploitants agricoles*) (p. 8135). - **Article 21** (*art. L. 131-7, L. 131-8, L. 136-8 et L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de compensation à la sécurité sociale des pertes de recettes consécutives aux mesures du pacte de responsabilité*) (p. 8143, 8144). (p. 8144, 8145). - **Article 11 (précédemment réservé)** (*art. 1600-0 O, 1600-0 Q et 1647 du code général des impôts, art. L. 166 D du livre des procédures fiscales, art. L. 138-9-1, L. 138-20, L. 165-5, L. 241-2 et L. 245-5-5-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Simplification des règles d'assujettissement et de recouvrement de certaines contributions pharmaceutiques*) (p. 8157). - **Article 26** (*Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires, FSV ; fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites et des prévisions de recettes mises en réserve par le Fonds de solidarité vieillesse*) (p. 8167).

Quatrième partie :

- (13 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 8181).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2014) - **Article 36** (*art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques*) (p. 8223). (p. 8224). - **Article 42** (*art. L. 162-1-17 et L. 162-30-3 [nouveau] du code de la santé publique - Renforcement des leviers régionaux d'amélioration de la pertinence des soins en établissement de santé*) (p. 8242). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8271). - **Articles additionnels après l'article 53** (p. 8283). - **Article 55** (*Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2015*) (p. 8290). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 8301, 8302). (p. 8303). - **Article 58** (*Contributions de la branche AT-MP du régime général au Fiva, au Fcaata et à la branche maladie du régime général*) (p. 8308). - **Article 60** (*Objectifs de dépenses de la branche AT-MP pour 2015*) (p. 8312).

- **Proposition de loi tendant à réformer le système de sécurité sociale des étudiants [n° 87 (2014-2015)]**- (18 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8418). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8427, 8428).

- **Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)]** - (19 novembre 2014) - **Discussion générale** (p. 8438).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 - Nouvelle lecture [n° 124 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 8 bis A (supprimé)** (*art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Approfondissement des allègements généraux de cotisations pour les entreprises et associations d'aide à domicile*) (p. 9014). - **Article 8 ter** (*art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale - Réduction forfaitaire de cotisation bénéficiant aux particuliers-employeurs*) (p. 9018). - **Article 15** (*art. L. 243-6-5 [nouveau], L. 243-7, L. 243-13 et L. 652-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 724-7, L. 724-7-1 [nouveau], L. 725-12 et L. 725-26 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Dispositions relatives au contrôle et au recouvrement des cotisations et contributions sociales*) (p. 9042). (p. 9043).

Quatrième partie :

- (27 novembre 2014) - **Article 36** (*art. L. 162-22-20 et L. 162-30-3 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Incitation à l'amélioration de la qualité et contrat d'amélioration des pratiques*) (p. 9054, 9055) - **Article 53** (*art. L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles - Dotations 2015 de l'assurance maladie et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à divers fonds et organismes*) (p. 9065).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation

- (1er décembre 2014) (p. 9337, 9338).

YUNG (Richard)
*sénateur (Français établis hors de
 France - Série C 2)*
 SOC
(jusqu'au 30 septembre 2014)
*sénateur (Français établis hors de
 France - Série 2)*
 SOC
(à partir du 1er octobre 2014)

Réélu le 28 septembre 2014.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la commission des affaires européennes ; puis membre le 9 octobre 2014 ; puis vice-président le 13 octobre 2014.

Membre de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel le 22 janvier 2014.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 (16 juillet 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2014 à 2017 (20 novembre 2014).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (20 novembre 2014).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2015 (6 décembre 2014).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics ; nouvelle nomination le 17 décembre 2014.

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières jusqu'au 30 septembre 2014.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux nouveaux aliments (COM (2013) 894 final) [n° 309 (2013-2014)] (22 janvier 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à harmoniser les taux de taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne [n° 313 (2013-2014)] (27 janvier 2014) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à limiter l'usage des techniques biométriques [n° 361 (2013-2014)] (12 février 2014) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le Mécanisme de résolution unique : nouvelle étape de l'Union bancaire [n° 389 (2013-2014)] (20 février 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à améliorer le financement de l'aide aux victimes [n° 414 (2013-2014)] (6 mars 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'action conduite par les représentants de la France, qu'ils appartiennent à l'armée, la police ou la diplomatie, lors des journées des 30 janvier, 1er, 2, 3 et 4 février 2008 à N'djamena, capitale du Tchad [n° 416 (2013-2014)] (7 mars 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à prévenir et compenser les suppressions d'activités et à assurer un juste équilibre entre les territoires [n° 419 (2013-2014)] (17 mars 2014) - **Aménagement du territoire - Travail.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement et du Conseil relatif à des mesures structurelles améliorant la résilience des établissements de crédit de l'Union européenne [COM (2014) 43] [n° 420 (2013-2014)] (19 mars 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 448 (2013-2014)] (9 avril 2014) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à sécuriser les règles relatives à la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité pour les communes [n° 453 (2013-2014)] (15 avril 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à favoriser le recrutement et la formation des sapeurs-pompiers volontaires [n° 553 (2013-2014)] (21 mai 2014) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [n° 591 (2013-2014)] (6 juin 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 715 (2013-2014)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 [n° 716 tome 2 (2013-2014)] (10 juillet 2014) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mieux protéger la santé des travailleurs et à lutter contre les risques psychosociaux d'origine professionnelle [n° 778 (2013-2014)] (23 juillet 2014) - **Travail.**

Proposition de loi relative à la protection de l'enfant [n° 799 (2013-2014)] (11 septembre 2014) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 808 (2013-2014)] portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 7 (2014-2015)] (9 octobre 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 105 (2014-2015)] (19 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)] - Action extérieure de l'Etat [n° 108 tome 3 annexe 1 (2014-2015)] (20 novembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine [n° 151 (2014-2015)] (4 décembre 2014) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 181 (2014-2015)] (11 décembre 2014) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réformer la gouvernance de la Caisse des Français de l'étranger [n° 205 (2014-2015)] (18 décembre 2014)

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir et aux droits des malades en fin de vie [n° 207 (2014-2015)] (19 décembre 2014) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2014 (*commission des finances*) : Financement des politiques culturelles - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des affaires économiques*) : Mise sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Rencontre avec une délégation de la Chambre des lords du Royaume-Uni.

Réunion du mardi 14 janvier 2014 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Priorités de la présidence grecque de l'Union européenne - Audition de M. Evangelos Venizélos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec, et de M. Théodore Passas, ambassadeur de Grèce en France, sur les priorités de la présidence grecque de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 15 janvier 2014 (*commission des finances*) : Enjeux liés au développement des monnaies virtuelles de type bitcoin - Table ronde.

Réunion du mardi 28 janvier 2014 (*commission des finances*) : Reconquérir l'économie réelle - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 février 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Faillites bancaires - Proposition de résolution de M. Richard Yung.

Politique de voisinage - Ukraine.

Réunion du mardi 25 février 2014 (*commission des finances*) : État d'avancement et perspectives d'évolution de l'union bancaire - Audition conjointe de MM. Corso Bavagnoli, sous-directeur des banques et du financement d'intérêt général à la direction générale du Trésor, Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), Karel Lannoo, directeur général du Centre for European Policy Studies (CEPS), Pierre de Lauzun, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, et

Mme Laurence Scialom, professeure d'économie à l'université Paris-X.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des finances*) : Mécanisme de résolution unique : nouvelle étape de l'Union bancaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Séparation bancaire : proposition de résolution européenne portant avis motivé de M. Richard Yung.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel*) : Audition de Mme Morgane Merteuil et M. Thierry Schaffauser, représentants du Syndicat du travail sexuel (STRASS), et de Mme Cécile Lhuillier, co-présidente d'Act Up-Paris.

Réunion du jeudi 10 avril 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

(*commission des finances*) : Audition de M. Algirdas Semeta, commissaire chargé de la fiscalité et de l'union douanière, des statistiques, de l'audit et de la lutte antifraude.

Réunion du jeudi 17 avril 2014 (*commission des finances*) : Comptes bancaires inactifs et contrats d'assurance vie en déshérence - Renforcement de la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2014 (*commission des finances*) : Risque de déflation dans la zone euro - Audition conjointe de MM. Michel Aglietta, professeur émérite à l'université Paris X Nanterre, Anton Brender, directeur des études économiques de Candriam et professeur associé honoraire à l'université Paris-Dauphine, Renaud Lassus, chef du service des politiques macroéconomiques et des affaires européennes de la direction générale du Trésor, et Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mercredi 4 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Proposition de directive relative au secret des affaires : proposition de résolution européenne de Mme Sophie Joissains.

Travail - Détachement des travailleurs : communication de M. Éric Bocquet.

(*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mardi 10 juin 2014 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

(*commission des finances*) : Audition de M. Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur et des services.

Loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mardi 24 juin 2014 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et nouvelle procédure d'évaluation des investissements publics - Audition de M. Louis Schweitzer, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 1er juillet 2014 (*commission des finances*) : Remise du rapport annuel de l'AMF - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 7 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 juillet 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 16 juillet 2014 (*commission des finances*) : Musée national du sport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 17 juillet 2014 (*commission des finances*) : Accord entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») - Examen du rapport.

Réunion du mardi 22 juillet 2014 (*commission des finances*) : Questions diverses - Communication sur la préparation de l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE) dans les domaines économiques et financiers.

Réunion du jeudi 9 octobre 2014 (*commission des finances*) : Diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2015 - Loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget.

Réunion du mercredi 15 octobre 2014 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, Rome 29 et 30 septembre 2014 - Compte rendu.

Diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de Mme Stéphane Pallez, candidate aux fonctions de président-directeur général de La Française des jeux.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » (et articles 45 et 46) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 octobre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 30 octobre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Engagements financiers de l'Etat », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » et compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Enseignement scolaire » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Gouvernance de l'internet : Examen de la proposition de résolution européenne n° 44 de Mme Catherine Morin-Desailly et de M. Gaëtan Gorce - Rapport de Mme Colette Mélot.

Environnement - Proposition de directive relative aux déchets (paquet économie circulaire : proposition de résolution européenne de MM. Michel Delebarre et Claude Kern).

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics, préalable au G20 de Brisbane sur la croissance et la régulation financière.

Loi de finances pour 2015 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Action extérieure de l'Etat » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des Etats étrangers » - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Immigration, asile et intégration » (et communication sur son contrôle budgétaire relatif aux centres provisoires d'hébergement - CPH) - Examen du rapport spécial.

Loi de finances pour 2015 - Mission « Sécurités » (et article 59 septies) et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 18 novembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie précédemment examinés et réservés.

Réunion du mercredi 19 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Surveillance des frontières et sauvetage des migrants en Méditerranée (Opération Triton) - Communication de M. André Reichardt.

Réunion du mercredi 26 novembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mécanisme de résolution unique dans le cadre de l'union bancaire - Communication de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes du Sénat - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen des amendements sur les articles 58 à 58 sexies et 59 à 59 quinquies rattachés.

Réunion du mercredi 3 décembre 2014 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Rapport d'information de M. André Gattolin sur son déplacement au Groenland.

Réunion du samedi 6 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2015 - Examen des amendements aux articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du lundi 8 décembre 2014 (*commission des finances*) : Nouvelle organisation territoriale de la République - Recevabilité financière.

Réunion du mercredi 10 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 12 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 décembre 2014 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2014 - Examen en nouvelle lecture du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le déficit démocratique de l'Union européenne** - (30 janvier 2014) (p. 1001). (p. 1001, 1002).

- **Questions cribles thématiques sur les pratiques et les réalités agricoles et le code de la propriété intellectuelle** - (13 février 2014) (p. 1677, 1678). (p. 1678).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attractivité de notre territoire et le commerce extérieur** - (20 février 2014) (p. 2118, 2119).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 383 (2013-2014)]** - (26 février 2014) - **Discussion générale** (p. 2419).

- **Débat sur les perspectives de la construction européenne** - (20 mai 2014) (p. 4128, 4129).

- **Question orale sans débat sur la situation des enfants recueillis dans le cadre d'une "kafala"** - (27 mai 2014) (p. 4295). (p. 4295).

- **Question orale sans débat sur le prêt à taux zéro pour l'accession à la propriété et les subventions en faveur de l'amélioration de l'habitat** - (27 mai 2014) (p. 4297). (p. 4297).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapatriement fiscal, le CICE et l'ISF** - (19 juin 2014) (p. 5065).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 671 (2013-2014)]** - (7 juillet 2014) - **Discussion générale** (p. 5722, 5724).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2014) - **Articles additionnels après l'article 1er (suite)** (p. 5790).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 8 (2014-2015)]** - (16 octobre 2014) - **Discussion générale** (p. 7169, 7171).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 7183). - **Article 3** (*Transposition de la directive « Solvabilité II »*) (p. 7184). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 7185). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7187). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Transposition du chapitre 10 de la directive 2013/34/UE du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, art. L. 221-7-1, L. 223-26-1, L. 225-102-3 et L. 227-1 [nouveaux] du code du commerce*) (p. 7189). (p. 7190). (p. 7190). (p. 7191). (p. 7191). (p. 7191). (p. 7192).

- **Question orale sans débat sur les effectifs du service de la nationalité des Français nés et établis hors de France** - (4 novembre 2014) (p. 7660, 7661). (p. 7661).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 [n° 78 (2014-2015)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2014) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 8038).

- **Débat sur l'action de la France pour la relance économique de la zone euro** - (19 novembre 2014) - au nom du groupe socialiste et apparentés (p. 8449, 8452).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]** - (20 novembre 2014) - **Question préalable** (p. 8557).

Première partie :

- (21 novembre 2014) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8622). (p. 8623).

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (28 novembre 2014) - **Etat B** (p. 9142, 9143).

Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2014) (p. 9285, 9286).

- Rapporteur spécial - **Etat B** (p. 9315). (p. 9318).

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (8 décembre 2014) - **Articles non rattachés - Articles additionnels après l'article 44 quaterdecies** (p. 9938). (p. 9938).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2014 [n° 155 (2014-2015)]** - (11 décembre 2014) - **Discussion générale** (p. 10124, 10125).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2014) - **Article 14** (*art. 39, 93, 209, 231 ter, 235 ter X, 235 ter ZE, 235 ter ZE bis [nouveau] du code général des impôts - Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique*) (p. 10192). (p. 10194). - **Article 16** (*art. 1379, 1396, 1527 [nouveau], 1635 sexies et 1641 du code général des impôts - Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues*) (p. 10204).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2014) - **Article 14** (*Non déductibilité du résultat de la taxe sur les locaux à usage commercial ou de bureaux d'Ile-de-France, de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages et de la taxe de risque systémique*) (p. 10536). - **Article 16** (*Dispositions favorisant la libération du foncier constructible et la mise sur le marché de logements en zones tendues*) (p. 10539). (p. 10540).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Commission mixte paritaire [n° 182 (2014-2015)]** - (17 décembre 2014) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 10573, 10574).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 décembre 2014) (p. 10652).

ZOCCHETTO (François)
sénateur (Mayenne)
 UDI-UC

Président du groupe Union des Démocrates et Indépendants - UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la géolocalisation (10 février 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition de la directive 2012/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (30 avril 2014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (30 avril 2014).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à interdire la prescription acquisitive des immeubles du domaine privé des collectivités territoriales et à autoriser l'échange en matière de voies rurales [n° 292 (2013-2014)] (16 janvier 2014) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 180 (2013-2014)] visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 338 (2013-2014)] (5 février 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles [n° 368 (2013-2014)] (13 février 2014) - **Justice - Société.**

Proposition de loi organique visant à réduire le nombre de parlementaires [n° 538 (2013-2014)] (19 mai 2014) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe [n° 578 (2013-2014)] (4 juin 2014) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à abroger les dispositions relatives à l'élection des conseillers départementaux issues de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 [n° 740 (2013-2014)] (16 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faciliter les fusions d'établissements publics de coopération intercommunale [n° 784 (2013-2014)] (28 juillet 2014) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 482 (2013-2014)] portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 61 (2014-2015)] (29 octobre 2014) - **Justice - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2014 (*commission des lois*) : Non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen, de député ou de sénateur - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2014 (*commission des lois*) : Accueil et prise en charge des mineurs étrangers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaître le vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2014 (*commission des lois*) : Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2014 (*commission des lois*) : Modifier le Règlement du Sénat afin de rénovier les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 avril 2014 (*commission des lois*) : Égalité réelle entre les femmes et les hommes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2014 (*commission des lois*) : Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Examen du rapport de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des sanctions pénales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2014 (*commission des lois*) : Renforcer l'efficacité des procédures pénales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2014 (*commission des lois*) : Aide juridictionnelle - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2014 (*commission des lois*) : Adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 décembre 2014 (*commission des lois*) : Protection de l'enfant - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté** [n° 287 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 426, 427).

- **Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures** [n° 289 (2013-2014)] - (21 janvier 2014) - **Discussion générale** (p. 449, 450).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections - Deuxième lecture [n° 339 (2013-2014)]** - (12 février 2014) - **Discussion générale** (p. 1540, 1541).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1548, 1549). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 1549).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (9 avril 2014) (p. 2585, 2588).

- **Proposition de loi relative à la réforme des procédures de révision et de réexamen d'une condamnation pénale définitive [n° 468 (2013-2014)]** - (29 avril 2014) - **Discussion générale** (p. 3541, 3542).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la réforme territoriale** - (28 octobre 2014) (p. 7380, 7382).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 novembre 2014) (p. 7764).

- **Projet de loi portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne [n° 62 (2014-2015)]** - (5 novembre 2014) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 7766, 7767). - **Article 2** (*chapitre VI [nouveau] du titre X du livre IV du code de procédure pénale : art. 696-48 à 696-89 [nouveaux] - Reconnaissance mutuelle, en France et dans les autres pays européens, des décisions de placement sous contrôle judiciaire, ou des autres mesures équivalentes, prononcées par une autorité judiciaire d'un pays donné, mais exécutées dans un autre pays*) (p. 7779). (p. 7779). - **Article 3** (*Titre VII quater [nouveau] du livre V du code de procédure pénale : art. 764-1 à 764-43 [nouveaux] - Dispositions tendant à transposer la décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution*) (p. 7785). (p. 7785). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 20-12 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Reconnaissance des condamnations et des décisions de probation pour les mineurs*) (p. 7786). - **Article 4 bis (nouveau)** (*chapitre VII [nouveau] du titre X du livre IV du code de procédure pénale : art. 696-90 à 696-106 [nouveaux] ; art. 227-34 [nouveau] du code pénal - Reconnaissance mutuelle, au sein de l'Union européenne, des décisions de protection prises à l'encontre des victimes d'infraction*) (p. 7789). (p. 7790). - **Article 4 ter (nouveau)** (*sous-titre III [nouveau] du titre préliminaire du livre 1er du code de procédure pénale : art. 10-2 à 10-5 [nouveaux], art. 53-1, 75, 183 et 391 - Droits des victimes*) (p. 7791). (p. 7791). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 7793). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 7795, 7796). (p. 7797). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 7797, 7798). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Application outre-mer*) (p. 7800).

- **Projet de loi de finances pour 2015 [n° 107 (2014-2015)]** - (9 décembre 2014) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9985, 9986).

INDEX

- ABATE (Patrick), p. 1
 ADNOT (Philippe), p. 1
 AÍCHI (Leila), p. 3
 ALFONSI (Nicolas), p. 5
 ALLIZARD (Pascal), p. 6
 ALQUIER (Jacqueline), p. 6
 AMIEL (Michel), p. 7
 AMOUDRY (Jean-Paul), p. 8
 ANDRÉ (Michèle), p. 9
 ANDRÉ (Pierre), p. 13
 ANDREONI (Serge), p. 14
 ANGO ELA (Kalliopi), p. 14
 ANTISTE (Maurice), p. 15
 ANTOINETTE (Jean-Étienne), p. 16
 ANZIANI (Alain), p. 17
 ARCHIMBAUD (Aline), p. 19
 ARIF (Kader), p. 21
 ARNELL (Guillaume), p. 22
 ARTHUIS (Jean), p. 22
 ASSASSI (Éliane), p. 23
 ASSOULINE (David), p. 26
 AUBAN (Bertrand), p. 28
 AUBEY (François), p. 29
 AYRAULT (Jean-Marc), p. 30
 BAILLY (Dominique), p. 30
 BAILLY (Gérard), p. 31
 BARBIER (Gilbert), p. 34
 BAROIN (François), p. 37
 BAS (Philippe), p. 37
 BATAILLE (Delphine), p. 42
 BAYLET (Jean-Michel), p. 43
 BEAUFILS (Marie-France), p. 44
 BEAUMONT (René), p. 46
 BÉCHU (Christophe), p. 48
 BÉCOT (Michel), p. 48
 BEL (Jean-Pierre), p. 50
 BELOT (Claude), p. 50
 BENBASSA (Esther), p. 51
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 54
 BERNARD-REYMOND (Pierre), p. 57
 BERSON (Michel), p. 58
 BERTHOU (Jacques), p. 60
 BERTINOTTI (Dominique), p. 61
 BERTRAND (Alain), p. 61
 BESSON (Jean), p. 62
 BIGNON (Jérôme), p. 63
 BIGOT (Jacques), p. 64
 BILLARD (Joël), p. 65
 BILLON (Annick), p. 65
 BILLOUT (Michel), p. 66
 BIZET (Jean), p. 68
 BLANDIN (Marie-Christine), p. 72
 BLONDIN (Maryvonne), p. 76
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 79
 BOCQUET (Éric), p. 81
 BOISTARD (Pascale), p. 85
 BONHOMME (François), p. 86
 BONNECARRÈRE (Philippe), p. 87
 BONNEFOY (Nicole), p. 88
 BOOG (Françoise), p. 89
 BORDAS (Patricia), p. 91
 BORDIER (Pierre), p. 91
 BOSINO (Jean-Pierre), p. 92
 BOTREL (Yannick), p. 94
 BOUCHART (Natacha), p. 96
 BOUCHET (Gilbert), p. 97
 BOUCHOUX (Corinne), p. 97
 BOULARD (Jean-Claude), p. 101
 BOURDIN (Joël), p. 103
 BOURQUIN (Christian), p. 103
 BOURQUIN (Martial), p. 104
 BOURZAI (Bernadette), p. 107
 BOUTANT (Michel), p. 109
 BOUVARD (Michel), p. 110
 BOYER (Jean), p. 113
 BRICQ (Nicole), p. 114
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 117
 BUFFET (François-Noël), p. 118
 CABANEL (Henri), p. 120
 CADIC (Olivier), p. 121
 CAFFET (Jean-Pierre), p. 122
 CALVET (François), p. 124
 CAMANI (Pierre), p. 125
 CAMBON (Christian), p. 126
 CAMPION (Claire-Lise), p. 129
 CANAYER (Agnès), p. 130
 CANEVET (Michel), p. 131
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p. 132
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 133
 CARCENAC (Thierry), p. 137
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 138
 CARLE (Jean-Claude), p. 142
 CARLOTTI (Marie-Arlette), p. 144
 CARRÈRE (Jean-Louis), p. 144
 CARTRON (Françoise), p. 147
 CARVOUNAS (Luc), p. 149
 CASTELLI (Joseph), p. 150
 CAYEUX (Caroline), p. 150
 CAZEAU (Bernard), p. 151
 CAZENEUVE (Bernard), p. 152
 CÉSAR (Gérard), p. 154
 CHAIZE (Patrick), p. 157
 CHARON (Pierre), p. 158
 CHASSEING (Daniel), p. 159
 CHASTAN (Yves), p. 160
 CHATILLON (Alain), p. 160
 CHAUVEAU (Jean-Pierre), p. 161
 CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre), p. 162
 CHIRON (Jacques), p. 163
 CLAIREAUX (Karine), p. 165
 CLÉACH (Marcel-Pierre), p. 166
 COHEN (Laurence), p. 167
 COINTAT (Christian), p. 171
 COLLIN (Yvon), p. 173
 COLLOMB (Gérard), p. 177
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 178
 COMMEINHES (François), p. 181
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 182
 CORNANO (Jacques), p. 184
 CORNU (Gérard), p. 185
 COUDERC (Raymond), p. 187
 COURTEAU (Roland), p. 188
 COURTOIS (Jean-Patrick), p. 191
 CUKIERMAN (Cécile), p. 193
 CUVILLIER (Frédéric), p. 196
 DALLIER (Philippe), p. 198
 DANESI (René), p. 203
 DANTEC (Ronan), p. 204
 DARNAUD (Mathieu), p. 207
 DARNICHE (Philippe), p. 208
 DASSAULT (Serge), p. 208
 DAUDIGNY (Yves), p. 210
 DAUNIS (Marc), p. 214
 DAVID (Annie), p. 216
 DEBRÉ (Isabelle), p. 222
 del PICCHIA (Robert), p. 224

- DELAHAYE (Vincent), p. 226
 DELATTRE (Francis), p. 230
 DELEBARRE (Michel), p. 235
 DELGA (Carole), p. 237
 DEMERLIAT (Jean-Pierre), p. 238
 DEMESSINE (Michelle), p. 239
 DEMONTÈS (Christiane), p. 242
 DENEUX (Marcel), p. 243
 DÉRIOT (Gérard), p. 245
 DEROCHE (Catherine), p. 246
 DEROMEDI (Jacky), p. 249
 DES ESGAULX (Marie-Hélène), p. 250
 DESESSARD (Jean), p. 253
 DESEYNE (Chantal), p. 257
 DÉSIR (Harlem), p. 258
 DESPLAN (Félix), p. 258
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 260
 DIDIER (Évelyne), p. 262
 DI FOLCO (Catherine), p. 266
 DILAIN (Claude), p. 266
 DINI (Muguette), p. 270
 DOINEAU (Élisabeth), p. 272
 DOLIGÉ (Éric), p. 273
 DOMEIZEL (Claude), p. 277
 DOMINATI (Philippe), p. 278
 DOUBLET (Michel), p. 280
 DUBOIS (Daniel), p. 281
 DUBOIS (Vincent), p. 282
 DUCHÊNE (Marie-Annick), p. 283
 DUFAUT (Alain), p. 285
 DUFLOT (Cécile), p. 286
 DULAIT (André), p. 288
 DUPONT (Ambroise), p. 288
 DUPONT (Jean-Léonce), p. 289
 DURAIN (Jérôme), p. 290
 DURAN (Alain), p. 291
 DURANTON (Nicole), p. 291
 DURRIEU (Josette), p. 292
 DUSERRRE (Jean-Yves), p. 293
 DUVERNOIS (Louis), p. 294
 EBLÉ (Vincent), p. 295
 ECKERT (Christian), p. 296
 EL KHOMRI (Myriam), p. 302
 EMERY-DUMAS (Anne), p. 302
 EMORINE (Jean-Paul), p. 304
 ESCOFFIER (Anne-Marie), p. 305
 ESNOL (Philippe), p. 307
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 308
 ESTROSI SASSONE (Dominique), p. 309
 FABIUS (Laurent), p. 310
 FALCO (Hubert), p. 311
 FARREYROL (Jacqueline), p. 312
 FAUCONNIER (Alain), p. 312
 FAVIER (Christian), p. 315
 FEKL (Matthias), p. 317
 FÉRAT (Françoise), p. 318
 FERRAND (André), p. 320
 FICHET (Jean-Luc), p. 321
 FILIPPETTI (Aurélië), p. 322
 FILLEUL (Jean-Jacques), p. 323
 FIORASO (Geneviève), p. 326
 FISCHER (Guy), p. 327
 FLOSSE (Gaston), p. 328
 FONTAINE (Michel), p. 328
 FORISSIER (Michel), p. 329
 FORTASSIN (François), p. 329
 FOUCAUD (Thierry), p. 331
 FOUCHÉ (Alain), p. 333
 FOURNIER (Bernard), p. 335
 FOURNIER (Jean-Paul), p. 336
 FRASSA (Christophe-André), p. 337
 FRÉCON (Jean-Claude), p. 338
 FROGIER (Pierre), p. 339
 GABOUTY (Jean-Marc), p. 340
 GAILLARD (Yann), p. 340
 GAOUYER (Marie-Françoise), p. 341
 GAROT (Guillaume), p. 343
 GARREC (René), p. 343
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 344
 GATEL (Françoise), p. 346
 GATTOLIN (André), p. 347
 GAUDIN (Jean-Claude), p. 352
 GAUTIER (Jacques), p. 353
 GÉLARD (Patrice), p. 354
 GENEST (Jacques), p. 356
 GÉNISSON (Catherine), p. 357
 GERMAIN (Jean), p. 360
 GHALI (Samia), p. 365
 GILLES (Bruno), p. 366
 GILLOT (Dominique), p. 367
 GILLOT (Jacques), p. 369
 GIRARDIN (Annick), p. 370
 GIRAUD (Éliane), p. 371
 GIUDICELLI (Colette), p. 372
 GODEFROY (Jean-Pierre), p. 373
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p. 376
 GORCE (Gaëtan), p. 380
 GOULET (Nathalie), p. 383
 GOURAULT (Jacqueline), p. 388
 GOURNAC (Alain), p. 390
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 392
 GRAND (Jean-Pierre), p. 392
 GREMILLET (Daniel), p. 393
 GRIGNON (Francis), p. 394
 GROSIDIDIER (François), p. 396
 GROSPERRIN (Jacques), p. 398
 GRUNY (Pascale), p. 399
 GUENÉ (Charles), p. 400
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 403
 GUERRIAU (Joël), p. 403
 GUILLAUME (Didier), p. 405
 GUILLEMOT (Annie), p. 410
 HAMON (Benoît), p. 411
 HAUT (Claude), p. 413
 HÉRISSON (Pierre), p. 414
 HERVÉ (Edmond), p. 414
 HERVÉ (Loïc), p. 416
 HERVIAUX (Odette), p. 416
 HOUEL (Michel), p. 419
 HOUPERT (Alain), p. 420
 HUE (Robert), p. 421
 HUMBERT (Jean-François), p. 421
 HUMMEL (Christiane), p. 422
 HURÉ (Benoît), p. 422
 HUSSON (Jean-François), p. 423
 HYEST (Jean-Jacques), p. 426
 IMBERT (Corinne), p. 433
 IRITI (Teura), p. 433
 JARLIER (Pierre), p. 434
 JEAN (Geneviève), p. 436
 JEANNEROT (Claude), p. 436
 JEANSANNETAS (Éric), p. 439
 JOISSAINS (Sophie), p. 439
 JOUANNO (Chantal), p. 441
 JOURDA (Gisèle), p. 443
 JOUVE (Mireille), p. 444

- JOYANDET (Alain), p. 445
 KALTENBACH (Philippe), p. 445
 KAMMERMANN (Christiane), p. 448
 KANNER (Patrick), p. 449
 KARAM (Antoine), p. 450
 KAROUTCHI (Roger), p. 450
 KELLER (Fabienne), p. 453
 KENNEL (Guy-Dominique), p. 456
 KERDRAON (Ronan), p. 456
 KERN (Claude), p. 457
 KHIARI (Bariza), p. 458
 KLÈS (Virginie), p. 460
 KRATTINGER (Yves), p. 463
 LABAZÉE (Georges), p. 464
 LABBÉ (Joël), p. 467
 LABORDE (Françoise), p. 471
 LAJOUX (Isabelle), p. 474
 LALANDE (Bernard), p. 475
 LAMÉNIE (Marc), p. 475
 LAMURE (Élisabeth), p. 478
 LAMY (François), p. 482
 LARCHER (Gérard), p. 483
 LARCHER (Serge), p. 484
 LASSERRE (Jean-Jacques), p. 486
 LAUFOAULU (Robert), p. 488
 LAURENT (Daniel), p. 489
 LAURENT (Pierre), p. 490
 LAURENT-PERRIGOT (Françoise), p. 491
 LE DRIAN (Jean-Yves), p. 492
 LE FOLL (Stéphane), p. 492
 LE GUEN (Jean-Marie), p. 496
 LEBRANCHU (Marylise), p. 498
 LE CAM (Gérard), p. 499
 LECERF (Jean-René), p. 502
 LECONTE (Jean-Yves), p. 505
 LEFÈVRE (Antoine), p. 508
 LEGENDRE (Jacques), p. 510
 de LEGGE (Dominique), p. 512
 LELEUX (Jean-Pierre), p. 514
 LEMAIRE (Axelle), p. 516
 LE MENN (Jacky), p. 518
 LEMOYNE (Jean-Baptiste), p. 520
 LENOIR (Jean-Claude), p. 521
 LEPAGE (Claudine), p. 526
 LEROY (Jean-Claude), p. 528
 LEROY (Philippe), p. 529
 LE SCOUARNEC (Michel), p. 531
 LÉTARD (Valérie), p. 534
 LIENEMANN (Marie-Noëlle), p. 536
 LIPIETZ (Hélène), p. 539
 LOISIER (Anne-Catherine), p. 541
 LONGEOT (Jean-François), p. 542
 LONGUET (Gérard), p. 543
 LOPEZ (Vivette), p. 546
 LORGEUX (Jeanny), p. 546
 LOZACH (Jean-Jacques), p. 548
 du LUART (Roland), p. 550
 LUCHE (Jean-Claude), p. 550
 LUREL (Victorin), p. 551
 MACRON (Emmanuel), p. 551
 MADEC (Roger), p. 552
 MADRELLE (Philippe), p. 552
 MAGNER (Jacques-Bernard), p. 553
 MAGRAS (Michel), p. 555
 MALHERBE (Hermeline), p. 557
 MALHURET (Claude), p. 557
 MANABLE (Christian), p. 558
 MANDELLI (Didier), p. 558
 MANDON (Thierry), p. 559
 MARC (François), p. 560
 MARC (Alain), p. 566
 MARIE (Didier), p. 566
 MARINI (Philippe), p. 568
 MARSEILLE (Hervé), p. 571
 MARTIN (Philippe), p. 573
 MARTIN (Pierre), p. 573
 MASSERET (Jean-Pierre), p. 574
 MASSON (Jean Louis), p. 575
 MASSON-MARET (Hélène), p. 576
 MAUREY (Hervé), p. 578
 MAYET (Jean-François), p. 580
 MAZARS (Stéphane), p. 580
 MAZUIR (Rachel), p. 581
 MÉDEVIELLE (Pierre), p. 583
 MÉLOT (Colette), p. 583
 MERCERON (Jean-Claude), p. 586
 MERCIER (Michel), p. 586
 MEUNIER (Michelle), p. 588
 MÉZARD (Jacques), p. 591
 MICHEL (Danielle), p. 596
 MICHEL (Jean-Pierre), p. 597
 MICOULEAU (Brigitte), p. 601
 MIGAUD (Didier), p. 601
 MILON (Alain), p. 601
 MIQUEL (Gérard), p. 604
 MIRASSOU (Jean-Jacques), p. 606
 MOHAMED SOILHI (Thani), p. 608
 MONIER (Marie-Pierre), p. 611
 MONTAUGÉ (Franck), p. 611
 MONTEBOURG (Arnaud), p. 612
 de MONTESQUIOU (Aymeri), p. 614
 de MONTGOLFIER (Albéric), p. 616
 MORHET-RICHAUD (Patricia), p. 625
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 625
 MORISSET (Jean-Marie), p. 628
 MOSCOVICI (Pierre), p. 629
 MOULLER (Philippe), p. 629
 NACHBAR (Philippe), p. 630
 NAMY (Christian), p. 631
 NAVARRO (Robert), p. 632
 NÈGRE (Louis), p. 633
 NÉRI (Alain), p. 636
 NEUVILLE (Ségolène), p. 638
 de NICOLAY (Louis-Jean), p. 639
 NICOUX (Renée), p. 639
 NOUGEIN (Claude), p. 641
 PANUNZI (Jean-Jacques), p. 641
 PASQUET (Isabelle), p. 641
 PASTOR (Jean-Marc), p. 643
 PATIENT (Georges), p. 644
 PATRIAT (François), p. 645
 PAUL (Philippe), p. 647
 PAU-LANGEVIN (George), p. 647
 PEILLON (Vincent), p. 648
 PELLERIN (Fleur), p. 648
 PELLELAT (Cyril), p. 649
 PERCHERON (Daniel), p. 649
 PEROL-DUMONT (Marie-Françoise), p. 650
 PERRIN (Cédric), p. 651
 PEYRONNET (Jean-Claude), p. 651
 PIERRE (Jackie), p. 653
 PIGNARD (Jean-Jacques), p. 654
 PILLET (François), p. 655
 PINEL (Sylvia), p. 656
 PINTAT (Xavier), p. 657
 PINTON (Louis), p. 658

INDEX

- PIRAS (Bernard), p. 659
 PLACÉ (Jean-Vincent), p. 659
 PLANCADE (Jean-Pierre), p. 660
 POHER (Hervé), p. 661
 POINTEREAU (Rémy), p. 662
 PONCELET (Christian), p. 664
 PONIATOWSKI (Ladislas), p. 665
 PORTELLI (Hugues), p. 666
 POVINELLI (Roland), p. 668
 POZZO di BORGO (Yves), p. 668
 PRIMAS (Sophie), p. 671
 PRINTZ (Gisèle), p. 673
 PROCACCIA (Catherine), p. 675
 PRUNAUD (Christine), p. 679
 RACHLINE (David), p. 680
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p. 680
 RAINAUD (Marcel), p. 682
 de RAINCOURT (Henri), p. 683
 RAISON (Michel), p. 684
 RAOUL (Daniel), p. 685
 RAVIER (Stéphane), p. 690
 RAYNAL (Claude), p. 691
 REBSAMEN (François), p. 692
 REICHARDT (André), p. 693
 REINER (Daniel), p. 698
 REPENTIN (Thierry), p. 700
 REQUIER (Jean-Claude), p. 701
 RETAILLEAU (Bruno), p. 705
 REVET (Charles), p. 707
 RICHARD (Alain), p. 710
 RIES (Roland), p. 714
 ROBERT (Didier), p. 715
 ROBERT (Sylvie), p. 716
 ROCHE (Gérard), p. 717
 ROGER (Gilbert), p. 719
 ROME (Yves), p. 721
 ROSSIGNOL (Laurence), p. 723
 ROUX (Jean-Yves), p. 725
 ROYAL (Ségolène), p. 726
 SAPIN (Michel), p. 726
 SAUGEY (Bernard), p. 729
 SAVARY (René-Paul), p. 730
 SAVIN (Michel), p. 736
 SCHILLINGER (Patricia), p. 737
 SCHURCH (Mireille), p. 739
 SIDO (Bruno), p. 742
 SITTLER (Esther), p. 745
 SOILIHI (Abdourahamane), p. 747
 SUEUR (Jean-Pierre), p. 747
 SUTOUR (Simon), p. 755
 TANDONNET (Henri), p. 758
 TASCA (Catherine), p. 761
 TAUBIRA (Christiane), p. 764
 TESTON (Michel), p. 767
 TEULADE (René), p. 771
 TOCQUEVILLE (Nelly), p. 771
 TODESCHINI (Jean-Marc), p. 772
 TOURAINÉ (Marisol), p. 773
 TOURENNE (Jean-Louis), p. 775
 TRILLARD (André), p. 775
 TROENDLÉ (Catherine), p. 777
 TROPEANO (Robert), p. 780
 TRUCY (François), p. 781
 TUHEIAVA (Richard), p. 782
 TÜRK (Alex), p. 783
 VAIRETTO (André), p. 783
 VALL (Raymond), p. 784
 VALLAUD-BELKACEM (Najat), p. 787
 VALLINI (André), p. 788
 VALLS (Manuel), p. 791
 VANDIERENDONCK (René), p. 792
 VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 796
 VASPART (Michel), p. 800
 VAUGRENARD (Yannick), p. 801
 VENDASI (François), p. 805
 VENDEGOU (Hilarion), p. 805
 VERGÈS (Paul), p. 806
 VERGOZ (Michel), p. 807
 VIAL (Jean-Pierre), p. 808
 VIDALIES (Alain), p. 810
 VINCENT (Maurice), p. 811
 VOGEL (Jean Pierre), p. 813
 WATRIN (Dominique), p. 814
 YUNG (Richard), p. 818
 ZOCCHETTO (François), p. 822